SOCIÉTÉ DES NATIONS

Recueil des Traités et des Engagements Internationaux enregistrés par le Secrétariat de la Société des Nations.

LEAGUE OF NATIONS

Treaty Series

Publication of Treaties and International Engagements Registered with the Secretariat of the League of Nations.

SOCIÉTÉ DES NATIONS

Recueil des Traités

et des Engagements Internationaux enregistrés par le Secrétariat de la Société des Nations.

VOLUME XIX **1923** **NUMÉROS 1, 2 et 3**

TABLE DES MATIÈRES

Pages

No. 482. — Italie et Royaume des Serbes, Croates et Slovènes :

Accord concernant un projet de Convention pour la réglementation de la pêche dans la mer Adriatique, signé à Brioni le 14 septembre 1921 13

No. 483. — Danemark et Pologne :

Echange de notes comportant un accord exonérant réciproquement les ressortissants des deux pays du service militaire obligatoire au pays où ils ont leur domicile. Copenhague, les 10 et 14 juillet 1923 65

No. 484. — Danemark et Finlande :

Arrangement concernant l'établissement d'un service quotidien de télégrammes de presse entre les deux pays, signé à Copenhague le 27 juillet 1920 71

No. 485. — Finlande et Norvège :

Echange de notes concernant l'exemption, sur la base de réciprocité, d'immeubles destinés à la représentation diplomatique, de l'impôt de timbre à l'occasion de leur homologation. Helsingfors, le 16 juillet 1921. 77

No. 486. — Allemagne et Finlande :

Echange de notes relatif aux frais occasionnés par l'extradition entre l'Allemagne et la Finlande. Berlin, les 20 et 28 février 1922 81

No. 487. — Allemagne et Finlande :

Convention provisoire concernant certaines questions économiques, signée à Berlin le 21 avril 1922 87

No. 488. — Finlande et République des Soviets de Russie :

Accord concernant les anciennes propriétés gouvernementales visées dans la remarque à l'article 22 du Traité de Paix conclu à Dorpat le 14 octobre 1920, signé à Moscou le 7 juillet 1922 99

LEAGUE OF NATIONS

Treaty Series

Publication of Treaties and International Engagements Registered with the Secretariat of the League of Nations.

VOLUME XIX **1923** **NUMBERS 1, 2 and 3**

TABLE OF CONTENTS

Pages

No. 482. — Italy and Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes :

Agreement regarding a draft Convention for the regulation of fishing in the Adriatic, signed at Brioni, September 14, 1921 13

No. 483. — Denmark and Poland :

Exchange of Notes constituting an agreement under which nationals of one of the two countries who are domiciled in the other are exempted from compulsory military service. Copenhagen, July 10 and 14, 1923 65

No. 484. — Denmark and Finland :

Agreement regarding the establishment of a daily service of press telegrams between the two countries, signed at Copenhagen, July 27, 1920 71

No. 485. — Finland and Norway :

Exchange of Notes concerning the exemption from stamp-duty, on a basis of reciprocity, of immovable property intended for the use of diplomatic representatives, on the occasion of its homologation. Helsingfors, July 16, 1921. 77

No. 486. — Germany and Finland :

Exchange of Notes concerning expenses occasioned by extradition between Germany and Finland. Berlin, February 20 and 28, 1922 81

No. 487. — Germany and Finland :

Provisional Convention concerning certain economic questions, signed at Berlin, April 21, 1922 87

No. 488. — Finland and Russian Soviet Republic :

Agreement concerning former Governmental property mentioned in the Note to article 22 of the Peace Treaty concluded at Dorpat, October 14, 1920, signed at Moscow, July 7, 1922 99

Pages

No. 489. — Finlande et République des Soviets de Russie :

Convention relative au rapatriement des ressortissants des deux Parties contractantes dans leurs pays respectifs, signée à Helsingfors le 12 août 1922 105

No. 490. — Finlande et République des Soviets de Russie : ... ...

Convention concernant la pêche dans le Golfe de Finlande, signée à Helsingfors le 20 septembre 1922 143

No. 491. — Finlande et République des Soviets de Russie :

Convention relative au flottage des bois sur les cours d'eau coulant de la Finlande en Russie et vice versa, signée à Helsingfors le 28 octobre 1922 153

No. 492. — Finlande et République des Soviets de Russie :

Convention concernant le maintien des chenaux principaux et la réglementation de la pêche dans les eaux limitrophes de la Finlande et de la Russie, signée à Helsingfors le 28 octobre 1922 183

No. 493. — Finlande et République des Soviets de Russie :

Convention au sujet des conditions auxquelles l'Etat russe et ses ressortissants auront droit au libre transit à travers le territoire de Petsamo (Petchenga), signée à Helsingfors le 28 octobre 1922 199

No. 494. — Esthonie et Finlande :

Echange de notes relatif à l'augmentation de la taxe fondamentale téléphonique entre les deux pays. Tallinn, les 30 octobre et 28 novembre 1922 213

No. 495. — Finlande et République des Soviets de Russie :

Echange de notes relatifs à l'exemption de certains immeubles urbains de l'impôt de timbre et de toutes autres espèces d'impôts à l'occasion de leur homologation ou leur entérinement. Helsingfors, les 12, 14 et 21 février 1923... 219

No. 496. — Finlande et Norvège :

Echange de notes comportant un arrangement relatif à l'échange de notifications concernant les aliénés. Helsingfors, les 9 mars et 28 avril 1923 225

No. 497. — Allemagne et Autriche :

Convention relative aux questions intéressant les mutilés de guerre et les ayants droit des soldats morts à la guerre, signée à Berlin le 17 août 1921... 237

No. 498. — Allemagne et République des Soviets de Russie :

Accord signé à Rapallo le 16 avril 1923 247

No. 499. — Danemark et Esthonie :

Déclaration relative à la protection réciproque des marques de fabrique danoises et esthoniennes. Reval, le 27 juillet 1923 253

No. 500. — Danemark et Esthonie :

Déclaration relative à la protection réciproque des inventions, dessins et modèles industriels danois et esthoniens. Reval, le 27 juillet 1923 259

Pages

No. 489. — Finland and Russian Soviet Republic :

Convention concerning the repatriation of the nationals of the two Contracting Parties to their respective countries, signed at Helsingfors, August 12, 1922. 105

No. 490. — Finland and Russian Soviet Republic :

Convention regarding Fishing Regulations in the Gulf of Finland, signed at Helsingfors, September 20, 1922 143

No. 491. — Finland and Russian Soviet Republic :

Convention regarding the floating of timber in watercourses flowing from Finland to Russia and vice versa, signed at Helsingfors, October 28, 1922... 153

No. 492. — Finland and Russian Soviet Republic :

Convention concerning the maintenance of river channels and the regulation of fishing on watercourses forming part of the frontier between Finland and Russia, signed at Helsingfors, October 28, 1922 183

No. 493. — Finland and Russian Soviet Republic :

Convention concerning the conditions on which the Russian State and its nationals shall be entitled to free transit through the territory of Petsamo (Petchenga), signed at Helsingfors, October 28, 1922 199

No. 494. — Esthonia and Finland :

Exchange of Notes concerning the increase of the basic telephone rates between the two countries. Tallinn, October 30 and November 28, 1922... 213

No. 495. — Finland and Russian Soviet Republic :

Exchange of Notes concerning the exemption of certain urban property from stamp duty and all other charges on the occasion of its homologation or registration. Helsingfors, February 12, 14 and 21, 1923 219

No. 496. — Finlande and Norway :

Exchange of Notes constituting an Agreement concerning the exchange of notifications with regard to persons of unsound mind. Helsingfors, March 9 and April 28, 1923 ... 225

No. 497. — Germany and Austria :

Convention relating to matters concerning persons disabled in the war and the dependants of soldiers killed in the war, signed at Berlin, August 17, 1921 237

No. 498. — Germany and Soviet Republic Russia :

Agreement signed at Rapallo, April 16, 1923 247

No. 499. — Denmark and Esthonia :

Declaration concerning the reciprocal protection of Danish and Esthonian trade marks. Reval, July 27, 1923. 253

No. 500. — Denmark and Esthonia :

Declaration concerning the reciprocal protection of Danish and Esthonian inventions, designs and models. Reval, July 27, 1923 259

Pages

ANNEXE VII. — *Présentations à l'enregistrement, adhésions, signatures, ratifications postérieurement échangées, etc.* ... 266

No. 13. — Convention radiotélégraphique internationale, signée à Londres le 5 juillet 1912.

Accessions ... 266

No. 74. — Convention postale universelle, signée à Madrid le 30 novembre 1920.

Ratifications, déclaration, adhésions ... 266

No. 75. — Arrangement concernant l'échange des lettres et des boîtes avec valeur déclarée, signée à Madrid le 30 novembre 1920.

Ratifications, déclaration, adhésions ... 274

No. 76. — Arrangement concernant le service des Mandats de Poste, signé à Madrid le 30 novembre 1920.

Ratifications, déclaration, adhésions ... 274

No. 77. — Convention concernant l'échange des colis postaux, signée à Madrid le 30 novembre 1920.

Ratifications, déclaration, adhésions ... 276

No. 78. — Arrangement concernant le service des recouvrements, signé à Madrid, le 30 novembre 1920.

Ratifications, déclaration ... 276

No. 79. — Arrangement concernant les abonnements aux journaux et publications périodiques, signé à Madrid le 30 novembre 1920.

Ratifications, déclaration ... 278

No. 80. — Arrangement concernant le service des virements postaux, signé à Madrid le 30 novembre 1920.

Ratifications, déclaration ... 278

No. 171. — Convention et Statut sur la Liberté du Transit, Barcelone, le 20 avril 1921.

Ratifications, accession ... 278

No. 172. — Convention et Statut sur le régime des voies navigables d'intérêt international, Barcelone, le 20 avril 1921.

Ratification, accession ... 280

No. 173. — Protocole additionnel à la Convention sur le régime des voies navigables d'intérêt international, Barcelone, le 20 avril 1921.

Ratification, accession ... 280

Pages

ANNEX VII. — *Presentations for Registration, Adhesions, Signatures, Ratifications subsequently, exchanged, etc.* ... 267

No. 13. — International Radiotelegraph Convention, signed at London, July 5, 1912.

Accessions. ... 267

No. 74. — Universal Postal Convention, signed at Madrid, November 30, 1920.

Ratifications, Declaration, Adhesions ... 267

No. 75. — Arrangement concerning the exchange of Letters and Parcels (Boîtes) of a declared value, signed at Madrid, November 30, 1920.

Ratifications, Declaration, Adhesions ... 275

No. 76. — Arrangement concerning Money Orders, signed at Madrid, November 30, 1920.

Ratifications, Declaration, Adhesions ... 275

No. 77. — Convention concerning the exchange of Postal Parcels, signed at Madrid, November 30, 1920.

Ratifications, Declaration, adhesions ... 277

No. 78. — Arrangement concerning Payment on Delivery signed at Madrid, November 30, 1920.

Ratifications, Declaration ... 277

No. 79. — Arrangement concerning subscriptions to Newspapers and Periodicals, signed at Madrid, November 30, 1920.

Ratifications, Declaration ... 279

No. 80. — Arrangement concerning the service of postal Cheques, signed at Madrid, November 30, 1920.

Ratifications, Declaration ... 279

No. 171. — Convention and Statute on Freedom of Transit. Barcelona, April 20, 1921.

Ratifications, Accession. ... 279

No. 172. — Convention and Statute on the Regime of Navigable Waterways of International Concern. Barcelona, April 20, 1921.

Ratification, Accession ... 281

No. 173. — Additional Protocol to the Convention on the Regime of Navigable Waterways of International Concern. Barcelona, April 20, 1921.

Ratification, Accession ... 281

Pages

No. 174. — Déclaration portant reconnaissance du droit au pavillon des Etats dépourvus de littoral maritime, Barcelone, 20 avril 1921.

Accession 280

No. 222. — Convention internationale de l'opium, signée à La Haye le 23 janvier 1912.

Ratification 282

No. 238. — Convention entre l'Allemagne et le Danemark relative au transfert de l'administration judiciaire dans les territoires du Slesvig septentrional, signée à Copenhague le 12 juillet 1921.

Présentée à l'enregistrement par l'Allemagne 282

No. 269. — Convention internationale pour la répression de la Traite des femmes et des enfants, ouverte à la signature à Genève du 30 septembre 1921 au 31 mars 1922.

Ratification 282

No. 271. — Convention entre l'Allemagne et la Pologne relative à la Haute-Silésie, signée à Genève le 15 mai, 1922, avec déclaration interprétative, signée à Oppeln le 3 juin 1922.

Présentée à l'enregistrement par l'Allemagne 282

No. 272. — Convention Germano-Polonaise concernant la circulation des chèques postaux, signée à Genève le 15 mai 1922.

Présentée à l'enregistrement par l'Allemagne 284

No. 273. — Convention Germano-Polonaise relative aux gares frontières de jonction comportant des bureaux de douanes et de passeports allemands et polonais, ainsi qu'aux droits et devoirs des fonctionnaires affectés au service du transit privilégié et du passage de la frontière par chemin de fer, signée à Genève le 15 mai 1922.

Présentée à l'enregistrement par l'Allemagne 284

No. 274. — Traité entre l'Allemagne et le Danemark, relatif au règlement des questions soulevées par suite du transfert au Danemark de la souveraineté sur les territoires du Slesvig septentrional, signé à Copenhague le 10 avril 1922.

Présenté à l'enregistrement par l'Allemagne 284

No. 320. — Traité d'arbitrage et de conciliation entre la Confédération Suisse et le Reich Allemand, signé à Berne le 3 décembre 1921.

Présenté à l'enregistrement par l'Allemagne 284

No. 346. — Traité entre le Royaume des Pays-Bas et le Reich Allemand au sujet de l'exhaussement de l'ancienne embouchure du Rhin près de Lobith, signé à Berlin le 29 août 1918, avec protocole additionnel signé à Berlin le 5 juillet 1921.

Présenté à l'enregistrement par l'Allemagne 284

Pages

No. 174. — Declaration recognising the Right to a Flag of States having no Sea-Coast. Barcelona, April 20. 1921.

Accession 281

No. 222. — International opium Convention, signed at The Hague, January 23, 1912.

Ratification 283

No. 238. — Agreement between Germany and Denmark regarding the Transfer of the Administration of Justice in the territories of Northern Sleswig, signed at Copenhagen, July 12, 1921.

Presented for registration by Germany 283

No. 269. — International Convention for the suppression of the traffic in Women and Children, opened for signature at Geneva from September 30, 1921, to March 31, 1922.

Ratification 283

No. 271. — Convention between Germany and Poland relating to Upper Silesia, signed at Geneva, May 15, 1922, together with interpretative Declaration signed at Oppeln, June 3, 1922.

Presented for registration by Germany 283

No. 272. — German-Polish Agreement with regard to the Postal Cheque Service, signed at Geneva, May 15, 1922.

Presented for registration by Germany 285

No. 273. — German-Polish Convention relating to Frontier Railway Stations possessing both German and Polish Customs or Passport Offices, and to the Rights and Duties of officials of the privileged Transit and Railway through traffic, signed at Geneva, May 15, 1922.

Presented for registration by Germany 285

No. 274. — Treaty between Denmark and Germany concerning the Settlement of questions arising out of the transfer to Denmark of the sovereignty over North Sleswig, signed at Copenhagen, April 10, 1922.

Presented for registration by Germany 285

No. 320. — Treaty of Arbitration and Conciliation between the Swiss Confederation and the German Reich, signed at Berne, December 3, 1921.

Presented for registration by Germany 285

No. 346. — Treaty between the Kingdom of the Netherlands and the German Reich regarding the raising of the former mouth of the old Rhine near Lobith, signed at Berlin, August 29, 1918, together with Additional Protocol, signed at Berlin, July 5, 1921.

Presented for registration by Germany 285

Pages

No. 355. — Arrangement relatif à la délivrance des certificats d' dentité aux réfugiés Russes, signé à Genève, le 5 juillet 1922.

Adhésion 284

No. 376. — Echange de notes entre les Gouvernements Danois et Japonais relativement à la reconnaissance mutuelle des lettres de jauge. Tokio, les 17, 19 et 22 mai 1922.

Note No. 17 287

No. 377. — Convention télégraphique entre l'Allemagne et le Danemark, signée à Copenhague le 30 décembre 1919, à Berlin le 30 août 1920.

Présenté à l'enregistrement par l'Allemagne 288

No. 412. — Accord entre les Gouvernements Britannique et Japonais au sujet du jaugeage des navires de commerce, et échange de notes y relatif. Londres, le 30 novembre 1922.

Nouvel échange de notes 288

No. 23 a. — Convention pour l'amélioration du sort des blessés et malades dans les armées en campagne, signée à Genève le 6 juillet 1906.

Adhésions 290

No. 24 a. — Convention internationale sur l'interdiction de l'emploi du phosphore blanc (jaune) dans l'Industrie des allumettes, signée à Berne le 26 septembre 1906.

Adhésion 294

No. 26 a. — Protocole final de la Conférence internationale de 1886 concernant l'unité technique des chemins de fer, signé à Berne le 15 mai 1886, modifié le 18 mai 1907 et le 14 décembre 1912.

Adhésion 296

No. 36 a. — Protocole final de la Conférence internationale de 1886 concernant la fermeture des wagons devant passer en Douane, signé à Berne le 15 mai 1886, et Protocole additionnel au 18 mai 1907.

Adhésion 298

ERRATA 301

Pages

No. 355. — Arrangement with regard to the issue of certificates of identity to Russian refugees, signed at Geneva, July 5, 1922.

Adhesion 285

No. 376. — Exchange of notes between the Danish and Japanese Governments regarding the mutual recognition of tonnage certificates. Tokio, May 17, 18 and 22, 1922.

Note No. 17. 287

No. 377. — Telegraphic Convention between Denmark and Germany signed at Copenhagen, December 30, 1919, at Berlin, August 30, 1920.

Presented for registration by Germany 289

No. 412. — Agreement between the British and Japanese Governments respecting the Tonnage Measurement of Merchant Ships, and exchange of notes relating thereto. London, November 30, 1922.

Further exchange of notes 289

No. 23 a. — Convention for the amelioration of the condition of the Sick and Wounded of Armies in the Field, signed at Geneva, July 6, 1906.

Adhesions 291

No. 24 a. — International Convention prohibiting the use of white (yellow) Phosphorus in the Manufacture of Matches, signed at Berne, September 26, 1906.

Adhesion 295

No. 26a. — Final Protocol of the International Conference of 1886 regarding the technical Standardistaion of Railways, signed at Berne, May 15, 1886, amended, May 18, 1907, and December 14, 1912.

Adhesion 297

No. 36 a. — Final Protocol of the International Conference of 1886, regarding the Sealing of Railway trucks subject to Customs Inspection ; signed at Berne, May 15, 1886, and additional Protocol of May 18, 1907.

Adhesion 299

ERRATA 301

N° 482.

ITALIE
ET ROYAUME DES SERBES, CROATES ET SLOVENES

Accord concernant un projet de Convention pour la réglementation de la pêche dans la Mer Adriatique, signé à Brioni le 14 septembre 1921.

ITALY AND KINGDOM OF THE SERBS, CROATS AND SLOVENES

Agreement regarding a draft Convention for the regulation of fishing in the Adriatic, signed at Brioni, September 14, 1921.

TEXTE ITALIEN. — ITALIAN TEXT.

No. 482. — ACCORDO [1] FRA I DELEGATI DEL REGNO D'ITALIA E DEL REGNO DEI SERBI, CROATI E SLOVENI PER UN PROGETTO DI CONVENZIONE PER REGOLARE LA PESCA NEL L'ADRIATICO, FIRMATO IN BRIONI IL 14 SETTEMBRE 1921.

Textes officiels italien et serbo-croate communiqués par le Représentant de l'Italie au Conseil de la Société des Nations. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 12 septembre 1923.

LA COMMISSIONE ITALO-SERBO, CROATA, SLOVENA, per la regolazione della pesca nell'Adriatico composta per il REGNO D'ITALIA dai signori :

Conte Fulco TOSTI DI VALMINUTA, deputato al Parlamento, presidente ;
Ing. conte Giustiniano BULLO, presidente della Società veneta per la pesca ;
Prof. Gustavo BRUNELLI, ispettore superiore per la pesca ;
Andrea DAVANZO, presidente della Società di pesca e piscicoltura di Trieste ;
Conte Antonio TOSTI DI VALMINUTA, segretario ;

PER IL REGNO DEI SERBI, CROATI E SLOVENI, dai signori :

Dott. Ivo KRSTELJ, deputato al Parlamento, presidente ;
Dott. Milan LAZAREVIC, capo Gabinetto del ministro del commercio ed industria ;
Cap. Budislav STIPANOVIC, ispettore nautico e capitano di porto di Spalato ;
Ivan PASTROVIC, ispettore di prima classe per la pesca marittima ;
Maksim SARDELIC, ispettore di seconda classe per la pesca marittima ;

tenuto conto delle indagini fatte sopraluogo nei principali centri pescherecci, dei pareri espressi dagli esperti, ed in base alle discussioni avvenute, delibera di comune accordo di raccomandare ai Governi dei due Stati il seguente progetto di convenzione fra il Regno d'Italia ed il Regno dei Serbi, Croati e Sloveni.

TITOLO I

DEFINIZIONE E DELIMITAZIONE DELLE ACQUE DI PESCA PROMISCUA.

Articolo 1.

Si conviene di denominare « Acque di pesca promiscua » quelle zone dell'Adriatico orientale, precisamente delimitate nei seguenti articoli, nelle quali, in forza della presente Convenzione, senza

[1] L'échange des ratifications a eu lieu à Rome le 26 février 1923. Voir article 44 des Accords Généraux, Volume XVIII, page 461 de ce Recueil.

TEXTE SERBO-CROATE — SERB-CROAT TEXT.

No. 482. — SPORAZUM[1] IZMEDJU DELEGATA KRALJEVINE SRBA, HRVATA I SLOVENACA I KRALJEVINE ITALIJL ZA NACRT KONVENCIJE U SVRHU UREDJENJA RIBOLOVA NA JADRANU, POTPISAN U BRIONIMA 14 SEPTEMBRA 1921.

Italian and Serb-croat official texts communicated by the Italian Representative on the Concil of the League of Nations. The registration of this agreement took place September 12, 1923.

KOMISIJA SRPSKO, HRVATSKO, SLOVENAČKO-TALIJANSKA za uredjenje ribolova na Jadranu, koju sastavljaju za KRALJEVINU SRBA, HRVATA I SLOVENACA GOSPODA :

Dr. IVO KRSTELJ, narodni poslanik, kao predsednik ;
Dr. MILAN LAZAREVIĆ, šef Kabineta Ministra Trgovine i Industrije ;
Kap. BUDISLAV STIPANOVIĆ, nautički inspektor i lučki poglavar u Spitu ;
IVAN PAŠTROVIĆ, inspektor I. klase za pomorsko ribarstvo ;
MAKSIM SARDELIĆ, inspektor II. klase za pomorsko ribarstvo ;

ZA KRALJEVINU ITALIJU GOSPODA :

Conte FULCO TOSTI DI VALMINUTA, narodni poslanik, kao predsednik ;
Prof. GUSTAVO BRUNELLI, glavni inspektor za ribarstvo ;
Inž. Conte GIUSTINIANO BULLO, predsednik Mletačkog regijonalnog društva za ribarstvo ;
ANDREA DAVANZO, predsednik društva za pomorsko ribarstvo i ribogojstvo u Trstu ;
Conte ANTONIO TOSTI DI VALMINUTA, sekretar,

uvaživši istraživanja učinjena na licu mesta u glavnim ribarskim središtima, mišljenja što su izrekli eksperti i na osnovu održanih rasprava sporazumno rešava da preporuči Vladama obiju Država sledeći nacrt Konvencije, koji se ima sklopiti izmedju Kraljevine Srba, Hrvata i Slovenaca i Kraljevine Italije.

GLAVA I.

DEFINICIJA I RAZGRANIČENJE VODA ZAJEDNIČKOG RIBOLOVA.

Član 1.

Utvrdjuje se, da će se zvati « *vode zajedničkog ribolova* » one zone istočnog Jadrana, tačno ograničene u sledećim člancima, na kojima su po ovoj Konvenciji, ne prejudicirajući pravima

[1] The exchange ratifications took place at Rome, February 26, 1923. See article 44 of the General Agreements, Volume XVIII, page 461, of this Series.

pregiudizio ai diritti di sovranità dei rispettivi Stati, vengono ammessi ad esercitare la pesca cittadini dell'una e dell'altra Alta Parte contraente.

Saranno da considerarsi come acque di pesca promiscua :

Gruppo I. — *Acque con sovranità costiera diversa.*

a) il golfo di Fiume sino alla congiungente, Punta Jablanac (Cherso), Moschienizze (costa orientale istriana), escluse le acque territoriali dello Stato libero di Fiume ;

b) il canale di Veglia ;

c) il canale di Corsia ;

d) il canale fra Veglia e Plauno ;

e) il Quarnerolo fino alla linea che sta ad un miglio a nord di quella che partendo dallo scoglio di Gruiza, va alla punta Samotvorac (isola di Selve) ; da qui sfiorando lo scoglio di Morovnik nord-ovest di Ulbo, e toccando la costa nord-ovest, dell'Isola di Skerda, finisce alla punta Misniak sull'isola di Pago ;

f) lo specchio d'acqua fra il territorio di Zara e quello corrispondente del Regno dei Serbi, Croati e Sloveni sull'isola di Ugliano, e dilimitato a nord-ovest della linea che congiunge il confine settentrionale di Zara con la quota 147 (Monte Lucoran sull'isola di Ugliano) ed a sud-est dalla linea che va dal confine meridionale di Zara alla quota 90 sullo scoglio di Osljak ;

g) le acque comprese nel quadrilatero formato dalla costa meridionale dell'isola di Curzola da punta Velo Dance a Capo Speo, da questo al faro di Glavat, da questo lungo i Lagostini e la Costa settentrionale di Lagosta, fino al faro di Cazza, da questo alla Punta Velo Dance.

Gruppo II. — *Acque con unica sovranità costiera.*

Le acque racchiuse a nord-ovest dalla linea accennata ad *e)* del Gruppo I ed a sud-est dalla linea che congiunge il confine settentrionale del territorio di Zara con la quota 147 (Monte Lucoran) e che comprendono i canali di Selve ed Ulbo, il canale fra Ulbo e Maoni, il canale di Maoni ed il canale di Zara, fino alla linea della quota 147 (Monte Lucoran).

Articolo 2.

Delimitazione della zona del primo miglio delle acque di pesca promiscua.

La zona del primo miglio marittimo, riservato per la pesca esclusivamente ai rispettivi nazionali di ambo le Alte Parti contraenti, viene di comune accordo fissata nel modo seguente :

a) Lato orientale.

Dal confine fra lo Stato libero di Fiume ed il Regno dei Serbi, Croati e Sloveni il primo miglio va parallelo alla costa del Litorale Croato, fino alla Punta Urinj ;

da questa alla Punta Glavotok sull'isola di Veglia il primo miglio viene calcolato dalle congiungenti : Punta Urinj, Punta ovest dello scoglio San Marco, Punta Sottile, Punta Cuf, Punta Pelova, Punta Glavotok ;

da Punta Glavotok fino a Punta Bracijol, il miglio va parallelo alla costa, rimanendo però esclusa la Baja di Veglia ad est della congiungente Punta Desiderio, Punta Negrito ;

da Punta Bracijol, a Punta Loni (isola di Pago) il primo miglio si calcolerà dalle congiungenti : Punta Bracijol-Punta Strazice (isola di Pervicchio)- Punta Kosaca (isola di Gregorio) Punta Sorinijo-Capo Fronte (isola di Arbe), Punta Loni ;

da Punta Loni il primo miglio va parallelo alla costa dell'isola di Pago fino alla Punta di Zaglava, di Porto Cassion ;

da Punta Zaglava a Punta Scala, a nord-ovest di Petercane, il primo miglio si calcolerà dalle congiungenti : Punta Zaglava-Puntadura-Punta Pedinka-Punta Artic-Punta Scala ;

suverenstva, pripušteni za vršenje ribolova državljani jedne i druge Visoke ugovarajuće Strane.

Grupa I. — *Vode za različitim obalnim suverenstvom.*

a) Rečki zaliv do spojne crte : Punta *Jablanac* (Cres), *Mošćenice* (istočna istarska obala), isključivši teritorijalne vode Slobodne Države Rečke ;
b) *Krčki* konal ;
c) *Krusijski* konal ;
d) konal izmegju *Krka* i *Plavnika ;*
e) *Mali Kvarner* do crte na jednu milju severno od one koja, počinjući od školja *Grujice,* ide na Puntu *Samotvorac* (otok *Silba),* odavle mimo školja *Morovnik* severozapadno od *Oliba* i dodirujući severozapadnu obalu otoka *Skerde,* svršava na Punti *Mišnjak* na otoku *Pagu ;*
f) morska površina izmedju teritorija zadarskog i suprotnog teritorija Kraljevine Srba, Hrvata i Slovenaca na otoku *Ugljanu* u granicama : od severozapada crta, koja spaja severnu granicu *Zadra* sa kotom 147 (brdo *Lukoran* na otoku *Ugljanu*), a sa jugoistoka crta, koja ide od južne zadarske granice na kotu 90 na školju *Ošljaku ;*

g) vode sadržane u četverokutu, koji sačinjavaju : južna obala otoka *Korčule* izmegju Punte *Velo Dance* i rta Ražnjića od ovoga na svetionik na *Glavatu,* od ovoga uzduž *Vrhovnjaka* (Lagostini) na svetionik na *Šušču,* od ovoga na Puntu *Velo Dance.*

Grupa II. — Vode sa jednim jedinim obalnim suverenstvom.

Vode, koje zatvara na severozapadu crta spomenuta pod e) grupe I., a na jugoistoku crta, što spaja severnu granicu zadarskog teritorija sa kotom 147 (brdo *Lukoran*), a koje vode sadrže konale : silbanski i olibski, konal izmegju *Oliba* i *Maona,* Maonski konal i Zadarski konal do crte kote 147 (brdo *Lukoran*).

Član 2.

Razgraničenje zone prve milje u vodama zajedničkog ribolova.

Zona prve pomorske milje, pridržana za ribolov isključivo odnosnim državljanima obiju Visokih ugovarajućih Strana utvrdjuje se sporazumno i to na sledeći način :

a) Istočna strana.

Od granice izmedju Slobodne Države Rečke i Kraljevine Srba, Hrvata i Slovenaca prva milja ide usporedo s obalom Hrvatskog Primorja do Punte *Urinj ;*

odatle do Punte *Glavotok* na otoku *Krku* prva se milja računa od spojnih crta : Punta *Urinj* - zapadna punta na školju *Sv. Marka* - Punta *Tanka* (Sottile) - Punta *Cuf* - Punta *Pelova* - Punta *Glavotok ;*

od Punte *Glavotok* do Punte *Bracijol* milja ide usporedo s obalom, ali Krčka Draga od spojne crte : Punta *Dezideri* - Punta *Negrito* ostaje isključena ;

od Punte *Bracijol* do Punte *Lun* (otok *Pag*) prva milja će se računati od spojnih crta : Punta *Bracijol* - Punta *Stražice* - (otok *Prvić*) - Punta *Kosača* (otok *Grgur*) - Punta *Sorinja* - rt *Kalifront* (otok *Rab*) - Punta *Lun ;*

od Punte *Lun* prva milja ide usporedo s obalom otoka *Paga* do Punte *Zaglava* luke *Košljunske ;*

od Punte *Zaglava* do Punte Skala severozapadno od *Petrčana* prva će se milja računati od spojnih crta: Punta *Zaglava-Vir*-Punta *Pedinka* - Punta *Artić* - Punta *Skala ;*

da Punta Scala fino alla congiungente : confine nord-ovest di Zara-quota 147 (Monte Lucoran) il primo miglio va parallelo alla costa.

b) Lato occidentale :

Principiando dalla or accennata congiungente, confine nord-ovest di Zara-quota 147 (Monte Lucoran), il primo miglio viene calcolato dalle congiungenti : scoglio Osljak, scoglio Idolo-Punta Kriza-Punta Kok-Punta Lopata ;

da Punta Lopata allo scoglio di Lutrosnjak, il primo miglio va parallelo alla costa nord-est dell'isola di Premuda ;

da Lutrosnjak alla Punta Coromacna, sull 'isola di Cherso il primo miglio si calcola dalle congiungenti : scoglio Lutrosnjak, scoglio Gruiza, Punta Radovan (isola di Asinello) Meda (scoglio Palazzuoli ad est dell'omonimo scoglio-) Punta San Damiano, Punta Coromacna ;

da Punta Coromacna a Punta Tarci, da Punta Cosmin a Punta Jablanac, il primo miglio va parallelo alla costa ;

da Moschienizze al confine tra il Regno d'Italia e lo Stato libero di Fiume, il primo miglio va parallelo alla costa.

c) Isole e scogli compresi fra i due lati suddetti :

1. per l'isola di Plauno con gli scoglietti Cormato, la linea del primo miglio va da Punta Cruzi a Punta Madonna parallelamente alle Coste nord-est e sud ;

2. i gruppi di Dolfin e di Lagani hanno la zona del primo miglio da tutte le parti, cosi pure Terstenik ; gli scogli Pettini e le isole di Selve, Ulbo, Planik, Skerda e Maoni, con gli scogli adiacenti ;

3. nelle acque di pesca promiscua tra Curzola e il Gruppo Lagostano, viene riservata a favore dei rispettivi rivieraschi una zona di due miglia dalla costa, e tale zona viene calcolata dalle congiungenti.

Per Lagosta : Faro Glavat, scoglietti Mrkenta-Punta Canj Zaklopatica-Scoglio Maslenjak Veli-Punta Junak-Scoglio Podmrcara, Podkopiste-Costa nord di Cazza.

Per Curzola : da Punta Velo Dance-Scoglio Lukovac-Scoglio Crklica-Punta di Veli Zaglav (Porto di Brna) ; indi parallelamente alla costa, fino a Capo Speo (Raznjic).

Articolo 3.

In caso di contestazione circa la delimitazione delle acque di pesca promiscua, faranno fede i nomi e i disegni riportati sulla carta idrografica costiera fogli II (da Capo Promontore a Punte Bianche) e sulla carta speciale « isola di Lagosta », ambedue dell'Istituto geografico di Vienna, che firmate, si allegano alla presente Convenzione (allegato A e B).

Articolo 4.

Viene convenuto a favore delle reti a strascico di derogare dal primo miglio nelle seguenti località :

1. canale di Veglia, nel tratto compreso fra Punta Pelova e Punta Negrito dell'isola di Veglia (esclusa la Baia di Veglia, e da punta Grotta a Punta Cosmin sull'isola di Cherso ;

nonchè lungo le coste settentrionali, orientali e meridionali dello scoglio Plauno, fino a Punta Madonna, di guisa che il canale della Corsia, non è compreso in tale deroga ;

2. canale di Maoni, lungo la costa orientale delle isole Maoni e Skerda ;

3. lungo la costa orientale di Planik ;

4. intorno al gruppo Pettini, nel canale di Selve.

od Punte *Skala* do spojne crte : severozapadna granica zadarska-kota 147 (*brdo Lukoran)* prva milja ide isporedo s obalom.

b) Zapadna strana.

Počinjući od sada spomenute spojne crte : severozapadna granica zadarska-kota 147 *(brdo Lukoran)* prva milja se računa od spojnih crta : školj *Ošljak* - školj *Idolo* - Punta *Križa* - Punta *Kok* - Punta *Lopata ;*

od Punte *Lopata* do školja *Lutrošnjaka* prva milja ide usporedo sa severoistočnom obalom otoka Premude ;

od *Lutrošnjaka* do Punte *Koromčana* na otoku Cresu prva milja se računa od spojnih crta : školj *Lutrošnjak* - školj *Grujica* - Punta *Radovan* (otok *Tovarnjak) - Meda Palazzuoli* istočno od istoimenoga školja - Punta *Sv. Damjan* - Punta *Koromačna ;*

od Punte *Koromačna* do Punte *Tarci,* od Punte *Kozmin* do Punte *Jablanac* prva milja ide usporedo s obalom ;

od *Mošćenica* do granice izmedju Kraljevine Italije i Slobodne Države Rečke prva milja ide usporedo s obalom.

c) Otoci i školji koji leže izmedju obiju strana.

a) za otok Plavnik sa *kormatskim* školjićima crta prve milje ide od Punte *Krusije* Punte *Gospa* (*Madonna*) usporedo sa obalama severnim, istočnim i južnim ;

b) grupe *Dolfin* i *Laganj* imadu zonu prve milje sa sviju strana, tako isto *Trstenik, Grebeni* (*Pettini*), otoci *Silba, Olib, Planik, Skerda* i *Maon* sa pripadajućim školjima,

c) u vodama zajedničkog ribolova izmedju *Korčule* i *Lastovske* grupe pridržaje se na korist odnosnih obalnih stanovnika jedna zona od dve milje od kraja i ta se zona računa od spojnih crta :

za Lastovo :

svetionik *Glavat* - školjići *Mrkenta* - Punta *Čanj* - Punta *Zaklopatica* - školj *Maslenjak Veli* - Punta *Junac* - školj *Podmrcara - Podkopište* - severna obala *Šušca ;*

za Korčulu :

Punta *Velo Dance* - školj *Lukovac* - školj *Crklica* - Punta *Veli Zaglav* (Luka *Brna*), zatim usporedo s obalom do rta *Ražnjić.*

Član 3.

U slučaju spora o granicama voda zajedničkog ribolova merodavna su imena i crteži unešeni na obalnoj hidrografičnoj Karti, list II od rta Kamenjaka (Promontore) do Velog Rata ((Punte Bianche) i na specijalnoj karti « Otok Lastovo », obe iz Geografskog Zavoda u Beču, koje se potpisane prilažu ovoj Konvenciji (Prilozi A i B).

Član 4.

U korist ribolova povlačnim mrežama utvrdjuje se derogacija od prve milje na sledećim mestima :

1. Krčki konal izmedju Punte *Pelove* i Punte *Negrito* na otoku Krku (Krčka Draga isključena), i od Punte *Grota* do Punte *Kozmin* na otoku Cresu ;

zatim uzduž severnih, istočnih i južnih obala *Plavnika* do Punte *Gospe* (Madonna), tako da *Krusijski* konal nije sadržan u toj derogaciji.

2. Maonski konal i to uzduž istočne obale Maonskih otoka i Skerde ;

3. uzduž istočne obale Planika ;

4. okolo grupe *Grebeni* (Pettini) u Silbanskom konalu.

Articolo 5.

Nello specchio di acqua antistante il territorio di Zara, delimitato come all'articolo I, comma *f)* la pesca promiscua verrà esercitata senza alcuna limitazione di distanza dalla costa. In questo specchio d'acqua però non potrà venire esercitata la pesca con reti a strascico tirate da natanti.

Articolo 6.

Nei casi di deroga al primo miglio marittimo prescritti all'articolo 4, ai numeri 1, 2, 3 e 4, a favore delle reti a strascico, tirate da uno o più natanti, viene fissata, a protezione della pesca costiera, una zona di rispetto di metri 300 dalla costa.

Articolo 7.

Nella valutazione delle distanze dalla costa, che devono essere rispettate dai pescatori in conformità alla presente Convenzione, non si terrà conto di quei piccoli scogli (Riff), se anche sporgenti, che non servono nè ad abitazione, nè a scopo di agricoltura o pastorizia, e devonsi quindi misurare le distanze prescritte dalla costa della terraferma, o dalla costa delle isole situate dietro questi scogli (Riff).

Articolo 8.

Le due Alte Parti contraenti si riservano di dichiarare contemporaneamente all'entrata in vigore della presente Convenzione quale sarà la zona del mare piscatorio nelle proprie acque territoriali, non comprese nelle acque di pesca promiscua.

TITOLO II.

CONDIZIONI SPECIALI DI PESCA.

Articolo 9.

Pesca a Cutin, Terstenik e Gruiza.

Rispettando le consuetudini antiche, i pescatori delle isole di Arbe, Cherso, Lussino e quelli delle località di Novaglia, sull'isola di Pago, potranno previa concessione della Autorità competente, esercitare la pesca entro il primo miglio marittimo sulle coste degli scogli di Cutin, Terstenki e Gruiza.

Articolo 10.

Pesca a Pelagosa.

Tenuto conto della facoltà concessa dall'articolo 15 del Decreto Dandolo, emanato dal Provveditorato della Dalmazia in data 15 aprile 1808, e della secolare consuetudine, le barche del comune di Comisa, in numero non superiore a 40, eserciteranno indisturbate, e nell'estensione come per lo passato, la pesca nelle acque del gruppo di Pelagosa, con reti sardellare di imbrocco (voighe) nel periodo degli scuri estivi (principali e venturini) e con attrezzi minori nel modo, periodo e misura fino a qui usati.

Član 5.

Na morskoj površini ispred zadarskog teritorija u granicama kao u članu , slovo 1/, zajednički ribolov će se vršiti bez ikakva ograničenja daljine od obale. Ali na toj morskoj površini neće se moći loviti povlačnim mrežama što vuku ladje.

Član 6.

U slučajevima derogacije od prve pomorske milje, propisanim u članu 4 Br. 1, 2, 3 i 4 na korist povlačnih mreža, koje vuče jedna ili više ladja, utvrdjuje se zaštinta zona od tri stotine metara od kraja na zaštitu obalnog ribolova.

Član 7.

U procenjivanju daljina od kraja, koje ribari po ovoj Konvenciji moraju poštovati, neće se računati oni grebeni (Riff), ako se i pomaljaju iz vode, koji ne služe ni za stanovanje ni za svrhe zemljoradnje ili paše, te se s toga propisane daljine moraju računati od kopnene obale ili od obale otoka, koji se nalaze iza tih grebena (Riff).

Član 8.

Obe Visoke ugovarajuće Strane pridržaju se istovremeno sa stupanjem ove Konvencije u krepost, izjaviti, koja će biti zona ribarskog mora u vlastitim teritorijalnim vodama, koje ne spadaju u vode zajedničkog ribolova.

GLAVA II.

Posebni uslovi ribolova.

Član 9.

Ribolov na školjima Ćutin Trstenik i Grujica.

Poštujući starodrevne običaje, ribari Raba, Cresa, Lošinja i oni iz mestâ Novalje na otoku Pagu moći će, uz predhodnu koncesiju nadležne Vlasti da vrše ribolov u prvoj pomorskoj milji na obalama školja *Ćutin, Trstenik* i *Grujica.*

Član 10.

Ribolov na Palagruži.

Vodeći računa o ovlaštenju datom članom 15 Dandolovog dekreta, izdanog od Proveditorata Dalmacije dne 15 aprila 1808 i o vekovnom običaju, ladje općine komiške u broju ne većem od četrdeset, vršiti će nesmetane i u obimu kao u prošlosti ribolov u vodama *Palagruške* grupe mrežama srdelarama na zabod (vojgama) u doba letnih mrakova (glavnih i nuzgrednih) i manjim alatom na način, u doba i u meri kao do sada. U tu svrhu komiški ribari će moći repotrebljavati katastralne čestice upisane sada u talijanskim poreznim knjigama, kao svojina općine komiške,

A tale scopo, i pescatori di Comisa potranno far uso delle particelle catastali, iscritte ora neil ibri censuari italiani come proprietà del comune di Comisa, per l'alaggio delle barche, asciugamento delle reti, conservazione e deposito del pescato, taglio di legna, raccolta di lentischio per la tintura delle reti ecc. Oltre a ciò potranno attingere acqua potabile dalle cisterne esistenti sull'isola.

Articolo 11.

Pesca a Cazza.

Tenuto conto della facoltà concessa dall'articolo 15 del Decreto Dandolo emanato dal Provveditorato della Dalmazia in data 15 aprile 1808, e della secolare consuetudine, le barche del comune di Lissa, in numero non maggiore di dieci, eserciteranno nell'estensione come per lo passato, la pesca nelle acque dell'isola di Cazza con reti sardellare d'imbrocco (voighe), nel periodo degli scuri estivi (principali e venturini) e con attrezzi minori nel modo, periodo e misura fin qui usati durante lo stesso periodo, esclusa la pesca speciale delle aragoste e degli astici.

Viene pure ammessa per la pesca nelle acque dell'isola di Cazza, una tratta estiva sardellara con relativi cinque armi di voighe a favore dei pertinenti del comune di Lissa, secondo le consuetudini finora in uso. I pescatori potranno usare della spiaggia per tutte le operazioni inerenti alla loro pesca.

Articolo 12.

Pesca agli scogli Lagostini.

Tenuto conto della secolare consuetudine, alle barche di Lombarda (isola di Curzola) viene riservata la pesca con voighe ed attrezzi minori negli scuri estivi (principali e venturini), nel gruppo orientale degli scogli Lagostini e più specialmente nelle acque degli scogli nominati :

Ankovica, Tri Sestrice, Bratac, Prase, Mrkjenta, Tri Vlasnika, Smokvica, Glavat ecc. Per evitare interferenze di attività e conflitti, rimane stabilito che, mentre i pescatori di Lombarda non potranno esercitare la pesca che nel gruppo orientale di tali scogli (gruppo di Glavat), i pescatori italiani eserciteranno la pesca soltanto nel gruppo occidentale, cioè nelle acque degli scogli denominati : Petrovac, Krucica, Cesvinica, Golubinjaci, Mladine, Arzenjaci, ecc.

Articolo 13.

Ammissione alla pesca in zone non contemplate nella Convenzione.

Se le condizioni speciali di approvvigionamento del pesce lo esigessero, le autorità competenti, dietro pro posta del comune interessato, potranno ammettere alla pesca, pescatori di una o dell'altra Alta Parte in zone non adeguatamente sfruttate da pescatori indigeni, anche se non contemplate nella presente Convenzione.

TITOLO III.

DIVIETI NELLE ACQUE DI PESCA PROMISCUA.

Articolo 14.

Entro un miglio dalla costa, ad eccezione dei casi particolari contemplati nella presente Convenzione, vigono le rispettive norme dei due Stati a tutela della pescosità.

za izvlačenje ladja na kraj, sušenje mreža, konserviranje i deponiranje lovine, seču drva, skupljanje smrdelja za tanganje mreža itd. Osim toga će moći crpsti pitku vodu iz gusterna, koje postoje na otoku.

Član 11.

Ribolov na Šušču.

Vodeći računa o ovlaštenju datom članom 15 Dandolovog dekreta, izdanom od Proveditorata Dalmacije dne 15 aprila 1808 i o vekovnom običaju, ladje općine viške, u broju ne većem od deset, vršiti će u obimu kao u prošlosti ribolov u vodama *Šušca* mrežama srdelarama na zabod (vojgama) u doba letnih mrakova (glavnih i nuzgrednih) i manjim alatom u isto doba, na način i u meri kao do sada, isključivši posebni lov jastoga i hlapova. Pripušta se takodjer na ribolov u vodama *Šušca* jedna letna trata srdelara pripadnika općine Vis sa odnosno pet « Arma » vojga po običaju kao do sada. Ribari će imati vlast da upotrebe obalu za sve svoje ribarske operacije.

Član 12.

Ribolov u grupi škol ja Vrhovnjaka (Lagostini).

Vodeći računa o vekovnom običaju, za ladje iz Lumbarde (otok Korčula) pridržan je ribolov vojgama i manjim alatom kroz letne mrakove (glavne i nuzgredne) u istočnoj grupi škol ja Vrhovnjaka (Lagostini), a posebnije u vodama škol ja zvatih : *Ankovica, Tri Sestrice, Bratac, Prase, Mrkenta, Tri Vlašnika, Smokvica, Glavat* itd. Ali da se izbegnu trvenja u radu i sukobi, utvrdjuje se, da će ribari iz Lumbarde moći ribu loviti samo na istočnoj grupi tih škol ja (Glavatska grupa), a lastovski ribari će vršiti lov srdela na zapadnoj grupi t. j. u vodama škol ja zvatih : *Petrovac, Kručica, Česvinica, Golubinjaci, Mladine, Arženjaci* itd.

Član 13.

Pripuštanje ribolovu u zonama, koje nišu predmet konvencije.

Kad bi posebne prilike aprovizacije ribom to zahtevale, nadležne Vlasti, na predlog zanimane općine, moći će pripustiti ribolovu ribare jedne ili druge Visoke ugovarajuće Strane u zonama, koje domaći ribari zgodno ne iskorišćuju, sve da te zone i nisu uzete n ovu konvenciju.

GLAVA III.

Zabrane u vodama zajedničkog ribolova.

Član 14.

U jednoj milji od kraja, izuzevši posebne slučajeve, naznačene u ovoj Konvenciji, vrede na zaštitu bogastva mora ribom odnosni propisi obiju država.

Articolo 15.

La pesca con le reti a strascico, tirata da una o due barche a vela od a propulsione meccanica, è proibita in ogni tempo, in quei luoghi ove la profondità dell'acqua è minore di dieci metri.

Articolo 16.

Entro il primo miglio marittimo, eccettuate le località espressamente elencate nella presente Convenzione, la pesca con le reti a strascico, tirate da una o due barche a vela od a propulsione meccanica, è proibita per tutto l'anno.

Articolo 17.

Dal 15 aprile al 10 ottobre di ogni anno, l'impiego delle reti strascicanti, tirate da uno o più natanti a vela o propulsione meccanica, può da ciascuno dei due Stati essere proibita nel raggio di tre miglia dalla propria costa.

Articolo 18.

L'esercizio della pesca con reti strascicanti, tirate da uno o più natanti a vela od a propulsione meccanica, entro il primo miglio marittimo nei canali di Veglia, Maoni e Selve, è permessa soltanto dal 10 ottobre al 15 aprile ; mentre detta pesca è proibita per tutto l'anno nei canali della Corsia e di Ulbo e nello specchio d'acqua antistante al territorio di Zara.

Articolo 19.

In relazione all'articolo 17 le competenti autorità marittime potranno prolungare la concessione dell'esercizio di pesca fino alle feste di Pasqua, qualora tale solennità cada dopo il 15 di aprile.

Articolo 20.

In seguito a proposta della Commissione permanente, i due Stati contraenti potranno di comune accordo proibire la pesca a strascico con una o due barche a vela od a propulsione meccanica, nei luoghi e nei periodi di tempo in cui consti che essa, in seguito ad eccessivo sfruttamento, riesce dannosa alla propagazione ed alla conservazione della specie di pesci di importanza economica.

Articolo 21.

Nell'esercizio dei vari sistemi di pesca, i pescatori dei due Stati che sono ammessi entro il primo miglio marittimo, dovranno tenersi a conveniente distanza gli uni dagli altri, secondo gli usi locali, ed esercitare la pesca coi vari attrezzi osservando tutte le consuetudini finora vigenti.

Articolo 22.

È vietato di levare o spostare reti ed altri attrezzi di pesca nei luoghi in cui furono regolarmente posti dai pescatori.

Član 15.

Ribolov povlačnim mrežama što vuče jedna ili više ladja na jedro ili na mehanični pogon zabranjen je u svako doba na mestima, gde je dubina manja od deset metara.

Član 16.

U prvoj pomorskoj milji, izuzevši mesta izričito navedena u ovoj Konvenciji, zabranjuje se kroz čitavu godinu ribolov povlačnim mrežama, što vuče jedna ili više ladja na jedro ili na mehanični pogon.

Član 17.

Od 15 aprila do 10 oktobra svake godine svaka od obiju Država može u rajonu od tri milje od kraja zabraniti upotrebu povlačnih mreža, što vuče jedna ili više ladja na jedro ili na mehanični pogon.

Član 18.

Ribolov povlačnim mrežama što vuče jedna ili više ladja na jedro ili na mehanični pogon u prvoj pomorskoj milji u Krčkom, Maonskom i Silbanskom konalu, dozvoljen je samo od 10 oktobra do 15 aprila ; dočim je isti ribolov zabranjen kroz čitavu godinu u Krusijskom i Olibskom konalu i na morskoj površini ispred zadarskog teritorija.

Član 19.

S pozimov na član 17 nadležne pomorske Vlasti moći će produljiti koncesiju za vršenje ribolova do uskrsnih blagdana ako ovi blagdani padaju posle 15 aprila.

Član 20.

Na predlog Stalnog Odbora obe ugovarajuće Države moći će sporazumno zabraniti ribolov povlačnim mrežama što vuče jedna ili više ladja na jedro ili na mehanični pogon na mestima gde i u doba kad se uvidi, da je taj ribolov radi prekomernog iskorišćavanja štetan rasplodu i očuvanju ekonomski važnih vrsti ribe.

Član 21.

U različitim načinima ribolova ribari obiju Država, koji su pripušteni u prvoj pomorskoj milji, morati će se držati na potrebitoj daljini jedan od drugoga po mestnom običaju i vršiti će ribolov raznim alatom poštujući sve dosadanje običaje.

Član 22.

Zabranjeno je dignuti ili premestiti mreže ili drugi ribarski alat sa mesta gde su ih ribari postavili.

Articolo 23.

Entro la distanza di duecento metri dai seni marini, ove per diritto privato o per speciale concessione dell'Autorità competente, si esercita la piscicultura, è proibita la pesca in ogni tempo e con ogni sorta di reti od apparecchi.

Tale divieto non si applica alla pesca con la lenza.

Articolo 24.

È vietata la pesca a strascico ad una distanza di 200 metri dai segnali di ogni specie di rete fissa in esercizio e di 400 metri dai segnali delle reti sardellare da imbrocco.

Articolo 25.

Ciascuno dei due Stati contraenti si reserva il diritto di proibire, fino a distanza di dieci miglia dalla propria costa, l'adozione di nuovi sistemi di pesca, fino ad ora non usati e ritenuti nocivi.

Articolo 26.

La forza motrice meccanica di ogni singolo peschereccio, esercitante la pesca a strascico, non dovrà superare 40 HP.

Articolo 27.

È vietato il commercio dei prodotti pescherecci catturati nei tempi e con modi di pesca proibiti dalla presente Convenzione.

Articolo 28.

È vietato di adoperare per la pesca materie esplodenti o venefiche nonchè mezzi atti a stordire od intorpidire i pesci.

È pure vietato di raccogliere e mettere in vendita i pesci catturati con questi mezzi.

Articolo 29.

L'installazione di nuove opere fisse, aventi per fine di ostruire o deviare il passaggio dei pesci, è proibita in maniera assoluta, anche nei casi di accesso comunicanti con le acque territoriali.

TITOLO IV.

NORME PER L'ESERCIZIO DELLA PESCA NELLE ACQUE DI PESCA PROMISCUA.

Articolo 30.

Le barche italiane e quelle serbo-croate-slovene, appartenenti a porti situati sulle coste del continente o delle isole dell'Adriatico orientale da Capo Promontore a Punta Planca, per esercitare la pesca nelle acque di pesca promiscua dal golfo di Fiume al canale di Zara :

Član 23.

Na daljini od dve stotine metara od morskih zatona, gde se po privatnom pravu ili po posebnoj koncesiji nadležne Vlasti riba goji, zabranjen je ribolov u svako doba i ma kojom vrsti mreža i alata.

Ta zabrana se ne primenjuje na ribolov povrazom.

Član 24.

Zabranjen je ribolov povlačnim mrežama na daljini od dve stotine metara od znakova svake vrsti mreža stajačica u radnji, a od četiri stotine metara od znakova srdelskih mreža na zabod (vojge).

Član 25.

Svaka od obiju ugovarajućih Država pridržava sebi pravo, da na daljini do deset milja od svog kraja zabrani upotrebu novih sistema ribolova, koji do sada nisu upotrebljavani, a smatraju se štetnima.

Član 26.

Pogonska mehanička snaga svake pojedine ladje koja lovi povlačnim mrežama ne sme prekoračiti četrdeset HP.

Član 27.

Zabranjena je trgovina ribarskim proizvodima ulovljenim u doba i na način zabranjen po ovoj konvenciji.

Član 28.

Zabranjeno je upotrebljavati u ribolovu materije praskave ili otrovne i sredstva od kojih riba može onesvestiti se ili zamreti.

Takodjer je zabranjeno skupljati i prodavati ribe uhvaćene tim sredstvima.

Član 29.

Bezuvetno je zabranjeno postavljanje novih stalnih naprava, kojima je svrha da zatvore ili skrenu prolaz ribe i to i u pristupnim konalima spojenim sa teritorijalnim vodama.

GLAVA IV.

PRAVILA ZA VRŠENJE RIBOLOVA U VODAMA ZAJEDNIČKOG RIBOLOVA.

Član 30.

Ladje talijanske i srpsko-hrvatsko-slovenačke, pripadajuće lukama, koje se nalaze na obalama kopna ili otoka istočnog Jadrana od rta Kamenjaka (Promontore) do Punte Planke, za vršenje ribolova u vodama zajedničkog ribolova od Rečkog zaliva do Zadarskog konala ;

quelle delle isole di Curzola e del gruppo Lagostano, per la pesca nel canale di Lagosta ;

nonchè quelle dell'isola di Lissa per la pesca nelle acque di Pelagosa e di Cazza dovranno avere a bordo, oltre alla licenza italiana, od il certificato di registro Serbo Croato Sloveno, un permesso speciale di pesca nelle zone anzidette, rilasciato dall'autorità marittima del loro posto di appartenenza e secondo il modulo allegato C.

Articolo 31.

Le barche italiane e quelle serbe, croate e slovene, provenienti da coste situate fuori dei limiti indicati nel precedente articolo, dovranno avere a bordo la patente sanitaria ed il permesso speciale di pesca, rilasciati dall'autorità marittima italiana, o serbo croata slovena, presso la quale le barche stesse avranno depositato le loro carte di bordo, oppure una dichiarazione di avvenuto deposito presso le autorità consolari delle rispettive Nazioni.

Articolo 32.

Le Alte Parti contraenti convengono di riconoscere per i viaggi delle barche pescherecce, nelle zone di pesca promiscua, i documenti di navigazione e sanitari, rilasciati dalle rispettive Autorità Portuali, senza obbligo di vidimazione da parte delle Autorità Consolari.

Articolo 33.

I permessi speciali anzidetti serviranno alle Autorità ed agli agenti dei due Stati per la identificazione delle barche che fossero trovate in contravvenzione alle norme della presente Convenzione, od alle prescrizioni dei singoli Stati nelle acque sottoposte alla loro sovranità.

Articolo 34.

I permessi speciali di pesca saranno validi per un periodo massimo di un anno.

Le patenti sanitarie avranno la validità per la durata di mesi sei, e non potranno essere ritirate durante la campagna di pesca dalle autorità portuali dei due Stati, le quali annoteranno su di esse le eventuali variazioni delle condizioni di salute pubblica nei territori di loro giurisdizione.

Articolo 35.

I permessi speciali di pesca dovranno essere rilasciati dalle autorità italiane e da quelle serbo croate allegato slovene, in conformità del modulo alla presente Convenzione. Quelli italiani saranno redatti in lingua italiana, con sottoposta traduzione serbo croata e quelli rilasciati dall'Autorità serbo, croata e slovena saranno redatti in lingua serbo-croata, con sottoposta traduzione italiana.

I suddetti permessi potranno essere ritirati soltanto in caso di reato che importi l'arresto immediato dell'imputato od in seguito a sentenza divenuta esecutiva, che infligga la pena della temporanea sospensione o della esclusione dall'esercizio della pesca nelle acque di pesca promiscua.

one sa otoka Korčule i sa Lastovske grupe za ribolov u lastovskom konalu ;
i one s otoka Visa za ribolov u vodama Palagruže i Šušca ;
morati će imati na brodu, osim talijanske dozvole ili upisne svedodžbe srpsko-hrvatsko-slovenačke, i jednu posebnu dozvolu za ribolov u gore spomenutim zonama, koju će izdati pomorska Vlast luke, kojoj pripadaju, po formularu i to prema prilogu C.

Član 31.

Talijanske i srpsko hrvatsko slovenačke ladje, koje dolaze sa obala izvan granica naznačenih u predhodnom članu, morati će imati na brodu zdravstveni list i posebnu dozvolu za ribolov što će izdati talijanska ili srpsko hrvatsko slovenačka pomorska Vlast, kod koje su te ladje položile svoje brodske isprave, ili izjavu, da su te isprave položene kod konsularnih Vlasti odnosnih Država.

Član 32.

Visoke ugovarajuće Strane utvrdjuju da će za putovanja ribarskih ladja u zone zajedničkog ribolova priznavati plovidbene i zdravstvene isprave, koje su izdale dotične lučke Vlasti, bez obaveze o vidimaciji od strane konsularnih Vlasti.

Član 33.

Spomenute posebne dozvole će služiti Vlastima i nameštenicima obiju Država za identifikaciju ladja, koje bi se našle u kršenju propisa ove konvencije ili propisa pojedinih Država u vodama podvrgnutim njihovom suverenstvu.

Član 34.

Posebne dozvole za ribolov vrediti će najdalje godinu dana.
Zdravstveni listovi će važiti šest meseci, a lučke Vlasti obiju Država neće ih moći povući kroz doba ribolova. Lučke Vlasti će na njima zapisati eventualne promene prilika javnog zdravjla u područjima svoje jurisdikcije.

Član 35.

Posebne dozvole za ribolov morati će izdavati talijanske i srpsko-hrvatsko-slovenačke Vla.ti po formularu priloženom ovoj konvenciji. Talijanske će biti pisane talijanski sa podstavljenim srpsko-hrvatskim prevodom, a one što će izdavati Vlasti srpsko-hrvatsko-slovenačke biti će pisane srpsko-hrvatski sa podstavljenim talijanskim prevodom.

Spomenute dozvole će se moći povući samo u slučaju nedela, radi kojega se osumnjeni odmah može da uapsi ili usled pravovaljane presude, koja udara kaznu privremene obustave ili isključenja od ribanja u vodama zajedničkog ribolova.

TITOLO V.

SORVEGLIANZA NELLE ACQUE DI PESCA PROMISCUA.

Articolo 36.

Nelle acque di pesca promiscua dal golfo di Fiume fino alla distanza di un miglio a nord della congiunzione Gruiza, Selve, Skerda, Punta Misniac ;

nelle zone di mare antistante il territorio Italiano di Zara ;

nella zona promiscua del canale di Lagosta ; le Alte Parti contraenti eserciteranno la sorveglianza della pesca nei limiti delle acque di loro sovranità applicando le rispettive norme di legge e di regolamenti, e quelle sancite dalla presente Convenzione.

Articolo 37.

Gli ufficiali ed agenti dei due Stati preposti alla sorveglianza della pesca nelle acque di pesca promiscua, avranno l'obbligo di prestarsi ogni reciproca assistenza per la repressione delle contravvenzioni alle norme stabilite nella presente Convenzione, ed in generale per il razionale sfruttamento delle acque, per il mantenimento dell'ordine, per la sicurezza delle persone e della proprietà, in quanto riguarda l'esercizio della pesca.

Articolo 38.

Gli ufficiali ed agenti dei due Stati, nelle acque di pesca promiscua sottoposte alla sovranità del proprio Stato, avranno sempre diritto di visita sulle barche da pesca dell'altro Stato.

Articolo 39.

Le Alte Parti contraenti avranno cura d'impartire ai loro ufficiali ed agenti dettagliate istruzioni, perchè le infrazioni alle norme della presente Convenzione ed alle prescrizioni di pesca dei singoli Stati, siano accertate da funzionari esperti delle cose di mare, mediante coscienziosa valutazione delle circostanze e degli eventuali casi di forza maggiore, sopratutto per quanto riguarda la posizione relativa delle barche e degli attrezzi.

Articolo 40.

I capi barca titolari di permessi speciali di pesca, saranno personalmente responsabili delle pene pecunarie incorse dai componenti i loro equipaggi o da estranei, per contravvenzioni commesse con le barche da essi comandate o con i relativi attrezzi.

Articolo 41.

Le autorità marittime dei due Stati contraenti dovranno, se richieste, vicendevolmente prestarsi per l'interrogatorio degli imputati, per l'esame dei testimoni, ed in genere per ogni necessario atto d'istruttoria, relativo a contravvenzioni commesse da barche da pesca del proprio Stato nelle acque sottoposte alla sovranità dell'altro ; e adotteranno i provvedimenti atti a garantire la esecuzione delle pene pecuniarie riportate da capi-barca con sentenze passate in giudicato.

GLAVA V.

NADZOR NAD RIBARSTVOM U VODAMA ZAJEDNIČKOG RIBOLOVA.

Član 36.

U vodama zajedničkog ribolova od Rečkog zaliva do na jednu milju severno od spojne crte ; *Grujica-Silba-Skerda*-Punta *Mišnjak* ; u morskoj zoni ispred talijanskog zadarskog teritorija : i u zajedničkoj zoni Lastovskog konala, Visoke ugovarajuće Strane vršiti će nadzor u granicama voda svoga suverenstva, primenjujući odnosne propise zakona i pravilnika i one koje ova Konvencija odredjuje.

Član 37.

Činovnici i nameštenici obiju Država postavljeni za nadzor u vodama zajedničkog ribolova, obvezani su uzajamno se pomagati u suzbijanju prekršaja propisa utvrdjenih ovom Konvencijom, i uopće u svrhe racijonalnog iskorišćavanja mora, uzdržavanja reda, sigurnosti osoba i svojine, u koliko se tiče vršenja ribolova.

Član 38.

U vodama zajedničkog ribolova podložnim suverenstvu vlastite Države, činovnici i nameštenici obiju Država imati će uvek pravo pregleda ribarskih ladja druge Države.

Član 39.

Visoke ugovarajuće Strane pobrinuti će se da izdadu svojim činovnicima i nameštenicima potanje upute u cilju, da prekršaje propisa ove Konvencije i ribarskih propisa pojedinih Država konstatuju nameštenici vešti pomorstvu, procenjujući savesno prilike i eventualne slučajeve veće sile, poglavito u koliko se tiče relativnog položaja ladja i alata.

Član 40.

Voditelji ladja, imaoci posebnih ribarskih dozvola, biti će lično odgovorni za novčane kazne udarene članovima njihove vojske ili stranim licima za prekršaje počinjene ladjama pod njihovom zapovedi ili pripadajućim alatom.

Član 41.

Pomorske Vlasti obiju ugovarajućih Strana morati će na zahtev, da se postaraju za saslušanje okrivljenih, za ispit svedoka i u opće za svaki potrebiti istražni rad, koji se tiče prekršaja što počine ribarske ladje vlastite Države u vodama podložnim suverenstvu druge, te će primeniti mere kadre da zajamče izvršenje novčanih kazni udarenih voditeljima ladja pravovaljanim presudama.

Articolo 42.

Ciascuno dei due Stati contraenti procurerà mediante la propria legislazione interna, che vengano fissate per la pesca nelle acque di pesca promiscua, in modo possibilmente analogo a quelle dell'altro Stato, la penalità delle varie contravvenzioni, e le disposizioni concernenti l'eventuale sequestro o la confisca dei corpi di reato per le infrazioni accertate nelle rispettive zone di sovranità.

Articolo 43.

Alla fine di ogni trimestre gli uffici portuali dei due Stati contraenti dovranno in via gerarchica comunicare alle Commissione permanente di cui al titolo VII, le contravvenzioni denunciate e quelle giudicate nelle acque di loro giurisdizione a carico di pescatori dell'altro Stato, e tutte le osservazioni fatte e gli inconvenienti rilevati nei riguardi dell'esercizio della pesca e nell'applicazione della presente Convenzione.

Articolo 44.

Tre infrazioni del primo miglio o della zona dei 300 metri nel Canale di Maoni, commesse da pescatori di una o dell'altra Parte contraente, determinano rispettivamente la perdita della concessione di pesca con reti a strascico nel detto canale per il corrente periodo di questa.

Passata in giudicato la perdita della concessione, verrà, se del caso, notificata dal Governo Serbo Croato Sloveno al Governo Italiano per opportuna conoscenza dei pescatori.

Articolo 45.

Le tasse di riconoscimento per l'esercizio della pesca entro il primo miglio marittimo verranno pagate in quei casi nei quali venivano finora pagate.

TITOLO VI.

COMITATO SCIENTIFICO ITALO-SERBO CROATO SLOVENO PER LE RICERCHE FISICO-BIOLOGICHE NELL'ADRIATICO.

Articolo 46.

Verrà istituito di comune intesa fra i due Stati contraenti un Comitato scientifico italo-serbo croato sloveno per le ricerche fisico-biologiche nell'Adriatico.

Di detto Comitato faranno parte pel Governo italiano : un rappresentante del Regio Comitato talassografico, il capo dei servizi tecnici della pesca, un biologo delle Regie Università, e da parte del Governo serbo croato sloveno : il capo del Governatorato marittimo, il capo dell'Ufficio pesca ed un biologo dei servizi della pesca o delle Università.

Articolo 47.

Il programma di dette ricerche verrà concordato di comune intesa fra i rappresentanti del Comitato stesso ed avrà per oggetto sia ricerche talassografiche che di biologia applicata alla pesca, con speciale riguardo allo studio dei pesci migratori.

I risultati di dette ricerche saranno portati a conoscenza della Commissione Internazionale per l'esplorazione del Mediterraneo presieduta da S. A. S. il Principe di Monaco.

Član 42.

Svaka od ugovarajučih Država nastojati će da putem svoga zakonodavstva, utvrdi kazne za razne prekršaje učinjene u vodama zajedničkog ribolova po mogućnosti na način sličan onome druge Države. Isto tako nastojati će, da utvrdi propise, koji se odnose na eventualne zaplene i konfiskacije sredstava prekršaja ustanovljenih u odnosnim zonama suverenstva.

Član 43.

Na koncu svakog tromesečja lučki Uredi obiju ugovarajućih Država morati će nadležnim putem priopćiti Stalnoj Komisiji, o kojoj je reč u glavi VII. prekršaje prijavljene i one presudjene u vodama svoje jurisdikcije na teret ribara druge Države i sve učinjene opaske i konstatovane nedostatke u vršenju ribolova i u primeni ove Konvencije.

Član 44.

Tri povrede prve milje ili zone od tri stotine metara u Maonskom konalu što počine ribari jedne ili druge ugovarajuće Strane imadu za posledicu gubitak koncesije ribolova povlačnim mrežama u spomenutom konalu za tekuću perijodu ribolova.

Nakon pravovaljanosti gubitak koncesije će Vlada srpsko-hrvatsko-slovenačka do potrebe priopćiti talijanskoj Vladi za shodno obaveštenje ribara.

Član 45.

U vršenju ribolova u prvoj pomorskoj milji takse priznanja plaćati će se u onim slučajevima u kojima su se plaćale do sada.

GLAVA VI.

Naučni odbor talijansko-srpsko hrvatsko slovenački za fizičko-biološka istrazivanja na Jadranu.

Član 46.

Ugovarajuće Države osnovati će sporazumno naučni talijansko-srpsko, hrvatsko, slovenački odbor za fizičko-biološka istraživanja na Jadranu. Članovi tog odbora biti će od strane talijanske Vlade jedan predstavnik kraljevskog talasografskog odbora, šef ribarskog ureda i jedan biolog u službi ribarstva ili sa Univerziteta a od strane srpsko, hrvatsko slovenačke Vlade : šef Pomorske Uprave, šef ribarskog Ureda i jedan biolog u službi ribarstva ili sa Universiteta.

Član 47.

Program tih istraživanja utvrditi će se sporazumno izmedju predstavnika tog odbora, a predmetom će mu biti talasografska istraživanja za biologiju primenjenu na ribolov s osobitim obzirom na proučavanje riba selica.

Rezultati tih istraživanja biti će priopćeni Internacijonalnoj Komisiji za istraživanje Sredozemnog Mora pod predsedništvom N. P. V. kneza od Monaka.

Articolo 48.

I due Stati prenderanno gli opportuni accordi per il programma dei lavori da eseguirsi in comune, come per l'aiuto reciproco tra le rispettive stazioni ed osservatori biologici nell'Adriatico.

Articolo 49.

Il Comitato suddetto si riunirà una volta l'anno, possibilmente in occasione della riunione della Commissione permanente per la pesca, prevista dal titolo VII.

TITOLO VII.

COMMISSIONE PERMANENTE ITALO-SERBO CROATA SLOVENA PER LA PESCA.

Articolo 50.

Verrà costituita una Commissione permanente per la pesca nell'Adriatico, formata da due Commissari, con funzioni di presidenti, nominati dai rispettivi Governi ; faranno inoltre parte della Commissione per ciascuno Stato : il capo dell'Ufficio pesca presso il Governo centrale, un capitano di porto e due rappresentanti degli interessi pescherecci.

Articolo 51.

Compito della Commissione sarà di cooperare con le autorità statali delle due Alte Parti contraenti in tutto ciò che riguarda la tutela e lo sviluppo della pesca, del commercio e dell'industria dei prodotti pescherecci e l'eliminazione delle controversie che potessero derivare dalla applicazione della presente Convenzione.

A tale scopo la Commissione si riunirà almeno una volta l'anno, in località da stabilirsi, di comune accordo, e funzionerà secondo le norme del proprio statuto approvato dai rispettivi Governi.

Articolo 52.

Fino a tanto che i due Governi non avranno provveduto alla nomina di questa Commissione, rimarrà in funzione, per gli scopi indicati all'articolo 41, la Commissione che ha redatto il presente progetto di Convenzione.

TITOLO VIII.

DISPOSIZIONI VARIE.

Articolo 53.

Eventuali modificazioni alle norme esposte circa i divieti o la sorveglianza a tutela della pescosità, contemplati nella presente Convenzione, saranno adottate di comune accordo tra i due Governi, udita la Commissione permanente per la pesca in Adriatico di cui al titolo VII.

Član 48.

Obe Države će se shodno sporazumeti o programu radova što se imadu zajednički izvršiti, kao i o uzajamnoj pomoći izmedju odnosnih stanica i bioloških opservatorija na Jadranu.

Član 49.

Spomenuti odbor će se sastajati jednom na godinu, po mogućnosti u doba kad se sastane Stalna Komisija za ribolov predvidjena u glavi VII.

GLAVA VII.

Stalna talijansko-srpsko, hrvatsko, slovenačka Komisija za ribarstvo.

Član 50.

Osnovati će se jedna Stalna Komisija za ribarstvo na Jadranu, u koju ulaze dva Komesara sa funkcijama predsednika, koje će odnosne Vlade imenovati ; osim toga od strane svake Države ulaze kao članovi Komisije : šef ribarskog Ureda kod centralne Vlade, jedan lučki Poglavar i dva predstavnika ribarskih interesa.

Član 51.

Zadatak Komisije biti će : saradnja sa državnim Vlastima obiju Visokih ugovarajućih Strana u svemu što se tiče zaštite i razvitka ribarstva, trgovine i industrije ribarskim proizvodima i da ne bude sporova, koji bi mogli nastati iz primene ove Konvencije.

U tu će se svrhu Komisije sastajati barem jednom na godinu u mestu sporazumno odredjenom i raditi će po propisima svoga pravilnika, koji će odobriti nadležne Vlade.

Član 52.

Dok obe Vlade ne imenuju ovu Komisiju ostati će u radu za svrhe naznačene u čl. 51 Komisija koja je uredila ovaj nacrt Konvencije.

GLAVA VIII.

Razni propisi.

Član 53.

Obe će Vlade, saslušavši Stalnu Komisiju za ribarstvo na Jadranu, o kojoj je reč u glavi VII ove Konvencije, sporazumno primeniti eventualne modifikacije ovde izloženih propisa o zabranama ili o nadzoru da se zaštiti bogastvo mora ribom.

Articolo 54.

Le Alte Parti contraenti si comunicheranno a vicenda le disposizioni che saranno da esse emanate per l'esecuzione della presente Convenzione, ed i provvedimenti di maggiore importanza concernenti la pesca nelle rispettive acque territoriali dell'Adriatico orientale.

Articolo 55.

La presente Convenzione entrarà in vigore con il giorno della ratifica ed avrà la durata che verrà fissata dai due Governi contraenti.

Le ratifiche verranno scambiate a Roma.

Il presente accordo è fatto in due esemplari originali, redatto ciascuno in italiano e serbo-croato.

In caso di divergenza, farà fede il testo italiano.

A conferma di che i delegati hanno sottoscritto il presente progetto di Convenzione e vi hanno apposto i loro sigilli.

Fatto a Brioni, addi 14 settembre 1921.

(Firmati) TOSTI DI VALMINUTA.
BRUNELLI.
BULLO.
DAVANZO.

ALLEGATO C.

N.....
REGNO.....
Regio ufficio di porto di.....

PERMESSO SPECIALE DI PESCA

nelle zone di mare dichiarate di pesca promiscua dalla Convenzione Italo-Serbo Croata Slovena, conclusa a Brioni li 14 settembre 1921.

La barca denominata....., della staza di tonn....., di proprietà del Signor....., inscritta al N..... del registro dell'Ufficio di porto di....., comandata dal capo barca....., figlio di....., di anni....., domiciliato a....., avente a bordo N..... persone di equipaggio, il capo barca compreso, è autorizzata ad esercitare la pesca con [1]..... ....., nelle zone di mare sopra indicate, per la durata non superiore ad un anno dalla data del presente permesso, con l'obbligo di osservare rigorosamente tutte le norme della Convenzione conclusa fra il Regno d'Italia e il Regno dei Serbi, Croati e Sloveni e le prescrizioni degli Stati nelle acque sottoposte alla loro rispettiva sovranità.

Dato a....., li.....

Il Capo dell'Ufficio di porto

(L. S.) .....

[1] Indicare il genere delle reti o degli attrezzi.

Član 54.

Visoke ugovarajuće Strane saopštavati će uzajamo propise, koje će izdavati za izvršenje ove Konvencije i važnije mere, koje će se ticati ribolova u odnosnim teritorijalnim vodama istočnog Jadrana.

Član 55.

Ova Konvencija će važiti od dana ratifikacije i trajati će onoliko koliko obe Visoke ugovarajuće Strane budu utvrdile.

Ratifikacije će biti izmenjene u .....

Ovaj sporazum je sastavljen u dva originalna primerka napisana svaki u talijanskom i srpsko-hrvatskom jeziku.

U slučaju razilaženja vrediti će talijanski tekst.

Na potvrdu toga delegati su potpisali ovaj Nacrt Konvencije i udarili svoje pečate.

Radjeno u Brijonima *dana* 14 *septembra* 1921.

(Potpisani) KRSTELJ,
LAZAREVIĆ,
STIPANOVIĆ.
PAŠTROVIĆ,
SARDELIĆ.

PRILOG C.

Br.....
KRALJEVINA .....
Kr. Lučki Ured u.....

POSEBNA DOZVOLA ZA RIBOLOV

u zonama, koje su po konvenciji Srpsko, Hrvatsko, Slovenačko-Talijanskoj, sklopljenoj na Brionima dana ..... proglašene vodama zajedničkog ribolova.

Ladja zvana ..... od tona .....
vlastnosti Gosp ..... upisana pod Br. .....
upisnika Lučkog Ureda u ..... pod upravom voditelja ladje .....,
sina .....,..... godina starog .....
nastanjenog u ....., sa..... osoba vojske, uključivo voditelja,
ovlaštena je na ribolov sa [1] ..... u gore spomenutim vodama za vreme najdalje od jedne godine od dana izpostave ove dozvole, s time da se strogo drži svih pravila Konvencije sklopljene izmedju Kraljevine Srba, Hrvata i Slovenaca i Kraljevine Italije kao i propisa dotičnih država u vodama, kole su podvrgnute njihovom suverenstvu.

U ....., dana .....

Upravitelj Lučkog Ureda
M. P. .....

Per copia conforme :
Il Capo dell'Ufficio Trattati e Società
delle Nazioni del R° Ministero degli Affari Esteri.
Roma 12 settembre 1923.
P. SANDICCHI.

[1] Naznačtiti vrstu mreža i drugog alata.

[1] TRADUCTION.

No. 482. — ACCORD CONCLU ENTRE LES DÉLÉGUÉS DU ROYAUME D'ITALIE ET LES DÉLÉGUÉS DU ROYAUME DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES, CONCERNANT UN PROJET DE CONVENTION POUR LA RÉGLEMENTATION DE LA PÊCHE DANS LA MER ADRIATIQUE, SIGNÉ A BRIONI LE 14 SEPTEMBRE 1921.

La Commission italo-serbe, croate et slovène, pour la réglementation de la pêche dans l'Adriatique, composée comme suit :

Pour le ROYAUME D'ITALIE :

de MM. le Comte Fulco TOSTI DI VALMINUTA, député au Parlement, Président ;
l'Ingénieur Comte Giustiniano BULLO, Président de la Société régionale vénitienne pour la pêche ;
le Professeur Gustave BRUNELLI, Inspecteur supérieur de la pêche ;
Andrea DAVANZO, Président de la Société de pêche et de pisciculture de Trieste ;

le Comte Antonio TOSTI DI VALMINUTA, secrétaire.

Pour le ROYAUME DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES :

de MM. le Dr Ivo KRSTELJ, Député au Parlement, Président ;
le Dr Milan LAZAREVIC, Chef du Cabinet du Ministre du Commerce et de l'Industrie ;
le Capitaine Budislav STIPANOVIC, Inspecteur de la navigation et capitaine du port de Spalato ;
Ivan PASTROVIC, Inspecteur de première classe de la pêche maritime ;
Maksim SARDELIC, Inspecteur de seconde classe de la pêche maritime ;

tenant compte des enquêtes faites sur place dans les principaux centres de pêche, des avis formulés par les experts, et sur la base des discussions engagées, décide, d'un commun accord, de recommander au Gouvernements des deux Etats, le projet de Convention ci-dessous entre le Royaume d'Italie et le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes.

CHAPITRE I.

DÉFINITION ET DÉLIMITATION DES EAUX DE PÊCHE COMMUNES.

Article 1.

Il est convenu de désigner par les mots « eaux de pêche communes » les zones de l'Adriatique orientale, délimitées d'une manière précise aux articles suivants et dans lesquels, en vertu de la présente Convention, les ressortissants de l'une et de l'autre des Hautes Parties contractantes peuvent pratiquer la pêche sans porter préjudice aux droits de souveraineté des Etats respectifs.

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

[1] TRANSLATION.

No. 482. — AGREEMENT CONCLUDED BETWEEN THE DELEGATES OF THE KINGDOM OF ITALY AND THE KINGDOM OF THE SERBS, CROATS AND SLOVENES, REGARDING A DRAFT CONVENTION FOR THE REGULATION OF FISHING IN THE ADRIATIC, SIGNED AT BRIONI, SEPTEMBER 14, 1921.

The Italo-Serb-Croat-Slovene Commission for the Regulation of Fishing in the Adriatic, composed,

as regards the KINGDOM OF ITALY, of :

Count Fulco TOSTI DI VALMINUTA, Deputy in the Italian Parliament, President ;
Count Giustiniano BULLO, Engineer and President of the Venetian Regional Fishing Association ;
Professor Gustavo BRUNELLI, Senior Inspector of Fisheries ;
Andrea DAVANZO, President of the Fishing and Pisciculture Association of Trieste ; and
Count Antonio TOSTI DI VALMINUTA, Secretary ;

and, as regards the KINGDOM OF THE SERBS, CROATS AND SLOVENES, of :

Dr. Ivo KRSTELJ, Deputy in the Serb-Croat-Slovene Parliament, President ;
Dr. Milan LAZAREVIC, Secretary to the Minister of Commerce and Industry ;
Captain Budislav STIPANOVIC, Nautical Inspector and Harbour-master at Spalato ;

Ivan PASTROVIC, Inspector of Sea Fisheries ; and
Maksim SARDELIC, Inspector of Sea Fisheries ;

Agrees, in view of the enquiries conducted on the spot in the principal fishing centres and of the opinions expressed by the experts and in consequence of the discussions which have taken place, to recommend to the Governments of the two States the following draft Convention between the Kingdom of Italy and the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes.

CHAPTER I.

DEFINITION AND DELIMITATION OF JOINT FISHING GROUNDS.

Article 1.

It is agreed to designate as " Joint Fishing Grounds " those zones of the Eastern Adriatic (exactly defined in the following articles) in which, by virtue of the present Convention but without prejudice to the sovereign rights of the respective States, nationals of both High Contracting Parties shall be entitled to fish.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations.

Seront considérées comme eaux de pêche communes :

Groupe I. — Eaux en bordure de territoires placés sous la souveraineté d'Etats différents :

a) le golfe de Fiume jusqu'à une ligne joignant la pointe Jablanac (Cherso) à Moschienizze (côte orientale de l'Istrie) à l'exclusion des eaux territoriales de l'Etat libre de Fiume ;

b) le canal de Veglia ;
c) le canal de Corsia ;
d) le canal entre Veglia et Plauno ;
e) le Quarnerolo jusqu'à une ligne passant à un mille au nord de celle qui, partant du rocher Gruiza va à la pointe Samotvorac (île de Selve), puis, de là, effleurant le rocher de Morovnik, au nord-ouest d'Ulbo, et touchant la côte au nord-ouest de l'île de Skerda, finit à la pointe Misniak, de l'île de Pago ;
f) le bassin situé entre le territoire de Zara et le territoire correspondant du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes sur l'île d'Ugliano, délimité au nord-ouest par une ligne qui joint la limite septentrionale de Zara à la cote 147 (Mont Lucoran, sur l'île d'Ugliano) et au sud-est par une ligne qui va de la limite méridionale de Zara à la cote 90 sur le rocher de Osljak ;
g) les eaux comprises dans le quadrilatère formé par une ligne longeant la côte méridionale de l'île de Curzola, de la pointe Velo Dance au cap Speo, allant du cap Speo au phare de Glavat, du phare de Glavat longeant les rochers Lagostini et la côte septentrionale de Lagosta, jusqu'au phare de Cazza, puis allant du phare de Cazza à la pointe Velo Dance.

Groupe II. — Eaux en bordure de territoires placés sous la souveraineté d'un seul Etat.

Les eaux situées au nord-ouest de la ligne décrite au paragraphe *e)* du groupe I et au sud-est de la ligne qui joint la limite septentrionale du territoire de Zara à la cote 147 (Mont Lucoran), et qui comprennent les canaux de Selve et d'Ulbo, le canal situé entre les îles Ulbo et Maoni, le canal de Maoni et le canal de Zara jusqu'à la ligne de la cote 147 (Mont Lucoran).

Article 2.

Délimitation de la zone des eaux de pêche communes, comprise dans le rayon d'un mille.

La zone de pêche, comprise dans le rayon d'un mille, réservée exclusivement aux ressortissants respectifs des deux Hautes Parties contractantes, est fixée d'un commun accord comme suit :

a) A l'Est :

de la frontière entre l'Etat libre de Fiume et le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, le premier mille va parallèlement à la côte du littoral croate jusqu'à la pointe Urinj ;

de là à la pointe Glovotok de l'île de Veglia, le premier mille est mesuré à partir des lignes reliant la pointe Urinj, la pointe ouest du rocher San Marco, la pointe Sottile, la pointe Cuf, la pointe Pelova, la pointe Glavotok ;

de la pointe Glavotok à la pointe Bracijol, le mille est parallèle à la côte, laissant toutefois en dehors la baie de Veglia à l'est de la ligne unissant la pointe Desiderio à la pointe Negrito ;

de la pointe Bracijol à la pointe Loni (île de Pago) le premier mille sera mesuré à partir des lignes reliant : la pointe Bracijol à la pointe Strazice (île de Pervicchio), la pointe Kosaca (île de Gregorio) à la pointe Sorinijo, le cap Fronte (île d'Arbe) à la pointe Loni ;

The following shall be regarded as joint fishing grounds :

Group I. — Waters subject to the coastal sovereignty of more than one State.

(a) The Gulf of Fiume as far as a line joining Punta Jablanac (Cherso) and Moschienizze (on the eastern coast of Istria), excluding the territorial waters of the Free State of Fiume ;
(b) the Veglia channel ;
(c) the Corsia channel ;
(d) the channel between Veglia and Plauno ;
(e) the Quarnerolo as far as a line one mile to the north of the line which runs from the Gruiza Rock to Punta Samotvorac (on the island of Selve) ; thence, skirting the Morovnik Rock, to the north-west of Ulbo, and touching the north-west coast of the Island of Skerda, ends at Punta Misniak on the Island of Pago ;
(f) the waters between the territory of Zara and the Island of Ugliano opposite in the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes, bounded on the north-west by the line joining the northern boundary of Zara and Point 147 (Mount Lucoran on the Island of Ugliano) and on the south-east by the line which runs from the southern boundary of Zara to Point 90 on the Osljak Rock ;
(g) the waters contained within the quadrilateral formed by the southern coast of the Island of Curzola from Punta Velo Dance to Cape Speo, thence to the Glavat lighthouse, thence along the Lagostines and the northern coast of Lagosta to the Cazza lighthouse, and thence to Punta Velo Dance.

Group II. — Waters subject to the coastal sovereignty of a single State.

The waters bounded on the north-west by the line described in *(e)* of Group I and on the south-east by the line running from the northern boundary of the territory of Zara to Point 147 (Mount Lucoran), and including the Selve and Ulbo channels, the channel between Ulbo and Maoni, the Maoni channel and the Zara channel as far as the line to Point 147 (Mount Lucoran).

Article 2.

Delimitation of the one-mile zone of the joint fishing grounds.

The one nautical mile zone, in which fishing is reserved exclusively for the nationals of the two High Contracting Parties, is defined by agreement in the following manner :

(a) Eastern side :

From the boundary between the Free State of Fiume and the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes, the one-mile limit runs parallel to the coast-line of the Croatian littoral as far as Punta Urinj ;

thence to Punta Glavotok on the Island of Veglia the one-mile limit is reckoned as from the line joining the following points : Punta Urinj, the western point of the San Marco Rock, Punta Sottile, Punta Cuf, Punta Pelova and Punta Glavotok ;

from Punta Glavotok to Punta Bracijol, the one-mile limit runs parallel to the coast, but does not include the Bay of Veglia to the east of the line joining Punta Desiderio and Punta Negrito ;

from Punta Bracijol to Punta Loni (on the Island of Pago) the one-mile limit is reckoned from the line joining the following points : Punta Bracijol, Punta Strazice (on the Island of Pervicchio), Punta Kosaca (on the Island of Gregorio), Punta Sorinijo, Cape Fronte (on the Island of Arbe) and Punta Loni ;

de la pointe Loni, le premier mille va parallèlement à la côte, de l'île de Pago jusqu'à la pointe de Zaglava de Porto Cassion ;

de la pointe Zaglava à la pointe Scala au nord-ouest de Petercane, le premier mille sera mesuré à partir des lignes reliant : les pointes Zagláva, Dura, Pédinka, Artic et Scala ;

de la pointe Scala jusqu'à la ligne reliant la frontière nord-ouest de Zara à la cote 147 (Mont Lucoran), le premier mille est parallèle à la côte.

b) A l'Ouest :

En partant de la ligne indiquée ci-dessus, qui relie le nord-ouest de Zara à la cote 147 (Mont Lucoran), le premier mille est mesuré à partir des lignes reliant les rochers Osljak, Idolo, les pointes Krisa, Kok, Lopata ;

de la pointe Lopata au rocher de Lutrosanjak, le premier mille est parallèle à la côte nord-ouest de l'île de Premuda ;

de Lutrosnjak à la pointe Coromacna, de l'île de Cherso, le premier mille est mesuré à partir des lignes reliant : les rochers Lutrosnjak, Gruiza, la pointe Radovan (île d'Asinello), Meda (rocher Palazzuoli à l'est du rocher du même nom), la pointe San Damiano, la pointe Coromacna ;

de la pointe Coromacna à la pointe Tarci, de la pointe Gosmin à la pointe Jablanac, le premier mille est parallèle à la côte ;

de Moschienizze à la frontière entre le Royaume d'Italie et l'Etat libre de Fiume, le premier mille est parallèle à la côte.

c) Iles et rochers compris entre les limites Est et Ouest indiquées ci-dessus :

1. pour l'île de Plauno et les petits récifs de Cormato, la ligne du premier mille va de la pointe Cruzi à la pointe Madonna, parallèlement aux côte nord-est et sud ;

2. les groupes d'îles de Dolfin et de Lagani se trouvent entièrement dans la zone du premier mille, ainsi que Terstenik, les rochers Pettini et les îles Selve, Ulbo, Planik, Skerda et Maoni, avec les rochers adjacents ;

3. dans les eaux de pêche communes entre Curzola et l'archipel de Lagosta, une zone d'un rayon de deux milles à partir de la côte a été réservée au profit des pêcheurs riverains respectifs, et cette zone est mesurée comme suit :

Pour Lagosta : à partir d'une ligne reliant le phare Glavat, les récifs Mrkenta, la pointe Cans Zaklopatica, le rocher Maslenjak Veli, la pointe Junak, le rocher Podmarca, Podkopiste, la côte nord de Cazza.

Pour Curzola : à partir d'une ligne reliant la pointe Velo Dance aux rochers Lucovak et Crklica, et à la pointe de Veli-Zaglav (port de Brna) et de là parallèle à la côte jusqu'au cap Speo (Raznjik).

Article 3.

En cas de contestation au sujet de la délimitation des eaux de pêche communes, feront foi les noms et tracés indiqués sur la carte hydrographique côtière, feuille II (du cap Promontore aux pointes Bianche) et sur la carte spéciale « île de Lagosta », toutes deux publiées par l'Institut géographique de Vienne. Ces deux cartes, signées, sont annexées à la présente Convention (annexes A et B).

Article 4.

Il est convenu que les pêcheurs utilisant des chaluts seront autorisés à s'écarter de la zone d'un mille, dans les lieux indiqués ci-dessous :

from Punta Loni the one-mile limit runs parallel to the coast of the Island of Pago as far as Punta di Zaglava di Porto Cassion ;

from Punta Zaglava to Punta Scala to the north-west of Petercane the one-mile limit is reckoned as from the line joining the following points : Punta Zaglava, Punta Dura, Punta Pedinka, Punta Artic, Punta Scala ;

from Punta Scala as far as the line joining the north-west boundary of Zara and Point 147 (Mount Lucoran) the one-mile limit runs parallel to the coast.

(b) Western Side :

Beginning from the line already mentioned joining the north-west boundary of Zara and Point 147 (Mount Lucoran) the one-mile limit is reckoned as from the line joining the following points : the Osljak Rock, the Idolo Rock, Punta Kriza, Punta Kok and Punta Lopata ;

from Punta Lopata to the Lutrosnjak Rock the one-mile limit runs parallel to the north-east coast of the Island of Premuda ;

from Lutrosnjak to Punta Coromacna on the Island of Cherso the one-mile limit is reckoned as from the line joining the following points : the Lutrosnjak Rock, the Gruiza Rock, Punta Radovan (on the Island of Asinello), Meda (the Palazzuoli Rock to the east of the Rock of that name), Punta San Damiano, Punta Coromacna ;

from Punta Coromacna to Punta Tarci and from Punta Cosmin to Punta Jablanac the one-mile limit runs parallel to the coast ;

from Moschienizze to the boundary between the Kingdom of Italy and the Free State of Fiume the one-mile limit runs parallel to the coast.

(c) Islands and rocks situated between the two sides mentioned above :

(1) For the Island of Plauno with the Rocks of Cormato, the one-mile limit runs from Punta Cruzi to Punta Madonna parallel to the north-east and south coasts ;

(2) the one-mile zone runs all round the Dolfin and Lagani groups, and also Terstenik and the Pettini Rocks and the Islands of Selve, Ulbo, Planik, Skerda and Maoni with the adjacent rocks ;

(3) in the joint fishing grounds between Curzola and the Lagostine group, a zone extending for two miles from the coast and reckoned as from the lines joining the islands in question is reserved for the use of the inhabitants of the coastal districts.

For Lagosta : the Glavat lighthouse, the Rocks of Mrkenta, Punta Cans Zaklopatica, the Maslenjak Veli Rock, Punta Junak, the Podmarca Rock Podkopiste, the north coast of Cazza.

For Curzola : from Punta Velo Dance to the Lucovak Rock, the Crklica Rock, Punta di Veli Zaglav (Porto di Brna) ; thence parallel to the coast as far as Cape Speo (Raznjik).

Article 3.

In the event of dispute as to the delimitation of the joint fishing grounds, the place-names and delineation employed and contained in the coastal chart, sheet II (from Cape Promontore to Punte Bianche), and in the special map " Island of Lagosta " shall be authoritative; both of these maps are issued by the Geographical Institute of Vienna and have been signed and annexed to the present Convention (Annexes A and B).

Article 4.

It is agreed that the one-mile limit shall not operate as regards drag-nets in the following localities :

1. Canal de Veglia, dans le parcours compris entre la pointe Pelova et la pointe Negrito de l'île de Veglia (à l'exclusion de la baie de Veglia) et dans le parcours compris entre la pointe Grotta et la pointe Cosmin de l'île de Cherso ;

ainsi que le long des côtes septentrionale, orientale et méridionale du rocher Plauno, jusqu'à la pointe Madonna, de sorte que le canal de la Corisa n'est pas compris dans la dite autorisation ;

2. le canal de Maoni, le long de la côte orientale des îles Maoni et Skerda ;

3. le long de la côte orientale de Planik ;

4. autour de l'archipel Pettini dans le canal de Selve.

Article 5.

Dans le bassin situé en bordure du territoire de Zara, tel que ce bassin a été délimité à l'article 1 paragraphe *f)*, la pêche commune sera pratiquée sans aucune restriction, à n'importe quelle distance de la côte, à l'exception, toutefois, de la pêche avec des chaluts remorqués par des embarcations.

Article 6.

Pour les lieux stipulés à l'article 4 (§§ 1, 2, 3 et 4), et dans lesquels les pêcheurs utilisant les chaluts remorqués par une ou plusieurs embarcations sont autorisés à déroger à la règle du premier mille marin, une zone de 300 mètres à partir de la côte est réservée, en vue de la protection de la pêche côtière.

Article 7.

Dans l'évaluation des distances à partir de la côte, qui doivent être respectées par les pêcheurs, conformément à la présente Convention, on ne tiendra pas compte des petits rochers (riff) même émergés, qui ne servent ni à l'habitation, ni à l'agriculture ou à l'élevage ; les distances prescrites devront donc être mesurées à partir du littoral de la terre ferme ou du littoral des îles situées derrière les dits rochers (riff).

Article 8.

Les deux Hautes Parties contractantes se réservent de déclarer, au moment de l'entrée en vigueur de la présente Convention, quelle sera la zone de pêche maritime dans leurs eaux territoriales, en dehors des eaux de pêches communes.

CHAPITRE II.

CONDITIONS SPÉCIALES DE PÊCHE.

Article 9.

Pêche à Cutin, Terstenik et Gruiza.

Conformément aux anciennes coutumes, les pêcheurs des îles d'Arbe, Cherso, Lussino et ceux des localités de Novaglia sur l'île de Pago pourront, sous réserve d'une autorisation préalable de l'autorité compétente, pratiquer la pêche dans le rayon du premier mille marin, sur les côtes des rochers de Cutin, Terstenik et Gruiza.

(1) the Veglia channel, in the reach between Punta Pelova and Punta Negrito on the Island of Veglia (excluding the Bay of Veglia), and from Punta Grotta to Punta Cosmin on the Island of Cherso ;

and along the northern, eastern and southern coasts of the Plauno Rock as far as Punta Madonna, so that the Corisa channel is not included in this concession ;

(2) the Maoni channel, along the eastern coast of the Islands of Maoni and Skerda ;

(3) the eastern coast of Planik ;

(4) the region round the Pettini Group in the Selve channel.

Article 5.

In the waters off the territory of Zara, defined in section *(l)* of Article 1, joint fishing rights may be exercised without reference to any limit of distance from the coast. Fishing with drag-nets drawn by vessels may not, however, be carried on in these waters.

Article 6.

In the case of the exceptions to the one nautical mile limit provided for in paragraphs 1, 2, 3 and 4 of Article 4 in favour of drag-nets drawn by one or more vessels, a closed zone extending for 300 metres from the coast shall be fixed for the protection of coastal fishing.

Article 7.

In estimating the distances from the coast which must be maintained by fishermen under the terms of the present Convention, small rocks (reefs) shall not be taken into account, even if they are above water, unless they are inhabited or cultivated or used as pasture, and the prescribed distances must therefore be reckoned from the coast of the mainland or from the coast of the islands situated behind the rocks (reefs) in question.

Article 8.

The two High Contracting Parties reserve the right to announce, at the time when the present Convention comes into force, in what maritime area within their own territorial waters, not included within the joint fishing grounds, fishing may be carried on.

CHAPTER II.

SPECIAL FISHING CONDITIONS.

Article 9.

Fishing at Cutin, Terstenik and Gruiza.

In accordance with ancient custom, the fishermen of the Islands of Arbe, Cherso and Lussino, and of Novaglia on the Island of Pago, may, subject to authorisation by the competent authorities, fish within the one nautical mile limit along the coasts of the Rocks of Cutin, Terstenik and Gruiza.

Article 10.

Pêche à Pélagosa.

En tenant compte de la faculté accordée par l'article 15 du décret Dandolo, émanant de la Provéditure de Dalmatie, en date du 15 avril 1808, et de la coutume séculaire, les barques de la commune de Comisa, au nombre de 40 au plus, pratiqueront la pêche sans être inquiétées, dans la même mesure que par le passé, dans les eaux de l'archipel de Pélagosa avec des filets sardiniers « di imbrocco » (voighe), à l'époque des *bancs* (scuri) estivaux (principaux et adventices), et avec des engins moins importants, de la manière, dans la période et dans la mesure usitées jusqu'ici.

A cet effet, les pêcheurs de Comisa pourront utiliser les parcelles du cadastre inscrites actuellement dans les registres fonciers italiens en tant que propriété de la commune de Comisa, en vue du hâlage des barques, du séchage des filets, de la conservation et du dépôt des poissons, de la coupe de bois, de la récolte du lentisque pour la teinture des filets, etc.... En outre, ils pourront puiser de l'eau potable aux puits existant dans l'île.

Article 11.

Pêche à Cazza.

En tenant compte de la faculté accordée par l'article 15 du décret Dandolo, émanant de la Provéditure de Dalmatie en date du 15 avril 1808, et de la coutume séculaire, les barques de la commune de Lissa, au nombre de 10 au plus, pratiqueront la pêche, dans la même mesure que par le passé, dans les eaux de l'île de Cazza avec des filets sardiniers, « di imbrocco » (voighe), à l'époque des *bancs* (scuri) estivaux (principaux et adventices) et avec des engins de moindre importance, de la manière, dans la période et dans la mesure en usage jusqu'ici, pendant la même époque, à l'exclusion de la pêche spéciale de la langouste et du homard.

Toutefois, est autorisée pour la pêche dans les eaux de l'île de Cazza, une campagne sardinière estivale, avec les cinq « armi di voighe » qui s'y rapportent, au profit des ressortissants de la commune de Lissa, suivant les coutumes en usage jusqu'ici. Les pêcheurs pourront se servir de la plage pour toutes les opérations inhérentes à leur pêche.

Article 12.

Pêche sur les rochers de Lagosta.

En tenant compte de la coutume séculaire, la pêche avec les « voighe » et les engins de moindre importance, pendant les bancs (scuri) estivaux (principaux et adventices) est réservée aux barques de Lombarda (île de Curzola) dans le groupe oriental des rochers de Lagosta, et plus spécialement dans les eaux des rochers énumérés ci-dessous :

Ankovica, Tri Sestrice, Bratac, Prase, Mrkienta, Tri Vlasniska, Smokvica, Glavat, etc..

Pour éviter des compétitions et des conflits, il demeure établi d'une part que, les pêcheurs de Lombarda ne pourront pratiquer la pêche que dans le groupe oriental des dits rochers (groupe de Glavat), et d'autre part, que les pêcheurs italiens ne pratiqueront la pêche que dans le groupe occidental, c'est-à-dire dans les eaux des rochers énumérés ci-dessous :

Petrovac, Krucica, Cesvinica, Golubinjaci, Mladine, Arzenjaci, etc...

Article 13.

Autorisation de pêcher dans les zones non prévues par la Convention.

Si les conditions spéciales de l'approvisionnement en poisson l'exigent, les autorités compétentes pourront, sur la proposition de la commune intéressée, autoriser les pêcheurs de l'une ou de l'autre des Hautes Parties contractantes, à pêcher dans des zones qui ne sont pas exploitées par des pêcheurs indigènes, même si les dites zones ne sont pas prévues dans la présente Convention.

Article 10.

Fishing at Pelagosa.

In virtue of the authorisation granted by Article 15 of the Dandolo Decree issued by the Prefect of Dalmatia on April 15, 1808, and by virtue of immemorial custom, boats from the commun of Comisa, not exceeding 40 in number, may fish unmolested and within the same area as in the past in the waters of the Pelagosa Group, with sardine nets *(voighe)* during the period of the summer shoals (regular and exceptional) and with smaller tackle in the manner, at the times and to the extent habitual heretofore.

For this purpose, the fishermen of Comisa may use the cadastral areas entered in the Italian taxation registers as the property of the commune of Comisa for hauling up boats, drying nets, preserving and storing fish, chopping firewood, collecting lentisk for dyeing nets, etc. Further, they may draw drinking water from the tanks on the island.

Article 11.

Fishery at Cazza.

In virtue of the authorisation granted by Article 15 of the Dandolo Decree issued by the Prefect of Dalmatia on April 15, 1808, and of immemorial custom, boats from the commune of Lissa, not exceeding ten in number, may continue in future, as hitherto, to fish in the waters round the Island of Cazza with sardine nets *(voighe)* during the period of the summer shoals (regular and exceptional) and with smaller tackle in the manner, at the times, and to the extent hitherto in usage during that period, provided always that this shall not apply to the special crayfish and lobster fishery.

The inhabitants of the commune of Lissa shall also be authorised, in accordance with existing custom, to make a haul *(tratta)* of sardines in the summer in the waters around the Island of Cazza, using five nets *(voighe)*. The fishermen may make use of the shore in any operations arising out of their work.

Article 12.

Fishery at the Lagostine Rocks.

In virtue of long-standing custom, the boats from Lombarda (Island of Curzola) shall have the sole right to fish with nets *(voighe)* and small tackle during the summer shoals (regular and exceptional) in the eastern group of the Lagostine Rocks, and particularly in the waters round the rocks known as Ankovica, Tri Sestrice, Bratac, Prase, Mrkienta, Tri Vlasniska, Smokvica, Glavat, etc. To avoid conflicts it shall be laid down that the fishermen from Lombarda shall only be authorised to fish in the eastern group of rocks (Glavat Group), while the Italian fishermen shall only fish in the western group, *i.e.*, in the waters round the rocks known as Petrovac, Krucica, Cesvinica, Golubinjaci, Mladine, Arzenjaci, etc.

Article 13.

Authorisation to fish in areas not covered by the Convention.

Should the special conditions of the fish market so require, the competent authorities may, at the request of the commune concerned, grant to fishermen of either of the High Contracting Parties authorisation to fish in areas which are not adequately exploited by local fishermen, even if those areas are not covered by the present Convention.

CHAPITRE III.

INTERDICTION CONCERNANT LA PÊCHE DANS LES EAUX DE PÊCHE COMMUNES.

Article 14.

A l'exception des cas particuliers envisagés dans la présente Convention, les règlements respectifs des deux Etats, en vue de la protection de la pêche, restent en vigueur dans une zone d'un mille à partir de la côte.

Article 15.

La pêche avec des chaluts remorqués par une ou deux embarcations à voile ou à propulsion mécanique, est interdite à n'importe quelle époque, dans les endroits où la profondeur de l'eau est inférieure à 10 mètres.

Article 16.

Dans la zone d'un mille, à l'exception des lieux expressément énumérés dans la présente Convention, la pêche avec des chaluts remorqués par une ou deux embarcations à voile ou à propulsion mécanique, est interdite pendant toute l'année.

Article 17.

Du 15 avril au 10 octobre de chaque année, l'emploi des chaluts remorqués par une ou deux embarcations à voile ou à propulsion mécanique, peut être interdite par chacun des deux Etats, dans un rayon de 3 milles, à partir de leur littoral respectif.

Article 18.

La pratique de la pêche avec des chaluts remorqués par une ou deux embarcations à voile ou à propulsion mécanique, dans la zone d'un mille, est autorisée dans les canaux de Veglia, Maoni et Selve, du 10 octobre au 15 avril seulement ; ladite pêche est interdite pendant toute l'année dans les canaux de la Corsia et d'Ulbo et dans le bassin situé à la hauteur du territoire de Zara.

Article 19.

En ce qui concerne l'article 17, les autorités maritimes compétentes pourront prolonger l'autorisation de pratiquer la pêche, jusqu'aux fêtes de Pâques, chaque fois que la date de cette solennité tombera après le 15 avril.

Article 20.

Sur la proposition de la Commission permanente, les deux Etats contractants pourront, d'un commun accord, interdire la pêche avec des chaluts remorqués par une ou deux embarcations à voile ou à propulsion mécanique, dans les endroits et pendant les époques où il est avéré qu'une exploitation excessive porte préjudice à la reproduction et à la conservation des espèces de poissons d'une importance économique.

CHAPTER III.

PROHIBITIONS RELATING TO JOINT FISHING GROUNDS.

Article 14.

Within one mile of the coast the respective regulations of the two States for the protection of the fish supply shall hold good, except in the cases specially provided for in the present Convention.

Article 15.

Fishing with drag-nets drawn by one or two sailing or mechanically propelled boats shall be forbidden at all times in places where the water is less than 10 metres deep.

Article 16.

Fishing with drag-nets drawn by one or two sailing or mechanically propelled boats shall be forbidden throughout the year within the one-mile limit, except in the localities specified in the present Convention.

Article 17.

From April 15 to October 10 in each year, the use of drag-nets drawn by one or more sailing or mechanically propelled vessels may be prohibited by either of the two States within a distance of three miles from its own coast.

Article 18.

Fishing with drag-nets drawn by one or more sailing or mechanically propelled vessels within the one-mile limit in the Veglia, Maoni and Selve channels shall be permitted only between October 10 and April 15 ; it shall be prohibited throughout the year in the Corsia and Ulbo channels and in the open water off the Zara territory.

Article 19.

With reference to Article 17, the competent maritime authorities may extend the fishery concession until Easter Day when that day falls later than April 15.

Article 20.

On the proposal of the Permanent Commission, the two Contracting States may agree to prohibit drag-netting with one or two sailing or mechanically propelled boats in places or during periods in which such fishing, having been carried on to excess, has had an injurious effect upon the spawning and preservation of kinds of fish which are economically important.

Article 21.

Dans la pratique des différents modes de pêches, les pêcheurs des deux Etats, autorisés à pêcher dans la zone d'un mille, devront se tenir à distance convenable les uns des autres, suivant les usages locaux, et pratiquer la pêche avec les divers engins, en observant toutes les coutumes en vigueur jusqu'ici.

Article 22.

Il est interdit de lever ou de déplacer les filets et autres engins de pêche des endroits où ils ont été régulièrement posés par les pêcheurs.

Article 23.

La pêche est interdite à n'importe quelle époque et avec n'importe quelle espèce de filets ou d'appareils, dans un rayon de 200 mètres, à partir des baies maritimes où, en vertu d'un droit privé ou d'une autorisation spéciale de l'autorité compétente, se pratique la pisciculture. Cette interdiction ne s'applique pas à la pêche à la ligne.

Article 24.

La pêche au chalut est interdite dans un rayon de 200 mètres, à partir des signaux indiquant toute espèce de filet fixe en service, et dans un rayon de 400 mètres à partir des signaux indiquant des filets sardiniers « da imbrocco ».

Article 25.

Chacune des deux Parties contractantes se réserve le droit d'interdire dans un rayon s'étendant jusqu'à 10 milles, à partir de son propre littoral, l'adoption de nouveaux systèmes de pêche non utilisés jusqu'ici et considérés comme nocifs.

Article 26.

La force motrice mécanique de chaque embarcation de pêche pratiquant la pêche au chalut ne devra pas dépasser 40 HP.

Article 27.

Le commerce des produits de pêche, capturés à des époques et à l'aide de moyens prohibés par la présente Convention est interdit.

Article 28.

Il est interdit d'employer pour la pêche des matières explosives ou toxiques, ainsi que des moyens susceptibles d'étourdir ou d'engourdir les poissons.

Il est également interdit de recueillir et de mettre en vente les poissons capturés par lesdits moyens.

Article 29.

Il est formellement interdit d'installer de nouveaux ouvrages fixes destinés à obstruer ou à dévier le passage des poissons, même dans les chenaux donnant accès aux eaux territoriales.

Article 21.

In fishing by the various methods employed, the fishermen of the two States who are admitted within the one-mile limit shall keep a convenient distance apart, according to local custom, and shall observe all the customs hitherto in use in fishing with various kinds of tackle.

Article 22.

It shall be forbidden to remove or displace nets or other fishing tackle in places in which they are regularly set by fishermen.

Article 23.

Fishing at any time or with any kind of net or tackle shall be prohibited within 200 metres of inlets where pisciculture is carried on under private rights or under special concession from the competent authority.

This prohibition shall not apply to line fishing.

Article 24.

Drag-net fishing shall be prohibited within 200 metres of buoys marking any kind of fixed net if the net is actually set and within 400 metres of buoys marking sardine nets.

Article 25.

Each of the two Contracting Governments reserves the right to prohibit the introduction, within 10 miles of its own coasts, of new methods of fishing which have not previously been used and are regarded as injurious.

Article 26.

The mechanical motive power of any single fishing boat using a drag-net shall not exceed 40 H.P.

Article 27.

It shall be forbidden to trade in fish caught at times and by methods prohibited by the present Convention.

Article 28.

The use in fishing of explosives or poisonous substances or of methods calculated to stun or stupefy the fish shall be prohibited.

It shall also be forbidden to obtain and place on sale fish which have been caught by these methods.

Article 29.

The construction of new permanent works with the object of obstructing or diverting the movement of fish shall be absolutely forbidden ; this shall apply also to inlets communicating with territorial waters.

CHAPITRE IV.

RÈGLEMENT RELATIF A LA PRATIQUE DE LA PÊCHE DANS LES EAUX DE PÊCHE COMMUNES.

Article 30.

Les barques italiennes et les barques serbo-croates-slovènes appartenant à des ports situés sur les côtes du continent ou des îles de l'Adriatique orientale, du cap Promontore à la pointe Planca, pour pratiquer la pêche dans les eaux de pêche communes depuis le golfe de Fiume jusqu'au canal de Zara ;

les barques appartenant aux îles de Curzola et au groupe de Lagosta, pour pratiquer la pêche dans le canal de Lagosta ;

et les barques de l'île de Lissa, pour pratiquer la pêche dans les eaux de Pelagosa et de Cazza,

devront posséder à bord, outre la licence italienne, ou le certificat serbe croate et slovène, un permis spécial de pêche dans les zones sus mentionnées, délivré par l'autorité maritime de leur port d'inscription, d'après le modèle annexé à la présente Convention (Annexe C).

Article 31.

Les barques italiennes et les barques serbes croates et slovènes, provenant de côtes situées en dehors des limites indiquées dans l'article précédent, devront posséder à bord, le certificat sanitaire et le permis spécial de pêche délivrés par l'autorité maritime italienne ou serbe croate et slovène auprès de laquelle les barques auront déposé leurs papiers de bord ; elles devront également posséder le récipissé d'une déclaration d'arrivée, faite auprès des autorités consulaires des nations respectives.

Article 32.

En ce qui concerne les déplacements des barques de pêche dans les zones de pêche communes, les Hautes Parties contractantes conviennent de reconnaître les papiers de navigation et les pièces sanitaires délivrés par les autorités respectives des ports, sans exiger le visa des autorités consulaires.

Article 33.

Les permis spéciaux sus mentionnés serviront aux autorités et aux agents des deux Etats pour identifier les barques qui auraient commis une infraction aux dispositions de la présente Convention ou aux règlements des Etats particuliers, dans les eaux placées sous la souveraineté desdits Etats.

Article 34.

Les permis spéciaux de pêche seront valables pour une durée maximum d'un an.

Les certificats sanitaires seront valables pour une durée de six mois, et devront rester, pendant toute la campagne de pêche, entre les mains des autorités des ports des deux Etats ; les dites autorités noteront sur ces certificats les changements éventuels survenus dans la situation sanitaire du territoire relevant de leur compétence.

Article 35.

Les permis spéciaux de pêche devront être délivrés par les autorités italiennes et par les autorités serbes croates et slovènes, selon le modèle annexé à la présente Convention.

CHAPTER IV.

REGULATIONS FOR FISHERY IN JOINT FISHING GROUNDS.

Article 30.

Italian and Serb-Croat-Slovene boats belonging to ports on the mainland or in the islands of the eastern Adriatic from Cape Promontore to Punta Planca, when fishing in the joint fishing grounds from the Gulf of Fiume to the Zara channel ;

Boats from the Islands of Curzola and the Lagostine Group, when fishing in the Lagosta channel ;

And boats from the Island of Lissa when fishing in the Pelagosa and Cazza waters :

Shall be required to carry, in addition to the Italian licence or Serb-Croat-Slovene certificate, a special permit to fish in these areas ; this permit shall be issued by the maritime authority of the port of registration, in conformity with the specimen given in Annex C.

Article 31.

Italian and Serb-Croat-Slovene boats coming from coastal districts situated outside the limits specified in the preceding article shall be required to carry both the bill of health and the special fishing permit issued by the Italian or Serb-Croat-Slovene maritime authority with which the boats in question have deposited their papers, or a declaration to the effect that these documents have been duly deposited with the Consular authorities of the respective countries.

Article 32.

The High Contracting Parties undertake to recognise, in respect of the voyages of fishing vessels in the joint fishing grounds, the navigation and health papers issued by the respective port authorities, without requiring the visa of the Consular authorities.

Article 33.

The special permits referred to above shall be accepted by the authorities and agents of the two States as evidence of identification in the case of boats found committing offences against the provisions contained in the present Convention or against the laws of the individual States in their territorial waters.

Article 34.

Special fishing permits shall be valid for a maximum period of one year.

Bills of health shall be valid for six months and shall not be withdrawn during the fishing season by the port authorities of the two States, which shall note upon them any variations in public health conditions in the territory under their jurisdiction.

Article 35.

The special fishing permits issued by the Italian and Serb-Croat-Slovene authorities shall be modelled upon the specimen attached to the present Convention.

Les permis italiens seront rédigés en langue italienne et porteront la traduction serbe croate du texte italien ; les permis délivrés par l'autorité serbe-croate et slovène seront rédigés en langue serbe croate et slovène et porteront la traduction italienne du texte serbo-croate.

Les permis sus mentionnés ne pourront être retirés aux intéressés qu'en cas d'infraction entraînant l'arrestation immédiate du prévenu, ou qu'à la suite d'une sentence devenue exécutoire, et infligeant la peine de suspension temporaire ou d'interdiction de l'exercice de la pêche dans les eaux de pêche communes.

CHAPITRE V.

SURVEILLANCE DANS LES EAUX DE PÊCHE COMMUNES.

Article 36.

Les Hautes Parties contractantes exerceront la surveillance de la pêche, dans les limites de leurs eaux territoriales, conformément à leurs règlements et législations respectifs, ainsi qu'aux dispositions de la présente Convention, dans les zones suivantes :

Les eaux de pêche communes à partir du golfe de Fiume jusqu'à une distance d'un mille au nord de la ligne joignant Gruiza, Selve, Skerda, la pointe Misnjac ;

la zone maritime se trouvant à la hauteur du territoire italien de Zara ;

la zone commune du canal de Lagosta.

Article 37.

Les fonctionnaires et agents des deux Etats chargés de la surveillance de la pêche dans les eaux de pêche communes, seront tenus de se prêter réciproquement assistance pour la répression des contraventions aux règles établies par la présente Convention, et, en général, pour assurer l'exploitation rationnelle des eaux, le maintien de l'ordre, la sécurité des personnes et des biens dans la mesure qui intéresse la pratique de la pêche.

Artile 38.

Les fonctionnaires et agents des deux Etats auront toujours le droit de visiter les barques de pêche de l'autre Etat dans les eaux de pêche communes placées sous la souverainefé de leurs Etats respectifs.

Article 39.

Les Hautes Parties contractantes auront soin de munir leurs fonctionnaires et agents d'instructions détaillées pour que les infractions aux dispositions de la présente Convention et aux règlements de pêche des Etats particuliers soient constatées par des fonctionnaires experts dans les questions maritimes, lesquels devront scrupuleusement tenir compte des circonstances et des cas éventuels de force majeure, surtout en ce qui concerne la position relative des barques et des engins de pêche.

Article 40.

Les patrons de barques titulaires de permis spéciaux de pêche seront personnellement responsables des amendes encourues par les membres de leurs équipages, ou par des étrangers, pour des contraventions commises avec les barques qu'ils commandent ou avec les engins de pêche qui leur appartiennent.

Italian permits shall be drawn up in Italian, followed by a Serb-Croat translation, and Serb-Croat-Slovene permits shall be drawn up in Serb-Croat, followed by an Italian translation.

Permits shall only be withdrawn in case of offences involving the immediate arrest of the accused, or following on an immediately operative sentence of temporary or total exclusion from fishing in the joint fishing grounds.

CHAPTER V.

SUPERVISION OF THE JOINT FISHING GROUNDS.

Article 36.

In the joint fishing grounds from the Gulf of Fiume to within one mile to the north of a line joining Gruiza, Selve, Skerda and Punta Misnjac ;

In the sea area of the Italian territory of Zara ;

In the joint grounds in the Lagosta channel : the High Contracting Parties shall supervise the fisheries within their territorial waters, applying their own laws and regulations and the provisions of the present Convention.

Article 37.

The officials and agents of the two States appointed to supervise fisheries in joint fishing grounds shall co-operate with each other in every possible way to prevent any infringement of the regulations laid down in the present Convention, and, in general, to ensure the normal exploitation of these maritime areas, maintaining order, and securing the safety of persons and property in so far as fisheries are concerned.

Article 38.

In the joint fishing grounds situated within the territorial waters of their own State, the officials and agents of each State shall always be entitled to inspect fishing boats belonging to the other State.

Article 39.

The High Contracting Parties shall duly issue to their officials and agents detailed instructions to the effect that any infringement of the regulations laid down in the present Convention and of the Fishery Regulations in force in each State shall be established by officials who have had experience in maritime questions ; these officials shall hold a full enquiry into the circumstances and the possibility of *force majeure*, especially with regard to the relative positions of the boats and tackle.

Article 40.

Skippers who hold special fishing permits will be held personally responsible for the payment of any fines incurred by members of their crew or others, in respect of offences committed with the boats which are under their command, or with their tackle.

Article 41.

Les autorités maritimes des deux Etats contractants devront, sur demande, se prêter réciproquement assistance pour l'interrogatoire des prévenus, pour l'examen des témoignages et en général pour toutes formalités d'instruction nécessaires, et relatives aux contraventions commises par des barques de pêche d'un Etat dans les eaux placées sous la souveraineté de l'autre ; les dites autorités prendront toutes mesures propres à assurer le recouvrement des amendes infligées aux patrons de barques, à la suite de sentences devenues exécutoires.

Article 42.

Chacun des deux Etats contractants veillera, en ce qui concerne la pêche dans les eaux de pêche communes, à ce que les peines prévues par sa législation intérieure pour les diverses contraventions et les dispositions de la dite législation concernant le séquestre ou la confiscation éventuelle des corps du délit, pour infractions constatées dans la zone de souveraineté, soient, autant que possible, analogues à celles de l'autre Etat.

Article 43.

A la fin de chaque trimestre, les fonctionnaires des ports des deux Etats contractants devront communiquer, par voie hiérarchique, à la Commission permanente prévue au chapitre VII, les contraventions signalées et celles qui ont fait l'objet d'un jugement dans les eaux de leur juridiction à l'encontre des pêcheurs de l'autre Etat, ainsi que toutes les observations faites et toutes les difficultés constatées quant à la pratique de la pêche et à l'application de la présente Convention.

Article 44.

Trois infractions à la règle du premier mille ou à celle de la zone de 300 mètres dans le canal de Maoni commises par des pêcheurs ressortissants de l'un ou de l'autre des Etats contractants, entraînent respectivement la suspension de l'autorisation de pêcher avec des chaluts dans la dite zone ou le dit canal pendant la période où se pratique habituellement cette pêche.

Lorsqu'une telle suspension d'autorisation aura fait l'object d'un jugement, elle sera, le cas échéant, notifiée par le Gouvernement serbe, croate et slovène au Gouvernement italien afin d'être portée à la connaissance des pêcheurs.

Article 45.

Les taxes d'autorisation pour la pratique de la pêche dans la zone d'un mille resteront exigibles dans les cas où elles l'ont été jusqu'ici.

CHAPITRE VI.

COMMISSION SCIENTIFIQUE ITALO-SERBE, CROATE ET SLOVÈNE POUR LES RECHERCHES PHYSICO-BIOLOGIQUES DANS L'ADRIATIQUE.

Article 46.

Une Commission scientifique italo-serbe, croate et slovène pour les recherches physico-biologiques dans l'Adriatique sera instituée d'un commun accord par les deux Etats contractants.

Feront partie de la dite Commission, pour le Gouvernement italien : un représentant de la Commission océanographique royale, le directeur des services technique de la pêche, un biologiste des

Article 41.

The maritime authorities of the two Contracting States shall, if requested, offer their services mutually for the interrogation of accused persons, for the examination of witnesses, and in general for every prejudicial act in respect of offences committed by fishing boats belonging to their own State in waters within the territorial jurisdiction of the other ; and they shall take all necessary steps to ensure that the fines levied on skippers by sentence of the Courts shall be duly paid.

Article 42.

Each of the two Contracting States shall make arrangements through its own legislation to ensure, so far as concerns fishing in the joint fishing grounds, that the penalties inflicted for various offences, and the provisions concerning the possible sequestration or confiscation of the material connected with the offence, in the case of infringements occurring in their respective territorial waters, shall be so fixed as to be, so far as possible, identical in both countries.

Article 43.

At the end of every quarter the port officers of the two Contracting States shall transmit through the usual channels to the Permanent Commission referred to in Chapter VII a list of the offences committed by fishermen, nationals of the other State, which they have reported and which have been judged in their own district. They shall also communicate all the observations which have been made and the difficulties noted in connection with fishery and with the application of the present Convention.

Article 44.

Fishermen, being nationals of one or the other Contracting Party, who shall, on three occasions, have been guilty of trespass within the one-mile limit or the 300-metre zone in the Maoni channel shall in each case forfeit the unexpired portion of their concession for drag-net fishing in the said channel.

When the forfeiture of such concession has been pronounced, this decision shall, if necessary, be communicated by the Serb-Croat-Slovene Government to the Italian Government in order that the fishermen may be duly informed.

Article 45.

The registration fees for fishing within the one-mile limit shall continue to be paid in all cases in which they were paid hitherto.

CHAPTER VI.

ITALO-SERB-CROAT-SLOVENE SCIENTIFIC COMMITTEE FOR PHYSICO-BIOLOGICAL RESEARCH IN THE ADRIATIC.

Article 46.

There shall be established by mutual agreement between the two Contracting States an Italo-Serb-Croat-Slovene Scientific Committee for Physico-biological research in the Adriatic.

The Italian Government shall be represented on this Committee by a representative of the Royal Oceanographical Committee, the Head of the Technical Fisheries Service and a biologist

universités royales ; et pour le Gouvernement serbe-croate et slovène : le chef de l'arrondissement maritime, le chef du bureau des pêcheries et un biologiste des services de la pêche ou des universités.

Article 47.

Le programme des dites recherches sera arrêté d'un commun accord par les représentants de la dite Commission et aura pour objet aussi bien les recherches océanographiques que les recherches de biologie appliquée à la pêche, en tenant un compte spécial de l'étude des poissons migrateurs.

Les résultats desdites recherches seront portés à la connaissance de la Commission internationale pour l'exploration de la Méditerranée, présidée par S. A. S. le prince de Monaco.

Article 48.

Les deux Etats prendront les mesures nécessaires pour arrêter en commun le programme des travaux à exécuter, ainsi que pour établir une collaboration entre les stations et observatoires biologiques respectifs de l'Adriatique.

Article 49.

La Commission susmentionnée se réunira une fois par an, si possible à l'occasion de la réunion de la Commission permanente de la pêche, prévue au chapitre VII.

CHAPITRE VII.

COMMISSION PERMANENTE ITALO-SERBE, CROATE ET SLOVÈNE DE LA PÊCHE.

Article 50.

Une Commission permanente de la pêche dans l'Adriatique sera instituée ; elle comprendra deux commissaires exerçant les fonctions de présidents, et nommés respectivement par les deux Gouvernements ; en outre, feront partie de la Commission pour chaque Etat : le chef du bureau des pêcheries auprès du Gouvernement central, un capitaine de port et deux délégués représentant les intérêts des pêcheurs.

Article 51.

La Commission aura pour objet de coopérer avec les autorités des deux Hautes Parties contractantes en vue de protéger et de développer la pêche, le commerce et l'industrie des produits de pêche, ainsi que d'éviter les différends qui pourraient naître de l'application de la présente Convention.

A cet effet, la Commission se réunira au moins une fois par an, dans une localité à déterminer d'un commun accord, et exercera son activité conformément au Statut approuvé par les deux Gouvernements.

Article 52.

La Commission qui a rédigé le présent projet de Convention restera en fonctions pour assurer la réalisation des objets indiqués à l'article 51, jusqu'à ce que les deux Gouvernements aient procédé à la nomination de la Commission permanente de la pêche.

from one of the royal universities, and the Serb-Croat-Slovene Government by the Head of the Maritime Governor's Office, the Head of the Fisheries Office and a biologist of the Fisheries Service or of one of the universities.

Article 47.

The programme of research work shall be drawn up conjointly by the members of the Committee, and shall include oceanographical research and biology as applied to fishery, having special regard to the study of fish migration.

The results of the researches shall be communicated to the International Commission for the Exploration of the Mediterranean, of which H. S. H. the Prince of Monaco is President.

Article 48.

The two States shall conclude such agreements as may be necessary to establish the programme of the work to be carried out in common, as, for example, co-operation between the respective biological stations and observatories in the Adriatic.

Article 49.

The Committee shall meet once a year, if possible at the same time as the Permanent Fisheries Commission provided for in Chapter VII.

CHAPTER VII.

PERMANENT ITALO-SERB-CROAT-SLOVENE FISHERIES COMMISSION.

Article 50.

There shall be established a Permanent Adriatic Fisheries Commission, composed of two Commissioners with the rank of president and appointed by the respective Governments, together with the following representatives of each State : the Head of the Fisheries Department of the Central Government, a harbour-master and two members representing fishing interests.

Article 51.

It shall be the duty of the Commission to co-operate with the State authorities of the two High Contracting Parties in all matters connected with the protection and development of fisheries, the trade and industry in fish products and the avoidance of any disputes likely to arise out of the application of the present Convention.

For this purpose the Commission shall meet at least once a year in a place to be determined later by mutual agreement, and its work shall be conducted in accordance with its own rules of procedure, as approved by the respective Governments.

Article 52.

Until this Commission has been appointed, the Commission which has drawn up the present Draft Convention shall continue to sit for the purpose referred to in Article 41.

CHAPITRE VIII.

DISPOSITIONS DIVERSES.

Article 53.

Des modifications éventuelles aux règles relatives aux interdictions ou à la surveillance, envisagées dans la présente Convention en vue de la protection de la pêche, seront adoptées d'un commun accord par les deux Gouvernements, après avoir entendu la Commission permanente de la pêche dans l'Adriatique, dont il est question au chapitre VII.

Article 54.

Les Hautes Parties contractantes se communiqueront mutuellement les dispositions qu'elles auront prises en vue de l'exécution de la présente Convention, ainsi que les mesures les plus importantes concernant la pêche dans leurs eaux territoriales respectives de l'Adriatique orientale.

Article 55.

La présente Convention entrera en vigueur, du jour de sa ratification, et sa durée sera fixée par les deux Gouvernements contractants.
Les instruments de ratification seront échangés à Rome.

Le présent Accord est fait en deux exemplaires originaux rédigés chacun en italien et en serbo-croate.
En cas de divergence, le texte italien fera autorité.

En foi de quoi, les délégués ont signé le présent projet de Convention et y ont apposé leur sceau.

Fait à Brioni, le quatorzième jour de septembre mil neuf cent vingt et un.

(Signé) TOSTI DI VALMINUTA.
(Signé) BRUNELLI.
(Signé) BULLO.
(Signé) DAVANZO.

(Signé) KRSTEIJ.
(Signé) LAZAREVIĆ.
(Signé) STIPANOVIĆ.
(Signé) PASTROVIĆ.
(Signé) SARDEZIĆ.

CHAPTER VIII.

VARIOUS PROVISIONS.

Article 53.

Any modifications which may be made in the regulations issued concerning prohibitions or supervisory measures for the protection of the fish supply, as laid down in the present Convention, shall be put into force by the two Governments acting in agreement after consultation with the Permanent Adriatic Fisheries Commission referred to in Chapter VII.

Article 54.

The High Contracting Parties shall communicate to each other all regulations issued by them for the execution of the present Convention, and the more important fishery by-laws in force in their respective territorial waters in the Eastern Adriatic.

Article 55.

The present Convention shall come into force on the date of its ratification and shall remain in force for a period to be fixed by the two Contracting Governments.

The ratifications shall be exchanged at Rome.

The present Agreement has been done in duplicate, and each copy has been drawn up both in Italian and Serb-Croat.

In case of dispute, the Italian text shall be authentic.

In faith whereof the Delegates have signed this Draft Convention, and have affixed their seals thereto.

Done at Brioni, this 14th September 1921.

(Signed)	KRSTEIJ.	(Signed)	TOSTI DI VALMINUTA.
(Signed)	LAZAREVIĆ.	(Signed)	BRUNELLI.
(Signed)	STIPANOVIĆ.	(Signed)	BULLO.
(Signed)	PASTROVIĆ.	(Signed)	DAVANZO.
(Signed)	SARDEZIĆ.		

ANNEXE C.

N.....
Royaume .....
Bureau royal du port de .....

PERMIS SPÉCIAL DE PÊCHE

dans les zones maritimes déclarées de pêche commune par la Convention italo-serbe, croate et slovène, conclue à Brioni le 14 septembre 1921.

La barque ..... jaugeant ..... tonnes, appartenant à M. ..... inscrite sous le N° .... au registre du bureau du port de ..... commandée par le patron ..... fils de ..... âgé de ..... domicilié à ..... ayant à bord ..... hommes d'équipage, y compris le patron, est autorisée à pratiquer la pêche avec [1] ..... dans les zones maritimes indiquées ci-dessus, pour une durée d'un an au plus, à dater du jour où le présent permis a été délivré, avec l'obligation d'observer rigoureusement toutes les prescriptions de la Convention conclue entre le Royaume d'Italie et le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes et les prescriptions des divers Etats, dans les eaux placées sous la souveraineté respective de chacun de ces Etats.

Délivré à ..... le .....

Le chef du Bureau de port :

.....

[1] Indiquer le genre des filets et des outils.

ANNEX C.

No. .....

Kingdom of .....

Royal Harbour-master's Office at .....

SPECIAL FISHING PERMIT

valid for the maritime zones which have been declared joint fishing grounds in conformity with the Italo-Serb-Croat-Slovene Convention concluded at Brioni on September 14, 1921.

The boat ....., ...tons, owner, M. ....., No. ..... in the register of the Harbour-master's Office at ..... skipper ....., son of ....., aged ....., domiciled at ..... with a crew of ..... persons, including skipper, is authorised to fish with [1] ..... in the above-mentioned maritime zones for not more than one year from the date on which this permit is issued, on condition that all the regulations contained in the Convention concluded between the Kingdom of Italy and the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes and the by-laws in force in the respective territorial waters of the States in question be strictly observed.

Given at ....., the .....

Signed .....

Harbour-master.

[1] Mention the kind of nets and utensils.

N° 483.

DANEMARK ET POLOGNE

Echange de notes comportant un accord exonérant réciproquement les ressortissants des deux pays du service militaire obligatoire au pays où ils ont leur domicile. Copenhague, les 10 et 14 juillet 1923.

DENMARK AND POLAND

Exchange of Notes constituting an agreement under which nationals of one of the two countries who are domiciled in the other are exempted from compulsory military service. Copenhagen, July 10 and 14, 1923.

No. 483. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS DANOIS ET POLONAIS COMPORTANT UN ACCORD EXONÉRANT RÉCIPROQUEMENT LES RESSORTISSANTS DES DEUX PAYS DU SERVICE MILITAIRE OBLIGATOIRE AU PAYS OU ILS ONT LEUR DOMICILE. COPENHAGUE, LES 10 ET 14 JUILLET 1923.

Texte officiel français communiqué par le Ministre de Danemark à Berne. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 12 septembre 1923.

[MINISTÈRE
DES
AFFAIRES ÉTRANGÈRES

COPENHAGUE, *le 10 juillet* 1923.

MONSIEUR LE COMTE,

Me référant à la note verbale de la Légation de Pologne en date du 14 du mois passé, N° 624/K, je me permets de vous informer que le Gouvernement Royal accède avec plaisir à la proposition du Gouvernement polonais d'établir, par un échange de notes, un accord entre le Danemark et la Pologne, à base de réciprocité, d'après lequel les citoyens danois, résidant en Pologne, de même que les citoyens polonais résidant en Danemark, seraient exemptés du service militaire dans le pays de résidence.

J'ai donc l'honneur, au nom du Gouvernement Royal, de déclarer qu'à condition de réciprocité les citoyens polonais résidant en Danemark seront à l'avenir exempté du service militaire de toute sorte pour le Danemark.

En attendant la déclaration correspondante du Gouvernement polonais, je saisis cette occasion pour vous renouveler, Monsieur le Comte, l'assurance de ma haute considération.

(Signé) C. M. T. COLD.

Monsieur le Comte A. DZIEDUSZYCKI,
Ministre de Pologne.

Certifie pour copie conforme :
Copenhague, le 6 septembre 1923.

Georg COHN,
Chef du Service danois de la Société des Nations.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 483. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE DANISH AND POLISH GOVERNMENTS CONSTITUTING AN AGREEMENT UNDER WHICH NATIONALS OF ONE OF THE TWO COUNTRIES WHO ARE DOMICILED IN THE OTHER ARE EXEMPTED FROM COMPULSORY MILITARY SERVICE. COPENHAGEN, JULY 10 AND 14, 1923.

French official text communicated by the Danish Minister at Berne. The registration of this exchange of notes took place September 12, 1923.

MINISTRY
FOR
FOREIGN AFFAIRS.

COPENHAGEN, *July* 10, 1923.

YOUR EXCELLENCY,

With reference to the verbal note received from the Polish Legation, dated June 14, No. 624/K, I venture to inform you that the Royal Government accedes with pleasure to the proposal made by the Polish Government to draw up, by means of an exchange of Notes, an agreement between Denmark and Poland, on a basis of reciprocity, in accordance with which Danish citizens residing in Poland and Polish citizens residing in Denmark shall be exempted from military service in their country of residence.

On behalf of the Royal Government, I have therefore the honour to state that on condition of reciprocity Polish citizens residing in Denmark shall in future be exempted from military service of any description on behalf of Denmark.

Awaiting a similar declaration from the Polish Government, I have the honour to be, etc.

(Signed) C. M. T. COLD.

Count A. DZIEDUSZYCKI,
Polish Minister.

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations.

LÉGATION DE POLOGNE.
COPENHAGEN.
754/K.

COPENHAGUE, *le* 14 *juillet* 1923.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la Note en date du 10 juillet a. c. par laquelle Votre Excellence a eu l'amabilité de m'informer que le Gouvernement royal accède avec plaisir à la proposition du Gouvernement polonais d'établir, par un Echange de notes, un accord entre le Danemark et la Pologne, à base de réciprocité, d'après lequel les citoyens danois résidant en Pologne, de même que les citoyens polonais résidant en Danemark, seraient exemptés du service militaire dans le pays de résidence.

Conformément au susdit, j'ai l'honneur de déclarer, au nom du Gouvernement de la République polonaise, qu'à condition de réciprocité les citoyens danois résidant en Pologne seront à l'avenir exemptés du service militaire de toute sorte pour la Pologne.

Donnant suite au désir de Votre Excellence, je considère votre Note, Monsieur le Ministre, ainsi que ma réponse d'aujourd'hui, comme déclaration officielle par laquelle le Gouvernement royal, d'un côté, et le Gouvernement de la République, de l'autre, signent une convention mutuelle exemptant les citoyens des deux pays du service militaire dans le pays de résidence.

Je saisis cette occasion pour vous réitérer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma plus haute considération.

(Signé) DZIEDUSZYCKI.

Son Excellence
Monsieur C. M. T. COLD,
Ministre des Affaires étrangères, etc.
Copenhague.

Certifié pour copie conforme :
Copenhague, le 6 septembre 1923.

Georg COHN,
Chef du Service danois de la Société des Nations

POLISH LEGATION
AT
COPENHAGEN.

754/K.

COPENHAGEN, *July* 14, 1923.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to acknowledge receipt of the Note, dated July 10, in which your Excellency was good enough to inform me that the Royal Government accedes with pleasure to the proposal made by the Polish Government to draw up, by means of an exchange of Notes, an agreement between Denmark and Poland on a basis of reciprocity, in accordance with which Danish citizens residing in Poland and Polish citizens residing in Denmark shall be exempted from military service in their country of residence.

In accordance with the above, I have the honour to state, on behalf of the Government of the Polish Republic, that, on condition of reciprocity, Danish citizens residing in Poland shall in future be exempted from military service of any description on behalf of Poland.

In pursuance of the wish expressed by your Excellency, I consider your Note and my reply as an official declaration by means of which the Royal Government, on the one hand, and the Government of the Republic, on the other, conclude a mutual Convention exempting the citizens of the two countries from military service in their country of residence.

I have the honour to be, etc.

(Signed) DZIEDUSZYCKI.

His Excellency
Monsieur C. M. T. COLD,
Minister for Foreign Affairs, etc.,
Copenhagen.

N° 484.

DANEMARK ET FINLANDE

Arrangement concernant l'établissement d'un service quotidien de télégrammes de presse entre les deux pays, signé à Copenhague le 27 juillet 1920.

DENMARK AND FINLAND

Agreement regarding the establishment of a daily service of press telegrams between the two countries, signed at Copenhagen, July 27, 1920.

No. 484. — ARRANGEMENT [1] ENTRE LE DANEMARK ET LA FINLANDE CONCERNANT L'ÉTABLISSEMENT D'UN SERVICE QUOTIDIEN DE TÉLÉGRAMMES DE PRESSE ENTRE LES DEUX PAYS, SIGNÉ A COPENHAGUE LE 27 JUILLET 1920.

No. 484. — AGREEMENT [1] BETWEEN DENMARK AND FINLAND REGARDING THE ESTABLISHMENT OF A DAILY SERVICE OF PRESS TELEGRAMS BETWEEN THE TWO COUNTRIES, SIGNED AT COPENHAGEN, JULY 27, 1920.

Texte officiel danois communiqué par le Ministre des Affaires étrangères de Finlande. L'enregistrement de cet arrangement a eu lieu le 19 septembre 1923.

Danish official text communicated by the Finnish Minister for Foreign Affairs. The registration of this agreement took place September 19, 1923.

TEXTE DANOIS. — DANISH TEXT.

Mellem Chefen for det danske Udenrigsministeriums Pressebureau, Marinus L. Yde, som befuldmaegtiget Repraesentant for det danske Udenrigsministerium paa den ene Side og den finske Chargé d'Affaires i Kjøbenhavn, dr. H. Holma, som befuldmaegtiget Repraesentant for den finske Regering paa den anden Side er der under Forbehold af de respektive Regeringers Sanktion truffet Bestemmelse om Etableringen af den daglig Stats-Presse-service mellem Danmark og Finland til Støtte for et gensidigt Oplysningsarbejde i de to Lande til Gavn for en god Forstaaelse mellem det danske og det finske Folk.

Der er truffet følgende Aftale :

1. Saasnart de to Regeringers Bemyndigelse foreligger, vil der hver Dag blive udvekslet Telegrammer mellem Lyngby Radio Station paa dansk Side og Sandhamn Radio Station paa finsk Side. De danske Telegrammer redigeres af det danske Udenrigsministeriums Pressebureau, og de finske Telegrammer af det finske Udenrigsministeriums Pressebureau. Det er en Forudsaetning, at Telegrammerne kun vil omhandle danske og finske Forhold, og Parterne er enige om, at Telegramudvekslingen bør holdes politisk neutral, ogsaa i Forholdet til omliggende Nabostater.

2. Telegrammerne fra Danmark affattes i det danske eller engelske Sprog, og de finske Telegrammer skal affattes enten i det engelske eller det svenske Sprog.

3. Den danske Telegramservice udsendes hver Dag fra Lyngby Radio Kl. 12 Middag, dansk Tid. Den finske Service udsendes fra Sandhamn Radio Station Kl. 16 dansk Tid.

4. Udenrigsministeriets Pressebureau i København vil sørge for, at de fra Finland modtagne Telegrammer bliver distribueret til den danske Presse gennem et Bureau i København efter Udenrigsministeriets Pressebureaus Skøn Telegrammerne vil blive

[1] Cet arrangement ne comporte pas de ratification.

[1] This Agreement does not entail ratification.

sendt direkte fra Lyngby Radio Station til det paagaeldende Bureau for direkte distribution til Pressen, og samtidig sendes, for Information og Kontrol, en Kopi af Telegrammerne til den finske Legation i København. De fra Danmark modtagene Telegrammer vil det finske Udenrigsministerium distribuere direkte fra Sandhamn Station til et finsk Bureau efter det finske Udenrigsministeriums Pressebureaus Skøn, og samtidig vil, for Information og Kontrol en Genpart af Telegrammerne blive sendt til den danske Legation i Helsingfors. Alle Spørgsmaal vedrørende de her omhandlede Telegrammers Afsendelse, Modtagelse, Distribution, Redaktion eller Publikation, etc. skal kun kunne forhandles mellem Udenrigsministerierne i København og Helsingfors og gennem de respektive Gesandtskaber.

5. De kontraherende Parter er enige om, at de her omhandlede Telegrammer modtages i de to Lande uden Vederlag eller Afregning.

6. Det er en Forudsaetning for naervaerende Overenskomst, at de kontraherende Parter vil tilstille Telegrambureauerne de her omhandlede Telegrammer uden derfor at begaere nogetsomhelst Vederlag.

7. Denne Overenskomst kan opsiges fra begge Sider med tre Maaneders Varsel.

KØBENHAVN, 27 *Juli* 1920.

MARINUS L. YDE.
HARRI HOLMA.

Pour copie conforme :
à Helsingfors, au Ministère des Affaires étrangères,
le 4 Septembre 1923.
(Signé) Nülo IDMAN.

[1] TRADUCTION.

Le Chef du bureau de la presse du Ministère des Affaires étrangères du Danemark, Marinus L. YDE, représentant dûment autorisé DU MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DU DANEMARK, d'une part, et

le Chargé d'Affaires finlandais à Copenhague, le Dr H. HOLMA, représentant dûment autorisé DU GOUVERNEMENT FINLANDAIS, d'autre part,

ont décidé, sous réserve de l'approbation de leurs Gouvernements respectifs, d'instituer un service journalier de communications officielles de presse entre le Danemark et la Finlande, en vue d'assurer un échange d'informations réciproques et d'établir des relations amicales entre la nation danoise et la nation finlandaise.

Ils ont conclu l'Accord suivant :

1. Dès que les deux Gouvernements auront approuvé le présent Accord, un échange

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

[1] TRANSLATION.

The Head of the Press Bureau of the Danish Ministry for Foreign Affairs, Marinus L. YDE, representative duly authorised by the DANISH MINISTRY FOR FOREIGN AFFAIRS, on the one hand, and the Finnish Chargé d'Affaires in Copenhagen, Dr. H. HOLMA, duly authorised representative of the FINNISH GOVERNMENT, on the other hand, have decided upon the establishment, subject to the sanction of the respective Governments, of daily official Press communications between Denmark and Finland for the purpose of reciprocal information in the two countries, in order to establish friendly relations between the Danish and the Finnish nations.

The following Agreement has been entered into :

1. As soon as the authorisation of the two Governments has been obtained,

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations.

journalier de télégrammes sera institué entre la station de T. S. F. de Lyngby pour le Danemark et la station de T. S. F. de Sandhamn pour la Finlande. Les télégrammes danois seront rédigés par le Bureau de presse du Ministère des Affaires étrangères du Danemark et les télégrammes finlandais par le Bureau de presse du Ministère des Affaires étrangères de Finlande. Il est entendu que les télégrammes transmettront des informations portant exclusivement sur les affaires danoises et finlandaises ; les Parties conviennent également de veiller à ce que cet échange de télégrammes observe la neutralité sur le terrain politique ; même en ce qui concerne les Etats voisins.

2. Les télégrammes émanant du Danemark seront rédigés en langue danoise ou anglaise et les télégrammes émanant de Finlande seront rédigés en langue anglaise ou suédoise.

3. Les messages télégraphiques danois seront envoyés chaque jour de la station de T. S. F. de Lyngby à 12 heures (heure danoise). Les messages télégraphiques finlandais seront envoyés de la station de T. S. F. de Sandhamn à 16 heures (heure danoise).

4. Le Bureau de presse du Ministère des Affaires étrangères de Copenhague veillera à ce que les télégrammes reçus de Finlande soient distribués à la presse danoise par l'intermédiaire d'un bureau de Copenhague dépendant de ce Bureau de presse. Les télégrammes seront transmis directement de la station de T. S. F. de Lyngby au service en question afin d'être communiqués directement à la presse, et copie de chaque télégramme sera envoyée en même temps à la légation de Finlande à Copenhague, aux fins d'information et de contrôle. Les télégrammes reçus du Danemark seront transmis directement par le Ministère des Affaires étrangères finlandais de la station de T. S. F. de Sandhamn à un bureau finlandais dépendant du Bureau de presse du Ministère des Affaires étrangères finlandais, et copie de chaque télégramme sera envoyée en même temps à la Légation du Danemark à Helsingfors aux fins d'information et de contrôle. Toutes les

telegrams shall be exchanged every day between Lyngby Radio Station on the Danish side and Sandhamn Radio Station on the Finnish side. The Danish telegrams shall be edited by the Press Bureau of the Danish Ministry for Foreign Affairs, and the Finnish telegrams by the Press Bureau of the Finnish Ministry for Foreign Affairs. It is understood that the telegrams shall deal only with Danish and Finnish conditions, and the parties agree that the exchange of telegrams should be kept politically neutral, also as regards the neighbouring States.

2. The telegrams from Denmark shall be written in the Danish or the English language, and the Finnish telegrams shall be written in the English or the Swedish language.

3. The Danish telegraphic communication shall be sent every day from Lyngby Radio Station at 12 o'clock noon, Danish time. The Finnish communication shall be sent from Sandhamn Radio Station at 4 p.m., Danish time.

4. The Press Bureau of the Ministry for Foreign Affairs in Copenhagen shall see that the telegrams received from Finland are distributed to the Danish Press through a bureau in Copenhagen at the discretion of the Press Bureau of the Ministry for Foreign Affairs. The telegrams shall be sent directly from Lyngby Radio Station to the bureau in question for direct distribution to the Press, and a copy of the telegrams shall be sent simultaneously to the Finnish Legation in Copenhagen for information and supervision. The telegrams received from Denmark shall be distributed by the Finnish Ministry for Foreign Affairs directly from Sandhamn Station to a Finnish bureau at the discretion of the Press Bureau of the Finnish Ministry for Foreign Affairs, and a copy of the telegrams shall be sent simultaneously to the Danish Legation in Helsingfors for information and supervision. All questions concerning the despatch, receipt, distribution, editing or publication,

questions relatives à l'expédition, à la réception, à la transmission, à la rédaction, à la publication, etc... des télégrammes en question, ne pourront être réglées qu'entre les Ministères des Affaires étrangères de Copenhague et d'Helsingfors et par l'intermédiaire des légations respectives.

5. Les Parties contractantes conviennent que la réception dans les deux pays des télégrammes en question ne donnera lieu au paiement d'aucune taxe ou charge quelconque.

6. Il est entendu, aux termes du présent Accord, que les deux Parties contractantes expédieront les télégrammes en question au bureau de télégraphe, sans exiger le paiement d'aucune taxe.

7. Le présent Accord pourra être dénoncé par l'une ou l'autre des Parties avec préavis de trois mois.

COPENHAGUE, *le 27 juillet* 1920.

etc., of the telegrams in question shall only be discussed between the Ministries for Foreign Affairs in Copenhagen and in Helsingfors, and through the respective Legations.

5. The Contracting Parties agree that the telegrams in question shall be received in the two countries without payment or charge in any form.

6. The present Agreement is based on the presumption that the Contracting Parties will send the telegrams in question to the telegraph bureaux without requiring any payment whatsoever.

7. The present Agreement may be denounced by either party with three months' notice.

COPENHAGEN, *July* 27, 1920.

MARINUS L. YDE.
HARRI HOLMA.

N° 485.

FINLANDE ET NORVÈGE

Echange de notes concernant l'exemption, sur la base de réciprocité, d'immeubles, destinés à la représentation diplomatique, de l'impôt de timbre à l'occasion de leur homologation. Helsingfors, le 16 juillet 1921.

FINLAND AND NORWAY

Exchange of Notes concerning the exemption from stamp-duty, on a basis of reciprocity, of immovable property, intended for the use of diplomatic representatives, on the occasion of its homologation. Helsingfors, July 16, 1921.

No. 485. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS FINLANDAIS ET NORVÉGIEN CONCERNANT L'EXEMPTION, SUR LA BASE DE RÉCIPROCITÉ, D'IMMEUBLES, DESTINÉS A LA REPRÉSENTATION DIPLOMATIQUE, DE L'IMPOT DE TIMBRE A L'OCCASION DE LEUR HOMOLOGATION. HELSINGFORS, LE 16 JUILLET 1921.

No. 485. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE FINNISH AND NORWEGIAN GOVERNMENTS CONCERNING THE EXEMPTION FROM STAMP-DUTY, ON A BASIS OF RECIPROCITY, OF IMMOVABLE PROPERTY, INTENDED FOR THE USE OF DIPLOMATIC REPRESENTATIVES, ON THE OCCASION OF ITS HOMOLOGATION. HELSINGFORS, JULY 16, 1921.

Textes officiels norvégien et suédois communiqués par le Ministre des Affaires étrangères de Finlande. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 19 *septembre* 1923.

Swedish and Norwegian official texts communicated by the Minister for Foreign Affairs of Finland. The registration of this exchange of notes took place September 19, 1923.

TEXTE SUÉDOIS. — SWEDISH TEXT.

N° 25/1455 K. D. 1921.
No. 9721.

HELSINGFORS, *den* 16 *juli* 1921.

HERR CHARGÉ D'AFFAIRES,

Jag har äran bringa till Eder, Herr Chargé d'Affaires kännedom, att Republikens Regering, under förutsättning av att den får emottaga en motsvarande förklaring, för sin del är villig fritaga Kungl. Norska Regeringen från skyldigheten att erlägga stämpelskatt vid lagfarandet av köp av fastighet avsedd för dess beskickning i Helsingfors.

Mottag, Herr Chargé d'Affaires, försäkran om min utmärkta Högaktning.

J. H. VENNOLA.

Kaptän Vidkun QUISLING,
Kungl. Norsk Chargé d'Affaires, etc., etc.
Helsingfors.

Pour copie conforme:
à Helsingfors au Ministère des Affaires étrangères,
le 4 Septembre 1923,

Nülo IDMAN.

TEXTE NORVÉGIEN. — NORWEGIAN TEXT.

DEN KGL. NORSKE LEGATION.
Nr. 61/IV.

HELSINGFORS, 16. *Juli* 1921.

HERR STATSMINISTER,

Jag har den aere et erkjende mottagelsen av Deres Excellences note av dags dato, i hvilken Deres Excellence velvillig meddeler at Republikens regjering, under forutsaetning av at den mottar tilsvarende erklaering, er villig til at frita den norske regjering for erlaeggelse av stempelavgift for lagfart ved kjöp av fast eiendom til bruk for den norske legation i Helsingfors.

Idet jeg har den aere at meddela at den norske regjering på denne betingelse indrömmer Republikens regjering lignende fritagelse ved kjöp av fast eiendom til bruk for den finske legation i Kristiania, går jeg ut fra at de to regjeringers overenskomst i denne sak er fastslåt ved naervaerende noteveksling.

Med uttrykket fast eiendom, etc., forutsaettes forstått bolig for vedkommende minister og eller kancelli for legationen.

Motta, Herr Statsminister, forsikringen om min mest udmerkede höiagtelse.

V. QUISLING,
Chargé d'Affaires a. i.

Hans Excellence
Herr Statsminister J. H. VENNOLA,
Fungerende Finsk Utenriksminister,
etc., etc., etc.

Pour copie conforme,
à Helsingfors, au Ministère des Affaires étrangères,
le 6 septembre 1923,
Nülo IDMAN.

[1] TRADUCTION.

Nº 25/1455 K. D. 1921.
Nº 9721.

HELSINGFORS, 16 *juillet* 1921.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

J'ai l'honneur de vous informer que le Gouvernement de la République est disposé, sous condition de réciprocité, à dispenser le Gouvernement royal norvégien de l'obligation de payer un droit de timbre pour l'homologation de l'acte

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

[1] TRANSLATION.

No. 25/1455 K. D. 1921.
No. 9721.

HELSINGFORS, *July* 16, 1921.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

I have the honour to inform your Excellency that, subject to the condition of receiving a corresponding declaration, the Government of the Republic is willing to exempt the Royal Norwegian Government from the obligation to

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations.

d'achat des biens-immeubles à l'usage de sa Légation à Helsingfors.

Veuillez agréer, etc.,

(Signé) J. H. VENNOLA.

Au capitaine Vidkun QUISLING,
Chargé d'Affaires
du Gouvernement Royal de Norvège,
etc. etc.,
Helsingfors.

pay stamp duty on the homologation of the purchase of real estate for the use of its Legation in Helsingfors.

I have the honour to be, etc.,

(Signed) J. H. VENNOLA.

To Captain Vidkun QUISLING,
Royal Norwegian Chargé d'Affaires,
etc., etc.,
Helsingfors.

LÉGATION ROYALE DE NORVÈGE.
N° 61/IV.

HELSINGFORS, 16 *juillet* 1921.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de vous accuser réception de votre note de ce jour, par laquelle vous avez bien voulu m'informer que le Gouvernement de la République est disposé, sous condition de réciprocité, à exempter le Gouvernement norvégien du paiement du droit de timbre pour l'homologation de l'acte d'achat des biens-immeubles à l'usage de la Légation de Norvège à Helsingfors.

J'ai l'honneur de vous faire connaître qu'à cette condition le Gouvernement norvégien accorde au Gouvernement de la République une exemption analogue, pour l'homologation de l'acte d'achat des biens-immeubles à l'usage de la Légation de Finlande à Christiania, et je suppose que le présent échange de Notes tiendra lieu d'accord sur ce sujet entre les deux Gouvernements.

Le terme « biens-immeubles, etc. » est interprété comme désignant l'habitation du Ministre en question et les bureaux de la Légation.

Veuillez agréer, etc.

(Signé) V. QUISLING,
Chargé d'Affaires par intérim.

A Son Excellence
J. H. VENNOLA,
Ministre d'Etat,
Ministre par intérim
des Affaires étrangères de Finlande,
etc., etc., etc.

THE ROYAL NORWEGIAN LEGATION.
No. 61/IV.

HELSINGFORS, *July* 16, 1921.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to acknowledge receipt of your Excellency's Note of to-day's date in which your Excellency is good enough to inform me that, subject to the condition of receiving a corresponding declaration, the Government of the Republic is willing to exempt the Norwegian Government from the payment of the stamp tax for the homologation of the purchase of real estate for the use of the Norwegian Legation in Helsingfors.

I have the honour to inform you that on this condition the Norwegian Government grants to the Government of the Republic a similar exemption for the homologation of the purchas of real estate for the use of the Finnish Legation in Kristiania, and assume that the Agreement between the two Governments in this matter is effected by the present exchange of Notes.

The term "real estate", etc., is understood to mean a dwelling for the Minister in question and offices for the Legation.

I have the honour to be, etc.

(Signed) V. QUISLING,
Acting Chargé d'Affaires.

To His Excellency
J. H. VENNOLA,
Minister of State,
Acting Finnish Minister
for Foreign Affairs,
etc., etc., etc.

N° 486.

ALLEMAGNE ET FINLANDE

Echange de notes relatif aux frais occasionnés par l'extradition entre l'Allemagne et la Finlande. Berlin, les 20 et 28 février 1922.

GERMANY AND FINLAND

Exchange of Notes concerning expenses occasioned by extradition between Germany and Finland. Berlin, February 20 and 28, 1922.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

No. 486. — NOTENWECHSEL ZWISCHEN DER DEUTSCHEN UND FINNISCHEN REGIERUNG BETREFFEND DIE DURCH DIE AUSLIEFERUNG ZWISCHEN DEUTSCHLAND UND FINNLAND ERWACHSENEN KOSTEN. BERLIN, DEN 20. UND 28. FEBRUAR 1922.

Texte officiel allemand communiqué par le Ministre des Affaires étrangères de Finlande. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 19 septembre 1923.

Official German text communicated by the Minister for Foreign Affairs of Finland. The registration of this exchange of notes took place September 19, 1923.

13/272 S. D. 1921
10/3-22.

Nr. V. Str. 1169.
7675.

VERBALNOTE

Das Auswärtige Amt beehrt sich, der Finnischen Gesandtschaft den Empfang der Verbalnote vom 30. v. M. Nr. 316/22 zu bestätigen, wonach die Finnische Regierung erklärt hat, dass im Falle einer Auslieferung eines deutschen Justizflüchtlings aus Finnland an Deutschland die den finnischen Behörden bis zur Einschiffung des Auszuliefernden im finnischen Hafen erwachsenen Kosten von den finnischen Behörden getragen werden.

Wie das Auswärtige Amt in seiner Verbalnote vom 24. September v. J. — VIII Str. 5899 — bemerkt hat, welche das bei Auslieferungen ausländischer Justizflüchtlinge aus Deutschland zu beobachtende Verfahren betraf, werden bei Auslieferungen aus Deutschland die Kosten der Festnahme, der Festhaltung und des Unterhalts des Auszuliefernden sowie seiner Beförderung nach dem zu seiner Uebernahme bestimmten Grenzort oder bis zu seiner Einschiffung von den deutschen Behörden getragen. Es erscheint daher die Gegenseitigkeit dafür gesichert, dass bei Auslieferungen finnischer Justizflüchtlinge aus Deutschland an Finnland die den deutschen Behörden bis zur Einschiffung des Auszuliefernden im deutschen Hafen erwachsenen Kosten von den deutschen Behörden getragen werden.

Das Auswärtige Amt darf die Finnische Gesandtschaft bitten, hiervon die Finnische Regierung zu benachrichtigen.

BERLIN, *den 20. Februar* 1922.

Finnische Gesandtschaft.

Die Richtigkeit der Abschrift bescheinigt :
ZAIHMANN.

Pour copie conforme :
à Helsingfors, Ministère des Affaires étrangères,
le 4 septembre 1923
Nülo IDMAN.

Nr. 616/22.
Pa/Ba.

Ad. 174/41. A. D. 21.
Final.

13/272. S. D. 21.
10/3-22.

VERBALNOTE.

Die Finnische Gesandtschaft bestätigt hierdurch dankend den Empfang der dortseitigen Verbalnote Nr. V Str. 1169/7675 von deren Inhalt die Gesandtschaft ihre Regierung benachrichtigt hat.

Die Gesandtschaft hat hierbei feststellen können, dass durch den Wechsel der diesseitigen Verbalnote vom 30. Januar Nr. 316/22 und der oben erwähnten dortamtlichen Note Nr. V Str. 1169/7675, die Gegenseitigkeit dafür gesichert worden ist, dass bei Auslieferungen finnischer Justizflüchtlinge aus Deutschland an Finnland die Kosten der Festnahme, der Festhaltung und des Unterhalts des Auszuliefernden sowie seiner Beförderung bis zu seiner Einschiffung von den deutschen Behörden getragen werden, sowie dass im Falle einer Auslieferung eines deutschen Justizflüchtlings aus Finnland an Deutschland die obenerwähnten, den finnischen Behörden bis zur Einschiffung des Auszuliefernden im finnischen Hafen erwachsenen Kosten von den finnischen Behörden getragen werden.

BERLIN, *den* 28. *Februar* 1922.

An das Auswärtige Amt des Deutschen Reichs
Berlin.

Pour copie conforme :
à Helsingfors, au Ministère des Affaires étrangères
le 4 Septembre 1923.
Nülo IDMAN.

[1] TRADUCTION.

No. 486. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS ALLEMAND ET FINLANDAIS RELATIF AUX FRAIS OCCASIONNÉS PAR L'EXTRADITION ENTRE L'ALLEMAGNE ET LA FINLANDE. BERLIN, LES 20 ET 28 FÉVRIER 1922.

13/272 S. D. 1921.
N° V Str. 1169. 10/3-22.
7675.

NOTE VERBALE

Le Ministère des Affaires étrangères a l'honneur d'accuser réception, à l'Ambassade de Finlande, de la note verbale N° 316/22, du 30 écoulé, par laquelle le Gouvernement finlandais s'est déclaré prêt à supporter les frais encourus par les autorités finlandaises jusqu'au moment de l'embarquement d'un extradé dans un port finlandais, dans le cas où la Finlande accorderait à l'Allemagne l'extradition d'un condamné fugitif allemand.

En ce qui concerne la procédure suivie par l'Allemagne en cas d'extradition de condamnés fugitifs étrangers, le Ministère des Affaires étrangères, par sa note verbale N° VIII. Str. 5899 en date du 24 septembre dernier, a déjà fait observer que les autorités allemandes prennent à leur charge les frais encourus, en cas d'extradition par l'Allemagne pour l'arrestation, la détention et l'entretien de l'extradé ainsi que pour son transport jusqu'à la station frontière où s'effectue l'extradition ou jusqu'au moment de son embarquement. Comme dans le cas où l'Allemagne accorderait à la Finlande l'extradition d'un condamné fugitif finlandais, les autorités allemandes supporteraient les frais

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

[1] TRANSLATION.

No. 486. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE GERMAN AND FINNISH GOVERNMENTS CONCERNING EXPENSES OCCASIONED BY EXTRADITION BETWEEN GERMANY AND FINLAND. BERLIN, FEBRUARY 20 AND 28, 1922.

13/272. S. D. 1921.
No. V. Str. 1169. 10/3-22.
7675.

NOTE VERBALE

The Foreign Office has the honour to acknowledge receipt of the Note Verbale of the Finnish Legation, dated the 30th of last month, No. 316/22, in which the Finnish Government has declared that, in the case of the extradition from Finland to Germany of a German fugitive from justice, the costs incurred by the Finnish authorities up to the embarkation in a Finnish port of the person to be extradited are borne by the Finnish authorities.

As the Foreign Office observed in its Note Verbale of September 24 of last year — VIII. Str. 5899 — concerning the procedure to be followed in the extradition from Germany of foreign fugitives from justice, the cost of the arrest, detention and maintenance of the person to be extradited, and also of his conveyance to the place on the frontier decided upon for his surrender or up to the time of his embarkation, are in such cases borne by the German authorities. It therefore appears to be reciprocally guaranted that, in the case of the extradition from Germany to Finland of Finnish fugitives from justice, the costs incurred by the German authorities up to the embarkation in a German

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations.

encourus jusqu'au moment de l'embarquement de l'extradé dans un port allemand, le principe de la réciprocité serait sauvegardé.

Le Ministère des Affaires étrangères prie l'Ambassade de Finlande de porter la présente déclaration à la connaissance du Gouvernement finlandais.

BERLIN, *le 20 février* 1922.

A la Légation de Finlande.

harbour of the person to be extradited are borne by the German authorities.

The Foreign Office asks the Finnish Legation to be good enough to inform the Finnish Government to this effect.

BERLIN, *February* 20, 1922.

To the Finnish Legation.

Ad. 174/41. A. D. 21.
Final.
N° 616/22. 13/272 S. D. 21.
Pa/Ba. 10/3-22.

NOTE VERBALE

La Légation de Finlande a l'honneur d'accuser réception de la note verbale N° V. Str. 1169/7675 du Ministère des Affaires étrangères d'Allemagne, qu'elle a portée à la connaissance de son Gouvernement.

A cette occasion, l'Ambassade a pu constater que, par l'échange des notes verbales (note finlandaise N° 316/22 du 30 janvier et note N° V. Str. 1169/7675 mentionnée ci-dessus), le principe de la réciprocité est sauvegardé, par le fait que, dans le cas où l'Allemagne accordera à la Finlande l'extradition d'un condamné fugitif finlandais, les autorités allemandes supporteront les frais d'arrestation, de détention et d'entretien de l'extradé et les dépenses encourues pour assurer son transport jusqu'au port d'embarquement ; de même, au cas où la Finlande accordera à l'Allemagne l'extradition d'un condamné fugitif allemand, les autorités finlandaises supporteront toutes les dépenses mentionnées ci-dessus qui seraient encourues jusqu'au moment de l'embarquement de l'extradé dans le port finlandais.

BERLIN, *le 28 février* 1922.

Au Ministère des Affaires étrangères du Reich Allemand, Berlin.

Ad. 174/41. A. D. 21.
Final.
No. 616/22. 13/272. S. D. 21.
Pa/Ba. 10/3-22.

NOTE VERBALE

The Finnish Legation hereby acknowledges receipt of the Note Verbale of the Foreign Office, No. V. Str. 1169/7675, the contents of which the Legation has communicated to its Government.

The Legation has been able to ascertain that, by the exchange of its Note Verbale of January 30, No. 316/22, and the above-mentioned Note of the Foreign Office, No. V. Str. 1169/7675, it has been reciprocally guaranteed that, in the case of the extradition from Germany to Finland of Finnish fugitives from justice, the costs of the arrest, detention and maintenance of the person to be extradited, and also of his conveyance to the place of his embarkation, are borne by the German authorities, and that, in the case of the extradition from Finland to Germany of a German fugitive from justice, the above-mentioned costs incurred by the Finnish authorities up to the time of embarkation in a Finnish port of the person to be extradited are borne by the Finnish authorities.

BERLIN, *February* 28, 1922.

To the Foreign Office of the German Reich, Berlin.

N° 487.

ALLEMAGNE ET FINLANDE

Convention provisoire concernant certaines questions économiques, signée à Berlin le 21 avril 1922.

GERMANY AND FINLAND

Provisional Convention concerning certain economic questions, signed at Berlin, April 21, 1922.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

No. 487. — VORLÄUFIGES ÜBEREINKOMMEN [1] ZWISCHEN DEUTSCHLAND UND FINNLAND EINIGE WIRTSCHAFTLICHE FRAGEN BETREFFEND, GEZEICHNET IN BERLIN, DEN 21. APRIL 1922.

Texte officiel allemand communiqué par le Ministre des Affaires étrangères de Finlande. L'enregistrement de cette Convention provisoire a eu lieu le 19 septembre 1923.

Official German text communicated by the Minister for Foreign Affairs of Finland. The Registration of this provisional Convention took place September 19, 1923.

Geleitet von dem Wunsche, den gegenseitigen Handelsverkehr zwischen Finnland und Deutschland durch vorläufige Regelung einiger besonders wichtiger Fragen vorbehaltlich des Abschlusses eines grösseren Wirtschaftsabkommens zu erleichtern, haben

die FINNISCHE REGIERUNG,

vertreten durch den Präsidenten des Höchsten Verwaltungsgerichts Dr. jur. RAUTAPÄÄ, den Direktor in der Finnischen Staatsbank von FRENCKELL und den Leiter der Handelspolitischen Abteilung des Auswärtigen Amts SAARI und

die DEUTSCHE REGIERUNG,

vertreten durch den Ministerialdirektor im Auswärtigen Amt Karl von STOCKHAMMERN

das nachstehende vorläufige Uebereinkommen getroffen :

§ 1.

Kaufleute, Fabrikanten und andere Gewerbetreibende des einen vertragschliessenden Teiles, welche sich durch den Besitz einer von den zuständigen Behörden des Heimatlandes ausgefertigten Gewerbelegitimationskarte darüber ausweisen, dass sie dort berechtigt sind, Handel oder Gewerbe zu treiben und dass sie dort die gesetzlichen Steuern und Abgaben entrichten, sollen befugt sein, im Gebiete des anderen vertragschliessenden Teiles persönlich oder durch in ihren Diensten stehende Reisende bei Kaufleuten, Produzenten oder in offenen Verkaufsstellen Wareneinkäufe zu machen. Desgleichen können sie bei Kaufleuten und übrigen Personen, in deren Gewerbebetriebe Waren der angebotenen Art Verwendung finden, auch unter Mitführung von Mustern und Proben Bestellungen suchen.

§ 2.

Sollte einer von den vertragschliessenden Teilen diese Tätigkeit mit besonderen Abgaben oder Gewerbelegitimationsgebühren belegen, so wird er die Angehörigen des anderen Teiles auf dem Fusse der meistbegünstigten Nation behandeln.

[1] L'échange des ratifications a eu lieu à Berlin, le 6 février 1923.

[1] The exchange of ratifications took place at Berlin, February 6, 1923.

§ 3.

Die deutschen und finnischen Handlungsreisenden, die mit einer von den einheimischen Behörden gemäss der von den beiden vertragschliessenden Teilen angenommenen Muster erteilten Gewerbelegitimationskarte versehen sind, dürfen Warenmuster, aber keine Waren mit sich führen.

§ 4.

Die vertragschliessenden Teile werden sich gegenseitig Mitteilung darüber machen, welche Behörden zur Erteilung von Gewerbelegitimationskarten befugt sein sollen und welche Vorschriften von den Inhabern dieser Karten bei Ausübung ihrer Tätigkeit als Handlungsreisende zu beachten sind.

§ 5.

Die den Zollabgaben oder anderen derartigen Gebühren unterliegenden Gegenstände, welche von Handlungsreisenden als Warenproben oder Muster eingeführt werden, sollen in beiden Ländern von Zöllen oder anderen Einfuhr- und Ausfuhrabgaben unter der Voraussetzung befreit sein, dass diese Gegenstände binnen einer vorschriftsmässigen Frist wieder ausgeführt werden, und dass die Identität der ein- und wieder ausgeführten Gegenstände ausser Zweifel ist, wobei es gleichgültig sein soll, über welches Zollamt die Gegenstände ausgeführt werden, sofern dieses Zollamt nach der Gesetzgebung des Landes zur Abfertigung befugt ist.

Durch die vorstehenden Bestimmungen werden die in beiden Ländern bestehenden Beschränkungen der Ein- und Ausfuhr nicht berührt.

§ 6.

Die Wiederausfuhr der Muster muss in beiden Ländern bei der Einfuhr nach Wahl der Zollbehörden durch Niederlegung des Betrags der bezüglichen Zollgebühren oder durch andere Arten der Sicherstellung gewährleistet werden.

§ 7.

Werden die Warenproben binnen der erwähnten Frist einem in dieser Hinsicht zuständigen Zollamte zur Ausfuhr vorgewiesen, soll das Zollamt prüfen, ob die vorgewiesenen Gegenstände dieselben sind, denen die zollfreie Einfuhr gewährt wurde. Wenn dieses keinem Zweifel unterliegt, wird die Wiederausfuhr von dem Zollamt bestätigt und die geleistete Sicherheit zurückgegeben.

Nach Ablauf der oben erwähnten Frist wird der Zollbetrag in die Staatskasse fliessen oder die geleistete Sicherheit verfallen, falls es nicht bewiesen worden ist, dass die Proben oder Muster binnen dieser Frist wieder ausgeführt worden sind.

§ 8.

Ausser den Erkennungszeichen, die zur Wahrung der Identität der Muster im Ausfuhrland amtlich angelegt worden sind, dürfen die Zollbehörden des Einfuhrlandes weitere Erkennungszeichen anlegen, falls dies ihnen im Einzelfalle notwendig erscheint. Für die Anlegung solcher Erkennungszeichen darf keine Gebühr oder sonstige Abgabe erhoben werden.

§ 9.

Die Angehörigen des einen vertragsschliessenden Teiles, die im Gebiete des anderen Teiles die Messen oder Jahrmärkte besuchen, um dort Handel zu treiben oder ihre Produkte zu verkaufen,

sollen gegenseitig wie die Inländer behandelt werden und dürfen aus diesem Anlass keinen höheren Abgaben unterliegen als die Bewohner des eigenen Landes. Die in beiden Ländern bestehenden Beschränkungen über die Ein- und Ausfuhr bleiben durch diese Bestimmungen unberührt.

§ 10.

Die oben erwähnten Bestimmungen finden keine Anwendung auf Hausierer oder andere Personen, welche ein im Umherziehen auszuübendes Gewerbe betreiben, sowie auch nicht für das Aufsuchen von Bestellungen bei Personen, die Handel und Gewerbe nicht berufsmässig betreiben.

§ 11.

Sollte einer der beiden Teile einem dritten Lande in Bezug auf den Gewerbebetrieb der Handlungsreisenden weitergehende Rechte gewähren, so wird er diese Rechte den Angehörigen des anderen Teiles ohne weiteres zukommen lassen.

§ 12.

Die deutschen Schiffe und ihre Ladungen sollen in Finnland und die finnischen Schiffe und ihre Ladungen sollen in Deutschland hinsichtlich der staatlichen Abgaben und Gebühren sowie der Benutzung der Quai- und Hafenanlagen völlig den inländischen Schiffen und ihren Ladungen gleichgestellt werden. Auch sollen sie hinsichtlich der anderen Abgaben und Gebühren sowie der Aus- und Einklarierung und überhaupt aller Förmlichkeiten und sonstigen Bestimmungen, welchen die beiderseitigen Schiffe und ihre Ladungen in den vorstehenden Beziehungen unterworfen werden können, nicht schlechter gestellt sein, als die Schiffe und Ladungen irgend eines dritten Landes.

Die vorstehenden Bestimmungen finden keine Anwendung auf :

1. diejenigen besonderen Begünstigungen, die den Erzeugnissen des inländischen Fischfangs in dem einen oder anderen Lande gewährt sind oder gewährt werden ;

2. die Küstenschiffahrt (Cabotage), darunter fällt jedoch nicht die Fahrt nach Pettschenga ;

3. die Begünstigungen, die der Schiffahrt zwischen Finnland und Schweden nördlich des 58. Breitengrades nördlicher Breite gewährt sind oder gewährt werden.

Falls jedoch einer der vertragschliessenden Teile einem dritten Staate in dieser Hinsicht weitergehende Rechte einräumen sollte, so sollen diese Rechte ohne weiteres auch auf den anderen vertragschliessenden Teil Anwendung finden.

§ 13.

Auf den Eisenbahnen sollen bei Erfüllung der gleichen Bedingungen die Güter des einen Teils auf derselben Strecke und derselben Verkehrsrichtung hinsichtlich der Abfertigung, der Beförderung und der Beförderungspreise nicht ungünstiger behandelt werden als gleichartige Güter des anderen Teils.

§ 14.

Für Güter im Durchgangsverkehr dürfen weder Zölle noch besondere Durchgangsverkehrsabgaben erhoben werden, ausgenommen jedoch Abgaben für Ueberwachung des Verkehrs sowie Lagerung der Waren.

§ 15.

Die vertragschliessenden Teile bewilligen sich gegenseitig das Recht, Konsuln in allen denjenigen Häfen und Handelsplätzen des anderen Teiles zu ernennen, in denen Konsuln irgend eines dritten Staates zugelassen werden.

Die Konsuln des einen der vertragschliessenden Teile sollen in dem Gebiete des anderen Teiles dieselben Vorrechte und Befugnisse geniessen, deren sich die Konsuln irgend eines dritten Staates gegenwärtig oder künftig erfreuen, jedoch soll ihnen ein Anspruch auf diese Vorrechte und Befugnisse nur zustehen, insoweit der Staat, den sie vertreten, den konsularischen Vertretern des anderen vertragschliessenden Teiles die gleichen Rechte gewährt.

§ 16.

Den konsularischen Vertretern soll von den lokalen Behörden nach Massgabe der in dem betreffenden Lande bestehenden Gesetze und Verordnungen jeder Beistand zur Aufsuchung und Verhaftung der entwichenen Seeleute gewährt werden.

Auf Seeleute, welche Angehörige des Landes sind, in welchem die Entweichung erfolgt ist, finden die Bestimmungen dieses Artikels keine Anwendung.

§ 17.

Soweit in Vorstehendem die Rechte der meistbegünstigten Nation eingeräumt sind, sollen sie keine Anwendung finden auf

a) die Begünstigungen, welche von einem der beiden vertragschliessenden Teile einem anderen Staat auf Grund einer bestehenden oder künftig vereinbarten Zollvereinigung zugestanden werden. ;

b) die Begünstigungen, welche einer der beiden vertragschliessenden Teile einem dritten Staate im sogenannten kleinen Grenzverkehr (innerhalb einer Strecke bis zu 15 km beiderseits der Grenze) gewährt ;

c) die Begünstigungen, die Finnland Estland einräumt.

§ 18.

Die beiden vertragschliessenden Teile erklären sich bereit, demnächst in Verhandlungen über ein Wirtschaftsabkommen auf breiter Grundlage einzutreten.

§ 19.

Dies Abkommen soll ratifiziert werden. Es tritt mit dem Austausch der Ratifikationsurkunden in Kraft und soll ein Jahr in Geltung bleiben. Nach Ablauf eines Jahres soll es stillschweigend solange weiter in Kraft bleiben, als nicht einer der beiden Teile es mit einer Frist von drei Monaten gekündigt haben wird.

So geschehen zu Berlin in doppelter Urschrift am 21. April Neunzehnhundertzweiundzwanzig.

(L. S.) HUGO RAUTAPÄÄ.
E. v. FRENCKELL.
ILMARI SAARI.

(L. S.) v. STOCKHAMMERN.

UNTERZEICHNUNGSPROTOKOLL.

Bei der heute erfolgten Unterzeichnung des zwischen Deutschland und Finnland geschlossenen Uebereinkommens über einige besonders wichtige wirtschaftliche Fragen, haben die beiderseitigen Vertreter Folgendes festgestellt :

Beide Teile sind darin einig, dass die Frage der deutschen Zivilschäden in Finnland einem besonderen Abkommen vorbehalten bleiben soll, das durch eine gemischte Kommission bestehend aus einer gleichen Anzahl von deutschen und finnischen Delegierten, vereinbart werden soll. Der Kommission bleibt das Recht vorbehalten, im Falle des Nichterzielens eines Einverständnisses die Entscheidung einem neutralen von ihr zu wählenden Obmann zu übertragen.

BERLIN, *den* 21. *April* 1922.

HUGO RAUTAPÄÄ.
E. v. FRENCKELL.
ILMARI SAARI.

v. STOCKHAMMERN.

---

[1] TRADUCTION.

No. 487. — CONVENTION PROVISOIRE ENTRE L'ALLEMAGNE ET LA FINLANDE CONCERNANT CERTAINES QUESTIONS ÉCONOMIQUES, SIGNÉE A BERLIN LE 21 AVRIL 1922.

Animés du désir de faciliter les relations commerciales réciproques entre la FINLANDE et l'ALLEMAGNE, en réglant provisoirement un certain nombre de questions particulièrement importantes, sous réserve de la conclusion ultérieure d'une convention économique plus étendue,

Le GOUVERNEMENT FINLANDAIS, représenté par

M. RAUTAPÄÄ, Docteur en droit, Président du Tribunal administratif suprême ;

M. VON FRENCKELL, Directeur de la Banque nationale finlandaise ; et

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

[1] TRANSLATION.

No. 487. — PROVISIONAL CONVENTION BETWEEN GERMANY AND FINLAND CONCERNING CERTAIN ECONOMIC QUESTIONS, SIGNED AT BERLIN, APRIL 21, 1922.

The GERMAN and FINNISH GOVERNMENTS, being desirous of facilitating commercial relations between their respective countries by the provisional settlement of certain particularly important questions, without prejudice to the conclusion of a wider commercial agreement, have appointed as representatives,

For the FINNISH GOVERNMENT :

Dr. Jur. RAUTAPÄÄ, President of the Supreme Administrative Court ;

M. von FRENCKELL, Director of the Finnish State Bank, and

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations.

M. SAARI, Directeur des Affaires commerciales au Ministère des Affaires étrangères ;

Et le GOUVERNEMENT ALLEMAND, représenté par :

M. Karl VON STOCKHAMMERN, Directeur au Ministère des Affaires étrangères ;

ont conclu la Convention provisoire suivante :

§ 1.

Les négociants, fabricants et autres personnes exerçant une profession commerciale ou industrielle, qui appartiennent à l'un des Etats contractants, et qui, en produisant une carte d'identité professionnelle délivrée par les autorités compétentes de leur pays d'origine, peuvent démontrer qu'ils sont autorisés à exercer, dans leur pays d'origine, un commerce ou une industrie et qu'ils y acquittent les impôts et taxes légales, pourront effectuer, sur le territoire de l'autre Partie contractante, des achats de marchandises auprès des négociants, des producteurs ou dans des locaux de vente publics, soit personnellement, soit par l'intermédiaire de voyageurs à leur service. Ils pourront également solliciter des commandes, auprès des commerçants et de toutes autres personnes, utilisant dans leur commerce des marchandises de même sorte que les marchandises offertes, en produisant des échantillons et des spécimens qu'ils pourront transporter avec eux.

§ 2.

Si l'une des Parties contractantes frappe cette activité de taxes spéciales ou perçoit des droits pour les cartes d'identité professionnelles, les ressortissants de l'autre Partie seront admis à bénéficier de la clause de la nation la plus favorisée.

§ 3.

Les voyageurs de commerce allemands et finlandais, porteurs d'une carte d'identité professionnelle qui leur sera délivrée par les autorités compétentes de leur pays et qui sera établie conformément à un modèle adopté

M. SAARI, Director of the Political-Commercial Section of the Foreign Office;

For the GERMAN GOVERNMENT :

Herr Karl von STOCKHAMMERN, Ministerial Director at the Foreign Office,

And have concluded the following provisional Agreement :

Paragraph 1.

Merchants, manufacturers and other traders of either of the Contracting Parties who can prove, by the production of a trader's identity certificate issued by the competent authorities in their own country, that they are entitled to carry on trade or industry in that country, and that they pay the taxes and dues decreed by its laws, shall be authorised to make purchases of goods from merchants or producers, or in the open market, in the territory of the other Contracting Party, either in person or through the agency of commercial travellers in their employment. Similarly, they shall be authorised to solicit orders from merchants and other persons who, in their trade, make use of goods of the sort offered, and to take with them for this purpose samples and specimens.

Paragraph 2.

If either of the Contracting Parties should impose special dues or trading certificate fees on activities of this kind, it shall treat the nationals of the other Contracting Party on the same footing as it treats the most-favoured nation.

Paragraph 3.

German and Finnish commercial travellers who are provided with a trader's identity certificate issued by the authorities of their respective countries, in conformity with the specimen form of certificate adopted by both

par les deux Parties contractantes, seront autorisés à transporter des échantillons, mais non des marchandises.

§ 4.

Les Parties contractantes se communiqueront la liste des autorités qui seront chargées de l'établissement des cartes d'identité professionnelles ; elles se communiqueront également les prescriptions que les voyageurs de commerce, porteurs de ces cartes d'identité, devront observer dans l'exercice de leur activité.

§ 5.

Les articles frappés de droits de douane ou autres taxes similaires, qui seront importés par les voyageurs de commerce à titre d'échantillons ou de spécimens, seront exonérés, dans les deux pays, des droits de douane et des autres droits d'importation et d'exportation, à condition qu'ils soient réexportés dans le délai prescrit et que l'identité des articles importés et réexportés soit dûment constatée ; ces articles pourront être présentés, au moment de la réexportation, à n'importe quel bureau de douane, à condition que celui-ci soit compétent, conformément à la législation du pays, pour recevoir les déclarations.

Les dispositions ci-dessus ne porteront pas atteinte aux règlements restreignant l'importation et l'exportation dans les deux pays.

§ 6.

Dans les deux pays, la réexportation des échantillons sera garantie, au choix des autorités douanières, soit par le dépôt du montant des droits de douane y afférents, soit par une caution d'une autre nature.

§ 7.

Si les échantillons sont présentés en vue de leur réexportation, dans le délai mentionné ci-dessus, au bureau de douane compétent, celui-ci devra s'assurer que les articles présentés sont bien les mêmes que ceux auxquels l'exonération des droits de douane avait été accordée lors de leur importation. S'il n'existe

the Contracting Parties, shall be allowed to take with them samples of goods, but not the goods themselves.

Paragraph 4.

The Contracting Parties shall mutually inform each other as to the authorities who are authorised to issue traders' identity certificates and as to the regulations which have to be observed by the holders of these certificates in their capacity as commercial travellers.

Paragraph 5.

Articles subject to Customs duties, or other similar dues, which are imported by commercial travellers as samples or specimens shall be exempted in both countries from duties and other import and export charges, provided, however, that such articles are re-exported within a regulation time-limit and that no doubt exists as to the *identity* of the articles thus imported and re-exported; for this purpose the commercial traveller shall be free to export the articles through any Customs office, provided that such office is authorised, under the laws of the country in question, to clear the articles.

The above provisions shall not affect the restrictions which exist in either country on imports and exports.

Paragraph 6.

Security for the re-export of samples must be provided, in both countries, at the time of import, either by the deposit of the requisite Customs dues or by some other form of guarantee, as the Customs authorities may decide.

Paragraph 7.

If the samples are produced for export within the above-mentioned time-limit at a Customs office which is competent to deal with such matters, the said office shall satisfy itself that the articles produced are the same as those which were admitted free of import duty. If no doubt exists on this point the

aucun doute à ce sujet, le bureau de douane constatera la réexportation et restituera la caution.

A l'expiration du délai mentionné ci-dessus, le montant des droits de douane ou la caution sera acquis au Trésor, à moins que l'intéressé ne prouve que les spécimens ou échantillons ont été réexportés avant l'expiration de ce délai.

§ 8.

Outre les marques apposées dans le pays exportateur, par les autorités compétentes, en vue d'assurer l'identité des échantillons, les autorités douanières du pays importateur pourront apposer des marques supplémentaires si cette mesure leur paraît nécessaire dans certains cas particuliers. Aucun droit ou aucune autre taxe ne sera perçu pour l'apposition de ces marques.

§ 9.

Les ressortissants de l'une des Parties contractantes qui se rendent à des foires sur le territoire de l'autre Partie pour y effectuer des opérations commerciales ou pour vendre leurs produits, jouiront réciproquement du même traitement que les ressortissants de ce pays et ne seront pas assujettis, à cette occasion, au paiement de taxes plus élevées que les habitants dudit pays. Ces dispositions ne porteront pas atteinte aux règlements restreignant l'importation et l'exportation dans les deux pays.

§ 10.

Les dispositions mentionnées ci-dessus ne s'appliqueront pas aux marchands ambulants ou aux autres personnes qui exercent une profession ambulante ; elles ne s'appliqueront pas non plus aux commerçants qui prennent des commandes auprès de personnes n'exerçant pas un commerce ou une industrie à titre de profession.

§ 11.

Si l'une des deux Parties contractantes accordait à un pays tiers des droits plus étendus en ce qui concerne l'activité professionnelle

re-export of the articles shall be authorised by the Customs office and the security deposited shall be refunded.

At the expiration of this time-limit, the amount charged for Customs duties shall accrue to the Exchequer, or the security furnished shall be forfeited, as the case may be, unless it can be shown that the samples or specimens have been re-exported within this time-limit

Paragraph 8.

The customs authorities of the importing country shall be authorised, if they should consider it necessary in individual cases, to affix identification marks, in addition to those which have been officially affixed in the exporting Country, with a view to preserving the *identity* of the samples. No charges or other dues shall be levied for the affixing of such marks.

Paragraph 9.

Nationals of either of the Contracting Parties who visit fairs or markets in the territory of the other Party to carry on trade or to sell their products there, shall be reciprocally accorded the same treatment as the nationals of the country in question and shall not be subject, in this connection, to heavier charges than those imposed on the inhabitants of the country. The above provisions shall not affect the restrictions which exist in either country on imports and exports.

Paragraph 10.

The above provisions shall not apply to pedlars or other persons who carry on business of an itinerant character, nor shall they apply to the soliciting of orders by persons who do not carry on a trade or industry as part of their vocation.

Paragraph 11.

If either of the Contracting Parties should concede more extensive rights in connection with trading and commercial travellers to

des voyageurs de commerce, les ressortissants de l'autre Partie bénéficieront *ipso facto* des mêmes droits.

§ 12.

En ce qui concerne les droits et taxes perçus par l'Etat et l'utilisation des quais et des installations des ports, les navires allemands et leurs cargaisons jouiront, en Finlande, et les navires finlandais et leurs cargaisons jouiront en Allemagne, à tous égards, d'un traitement égal à celui des navires nationaux et de leurs cargaisons. En ce qui concerne les autres droits et taxes, ainsi que les droits d'importation et d'exportation et, en général, toutes les formalités et autres prescriptions auxquelles pourront être assujettis réciproquement, à cet égard, les navires et leurs cargaisons, les deux Parties contractantes n'appliqueront pas aux navires de l'autre Partie et à leurs cargaisons un traitement moins favorable que celui dont jouissent les navires et les cargaisons d'un pays tiers.

Les dispositions mentionnées ci-dessus ne s'appliqueront pas :

1. Aux avantages particuliers qui sont accordés ou qui seront accordés, dans l'un ou dans l'autre pays, aux produits des pêcheries nationales ;

2. Aux opérations de cabotage : la traversée à Pettschenga ne sera pas considérée comme une opération de cabotage ;

3. Aux avantages qui sont accordés ou qui seront accordés à la navigation entre la Finlande et la Suède au nord du 58e degré de latitude nord.

Si l'une des Parties contractantes accorde à cet égard à un Etat tiers des droits plus étendus, ceux-ci s'appliqueront *ipso facto* à l'autre Partie contractante.

§ 13.

Pour les transports par chemin de fer, lorsque les mêmes conditions se trouveront remplies, les marchandises de l'une des Parties contractantes utilisant les mêmes lignes et les mêmes directions ne seront pas soumises à un traitement plus défavorable, au point de vue de l'expédition du transport et des prix de transport, que les marchandises de même catégorie de l'autre Partie.

a third country it shall, automatically concede the same rights to the nationals of the other contracting party.

Paragraph 12.

German vessels and their cargoes in Finnish waters, and Finnish ships and their cargoes in German waters, shall be on exactly the same footing as national vessels and their cargoes as regards State charges and dues, and also as regards the use of wharf and harbour accommodation. Further, as regards other charges and dues, clearance on arrival and departure, and all formalities and other regulations to which vessels and their cargoes of either Party can be subjected in connection with the above-mentioned matters, they shall not receive worse treatment than is accorded to the vessels and cargoes of any third country.

The above-mentioned provisions shall not apply to :

(1) The special privileges which are or may be accorded, in either country, to the products of their fisheries ;

(2) Coastal shipping *(cabotage)* ; this term shall not, however, cover voyages to Pettschenga ;

(3) The privileges which are or may be, accorded to ships plying between Finland and Sweden north of the 58 parallel, N. lat.

If, however, either of the Contracting Parties should accord more extensive rights in this connection to a third State, these rights shall automatically be conceded to the other Contracting Party.

Paragraph 13.

The goods of either Contracting Party shall not, when carried by rail, be subjected to less favourable treatment than similar goods of the other Contracting Party as regards, clearing, despatch, and freight, over the same section of rail and in the same direction.

§ 14.

Pour les marchandises en transit, il ne pourra être perçu ni droits de douane, ni taxes spéciales de transit, à l'exception, toutefois, des taxes de surveillance du transit ainsi de l'emmagasinage des marchandises.

Paragraph 14.

Neither customs dues nor special transit dues shall be levied on goods in transit, with the exception, however, of charges for supervision during the journey, and for storage.

§ 15.

Les Parties contractantes se reconnaissent réciproquement le droit de nommer des consuls dans tous les ports et localités commerciales de l'autre Partie, dans lesquels des consuls d'une tierce Puissance sont admis.

Les consuls de l'une des Parties contractantes jouiront, sur le territoire de l'autre Partie, des mêmes privilèges et prérogatives que ceux qui sont ou pourraient être accordés aux consuls d'une tierce Puissance ; toutefois, ils ne pourront revendiquer ces privilèges et prérogatives que dans la mesure où l'Etat qu'ils représentent accorde les mêmes droits aux représentants consulaires de l'autre Partie contractante.

Paragraph 15.

Each Contracting Party shall allow the other party to appoint consuls in all harbours and trading centres of the other Contracting Party in which consuls of any third State are allowed to be established.

The consuls of each Contracting Party shall enjoy the same rights and powers in the territory of the other Party as are, or may in future be, conceded to the consuls of any third State ; they shall, however, only be entitled to claim such rights and powers in so far as the State which they represent has accorded the same rights to the consular representatives of the other Contracting Party.

§ 16.

Les autorités locales prêteront aux représentants consulaires, en se conformant aux lois et règlements en vigueur dans le pays intéressé, toute l'assistance possible pour rechercher et arrêter les marins fugitifs.

Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux marins ressortissants du pays où s'est produite l'évasion.

Paragraph 16.

The local authorities shall afford the consular representatives all possible assistance, within the limits of the laws existing in the country in question, in pursuing and arresting seamen who have deserted their ships.

The provisions of this article shall not apply to seamen who are nationals of the country in which the desertion has taken place.

§ 17.

Le traitement de la nation la plus favorisée, dans les cas où il est prévu aux articles précédents, ne sera pas applicable :

a) Aux privilèges accordés par l'une des deux Parties contractantes à un Etat tiers en raison d'une union douanière existante ou à conclure ;

b) Aux privilèges accordés par l'une des deux Parties contractantes à un Etat tiers en ce qui concerne le petit trafic de frontière (dans une zone s'étendant jusqu'à 15 kilomètres de part et d'autre de la frontière) ;

c) Aux privilèges que la Finlande accorde à l'Esthonie.

Paragraph 17.

The privileges of the most-favoured nation, so far as they are accorded by the above articles, shall not apply in the following cases :

(a) In the case of privileges which are accorded by one of the Contracting Parties to another State by virtue of a Customs union which exists, or may be formed in the future ;

(b) in the case of privileges which are accorded by one of the Contracting Parties to a third State in connection with the so-called " minor frontier traffic " (traffic in a zone not more than 15 kilometres wide on each side of the frontier) ;

(c) in the case of the privileges which Finland concedes to Esthonia.

§ 18.

Les deux Parties contractantes se déclarent disposées à entrer en pourparlers, aussitôt que possible, en vue de la conclusion d'une convention économique plus étendue.

Paragraph 18.

The two Contracting Parties declare their willingness to commence negotiations at an early date for a commercial agreement on a wider basis.

§ 19.

La présente Convention sera ratifiée. Elle entrera en vigueur le jour de l'échange des instruments de ratification et sa durée de validité sera d'une année. A l'expiration d'une année, elle se renouvellera par tacite reconduction jusqu'à ce qu'elle soit dénoncée par l'une des deux Parties moyennant préavis de trois mois.

Paragraph 19.

The present agreement shall be ratified. It shall come into force on the exchange of the instruments of ratification and shall remain valid for one year. At the expiration of a year it shall continue automatically in force so long as it shall not have been denounced, at three months' notice, by either Contracting Party.

Fait à Berlin, en double expédition, le vingt et un avril mil neuf cent vingt-deux.

Done at Berlin in duplicate, April 21, 1920.

(L. S.) HUGO RAUTAPÄÄ.
E. v. FRENCKELL.
ILMARI SAARI.
(L. S.) v. STOCKHAMMERN.

PROTOCOLE DE SIGNATURE.

A l'occasion de la signature de la Convention conclue ce jour entre l'Allemagne et la Finlande au sujet de certaines questions économiques particulièrement importantes, les représentants des deux Parties contractantes ont décidé ce qui suit :

Les deux Parties conviennent que la question des dommages civils subis par des Allemands en Finlande fera l'objet d'une convention particulière, qui sera conclue par une Commission mixte, composée d'un nombre égal de délégués allemands et de délégués finlandais. La Commission aura le droit — dans le cas où il serait impossible d'aboutir à un accord — de s'en remettre à la décision d'un président neutre, qui sera choisi par elle.

BERLIN, *le* 21 *avril* 1922.

PROTOCOL OF SIGNATURE.

On the occasion of the signature, this day, of the Agreement concluded between Germany and Finland regarding certain specially important commercial questions, the representatives of the respective Parties have established that :

The two parties are agreed that the question of German civil damages in Finland shall be reserved for a separate agreement which shall be concluded by a mixed commission consisting of German and Finnish delegates in equal number. This Commission shall be entitled, in case no agreement should be reached, to entrust the decision to a neutral chairman to be elected by the commission.

BERLIN, *April* 21, 1922.

(L. S.) HUGO RAUTAPÄÄ.
E. v. FRENCKELL.
ILMARI SAARI.
(L. S.) v. STOCKHAMMERN.

N° 488.

FINLANDE ET RÉPUBLIQUE DES SOVIETS DE RUSSIE

Accord concernant les anciennes propriétés gouvernementales visées dans la remarque à l'article 22 du Traité de Paix conclu à Dorpat le 14 octobre 1920, signé à Moscou le 7 juillet 1922.

FINLAND AND RUSSIAN SOVIET REPUBLIC

Agreement concerning former Governmental property mentioned in the Note to article 22 of the Peace Treaty concluded at Dorpat, October 14, 1920, signed at Moscow, July 7, 1922.

TEXTE FINNOIS. — FINNISH TEXT.

No. 488. — ACCORD ENTRE LA RÉPUBLIQUE DE FINLANDE ET LA RÉPUBLIQUE SOCIALISTE FÉDÉRATIVE DES SOVIETS DE RUSSIE, CONCERNANT LES ANCIENNES PROPRIÉTÉS GOUVERNEMENTALES VISÉES DANS LA REMARQUE A L'ARTICLE 22 DU TRAITÉ DE PAIX CONCLU A DORPAT[1] LE 14 OCTOBRE 1920, SIGNÉ A MOSCOU LE 7 JUILLET 1922.

Textes officiels finnois et russe communiqués par le Ministre des Affaires étrangères de Finlande. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 19 septembre 1923.

SOPIMUS.

Allekirjoittaneet, Suomen chargé d'affaires Antti HACKZELL, Suomen Tasavallan Herra Presidentin valtuuttamana, ja Venäjän Socialistisen Federativisen Neuvostotasavallan Ulkoasiain Kansankomissariaatin Kollegion Jäsen Jakov Stanislavovitch HANETZKY, Venäjän Sosialistisen Federatiivisen Neuvostotavallan Hallituksen valtuuttamana, olemme täten Tehneet seuraavan sopimuksen.

Siihen nähden, että kumpikin sopimusvaltio, pidättämällä itselleen kaksi kiinteistöä toisen sopimusvaltion alueella, voi täysin riittävästi tyydyttää diplomaatti ja konsuliedustuksiensa tarpeet, sopimusvaltiot päättävät, että Tarton rauhansopimuksen 22 artiklan muistutuksessa oleva määräys, jonka mukaan kumpikin sopimusvaltio pidättää itselleen toisen sopimusvaltion alueella kolme kaupunkikiinteistöä tontteineen ja rakennuksineen, on muutettava siten, että sopimusvaltiot kieltäytyvät oikeudestaan kolmanteen kiiteistöön, tyytyen jo luovutettuihin kahteen kiinteistöön.

Laadittu ja allekirjoitettu suomen ja venäjänkielillä kahdessa yhtäpitävässä kappaleessa, joista kumpikin sopimuspuoli sai yhden.

Allekirjoitettu Moskovassa, seitsemäntenä päivänä heinäkuuta vuonna yksituhatta yhdeksänsataa kaksikymmentäkaksi.

(Sinetti) HANETZKY. (Sinetti) A. HACKZELL.

Pour copie conforme :
à Helsingfors, au Ministère des Affaires étrangères,
le 6 septembre 1923.
NÜLO IDMAN.

[1] Vol. III, page 5, de ce Recueil.

TEXTE RUSSE. — RUSSIAN TEXT.

No. 488. — AGREEMENT BETWEEN THE FINNISH REPUBLIC AND THE RUSSIAN SOCIALIST FEDERAL SOVIET REPUBLIC, CONCERNING FORMER GOVERNMENTAL PROPERTY MENTIONED IN THE NOTE TO ARTICLE 22 OF THE PEACE TREATY CONCLUDED AT DORPAT[1], OCTOBER 14, 1920, SIGNED AT MOSCOW, JULY 7, 1922.

Official Finnish and Swedish texts communicated by the Minister for Foreign Affairs of Finland. The registration of this agreement took place September 19, 1923.

СОГЛАШЕНИЕ.

Нижеподписавшиеся, Поверенный в делах Финляндии Андрей Матвеевич ХАКСЕЛЬ, действующий по уполномочию Господина Президента Финляндской Республики, и Член Коллегии Народного Комиссариата по Иностранным Делам Российской Социалистической Федеративной Республики Яков Станиславович ГАНЕЦКИЙ, действующий по уполномочию Правительства Российской Социалистической Федеративной Советской Республики, заключили настоящее Соглашение в нижеследующем :

Исходя из того обстоятельства, что сохранение каждым из договаривающихся Государств двух недвижимостей на территории другого договаривающегося Государства всецело обеспечивает нужды дипломатического и консульского Представительств, признать изложенное в примечании к статье 22-й заключенного в Юрьеве Мирного Договора определение, по которому каждое из договаривающихся Государств сохраняет за собой на территории другого договаривающегося Государства три городских недвижимости с прилагающими к ним земельными участками и строениями подлежащими изменению в том смысле, что договаривающиеся Государства отказываются от права на третью недвижимость, довольствуясь уже переданными двумя недвижимостями.

Составлено и подписано на финском и русском языках в двух тождественных экземплярах по одному для каждой стороны.

Подписано в Москве, Июля седьмого дня, тысяча девятьсот двадцать второго года.

(М. П.) ГАНЕЦКИЙ. (М. П.) A. HACKZELL.

Pour copie conforme,
à Helsingfors, au Ministère des Affaires étrangères,
le 6 Septembre 1923.
NÜLO IDMAN.

[1] Vol. III, page 5, of this Series.

[1] TRADUCTION.

ACCORD.

Les soussignés, M. Antti HACKZELL, chargé d'affaires de Finlande, dûment accrédité par M. le Président de la République finlandaise, et M. Jakos Stanislavovitch HANETZKY, membre du Commissariat du peuple pour les Affaires étrangères et représentant autorisé de l'Union des Républiques socialistes soviétiques de Russie, ont conclu l'Accord suivant :

Chacune des deux Parties contractantes jugeant que la possession de deux propriétés sur le territoire de l'autre Partie suffit amplement aux besoins de leurs représentations diplomatiques et consulaires, les deux Parties contractantes ont décidé que la clause annexée à l'article 22 du traité de paix de Dorpat, qui prévoyait que chacune des deux Parties se réservait, sur le territoire de l'autre, trois propriétés, avec fonds et immeubles, sera modifiée dans ce sens que les deux Parties, satisfaites des deux propriétés déjà cédées, renonceront à faire valoir leurs droits sur la troisième propriété.

Fait et signé en deux exemplaires identiques en finnois et en russe, dont chaque Partie conserve un.

Signé à Moscou, le 7 juillet 1922.

(L. S.) HANETZKY. (L. S.) A. HACKZELL.

---

[1] Communiquée par le Ministre des Affaires étrangères de Finlande.

[1] Communicated by the Minister for Foreign Affairs of Finland.

[1] TRANSLATION.

AGREEMENT.

The undersigned, M. Antti HACKZELL, Finnish Chargé d'Affaires, duly accredited by the President of the Finnish Republic, and M. Jakos Stanislavovitch HANETZKY, member of the People's Commissariat for Foreign Affairs, and authorised representative of the Union of Socialist Soviet Republics of Russia, have concluded the following Agreement :

Each of the two Contracting Parties being of opinion that the possession of two properties on the territory of the other Party amply suffices for the needs of their diplomatic and consular representatives, the two Contracting Parties have decided that the clause annexed to Article 22 of the Treaty of Peace of Dorpat, which laid down that each of the two Parties should retain on the territory of the other three properties, with land and buildings, shall be modified in this sense, that the two Parties, satisfied with the two properties which have already been handed over, shall forego their rights to the third property referred to.

Done and signed in two identical copies in Finnish and Russian, of which each Party shall retain one.

Signed at Moscow on July 7, 1922.

(L. S.) HANETZKY. (L. S.) A. HACKZELL.

---

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations.

N° 489.

FINLANDE ET RÉPUBLIQUE DES SOVIETS DE RUSSIE

Convention relative au rapatriement des ressortissants des deux Parties contractantes dans leurs pays respectifs, signée à Helsingfors le 12 août 1922.

FINLAND AND RUSSIAN SOVIET REPUBLIC

Convention concerning the repatriation of the nationals of the two Contracting Parties to their respective countries, signed at Helsingfors, August 12, 1922.

TEXTE FINNOIS. — FINNISH TEXT.

No. 489. — SOPIMUS SUOMEN TASAVALLAN JA VENÄJÄN SOSIALISTISEN FEDERATIIVISEN NEUVOSTOTASAVALLAN VÄLILLÄ KUMMANKIN SOPIMUSVALTION KANSALAISTEN PALAUTTAMISESTA KOTIMAAHANSA[1] ALLEKIRJOITETTU HELSINGISSÄ 12 PÄIVÄNÄ ELOKUUTA 1922.

Textes officiels finnois, russe et suédois communiqués par le Ministre des Affaires étrangères de Finlande. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 19 septembre 1923.

SUOMEN TASAVALLAN HALLITUS ja VENÄJÄN SOSIALISTISEN FEDERATIIVISEN NEUVOSTOTASAVALLAN HALLITUS, haluten saada Tartossa lokakuun 14 päivänä 1920[2] allekirjoitetun rauhansopimuksen 35 artiklassa mainittujen Suomen ja Venäjän kansalaisten kotimaahansa palauttamisen niin pian kuin mahdollista loppuun saatetuksi, ovat päättäneet tehdä allaolevan sopimuksen siitä, millä ehdoilla ja missä järjestyksessä palauttaminen on tapahtuva, sekä antaneet sen laatimisen ja allekirjoittamisen Suomalais-venäläisen Keskussekakomitean toimeksi, ja siihen valtuuttaneet

SUOMEN TASAVALLAN HALLITUS :

A. AHOSEN,
P. J. HYNNISEN,
A. E. ALFTHANIN,
V. HUPLIN,
Y. W. PUHAKAN ;

VENÄJÄN SOSIALISTISEN FEDERATIIVISEN NEUVOSTOTASAVALLAN HALLITUS :

S. M. FRANKFURTIN,
A. M. SMIRNOFFIN,
A. P. SELENOIN,
A. M. IGNATJEFFIN,
N. P. KOLTSHANOVSKIN,

jotka, esitettyään toisilleen oikeiksi ja asianmukaisiksi havaitut valtakirjansa, ovat sopineet seuraavasti :

1 *artikla.*

Sopimusvaltiot sitoutuvat niinpian kuin mahdollista loppuunsaattamaan jo alkaneen Suomessa oleskelevien Venäjän kansalaisten ja Venäjällä oleskelevien Suomen kansalaisten evakuoimisen.

2 *artikla.*

Tämä sopimus koskee paitsi molempien sopimusvaltioiden kansalaisia yleensä, niitä Venäjällä olevia Suomen kansalaisia ja Suomessa olevia Venäjän kansalaisia (myöskin sotavankeja),

[1] Cette convention est entrée en vigueur sans ratification.

[2] Vol. III, page 5 de ce Recueil.

TEXTE RUSSE. — RUSSIAN TEXT.

No. 489. — СОГЛАШЕНИЕ МЕЖДУ РОССИЙСКОЙ СОЦИАЛИСТИЧЕСКОЙ ФЕДЕРАТИВНОЙ СОВЕТСКОЙ РЕСПУБЛИКОЙ И ФИНЛЯНДСКОЙ РЕСПУБЛИКОЙ ОБ ЭВАКУАЦИИ НА РОДИНУ ГРАЖДАН ОБОИХ ГОСУДАРСТВ[1] ПОДПИСАННОЕ В ГЕЛЬСИНГФОРСЕ 12-го АВГУСТА 1922 Г.

Official Finnish, Russian and Swedish texts communicated by the Minister for Foreign Affairs of Finland. The registration of this convention took place September 19, 1923.

ПРАВИТЕЛЬСТВО РОССИЙСКОЙ СОЦИАЛИСТИЧЕСКОЙ ФЕДЕРАТИВНОЙ СОВЕТСКОЙ РЕСПУБЛИКИ и ПРАВИТЕЛЬСТВО ФИНЛЯНДСКОЙ РЕСПУБЛИКИ, желая закончить в кратчайший срок эвакуацию на родину указанных в статье 35 Мирного Договора, подписанного в городе Юрьеве 14-го Октября 1920[2] года, граждан России и Финляндии, решили заключить нижеследующее Соглашение об условиях и порядке эвакуации, поручив его составление и подписание Центральной Смешанной Русско-Финляндской Комиссии и уполномочив для этой цели :

ПРАВИТЕЛЬСТВО РОССИЙСКОЙ СОЦИАЛИСТИЧЕСКОЙ ФЕДЕРАТИВНОЙ СОВЕТСКОЙ РЕСПУБЛИКИ :

С. М. ФРАНКФУРТА,
А. М. СМИРНОВА,
А. П. ЗЕЛЕНОГО,
А. М. ИГНАТЬЕВА,
Н. П. КОЛЧАНОВСКОГО,

и ПРАВИТЕЛЬСТВО ФИНЛЯНДСКОЙ РЕСПУБЛИКИ :

А. АХОНЕН,
П. Ю. ХЮННИНЕН,
А. Э. АЛЬФТАН,
В. ХУПЛИ,
И. В. ПУХАККА.

Означенные Уполномоченные по взаимном пред'явлении своих полномочий, признанных составленными в должной форме и законном порядке, согласились о нижеследующем :

Статья 1.

Правительства обоих договаривающихся государств обязуются в кратчайший срок закончить уже начавшуюся эвакуацию на родину находящихся в Финляндии Российских граждан и находящихся в России Финляндских граждан.

Статья 2.

Настоящее Соглашение касается, кроме граждан обоих договаривающихся государств вообще, также тех находящихся в России Финляндских граждан и находящихся в Финляндии Российских

[1] This Convention came into force without ratification.

[2] Vol. III page 5 of this Series.

jotka ovat tuomitut, syytetyt taikka vangitut ennen rauhansopimuksen voimaanastumista tekemistään rauhansopimuksen 35 artiklan 3 ja 4 kohdissa mainittua laatua olevista valtiollisista rikoksista taikka ovat vangitut muista näissä kohdissa mainituista syistä.

Niinikään koskee tämä sopimus kaikkia niitä sopimusvaltioiden kansalaisia, jotka ovat toisessa sopimusvaltiossa saatetut syytteeseen taikka tuomitut yleisistä rikoksista, jotka eivät ole törkeää laatua.

Tässä artiklassa mainituiksi valtiollisiksi rikoksiksi, jotka eivät estä evakuointia, katsotaan myöskin ne yleistä laatua olevat rikokset, jotka ovat olleet keinona valtiollisen rikoksen toteuttamiseksi ja joiden tekijät rauhansopimuksen mukaan voidaan evakuoida.

3 *artikla.*

Venäjän kansalaisiksi katsotaan ainoastaan ne Suomessa oleskelevat henkilöt, jotka esittämällä venäläisen koti- tai ulkomaanpassin, papintodistuksen, otteen säätykirjasta, asevelvollisuutta koskevan asiakirjan, ansioluettelon, opintotodistuksen y. m. voivat todistaa entisen Venäjän kansalaisuutensa ja jotka samalla voivat esittää myöskin Venäjän Sosialistisen Federatiivisen Neuvostotasavallan asianomaisen elimen todistuksen heidän tunnustamisestaan Venäjän kansalaisiksi.

Suomen kansalaisiksi katsotaan henkilöt, joilla matkustaessaan Venäjälle on ollut Suomen Tasavallan asianomaisten viranomaisten antamat passit, kuin myös henkilöt, jotka ennen Suomen itsenäiseksi julistamista entisen Suomen Suuriruhtinaanmaan lakien mukaan tunnustettiin Suomen kansalaisiksi eivätkä jälkeenpäin ole Suomen kansalaisuudesta vapautuneet.

Todistuksena Suomen kansalaisuudesta voi olla :

1. Entisen Suomen passiviraston Pietarissa samoinkuin entisen Suomen Suuriruhtinaanmaan läänin- ja poliisiviranomaisten sekä nimismiesten antamat passit ja ololiput ;

2. papintodistukset sekä otteet henkikirjasta tai lääninluettelosta, jotka Suomen viranomaiset ovat antaneet ja jotka Suomessa olevat Venäjän Sosialistisen Federatiivisen Neuvostotasavallan lähetystö tai konsulivirastot, jos viimeksimainittuja perustetaan, ovat varmentaneet ;

3. asiakirjat, jotka todistavat, että asianomainen henkilö on suorittanut asevelvollisuutensa entisen Suomen Suuriruhtinaanmaan sotaväessä.

Tämän sopimuksen säännökset koskevat myöskin kotimaahansa palaavien vaimoja ja vanhempiensa luona asuvia lapsia.

Kuitenkin on vaimo, joka on mennyt avioliittoon Venäjällä asuvan suomalaisen miehen kanssa jälkeen lokakuun 22 päivän 1918 ja joka ei muutoin kuulu niihin, jotka tämän sopimuksen mukaan saavat Suomeen palata, oikeutettu Suomeen muuttamaan, jos hän avioliittoa solmittaessa on tehnyt Venäjän voimassaolevien lakien edellyttämän ilmoituksen taikka hänet jälkeenpäin vapautetaan Venäjän kansalaisuudesta.

Niinikään ovat oikeutetut toiseen sopimusvaltioon palaamaan ne syntyperältään tämän valtion kansalaisuutta olevat vaimot, jotka ovat olleet naimisissa toisen sopimusvaltion kansalaisten kanssa, mutta jääneet leskiksi taikka saaneet laillisen avioeron, jos he muutoin täyttävät tämän sopimuksen vaatimukset. He ovat myöskin oikeutetut mukaansa ottamaan 18 vuotta nuoremmat lapsensa.

4 *artikla.*

Molempien valtioiden kansalaisten, jotka haluavat tämän sopimuksen perusteella palata kotimaahansa, tulee ilmoittaa siitä viimeistään kuuden kuukauden kuluessa tämän sopimuksen voimaanastumisesta lukien, jos he oleskelevat Suomessa tai euroopanpuoleisella Venäjällä, ja yhdek-

граждан (в том числе и военнопленных), которые осуждены, привлечены к ответственности или арестованы за совершенные ими до вступления в силу Мирного Договора политические преступления, упомянутого в пунктах 3 и 4 статьи 35 Мирного Договора свойства или арестованы по другим упомянутым в этих пунктах поводам.

Равным образом настоящее Соглашение распространяется на всех тех граждан договаривающихся государств, которые в другой договаривающейся стране привлечены к ответственности или осуждены за общеуголовные преступления, не относящиеся к разряду тяжких.

Под политическим преступлениями, упомянутыми в настоящей статье и не служащими препятствием к эвакуации, подразумеваются также общеуголовные преступления, которые были совершены в качестве средства для осуществления политического деликта, и совершившие каковые преступления согласно Мирному Договору могут быть эвакуированы.

Статья 3.

Российскими гражданами признаются лишь те из находящихся в Финляндии лиц, могущих доказать пред'явлением русских внутренних или заграничных паспортов, метрических выписок, выписок из сословных книг, документов о воинской повинности, послужных списков, свидетельств об образовании и проч. свое прежнее Российское гражданство, которые одновременно могут пред'явить также удостоверение соответствующего органа Российской Социалистической Федеративной Советской Республики о признании их Российского гражданства.

Финляндскими гражданами считаются лица, имевшие при отправлении в Россию выданные подлежащими властями Финляндской Республики заграничные паспорта, а также лица, которые до об'явления самостоятельности Финляндии согласно законам бывшего великого княжества Финляндского признавались Финляндскими гражданами и не оставили впоследствии Финляндского гражданства.

Доказательствами Финляндского гражданства могут служить :

1. Паспорта и виды на жительство, выданные бывшей Финляндской паспортной экспедицией в Петрограде, а также Губернскими, полицейскими и лепсманскими учреждениями бывшего великого княжества Финляндского.

2. Пасторские свидетельства и выписки из мантальных списков или губернских книг, выданные финляндскими властями и заверенные Полномочным Представительством или Консульскими учреждениями Российской Социалистической Федеративной Советской Республики в Финляндии, поскольку эти последние в дальнейшем будут учреждены.

3. Документы, удостоверяющие отбытие воинской повинности в войсках бывшего великого княжества Финляндского.

Условия настоящего Соглашения распространяется на жен и живущих совместно с родителями детей эвакуируемых лиц.

Однако, жена, сочетавшаяся браком после 22 октября 1918 года с проживающим в России финляндцем, непринадлежащая к числу лицъ, имеющих, согласно настоящему Соглашению, право эвакуироваться в Финляндию, имеет право на эвакуацию, если при заключении брака, она сделала заявление, требуемое действующими в России законами, или впоследствии была освобождена от Российского гражданства.

Равным образом имеют право эвакуироваться жены граждан данного государства, урожденные гражданки другого договаривающегося государства, которые овдовели или получили законный развод, поскольку они в прочем удовлетворяют требованиям настоящего Соглашения. Они имеют также право взять с собой своих детей моложе 18 лет.

Статья 4.

Граждане обоих государств, желающие эвакуироваться на родину на основании настоящего Соглашения, должны заявить об этом не позже шести месяцев со дня вступления в силу, если они проживают в Европейской России и Финляндии и — девяти месяцев, если они проживают в Азиатской

sän kuukauden kuluessa samasta määräajasta lukien, jos he oleskelevat aasianpuoleisella Venäjällä. Ilmoitus siihen kuuluvine asiakirjoineen on jätettävä palauttamisesta huolehtiville viranomaisille.

5 *artikla.*

Kotimaahan palauttaminen tapahtuu palaavien omasta pyynnöstä. Pakollinen evakuoiminen ei ole sallittu.

6 *artikla.*

Palautettavat henkilöt, jotka ovat valtion virassa tai toimessa, vapautetaan siitä neljätoista päivää tapahtuneen irtisanomisen jälkeen ja ovat he oikeutetut saamaan täyden palkan toiminta-aikansa loppuun asti.

7 *artikla.*

Kummankin sopimusvaltion kansalaisilla, niin hyvin niillä, jotka palaavat kotimaahansa tämän sopimuksen perusteella, kuin niillä, jotka ovat palaneet ennen tämän sopimuksen voimaanastumista rauhansopimuksen perusteella, on oikeus säilyttää taikka asianomaisessa maassa voimassaolevaa yleistä lainsäädäntöä noudattamalla luovuttaa toisessa maassa laillisesti omistamansa irtain ja kiinteä omaisuus.

8 *artikla.*

Kummankin sopimusvaltion kansalaisilla, jotka palaavat kotimaahansa tämän sopimuksen perusteella, on oikeus mukanaan viedä toisessa maasa laillisesti omistamansa irtain omaisuus, kuitenkin noudattamalla alempana mainittuja rajoituksia ja määräyksiä.

1 §. Jokainen Suomesta Venäjälle palaava Venäjän kansalainen saa esteettömästi mukanaan viedä vientikiellon alaisista tavaroista seuraavaa :

1. leipää	15	kiloa	eli	36	naulaa	60	solotnikkaa
muita ravintoaineita	10	»	»	24	»	40	»
kaikenlaista siirtomantavaraa	5	»	»	12	»	20	»
sokeria	5	»	»	12	»	20	»
uutta kangasta	10	»	»	24	»	70	»
tehdastavaraa ja lääkkeitä ..	5	»	»	23	»	20	»

Yhteensä 50 kiloa eli 3 puutaa 2 naulaa 8 solotnikkaa ;

2. 1 hehtolitran eli 3,82 tshetverikaa perunoita ; ja

3. rehuaineita kahdeksi viikoksi niitä kotieläimiä varten, jotka seuraavat kotimaahansa palaavia.

2. §. Jokainen Venäjältä Suomeen palaava Suomen kansalainen saa viedä mukanaan vientikiellon alaisista tavaroista seuraavaa :

1. venäläistä paperirahaa korkeintaan 10,000 ruplaa sen nimellistä kuin se on vuonna 1922 ;

2. kulta- ja platinaesineitä kukin painoltaan korkeintaan 25 solotnikkaa eli 107 grammaa sekä siten, että niiden yhteinen paino on enintään 25 solotnikkaa eli 107 grammaa henkilöä kohti, ja hopeateoksia korkeintaan 5 naulaa eli 2 kiloa henkilöä kohti sekä lisäksi kulta- ja hopeakelloja perineen, kihla- ja vihkimäsormuksia, hopeisia savukekoteloita ja naisten hopeisia käsilaukkuja korkeintaan yksi kutakin lajia jokaista kahdeksantoista vuotta täyttänyttä palaavaa henkilöä kohti ;

России. Заявление должно быть подано с приложением надлежащих документов властям, ведающим эвакуацией.

Статья 5.

Эвакуация на родину производится по собственной просьбе эвакуирующихся лиц. Принудительная эвакуация на родину недопустима.

Статья 6.

Подлежащие эвакуации лица, состоящие на государственной службе или работающие по найму, освобождаются от службы и работы по сделанному о том заранее, за 14 дней, заявлению, причем они вправе получить полный оклад жалования за все прослуженное и проработанное ими время.

Статья 7.

Граждане обоих договаривающихся государств, эвакуирующиеся на родину на основании настоящего соглашения, равно как эвакуировавшиеся до всупления в силу этого Соглашения на основании Мирного Договора, имеют право сохранить за собой законно принадлежащее им в другой стране движимое и недвижимое имущество, или ликвидировать это имущество с соблюдением действующего в соответствующей стране общего законодательства.

Статья 8.

Эвакуирующиеся на основании настоящего Соглашения граждане обоих договаривающихся государств имеют право вывести законно принадлежащее им в другой стране движимое имущество, соблюдая, однако, следующие ограничения и правила.

§ 1. Каждый эвакуирующийся из Финляндии в Россию Российский гражданин имеет право беспрепятственно вывезти с собой из числа запрещенных к вывозу предметов следующие :

1) хлеба	15	кило	или	36	фун.	60	зол.
других с'естных припасов	10	»	»	24	»	40	»
разных колониальных товаров	5	»	»	12	»	20	»
сахару	5	»	»	12	»	20	»
новых материй	10	»	»	24	»	40	»
мануфактурных товаров и лекарств	5	»	»	12	»	20	»
Всего	50	кило	или	3 п.	2 ф.	8	зол.

2) 1 гектолитр или 3,82 четверика картофеля ;

3) двухнедельный корм для домашних животных, которые вывозятся эвакуируемыми при эвакуации.

§ 2. Каждый эвакуирующийся из России в Финляндию Финляндский гражданин имеет право вывезти с собой из числа запрещенных к вывозу предметов следующее :

1) Русские бумажные деньги, не свыше 10,000 рублей наименования 1922 года ;

2) золотые и платиновые вещи, те и другие весом не более 25 золотников или 107 грамм каждая и в количестве не превышающем, те и другие, общим весом 25 золотников или 107 грамм на одно лицо и изделия из серебра, не превышающие 5 фунтов или 2-х кило на одно лицо и сверх того золотые и серебряные часы с цепочкой, обручальные кольца, серебряные портсигары и серебряные дамские портмонэ, в количестве не более 1 шт. на каждого достигшего 18-ти летнего возраста, эвакуируемого ;

3. jalokivistä (timanteista, briljanteista, safireista, smaragdeista ja rubiineista) valmistettuja teoksia sekä helmiä korkeintaan yksi karaatti henkilöä kohti ;

4. ompelukoneita yksi kutakin perhettä kohti ;

5. yksityisiä taide- ja muinaisesineitä, sikäli kuin ne eivät muodosta kokoelmia, vaan ovat perhemuistoja ;

6. elintarpeita korkeintaan 20 naulaa eli 8,2 kiloa henkilöä kohti, siitä korkeintaan 8 naulaa eli 3,2 kiloa leipää, 5 naulaa eli 2 kiloa lihatuotteita, 3 naulaa eli 1,6 kiloa maitotuotteita ja 4 naulaa eli 1,6 kiloa muita elintarpeita, joista sokeria korkeintaan 1 naula eli 0,4 kiloa ja teetä korkeintaan ¼ naulaa eli 0,1 kiloa.

7. tupakkateoksia korkeintaan 500 kappaletta savukkeita tai ½ naulaa eli 0,2 kiloa tupakkaa kutakin 18 vuotta täyttänyttä palaavaa henkilöä kohti ;

8. saippuaa yksi kappale toalettisaippuaa henkilöä kohti ja 1 naula eli 0,4 kiloa pesusaippuaa perhettä kohti ;

9. kangas-, turkis- ja nahkatuotteita sekä korutavaroita sekä muita niihin verrattavia esineitä ainoastaan henkilökohtaista tarvetta varten, vaan ei kaupaksi, ollen tällöin huomioonotettava, että päällysvaatteita ja jalkineita saadaan viedä korkeintaan kaksi kappaletta tai paria kutakin lajia (turkkeja ainoastaan yhdet) ja alusvaatteita korkeintaan kuusi kappaletta kutakin lajia henkilöä kohti ;

10. painotuotteita, asiakirjavihkoja ja asiakirjoja, valokuvia ja kaikenlaatuisia muita papereita varustettuna merkinnällä siitä, että asianomaiset viranomaiset ovat ne tarkastaneet.

Ainoastaan kussakin tapauksessa hankitulla erityisellä luvalla saavat kotimaahansa palaavat Suomen kansalaiset mukanaan viedä :

1. suurempia määriä venäläistä paperirahaa, kuin yllä on mainittu, sekä ulkomaalaista rahaa, joiden viemiseen lupa on hankittava raha-asiain kansankomisariaatilta ;

2. kaikenlaatuisia arvopapereita, kuten obligatsioneja, osakkeita, vekseleitä j. n. e., joiden maasta vientiin vaaditaan niinikään raha-asiain kansankomisariaatin lupa ;

3. taidegallerioja ja -kokoelmia sekä kirjastoja, joiden vientiin vaaditaan ulkomaankaupan kansankomisariaatin lupa.

3. §. Toistaiseksi ja niin kauan kuin kuljetusvaikeudet Venäjällä ovat esteenä, saavat Venäjältä palaavat Suomen kansalaiset mukanaan viedä paitsi käsimatkatavaraa irtainta omaisuutta korkeintaan 10 puutaa eli 163,8 kiloa kutakin palaavaa henkilöä kohti. Erikoisammattien harjoittajat, kuten tiedemiehet, taiteilijat, lääkärit, maanviljelijät, käsityöläiset, työmiehet y. m. ovat sen lisäksi oikeutetut kotimaahansa viemään esineet, joita he tarvitsevat toimessaan, ehdolla kuitenkin, että siitä tekevät erityisen ilmoituksen.

Henkilöt, jotka maanteitse matkustavat kotimaahansa, saavat ylempänä mainitun omaisuuden lisäksi kuljettaa mukanaan huonekalunsa, vaununsa, rattaansa, rekensä ja kotieläimensä, jotka kuuluvat heidän talouteensa.

Muun irtaimen omaisuuden, jota palaavat eivät voi palatessaan mukanaan viedä, ovat he oikeutetut jättämään yleiseen tai yksityiseen säilöön sekä myöhemmin, kuljetusvaikeuksien lakattua, poisviemään, ellei se ole vientikiellon alaista.

9 *artikla.*

Ne sopimusvaltioiden kansalaiset, jotka ovat palanneet kotimaahansa ennen tämän sopimuksen voimaanastumista rauhansopimuksen perusteella, saavat kuljettaa pois erityisellä kussakin tapauksessa hankitulla luvalla toiseen maahan jättämänsä ja heille laillisesti kuuluvan omaisuuden, jota he eivät ole luovuttaneet.

3. изделия из драгоценных камней (алмазов, бриллиантов, сапфиров, изумрудов и рубинов), а также жемчуг, общий вес коих не превышает 1-го карата на каждое лицо ;

4. швейные машины не более одной штуки на семью ;

5. отдельные предметы, имеющие художественную ценность или предмет старины, поскольку те и другие не составляют коллекции и являются семейной памятью ;

6. предметы продовольствия, в количестве не более 20 фунтов или 8,2 кило на человека, в том числе не более 8 фунтов или 3,2 кило хлеба, 5 фунтов или 2 кило мясных продуктов, 3 фунта или 1,2 кило молочных продуктов и 4 фунта или 1,6 кило прочих с'естных припасов, в том числе сахару не более 1 фунта или 0,4 кило и чаю $^1/_4$ фунта или 0,1 кило ;

7. табачные изделия в количестве не свыше 500 штук папирос или $^1/_2$ фунта или 0,2 кило табаку на каждого, достигшего 18-ти летнего возраста эвакуируемого ;

8. мыло, не более 1 куска туалетного на одно лицо и 1 фунта или 0,4 кило простого на каждую семью ;

9. мануфактуру, скорняжные, кожевенные, галантерейные изделия и другие однородные предметы лишь в количестве, необходимом для личного употребления, но не для продажи, причем платья и обувь разрешается вывозить в количестве не более 2-х штук или пар каждого наименования (меховая шуба только одна), а белье в количестве не более шести смен на каждое лицо ;

10. печатные произведения, акты, документы, фотографии и всякого рода бумаги, снабженные пометкой о состоявшемся просмотре их соответствующими учреждениями.

Лишь по специальному каждый раз разрешению эвакуируемые на родину Финляндские граждане могут вывозить :

1. русские бумажные деньги на сумму, превышающую вышеупомянутую норму и иностранную валюту, на вывоз коих требуется разрешение Народного Комиссариата Финансов ;

2. разного рода ценные бумаги, как-то : облигации, акции, векселя и т. п., на вывоз коих также требуется разрешение Народного Комиссариата Финансов ;

3. галлереи, собрания и коллекции, имеющие художественное значение, а также библиотеки, на вывоз коих требуется разрешение Народного Комиссариата Внешней Торговли.

§ 3. Эвакуирующиеся из России Финляндские граждане имеют право, впредь до улучшения в России условий транспорта, вывести с собой, кроме ручного багажа, движимое имущество в количестве не более 163,8 кило или 10 пудов на каждого эвакуирующегося. Лица специальных профессий, как-то : рабочие, ремесленники, земледельцы, медики, художники, ученые и т. п., имеют право сверх того взять с собой на родину предметы, необходимые им для их профессиональной деятельности, при условии, однако, особого в каждом случае заявления.

Лицам, эвакуирующимся на родину гужем, предоставляется сверх упомянутого выше имущества, вывозить с собой также их мебель, экипажи, телеги, сани и домашних животных, составляющих их хозяйственный инвентарь.

Прочее движимое имущество, которое эвакуируемые не могут взять с собой при эвакуации, они имеют право сдать на хранение в общественные или частные склады и вывезти впоследствии, по улучшению условий транспорта, если оно не воспрещено к вывозу из страны.

Статья 9.

Граждане договаривающихся государств, эвакуировавшиеся на родину до вступления в силу настоящего Соглашения, на основании Мирного Договора, могут вывести с особого всякий раз разрешения, оставленное ими в другой стране и не ликвидированное, законно принадлежащее им имущество.

10 *artikla.*

1 §. Suomesta Venäjälle palaavien Venäjän kansalaisten tulee viimeistään 10 päivää ennen poislähtöään jättää tämän sopimuksen 12 artiklassa mainittujen venäläisten viranomaisten kautta Suomen ulkoasiainministeriöön kahdessa kappaleessa laadittu luettelo siitä omaisuudestaan, jonka he aikovat mukanaan viedä. Toinen kappale luetteloa jää Suomen ulkoasiainministeriöön ja toinen annetaan leimattuna sekä varustettuna todistuksella siitä, että palaava on tämän sopimuksen nojalla oikeutettu siihen sisältyvän omaisuuden poisviemään, mainittujen viranomaisten kautta palaavalle takaisin.

2 §. Venäjältä Suomeen palaavien Suomen kansalaisten omaisuuden luovuttamisen ja poisviemisen järjestykseen nähden ovat voimassa seuraavat määräykset :

1. Evakuoimistoimistoissa kotimaahansa palaaviksi asianmukaisesti rekisteröityjen Suomen kansalaisten tulee, jos haluavat käyttää hyväkseen heille tässä artiklassa myönnettyjä etuja, kahden viikon kuluessa yllämainitun rekisteröimisen jälkeen jättää luettelo heille kuuluvasta omaisuudesta heidän oleskelupaikassaan olevaan lääninhallituksen hallintoasianosastoon, jos he oleskelevat läänin pääkaupungissa, tai asianomaiseen evakuoimistoimistoon, jos oleskelevat läänin pääkaupungin ulkopuolella sellaisella paikkakunnalla, missä on evakuoimistoimisto. Luetteloon on liitettävä asianomaisen evakuoimiselimen antama todistus kyseessäolevan henkilön merkitsemisestä kotimaahansa palaavaksi. Henkilöt, jotka ovat asianmukaisesti rekisteröidyt evakuoimistoimistossa ennen tämän sopimuksen voimaanastumista, mutta jotka eivät ole vielä palanneet kotimaahansa ovat velvolliset jättämään mainitun luettelon kuukauden kuluessa tämän sopimuksen voimaanastumisesta.

2. Luetteloon on merkittävä se kotimaahansa palaavan henkilön omaisuus, joka silloin, kun luettelo laaditaan, kuuluu hänelle Venäjän Sosialistisen Federativisen Neuvostotasavallan lakien mukaan.

3. Rekisteröimisluettelo on laadittava kahdessa kappaleessa, joista toinen jää lääninhallituksen hallintoasiainosastoon tai evakuoimistoimistoon ja toinen, sittenkun mainittu osasto tai toimisto on sen tarkistanut ja varmentanut, annetaan ilmoituksen tekijälle ja on todistuksena hänen oikeudestaan luettelossa mainittuun omaisuuteen sekä sitä poisvietäessä että luovutettaessa.

4. Sen omaisuuden, joka jätetään säilöön, merkitsee lääninhallituksen hallintoasiainosasto tai evakuoimistoimisto omistajalla ja osastossa tai toimistossa oleviin rekisteröimisluetteloihin ja antaa siitä omistajalle lisärekisteröimisluettelon kaksoiskappaleen.

5. Paikalla luovutetun omaisuuden merkitsee lääninhallituksen hallintoasiainosasto tai evakuoimistoimisto omistajalla ja osastossa tai evakuoimistoimistossa oleviin rekisteröimisluetteloihin. Lääninhallituksen hallintoasiainosasto tai evakuoimistoimisto antaa omistajalle todistuksen myytäessä saadusta rahasummasta, mikä todistus oikeuttaa luovutetun omaisuuden omistajan, jos hän niin haluaa, siirtämään mainitun rahasumman tai osan siitä raha-asiain kansankomisariaatin luvalla valtiopankin toimistojen tai muiden Venäjällä toimivien luottolaitosten kautta Suomeen. Mainitun siirron perusteella ovat rahat suoritettavat viimeistään kuukauden kuluessa, kun rahat on vastaanotettu europanpuoleisella Venäjällä, ja kahden kuukauden kuluessa, kun rahat on vastaanotettu aasianpuoleisella Venäjällä, ja luetaan nämä määräajat siitä päivästä, jolloin rahat on vastaanotettu siirrettäviksi.

6. Senjälkeen kun luetteloon on tehty merkintä paikalla luovutettujen ja säilöön jätettyjen esineiden poistamisesta, vahvistaa lääninhallituksen hallintoasianosasto tai evakuoimistoimisto luettelon, joka sitten on todistuksena omaisuutta poiskuljetettaessa.

7. Rekisteröimisluetteloon merkityt kauppa- ja teollisuusyrityksissä sekä maataloudessa tarvittavat esineet, samoin kuin esineet, joilla on erityinen sivistys- ja valistusmerkitys (kuten tieteelliset kirjastot, kokoelmat, laboratoriot, taidegalleriat y.

Статья 10.

§ 1. Российские граждане, эвакуирующиеся из Финляндии в Россию, должны не позже 10 дней до от'езда представить через Российские органы, упомянутые в статье 12-й настоящего Соглашения, в Финляндское Министерство Иностранных Дел, в двух экземплярах опись принадлежащего им имущества, которое они намерены вывезти с собой. Один экземпляр описи остается в Финляндском Министерстве Иностранных Дел, а другой по снабжении его печатью и удостоверением, что эвакуирующееся лицо вправе на основании настоящего Соглашения вывезти указанное в описи имущество, возвращается через упомянутые выше органы подателю описи.

§ 2. В отношении порядка ликвидации и вывоза имущества Финляндских граждан, эвакуирующихся из России в Финляндию, действуют следующие правила :

1. Финляндские граждане, надлежаще зарегистрированные в Эвакуационных Учреждениях в качестве выезжающих на родину, в том случае, если они желают воспользоваться предоставленными им в настоящем Соглашении льготами, должны в двухнедельный срок со дня упомянутого выше зарегистрирования, представить опись принадлежащего им имущества в Губернские Отделы Управления по месту своего жительства, если они проживают в губернских городах, или в надлежащие эвакуационные органы, если они проживают вне губернских городов, в местностях, где имеются эвакуационные учреждения. К описи должна быть приложена справка, выданная подлежащим эвакуационным органом, о принятии данного лица на учет в качестве выезжающего на родину. Лица, надлежаще зарегистрированные в эвакуационных учреждениях до вступления в силу настоящего Соглашения, но не выехавшие еще на родину, должны представить упомянутую опись в месячный срок со дня вступления в силу настоящего Соглашения.

2. В опись вносится то имущество эвакуирующегося на родину лица, которое в момент изготовления описи составляет его собственность в соответствии с законами Российской Социалистической Федеративной Советской Республики.

3. Регистрационная опись составляется в двух экземплярах, из коих один остается в Местном Губернском Отделе Управления или эвакуационном органе, а другой, по проверке и заверении его названным отделом или органом, выдается на руки подателю заявления и служит доказательством его права на исчисленное в описи имущество, как при вывозе, так и при ликвидации.

4. Оставленное на хранение имущество Губернский Отдел Управления или эвакуационный орган отмечает в регистрационных описях, хранящихся у собственника и в отделе, или в этом органе и выдает на таковые дубликат дополнительной регистрационной описи.

5. Имущество, ликвидированное на месте, отмечается Отделом Управления или эвакуационным органом в регистрационных описях, хранящихся у собственника и в отделе или эвакуационном органе. Губернским Отделом Управления или эвакуационным органом выдается собственнику удостоверение в вырученной от продажи имущества денежной сумме, каковое удостоверение дает собственнику ликвидированного имущества право, если он пожелает перевести означенную сумму денег или часть ее, с разрешения Народного Комиссариата Финансов, через учреждения Государственного Банка, или другие действующие в России кредитные учреждения, в Финляндию. Выдача по означенным переводам должна последовать не позднее истечения месячного срока в отношении переводов, принятых в Европейской России, и двух месячного в отношении переводов, принятых в Азиатской России, считая эти сроки со дня принятия переводов.

5. По внесении в опись пометок об исключении из таковой предметов ликвидированных на месте, а равно оставленных на хранение в складах, опись утверждается Губернским Отделом Управления или эвакуационным органом и служит удостоверением при вывозе имущества.

7. Внесенные в опись предметы оборудования торгово-промышленных предприятий и сельских хозяйств, а равно предметы, обладающие особым культурно-просветительным значением (как-то : научные библиотеки, коллекции, лаборатории, художественные галлереи

m.) ja jotka asianomaisten elinten mielestä tarvitaan paikallista väestöä varten, ostetaan niiden omistajilta heidän kanssaan sovitusta hinnasta. Ellei sopimusta saada aikaan, ratkaisee kysymyksen lopullisesti Suomalais-venäläinen Keskussekakomitea.

Muistutus : Rahat samoinkuin muu vastike, minkä omistaja saa häneltä ostetusta tässä kohdassa mainitusta omaisuudesta, siirretään Suomeen valtiopankin tai muun Venäjällä toimivan luottolaitoksen välityksellä ilman mitään rajoitusta. Siirrettävä summa talletetaan ja suoritetaan, jos omistaja niin haluaa, samassa rahalajissa, missä se on saatu asianomaiselta laitokselta. Siirretty summa on maksettava viimeistään kuukauden kuluessa, kun lähetys on vastaanotettu europanpuoleisella Venäjällä, ja kahden kuukauden kuluessa, kun summa on otettu lähetettäväksi aasianpuoleisella Venäjällä, ja luetaan nämä määräajat siitä päivästä, jolloin rahat on vastaanotettu lähetettäväksi.

8. Suomen kansalaiset, jotka ovat palanneet kotimaahansa ennen tämän sopimuksen voimaanastumista rauhansopimuksen perusteella, ovat oikeutetut neljän kuukauden kuluessa tämän sopimuksen voimaanastuttua jättämään luettelon heidän Venäjälle jääneestä laillisesti omistamastaan omaisuudesta lääninhallituksen hallintoasiainosastoon sillä paikkakunnalla, missä omaisuus on, joko Suomen diplomaattisen edustuksen tai konsulivirastojen kautta, sikäli kuin sellaisia perustetaan Venäjälle, tai myöskin niiden yksityisten henkilöiden kautta, joiden säilytettäväksi omaisuus on jätetty. Tällaisen omaisuuden luovuttamiseen ja poisviemiseen nähden on noudatettava tämän artiklan asianomaisissa kohdissa löytyviä määräyksiä.

11 *artikla.*

Omaisuus, minkä kotimaahansa palaavat kansalaiset maasta vievät, on vapautettu tulli- ja muista maksuista.

12 *artikla.*

Palauttamisesta huolehtivat sen valtion puolesta, joka vastaanottaa palautettavat kansalaiset, asianomaisen valtion diplomaattinen edustus tai konsulivirastot, sikäli kuin sellaisia vastedes perustetaan.

Luovutuspaikkoina ovat Valkeasaaren asema Venäjän ja Rajajoen asema Suomen puolella.

13 *artikla.*

Edellisessä artiklassa mainituilla elimillä on oikeus tuoda maahan, josta palautettavat kansalaiset lähetetään, heille jaettavaksi henkilökohtaista käyttöä varten tarvittavia elintarpeita, vaatteita, lämmitysaineita, lääkkeitä ja taloustarpeita sekä hankkia, niitä myöskin sanotussa maassa. Kuitenkin on jokainen tällaisia tarveaineita sisältävä lähetys rajalla toisen sopimusvaltion tulliviranomaisten tarkastettava sen toteamiseksi, ettei tässä artiklassa myönnettyä oikeutta väärinkäytetä lähettämällä suurempia määriä taikka muita tarveaineita kuin mitä palautettavien tarpeeksi on välttämätöntä. Jokainen tällainen lähetys on varustettava todistuksella siitä, että lähetys on tarkoitettu palautettavia varten. Näitä todistuksia antavat ulkomaalaisesta kaupasta huoltavan kansankomisariaatin valtuutetut Suomessa niitä tavaroita varten, jotka lähetetään Venäjälle sieltä palautettavien Suomen kansalaisten kesken jaettaviksi, ja Suomen lähetystö Venäjällä niitä tavaroita varten, jotka lähetetään Suomeen sieltä palautettavien Venäjän kansalaisten kesken jaettaviksi.

Tässä artiklassa mainittujen tarpeiden ja esineiden jakoa palautettaville kansalaisille valvoo ulkoasiainministeriön edustaja Suomessa ja ulkoasiain kansankomisariaatin edustaja Venäjällä.

и т. п.), признаваемые подлежащими органами необходимыми для местного населения, приобретаются у владельцев по ценам, устанавливаемым по соглашению с владельцем, и в случае недостижения такого соглашения, вопрос окончательно разрешается Цетральной Смешанной Русско-Финляндской Комиссией.

Примечание : Деньги и всякий эквивалент, полученный владельцем за приобретенное у него означенное в сем пункте имущество, переводятся в Финляндию через посредство Государственного Банка или иных действующих в России кредитных учреждений, без каких либо ограничений. Означенные переводы вносятся, и по желанию владельца выплачиваются в той самой валюте, в какой они были получены от подлежащего учреждения. Выдача по означенным переводам должна последовать не позднее истечения месячного срока в отношении переводов, принятых в Европейской России, и двух месячного — в отношении переводов, принятых в Азиатской России, считая эти сроки со дня принятия переводов.

8. Финляндские граждане, эвакуировавшиеся на родину до вступления в силу настоящего Соглашения на основании Мирного Договора, имеют право представить в течении четырех месячного срока со дня вступления в силу этого Соглашения, опись оставленного ими в России, законно принадлежащего им имущества в Губернские Отделы Управления по месту нахождения имущества, через Финляндское Дипломатическое Представительство или Консульства, если таковые будут действовать в России, или лиц, на хранение коих это имущество оставлено. В отношении порядка ликвидации и вывоза этого имущества соблюдаются правила, установленные соответствующими пунктами настоящей статьи.

Статья 11.

Вывозимое эвакуирующимися гражданами имущество освобождается от таможенных пошлин и обложений.

Статья 12.

Эвакуацией, со стороны принимающего эвакуируемых граждан государства, ведают Дипломатические Представительства или Консульства соответствующих государств, если последние в будущем будут учреждены.

Передаточными пунктами являются : станция Белоостров на русской стороне и станция Раяиоки на Финляндской стороне.

Статья 13.

Упомянутым в предыдущей статье органам предоставляется ввозить в страну, откуда эвакуируемые граждане отправляются, для распределения между ними, необходимые для личного потребления этих граждан с'естные припасы, одежду, топливо, медикаменты и предметы домашней утвари, а также приобретать их в этой стране. Однако, каждый груз, содержащий такого рода предметы, подвергается на границе осмотру таможенными властями другого договаривающегося государства с целью проверки, что не допущено нарушения предоставляемого настоящей статьей права путем посылки больших количеств или другого рода предметов, чем требуется для эвакуируемых. Каждый такой груз должен быть снабжен свидетельством о том, что отправление предназначается для эвакуируемых, выдаваемым Уполномоченным Народного Комиссариата Внешней Торговли в Финляндии для грузов, направляемых для распределения среди эвакуируемых Финляндских граждан, в Россию и Финляндской Миссией в России — для грузов, направляемых для распределения среди эвакуируемых граждан, в Финляндию.

Распределение указанных в этой статье припасов и предметов среди эвакуируемых граждан контролируется в России — Представителем Народного Комиссариата Иностранных Дел и в Финляндии — Представителем Министерства Иностранных Дел.

14 *artikla.*

Tämän sopimuksen 12 artiklassa mainitut, palauttamisesta huolehtivat elimet ovat oikeutetut toisen sopimusvaltion ulkoasiainviraston välityksellä saamaan viimemainitun valtion viranomaisilta virka-apua selvityksen saamiseksi palautettavien lukumäärästä ja olinpaikasta sekä kuolleista kansalaisistaan ynnä heidän sukulaisuus ja aviosuhteistaan.

15 *artiklan.*

Kummankin valtion kotimaahansa palaavien kansalaisten ja heidän omaisuutensa kuljetus rajalle asti tapahtuu palaavien omalla tai heidän kotivaltionsa kustannuksella.

16 *artikla.*

Suomessa olevien Venäjän kansalaisten palauttamisen teknillinen järjestys määrätään Suomen ulkoasiainministeriön ja Venäjän Suomessa olevan lähetystön yhteisestä sopimuksesta.

Venäjältä palautettavat Suomen kansalaiset rekisteröidään venäläisissä evakuoimistoimistoissa. Tämän sopimuksen 12 artiklassa mainituilla suomalaisilla viranomaisilla on oikeus vastaanottaa ilmoituksia niiltä Suomen kansalaisilta, jotka haluavat palata kotimaahansa, sekä kääntyä venäläisten evakuoimiselinten puoleen anomuksella, että mainitut Suomen kansalaiset merkittäisiin rekisteröimisluetteloon. Rekisteröidyt Suomen kansalaiset lähetetään kotimaahansa yleensä siinä järjestyksessä, kuin heidät on rekisteriin merkitty.

Palautettavat lähetetään joukkueissa, joihin saa kuulua korkeintaan 500 henkilöä kuhunkin. Tilaisuuden sattuessa voidaan heitä lähettää myöskin yksitellen.

Luettelot joukkueisiin kuuluvista henkilöistä laatii venäläinen evakuoimistoimisto, sovittuaan siitä Suomen lähetystön tai konsuliviraston kanssa, sikäli kuin sellaisia perustetaan.

Viimeistään kymmenen päivää ennen kunkin joukkueen lähettämistä antaa venäläinen evakuoimistoimisto asianomaisille suomalaisille viranomaisille joukkueesta luettelon, jossa on mainittava siihen kuuluvien henkilöiden ristimä- ja sukunimet, ikä, viimeinen olinpaikka palauttavassa valtiossa ja kotimaassa (kunta) ja joka viimeistään seitsemän päivän kuluessa on palautettava asianmukaisesti hyväksyttynä.

Muistutus: Ellei vangittuja tai pidätettyjä henkilöitä voida vapauttaa ja toimittaa kotimaahansa joukkueen mukana, lähetetään heidät erikseen ja vartioituina, jolloin myöskin on mukaan pantava heitä koskevat asiakirjat joko alkuperäisinä tai kummassakin valtakunnassa säädetyllä tavalla varmennettuina jäljennöksinä.

17 *artikla.*

Siinä tapauksessa, että palauttavan valtion viranomaiset asettavat jonkun joukkueeseen kuuluvan henkilön matkustamiseen nähden esteitä, siirretään mainittu henkilö, näitten esteitten tultua poistetuiksi, seuraavaan lähetettävään joukkueeseen.

18 *artikla.*

Kummankin sopimusvaltion hallitus sitoutuu saattamaan tämän sopimuksen yleiseen tietoon niin pian kuin mahdollista ja viimeistään kolmen viikon kuluessa sen allekirjoittamisesta.

Статья 14.

Распоряжающиеся эвакуацией органы, упомянутые в статье 12-й настоящего Соглашения, имеют право, при посредстве учреждения, ведающего иностранными делами другого договаривающегося государства, получать от властей упомянутого государства содействие при собирании сведений о числе и месте пребывания лиц, подлежащих эвакуации, а также об умерших своих гражданах и их родственных и брачных отношениях.

Статья 15.

Провоз эвакуируемых на родину граждан обоих договаривающихся государств и их имущества до границы совершается за счет самих эвакуирующихся или государства, гражданами которого они состоят.

Статья 16.

Технический порядок эвакуации Российских граждан из Финляндии устанавливается по соглашению Полномочного Представительства Российской Социалистической Федеративной Советской Республики в Финляндии с Финляндским Министерством Иностранных Дел.

Эвакуирующиеся из России Финляндские граждане регистрируются в Российских эвакуационных учреждениях. Финляндские органы, указанные в статье 12-ой настоящего Соглашения, имеют право принимать заявления от желающих эвакуироваться на родину Финляндских граждан и возбуждать перед Российскими эвакуационными органами ходатайства о включении их в регистрационные списки. Зарегистрированные Финляндские граждане отправляются на родину вообще в порядке их зарегистрирования.

Эвакуируемые Финляндские граждане отправляются эшелонами, в составе не более 500 лиц в каждом. В случае возможности, допускается также эвакуация отдельных лиц.

Списки эшелона составляются Российскими Эвакуационными Учреждениями по согласованию с Финляндской Дипломатической Миссией или Консульствами, если таковые будут учреждены.

Не позднее как за 10 дней до отправки каждого эшелона список эшелона передается Российским Эвакуационным Учреждением подлежащим Финляндским органам. В списке должны быть указаны : имя, фамилия и возраст включенных в эшелон лиц, а также их последнее место пребывания в эвакуирующем государстве и на родине (общине). Список этот с пометкой о его проверке возвращается не позднее 7-ми дней.

Примечание : Если арестованные или задержанные лица не могут быть освобождены и отправлены на родину с эшелоном, то они отправляются отдельно под стражей, причем вместе с ними должны быть отправлены также касающиеся их документы, либо в подлинниках, либо в копиях, заверенных установленным в соответствующем государстве порядком.

Статья 17.

Если со стороны властей эвакуирующего государства окажутся какие либо препятствия к отправке отдельных лиц, включенных в эшелон, то эти лица, по устранении препятствий, включаются в следующий эшелон.

Статья 18.

Правительства обоих договаривающихся сторон обязуются обнародовать настоящее Соглашение во всеобщее сведение по возможности в кратчайший срок и не позднее 3-х недель со дня его подписания.

19 *artikla.*

Tämä sopimus on laadittu kahdessa kappaleessa suomen-, ruotsin- ja venäjänkielellä, ja ovat kaikki kolme tekstiä yhtä todistusvoimaisia.

20 *artikla.*

Tämä sopimus astuu voimaan heti, kun se on allekirjoitettu.

Ylläolevan vakuudeksi ovat kummankin puolen valtuutetut allekirjoittaneet tämän sopimuksen ja sen sineteillään vahvistaneet. Helsingissä, elokuun 12 päivänä 1922.

(L. S.) A. AHONEN,
(L. S.) P. J. HYNNINEN,
(L. S.) A. E. ALFTHAN,
(L. S.) VÄINÖ HUPLI,
(L. S.) Y. W. PUHAKKA.

Статья 19.

Настоящее Соглашение составлено в двух экземплярах на русском, финском и шведском языках, и все тексты одинаково аутентичны.

Настоящее Соглашение вступает в силу немедленно по его подписании.

В удостоверение сего Уполномоченные обоих сторон подписали настоящее Соглашение и скрепили его своими печатями. Гельсингфорс, 12 августа 1922 года.

(L. S.) С. М. ФРАНКФУРТ,
(L. S.) А. СМИРНОВ,
(L. S.) А. П. ЗЕЛЕНОЙ,
(L. S.) А. ИГНАТЬЕВ,
(L. S.) Н. КОЛЧАНОВСКИЙ.

TEXTE SUÉDOIS. — SWEDISH TEXT.

No. 489. — KONVENTION MELLAN REPUBLIKEN FINLAND OCH RYSKA SOCIALISTISKA FEDERATIVA RÅDSREPUBLIKEN ANGÅENDE ÅTERSÄNDANDE AV VARDERA FÖRDRAGSSLUTANDE MAKTENS MEDBORGARE TILL HEMLANDET, UNDERTECKNAD DEN 12 AUGUSTI 1922 I HELSINGFORS.

REPUBLIKEN FINLANDS REGERING och RYSKA SOCIALISTISKA FEDERATIVA RÅDSREPUBLIKENS REGERING hava, besjälade av önskan, att snarast möjligt slutföra de i artikel 35 av det i Dorpat den 14 oktober 1920 undertecknade fredsfördraget omförmälda finska och ryska medborgares återsändande till hemlandet, beslutit träffa nedanstående överenskommelse angående de villkor och den ordning, i vilken återsändandet skall äga rum, samt överlämnat konventionens upprättande och undertecknande åt Finsk-Ryska blandade Centralkommittén, och i sådant avseende befullmäktigat :

REPUBLIKEN FINLANDS REGERING :

A. AHONEN,
P. J. HYNNINEN,
A. E. ALFTHAN,
V. HUPLI,
Y. W. PUHAKKA ;

RYSKA SOCIALISTISKA FEDERATIVA RÅDSREPUBLIKENS REGERING :

S. M. FRANKFURT,
A. M. SMIRNOFF,
A. P. SELENOI,
A. M. IGNATJEFF,
N. P. KOLTSCHANOVSKI,

vilka, efter att hava för varandra uppvisat sina i god och behörig form befunna fullmakter, överenskommit som följer :

Artikel 1.

De fördragsslutande makterna förbinda sig att snarast möjligt slutföra den redan igångsatta evakueringen av ryska medborgare, som uppehålla sig i Finland, och finska medborgare, som uppehålla sig i Ryssland.

Artikel 2.

Denna konvention avser, förutom vardera fördragsslutande maktens medborgare överhuvud, de i Ryssland varande finska medborgare och i Finland varande ryska medborgare (jämväl krigsfångar), vilka dömts, åtalats eller häktats för i fredsfördragets 35 artikel 3 och 4 punkter nämnda slag av politiska brott, begångna innan fredsfördragets ikraftträdande, eller häktats på grund av andra i sagda punkter omförmälda orsaker.

Likaledes avser denna konvention de fördragsslutande makternas samtliga medborgare, vilka inom den andra fördragsslutande maktens område ställts under åtal eller dömts för allmänna, icke grova brott.

Såsom i denna artikel nämnda politiska brott, vilka icke förhindra evakuering, betraktas, jämväl de brott av allmänt slag, vilka utgjort medel för verkställande av politiskt brott, såvida gärningsmannen i stöd av fredsfördraget kan evakueras.

Artikel 3.

Såsom ryska medborgare anses allenast de i Finland sig uppehållande personer, vilka genom företeende av ryskt inrikes- eller utrikespass, prästbevis, utdrag ur ståndsbrev, handling rörande värnplikt, meritförteckning, lärdomsbetyg m. fl. kunna styrka sin tidigare ryska nationalitet och vilka tillika kunna förete bevis av Ryska Socialistiska Federativa Rådsrepublikens vederbörande organ över deras erkännande såsom ryska medborgare.

Såsom finska medborgare anses personer, vilka vid inresa till Ryssland innehaft av vederbörande myndighet i Republiken Finland utfärdat pass ävensom personer, vilka innan Finlands självständighetsförklaring jämlikt det forna Storfurstendömet Finlands lagar erkändes såsom finska medborgare och icke därefter befriats från finskt medborgarskap.

Bevis angående finskt medborgarskap kan utgöra :

1. av den forna Finska passexpeditionen i Petersburg ävensom av det forna Storfurstendömet Finlands läns- och polismyndigheter samt länsmän utfärdade pass och vistelsebiljetter ;

2. prästbevis samt utdrag ur mantalslängd eller länsregister som utfärdats av finsk myndighet och bestyrkts av Ryska Socialistiska Federativa Rådsrepublikens i Finland varande legation eller konsulat, därest de sistnämnda inrättas ;

3. handling, som ådagalägger att vederbörande person fullgjort sin värnplikt inom det forna Storfurstendömet Finlands militär.

Stadgandena i denna konvention avse jämväl de hemvändandes hustrur och hos föräldrarna boende barn.

Dock är hustru, som ingått äktenskap med i Ryssland bosatt finsk man efter den 22 oktober 1918 och som eljest icke hör till dem, vilka enligt denna konvention få återvända till Finland, bemyndigad att överflytta till Finland i fall hon vid äktenskapets ingående avlåtit sådan anmälan, som förutsättes i Ryssland gällande lagar, eller hon efteråt befrias från ryskt medborgarskap.

Likaledes berättigas att till den andra fördragsslutande staten återvända de genom sin härkomst till denna stat hörande kvinnor, vilka varit i äktenskap förenade med någon medborgare i den andra fördragsslutande staten, men blivit änkor eller undfått laglig skilsmässa, därest de i övrigt fylla fordringarna i denna konvention. Jämväl äro de berättigade att medtaga sina barn under 18 år.

Artikel 4.

Vardera fördragsslutande maktens medborgare, vilka på grund av denna konvention önska återvända till hemlandet, äga härom anmäla senast inom sex månader om de äro bosatta i Finland eller europeiska Ryssland samt inom 9 månader om de äro bosatta i asiatiska Ryssland efter denna konventions ikraftträdande. Anmälan jämte därtill hörande handlingar skall inlämnas till myndighet, som ombesörjer evakueringen.

Artikel 5.

Överflyttning till hemlandet sker på den hemvändandes egen begäran. Tvångsvis må sådan evakuering icke företagas.

Artikel 6.

Hemvändande personer, vilka äro anställda i statens tjänst eller befattning, befrias därifrån fjorton dagar efter tidigare skedd uppsägning och äro berättigade att åtnjuta full avlöning ända till befattningstidens utgång.

Artikel 7.

Vardera fördragsslutande maktens medborgare, såväl de, vilka återvända till hemlandet på grund av denna konvention som de, vilka innan denna konventions ikraftträdande återvänt i stöd av fredsfördraget, hava rätt att behålla eller med iakttagande av den i vederbörande land gällande allmänna lagstiftning realisera sin i det andra landet lagligen innehavda lösa och fasta egendom.

Artikel 8.

Vardera fördragsslutande maktens medborgare, vilka återvända till hemlandet i stöd av denna konvention, hava rätt att medföra sin i det andra landet lagligen innehavda lösa egendom, likväl med iakttagande av nedannämnda inskränkningar och bestämmelser.

1 §. Envar från Finland till Ryssland återvändande rysk medborgare må av utförselförbud underkastade varor oförhindrat medföra följande :

1. bröd	15	kilo	eller	36	skålpund	60	solotnik
övriga födoämnen	10	»	»	24	»	40	»
allehanda kolonialvaror . . .	5	»	»	12	»	20	»
socker	5	»	»	12	»	20	»
nytt tyg	10	»	»	24	»	40	»
fabriksalster och läkemedel . .	5	»	»	12	»	20	»
sammanlagt : . . .	50	kilo	eller	3	pud 2	skålpund 8	solotnik ;

2. 1 hektoliter eller 3.82 tshetverik potäter ; och

3. foderämnen för två veckor för de husdjur, vilka åtfölja de hemvändande.

2 § Envar från Ryssland till Finland återvändande finsk medborgare må av utförselförbud underkastade varor medföra följande :

1. ryskt sedelmynt högst 10,000 rubel till den under år 1922 gällande valör ;

2. guld- och platinaföremål, ettvart slag i vikt högst 25 solotnik eller 107 gram samt sålunda, att deras samfällda vikt utgör högst 25 solotnik eller 107 gram per person, och silverarbeten högst 5 skålpund eller 2 kilo per person samt därutöver guld- och silverur jämte ked, förlovnings- och vigselringar, silvercigarrettfodral och damhandväskor av silver högst ett exemplar av varje slag per envar hemvändande person över aderton år ;

3. arbeten av ädelstenar (diamanter, briljanter, safirer, smaragder och rubiner), samt pärlor, vilkas sammanlagda vikt icke överstiger en karat ;

4. symaskiner, en per familj ;

5. enskilda konst- och antika föremål, för såvitt de icke utgöra kollektioner utan äro familjeklenoder ;

6. födoämnen högst 20 skålpund eller 8.2 kilo per person, därav högst 8 skålpund eller 3.2 kilo bröd, 5 skålpund eller 2 kilo köttprodukter och 3 skålpund eller 1.2 kilo mjölkprodukter och 4 skålpund eller 1.6 kilo övriga livsmedel, varav socker högst 1 skålpund eller 0.4 kilo och té högst ¼ skålpund eller 0.1 kilo ;

7. tobakstillverkningar högst 500 stycken cigaretter eller ½ skålpund eller 0.2 kilo tobak per envar hemvändande person över 18 år ;

8. tvål ett stycke toilettvål per person och 1 skålpund eller 0.4 kilo byktvål per familj ;

9. tyg-, skinn- och ledervaror samt galanterivaror ävensom övriga härmed jämförliga alster endast för personligt behov, men icke till försäljning, börande härvid observeras, att överplagg och skodon få medföras högst tvenne stycken eller par av varje slag (pälsar likväl blott en) och underkläder högst sex stycken av varje slag per person ;

10. tryckalster, dokument och handlingar, fotografier och alla slags övriga papper med anteckning att vederbörande myndigheter granskat desamma.

Allenast med i varje fall utverkat tillstånd få hemvändande finska medborgare medföra :

1. större belopp ryskt sedelmynt än ovan nämnts ävensom utländskt mynt, för vars utförsel, tillstånd bör utverkas av folkkommissariatet för finansärenden ;

2. alla slags värdepapper, såsom obligationer, aktier, växlar m.m., för vilkas utförsel likaså erfordras folkkommissariatets för finansärenden tillstånd ;

3. konstgallerier och samlingar samt bibliotek, för vilkas utförsel erfordras folkkommissariatets för utrikeshandeln tillstånd.

3 §. Tillsvidare och så länge trafiksvårigheterna i Ryssland ställa hinder i vägen, få från Ryssland hemvändande finska medborgare förutom handbagage medföra lösegendom högst 10 pud eller 163.8 kilo per envar återvändande person. Idkare av specialyrken, såsom vetenskapsmän, konstnärer, läkare, jordbrukare, hantverkare, arbetare m. fl. äro därutöver berättigade att till hemlandet medföra för yrket nödiga redskap och föremål, med villkor likväl att därom särskild anmälan göres.

Hemvändande personer, vilka färdas längs landsväg, få utöver ovan omförmäld egendom ytterligare medföra bohag, vagnar, kärror, släder och husdjur, vilka höra till hushållet.

Övrig lösegendom, som de hemvändande icke kunna medföra, äro de berättigade att lämna i allmän eller enskild vård, samt senare, efter det trafiksvårigheterna upphört, bortföra, därest densamma icke är underkastad utförselförbud.

Artikel 9.

De fördragsslutande makternas medborgare, vilka i stöd av fredsfördraget återvänt till hemlandet innan denna konvention trätt i kraft, må på grund av särskilt, för varje fall utverkat tillstånd bortföra i det andra landet kvarlämnad och dem lagligen tillkommande egendom, som de icke realiserat.

Artikel 10.

1. §. Från Finland till Ryssland återvändande ryska medborgare äga senast tio dagar innan avresan genom de i denna konventions 12 artikel omförmälda ryska myndigheter till Finlands utrikesministerium inlämna en i tvenne exemplar upprjort förteckning över den egendom de ärna medföra. Det ena exemplaret kvarstannar å finska utrikesministeriet och det andra återlämnas stämplat och försett med anteckning därom, att den hemvändande i stöd av denna konvention är berättigad att bortföra däri upptagen egendom, genom sagda myndigheter till den hemvändande.

2 §. Beträffande ordningen för realiserande och ortförande av egendom tillhörande finska medborgare, vilka från Ryssland återvända till Finland, äro följande bestämmelser gällande:

1. Å evakueringsbyrå för hemresa vederbörligen inregistrerade finska medborgare äga, därest de önska tillgodonjuta dem i denna artikel beviljade förmåner, inom två veckor efter förenämnda inregistrering avlämna förteckning över dem tillhörig egendom till länsstyrelsens administrativa avdelning å deras uppehållsort, därest de befinna sig i länets huvudstad, eller till vederbörande evakueringsbyrå, ifall de uppehålla sig utom länshuvudstaden å sådan ort, där evakueringsbyrå finnes. Förteckningen bör bifogas

av vederbörande evakueringsorgan utfärdat intyg över att ifrågavarande person antecknats såsom hemvändande. Personer, vilka vederbörligen inregistrerats å evakueringsbyrå innan denna konvention trätt i kraft, men icke ännu återvänt till hemlandet, äro förpliktade att avlämna sagda förteckning inom en månad från denna konventions ikraftträdande.

2. I förteckningen bör upptagas den egendom, som vid förteckningens uppgörande tillhör den hemvändande personen enligt Ryska Socialistiska Federativa Rådsrepublikens lagar.

3. Inregistreringsförteckningen skall upprättas i två exemplar av vilka det ena kvarstannar å länsstyrelsens administrativa avdelning eller evakueringsbyrån och det andra, efter det sagda advelning granskat och bekräftat detsamma, överlämnas till anmälaren och utgör bevis över hans rätt till den i förteckningen omförmälda egendomen såväl vid dess bortförande som realiserande.

4. Den egendom, som lämnas i förvar, antecknar länsstyrelsens administrativa avdelning eller evakueringsbyrån i såväl ägarens som avdelningens eller byråns exemplar av förteckningen och avlåter till ägaren ett duplettexemplar av tilläggsförteckningen.

5. Å orten realiserad egendom antecknar länsstyrelsens administrativa avdelning eller evakueringsbyrån i ägarens och det å avdelningen eller evakueringsbyrån befintliga exemplaret av inregistreringsförteckningen. Länsstyrelsens administrativa avdelning eller evakueringsbyrån avgiver åt ägaren bevis över det vid försäljningen influtna penningbeloppet, vilket bevis berättigar den realiserade egendomens ägare att, därest han sådant önskar, överföra sagda penningbelopp eller del därav med folkkomissariatets för finansärenden begivande genom riksbankens kontor eller övriga i Ryssland opererande kreditanstalter till Finland. Med stöd av sagda överföring böra medlen utbetalas senast inom en månad, då desamma emottagits inom det europeiska Ryssland, och inom två månader, då emottagandet skett inom den asiatiska delen av Ryssland, och räknas dessa terminer från den dag medlen emottagits för överföring.

6. Efter det i förteckningen gjorts anteckning om avförandet av de å orten realiserade och i förvar överlämnade föremålen, fastställer länsstyrelsens administrativa avdelning eller evakueringsbyrån förteckningen, som sedan utgör bevis vid egendomens bortförande.

7. Uti inregistreringsförteckningen upptagna, för handels- och industriföretag samt lantbruket nödiga föremål, likasom ock föremål, vilka hava särskild betydelse för bildning och upplysning (såsom vetenskapliga bibliotek, samlingar, laboratorier, konstgallerier m.m.) och vilka enligt vederbörande organs åsikt äro av behovet för den lokala befolkningen, inköpas till pris, som med ägarna överenskommas. Fås avtal icke till stånd, avgöres frågan slutligt av den Finsk-ryska blandade Centralkommittén.

Anmärkning: Penningmedel likasom ock övrigt vederlag, som ägaren erhåller för av honom försåld, i denna punkt omförmäld egendom, överföres till Finland genom förmedling av riksbanken eller annan inom Ryssland opererande kreditanstalt utan någon inskränkning. Beloppet deponeras och utbetalas, ifall ägaren sådant önskar, i samma valuta som detsamma av vederbörande anstalt erlagts. De överförda medlen utbetalas senast inom en månad, då remissan emottagits inom det europeiska Ryssland, och inom två månader, då detta skett inom den asiatiska delen av Ryssland, och räknas dessa terminer från den dag medlen emottagits för remiss.

8. Finska medborgare, vilka i stöd av fredsfördraget återvänt till hemlandet innan denna konvention trätt i kraft, äro berättigade att inom fyra månader efter konventionens ikraftträdande inlämna förteckning över sin i Ryssland kvarblivna, lagligen innehavda egendom till länsstyrelsens administrativa avdelning å den ort, där egendomen befinner sig antingen genom Finlands diplomatiska representation eller konsulat, därest sådan i Ryssland inrättas, eller ock genom de enskilda personer, i vilkas vård egendomen kvarlämnats. Beträffande realiserande och bortförande av sådan egendom, skola iakttagas bestämmelserna i vederbörande punkter av denna artikel.

Artikel 11.

Egendom, som av hemvändande medborgare från landet utföres, är befriad från tull- och andra avgifter.

Artikel 12.

Återsändandet ombesörjes å den stats vägnar, som emottager de hemvändande medborgarna, av respektiva stats diplomatiska representation eller konsulat, därest sådana framdeles inrättas.

Utväxlingsplatser äro Valkeasaari station på ryska sidan och Rajajoki station på finska sidan.

Artikel 13.

I föregående artikel omförmälda organ hava rätt att till det land, från vilket de hemvändande medborgarna återsändas, till fördelning bland dessa införa för deras personliga bruk nödiga livsmedel klädesplagg, bränsle, läkemedel och husgeråd samt att anskaffa sådana jämväl inom sagda land. Dock skall varje försändelse av dylika förnödenheter av den andra fördragsslutande maktens tullmyndigheter vid gränsen undersökas för att konstatera, att i denna artikel medgiven rätt icke missbrukas genom försändande av större mängder eller andra förnödenheter, än vad för de hemvändandes är oundgängligt. Varje dylik försändelse skall förses med intyg däröver, att den är avsedd för hemvändande. Sådana intyg utfärdas av folkkommissariatets för utrikeshandeln delegerade i Finland för de varor, som försändas till fördelning mellan finska, från Ryssland hemvändande medborgare, och av Finlands legation i Ryssland för de varor, som försändas till fördelning mellan ryska, från Finland hemvändande medborgare.

Fördelningen mellan hemvändande medborgare av i denna artikel omförmälda förnödenheter och föremål övervakas av utrikesministeriets representant i Finland och folkkommissariatets för utrikesärenden representant i Ryssland.

Artikel 14.

I denna konventions 12 artikel omförmälda organ, vilka ombesörja återsändandet, äro berättigade att genom förmedling av den andra fördragsslutande maktens utrikesmyndigheter erhålla av sistnämnda stats myndigheter tjänstebiträde för anskaffande av upplysning om de hemvändandes antal och vistelseort samt om avlidna medborgare ävensom dessas släktskaps- och äktenskapsförhållanden.

Artikel 15.

Forslingen till gränsen av vardera statens hemvändande medborgare och dessas egendom sker på de hemvändandes egen eller deras hemlands bekostnad.

Artikel 16.

Den tekniska organisationen för ryska medborgares i Finland återsändande fastställes efter samfälld överenskommelse mellan Finlands utrikesministerium och Rysslands i Finland varande beskickning.

Från Ryssland hemvändande finska medborgare inregistreras å rysk evakueringsbyrå. I denna konventions 12 artikel omförmälda finska myndigheter hava rätt att emottaga anmälningar av de finska medborgare, vilka önska återvända till hemlandet, samt att vända sig till ryska evakueringsorgan med anhållan, att sagda finska medborgare måtte införas i inregistreringförteckningen. De inregistrerade finska medborgarna försändas till hemlandet i allmänhet i den ordning, vari de införts i registret.

De hemvändande transporteras i grupper, vilka få bestå av högst 500 personer varje. I förekommande fall kunna de även försändas en och en.

Förteckningar över de till resp. grupp hörande personer uppgöras av rysk evakueringsbyrå efter avtal med Finlands legation eller konsulat, därest sådana inrättas.

Senast tio dagar innan varje grupps avsändande överlämnar den ryska evakueringsbyrån till vederbörande finska myndigheter förteckning, i vilken skall upptagas de till gruppen hörande personernas för- och tillnamn, ålder, senaste vistelseort i det främmande landet och i hemlandet (kommun) och bör förteckningen senast inom sju dagar återställas vederbörligen godkänd.

Anmärkning : Kunna häktade eller anhållna personer icke frigivas och befordras till hemlandet i samband med en grupp, sändas de enskilt och under bevakning, varvid jämväl böra överstyras dem berörande handlingar antingen i original eller i avskrift, bestyrkt på sätt i envar stat är stadgat.

Artikel 17.

I händelse den återsändende statens myndigheter uppställa hinder för någon till en grupp hörande persons avresa, överföres sagda person, efter det hindred avlägsnats, till nästföljande avgående grupp.

Artikel 18.

Vardera fördragsslutande maktens regering förbinder sig att kungöra denna konvention till allmän kännedom snarast möjligt och senast inom tre veckor efter dess undertecknande.

Artikel 19.

Denna konvention är upprättad i två exemplar på finska, svenska och ryska språken, och äga samtliga texter samma giltighet.

Artikel 20.

Denna konvention träder i kraft omedelbart efter dess undertecknande.

Till bekräftande av ovanstående hava vardera fördragsslutande partens befullmäktigade ombud undertecknat denna konvention och försett densamma med sina sigill.

HELSINGFORS, *den* 12, *augusti* 1922.

(L. S.) A. AHONEN,
(L. S.) P. J. HYNNINEN,
(L. S.) A. E. ALFTHAN,
(L. S.) VÄINÖ HUPLI,
(L. S.) Y. W. PUHAKKA.

[1] TRADUCTION.

No. 489. — CONVENTION ENTRE LA RÉPUBLIQUE DE FINLANDE ET LA RÉPUBLIQUE SOCIALISTE FÉDÉRATIVE DES SOVIETS DE RUSSIE, RELATIVE AU RAPATRIEMENT DES RESSORTISSANTS DES DEUX PARTIES CONTRACTANTES DANS LEURS PAYS RESPECTIFS, SIGNÉE A HELSINGFORS LE 12 AOUT 1922.

LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DE FINLANDE et LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE SOCIALISTE FÉDÉRATIVE DES SOVIETS DE RUSSIE, désireux de donner effet, dans le plus bref délai possible, aux dispositions de l'article 35 du Traité signé à Dorpat le 14 octobre 1920, concernant le rapatriement des ressortissants finlandais et russes, ont décidé de conclure l'Accord ci-dessous. Cet Accord a pour objet de déterminer les conditions dans lesquelles le rapatriement sera effectué et les mesures qui devront être prises à cet effet ; le soin d'élaborer et de signer le texte de la Convention est confié à une Commission centrale mixte finlando-russe. A cette fin, les deux Gouvernements ont désigné pour leurs plénipotentiaires :

LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DE FINLANDE :

MM. A. AHONEN,
P. J. HYNNINEN,
A. E. ALFTHAN,
V. HUPLI,
Y. W. PUHAKKA.

LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE SOCIALISTE FÉDÉRATIVE DES SOVIETS DE RUSSIE :

MM. S. M. FRANKFURT,
A. M. SMIRNOFF,
A. P. SELENOI,
A. M. IGNATIEFF,
N. P. KOLTSCHANOVSKI,

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

[1] TRANSLATION.

No. 489. — CONVENTION BETWEEN THE FINNISH REPUBLIC AND THE RUSSIAN SOCIALIST FEDERAL SOVIET REPUBLIC CONCERNING THE REPATRIATION OF THE NATIONALS OF THE TWO CONTRACTING PARTIES TO THEIR RESPECTIVE COUNTRIES, SIGNED AT HELSINGFORS, AUGUST 12, 1922.

THE GOVERNMENT OF THE FINNISH REPUBLIC and THE GOVERNMENT OF THE RUSSIAN SOCIALIST FEDERAL SOVIET REPUBLIC, being desirous of carrying out, as early as possible, the provisions of Article 35 of the Treaty signed at Dorpat on October 14, 1920, regarding the repatriation of Finnish and Russian nationals, have decided to conclude the following Convention regarding the conditions under which this repatriation is to be effected and the me sures which are to be taken for this purpose, leaving the drawing up and signing of the Convention to the mixed Finnish-Russian Central Committee, and for this purpose have appointed as their Plenipotentiaries :

FOR THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF FINLAND :

A. AHONEN,
P. J. HYNNINEN,
A. E. ALFTHAN,
V. HUPLI,
Y. W. PUHAKKA ;

FOR THE GOVERNMENT OF THE RUSSIAN SOCIALIST FEDERAL SOVIET REPUBLIC :

S. M. FRANKFURT,
A. M. SMIRNOFF,
A. P. SELENOI,
A. M. IGNATIEFF,
N. P. KOLTSCHANOVSKI,

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations.

lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article 1.

Les deux Parties contractantes s'engagent à achever, aussitôt que possible, l'évacuation déjà commencée des ressortissants russes résidant en Finlande et des ressortissants finlandais résidant en Russie.

Article 2.

La présente Convention s'applique non seulement d'une manière générale à tous les ressortissants finlandais résidant en Russie et à tous les ressortissants russes résidant en Finlande, mais également à ceux d'entre eux (y compris les prisonniers de guerre) qui ont été condamnés, ou qui sont poursuivis, ou détenus pour des délits politiques commis avant l'entrée en vigueur du Traité de Paix et de même nature que les délits visés aux paragraphes 3 et 4 de l'article 35 dudit Traité de Paix ; ou encore à ceux d'entre lesdits ressortissants qui sont emprisonnés pour l'une quelconque des autres raisons mentionnées aux dits paragraphes.

La présente Convention s'applique également à tous les ressortissants des Parties contractantes qui ont été mis en accusation ou condamnés dans le territoire de l'autre Partie pour des délits quelconques sans gravité.

Les délits d'ordre général commis en vue de préparer l'exécution ultérieure de délits politiques seront, à condition que le délinquant remplisse les conditions requises pour le rapatriement aux termes du Traité de Paix, considérés comme délits politiques, au sens du présent article, et ne constitueront pas un obstacle au rapatriement de l'intéressé.

Article 3.

L'expression « ressortissants russes » ne s'applique qu'aux personnes résidant en Finlande qui peuvent prouver leur nationalité russe antérieure à l'aide d'un des documents suivants : passeport russe pour l'intérieur ou pour l'étranger, acte de naissance, extrait des registres de l'état civil, pièces relatives au service militaire, certificat de mérite, titres universitaires, etc,

who, after communicating their full powers, which were found to be in good and due form, have agreed to the following provisions :

Article 1.

The two Contracting Parties undertake to complete, as early as possible, the evacuation, which has already been commenced, of Russian nationals resident in Finland and of Finnish nationals resident in Russia.

Article 2.

The present Convention shall apply not only to nationals of the Contracting Powers, but also, in particular, to Finnish nationals in Russia and to Russian citizens in Finland (including prisoners of war) who have been sentenced, or are being tried, or are in custody, for political offences of the nature referred to in paragraphs 3 and 4 of Article 35 of the Treaty of Peace, committed before the Treaty of Peace came into force, or who are in custody for other reasons referred to in the said paragraphs.

The present Convention shall also apply to all nationals of the Contracting Parties who have been indicted or sentenced in the territory of the other Contracting Party for miscellaneous offences not of a serious character.

Offences of a general nature which are committed as preparatory steps to the commission of political offences shall, provided the delinquent is eligible for repatriation under the terms of the Treaty of Peace, be regarded as political offences within the meaning of this article, and shall not prevent repatriation.

Article 3.

The term " Russian nationals " shall only apply to persons residing in Finland who can prove that they were formerly of Russian nationality by the production of a Russian internal or foreign passport, birth certificate, an extract from the records of the public registrar's offices, documents concerning military service, certificate of merit, education

ou qui peuvent produire un certificat délivré par les autorités compétentes de la République socialiste fédérative des Soviets de Russie, attestant qu'elles sont reconnues comme sujets russes.

L'expression « ressortissants finlandais » s'applique aux personnes qui, à leur arrivée en Russie, possédaient un passeport délivré par les autorités compétentes de la République de Finlande ; il s'applique également aux personnes qui, avant la déclaration d'indépendance de la Finlande, étaient reconnues, d'après la législation de l'ancien Grand-Duché de Finlande comme sujets finlandais, et qui n'ont pas, depuis cette époque, perdu leur nationalité finlandaise.

Les ressortissants finlandais pourront produire, pour prouver leur nationalité, l'une quelconque des pièces suivantes :

1. un passeport et un certificat de domicile délivrés soit par l'ancien bureau finlandais des passeports à Pétrograd, soit par les autorités de district ou de police de l'ancien Grand-Duché de Finlande, soit par les gouverneurs de provinces ;

2. un acte de naissance ou un extrait des rôles de l'impôt ou des registres de district, délivré par les autorités finlandaises et visé par la légation de la République socialiste fédérative des Soviets de Russie en Finlande, ou par son consulat dans les endroits où il en existe un ;

3. toutes pièces indiquant que l'intéressé a accompli son service militaire dans les armées de l'ancien Grand-Duché de Finlande.

Les dispositions de la présente Convention s'appliquent également aux femmes mariées retournant dans leur pays, ou aux enfants habitant avec leurs parents.

Toute femme qui, après le 22 octobre 1918, a épousé un Finlandais résidant en Russie, mais qui, à d'autres égards, ne rentre pas dans la catégorie des personnes pouvant être rapatriées en Finlande aux termes de la présente Convention, aura droit au rapatriement en Finlande si, au moment où elle a contracté mariage, elle a fait la déclaration d'option requise par les lois en vigueur en Russie, ou si elle a, par la suite, perdu sa nationalité russe.

Les femmes appartenant par leur origine à l'un des Etats contractants pourront être rapatriées dans l'autre Etat si elles ont épousé

diplomas, etc., or who can produce a certificate from the competent authorities of the Russian Socialist Federal Soviet Republic that they are recognised as Russian nationals.

The term " Finnish nationals " shall apply to persons who on arrival in Russia were in possession of a passport issued by the competent authorities of the Finnish Republic and also to persons who, prior to the declaration of independence of Finland, were recognised under the laws of the former Grand-Duchy of Finland as Finnish citizens, and who have not since that time lost their Finnish nationality.

Evidence regarding Finnish citizenship may consist of :

(1) Passports and certificates of residence drawn up by the former Finnish Passport Office in Petrograd, or by the District and Police authorities of the former Grand-Duchy of Finland, or by the provincial Governors ;

(2) Birth certificates or extracts from taxation registers or district registers drawn up by the Finnish authorities and visaed by the Legation of the Russian Socialist Federal Soviet Republic in Finland, or by its Consulate, where such a consulate exists ;

(3) Documents showing that the person in question has performed his military service in the forces of the former Grand-Duchy of Finland.

The provisions of this Convention shall also apply to wives returning to their country, and to children who are living with their parents.

A woman who has contracted a marriage, after October 22, 1918, with a Finnish citizen living in Russia, but who in other respects does not belong to the category of persons to be sent back to Finland under the present Agreement, shall be authorised to go back to Finland, provided that at the time when she contracted the marriage she made a declaration such as is required by the laws in force in Russia, or that she subsequently lost her Russian nationality.

Women belonging by origin to one of the Contracting States shall be allowed to return to the other Contracting State if they have

un ressortissant de ce dernier Etat et sont devenues veuves ou ont légalement divorcé, pourvu qu'elles remplissent à d'autres égards les conditions requises par la présente Convention. Elles auront également le droit d'emmener avec elles leurs enfants âgés de moins de 18 ans.

Article 4.

Les ressortissants des deux Parties contractantes qui désirent être rapatriés, conformément aux dispositions de la présente Convention, devront, dans les six mois qui suivront l'entrée en vigueur de cette Convention, s'ils résident en Finlande ou en Russie d'Europe, et dans les neuf mois qui suivront cette entrée en vigueur, s'ils résident en Russie d'Asie, adresser une demande à cet effet, accompagnée des pièces requises, à l'autorité chargée d'assurer le rapatriement.

Article 5.

Le rapatriement s'effectuera sur la demande des intéressés et ne pourra être rendu obligatoire.

Article 6.

Les rapatriés qui occupent un emploi public seront libérés de leurs fonctions quatorze jours après avoir donné leur démission ; ils auront le droit de réclamer le paiement intégral de leur traitement, jusqu'au jour où ils auront quitté leur service.

Article 7.

Les ressortissants des deux Parties contractantes, qui sont rapatriés en vertu de la présente Convention, et ceux qui ont été rapatriés en vertu du Traité de Paix, avant l'entrée en vigueur de la présente Convention, auront le droit de conserver ou de liquider, conformément à la législation générale en vigueur dans le pays intéressé, tous biens meubles et immobiliers légalement possédés par eux dans l'autre pays.

been married to a national of the other Contracting State, but have become widows or have been legally divorced, provided that they have in other respects fulfilled the requirements of the present Agreement. They shall also be entitled to take with them their children under 18 years of age.

Article 4.

Citizens of both Contracting Parties who desire to return to their own country under the terms of the present Agreement shall notify the authorities of their desire within six months, if they are resident in Finland or European Russia, or, if they are resident in Asiatic Russia, within nine months, of the coming into force of the present Agreement. The notification and the documents relative thereto shall be submitted to the Authority which is carrying out the repatriation.

Article 5.

Repatriation shall take place at the request of the persons concerned, and compulsion may not be resorted to for this purpose.

Article 6.

Persons returning to their own country who are in Government service or employment shall be discharged from such employment fourteen days after having given notice, and shall be entitled to claim full pay up to the end of their period of service.

Article 7.

Nationals of the two Contracting Parties, both those who are returning to their own country under the terms of the present Convention and those who returned under the terms of the Peace Treaty before the coming into force of the present Agreement, shall be entitled to retain or to liquidate, in accordance with the general legislation in force in the country concerned, all movable and immovable property lawfully possessed by them in the other country.

Article 8.

Les ressortissants des deux Parties contractantes qui sont rapatriés en vertu de la présente Convention, auront le droit, sous réserve des restrictions et règlements énumérés ci-dessous, d'emporter dans l'autre pays les biens meubles qu'ils possèdent légalement.

§ 1. Les ressortissants russes rapatriés de Finlande en Russie sont autorisés à emporter les articles suivants, dont l'exportation est prohibée :

1. Pain, 15 kilos ou 36 skålpund ou 60 solotniks ;
   Autres denrées alimentaires, 10 kilos ou 24 skålpund ou 40 solotniks;
   Toutes espèces de denrées coloniales, 5 kilos ou 12 skålpund ou 20 solotniks ;
   Sucre, 5 kilos, ou 12 skålpund ou 20 solotniks ,
   Vêtements neufs, 10 kilos ou 24 skålpund ou 40 solotniks;
   Produits manufacturés et médicaments, 5 kilos ou 12 skålpund ou 20 solotniks ;
   50 kilos ou 3 pouds, 2 skålpund ou 8 solotniks.
2. 1 hectolitre ou 3,82 « tshetveriks », de pommes de terre et,
3. des provisions en quantité suffisante pour assurer pendant 15 jours la nourriture des animaux domestiques qui accompagnent les rapatriés.

§ 2. Les ressortissants finlandais rapatriés de Russie en Finlande, pourront emporter les articles suivants, dont l'exportation est prohibée :

1. du papier monnaie russe jusqu'à concurrence d'une somme ne dépassant pas 10.000 roubles, au cours en vigueur en 1922 ;

2. toutes espèces d'objets en or ou en platine, dont le poids ne dépasse pas 25 « solotniks » ou 107 grammes, ou autres objets analogues dont le poids ne dépasse pas 25 « solotniks » ou 107 grammes pour chaque personne ; des objets en argent ne dépassant pas 5 « skålpund » ou 2 kilos pour chaque personne et, en outre,

Article 8.

Nationals of the two Contracting Parties, who are returning to their own country under the terms of the present Agreement, shall be entitled, subject to the restrictions and regulations given below, to take with them into the other country movable property lawfully possessed by them.

Paragraph 1. Russian nationals returning from Finland to Russia may take with them without hindrance the following articles, the export of which is prohibited :

(1) Bread, 15 kilos or 36 pounds (skålpund), 60 zolotniks.
   Other foodstuffs, 10 kilos or 24 pounds (skålpund), 40 zolotniks.
   Groceries of all kinds, 5 kilos or 12 pounds (skålpund), 60 zolotniks.

   Sugar, 5 kilos or 12 pounds (skålpund), 20 zolotniks.
   New clothing, 10 kilos or 24 pounds (skålpund), 40 zolotniks.
   Manufactured articles and medicines, 5 kilos or 12 pounds (skålpund), 20 zolotniks, 50 kilos, or 3 poods, 2 pounds, 8 zolotniks.

(2) 1 hectolitre or 3.82 chetveriks of potatoes ; and

(3) Two weeks' supplies of food for the domestic animals accompanying the persons repatriated.

Paragraph 2. Finnish nationals returning from Russia to Finland may take with them the following articles, the export of which is prohibited :

(1) Russian paper currency to an amount not exceeding 10,000 roubles at the value current in 1922.

(2) Articles of all kinds made of gold or platinum, the weight of which does not exceed 25 zolotniks or 107 grammes, or similar articles the total weight of which does not exceed 25 zolotniks or 107 grammes per person ; articles of silver weighing not more than 5 pounds (skålpund) or 2 kilos per person, and,

des montres, chaînes, bagues de fiançailles et alliances, en or ou en argent ; des étuis à cigarettes et des bourses de dame, en argent. Tout rapatrié âgé de plus de 18 ans ne pourra emporter plus d'un objet de chaque espèce citée ;

3. les objets incrustés de pierres précieuses (diamants, brillants, saphirs, émeraudes, rubis) et de perles ; le poids total des pierres précieuses ou des perles ne devra pas dépasser 1 carat ;

4. des machines à coudre, une par famille ;

5. des objets d'art ou objets anciens, qui ne constituent pas des collections, sauf s'il s'agit d'objets de famille ;

6. des denrées alimentaires, dont le poids ne dépasse pas 20 « skålpunds » ou 8 kg. 2 par personne, et comprenant au plus : 8 « skålpunds » ou 3 kg. 2 de pain ; 5 « skålpunds » ou 2 kg. de viande ; 4 « skålpunds ou 1 kg. 2 de produits de laiterie, 4 « Skålpunds » ou 1 kg. 6 d'autres denrées alimentaires, comprenant au plus 1 « skålpund, » ou 400 grammes de sucre et ¼ de « skålpund » ou 100 grammes de thé ;

7. tabac, cigarettes : 500 cigarettes au plus ou ½ « skålpund » ou 200 grammes de tabac par personne âgée de plus de 18 ans ;

8. savon : 1 pain de savon de toilette par personne et 1 « skålpund » ou 400 grammes de savon de ménage par famille ;

9. articles en étoffe, en peau ou en cuir et objets de fantaisie, ainsi que tous autres articles analogues destinés exclusivement à l'usage personnel et non à la vente ; à cet égard, il y a lieu de signaler que lorsqu'il s'agit de vêtements de dessus et de chaussures, les rapatriés pourront emporter 2 articles ou 2 paires au plus de chaque sorte (s'il s'agit de manteaux de fourrure, un seul par personne) ; s'il sagit de vêtements de dessous, les rapatriés pourront emporter au plus 6 articles de chaque sorte par personne ;

10. tous imprimés, documents, actes, photographies et toute autre espèce de papiers, pourvu, toutefois, qu'ils aient été examinés par les autorités compétentes.

Les articles suivants ne pourront être emportés par les ressortissants finlandais que s'ils

in addition, gold and silver watches and chains, engagement and wedding rings, silver cigarette cases and ladies' silver purses, not more than one article of each kind being allowed for each repatriated person of over 18 years of age.

(3) Articles made with precious stones (diamonds, brilliants, sapphires, emeralds, rubies) and pearls, the total weight of which does not exceed one carat.

(4) Sewing-machines, one per family.

(5) Works of art or antiques, if they do not form collections, except in the case of family heirlooms.

(6) Articles of food to an amount not exceeding 20 pounds or 8.2 kilos per person, including an amount not exceeding 8 pounds or 3.2 kilos of bread, 5 pounds or 2 kilos, of meat products, and 4 pounds or 1.2 kilos of milk products, and 4 pounds or 1.6 kilos of other foodstuffs, including not more than 1 pound or 0.4 kilo of sugar, and not more than ¼ pound or 0.1 kilo of tea.

(7) Articles made of tobacco : not more than 500 cigarettes, or ½ pound or 0.2 kilo of tobacco per person over 18 years of age.

(8) Soap : one piece of toilet soap per person, and 1 pound or 0.4 kilo of household soap per family.

(9) Articles of cloth, hide or leather, and fancy goods, and other similar products, intended for personal use only but not for sale ; in this connection it should be noted that in the case of outer garments and boots and shoes not more than two articles or pairs of each kind (in the case of fur coats only one) may be taken, and in the case of underclothing not more than six articles of each kind per person.

(10) Printed matter, documents, deeds, photographs and all other kinds of paper, provided, however, that they have been examined by the proper authorities.

The following articles may only be taken with them by repatriated Finnish nationals

en ont reçu l'autorisation dans chaque cas particulier :

1. le papier-monnaie russe, pour une somme supérieure à celle qui est indiquée plus haut, et les monnaies étrangères dont l'exportation doit être autorisée par le Commissariat du peuple aux Finances ;

2. les valeurs de toute espèce : obligations, actions, lettres de change, etc., dont l'exportation doit être autorisée par le Commissariat du peuple aux Finances.

3. les collections artistiques et les bibliothèques, dont l'exportation doit être autorisée par le Commissariat du peuple aux Affaires étrangères.

§ 3. Jusqu'à nouvel ordre et tant que les difficultés de transport persisteront en Russie, les ressortissants finlandais rapatriés auront droit, outre leurs colis à main, à 10 pouds ou 163 kg. 8, au plus, de bagages par personne. Les personnes exerçant une profession ou un métier spécial, c'est-à-dire les savants, artistes, docteurs, cultivateurs, artisans, ouvriers, etc., pourront, en outre, emporter avec eux les instruments de travail nécessaires à l'exercice de leur profession ou métier, pourvu, toutefois, qu'ils aient obtenu une autorisation spéciale à cet effet.

Les rapatriés voyageant par route peuvent transporter avec eux, outre les objets mentionnés plus haut, les meubles, voitures, charrettes, traîneaux et animaux domestiques qui leur appartiennent.

Les rapatriés auront le droit de confier à des établissements publics ou à des particuliers la garde de tous les biens qu'ils n'auront pu emporter avec eux au moment de leur rapatriement ; ils pourront, par la suite, faire venir ces biens lorsque les difficultés de transport auront disparu, pourvu, toutefois, que lesdits biens ne rentrent pas dans la catégorie des articles dont l'exportation est prohibée.

Article 9.

Les ressortissants des deux Parties contractantes qui ont été rapatriés, conformément aux dispositions du Traité de paix, avant que la présente Convention ne soit entrée en vigueur, pourront, en faisant valoir, dans chaque cas particulier, des raisons spéciales, obtenir l'au-

if they have received permission to do so in each individual case :

(1) Russian paper currency in excess of the amounts referred to above, and foreign currency, for the export of which the permission of the People's Commissariat for Financial Affairs is necessary ;

(2) Securities of all kinds, such as bonds, shares, bills of exchange, etc., for the export of which the permission of the People's Commissariat for Financial Affairs is necessary ;

(3) Art collections and libraries, for the export of which the permission of the People's Commissariat for Foreign Affairs is necessary.

Paragraph 3. For the present, and so long as the traffic difficulties in Russia continue, Finnish nationals returning from Russia to their own country may take with them, besides their hand-luggage, not more than 10 poods or 163.8 kilos per person. Persons engaged in special professions or occupations, such as scientists, artists, doctors, farmers, artisans, labourers, etc., shall, in addition, be entitled to take with them to their own country tools and appliances required in their profession, provided always that they have obtained special permission to do so.

Repatriated persons who travel by road may take with them, in addition to the property referred to above, furniture, carriages, carts, sledges, and domestic animals belonging to their household.

Repatriated persons shall have the right to place in public or private trust property which they cannot take with them, and they may subsequently remove such property when traffic difficulties have been removed, provided that such property is not subject to export prohibitions.

Article 9.

Nationals of the two Contracting Parties who have returned to their homes under the terms of the Treaty of Peace, before the present Agreement has come into force, may, by reason of special circumstances to be stated in each individual case, remove unliquidated property

torisation de faire venir tous les biens non liquidés qu'ils ont laissés dans l'autre pays et qui leur appartiennent légalement.

Article 10.

§ 1. Les ressortissants russes rentrant de Finlande en Russie devront, dix jours au moins avant leur départ, adresser au Ministère des Affaires étrangères finlandais, par l'intermédiaire des autorités russes mentionnées à l'article 12 de la présente Convention, un inventaire, en double exemplaire, des biens qu'ils ont l'intention d'emporter avec eux. Le Ministère finlandais des Affaires étrangères conservera un exemplaire de l'inventaire et renverra aux intéressés, par l'intermédiaire des autorités mentionnées ci-dessus, le second exemplaire, revêtu du sceau dudit Ministère et accompagné d'une note attestant que les rapatriés en question sont autorisés, aux termes de la présente Convention, à emporter avec eux les biens énumérés dans l'inventaire.

§ 2. La liquidation et l'enlèvement des biens appartenant aux ressortissants finlandais rapatriés de Russie en Finlande seront réglées par les dispositions suivantes :

1. Les ressortissants finlandais, dûment inscrits au bureau de rapatriement, qui désirent bénéficier des avantages accordés par le présent article, devront, dans les deux semaines qui suivront leur inscription, fournir un inventaire de leurs biens aux autorités administratives provinciales de leur lieu de résidence, s'ils habitent la capitale de la province, ou au bureau de rapatriement compétent, s'ils habitent, en dehors de la capitale, dans un endroit où existe un bureau de rapatriement. Le bureau compétant établira et joindra à l'inventaire un certificat attestant que la personne en question est dûment inscrite comme ayant droit au rapatriement. Les personnes qui ont été dûment inscrites au bureau de rapatriement avant l'entrée en vigueur de la présente Convention, mais qui ne sont pas encore rentrées dans leur pays, devront fournir l'inventaire susmentionné dans un délai d'un mois, à dater de l'entrée en vigueur de la présente Convention.

2. L'inventaire comprendra les biens qui appartenaient légalement au rapatrié, which has been left in the other country and to which they may lawfully lay claim.

Article 10.

Paragraph 1. Russian nationals returning from Finland to Russia shall, within ten days of their departure, supply to the Finnish Ministry for Foreign Affairs, through the Russian authorities referred to in Article 12 of the present agreement, an inventory in duplicate of the property which they propose to take with them. The Finnish Ministry for Foreign Affairs shall retain one copy and shall stamp the other and return it through the above-mentioned authorities to the person concerned, with a notice to the effect that the repatriated person in question is entitled under the terms of the present Agreement to remove the property referred to in the inventory.

Paragraph 2. As regards the decree concerning the liquidation and removal of property belonging to Finnish nationals returning from Russia to Finland, the following regulations shall apply :

(1) Finnish nationals duly registered at the Repatriation Office shall, if they wish to avail themselves of the benefits allowed under the present article, supply, within two weeks after such registration, an inventory of their property to the Provincial Administrative Authorities at their place of residence, if they reside at the capital of the province ; or at the competent Repatriation Office, if they reside outside the capital at a place where a Repatriation Office is situated. The Repatriation Office concerned must draw up and attach to the inventory a certificate to the effect that the person referred to has been registered as a repatriated person. Persons who have been duly registered at the Repatriation Office, but who have not yet returned to their own country, shall be bound to provide the inventory referred to above within one month from the coming into force of the present Agreement.

(2) The inventory shall include the property legally belonging to the repa-

conformément à la législation de la République socialiste fédérative des Soviets de Russie, au moment où l'inventaire a été dressé.

3. L'inventaire fourni par les personnes inscrites en vue du rapatriement sera établi en deux exemplaires, dont l'un sera conservé par les autorités administratives provinciales ou par le bureau de rapatriement, suivant le cas, et l'autre, après avoir été examiné et reconnu conforme par les autorités susmentionnées, sera remis à la personne qui a établi l'inventaire ; Cet exemplaire constituera une preuve de ses droits de propriété sur les biens énumérés dans ledit inventaire, et lui conférera également l'autorisation d'emporter ou de liquider les biens en question.

4. Les autorités administratives provinciales ou le bureau de rapatriement, suivant le cas, indiqueront sur l'exemplaire de l'inventaire qui se trouve entre leurs mains, ainsi que sur l'exemplaire du propriétaire, les biens qui ont été remis en dépôt par le propriétaire ; les dites autorités ou ledit bureau enverront au propriétaire un duplicata de l'inventaire supplémentaire.

5. Les biens qui ont été liquidés sur place seront portés par les autorités administratives provinciales ou par le bureau de rapatriement, sur l'exemplaire de l'inventaire enregistré du propriétaire, ainsi que sur l'exemplaire conservé par lesdites autorités ou par ledit bureau. Les autorités administratives provinciales ou le bureau de rapatriement informeront le propriétaire du résultat de la vente des biens, et cet avis donnera droit au propriétaire des biens liquidés de virer en Finlande, s'il le désire, et sous réserve du consentement du Commissariat du peuple aux Finances, tout ou partie du produit de la vente, par l'intermédiaire de la Banque nationale finlandaise ou de tout autre établissement de banque finlandais opérant en Russie. Lorsque ce virement aura été effectué, la somme sera versée à l'intéressé dans les délais suivants : dans un délai d'un mois à dater du jour où la somme à virer aura été versée, si le versement a été effectué en Russie d'Europe ; dans un délai de deux mois à dater du même jour si le versement a été effectué en Russie d'Asie.

triated person at the time of drawing up the inventory in accordance with the laws of the Russian Socialist Federal Soviet Republic.

(3) The registered inventory shall be prepared in duplicate, one copy being retained by the Provincial Administrative Authorities or the Repatriation Office, as the case may be, and the other, after having been examined and certified correct by the above-mentioned authorities, shall be handed to the person making the declaration and shall constitute a proof of his right to the property referred to in the inventory and also to the removal and liquidation of the property.

(4) The Provincial Administrative Authorities, or the Repatriation Office, as the case may be, shall indicate property which has been placed in trust both in the copy of the inventory held by the owner and also in that held by the Administrative Authorities or Repatriation Office, and shall forward to the owner a duplicate copy of the supplementary inventory.

(5) Property which has been liquidated on the spot shall be indicated by the Provincial Administrative Authorities or the Repatriation Office in the owner's copy of the registered inventory and also in that held by the Administrative Authorities or Repatriation Office. The Provincial Administrative Authorities or the Repatriation Office shall notify to the owner the sum realised by the sale of the property, and this notice shall entitle the owner of the property liquidated, should he so desire, to transfer such sum or part thereof, subject to the consent of the People's Commissary for Financial Affairs, to Finland through the intermediary of the National Bank or any other Banking Institution carrying on business in Russia. When this transfer has been made, the sum shall be paid out within a period of one month after it has been received in European Russia, or within two months after it has been received in the case of Asiatic Russia, these periods being reckoned as from the day on which the sum is received for transfer.

6. Lorsqu'il a été indiqué dans l'inventaire que les sommes laissées en dépôt et provenant de la liquidation sur place d'un bien doivent être restituées au propriétaire, les autorités administratives provinciales ou le bureau de rapatriement certifieront conforme l'inventaire, qui constituera pour le propriétaire une pièce l'autorisant à emporter les sommes en question.

7. Les articles énumérés dans l'inventaire, qui sont nécessaires soit à un commerce, soit à une industrie, soit à l'agriculture, et les articles qui présentent une importance particulière au point de vue intellectuel ou éducatif (tels que bibliothèques scientifiques, collections, laboratoires, galeries d'art), et qui, de l'avis de l'autorité compétente, sont indispensables à la population de la localité, pourront être achetés à un prix qui sera fixé d'un commun accord avec le propriétaire. Si un accord ne peut intervenir, la question sera renvoyée, pour être définitivement réglée, à la Commission centrale mixte finlando-russe.

Note. — La somme d'argent ou autre indemnité revenant au propriétaire en compensation de tout bien appartenant à la catégorie mentionnée au paragraphe 7 et qui aura été vendu par les autorités, sera, sans restriction, virée en Finlande, par l'intermédiaire de la Banque nationale ou de tout autre établissement de banque opérant en Russie. La somme sera déposée et payée, si le propriétaire le désire, dans la monnaie dont se sert la Banque où aura été effectué le dépôt. La somme en question sera payée au plus tard dans les délais suivants : dans le délai d'un mois à dater du jour où la somme à virer aura été versée, si le virement a été effectué en Russie d'Europe ; dans le délai de deux mois à dater de ce même jour, si le virement a été effectué en Russie d'Asie.

8. Les ressortissants finlandais qui sont retournés dans leur pays, conformément aux dispositions du Traité de paix, et avant que la présente Convention soit entrée en vigueur, auront le droit, dans les quatre mois qui suivront l'application de la présente Convention, d'adresser aux autorités administratives provinciales du lieu où sont situés leurs biens, une liste des biens

(6) When it has been noted in the inventory that the proceeds left in trust are to be released, in the case of an article which has been liquidated on the spot, the Provincial Administrative Authorities or the Repatriation Office shall certify the inventory which shall then entitle the owner to release the property.

(7) Articles shown in the inventory which are necessary for trade or industrial enterprises or for agriculture, and articles which are of especial importance for educational purposes (such as scientific libraries, collections, laboratories, art galleries) and which, in the opinion of the body dealing with the matter, are indispensable to the population of the locality, may be bought in at a price to be settled with the owner. If no agreement can be reached, the question shall be referred for final settlement to the mixed Finnish-Russian Central Committee.

Note. The sum of money or other compensation which the owner receives for property referred to under this heading which has been sold by the authorities shall be transferred to Finland through the National Bank or through any other Banking Institution which is carrying on business in Russia, without any restriction. The sum shall be deposited and paid out, should the owner so desire, in the same currency as that of the institution in which it has been placed. The sum in question shall be paid out at latest within a period of one month after the transfer has been received in the case of European Russia, or two months in the case of Asiatic Russia, these periods being reckoned as from the day on which the sum has been received for remittance.

(8) Finnish nationals who have returned to their own country under the terms of the Treaty of Peace before this Agreement has come into force shall be entitled to send in, within a period of four months after the coming into force of the present Agreement, a list of property legally owned by them and left behind in Russia to the Provincial Administrative Authori-

qu'ils possèdent légalement et qu'ils ont laissés en Russie. Cette liste sera adressée soit par l'intermédiaire du représentant diplomatique ou du consul de Finlande, s'il existe un consulat finlandais dans la localité russe en question, soit par l'intermédiaire des particuliers à la garde desquels les biens ont été confiés. La liquidation et l'exportation de ces biens s'effectueront conformément aux dispositions des paragraphes du présent article qui ont trait à ces opérations.

Article 11.

Les biens exportés par des rapatriés seront admis en franchise de douane et de tous autres droits.

Article 12.

Le retour des biens appartenant à des rapatriés s'effectuera par les soins des autorités du pays dans lequel lesdits rapatriés retournent; ces autorités agiront par l'intermédiaire des agents diplomatiques ou consulaires des pays respectifs, s'il en est désigné par la suite.

Les endroits où s'effectueront les échanges seront les stations de Valkeassari pour la Russie, et de Rajajoki, pour la Finlande.

Article 13.

Les autorités mentionnées dans les articles précédents auront le droit d'importer dans le pays d'où s'effectue le rapatriement en vue d'être réparties parmi les rapatriés, pour leur usage personnel toutes fournitures nécessaires, telles que vêtements, combustible, médicaments et articles de ménage, et pourront également se procurer lesdits articles dans le pays en question. Les autorités douanières de l'autre Partie contractante examineront à la frontière les envois de fournitures, en vue de s'assurer que les droits accordés aux termes du présent article n'ont pas été outrepassés et que les envois ne contiennent pas de quantités trop élevées desdites fournitures ou des marchandises autres que celles qui sont indispensables à l'usage des rapatriés.

A chaque envoi de cette nature sera joint un certificat attestant que les fournitures sont destinées à l'usage des rapatriés. Ce certificat

ties at the place where the property is situated. This list shall be sent either through the diplomatic representative of Finland or the Consulate, if such a Consulate has been established in the Russian locality in question, or else through the persons in whose trust the property has been placed. In liquidating and removing such property, account shall be taken of the provisions in the relevant paragraphs of the present article.

Article 11.

Property which is brought out of the country by nationals who are returning shall be free of Customs and other duties.

Article 12.

The return of the property shall be carried out by the authorities of the country to which the nationals in question are returning, through the respective diplomatic representatives or Consulates, if such are subsequently appointed.

The places at which exchanges shall take place are Valkeasaari station on the Russian side, and Rajajoki station on the Finnish side.

Article 13.

The authorities referred to in the previous articles shall be entitled to import into the country from which returning citizens are sent back, to be divided amongst such citizens for their personal use, such supplies as are necessary, clothes, fuel, medicine and household articles, and shall also procure these articles in the country in question. Every consignment of such necessities shall, however, be examined at the frontier by the Customs authorities of the other Contracting Party in order to ascertain that the rights granted under these articles are not abused by the consignment of larger quantities, or other necessities than are indispensable for the use of the repatriated persons. Every such consignment shall be accompanied by a certificate to the effect that the consignment is intended for the use of the repatriated persons. This certificate shall be drawn up by the

sera établi par le Commissaire du peuple aux Affaires étrangères délégué en Finlande, dans le cas de fournitures destinées à être distribuées parmi les citoyens finlandais rapatriés de Russie en Finlande ; et par la légation finlandaise en Russie, s'il s'agit de fournitures expédiées pour être distribuées parmi les citoyens russes rapatriés de Finlande en Russie.

La distribution, parmi les rapatriés, des fournitures mentionnées au présent article, sera surveillée en Finlande par le représentant du Ministère des Affaires étrangères, et en Russie par le représentant du Commissariat du peuple aux Affaires étrangères.

Article 14.

Les autorités mentionnées à l'article 12 de la présente Convention et chargées de l'expédition desdites fournitures auront le droit de faire appel au concours des autorités de l'autre Partie contractante par l'entremise des fonctionnaires des Affaires étrangères de cette autre Partie. Les autorités en question leur fourniront tous renseignements ayant trait au nombre de personnes et à leur domicile, aux décès qui auront pu se produire parmi les ressortissants de l'autre pays, ainsi que tous renseignements relatifs à la parenté des rapatriés et à leur état matrimonial.

Article 15.

Les rapatriés et leurs biens seront transportés à la frontière de l'Etat, à leurs propres frais ou aux frais de leur pays.

Article 16.

Les organisations techniques chargées du rapatriement des ressortissants russes résidant en Finlande seront établies d'un commun accord par le Ministère finlandais des Affaires étrangères et par le représentant permanent de la Russie en Finlande.

Les ressortissants finlandais rapatriés de Russie en Finlande seront inscrits sur les registres du bureau de rapatriement russe. Les autorités finlandaises mentionnées à l'article 12 de la présente Convention pourront recevoir des demandes émanant de ressortissants finlandais qui désirent retourner dans leur pays,

People's Commissary for Foreign Affairs delegated to Finland, in the case of goods consigned for distribution among Finnish citizens returning home from Russia, and by the Finnish Legation in Russia in the case of goods consigned for distribution among Russian citizens returning home from Finland.

The method of distributing consignments of necessities among repatriated citizens referred to in this article shall be controlled by the representative of the Ministry for Foreign Affairs in Finland and by the representative of the People's Commissary for Foreign Affairs in Russia.

Article 14.

The authorities referred to in Article 12 of the present Convention which are to take charge of the consignment of necessities shall be entitled to appeal for assistance from the authorities of the other Contracting Party through the authorities appointed by that Party to deal with foreign affairs, who shall provide information regarding the number of persons returning, their places of residence, and any citizens of the other country who may have died, together with information regarding their relations and circumstances of marriage.

Article 15.

Repatriated citizens and their property shall be conveyed to the State frontier at their own expense or at the expense of their own country.

Article 16.

The technical organisations for conveying Russian nationals back to Finland shall be established in a manner to be agreed upon between the Finnish Ministry for Foreign Affairs and the permanent representative of Russia in Finland.

Finnish nationals returning home from Russia shall be entered in the registers of the Russian Repatriation Office. The Finnish authorities referred to in Article 12 of the present Agreement shall be entitled to receive applications from the Finnish nationals who desire to return to their own country, and shall also

et pourront également adresser une demande au bureau de rapatriement russe pour obtenir que les ressortissants finlandais en question soient inscrits sur les registres dudit bureau. Les ressortissants finlandais ainsi inscrits seront, en principe, rapatriés dans leur ordre d'inscription.

Les intéressés seront rapatriés par convois comprenant chacun 500 personnes au plus ; ils pourront également, le cas échéant, être rapatriés isolément.

Des listes portant les noms des personnes faisant partie des divers convois seront fournies par le bureau de rapatriement russe, d'accord avec la légation ou le consulat finlandais, au cas où une légation ou un consulat finlandais aurait été établi.

Le bureau de rapatriement russe devra, dix jours au moins avant le départ de chaque convoi, expédier aux autorités finlandaises compétentes une liste indiquant les nom, prénoms, âge et le dernier domicile en pays étranger et dans leur propre pays (*commune*) des personnes faisant partie du convoi en question ; cette liste devra être renvoyée dûment visée par les autorités finlandaises compétentes, dans les sept jours qui suivront sa réception.

Note. — Les personnes qui purgent une peine d'emprisonnement ou qui sont en état d'arrestation, et qui ne peuvent être rapatriées avec un convoi, seront renvoyées isolément et sous escorte et les documents relatifs à leur cas, ou une copie desdits documents, seront examinés et légalisés selon la procédure établie par l'Etat intéressé.

Article 17.

Au cas où les autorités de l'Etat qui effectue le rapatriement refuseraient, pour une raison quelconque, d'acheminer une personne figurant sur la liste des rapatriés d'un convoi, la personne en question devra, les difficultés qui s'opposent à son départ une fois résolues, être comprise dans le convoi suivant.

Article 18.

Les Gouvernements des deux Parties contractantes s'engagent à publier la présente Convention dans le plus bref délai possible, et au

be entitled to apply to the Russian Repatriation Office for permission to allow the Finnish nationals in question to be entered in their registers. Finnish nationals so registered shall as a rule be sent back to their own country in the order in which they are entered in the register.

Persons returning home shall be conveyed in convoys consisting of not more than 500 persons each. If necessary, they may also be sent singly.

Lists of the persons belonging to the various convoys shall be supplied by the Russian Repatriation Office by agreement with the Finnish Legation or Consulate, if such have been established.

The Russian Repatriation Office shall, not later than ten days before the despatch of each convoy, forward to the proper Finnish authorities a list containing the Christian name and surname, age, and last place of residence in the foreign country and in their own country of the persons included in the convoy in question ; this list must be returned duly acknowledged within seven days.

Note. If persons who are serving a term of imprisonment or are under arrest cannot be sent or conveyed home together with a convoy, they shall be sent singly and under guard, and the documents connected with their case, or a copy of these documents, shall be examined and certified as in order in the manner laid down by the State concerned.

Article 17.

Should the authorities of the repatriating State refuse for any reason to despatch any person belonging to a convoy, the person in question shall, after the objection has been removed, be sent with the next convoy.

Article 18.

The Governments of the two Contracting Parties undertake to make this Agreement generally known as quickly as possible, and

plus tard dans les trois semaines qui suivront la date de sa signature.

Article 19.

La présente Convention est établie en double expédition, en finnois, en suédois et en russe, les trois textes faisant foi.

Article 20.

La présente Convention entrera en vigueur immédiatement après sa signature.

En foi de quoi les plénipotentiaires représentant les Parties contractantes ont signé la présente Convention et y ont apposé leur sceau.

HELSINGFORS, *le* 12 *août* 1922.

in any case not later than three weeks after it has been signed.

Article 19.

The present Convention is drawn up in duplicate in Finnish, Swedish and Russian, all three texts being authentic.

Article 20.

The present Convention shall come into force immediately after signature.

In faith whereof the above Plenipotentiaries, representing the Contracting Parties, have signed this Convention, and have thereto affixed their seals :

HELSINGFORS, *August* 12, 1922.

(L. S.) A. AHONEN,
(L. S.) P. J. HYNNINEN,
(L. S.) A. E. ALFTHAN,
(L. S.) VÄINÖ HUPLI,
(L. S.) Y. W. PUHAKKA,
(L. S.) S. M. FRANKFURT,
(L. S.) A. M. SMIRNOFF,
(L. S.) A. P. SELENOI,
(L. S.) A. M. IGNATIEFF,
(L. S.) N. P. KOLTCHANOVSKI.

N° 490.

FINLANDE ET RÉPUBLIQUE DES SOVIETS DE RUSSIE

Convention concernant la pêche dans le Golfe de Finlande, signée à Helsingfors le 20 septembre 1922.

FINLAND AND RUSSIAN SOVIET REPUBLIC

Convention regarding Fishing Regulations in the Gulf of Finland, signed at Helsingfors, September 20, 1922.

TEXTE FINNOIS. — FINNISH TEXT.

No. 490. — SOPIMUS[1] SUOMEN JA VENÄJÄN VÄLILLÄ KALASTUKSEN HARJOITTAMISESTA SUOMENLAHDELLA. ALLEKIRJOITETTU HELSINGISSÄ 20 PÄIVÄNÄ SYYSKUUTA 1922.

Textes officiels finnois, suédois et russe, communiqués par le Ministre des Affaires étrangères de Finlande. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 19 septembre 1923.

SUOMEN TASAVALLAN HALLITUS ja VENÄJÄN SOSIALISTISEN FEDERATIIVISEN NEUVOSTOTASAVALLAN HALLITUS ovat, Tartossa lokakuun 14 päivänä 1920[2] allekirjoitetun rauhansopimuksen 19 artiklan nojalla, päättäneet tehdä alempana olevan sopimuksen kalastuksen harjoittamisesta Suomenlahdella, sekä antaneet sen laatimisen ja allekirjoittamisen Suomalais-venäläisen Keskussekakomitean toimeksi ja siihen valtuuttaneet :

SUOMEN TASAVALLAN HALLITUS :

A. AHOSEN,
P. J. HYNNISEN,
A. E. ALFTHANIN,
V. HUPLIN,
Y. W. PUHAKAN ;

VENÄJÄN SOSIALISTISEN FEDERATIIVISEN NEUVOSTOTASAVALLAN HALLITUS :

S. M. FRANKFURTIN,
A. M. SMIRNOFFIN,
A. M. IGNATJEFFIN,
N. P. KOLTSHANOVSKIN,

[1] Cette Convention ne comporte pas de ratification.
[2] Vol. III, page 5 de ce Recueil.

TEXTE RUSSE. — RUSSIAN TEXT.

No. 490. — СОГЛАШЕНИЕ[1] МЕЖДУ РОССИЕЙ И ФИНЛЯНДИЕЙ О ПОРЯДКЕ ПРОИЗВОДСТВА РЫБНОГО ПРОМЫСЛА В ФИНСКОМ ЗАЛИВЕ ПОДПИСАННОЕ В ГЕЛЬСИНГФОРСЕ 20-го СЕНТЯБРЯ 1922 Г.

Finnish Swedish and Russian Official texts communicated by the Minister for Foreign Affairs of Finland. The ratification of this convention took place Septembre 19, 1923.

ПРАВИТЕЛЬСТВО РОССИЙСКОЙ СОЦИАЛИСТИЧЕСКОЙ ФЕДЕРАТИВНОЙ СОВЕТСКОЙ РЕСПУБЛИКИ и ПРАВИТЕЛЬСТВО ФИНЛЯНДСКОЙ РЕСПУБЛИКИ постановили, в силу статьи 19 подписанного в г. Юрьеве 14 Октября[2] 1920 года Мирного Договора, заключить нижеследующее Соглашение о порядке производства рыбного промысла в Финском Заливе, поручив его составление и подписание Центральной Смешанной Русско-Финляндской Комиссии и уполномочив для этого :

ПРАВИТЕЛЬСТВО РОССИЙСКОЙ СОЦИАЛИСТИЧЕСКОЙ ФЕДЕРАТИВНОЙ СОВЕТСКОЙ РЕСПУБЛИКИ :

С. М. ФРАНКФУРТА,
А. М. СМИРНОВА,
А. М. ИГНАТЬЕВА,
Н. П. КОЛЧАНОВСКОГО,

и ПРАВИТЕЛЬСТВО ФИНЛЯНДСКОЙ РЕСПУБЛИКИ :

А. АХОНЕН,
П. Ю. ХЮННИНЕН,
А. Э. АЛЬФТАН,
В. ХУПЛИ,
И. В. ПУХАККА.

[1] This Convention does not entail ratification.
[2] Vol. III, page 5 of this Series.

jotka, esitettyään toisilleen oikeiksi ja asianmukaisiksi havaitut valtakirjansa, ovat sopineet seuraavasti :

1 *artikla.*

Molemmat sopimusvaltiot pidättävät toistaiseksi kansalaisilleen yksinoikeuden kalastuksen ja hylkeenpyynnin harjoittamiseen omilla aluevesillään Suomenlahdella, mutta suostuvat, niinpian kuin olosuhteet sen sallivat, ryhtymään neuvotteluihin mahdollisimman laajojen pyyntioikeuksien myötämiseksi toistensa kansalaisille mainituilla aluevesillä.

2 *artikla.*

Suomen ja Venäjän kansalaisten harjoittaessa kalastusta sopimusvaltioiden aluevesien ulkopuolella, meridianin 27° 30' Greenwichistä lukien itäpuolella olevassa osassa Suomenlahtea on noudatettava tässä sopimuksessa alempana mainittuja määräyksiä.

3 *artikla.*

Kalastettaessa 2 artiklassa mainitulla vesialueella on kummankin valtakunnan kalastajien huomioonotettava, ettei sitä, joka kulloinkin valitsemallaan kalastuspaikalla harjoittaa kalastusta, saada häiritä tai siitä estää. Erityisesti on kielletty asettamasta pyydyksiä asianmukaisella tavalla merkittyjen pyydysten yli tai niin lähelle niitä, että ne voisivat vahingoittua tai että niillä pyytäminen muulla tavoin tulisi kärsimään.

Joka edellisessä kappaleessa mainitulla tavalla tuottaa toiselle vahinkoa, on velvollinen sen korvaamaan.

4 *artikla.*

Mereen laskettu pyydys katsotaan asianmukaisesti merkityksi kalastuksen varalta, kun ajoverkkokalastuksessa verkkojadan toisessa päässä on siihen sidottu vene tai kun verkkojata, joka on ankkuroitu vain toisesta päästään, on ankkurissa olevassa päässään varustettu punaisella lipulla.

Означенные Уполномоченные по взаимном пред'явлении своих полномочий, признанных составленными в должной форме и законном порядке согласились о нижеследующем :

Статья 1.

Оба договаривающиеся государства сохраняют за своими гражданами исключительное право на производство рыбной ловли и тюленьего промысла в собственных территориальных водах Финского Залива, но соглашаются, коль скоро это представится возможным, приступить к переговорам в целях взаимного предоставления гражданам другой договаривающейся стороны возможно широких прав в отношении производства означенных промыслов в упомянутых водах.

Статья 2.

При производстве рыбной ловли вне территориальных вод договаривающихся государств в части Финского Залива, находящейся к востоку от меридиана 27° 30' по Гринвичу, российские и финляндские граждане обязаны руководствоваться нижеизложенными постановлениями настоящего Соглашения.

Статья 3.

При производстве рыбной ловли в упомянутом в статье 2-й водном пространстве, рыбаки обоих государств должны иметь в виду, что воспрещено мешать или препятствовать лицам, занимающимся ловлей в избранных ими каждый раз местах. В частности же должно ставить рыболовную снасть так, чтобы она не пересекала другую отмеченную надлежащим образом снасть, или не была столь близко к ней, что она может быть повреждена или что рыбной ловле может быть причинен иного рода ущерб.

Кто указанным в предыдущем абзаце образом нанесет другому ловцу ущерб, тот обязан возместить его пострадавшему.

Статья 4.

Погруженная в море рыболовная снасть считается надлежащим образом отмеченной в смысле рыболовства, когда при ловле рыбы плавными сетями, в ее другом конце имеется привязанная к ней лодка, или когда сеть, прикрепленная якорем лишь с одного конца, в конце ее находящемся на якоре, снабжена красным флагом.

Tässä mainittujen lippujen koko on oleva vähintäin 20 sentimetriä eli 8 tuumaa neliössä ja pitää niiden ulottua vedenpinnasta vähintäin puoli metriä eli ¾ arshinaa.

Nuotta samoinkuin talviapaja eivät kaipaa erityistä merkitsemistä.

Merenkulun varalta ovat pyydykset pimeän aikana varustettavat merkkitulilla kansainvälisten merenkulkusäännösten mukaisesti.

5 *artikla.*

Kalastettaessa aluevesien ulkopuolella on räjähtävien, myrkyllisten ja huumaavien aineiden käyttö kalastuksessa kielletty.

6 *artikla.*

Korvausvaatimukset, jotka voivat aiheutua tämän sopimuksen määräysten rikkomisesta, ovat ajettavat sen maan tuomioistuimissa, josta syyllinen on kotoisin.

7 *artikla.*

Tämän sopimuksen rikkomisena ei pidetä toisen sopimuspuolen kalastajien tai heidän alustensa joutumista toisen sopimuspuolen aluevesille tai rannikolle myrskyn, sumun, jääesteiden tai muiden merionnettomuuksien sattuessa (relâche forcée).

8 *artikla.*

Tämä sopimus astuu voimaan kahden kuukauden kuluttua sen allekirjoittamisesta ja pysyy voimassa, mikäli sitä molempien sopimuspuolten suostumuksella ei aikaisemmin muuteta, kymmenen vuotta kerrallaan, jatkuen edelleenkin aina kymmenen vuotta kerrallaan, ellei sitä jommankumman sopimuspuolen taholta irtisanota vähintäin yhtä vuotta ennen jonkun kymmenvuotiskauden päättymistä.

9 *artikla.*

Tätä sopimusta on laadittu kaksi kappaletta suomen-, ruotsin- ja venäjänkielellä ja ovat kaikki tekstit yhtä todistusvoimaisia.

Упомянутые выше флаги должны быть величиной не менее 8-ми квадратных дюймов, или 20-ти квадратных сантиметров и должны возвышаться над поверхностью моря по крайней мере на три четверти аршина или пол метра.

Тони и места зимней рыбной ловли не нуждаются в специальных отличительных знаках.

В целях судоходства снасти, в темное время, должны быть снабжены сигнальными огнями согласно международным правилам мореплавания.

Статья 5.

В совместном рыболовном районе, вне пределов территориальных вод, воспрещается при рыбной ловле, пользоваться взрывчатыми, ядовитыми и одуряющими веществами.

Статья 6.

Требования о возмещениях вследствие нарушения правил настоящего Соглашения, должны быть пред'являемы в судебных учреждениях той страны, гражданином которой является виновный.

Статья 7.

Не будет считаться нарушением настоящего Соглашения появление рыбаков или их судов в территориальных водах, или на побережьи другого договаривающегося государства в случае бури, льдов, туманов и иных несчастий на море (relâche forcée).

Статья 8.

Настоящее Соглашение вступает в силу через два месяца после его подписания ; оно останется в силе в течение десяти лет причем изменения в него могут вноситься по соглашению сторон и раньше этого срока, и сохраняет силу и в будущем каждый раз на десять лет, если ни одна из сторон не заявит об отказе от него по крайней мере за год до истечения какого либо десятилетнего срока.

Статья 9.

Настоящее Соглашение составлено в двух экземплярах на русском, финском и шведском языках и все тексты одинаково аутентичны.

Ylläolevan vakuudeksi ovat kummankin sopimuspuolen valtuutetut allekirjoittaneet ja sineteillään varmentaneet tämän sopimuksen. Helsingissä, syyskuun 20 päivänä 1922.

(L. S.) A. AHONEN.
(L. S.) P. J. HYNNINEN.
(L. S.) A. E. ALFTHAN.
(L. S.) VÄINÖ HUPLI.
(L. S.) Y. W. PUHAKKA.

В удостоверение всего изложенного Уполномоченные обоих сторон подписали настоящее Соглашение и скрепили его своими печатями в г. Гельсингфорсе 20 сентября 1922 года.

(L. S.) С. М. ФРАНКФУРТ.
(L. S.) А. СМИРНОВ.
(L. S.) А. ИГНАТЬЕВ.
(L. S.) Н. КОЛЧАНОВСКИЙ.

TEXTE SUÉDOIS. — SWEDISH TEXT.

No. 490. — KONVENTION MELLAN FINLAND OCH RYSSLAND ANGÅENDE BEDRIVANDE AV FISKE I FINSKA VIKEN, UNDERTECKNAD I HELSINGFORS DEN 20 SEPTEMBER 1922.

REPUBLIKEN FINLANDS REGERING och RYSKA SOCIALISTISKA FEDERATIVA RÅDSREPUBLIKENS REGERING hava, med stöd av artikel 19 av det i Dorpat den 14 oktober 1920 undertecknade fredsfördraget, beslutit träffa nedanstående överenskommelse angående bedrivande av fiske i Finska viken, samt överlämnat konventionens upprättande och undertecknande åt Finsk-ryska blandade Centralkommittén, och i sådant avseende befullmäktigat :

REPUBLIKEN FINLANDS REGERING :

A. AHONEN,
P. J. HYNNINEN,
A. E. ALFTHAN,
V. HUPLI,
Y. W. PUHAKKA ;

RYSKA SOCIALISTISKA FEDERATIVA RÅDSREPUBLIKENS REGERING :

S. M. FRANKFURT,
A. M. SMIRNOFF,
A. M. IGNATJEFF.
N. P. KOLTSHANOVSKI,

vilka, efter att hava för varandra uppvisat sina i god och behörig form befunna fullmakter, överenskommit som följer :

Artikel 1.

Vardera fördragsslutande makten förbehåller tillsvidare sina medborgare uteslutande rätt till bedrivande av fiske och sälfångst inom egna territorialvatten av Finska viken, men är villig att, så snart förhållandena sådant medgiva, inleda förhandlingar om beviljande av möjligast vidsträckta fångsträtt åt varandras medborgare inom sagda territorialvatten.

Artikel 2.

Då finska och ryska medborgare bedriva fiske utanför fördragsmakternas territorialvatten, i den öster om meridianen 27°30', räknat från Greenwich, belägna delen av Finska viken, skola nedan i denna konvention införda bestämmelser lända till efterrättelse.

Artikel 3.

Vid bedrivande av fiske inom det i artikel 2 omförmälda vattenområde böra vardera statens fiskare iakttaga, att den, som å en för tillfället utvald fiskeplats bedriver fiske, icke må ofredas eller däri hindras. Särskilt vare förbjudet att utlägga bragder ovanom sådana, som på vederbörligt vis utmärkts, eller så nära dessa, att de kunde skadas eller deras utnyttjande komme att på annat vis lida intrång.

Var som på sätt i föregående stycke säges åsamkar annan skada, vare skyldig att den ersätta.

Artikel 4.

I havet utlagt fångstredskap anses vara vederbörligen utmärkt för fiske, då vid drivgarnfiske i ena ändan av drivgarnet fastgjorts en båt eller då drivgarn, som förankrats blott vid den ena ändan, å denna punkt försetts med röd flagg.

Här nämnda flaggs format skall utgöra minst 20 centimeter eller 8 tum i kvadrat och bör den höja sig över vattenytan minst en halv meter eller ¾ arschin.

Not ävensom vintervarp behöva icke särskilt utmärkas.

I sjöfartens intresse skola bragderna under den mörka tiden färses med signaleldar i enlighet med internationella sjöfartsbestämmelser.

Artikel 5.

Vid bedrivande av fiske utanför territorialvatten är användning av spräng-, gift- och bedövningsämnen vid fiske förbjuden.

Artikel 6.

Ersättningsanspråk, vilka kunna föranledas av överträdande av denna konventions stadganden, skola väckas vid domstol i det land, där den skyldiga är hemmahörande.

Artikel 7.

Såsom överträdande av denna konvention anses icke den omständighet, att den ena fördragsmaktens fiskare eller dessas fartyg inkomma på den andra fördragsmaktens territorialvatten eller kust i följd av storm, tjocka, ishinder eller annan sjöolycka (relâche forcée).

Artikel 8.

Denna konvention träder i kraft två månader efter dess undertecknande och gäller, för såvitt densamma icke med bägge parternas bifall tidigare ändras, under tio år, samt förlänges med tio år i gången, därest densamma icke från någondera partens sida uppsäges minst ett år innan någon tioårsperiods utgång.

Artikel 9.

Denna konvention är upprättad i två exemplar på finska, svenska och ryska språken, och äga samtliga texter samma giltighet.

Till bekräftande av ovanstående hava vardera fördragsslutande partens befullmäktigade ombud undertecknat denna konvention och försett densamma med sina sigill. Helsingfors, den 20 september 1922.

(L. S.) A. AHONEN,
(L. S.) P. J. HYNNINEN,
(L. S.) A. E. ALFTHAN,
(L. S.) VÄINÖ HUPLI,
(L. S.) Y. W. PUHAKKA.

---

[1] TRADUCTION.

No. 490. — CONVENTION ENTRE LA RÉPUBLIQUE DE FINLANDE ET LA RÉPUBLIQUE SOCIALISTE FÉDÉRATIVE DES SOVIETS DE RUSSIE, CONCERNANT LA PÊCHE DANS LE GOLFE DE FINLANDE, SIGNÉE A HELSINGFORS LE 20 SEPTEMBRE 1922.

Le GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DE FINLANDE et le GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE SOCIALISTE FÉDÉRATIVE DES SOVIETS DE RUSSIE ont décidé, conformément aux dispositions de l'article 19 du Traité de Paix signé le 14 octobre 1920 à Dorpat, de

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

TRANSLATION.

No. 490. — CONVENTION BETWEEN THE REPUBLIC OF FINLAND AND THE RUSSIAN SOCIALIST FEDERAL SOVIET REPUBLIC REGARDING FISHING REGULATIONS IN THE GULF OF FINLAND. SIGNED AT HELSINGFORS, SEPTEMBER 20, 1922.

The GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF FINLAND and the GOVERNMENT OF THE RUSSIAN SOCIALIST FEDERAL SOVIET REPUBLIC having decided, in pursuance of Article 19 of the Treaty of Peace signed at Dorpat on October 14, 1920, to conclude

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations.

conclure un accord relatif à l'exploitation des pêcheries dans le golfe de Finlande et, ayant chargé la Commission centrale mixte finlando-russe de rédiger et de signer la dite Convention, ils ont, à cet effet, nommé comme plénipotentiaires :

LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DE FINLANDE :

A. AHONEN,
P. J. HYNNINEN,
A. E. ALFTHAN,
V. HUPLI,
Y. W. PUHAKKA ; et

LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE SOCIALISTE FÉDÉRATIVE DES SOVIETS DE RUSSIE :

S. M. FRANKFURT,
A. M. SMIRNOFF,
A. M. IGNATIEFF,
N. P. KOLTCHANOVSKI,

qui, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article 1.

Jusqu'à nouvel avis, les deux Parties contractantes déclarent réserver à leurs propres ressortissants le droit exclusif de se livrer à la pêche et de chasser le phoque dans leurs eaux territoriales respectives du golfe de Finlande, mais elles sont disposées à entamer des négociations, lorsque les circonstances le permettront, en vue d'accorder aux ressortissants de l'autre Partie les droits les plus étendus en ce qui concerne l'exercice de la pêche dans les eaux territoriales susmentionnées.

Article 2.

Lorsque des ressortissants finlandais et russes se livreront à la pêche en dehors des eaux territoriales des Parties contractantes, dans la partie du golfe de Finlande située à l'est du 27°30' de longitude est (méridien de Greenwich), les dispositions suivantes de la présente Convention seront applicables :

an Agreement regarding the exploitation of the fisheries in the Gulf of Finland, and having delegated the task of drawing up and signing the said Convention to the Mixed Finnish-Russian Central Committee, have for that purpose appointed as their plenipotentiary representatives :

FOR THE GOVERNMENT OF THE FINNISH REPUBLIC :

A. AHONEN,
P. J. HYNNINEN,
A. E. ALFTHAN,
V. HUPLI,
Y. W. PUHAKKA ; and

FOR THE GOVERNMENT OF THE RUSSIAN SOCIALIST FEDERAL SOVIET REPUBLIC :

S. M. FRANKFURT,
A. M. SMIRNOFF,
A. M. IGNATIEFF,
N. P. KOLTCHANOVSKI,

who, after having exchanged their full powers, which were found in good and due form, have agreed as follows :

Article 1.

The two Contracting Powers reserve for their nationals, until further notice, the exclusive right of fishing and seal catching in their respective territorial waters in the Gulf of Finland, but are prepared to enter into negotiations, whenever circumstances permit, with a view to granting the widest possible fishing rights to each other's citizens in the said territorial waters.

Article 2.

When Finnish and Russian citizens are engaged in fishing, outside the territorial waters of the Contracting Powers, in the portions of the Gulf of Finland lying to the east of longitude 27°30' E. of Greenwich, the following provisions of the present Convention shall be applicable.

Article 3.

Lorsque des pêcheurs de l'un et de l'autre Etat se livreront à la pêche dans les eaux visées par l'article 2, ils devront s'abstenir de molester ou de gêner toute personne se livrant à l'exercice de la pêche à un endroit qu'elle a choisi à cet effet. Il est interdit, en particulier, de placer des nasses (bragder) en face d'autres convenablement marquées, ou à une distance tellement rapprochée que ces dernières pourraient être endommagées ou que leur usage pourrait être entravé d'une manière quelconque.

Toute personne qui causera un préjudice à une autre de la manière déterminée à l'alinéa précédent, sera passible de dommages-intérêts.

Article 4.

Les engins de pêche mis à la mer seront considérés comme convenablement marqués lorsque les conditions suivantes seront remplies : les filets flottants devront être attachés, par une extrémité, à une barque, ou lorsque le filet flottant ne sera attaché qu'à une extrémité, il devra être marqué d'un drapeau rouge.

Ce drapeau devra avoir au moins vingt centimètres (ou 8 pouces) de longueur et de largeur et devra dépasser la surface des eaux d'au moins cinquante centimètres (ou ¾ d'archine).

Les seines et les « seines d'hiver » (vintervarp) n'auront pas besoin d'être spécialement marquées.

Dans l'intérêt de la navigation, les nasses (bragder) devront être pourvues, la nuit, de signaux lumineux, conformément aux règlements internationaux sur la navigation.

Article 5.

En dehors des eaux territoriales, il est interdit d'utiliser pour la pêche, des explosifs, des poisons ou des stupéfiants. .

Article 6.

Toutes demandes d'indemnités résultant d'une infraction à la présente Convention seront

Article 3.

When fishermen of either State are engaged in fishing in the waters referred to in Article 2, they shall avoid causing any molestation or hindrance to any person engaged in fishing on a spot which he has selected for the occasion. In particular it is forbidden to set bag-nets (bragder) in front of others which have been properly marked, or so near to them as to damage them or in any way to interfere with their use.

Anyone who may cause injury to the interests of others in the manner set forth in the preceding paragraph shall be liable to make good the damage.

Article 4.

Fishing gear which is set in the sea shall be considered as being properly marked for fishing purposes if, in the case of drift-net fishing, one end of the drift-net is made fast to a boat, or, when the drift-net is anchored only at one end, if it is marked at that point by a red flag.

The size of such flag shall be not less than 20 cm. (or 8 inches) square and must be raised at least half a metre (or three-quarters of an arshin) above the surface of the water.

Seine nets and " winter-seines " (vintervarp) do not require to be specially marked.

In the interests of navigation, " bag-nets " (bragder) must be provided, during the hours of darkness, with signal lights in conformity with the international navigation instructions.

Article 5.

The use of explosives and poisons or stupefying substances for fishing outside territorial waters is forbidden.

Article 6.

Any claims for compensation which may be made in consequence of infractions of the present

portées devant les tribunaux du pays dans lequel le défendeur est domicilié.

Article 7.

Lorsque les pêcheurs de l'une des Parties contractantes ou leurs embarcations seront forcés de pénétrer dans les eaux territoriales ou de toucher le littoral de l'autre Partie contractante, par suite de la tempête, du brouillard, de la glace ou autres périls de mer (relâche forcée), ces actes ne seront pas considérés comme infractions à la présente Convention.

Article 8.

La présente Convention entrera en vigueur deux mois après sa signature et restera en vigueur pendant une période de dix années, sauf en ce qui concerne les dispositions qui pourraient être modifiées du consentement des deux Parties ; elle se renouvellera par périodes successives de dix années, à moins qu'elle ne soit dénoncée par l'une des deux Parties contractantes un an au moins avant l'expiration de l'une des périodes de dix années.

Article 9.

La présente Convention est établie en double expédition, en finnois, en suédois et en russe, tous les textes faisant également foi.

En foi de quoi, les plénipotentiaires ci-dessus mentionnés, désignés par les deux Parties contractantes, ont apposé à la présente Convention leurs signatures et leurs sceaux à Helsingfors, le 20 septembre 1922.

Convention shall be brought before the courts of the country in which the accused party is resident.

Article 7.

It shall not be regarded as a breach of the Convention for fishermen of either Contracting Party or their boats to enter the territorial waters or land on the coast of the other Contracting Party owing to stress of weather, fog, ice, or other perils of the sea (relâche forcée).

Article 8.

The present Convention shall come into force two months after the date of signature and shall remain valid, except in so far as it may be modified by the consent of both parties, for ten years ; it shall be prolonged for successive periods of ten years unless it shall have been denounced by either Contracting Party at least one year before the termination of any period of ten years.

Article 9.

The present Convention has been drawn up in two copies in the Finnish, Swedish and Russian languages, and all three texts are equally authentic.

In confirmation whereof the plenipotentiary representatives of the two Contracting Parties have signed the present Convention and have thereto affixed their seals at Helsingfors on September 20, 1922.

(L. S.) A. AHONEN.
(L. S.) P. J. HYNNINEN.
(L. S.) A. E. ALFTHAN.
(L. S.) VÄINÖ HUPLI.
(L. S.) Y. W. PUHAKKA.
(L. S.) S. M. FRANKFURT.
(L. S.) A. M. SMIRNOFF.
(L. S.) A. M. IGNATIEFF.
(L. S.) R. P. KOLTCHANOVSKI.

N° 491.

FINLANDE ET RÉPUBLIQUE DES SOVIETS DE RUSSIE

Convention relative au flottage des bois sur les cours d'eau coulant de la Finlande en Russie et vice versa, signée à Helsingfors le 28 octobre 1922.

FINLAND AND RUSSIAN SOVIET REPUBLIC

Convention regarding the floating of timber in watercourses flowing from Finland to Russia and vice versa, signed at Helsingfors, October 28, 1922.

TEXTE FINNOIS. — FINNISH TEXT.

No. 491. — SOPIMUS[1] PUUTAVARAIN LAUTTAUKSESTA VESISTÖISSA, JOTKA JUOKSEVAT SUOMESTA VENÄJÄLLE JA PÄINVASTOIN, ALLEKIRJOITETTUR HELSINGISSÄ 28 PÄIVÄNÄ LOKAKUUTA 1922.

Textes officiels finnois, russe et suédois communiqués par le Ministre des Affaires étrangères de Finlande. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 19 septembre 1923.

SUOMEN TASAVALLAN HALLITUS ja VENÄJÄN SOSIALISTISEN FEDERATIIVISEN NEUVOSTOTASAVALLAN HALLITUS ovat, Tartossa lokakuun 14 päivänä 1920 [2] allekirjoitetun rauhansopimuksen 21 artiklassa olevan määräyksen mukaisesti, päättäneet tehdä sopimuksen puutavarain lauttauksen järjestämisestä vesistöissä, jotka juoksevat Suomen alueelta Venäjän alueelle ja päinvastoin, sekä antaneet sen laatimisen ja allekirjoittamisen Suomalais-venäläisen Keskussekakomitean toimeksi ja siihen valtuuttaneet :

SUOMEN TASAVALLAN HALLITUS :

A. AHOSEN.
P. J. HYNNISEN.
A. E. ALFTHANIN.
V. HUPLIN.
Y. W. PUHAKAN ;

VENÄJÄN SOSIALISTISEN FEDERATIIVISEN NEUVOSTOVALLAN HALLITUS :

S. M. FRANKFURTIN.
A. M. SMIRNOFFIN.
A. M. IGNATJEFFIN.
N. P. KOLTSHANOVSKIN,

[1] Cette Convention ne comporte pas de ratification.

[2] Vol. III page 5 de ce Recueil.

TEXTE RUSSE. — RUSSIAN TEXT.

No. 491. — КОНВЕНЦИЯ [1] О ПЛАВЕ ЛЕСНЫХ МАТЕРИАЛОВ ПО ВОДНЫМ СИСТЕМАМ, ПРОСТИРАЮЩИМСЯ ОТ ТЕРРИТОРИИ РОССИИ НА ТЕРРИТОРИЮ ФИНЛЯНДИИ И НАОБОРОТ, ПОДПИСАННАЯ В Г. ГЕЛЬСИНГФОРСЕ, 28-го ОКТЯБРЯ 1922 Г.

Official Finnish, Russian and Swedish texts communicated by the Finnish Minister for Foreign Affairs of Finland. The registration of this convention took place September 19, 1923.

ПРАВИТЕЛЬСТВО РОССИЙСКОЙ СОЦИАЛИСТИЧЕСКОЙ ФЕДЕРАТИВНОЙ СОВЕТСКОЙ РЕСПУБЛИКИ и ПРАВИТЕЛЬСТВО ФИНЛЯНДСКОЙ РЕСПУБЛИКИ, решив, согласно ст. 21-ой подписанного в г. Юрьеве 14 Октября 1920 [2] года Мирного Договора, заключить Конвенцию о сплаве лесных материалов по водным системам, простирающимся от территории России на территорию Финляндии и наоборот, поручили ее составление и подписание Центральной Смешанной Русско-Финляндской Комиссии, уполномочив для того :

ПРАВИТЕЛЬСТВО РОССИЙСКОЙ СОЦИАЛИСТИЧЕСКОЙ ФЕДЕРАТИВНОЙ СОВЕТСКОЙ РЕСПУБЛИКИ :

С. М. ФРАНКФУРТА,
А. М. СМИРНОВА,
А. М. ИГНАТЬЕВА,
Н. П. КОЛЧАНОВСКОГО

и ПРАВИТЕЛЬСТВО ФИНЛЯНДСКОЙ РЕСПУБЛИКИ :

А. АХОНЕН,
П. Ю. ХЮННИНЕН,
А. Э. АЛЬФТАН,
В. ХУПЛИ,
И. В. ПУХАККА.

[1] This Convention does not entail ratification.

[2] Vol. III page 5 of this Series.

jotka, esitettyään toisilleen oikeiksi ja asianmukaisiksi havaitut valtakirjansa, ovat sopineet seuraavasti :

1 *artikla.*

Suomesta Venäjälle ja päinvastoin juoksevissa vesistöissä saavat kummankin sopimusvaltion kansalaiset ja yhtiöt samoinkuin valtion liikeyritykset ja laitokset esteettömästi lautata puutavaraa niinhyvin rajan poikki kuin myöskin edelleen kummankin sopimusvaltion alueella mereen saakka sillä tavalla ja niillä ehdoilla, jotka tässä sopimuksessa määrätään.

2 *artikla.*

Sellaisissa vesistöissä, jotka jommankumman sopimusvaltion alueelta alkavina ainoastaan kerran katkaisevat valtioiden välisen rajan, on toisen sopimusvaltion lauttaajilla oikeus puutavaran lauttaamiseen toisen sopimusvaltion alueella lyhintä yleistä lauttausväylää myöten siellä voimassa olevien lakien ja asetusten mukaisessa järjestyksessä.

Mikäli lauttausta ei ole sopimusvaltioiden alueella eri vesistöissä erityisillä määräyksillä säännöstelty, ratkaistaan kysymys toisen sopimusvaltion lauttaajien näissä vesistöissä noudatettavasta lauttaamisjärjestyksestä hallitusten välillä tehtävällä sopimuksella. Tämä sopimus on laadittava vastavuoroisuusperiaatteen pohjalle.

3 *artikla.*

Sellaisissa vesistöissä, jotka jommankumman sopimusvaltion alueelta alkavina useampaan kertaan katkaisevat valtioiden välisen rajan tai ovat sopimusvaltioiden yhteisinä rajajokina, on puutavarain lauttaus siitä alkaen, missä vesistö ensimäisen kerran joko katkaisee rajan tai muuttuu rajajoeksi, siihen saakka, jossa vesistö lopullisesti juoksee toisen sopimusvaltion alueelle, järjestettävä tässä artiklassa alempana määriteltyjen säännösten mu-

каковые уполномоченные по взаимном пред'явлении своих полномочий, признанных составленными в должной форме и законном порядке согласились о нижеследующем :

Статья 1.

По водным системам, простирающимся от территории России на территорию Финляндии и наоборот, гражданам и товариществам, а также государственным предприятиям и учреждениям обоих договаривающихся государств, предоставляется безпрепятственно сплавлять лесной материал, как через границу, так и далее на территориях обоих договаривающихся государств, вплоть до моря, в порядке и на условиях, устанавливаемых настоящей Конвенцией.

Статья 2.

В водных системах, которые, начинаясь на территории одного из договаривающихся государств, лишь один раз пересекают государственную границу, сплавщики одного договаривающегося государства имеют право на сплав лесного материала на территорию другого договаривающегося государства по кратчайшей общей системе сплава в порядке, установленном действующими в сем последнем законами и постановлениями.

Поскольку сплав лесных материалов не упорядочен специальными постановлениями на тех или иных водных путях территорий договаривающихся государств, вопрос о том, какой порядок должен быть соблюдаем на этих водных путях сплавщиками другого договаривающегося государства, решается подлежащим заключению между Правительствами соглашением. Это соглашение должно быть заключено на началах взаимности.

Статья 3.

В водных системах, которые, начинаясь на территории одного из договаривающихся государств, пересекают государственную границу в нескольких местах или же являются пограничными между договаривающимися государствами реками, сплав лесного материала, начиная с того места, где водная система впервые либо пересекает границу, либо превращается в пограничную реку, вплоть до того места, где водная система окончательно переходит

kaisesti. Muissa kyseessä olevien vesistöjen osissa on noudatettava tämän sopimuksen 2 artiklan määräyksiä.

1. Jokaista tässä artiklassa mainittua vesistön osaa varten, jossa on toimitettava lauttausväylän kuntoonpanotöitä tai ryhdyttävä muihin erikoisiin toimenpiteisiin lauttauksen järjestämiseksi, on laadittava erityinen lauttaussääntö, jonka yhteisesti vahvistavat ne molempien sopimusvaltioiden viranomaiset, joille asianomaiset hallitukset ovat tämän tehtävän jättäneet.

Lauttaussäännössä on tarkoin määrättävä, millä tavalla puutavarain lauttausta vesistössä saadaan toimittaa, ja on erittäin mainittava, saako vesistössä tapahtua yksinomaan sekauitto vai sallitaanko myöskin vuorouitto, miten puiden uppoamisen ja kasaantumisen veden riittävälle juoksulle aiheuttama este ynnä muu haitta on vältettävä ja poistettava kuin myös mitenkä lauttausväylä on tehtävä sekä vesistössä olevia pysyviä lauttauslaitteita tehtävä, hoidettava ja kunnossapidettävä kuin myös miten ovat järjestettävät muut lauttausta koskevat kysymykset.

Lauttausyhdistyksen on toimitettava uitto siinä järjestyksessä ja sillä tavoin, että lauttaustavaran omistajan edut parhaiten tulevat huomioonotetuiksi. Jos vuorouiton harjoittaminen vesistössä katsotaan edulliseksi, on tällainen uitto lauttausyhdistyksen puolesta toimitettava.

2. Jos jompikumpi sopimusvaltio vaatii lauttaussääntöä jotakin vesistöä varten, on sellainen laadittava. Niinikään on jommankumman sopimusvaltion vaatiessa ryhdyttävä toimenpiteisiin lauttaussäännön muuttamiseksi.

Sopimusvaltiot sitoutuvat, niin pian kuin vaatimus lauttaussäännön laatimisesta on tehty ja katselmuskustannusten suorittamisesta sovittu, määräämään edustajan yhdessä toisen sopimusvaltion edustajan kanssa toimittamaan tarkoitusta varten katselmuksen, jonka perusteella mainittujen edustajain on laadittava ehdotus lauttaussäännöksi, mikä sittemmin

на территорию другого договаривающегося государства, должен быть упорядочен согласно приведенным ниже в сей статье правилам. В прочих частях этих водных систем действует порядок, указанный в статье 2-ой настоящей Конвенции.

1. Для указанных в настоящей статье частей каждой водной системы, где должны быть произведены работы в целях приведения в порядок сплавного пути или где должны быть приняты иные специальные меры для урегулирования сплава, должен быть составлен особый сплавной устав, утверждаемый совместно теми властями обоих государств, которым это будет поручено подлежащими правительствами.

В сплавном уставе должно быть точно указано, каким образом может производиться гонка лесных материалов в водной системе, в частности, допускается ли на данной водной системе исключительно смешанный сплав или считается возможным также и очередной сплав, каким образом должны быть предупреждаемы и устраняемы препятствия, возникающие для достаточного стока воды, вследствие затопления и скопления лесных материалов, и иные неудобства, как должен быть устроен сплавной путь, а также устраиваемы, заведываемы и содержимы в порядке имеющиеся в водной системе постоянные сооружения, а также, как должны быть урегулированы другие, касающиеся сплава, вопросы.

Сплав должен быть производим сплавным союзом в таком порядке и таким образом, чтобы интересы владельцев лесных материалов были наилучшим способом ограждены. Если очередной сплав на водной системе будет признан выгодным, то таковой сплав должен быть производим сплавным союзом.

2. Если одно из договаривающихся государств потребует установления сплавного устава для какой либо водной системы, то таковой должен быть составлен. Равным образом по требованию одного из договаривающихся государств должны быть принимаемы меры к изменению сплавного устава.

Договаривающиеся государства обязуются, коль скоро пред'явлено требование о составлении сплавного устава и состоялось соглашение о покрытии расходов по осмотру, назначить представителя для производства с представителем другого договаривающегося государства необходимого для сего осмотра, на основании коего упомянутыми представителями составляется про-

vahvistetaan tämän artiklan 1 kohdassa mainitussa järjestyksessä.

Katselmustoimituksen aika ja paikka on paikallisten hallintoviranomaisten toimesta vähintäin neljätoista päivää aikaisemmin kuulutuksella saatettava asianomaisten tietoon ja samalla kehoitettava kaikkia niitä, jotka katsovat asian koskevan oikeuttansa, katselmuksessa sitä valvomaan.

Katselmustoimituksia on pidettävä vä-hin täin yksi jokaisessa kunnassa, joiden alueella vesistö juoksee.

Lauttaussäännön muuttamista koskevat asiat voidaan, ellei erityisiä syitä ilmaannu, ratkaista ilman katselmusta ja oikeudenomistajain kuulustamista.

3. Sellaisia lauttausväylän kuntoonpanotöitä, jotka voivat aiheuttaa vahingollista vedenpinnan nousua tahi lauttaus- tai kulkuväylän huonontumista tai kalastuksen vahingoittamista toisen sopimusvaltion alueella, ei sallita ilman asianomaisen sopimusvaltion kanssa tehtävää eri sopimusta.

4. Jos lauttausväylän kuntoonpanemiseksi, laventamiseksi tai parantamiseksi on tarpeen saada oikeus lauttausta varten käyttää toiselle kuuluvaa maa- tai vesialuetta, ratkaistakoon kysymys alueen luovuttamisesta, jollei vapaaehtoista sopimusta omistajan kanssa saada aikaan, siinä järjestyksessä, kuin on säädetty kiinteän omaisuuden omistus- tai käyttöoikeuden luovuttamisesta yleiseen tarpeeseen siinä valtiossa, jossa tarvittava alue sijaitsee.

5. Kaiken tässä artiklassa mainittujen vesistöjen osiin lautattavaksi lasketun puutavaran uittaminen on suoritettava yhteiseen laskuun lauttaajien perustamain lauttausyhdistysten välityksellä.

Jokainen lautattavan puutavaran omistaja on velvoitettu ja oikeutettu kuulumaan lauttausyhdistykseen sen vuoden kuluessa, jona hän uittaa puutavaraa kyseessä olevassa vesistössä. Yhdistyksen johtokunnan on kuitenkin sallittava puutavaranomistajan itse lautata puutavaransa erikseen, mikäli se voi tapahtua ilman haittaa yhteiselle lauttaukselle.

Yhdistykseen ei lueta kuuluvaksi maanomistajaa, joka omasta metsästään lauttaa

ект сплавного устава, который затем подлежит утверждению в указанном в пункте 1-м настоящей статьи порядке.

Заинтересованные лица должны быть извещены распоряжением местных административных властей по крайней мере за 14-ть дней вперед публикацией о времени и месте производства осмотра, причем всем тем, которые признают, что дело касается их прав, должно быть предоставлено присутствовать при осмотре, для охранения своих прав.

В каждой волости или общине, в пределах которой водная система протекает, должен быть произведен по крайней мере один осмотр.

Дела, касающиеся изменения сплавного устава, могут, если не окажется особых причин, быть решаемы без производства осмотра и выслушания заинтересованных прибрежных владельцев.

3. Работы по устройству сплавного пути, могущие причинить вредное повышение уровня воды, ухудшение сплавного пути или фарватера, или же ущерб рыбной ловле на территории другого договаривающегося государства, допускаются лишь на основании особого заключенного о сем договаривающимися государствами соглашения.

4. Если для приведения в порядок, расширения или улучшения сплавного пути необходимо приобрести право на пользование для сплава принадлежащим другому земельным или водным участком, то вопрос о передаче участка, если не состоится добровольного о том соглашения с владельцем его, решается в порядке, установленном относительно отчуждения недвижимого имущества или права пользования этим имуществом для общественных надобностей, в том государстве, где находится соответствующий участок.

5. Гонка всех сплавляемых по указанным в этой статье частям водных систем лесных материалов должна производиться за общий счет при посредстве образуемых сплавщиками для каждой водной системы сплавных союзов.

Каждый владелец сплавляемого лесного материала обязан и в праве быть членом сплавного союза в течение того года, когда он сплавляется лесной материал по данной водной системе. Однако правление сплавного союза обязано разрешить владельцу лесного материала самому справлять свой лесной материал отдельно, поскольку этим не наносится ущерб общему сплаву.

Принадлежащим к союзу не считается землевладелец, который сплавляет на коротком про-

kotitarvepuita lyhyemmillä matkoilla. Tällaisesta lauttauksesta, joka ei saa tuottaa esteitä yhteiselle lauttaukselle, on kuitenkin sovittava yhdistyksen lauttauspäällikön kanssa ja on lauttauslaitteista, mikäli niitä käytetään, suoritettava kohtuullinen korvaus.

6. Lauttausyhdistyksen jäsenten keskinäiset suhteet järjestetään säännöillä, jotka uittajien anomuksesta yhteisesti vahvistavat tämän artiklan 1 kohdassa mainitut viranomaiset. Näiden sääntöjen tulee sisältää määräyksiä yhdistyksen johtokunnan ja lauttauspäällikön oikeuksista ja velvollisuuksista kuin myös siitä, millä tavoin ja mitä tarkoituksia varten yhdistyksen jäsenet ovat kutsuttavat yhteisiin kokouksiin.

Kun uittoon ottaa osaa kummankin valtion lauttaajia, tulee lauttausyhdistyksen johtokuntaan kuulua sekä suomalaisia että venäläisiä jäseniä siinä suhteessa, kuin kummankin maan lauttaajilla on puutavaraa vesistössä, kuitenkin niin että kummankin valtion lauttaajilla on vähintäin kaksi edustajaa johtokunnassa.

Lauttaus olkoon näissä vesistöissä sallittu jo ennenkuin lauttausyhdistyksen säännöt ovat edellämainitulla tavalla vahvistetut, noudattamalla kuitenkin tässä sopimuksessa olevia sääntöjä.

7. Lauttausyhdistyksen jäsenet ottavat osaa yhdistyksen menoihin suhteessa kunkin uittovuoden kuluessa lauttaamaan matkaan ja puutavaramäärään. Tällöin on huomioon otettava, että yksi sahapölkky vastaa puolta kuutiometriä paperi-, propsi- tai polttopuita, ellei lauttausyhdistyksen säännöissä toisin määrätä.

8. Puutavaraa saadaan lautata sekä irtonaisena että lautoissa, kaikkina vuoden aikoina, jolloin luonnonsuhteet sen sallivat.

9. Puutavaraa, jonka lauttaaminen saatetaan loppuun vuoden kuluessa puiden kaatamisesta lukien, saadaan lautata kuorimattomana. Muussa tapauksessa on puutavara kelvollisesti kuorittava, ellei lauttaajille erikoisista syistä ole myönnetty helpotuksia tästä velvollisuudesta. Kuoriminen on toimitettava sellaisella paikalla tai muuten sillä tavoin, että kuoret eivät voi joutua vesistöön.

тяжении лесные материалы из собственного леса для домашних надобностей. Таковая гонка, которая не должна причинять препятствий общему сплаву, допускается, однако, лишь на основании соглашения с заведывающим сплавом, причем за сплавные приспособления, в случае пользования ими, должно быть уплачиваемо умеренное вознаграждение.

6. Взаимные отношения членов сплавного союза регулируются уставом, утверждаемым, по ходатайству сплавщиков, совместно указанными в 1 пункте настоящей статьи властями. В том же уставе должны содержаться указания о правах и обязанностях правления союза и заведывающего сплавом, а также о том, в каком порядке и в каких случаях члены союза должны быть созываемы на общие собрания.

Когда в сплаве принимают участие сплавщики обоих государств, в правление сплавного союза должны входить как русские, так и финские члены, соразмерно количеству сплавляемого в водной системе сплавщиками обоих государств лесного материала, однако с таким расчетом, чтобы сплавщики каждого государства имели в правлении не менее двух представителей.

Еще до утверждения вышеуказанным образом устава сплавного союза, допускается сплав в этих водных системах, при условии соблюдения постановлений настоящей Конвенции.

7. Члены сплавного союза участвуют в расходах союза соразмерно протяжению пути и количеству сплавляемого ими лесного материала. При определении количества лесного материала пильное бревно приравнивается к половине кубического метра леса для изготовления бумаги, пропса и дров, если в уставе сплавного союза не определено иначе.

8. Лесной материал может сплавляться россыпью или в плотах, во всякое время года, когда природные условия допускают сплав.

9. Лесной материал, сплав коего заканчивается в течение одного года со времени рубки, может быть сплавляем не очищенным от коры. В противном случае, лесной материал должен быть надлежащим образом очищен от коры, если сплавщику не разрешены по особым причинам льготы в отношении исполнения той обязанности. Очистка от коры должна производиться в таких местах, и вообще таким образом, чтобы кора не могла попадать в водную систему.

10. Lauttausmiehistö saa erityisettä luvatta nousta rannalle sellaisella paikalla, missä se lauttauksen tai vahingon torjumisen vuoksi on tarpeen. Rannoille nouseminen ja kulkeminen tonteilla, puutarhoissa, puistoissa ja varastopaikoissa on kuitenkin sallittu ainoastaan siinä tapauksessa, ettei sitä lauttauslaitteiden avulla tai muulla tarkoituksenmukaisella tavalla voida välttää. Liikkuessaan rannoilla on lauttausmiehistön mikäli mahdollista käytettävä siellä olevia teitä ja polkuja.

11. Lauttauksen aikana on ilman erityistä lupaa sallittu asettaa puomeja ja tilapäisiä lauttauslaitteita sellaisiin paikkoihin, missä nämä lauttaustöiden suorittamiseksi tai vahinkojen estämiseksi katsotaan välttämättömiksi. Sanotut laitteet ja puomit eivät kuitenkaan saa olla esteenä liikenteelle vesistöissä eivätkä myöskään karkoittaa kaloja niiden kutu- ja pyyntipaikoilta,.

Sillat, laiturit, uimahuoneet ja muut laitokset ovat tarpeen vaatiessa lauttauksen ajaksi varustettavat laitteilla, jotka suojelevat niitä vahingoittumiselta.

Puutavaraa irtonaisena lautattaessa saadaan asettaa poikkipuomeja ehdolla, että niitä yleensä ei asetata kylien kohdalle eikä paikkoihin, joissa niistä voi aiheutua huomattavaa veden kohoamista.

12. Jokaisen lauttaustavaran omistajan tulee vuosittain ennen valmistavien talvitöiden alkua ja viimeistään tammikuun 1 päivänä jättää lauttausyhdistyksen johtokunnalle alustavat tiedot sen puutavaran määrästä ja laadusta, jonka hän aikoo valmistaa uitettavaksi vesistössä.

Jos jommankumman sopimuspuolen lauttaajat ilmoittavat, että on välttämätöntä, että kaikki vesistön lauttaajat yhteisesti harkitsevat kysymyksiä, jotka koskevat vesistön mahdollista liiallista rasittamista, yksityisten lauttaajien etujen suojelemista sekauiton aikana, uitettavan tavaran koon määräämistä sekä mahdollisten väliuittojen järjestyksestä, on lauttausyhdistyksen johtokunnan yllämainittujen kysymysten käsittelyä varten kokoonkutsuttava lauttaajien yleinen kokous.

13. Jokainen lauttausyhdistykseen kuuluva puutavaran omistaja on velvollinen vuosittain ennen huhtikuun 1 päivää lauttauspäällikölle jättämään täydellisen ilmoituksen sen puutavaran määrästä ja laadusta, minkä hän

10. Занятым сплавом рабочим предоставляется без особого разрешения сходить на берег в таких местах, где это необходимо для производства сплава или для предупреждения ущерба. Однако, сход на берег и хождение по дворовым местам, садам, паркам и складочным местам, дозволяется лишь в случае невозможности избегнуть этого при помощи сплавных приспособлений или иным образом. Находясь на берегу, рабочие должны по возможности пользоваться имеющимися там дорогами и тропинками.

11. Во время сплава дозволяется без особого разрешения ставить боны и прочие временные сплавные приспособления в таких местах, где это окажется необходимым для производства сплава или предупреждения вреда. Приспособления эти и боны, однако, не должны препятствовать движению по водной системе и удалять рыбу с мест метания икры и ловли.

Все мосты, пристани, купальни и прочие сооружения должны быть по мере надобности на время сплава ограждены приспособлениями, охраняющими их от повреждений.

Устройство поперечных запаней при россыпном сплаве допускается, но при условии, чтобы они вообще не ставились у селений и в местах, где они могут вызвать значительный под'ем воды.

12. Каждый лесозаготовитель обязан представить правлению сплавного союза ежегодно до начала зимнего сезона заготовок, но не позже 1-го января, предварительные данные о количестве и размере предположенных им к заготовке на данной водной системе лесных материалов.

В случае заявления лесозаготовителей одной договаривающейся стороны о необходимости совместного обсуждения всеми лесозаготовителями данной водной системы вопросов, касающихся возможной перегрузки водной системы, ограждения интересов отдельных сплавщиков при смешанном сплаве в целях распределения размеров заготовленных лесных материалов, а также порядка могущих быть на данной водной системе промежуточных сплавов, правление сплавного союза обязано созвать общее собрание лесозаготовителей для обсуждения указанных выше вопросов.

13. Каждый принадлежащий к сплавному союзу владелец лесного материала обязан ежегодно до 1-го Апреля представить заведующему сплавом подробное заявление о количестве и качестве лесного материала, который он намерен до-

aikoo laskea lauttausväylään uitettavaksi, sekä samalla ilmoittaa, milloin tavara jätetään uitettavaksi, sekä mistä ja minne tavara aijotaan lautata. Joka laiminlyö näiden ilmoitusten tekemisen, on velvollinen suorittamaan ne lauttauskustannukset, mitkä hänen olisi pitänyt maksaa, ja lisäksi vielä korkeintaan 50% korotuksen lauttausyhdistyksen johtokunnan harkinnan mukaan.

14. Ennen lauttauksen alkamista on puutavara varustettava sellaisella omistajaa osoittavalla merkillä, joka voidaan eroittaa toisten lauttaajien vastaavista merkeistä. Kun uuden osakkaan omistamia puutavaroita ensi kerran lasketaan lauttausväylään, on luonnollista kokoa oleva jäljennös omistajan puutavaramerkistä jätettävä lauttausyhdistyksen johtokunnalle ennen maaliskuun 1 päivää ja on johtokunnan hyväksyttävä tämä merkki, ennenkuin osakas on oikeutettu sitä käyttämään.

Jos lauttaus näissä vesistöissä tapahtuu ennenkuin lauttausyhdistyksen säännöt ovat vahvistetut, kuten tämän artiklan 6 kohdassa on myönnetty, on lauttaajan merkki jätettävä vahvistettavaksi Suomessa ruununnimismiehelle ja Venäjällä puuteollisuuden Keskushallituksen paikallisille asiamiehille niissä kunnissa, joiden alueen kautta uitto tapahtuu.

Ellei tässä kohdassa olevia määräyksiä noudateta, katsotaan puutavara merkitsemättömäksi ja ellei omistajaa kolmen kuukauden kuluessa ilmaannu, joutuu puutavara lauttausyhdistyksen omaksi.

Tässä kohdassa olevat määräykset koskevat myös 3 artiklan 5 kohdan toisessa kappaleessa mainittua puutavaran omistajaa, joka erikseen lauttaa puutavaransa, mutta ei maanomistajaa, joka omasta metsästään lauttaa kotitarvepuita lyhyemmän matkan.

15. Lauttausyhdistyksen tulee määrätä jokaiseen kuntaan, johon vesistö koskee, asiamies, jonka nimestä ja asuinpaikasta annetaan yleisölle tieto ja jonka puoleen asianomaiset voivat kääntyä yhteisen lauttauksen heille tuottamaa vahinkoa ja haittaa koskevissa asioissa.

16. Vahingot, jotka aiheutuvat rannalle nousemisesta, lauttauksesta tai siitä johtuvista syistä, tulee lauttausyhdistyksen tai, jos uitto tapahtuu erikseen, lauttaajan korvata.

ставить в водную систему для сплава, и вместе с тем сообщить, когда материал будет доставлен для сплава и с какого и до какого места предполагается сплавлять его. Тот, кто не представит этих сведений, обязан внести, сверх причитающихся с него за сплав платежей, дополнительную плату в размере не свыше 50-ти процентов по усмотрению правления сплавного союза.

14. До начала гонки лесной материал должен быть снабжен клеймом владельца, отличимым от клейм других владельцев. При доставке принадлежащего новому участнику сплавного союза лесного материала в первый раз для сплава в водную систему, правлению сплавного союза должно быть до 1-го Марта представлено изображение в натуральную величину, употребляемого владельцем клейма, которое должно быть утверждено правлением, прежде чем участник вправе им пользоваться.

В случае сплава в этих водных системах до утверждения устава сплавного союза, допускаемого на основании п. 6-го настоящей статьи, изображение клейма владельца должно быть представлено к утверждению в России местному агенту центрального Управления Лесной Промышленности и в Финляндии коронному ленсману в тех общинах, через территорию которых проходит сплав.

В случае несоблюдения указанных в этом пункте правил, лесной материал считается не клейменным и, если владелец его не об'явится в течении трех месяцев, этот лесной материал поступает в собственность сплавного союза.

Правила настоящего пункта касаются также упомянутых во втором абзаце п. 5-го статьи 3-й владельцев лесных материалов, сплавляющих свой лесной материал отдельно, но не касаются землевладельцев, сплавляющих лесной материал из собственного леса для домашних надобностей на коротком расстоянии.

15. Сплавной союз обязан назначить в каждую волость и общину, с которой соприкасается водная система, по которой производится сплав, поверенного, об имени, фамилии и местожительстве которого население должно быть извещено и к которому подлежащие лица могут обращаться по делам, касающимся причиненных им общим сплавом вреда и неудобств.

16. Убытки, причиняемые сходом на берег, сплавом или связанными с ним причинами, должны быть возмещены сплавным союзом или отдельным сплавщиком, если сплав производится отдельно.

17. Elleivät asianomaiset sovi edellisessä kohdassa mainittujen vahinkojen korvaamisesta, toimittaa vahinkojen arvioinnin arviolautakunta, johon kuuluu kolme jäävitöntä tuomarinvastuulla toimivaa arviomiestä. Arviolautakuntaan valitsee kumpikin hallitus tai se viranomainen, jolle hallitus on tämän tehtävän antanut, yhden arviomiehen ja nämä yhdessä kaksi puheenjohtajaa, yhden vahinkojen arvioimista varten Suomen alueella ja toisen vahinkojen arvioimista varten Venäjän alueella. Ellei puheenjohtajan vaalista päästäisi yksimielisyyteen, määrää kumpikin hallitus tai edellä mainittu viranomainen puheenjohtajan oman maansa alueella tapahtuneiden vahinkojen arvioimista varten.

Arviolautakunnan päätös on lopullinen ja asianomaisia velvoittava.

Tarkastuksen ajan määräävät arviomiehet, joiden tällöin on otettava huomioon, että tarkastukseen on ryhdyttävä viipymättä uiton tultua loppuun suoritetuksi niillä paikoilla, joissa vahinko on syntynyt.

4 *artikla.*

Jos vesistöissä lautattava puutavara on tarkoitettu maasta vietäväksi ja siitä sen johdosta on suoritettava tulli- taikka muu maksu, tulee lauttaajan ennen tavaran maasta vientiä suorittaa tämä maksu. Ellei niin tapahdu, vastaa maksun suorittamisesta lauttausyhdistyksen johtokunta tai asianomainen yksityinen lauttaaja ja voidaan sen valtion vaatimuksesta, jolle maksu on tuleva, maksun perimiseksi ulosmitata mikä osa hyvänsä yhdistyksen lautattavasta ja sille tai sen jäsenille kuuluvasta tai yhdistyksen ulkopuolella olevan lauttaajan omistamasta puutavarasta.

Ellei lautattava puutavara ole tarkoitettu maasta vietäväksi, vaan ainoastaan toisen valtion alueen kautta kuljetettavaksi, älköön tässä artiklassa mainittuja maksuja kannettako. Älköön myöskään kauttakulkumaksuja puutavaroista kummankaan sopimusvaltion alueella vaadittako.

5 *artikla.*

Jos jompikumpi sopimusvaltioista myöntää lauttaukseen nähden alueellaan tämän sopi-

17, Если между заинтересованными лицами не состоится соглашения о возмещении упомянутых в предыдущем пункте убытков, то убытки эти оцениваются оценочной комиссией в составе трех неподлежащих отводу лиц, действующих под судейской ответственностью. В состав оценочной комиссии оба правительства или назначенные ими для сего власти назначают по одному члену, а эти члены сообща избирают двух председателей — одного для оценки убытков на территории России, другого — для оценки убытков на территории Финляндии. Если не будет достигнуто единогласия по вопросу о выборе председателей, то Правительства или упомянутые выше власти назначают председателя для оценки убытков, происшедших на их территории.

Решения оценочной комиссии считаются окончательными и обязательными для заинтересованных лиц.

Время осмотра определяется оценщиками, которые при этом должны иметь в виду, что к оценке должно быть приступлено немедленно по окончанию гонки в тех местах, где причинены убытки.

Статья 4.

Если сплавляемый по водной системе лесной материал предназначен к вывозу из страны и за него посему должны быть уплачены таможенные или иные сборы, то сплавщик обязан до вывоза лесного материала произвести указанный платеж. В случае неуплаты ответственность несет правление сплавного союза или соответствующий отдельный сплавщик, причем взыскание по требованию государства, которому причитается платеж, может быть наложено на любую партию сплавляемого лесного материала, принадлежащего союзу или его членам, или владельцу, не являющемуся членом сплавного союза.

Если сплавляемый лесной материал не предназначается к вывозу из страны, а лишь провозится транзитом через территорию другого государства, то означенные в настоящей статье сборы не взимаются. Равным образом не должны быть взимаемы транзитные платежи за лесной материал на территории договаривающихся государств.

Статья 5.

В случае предоставления одним из договаривающихся государств на его территории в

muksen tarkoittamissa vesistöissä joitakin etuja tai vapautuksia joko oman maan tai jonkun kolmannen valtion lauttaajille, ovat samat edut ja vapautukset samanaikaisesti ja ehdottomasti myönnettävät myöskin toisen sopimusvaltion lauttaajille.

предусмотренных настоящей Конвенцией водных системах каких либо льгот или преимуществ в отношении сплава сплавщиками собственной страны вообще или какого либо третьего государства, те же общие льготы и преимущества должны быть одновременно и безусловно предоставлены также сплавщикам другого договаривающегося государства.

6 *artikla.*

Kummankin sopimusvaltion lauttaajat ovat oikeutetut tulli- tai muita maksuja suorittamatta viemään toisen valtion alueelle tarpeellisia lauttausvälineitä sekä elintarpeita uittotyömiehiänsä varten. Lauttausvälineitä kotimaahan palautettaessa ei myöskään mitään vientimaksuja kanneta.

Kummankin sopimusvaltion lauttaajat ovat toisen sopimusvaltion alueella oikeutetut vuokraamaan maa-alueita ja suojia, vapaasti ostamaan lauttauksessa tarvittavia tarveaineita ja välineitä sekä työmiesten varusteita ja muutenkin ryhtymään kaikkiin lauttausta varten tarpeellisiin toimenpiteisiin, ehdolla että he noudattavat asianomaisessa maassa voimassa olevia lakeja ja asetuksia.

Статья 6.

Сплавщики обоих договаривающихся государств имеют право, не уплачивая таможенных или иных сборов, ввозить на территорию другого государства необходимые для производства сплава орудия и с'естные припасы для занятых сплавом своих рабочих. При возвращении орудий сплава на родину никакие экспортные сборы не взимаются.

Сплавщикам каждого договаривающегося государства предоставляется право в пределах территории другого договаривающегося государства арендовать плацы и помещения для сплавов, свободно закупать необходимый для сплава материал и инвентарь, снабжение для рабочих и вообще предпринимать связанные со сплавом необходимые работы, соблюдая при этом законы и постановления государства, на территории которого эти действия производятся.

7 *artikla.*

Lauttausvirkailijat ja työmiehet, jotka toimensa vuoksi ovat pakoitetut oleskelemaan toisen sopimusvaltion alueella, nauttivat passeihin nähden niitä helpotuksia, mitkä mainitaan Suomen ja Venäjän välillä tehtävässä passiasioita koskevassa erikoissopimuksessa.

Siihen saakka, kunnes tällainen sopimus saadaan aikaan, ovat voimassa seuraavat määräykset :

1. Rajaviranomaisten varmentama luettelo uittoa varten rajan yli lähtevistä virkailijoista ja työmiehistä on hyvissä ajoin ennen lähtöä toimitettava toisen valtion lähimmille paikallisille rajaviranomaisille, jotka ovat oikeutetut tarkastamaan passit. Passeina pidetään paitsi tavallisia passeja myöskin kummankin valtion rajaviranomaisten antamia todis-

Статья 7.

Состоящие при сплавных работах служащие и рабочие, которые по характеру своих работ вынуждены пребывать на территории другого договаривающегося государства, пользуются в отношении паспортов льготами, которые будут указаны в имеющем быть заключенным между Россией и Финляндией особом, касающемся паспортов, Соглашении.

До заключения означенного Соглашения, устанавливается нижеследующий порядок :

1. Удостоверенный пограничными властями именной список служащих и рабочих сплава, кои должны перейти границу, должен быть передан заблаговременно до перехода границы ближайшим местным пограничным властям другого государства, каковым предоставляется право проверки паспортов. Под паспортами подразумеваются, кроме обычных паспортов, также и свидетельства,

tuksia. Samassa järjestyksessä annetaan joka viikko ilmoitus virkailijoihin ja työmiehiin nähden tapahtuneista muutoksista.

2. Lauttausvirkailijat ja työmiehet eivät saa poistua rannasta kauemmaksi kuin kilometrin päähän. Kyliin, jotka ovat kauempana kuin kilometrin päässä rannasta, saavat virkailijat ja työmiehet yöpyä ainoastaan asianomaisten valtioiden rajaviranomaisten luvalla. Rajan ylikäyntipaikat määrätään kulloinkin molempien sopimusvaltioiden asianomaisten rajaviranomaisten sopimuksesta.

8 *artikla.*

Sopimusvaltiot sitoutuvat ilmoittamaan toisilleen kaikista niistä asetuksista ja määräyksistä, jotka koskevat lauttausta tässä sopimuksessa mainituissa vesistöissä. Kaikista muutoksista ja täydennyksistä näihin asetuksiin ja määräyksiin on hyvissä ajoin ilmoitettava toiselle sopimusvaltiolle.

9 *artikla.*

Tämän sopimuksen tulkinnasta tai soveltamisesta johtuvat erimielisyydet jätetään erityisen, pariteetin perusteella muodostetun komitean ratkaistavaksi. Edustajat tähän komiteaan määräävät molempien sopimusvaltioiden hallitukset.

10 *artikla.*

Tämä sopimus on ratifioitava ja tulee ratifioitujen kapplaten vaihdon tapahtua Helsingissä niin pian kuin mahdollista.

11 *artikla.*

Tämä sopimius astuu voimaan heti kun ratifioidut kappaleet ovat asianmukaisesti vaihdetut ja pysyy voimassa siksi kunnes kaksi vuotta on kulunut siitä päivästä, kun jompikumpi sopimusvaltioista on sen irtisanonut.

выданные пограничными властями обоих государств. В таком же порядке еженедельно передается заявление о всех переменах в составе служащих и рабочих.

2. Служащие и рабочие сплава не имеют права отходить дальше одного километра от берега. Проход служащих и рабочих для ночлега в деревни, расположенные далее одного километра от берега, допускается не иначе, как по разрешению пограничных властей соответствующего государства. Пункты переезда границы определяются в каждом отдельном случае по соглашению соответствующих пограничных властей обоих договаривающихся государств.

Статья 8.

Договаривающиеся государства обязуются извещать друг друга о всех постановлениях и определениях, касающихся сплава леса по упомянутым в настоящей Конвенции водным системам. О всех изменениях в этих постановлениях и о дополнениях к ним, договаривающиеся государства должны по возможности заблаговременно сообщать друг другу.

Статья 9.

Возникающие при толковании или применении настоящей Конвенции разногласия передаются на решение специальной Комиссии, образуемой на паритетных началах в составе представителей, назначаемых Правительствами обоих договаривающихся государств.

Статья 10.

Настоящая Конвенция подлежит ратификации и обмен ратификационными грамотами должен произойти в Гельсингфорсе в кратчайший по возможности срок.

Статья 11.

Настоящая Конвенция вступает в силу немедленно по обмене надлежащим порядком ратификационными грамотами и остается в силе впредь до истечения двух лет со дня заявления одного из договаривающихся государств об отказе от нее.

12 artikla.

Tämä sopimus on laadittu kahdessa kappaleessa suomen-, ruotsin- ja venäjänkielellä ja ovat kaikki tekstit yhtä todistusvoimaisia.

Ylläolevan vakuudeksi ovat kummankin sopimusvaltion valtuutetut tämän sopimuksen allekirjoittaneet ja sineteillään vahvistaneet. Helsingissä, lokakuun 28 päivänä 1922.

(L. S.) A. AHONEN.
(L. S.) P. J. HYNNINEN.
(L. S.) A. E. ALFTHAN.
(L. S.) VÄINÖ HUPLI.
(L. S.) Y. W. PUHAKKA.

Статья 12.

Настоящая Конвенция составлена в двух экземплярах, на русском, финском и шведском языках, и все тексты одинаково аутентичны.

В удостоверение всего изложенного уполномоченные обоих договаривающихся государств подписали настоящую Конвенцию и скрепили ее своими печатями, в г. Гельсингфорсе, 28 октября 1922 года.

(М. П.) М. ФРАНКФУРТ.
(М. П.) Ал. СМИРНОВ.
(М. П.) А. ИГНАТЬЕВ.
(М. П.) Н. КОЛЧАНОВСКИЙ.

TEXTE SUÉDOIS. — SWEDISH TEXT.

No. 491. — KONVENTION ANGÅENDE FLOTTNING AV SKOGSALSTER I VATTENDRAG, VILKA RINNA FRÅN FINLAND TILL RYSSLAND OCH I MOTSATT RIKTNING, UNDERTECKNAD I HELSINGFORS, DEN 28 OKTOBER 1922.

REPUBLIKEN FINLANDS REGERING och RYSKA SOCIALISTISKA FEDERATIVA RÅDSREPUBLIKENS REGERING hava, i enlighet med bestämmelsen i artikel 21 av det i Dorpat den 14 oktober 1920 undertecknade fredsfördraget, beslutit träffa överenskommelse angående ordnandet av virkesflottningen i vattendrag, vilka rinna från Finlands in på Rysslands område och i motsatt riktning, ävensom överlämnat dess upprättande och undertecknande åt Finsk-ryska blandade Centralkommittén, och i sådant avseende befullmäktigat:

REPUBLIKEN FINLANDS REGERING:

A. AHONEN,
P. J. HYNNINEN,
A. E. ALFTHAN,
V. HUPLI,
Y. W. PUHAKKA;

RYSKA SOCIALISTISKA FEDERATIVA RÅDSREPUBLIKENS REGERING :

S. M. FRANKFURT,
A. M. SMIRNOFF,
A. M. IGNATJEFF,
N. P. KOLTSHANOVSKI,

vilka, efter att hava för varandra uppvisat sina i god och behörig form befunna fullmakter, överenskommit som följer :

Artikel 1.

I vattendrag, vilka rinna från Finland till Ryssland och i motsatt riktning, få vardera fördragsslutande statens medborgare och bolag ävensom statens affärsföretag och inrättningar utan hinder flotta trävaror såväl över gränsen som ock vidare på vardera fördragsslutande statens område ända till havet på sådant sätt och på de villkor, som i denna konvention närmare bestämmas.

Artikel 2.

I sådana vattendrag, vilka upprinna inom någondera fördragsslutande statens område och endast en gång skära gränsen mellan staterna, äga den ena fördragsslutande statens flottare rätt att flotta trävaror på den andra fördragsslutande statens område längs kortaste allmänna flottled i den ordning därstädes gällande lagar och författningar stadga.

För såvitt flottningen i de skilda vattendragen inom de fördragsslutande staternas områden icke är medelst särskilda bestämmelser ordnad, skall frågan om den flottningsordning, som den andra fördragsslutande statens flottare i dessa vattendrag skola iakttaga, avgöras medelst överenskommelse, som avslutas mellan regeringarna. Denna överenskommelse skall uppgöras på grundvalen av ömsesidighetsprincipen.

Artikel 3.

I sådana vattendrag, vilka upprinna inom någondera fördragsslutande statens område och flere gånger skära gränsen mellan staterna eller äro gemensamma gränsfloder för de fördragsslutande staterna, skall flottning av skogsalster från och med det ställe, där vattendraget första gången antingen skär gränsen eller utgör gränsflod, ända till det ställe, där vattendraget slutligen inflyter på den andra fördragsslutande statens område, ordnas enligt de i denna artikel nedan fastställda stadgandena. I övriga delar av ifrågavarande vattendrag skola de i artikel 2 ingående bestämmelserna iakttagas.

1. För varje i denna artikel omförmäld del av vattendrag, där arbeten för iståndsättande av flottled skola utföras eller andra säråtgärder vidtagas för flottningens ordnande, skall uppgöras särskild flottningsstadga, som stadfästes gemensamt av de myndigheter i vardera fördragsslutande staten, åt vilka vederbörande regeringar överlämnat detta uppdrag.

I flottningsstadga skall noggrant bestämmas på vilket sätt virkesflottning i vattendrag får verkställas, och skall särskilt angivas, huruvida i vattendraget får flottas virke enbart sammanblandat eller huruvida jämväl separat flottning är tillåten, huru av virkets sjunkning eller anhopning uppstående hinder för vattnets tillräckliga avlopp samt annan olägenhet skall undvikas och avlägsnas ävensom huru flottled skall inrättas samt i vattendraget befintliga fasta flottningsanstalter skola anläggas, skötas och underhållas, ävensom huru övriga frågor rörande flottningen skola ordnas.

Flottningsförening skall verkställa virkesflottning i sådan ordning och på sådant sätt, att flottgodsägarnas intressen bäst bliva beaktade. Befinnes separatflottning i vattendraget fördelaktig, skall sådan flottning av flottningsföreningen verkställas.

2. Påyrkar någondera fördragsslutande staten flottningsstadga för visst vattendrag, skall sådan uppgöras. Likaså skola på yrkande av någondera fördragsslutande staten åtgärder vidtagas för ändring av flottningsstadga.

Fördragsslutande staterna förbinda sig att så snart yrkande om uppgörande av flottningsstadga gjorts och sedan överenskommelse om synekostnadernas bestridande träffats, utse en representant att jämte den andra fördragsslutande statens representant för ändamålet verkställa syn, med stöd av vilken sagda representanter äga uppgöra förslag till flottningsstadga, som sedermera stadfästes i 1 punkten av denna artikel omförmäld ordning.

Tid och ort för syneförrättning skall genom de lokala förvaltningsmyndigheternas försorg minst fjorton dagar tidigare medelst kungörelse bringas till vederbörandes kännedom och därjämte alla de, vilka anse saken beröra sin rätt, uppmanas att vid synen densamma bevaka.

Syneförrättningar skola hållas minst en i varje kommun, genom vars område vattendraget rinner.

Ärenden rörande ändring av flottningsstadga kunna, för såvitt icke särskild orsak därtill yppar, sig, avgöras utan syn och rättsinnehavarnas hörande.

3. Sådana flottleds iståndsättningsarbeten, vilka kunna förorsaka skadlig höjning av vattennivån eller försämring av flott eller farled eller skada fisket på den andra fördragsslutande statens område, äro icke tillåtna utan särskild överenskommelse mellan vederbörande fördragsslutande stater.

4. Erfordras för iståndsättande, utvidgande eller förbättrande av flottled rätt att för virkesflottningen använda annan tillhörigt jord- eller vattenområde, skall frågan om områdets överlåtande, därest frivilligt avtal med ägaren icke kan träffas, avgöras i den ordning, som är stadgad för överlåtelse eller nyttjande av fastighet för allmänt behov i den stat, där det erforderliga området är beläget.

5. Flottning av allt det virke, som för flottning utsatts i delar av de uti denna artikel omförmälda vattendragen, skall verkställas för gemensam räkning genom förmedling av en utav flottarna bildad flottningsförening.

Envar flottgodsägare är pliktig och berättigad att tillhöra flottningsföreningen under det år, då han flottar virke uti ifrågavarande vattendrag. Föreningens direktion vare dock skyldig tillåta virkesägare att själv flotta sitt virke särskilt, för såvitt detta kan ske utan olägenhet för den gemensamma flottningen.

Till föreningen räknas icke jordägare, som från egen skog flottar husbehovsvirke på kortare sträckor. Om sådan flottning, som icke får utgöra hinder för den gemensamma flottningen, skall överenskommelse dock träffas med föreningens flottningschef och skall för flottningsanstalter, där sådana användas, skälig ersättning erläggas.

6. Medlemmarnas av flottningsförening inbördes förhållanden ordnas medelst stadgar, som på flottarnas ansökan gemensamt stadfästas av i punkt 1 av denna artikel omförmälda myndigheter. Dessa stadgar skola innehålla föreskrifter om direktionens för föreningen samt flottningschefens rättigheter och skyldigheter, så ock därom på vilket sätt och för vilka ändamål föreningens medlemmar skola sammankallas till gemensamma möten.

Därest i flottningen deltaga flottare från vardera staten, skola till flottningsföreningens direktion höra såväl finska som ryska medlemmar i samma förhållande som vartdera landets flottare hava virke i vattendraget, dock sålunda, att vardera statens flottare hava minst två representanter i direktionen.

Flottning vare även förrän flottningsföreningens stadgar på ovannämnt sätt stadfästs i dessa vattendrag tillåten, likväl med iakttagande av bestämmelserna i denna konvention.

7. Flottningsförenings medlemmar deltaga i föreningens utgifter i förhållande till den sträcka och virkesmängd envar under flottningsåret flottat. Härvid skall beaktas, att ett sågtimmer motsvarar en halv kubikmeter pappers-, props- eller brännved, därest icke i flottningsstadgan annorlunda bestämmes.

8. Virke må flottas såväl löst som i flottor under alla de årstider, då naturförhållandena sådant medgiva.

9. Virke, vars flottning slutföres inom ett år efter trädens avverkning, får flottas obarkat. I annat fall skall virket ordentligt avbarkas, därest flottarna icke av särskilda orsaker beviljats lättnader i denna skyldighet. Avbarkningen skall verkställas på sådan plats, eller annars på sådant sätt, att barken icke kan nedkomma i vattendraget.

10. Utan särskilt tillstånd må flottningsmanskapet beträda stränderna på sådan plats, där detta för flottningens verkställande eller avvärjande av skada är erforderligt. Beträdande av strand samt tomter, trädgårdar, parker och upplagsplatser är dock tillåtet endast i det fall, att sådant icke med tillhjälp av flottningsanstalter eller på annat ändamålsenligt sätt kan undvikas. Vid beträdande av stränderna bör flottningsmanskapet såvitt möjligt använda där förefintliga vägar och stigar.

11. Under flottning är utan särskilt tillstånd tillåtet att utsätta bommar och tillfälliga flottningsanstalter på sådana ställen, där dessa för flottningsarbetenas utförande eller för avvärjande av skada anses nödvändiga. Sagda anstalter och bommar få dock icke utgöra hinder för trafiken i vattendragen, ej heller fördriva fisken från dess lek och- fångstplatser.

Broar, bryggor, simhus och andra inrättningar skola vid behov under flottningstiden förses med anordningar, vilka skydda dem mot skada.

Då virke flottas löst, få tvärbommar utsättas med villkor, att sådana i allmänhet icke anbringas vid byar eller på sådana ställen, där de kunna åstadkomma en avsevärd höjning av vattenståndet.

12. Envar flottgodsägare skall årligen före vidtagande av de förberedande vinterarbetena och senast före den 1 januari till flottningsföreningens direktion inlämna förberedande uppgifter om mängden och beskaffenheten av det virke, som han ärnar avverka för flottning i vattendraget.

Tillkännagiva någondera fördragsslutande partens flottare att det är nödvändigt att samtliga flottare i vattendraget gemensamt pröva frågor, vilka gälla vattendragets eventuellt allt för starka belastning, skyddande av de enskilda flottarnas intressen under gemensam flottning, fastställande av storleken av det flottgods, som skall flottas, samt ordnandet för eventuell separatflottning, skall flottningsföreningens direktion för behandling av ovannämnda frågor sammankalla ett allmänt möte av flottare.

13. Envar till flottningsföreningen hörande virkesägare är pliktig att årligen före den 1 april till flottningschefen inlämna fullständig uppgift angående mängden och beskaffenheten av det virke, som han ämnar tillföra flottleden i och för flottning, ävensom därjämte uppgiva, när virket överlämnas till flottning samt varifrån och varthän virket är avsett att flottas. Var som försummar att lämna dessa uppgifter, är skyldig att utöver de flottningskostnader, vilka han bort betala, erlägga ytterligare en förhöjning av högst 50% enligt prövning av flottningsföreningens direktion.

14. Före flottningens vidtagande skall virket förses med sådant dess ägare angivande märke, som kan skiljas från övriga flottares motsvarande märken. Då ny delägare tillhörigt virke första gången införes i flottleden, skall avtryck i naturlig storlek av ägarens trävarumärke före den 1 mars inlämnas till flottningsföreningens direktion och skall direktionen godkänna detta märke, innan delägaren är berättigad att använda detsamma.

Äger flottning i något vattendrag rum innan flottningsföreningens stadgar stadfästs, på sätt i punkt 6 av denna artikel är medgivet, skall flottarens märke till fastställelse inlämnas i Finland till kronolänsman och i Ryssland till de lokala ombudsmännen för Centralstyrelsen för trävaruindustrien i de kommuner, genom vilka flottningen äger rum.

Därest föreskrifterna i denna punkt icke iakttagas, anses virket omärkt och tillfaller, för såvitt ägare icke inom tre månader anmält sig, flottningsföreningen.

Föreskrifterna i denna punkt gälla även i 5 punkten andra stycket av artikel 3 omförmäld virkesägare, som skilt flottar sitt virke, men icke jordägare, som från egen skog flottar husbehovsvirke på kortare sträcka.

15. Flottningsförening skall i varje kommun, som beröres av vattendraget, tillsätta en ombudsman, vars namn och boningsort delgives allmänheten och till vilken rättsägare kunna vända sig i ärenden rörande skador och olägenheter, som den gemensamma flottningen förorsakat.

16. Skador, vilka förorsakas genom beträdande av strand, flottning eller därav föranledda orsaker, skola av flottningsföreningen eller, därest flottningen sker särskilt, av flottaren ersättas.

17. Därest sakägare icke kunna enas om ersättande av de i föregående punkt omförmälda skador, förrättas värdering av skadorna utav en värderingsnämnd, bestående av tre ojäviga, domaransvar underkastade värderingsmän. I värderingsnämnden inväljer vardera regeringen

eller den myndighet, åt vilken regeringen omförtrott detta uppdrag, en värderingsman och dessa utse gemensamt två ordförande, en för värdering av skador på finskt område och en annan för värdering av skador på ryskt område. Uppnås icke enighet vid val av ordförande, förordnar vardera regeringen eller ovan omförmälda myndighet ordförande för värdering av inom det egna området inträffade skador.

Värderingsnämndens beslut är slutgiltigt och bindande för parterna.

Tiden för granskningen fastställes av värderingsmännen, vilka härvid skola iakttaga, att granskningen skall vidtaga omedelbart efter det flottningen blivit slutförd på de platser, där skada inträffat.

Artikel 4.

Är virke, som flottas i vattendrag, avsett att utföras ur landet och skall för detsamma till följd därav erläggas tull- eller annan avgift, skall flottaren före virkets utförsel ur landet erlägga denna avgift. Sker detta icke, ansvarar för avgiftens erläggande flottningsföreningens direktion eller vederbörande enskilda flottare, och kan på yrkande av den stat, som avgiften tillkommer, till avgiftens indrivning utmätas vilken del som helst av det virke, som flottas av föreningen och tillhör densamma eller dess medlem, eller, ock utanför föreningen stående flottares virke.

Är virke, som flottas, icke avsett att ur landet utföras utan endast att transporteras genom den andra statens område, må i denna artikel omförmälda avgifter icke uppbäras. Ej heller må transitoavgift för trävaror inom någondera fördragsslutande statens område uppbäras.

Artikel 5.

Beviljar någondera fördragsslutande staten med avseende å flottning inom sitt område i denna konvention avsedda vattendrag vissa förmåner eller lättnader antingen åt eget lands eller någon tredje stats flottare, skola samma förmåner och lättnader samtidigt och ovillkorligt beviljas jämväl den andra fördragsslutande statens flottare.

Artikel 6.

Vardera fördragsslutande statens flottare äro berättigade att utan erläggande av tull eller andra avgifter till den andra statens område föra nödiga flottningsredskap samt livsmedel för sina flottningsarbetare. Vid återförande till eget land av flottningsredskap uppbäras icke heller några utförselavgifter.

Vardera fördragsslutande statens flottare äro inom den andra fördragsslutande statens område berättigade att hyra jordområden och härbärgen, fritt köpa för flottningen erforderliga förnödenheter och redskap samt utrustning för arbetare ävensom i övrigt vidtaga alla för flottningen nödiga åtgärder, med villkor att de iakttaga i vederbörande land gällande lagar och förordningar.

Artikel 7.

Flottningsfunktionärer och arbetare vilka på grund av sin verksamhet äro nödsakade att uppehålla sig inom den andra fördragsslutande statens område, åtnjuta med avseende å pass de lättnader, vilka omförmälas i den specialkonvention angående passangelägenheter, som kommer att avslutas mellan Finland och Ryssland.

Intill dess sådan konvention fås till stånd, äro följande bestämmelser gällande :

1. En av gränsmyndigheterna bestyrkt förteckning över de flottningsfunktionärer och arbetare, vilka för flottningen begiva sig över gränsen, skall i god tid före avfärden tillställas den andra statens närmaste lokala gränsmyndigheter, vilka äro berättigade att granska passet. Såsom pass anses utom vanliga pass, jämväl av vardera statens

gränsmyndigheter utfärdade intyg. I samma ordning lämnas varje vecka uppgift om de förändringar, vilka inträffat med avseende å funktionärer och arbetare.

2. Flottningsfunktionärer och arbetare må icke avlägsna sig längre än en kilometer från stranden. I byar, vilka äro belägna längre än en kilometer från stranden, må flottningsfunktionärer och arbetare tillbringa natten endast med tillstånd av vederbörande staters gränsmyndigheter. Övergångsställena vid gränsen bestämmas genom för varje gång mellan vardera fördragsslutande statens vederbörande gränsmyndigheter träffad överenskommelse.

Artikel 8.

De fördragsslutande staterna förbinda sig att delgiva varandra alla de författningar och bestämmelser, vilka röra flottning i de vattendrag, som omförmälas i denna konvention. Varje ändring och komplettering av dessa författningar och bestämmelser skola i god tid delgivas den andra fördragsslutande staten.

Artikel 9.

Av denna konventions tolkning eller tillämpning föranledda meningsskiljaktigheter överlämnas till avgörande åt en särskild, på grundvalen av paritet tillsatt kommitté. Representanterna i denna kommitté utses av de båda fördragsslutande staternas regeringar.

Artikel 10.

Denna konvention skall ratificeras och böra ratifikationsurkunderna så snart som möjligt utväxlas i Helsingfors.

Artikel 11.

Denna konvention träder i kraft omedelbart efter det ratifikationsurkunderna blivit utväxlade och är gällande intill dess två år förflutit från den dag, då någondera av de fördragsslutande staterna uppsagt densamma.

Artikel 12.

Denna konvention är uppgjord i två exemplar på finska, svenska och ryska språken, och äga samtliga texter samma giltighet.

Till bekräftande av ovanstående hava vardera fördragsslutande statens befullmäktigade ombud undertecknat denna konvention och försett densamma med sina sigill. Helsingfors, den 28 oktober 1922.

(L. S.) A. AHONEN.
(L. S.) P. J. HYNNINEN.
(L. S.) A. E. ALFTHAN.
(L. S.) VÄINÖ HUPLI.
(L. S.) Y. W. PUHAKKA.

[1] TRADUCTION.

No. 491. — CONVENTION ENTRE LA RÉPUBLIQUE DE FINLANDE ET LA RÉPUBLIQUE SOCIALISTE FÉDÉRATIVE DES SOVIETS DE RUSSIE, CONCERNANT LE FLOTTAGE DES BOIS SUR LES COURS D'EAU COULANT DE FINLANDE EN RUSSIE ET VICE VERSA, SIGNÉE A HELSINGFORS LE 28 OCTOBRE 1922.

LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DE FINLANDE et LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE SOCIALISTE FÉDÉRATIVE DES SOVIETS DE RUSSIE ont décidé, conformément aux dispositions de l'article 1er du Traité de Paix, signé le 14 octobre 1920 à Dorpat, de conclure un accord relatif à la réglementation du flottage des bois sur les cours d'eau coulant du territoire de la Finlande dans celui de la Russie et vice versa. Les deux Gouvernements ont chargé la Commission centrale mixte finlando-russe de préparer et de conclure ledit accord et ont, à cet effet, désigné comme leurs plénipotentiaires :

LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DE FINLANDE :

MM. A. AHONEN.
P. J. HYNNINEN,
A. E. ALFTHAN,
V. HUPLI,
Y. W. PUHAKKA.

LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE SOCIALISTE FÉDÉRATIVE DES SOVIETS DE RUSSIE :

MM. S. M. FRANKFURT,
A. L. SMIRNOFF,
A. M. IGNATIEFF,
N. P. KOLTSHANOVSKI,

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

[1] TRANSLATION.

No. 491. — CONVENTION BETWEEN THE REPUBLIC OF FINLAND AND THE RUSSIAN SOCIALIST FEDERAL SOVIET REPUBLIC REGARDING THE FLOATING OF TIMBER IN WATERCOURSES FLOWING FROM FINLAND TO RUSSIA OR VICE VERSA, SIGNED AT HELSINGFORS, OCTOBER 28, 1922.

THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF FINLAND and THE GOVERNMENT OF THE RUSSIAN SOCIALIST FEDERAL SOVIET REPUBLIC, having decided, in conformity with the provisions of Article 1 of the Treaty of Peace signed at Dorpat on October 14, 1920, to conclude an agreement regarding the regulation of timber-floating in watercourses flowing from the territory of Finland into the territory of Russia or from Russia into that of Finland, and having delegated the preparation and signature of the said agreement to the Finnish-Russian Mixed Central Committee, have for that purpose appointed as their plenipotentiaries :

FOR THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF FINLAND :

A. AHONEN.
P. J. HYNNINEN.
A. E. ALFTHAN.
V. HUPLI.
Y. W. PUHAKKA.

FOR THE GOVERNMENT OF THE RUSSIAN SOCIALIST FEDERAL SOVIETS REPUBLIC :

S. M. FRANKFURT.
A. L. SMIRNOFF.
A. M. IGNATIEFF.
N. P. KOLTSHANOVSKI,

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations.

qui, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article 1.

Sur les cours d'eau coulant de Finlande en Russie et vice versa, les ressortissants, sociétés et entreprises d'Etat des deux pays contractants pourront flotter librement des bois, à travers la frontière et au delà de la frontière, sur le territoire de l'un ou de l'autre des Etats contractants et jusqu'à la mer ; ils devront se conformer aux dispositions et aux conditions établies par la présente Convention.

Article 2.

En ce qui concerne les cours d'eau qui prennent leur source sur le territoire de l'un des Etats contractants et qui ne traversent la frontière entre les deux Etats qu'en un seul point, les flotteurs de l'un ou de l'autre Etat contractant auront le droit de flotter des bois à travers le territoire de l'autre Etat contractant, en utilisant la voie d'intérêt général la plus courte qui sert au flottage des bois ; ils devront se conformer aux dispositions des lois et ordonnances en vigueur dans ledit territoire.

Lorsqu'il n'existe pas de règlement spécial relatif au flottage des bois sur un cours d'eau traversant les territoires des Etats contractants, les deux Gouvernements concluront un accord au sujet des prescriptions que devront observer les ressortissants de l'autre Etat, faisant flotter des bois sur le dit cours d'eau. Cet accord sera établi sur la base de la réciprocité.

Article 3.

En ce qui concerne les cours d'eau prenant leur source sur le territoire de l'un des Etats contractants et traversant en plusieurs points la frontière entre les deux Etats ou constituant une frontière commune entre les Etats contractants, le flottage des bois, effectué en aval du point (et y compris ce point) où le cours d'eau traverse pour la première fois la frontière ou à partir duquel il forme la frontière commune

who, after exchanging their full powers, which were found in good and due form, have agreed as follows :

Article 1.

In the case of watercourses which flow from Finland to Russia or from Russia to Finland, citizens, companies and State enterprises of the two contracting countries shall be entitled to float timber without hindrance, across the frontier and beyond it, in the territory of either contracting country as far as the sea under the arrangements and upon the conditions laid down in the present Convention.

Article 2.

In the case of watercourses which rise in the territory of one of the contracting countries and which only cross the frontier between the two countries at one point, the floaters of either Contracting State shall be entitled to float timber through the territory of the other Contracting State, by the shortest public logging-channel, under the regulations laid down by the laws and ordinances in force in the said territory.

In cases in which there are no special instructions regulating the floating of timber in a watercourse in the territories of the Contracting States, the question of the timber-floating regulations to be observed by the floaters of the other State on the said watercourse shall be settled by means of an agreement to be concluded between the Governments. The said agreement shall be drawn up on a basis of reciprocity.

Article 3.

In the case of watercourses which rise in the territory of one of the Contracting States and which cross the frontier between the States at several points, or which constitute a common frontier between the Contracting States, the floating of timber from the point (inclusive) at which the watercourse first crosses the frontier, or first becomes a frontier stream, as far as the point where it enters

jusqu'à l'endroit où il pénètre pour la dernière fois, dans le territoire de l'autre Etat contractant, sera réglé conformément aux dispositions du présent article. Le flottage des bois sur les autres parties du cours d'eau en question s'effectuera conformément aux dispositions de l'article 2.

1. Lorsqu'il sera nécessaire d'entreprendre des travaux pour la régularisation du chenal ou de créer d'autres installations spéciales pour le flottage des bois, dans une partie d'un cours d'eau visé par le présent article, des « règlements spéciaux, relatifs au flottage des bois », devront être établis et approuvés, d'un commun accord, par les autorités que les Gouvernements respectifs des Etats contractants auront chargées de cette mission.

Les règlements relatifs au flottage des bois devront contenir des dispositions détaillées au sujet des méthodes selon lesquelles ledit flottage pourra s'effectuer sur le cours d'eau ; ils devront indiquer, en particulier, si le flottage doit se faire uniquement « par trains de bois » ou dans quelle mesure il pourra avoir lieu « à bûches perdues »; ils devront également énoncer les méthodes selon lesquelles le flottage devra s'effectuer afin d'éviter que le cours du fleuve ne soit obstrué par des troncs d'arbres bouchant la rivière ou formant barrage, ou de toute autre manière ; les méthodes à employer pour enlever les troncs d'arbre obstruant la rivière et pour régler toutes les questions relatives à la régularisation du chenal, en vue du flottage des bois ; les règlements devront enfin contenir des dispositions relatives à la construction, à la protection et à l'entretien des installations permanentes, destinées à faciliter le flottage des bois sur le cours d'eau, et indiquer la procédure à suivre pour régler toutes les autres questions relatives au dit flottage.

L'Association des flotteurs de bois devra organiser le flottage des troncs d'arbre d'après les méthodes et dans les conditions les plus conformes aux intérêts des propriétaires de ces bois. Si l'expérience prouve qu'il est plus avantageux d'organiser, sur un cours d'eau déterminé, le flottage « à bûches perdues », cette méthode devra être adoptée par l'Association.

2. Si l'un ou l'autre des Etats contractants devait demander, pour des cours d'eau déterminés, la promulgation de règlements relatifs au flottage des bois, ces règlements

the territory of the other Contracting State for the last time, shall be regulated in conformity with the rules laid down in this Article. In the other portions of the watercourse in question, the provisions contained in Article 2 shall be observed.

(1) In cases in which works have to be carried out for the adaptation of the floating way, or any other special timber-floating installations have to be undertaken in a portion of a watercourse covered by this Article, special " floating regulations " shall be drawn up and shall be sanctioned conjointly by the authorities to whom the respective Governments of the Contracting States have delegated this duty.

The timber-floating regulations shall lay down, specifically, the methods by which the floating of logs may be carried out in the watercourse ; in particular, it shall be stated whether logs may only be floated united in " floats ", or the extent to which they may be floated separately; what methods are to be employed for preventing the requisite flow of the stream from being obstructed by the sinking or " jambing " of logs or by other hindrances, and for the removal of such obstructions ; how the channel is to be adapted for timber-floating, and the methods by which any permanent timber-floating installations on the watercourse are to be established, protected and maintained ; and also as to how any other matters connected with the timber-floating are to be regulated.

The Timber-Floating Association shall organise the floating of logs by such methods and under such conditions as shall best conform with the interests of the timber owners. If it should prove advantageous to float the logs separately in any particular watercourse, this method shall be adopted by the Timber-Floating Association.

(2) Should either of the Contracting States demand the introduction of timber-floating bye-laws for certain watercourses, such bye-laws shall be duly drawn up. Similarly,

seront dûment élaborés. A la demande de l'un ou de l'autre des Etats contractants, les mesures nécessaires seront également prises pour la modification des règlements relatifs au flottage des bois.

Les Etats contractants conviennent que, lorsque la promulgation de règlements relatifs au flottage des bois aura été demandée et aussitôt qu'un accord sera intervenu au sujet des dépenses nécessaires à une levée de plans, ils désigneront chacun un délégué chargé de procéder à cette opération avec un représentant de l'autre Etat contractant ; lesdits délégués établiront ensuite, au moyen de ce plan, un projet de règlement relatif au flottage des bois qui sera ultérieurement approuvé par les Gouvernements, conformément aux dispositions du chiffre 1er du présent article.

La date, fixée pour la levée de plans, et l'endroit où cette opération aura lieu seront portés à la connaissance des intéressés par les autorités administratives locales quatorze jours au moins avant la date fixée ; les dites autorités devront publier à cet effet un avis officiel invitant toutes les personnes qui considèrent que leurs droits sont lésés, à venir défendre leurs intérêts lors de la levée de plans.

Dans chaque commune que le cours d'eau traverse, il devra être tenu au moins une réunion, au sujet de la levée de plans.

Les négociations en vue de la modification des règlements relatifs au flottage des bois pourront avoir lieu sans qu'il soit procédé à une levée de plans et sans que les ayants droit soient entendus, sauf lorsqu'il existe des raisons spéciales d'agir autrement.

3. Il est interdit d'effectuer, en vue de la régularisation d'un chenal de flottage des travaux, qui pourraient amener une crue dangereuse des eaux, endommager un chenal de flottage ou un chenal navigable, ou porter préjudice aux pêcheries, situées sur le territoire de l'autre Etat contractant, à moins que ces travaux ne soient entrepris en vertu d'un accord conclu entre les deux Etats contractants.

4. Dans le cas où il serait nécessaire d'acquérir certains droits en vue de la régularisation, de l'extension ou de l'amélioration d'un chenal de flottage, afin de pouvoir utiliser une partie adjacente des terrains ou des eaux pour le flottage des bois, et si aucun accord n'est

measures shall be taken for modifying the timber-floating bye-laws upon the demand of either of the Contracting States.

The Contracting States agree that whenever a demand is made for the introduction of timber-floating bye-laws, and as soon as an agreement has been concluded regarding the cost of a survey for that purpose, they will each appoint a representative to carry out the survey, in conjunction with a representative of the other Contracting State ; the said representatives shall then, with the help of this survey, prepare a draft set of timber-floating bye-laws which shall subsequently be confirmed in the manner laid down in paragraph 1 of this Article.

The time and place for the taking of the survey shall be notified to those concerned, at least 14 days before the appointed date, by the local administrative authorities by means of a proclamation, in which all persons who consider that their rights are affected shall be invited to watch their interests on the occasion of the survey.

At least one meeting in connection with the taking of the survey shall be held in every municipality through whose territory the watercourse flows.

Proceedings for the modification of timber-floating statutes may, unless there appear to be special reasons to the contrary, be held without a survey and without hearing the holders of the rights.

(3) No works for the adaptation of a floating-way which might cause a dangerous rise of the water level or damage to a floating-way or to a navigable channel, or which might injure the fisheries in the territory of the other contracting party, may be undertaken without a special agreement being concluded between the Contracting States.

(4) Should it be required, for the preparation, extension or improvement of a floating-way, to acquire rights in order to employ some adjacent area of land or water for the purpose of floating logs, and if an agreed settlement cannot be reached with the owner,

intervenu à ce sujet avec le propriétaire, la cession de cette partie des terrains ou des eaux sera réglée conformément aux dispositions légales que l'Etat sur le territoire duquel sont situés les terrains ou les eaux nécessaires aura promulgués en matière d'expropriation ou d'utilisation des biens fonciers pour des travaux d'intérêt général.

the question of the transfer of this area shall be arranged under the regulations which provide for the transfer or use of real property for public needs in the State in which the required area is situated.

5. Le flottage de tous les bois qui devront être transportés sur les cours d'eau visés par le présent article sera effectué par une association mixte de flotteurs de bois. Les membres de cette Association supporteront en commun toutes les dépenses.

Chaque propriétaire de bois de flottage sera tenu et aura le droit de faire partie de l'Association des flotteurs de bois, pendant toute année au cours de laquelle il flottera des bois sur le cours d'eau en question. Le Bureau de l'Association sera toutefois tenu d'autoriser les propriétaires de bois à effectuer eux-mêmes le flottage de leurs bois, à la condition qu'il n'en résulte aucun préjudice pour les opérations générales de flottage.

Lorsque des propriétaires de terrains transportant à une courte distance et pour leur usage particulier des bois coupés dans leurs propres forêts, ils ne seront pas tenus de se faire inscrire comme membres de l'Association. Ces transports ne devront toutefois pas entraver les opérations générales de flottage et devront faire l'objet d'un accord conclu entre le propriétaire des bois et le principal agent exécutif de l'Association ; lorsque le propriétaire des bois utilisera les installations que l'Association aura créées pour le flottage des bois, celle-ci pourra lui réclamer le paiement d'une taxe modérée.

(5) The floating of all the logs which are destined to be carried by the watercourses referred to in this Article shall be carried out, at joint expense, by a mixed timber-floating association consisting of timber-floaters.

Every owner of floating timber shall have the duty and privilege of belonging to the timber-floating association during any year in which he floats timber in the watercourse in question. The board of the association shall, however, be bound to allow the timber owner to float his own logs separately, provided that this can be done without prejudice to the general floating operations.

Owners of land who float timber cut from their own woods for domestic purposes for short distances, shall not be bound to be members of the association. Such floating must not, however, be a hindrance to the general floating operations and must be the subject of an agreement between the timber owner and the chief official of the association, a reasonable charge being made for the use of timber-floating installations, if they are made use of.

6. Les obligations réciproques des membres de l'Association des flotteurs de bois seront réglées par des statuts qui, à la demande des flotteurs de bois, seront approuvés par les autorités mentionnées au chiffre 1er du présent article. Ces statuts détermineront les droits et obligations du Bureau de l'Association et des principaux agents exécutifs, le mode de convocation des membres de l'Association aux assemblées générales et les questions qui pourront donner lieu à la convocation d'une assemblée générale.

Lorsque des ressortissants des deux Etats seront intéressés au flottage des bois, le Bureau de l'Association devra être composé

(6) The mutual obligations of the members of the timber-floating association shall be regulated by statutes which shall be approved, at the request of the timber floaters, by the authorities referred to in paragraph 1 of this Article. These statutes shall contain instructions laying down the rights and obligations of the board of the association and of the chief official, as to the methods by which the members of the association shall be summoned to general meetings, and also as to the objects for which such meetings may be called.

When timber floaters from both States take part in the timber-floating, the board of the association shall include both Finnish and

de membres finlandais et russes, proportionnellement à la quantité de bois que les flotteurs des pays respectifs transportent sur le cours d'eau ; les flotteurs de chaque Etat devront toutefois être représentés, au sein du Bureau, par deux délégués au moins.

Le flottage des bois dans ces cours d'eau sera autorisé, même avant que les statuts de l'Association des flotteurs de bois n'aient été approuvés de la façon indiquée ci-dessus ; les flotteurs de bois devront toutefois observer les dispositions de la présente Convention.

7. Les dépenses de l'Association devront être réparties entre les membres de l'Association des flotteurs de bois, proportionnellement au nombre de troncs d'arbre et à la distance sur laquelle les bois auront été transportés pendant la saison de flottage. A cet effet, un morceau de bois scié sera compté comme équivalant à un demi-mètre cube de pulpe de bois, ou d'étançon ou de bois de chauffage, à moins que les statuts de l'Association des flotteurs de bois ne contiennent des dispositions contraires.

8. Les bois pourront être transportés soit « à bûches perdues » soit en « trains », à n'importe quelle période de l'année pendant laquelle l'état des eaux permet le flottage.

9. Les bois qui seront flottés avant l'expiration d'un délai d'un an à partir de la date à laquelle ils ont été sciés en long, pourront être transportés non écorcés. Dans les autres cas, les bois devront être écorcés, à moins que le flotteur de bois, pour une raison spéciale quelconque, n'ait obtenu l'autorisation de transporter des bois non écorcés. Les chantiers de bois seront établis à des endroits spécialement choisis, et construits de manière à éviter que les écorces soient entraînées par le courant.

10. Les flotteurs de bois auront le droit de longer les rives, à tous les endroits dans lesquels ils pourront être obligés de se rendre afin de diriger les bois flottés ou d'éviter des dégâts, sans qu'ils aient besoin d'obtenir, à cet effet, une autorisation spéciale. Ce droit d'accès aux rives et aux terrains non cultivés, aux jardins et aux chantiers, ne leur est toutefois accordé que lorsqu'ils ne pourront éviter de se rendre sur la rive, en se servant des installations créées pour le flottage des bois, ou de toute autre manière appropriée. Les flotteurs de bois qui longent les rives devront, autant que possible, suivre les routes et les sentiers existants.

Russian members, in the same proportion as that of the timber sent down the watercourse by the timber floaters of the respective countries, provided however that the floaters of either State shall not have less than two representatives on the board.

Floating shall be permitted in these watercourses even before the floating association's statutes have been confirmed in the manner laid down above, due regard being paid to the provisions of this Convention.

(7) The members of the floating association shall share the expenses of the association in proportion to the number of logs and the distances floated during the floating-year. For this purpose it shall be assumed that one balk is equivalent to half a cubic metre of pulp or prop timber or firewood, unless otherwise laid down in the floating statutes.

(8) Logs may be floated, either separately or in "floats", at any time of the year when the condition of the water makes floating possible.

(9) Logs which are floated within one year after the timber has been cut into lengths may be floated with the bark on. In other cases the bark shall be properly removed, unless the timber floater has for any special reasons been allowed to float timber from which the bark has not been removed. The timber shall be dressed at such a place or in such a manner that the bark cannot be carried down the watercourse.

(10) The men engaged in the floating operations may have access to the banks, without special permission, at any places where this may be necessary to operate the floating or to prevent damage. Access to the banks and to uncultivated fields, gardens and yards shall, however, only be permitted if it cannot be avoided by making use of the timber-floating installations or by any other suitable method. Timber-floating personnel who make use of the banks shall, as far as possible, keep to existing roads and paths.

11. Pendant la saison du flottage des bois, des estacades et des installations provisoires pour le flottage pourront être construites sans autorisation spéciale à tous les endroits où leur construction est considérée comme nécessaire, pour faciliter des opérations de flottage ou éviter des dégâts. Ces installations et estacades ne devront toutefois pas entraver la navigation sur le cours d'eau ou chasser les poissons des frayères ou des lieux de pêche.

Pendant la période de flottage, les ponts, les jetées, les hangars pour les barques et les autres bâtiments devront, s'il y a lieu, être pourvus d'installations destinées à éviter qu'ils soient endommagées.

Lorsque les bois seront flottés « à bûches perdues », des estacades pourront être construites en travers du courant, mais, en règle générale, elles ne devront pas être établies près des villages ou des endroits où elles pourraient provoquer une crue considérable des eaux.

12. Chaque propriétaire de bois de flottage sera tenu de dresser annuellement la liste des travaux qu'il sera nécessaire d'effectuer pendant l'hiver, et devra transmettre le 1er janvier au plus tard au Bureau de l'Association des flotteurs de bois, tous les renseignements relatifs au nombre et à la nature des troncs d'arbres qu'il a l'intention de préparer en vue du flottage.

Lorsque les flotteurs de bois de l'une ou l'autre des parties contractantes demanderont que tous les flotteurs intéressés se réunissent pour examiner les questions relatives à un danger éventuel d'obstruction d'un cours d'eau, donné à la protection des intérêts des différents flotteurs dans les opérations de flottage effectuées par les soins de l'Association, à la quantité de bois à flotter, ou aux mesures concernant le flottage séparé, le Bureau de l'Association convoquera une assemblée générale des flotteurs de bois, en vue de l'examen des questions mentionnées ci-dessus.

13. Chaque propriétaire de bois, membre de l'Association, transmettra chaque année, avant le 1er avril, au principal agent exécutif de l'Association, les renseignements détaillés suivants : quantité et nature des bois qu'il a l'intention de flotter, date à laquelle les bois seront remis aux agents de l'Association des flotteurs de bois, et lieux d'expédition et de destination. Toute personne qui aura omis de transmettre à l'Association les renseignements ci-dessus mentionnés, sera pas-

(11) While timber-floating is in progress it shall be lawful, without special permission to build out booms and provisional floating installations at any places where they are considered necessary, in order to assist the floating operations or to prevent injury. Such installations and booms must not, however, constitute an obstruction to the traffic in the watercourse or drive the fish away from the spawning or fishing grounds.

Bridges, jetties, boating sheds, and other structures should, if required, be provided during the floating season with arrangements to protect them from injury.

When logs are floated separately, cross booms may be built out, but they should not, as a rule, be constructed near villages or at places where they might cause a considerable rise in the level of the water.

(12) Every owner of floating timber shall draw up an annual list of the work requiring to be put in hand during the winter, and shall hand in particulars at latest by January 1 to the board of the floating company regarding the numbers and nature of the logs which he proposes to get ready for floating in the watercourse.

Should the timber floaters of either contracting party demand that all the timber floaters on any watercourse should conjointly examine questions which affect the possible congestion of the watercourse, the protection of the interests of the individual timber floaters during common floating, the amount of timber which is to be floated, or the arrangements which may be necessary for separate floating, the board of the association shall call a general meeting of the timber floaters for the discussion of the above questions.

(13) Every owner of timber belonging to the Floaters Association shall be bound to submit each year, before April 1, to the chief official of the association full details regarding the quantities and nature of the logs which he proposes to place in the watercourse for floating, and further information as to the date on which the timber will be handed over for floating and the places from which, and to which, it is proposed to float the timber. Any person who omits to send in this

sible, outre les frais normaux, d'une surtaxe de flottage de 50% au maximum ; cette surtaxe sera fixée par le Bureau de l'Association des flotteurs de bois.

14. Avant de procéder au flottage, le propriétaire devra apposer sur ses bois une marque différente de celle des autres flotteurs. Lorsque des bois appartenant à de nouveaux membres de l'Association seront, pour la première fois, transportés par voie de flottage, le propriétaire devra envoyer avant le 1er mars, au Bureau de l'Association, un modèle, grandeur naturelle, de la marque qu'il appose sur ses bois ; le Bureau devra approuver ladite marque avant que le propriétaire ne soit autorisé à l'utiliser.

Si des opérations de flottage sont effectuées sur un cours d'eau avant que les statuts de l'Association n'aient été approuvés conformément au chiffre 6 du présent article, les marques des flotteurs de bois devront être soumises à l'approbation des fonctionnaires suivants : en Finlande au préfet de la Couronne (Kronolänsman), et en Russie aux fonctionnaires locaux de l'administration centrale des industries du bois dans les différentes communes dont les bois traversent le territoire au cours du flottage.

Si les dispositions de l'alinéa précédent ne sont pas observées par les propriétaires, les bois seront considérés comme non marqués et deviendront la propriété de l'Association, à moins que le propriétaire ne se fasse connaître avant l'expiration d'un délai de trois mois.

Les dispositions de l'alinéa en question s'appliqueront également aux propriétaires de bois visés par l'article 3, chiffre 5, deuxième alinéa, c'est-à-dire aux propriétaires qui transportent leur bois séparément ; mais ces dispositions ne visent pas les propriétaires fonciers qui transportent, à une courte distance, des bois destinés à leur usage personnel.

15. Dans chaque commune riveraine, l'Association des flotteurs de bois devra désigner un fonctionnaire dont le nom et la résidence seront portés à la connaissance des intéressés, et auquel les ayants droit pourront s'adresser pour tout ce qui concerne les dommages ou autres dégâts causés par l'ensemble des opérations de flottage.

16. Les dégâts imputables à l'utilisation des rives, à des opérations de flottage ou à toute autre cause connexe, donneront lieu à une indemnité qui devra être versée par

information shall be liable to pay, in addition to the normal floating expenses, a surtax of not more than 50%, to be determined by the Board of the Floaters Association.

(14) Before the timber is floated it shall be provided with marks, to be affixed by the owner, which must be distinguishable from the corresponding marks of the other floaters. When logs belonging to new owners are brought for the first time to the floating-way, a full-sized copy of the owner's timber mark shall be sent in before March 1 to the Board of the Floaters Association, and the Board must approve the said mark before the owner shall be entitled to use it.

If floating takes place in any watercourse before the Floaters Association's regulations have been confirmed, as laid down in paragraph 6 of this Article, the floater's marks shall be submitted for approval, in Finland to the Crown Prefect (Kronolänsman) and in Russia to the local officials of the Central Administration of timber industries in the communes through which the logs are floated.

If the instructions in this paragraph are not observed, the timber shall be considered as unmarked and shall become the property of the Floaters Association, unless the owner reports himself within three months.

The instructions in this paragraph shall also apply to the timber owners referred to in the second portion of the fifth paragraph of Article 3, who float their logs separately, but not to land-owners, who float wood for domestic purposes for short distances.

(15) In every riparian commune on the watercourse the Floaters Association shall appoint an official whose name and residence shall be published and to whom the holders of rights can apply in matters concerning damage and other injuries due to the floating operations as a whole.

(16) Damage which is caused by the use of the shores, by floating or any causes connected therewith shall be made good by the Floaters Association or — if it is caused by

l'Association des flotteurs de bois ou par le flotteur de bois intéressé lorsqu'il s'agit de dégâts causés par un envoi de bois séparé.

17. Si les propriétaires des biens endommagés n'acceptent pas l'indemnité qui leur est offerte pour les dommages visés au chiffre précédent, ces dommages seront évalués par une commission d'évaluation composée de trois notables experts qui seront juridiquement responsables. Chaque gouvernement ou l'autorité, déléguée par le gouvernement à cet effet, désignera un membre de cette Commission d'évaluation ; les membres ainsi nommés éliront deux présidents : l'un pour l'évaluation des dommages causés sur territoire finlandais, et l'autre pour l'évaluation des dommages causés sur territoire russe. Si les membres de la Commission ne peuvent se mettre d'accord au sujet de l'élection des présidents, les deux gouvernements ou les autorités susmentionnées nommeront des présidents qui seront chargés de l'évaluation des dommages causés sur leurs territoires respectifs.

La Commission d'évaluation décidera en dernier ressort et ses décisions seront exécutoires pour les parties intéressées.

La date à laquelle la Commission procédera à l'évaluation des dommages sera fixée par elle de manière à ce que cet examen puisse avoir lieu dès que les opérations de flottage auront pris fin, et à l'endroit même où les dégâts auront été causés.

Article 4.

Si des bois flottés sur un cours d'eau sont destinés à être exportés et sont, par conséquent, passibles de droits ou d'autres taxes, le flotteur de bois devra acquitter ces taxes avant d'exporter les bois. Dans le cas où les droits ne seraient pas payés, le Bureau de l'Association des flotteurs de bois, ou le flotteur de bois intéressé seront garants du versement de ces droits, et afin d'en recouvrer le montant, l'Etat auquel reviennent lesdits droits pourra faire saisir tout ou partie des bois que l'Association ou ses membres font flotter, ou dont ils sont propriétaires, ou même les bois appartenant à un flotteur qui n'est pas membre de l'Association.

Si les bois flottés ne sont pas destinés à l'exportation, mais doivent être simplement transportés en transit à travers le territoire

separate floating — by the floater concerned.

(17) If the owners of the property cannot agree regarding the compensation for the damage referred to in the preceding paragraph, the value of the damage shall be estimated by a Valuation Commission consisting of three reputable and legally responsible valuers. Each Government, or the authority to which the Government may delegate this duty, shall appoint one valuer on this Valuation Commission ; the valuers thus appointed shall jointly elect two chairmen, one for the valuation of damage in Finnish territory and one for the valuation of damage in Russian territory. If an agreement cannot be reached as to the election of the chairmen, the two Governments or the authorities referred to above shall appoint chairmen for the valuation of damages arising in their respective territories.

The decisions of the valuers shall be final and binding on the parties.

The time for the inspection of the damage shall be fixed by the valuers, who shall appoint it in such a way that the inspections may be carried out immediately after the conclusion of the floating operations and on the spot where the damage has occurred.

Article 4.

If timber floated down a watercourse is destined for export from the country, and if, in consequence, duties or other charges are payable upon it, the floater shall pay such charges before the timber is exported from the country. Should he fail to do so, the liability for the payment of the charge shall rest upon the Board of the Floaters Association or upon the individual floater concerned, and in order to defray this charge it shall be lawful, at the instance of the State to which the charge is payable, to distrain on the whole or a part of the timber floated by the Association or belonging to it or to its members, or even on timber belonging to a floater who is not a member of the Association.

If the timber which is being floated is not intended to be exported from the country, but only to be transported through the territory

de l'autre Etat, ils ne seront pas passibles des droits mentionnés au présent article ; d'autre part, aucune taxe de transit ne sera perçue pour les bois transportés dans les limites du territoire de l'un ou l'autre des Etats contractants.

Article 5.

Dans le cas où l'un ou l'autre des Etats contractants accorderait, sur son territoire, aux flotteurs de bois ressortissants de son propre pays ou d'un pays tiers, des privilèges ou des avantages en matière de flottage de bois sur les cours d'eau visés par la présente Convention, ces mêmes privilèges et avantages seront aussitôt accordés, sans aucune réserve, aux flotteurs de bois de l'autre Etat contractant.

Article 6.

Les flotteurs de bois des deux Etats contractants auront le droit de transporter, sur le territoire de l'autre Etat, les engins nécessaires pour le flottage des bois, ainsi que les provisions destinées à leurs ouvriers, sans avoir à acquitter aucun droit ou taxe. De même, aucune taxe d'exportation ne sera perçue lorsque lesdits engins de flottage seront réexpédiés dans le pays dont les flotteurs de bois sont ressortissants.

Les flotteurs de bois de chaque Etat contractant auront le droit de louer des terrains et des installations sur le territoire de l'autre Etat contractant ; ils pourront également acheter librement les articles et engins nécessaires au flottage et à l'équipement de leurs ouvriers ; ils pourront enfin prendre toutes les mesures nécessaires pour le flottage des bois, à condition d'observer les lois et règlements en vigueur dans le pays en question.

Article 7.

En ce qui concerne les passeports, les agents et ouvriers chargés des opérations de flottage, qui seront obligés, pour les besoins de leur travail, de se rendre sur le territoire de l'autre Etat contractant, bénéficieront de toutes les facilités stipulées dans la Convention spéciale relative aux passeports, qui sera conclue entre la Finlande et la Russie.

of the other State, the charges referred to in this Article may not be exacted, nor may any transit dues be levied on timber transported within the territory of either of the Contracting States.

Article 5.

If either of the Contracting States should grant within its territory, in connection with timber-floating on watercourses covered by this Convention, any privileges or advantages to floaters belonging to its own country or to any third State, the same privileges and advantages shall be simultaneously and unconditionally granted to the timber floaters of the other Contracting State.

Article 6.

The timber floaters of both Contracting States shall be entitled, without having to pay any duties or other charges, to convey the necessary timber-floating gear, and also provisions for their workmen, to the territory of the other State. Neither shall any export duties be levied when the said timber-floating gear is brought back to the timber floaters' own country.

The timber floaters of each Contracting State shall be entitled, within the territory of the other Contracting State, to hire land and accommodation, and shall be free to purchase the articles and gear required for timber-floating and for the equipment of their workmen, and further to take all measures which are necessary for timber-floating, provided that they observe the laws and regulations which are in force in the country in question.

Article 7.

Timber-floating officials and workmen who are compelled in the performance of their duties to stay in the territory of the other Contracting State, shall enjoy the facilities in regard to passports laid down in the special convention regarding passport questions which is to be concluded between Finland and Russia.

Jusqu'à la conclusion de cette Convention, les dispositions suivantes seront observées :

1. Une liste, certifiée conforme par les autorités auxquelles incombe la surveillance du flottage des bois, et indiquant les noms des agents et des ouvriers chargés du flottage qui sont obligés de traverser la frontière pour les besoins de leur travail, sera remise, quelque temps avant le départ de ces agents et ouvriers, au plus proche bureau-frontière de l'autre Etat, qui est qualifié pour examiner les passeports.

Les certificats délivrés par les bureaux-frontière des pays respectifs, seront également acceptés à titre de passeports, conjointement avec les passeports ordinaires. D'autre part, il sera établi, chaque semaine, une liste de toutes les mutations qui se seront produites parmi les agents et les ouvriers.

2. Les agents et ouvriers chargés des opérations de flottage ne devront pas s'éloigner de plus d'un kilomètre des rives. Les agents et ouvriers occupés au flottage ne pourront passer la nuit dans des villages éloignés des rives de plus d'un kilomètre qu'à la condition d'avoir obtenu un permis des autorités frontière compétentes des Etats respectifs. Les points où la frontière pourra être franchie devront être fixés par un accord spécial qui sera conclu, dans chaque cas particulier, entre les fonctionnaires compétents des bureaux frontière des Etats contractants.

Until such a convention is in existence, the following instructions shall be observed :

(1) A list, confirmed by the timber-floating authorities, showing the timber-floating officials and workmen who have to cross the frontier for purposes of floating, shall be submitted a sufficient time before their departure to the nearest local frontier authorities of the other State, who are authorised to examine passports.

Certificates granted by the frontier authorities of the respective countries shall also be accepted as passports in addition to ordinary passes. Similarly, a list of the changes which have occurred in respect of officials and workmen shall be sent in every week.

(2) Timber-floating officials and workmen may not go further than one kilometre away from the banks. Timber-floating officials and workmen may only spend the night in villages further than one kilometre from the bank if permission has been obtained from the competent frontier authorities of the respective States. Frontier crossing-places must be fixed by means of an agreement to be concluded, for each occasion, between the competent frontier authorities of the Contracting States.

Article 8.

Les Etats contractants s'engagent à se communiquer réciproquement tous règlements et lois relatifs au flottage des bois sur les cours d'eau visés par la présente Convention. Toutes les modifications et additions apportées à ces lois et règlements seront aussitôt communiquées à l'autre Etat contractant.

Article 8.

The Contracting States undertake to communicate to each other all the laws and regulations which affect timber-floating in the watercourses covered by this Convention. Any modifications or additions to these laws and regulations shall be communicated in good time to the other Contracting State.

Article 9.

Les divergences portant sur l'interprétation ou l'application de la présente Convention, seront, le cas échéant, soumises à la décision d'une Commission paritaire spéciale. Les mem-

Article 9.

If differences of opinion should arise regarding the interpretation or application of the present Convention, it shall be referred for decision to a special commission, constituted

bres de cette Commission seront désignés par les Gouvernements des deux Etats contractants.

Article 10.

La présente Convention sera ratifiée et les instruments de ratification seront échangés à Helsingfors à une date aussi rapprochée que possible.

Article 11.

La présente Convention entrera en vigueur aussitôt après l'échange des instruments de ratification et restera en vigueur jusqu'à l'expiration d'un délai de deux ans à partir de la date à laquelle elle aura été dénoncée par l'un ou l'autre des Etats contractants.

Article 12.

La présente Convention est faite en double expédition en finnois, suédois et russe, et tous ces textes feront également autorité.

En foi de quoi, les plénipotentiaires des deux Etats contractants ont apposé à la présente Convention leur signature et leur sceau.

HELSINGFORS, *le* 28 *octobre* 1922.

on a basis of parity. The representatives on this commission shall be designated by the Governments of the two Contracting States.

Article 10.

The present Convention shall be ratified and the instruments of ratification shall be exchanged at Helsingfors as early as possible.

Article 11.

The present Convention shall come into force as soon as the instruments of ratification have been exchanged, and shall remain in force until two years after the date on which it may have been denounced by either of the Contracting States.

Article 12.

The present Convention is done in duplicate in the Finnish, Swedish and Russian languages, and all these texts are equally authentic.

In confirmation of the above, the plenipotentiary representatives of the two Contracting States have signed the present Convention and have thereto affixed their seals.

HELSINGFORS, *October* 28, 1922.

(L. S.) A. AHONEN.
(L. S.) P. J. HYNNINEN.
(L. S.) A. E. ALFTHAN.
(L. S.) VÄINÖ HUPLI.
(L. S.) Y. W. PUHAKKA.
(L. S.) S. M. FRANKFURT.
(L. S.) A. L. SMIRNOFF.
(L. S.) A. M. IGNATIEFF.
(L. S.) N. P. KOLTSHANOVSKI.

N° 492.

FINLANDE ET RÉPUBLIQUE DES SOVIETS DE RUSSIE

Convention concernant le maintien des chenaux principaux et la réglementation de la pêche dans les eaux limitrophes de la Finlande et de la Russie, signée à Helsingfors le 28 octobre 1922.

FINLAND AND RUSSIAN SOVIET REPUBLIC

Convention concerning the maintenance of river channels and the regulation of fishing on watercourses forming part of the frontier between Finland and Russia, signed at Helsingfors, October 28, 1922.

TEXTE FINNOIS. — FINNISH TEXT.

No. 492. — SOPIMUS[1] VALTAVÄYLÄN YLLÄPITÄMISESTÄ SEKÄ KALASTUKSEN JÄRJESTAMISESTÄ SUOMEN JA VENÄJÄN RAJAVESISTÖISSÄ, ALLEKIRJOITETTU HELSINGISSÄ 28 PÄIVÄNÄ LOKAKUUTA 1922.

Textes officiels finnois, russe et suédois communiqués par le Ministre des Affaires étrangères de Finlande. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 19 *septembre* 1923.

SUOMEN TASAVALLAN HALLITUS ja VENÄJÄN SOSIALISTISEN FEDERATIIVISEN NEUVOSTOTASAVALLAN HALLITUS ovat, Tartossa lokakuun 14 päivänä 1920[2] allekirjoitetun rauhansopimuksen 21 artiklassa olevan määräyksen mukaisesti, päättäneet tehdä sopimuksen valtaväylän ylläpitämisestä ja kalastuksen järjestämisestä vesistöissä, jotka juoksevat toisen sopimusvaltion alueelta toisen alueelle tai sijaitsevat pitkin sopimusvaltioden yhteistä rajaa, lukuunottamatta kuitenkin Laatokkaa, jossa kalastus järjestetään erityisellä sopimuksella, sekä antaneet sen laatimisen ja allekirjoittamisen Suomalais-venäläisen Keskussekakomitean toimeksi ja siihen valtuuttaneet :

SUOMEN TASAVALLAN HALLITUS :

A. AHOSEN.
P. J. HYNNISEN.
A. E. ALFTHANIN.
V. HUPLIN.
Y. W. PUHAKAN ;

VENÄJÄN SOSIALISTISEN FEDERATIIVISEN NEUVOSTOVALLAN HALLITUS :

S. M. FRANKFURTIN.
A. M. SMIRNOFFIN.
A. M. IGNATJEFFIN.
N. P. KOLTSHANOVSKIN,

jotka, esistettyään toisilleen oikeiksi ja asianmukaisiksi havaitut valtakirjansa, ovat sopineet seuraavasti :

1 *artikla.*

Vesistöissä, jotka juoksevat Suomesta Venäjälle ja päinvastoin tai sijaitsevat pitkin molempien maiden yhteistä rajaa, sitoutuvat sopimusvaltiot jättämään auki valtaväylän veden vapaata juoksua, laiva- ja veneliikettä, lauttausta ja kalan kulkua varten.

[1] Cette convention ne comporte pas de ratification.

[2] Vol. III, page 5 de ce Recueil.

TEXTE RUSSE. — RUSSIAN TEXT.

No. 492. — СОГЛАШЕНИЕ [1] О ПОДДЕРЖАНИИ ГЛАВНАГО ФАРВАТЕРА И О ПРОИЗВОДСТВЕ РЫБНОЙ ЛОВЛИ В ПОГРАНИЧНЫХ ВОДНЫХ СИСТЕМАХ РОССИИ И ФИНЛЯНДИИ, ПОДПИСАННОЕ В Г. ГЕЛЬСИНГФОРСЕ, 28-го ОКТЯБРЯ 1922 Г.

Finnish, Russian and Swedish official texts communicated by the of Finland Minister for Foreign Affairs. The registration of this convention took place September 19, 1923.

ПРАВИТЕЛЬСТВО РОССИЙСКОЙ СОЦИАЛТИСТИЧЕСКОЙ ФЕДЕРАТИВНОЙ СОВЕТСКОЙ РЕСПУБЛИКИ и ПРАВИТЕЛЬСТВО ФИНЛЯНДСКОЙ РЕСПУБЛИКИ решив на основании статьи 21-й Мирного Договора, подписанного в городе Юрьеве 14 Октября 1920 [2] года, заключить Соглашение о поддержании главного фарватера и о производстве рыбной ловли в водных системах простирающихся от территории одного из договаривающихся государств на территорию другого — или расположенных вдоль общей границы обоих государств—, за исключением однако Ладожского озера, рыбная ловля в котором будет упорядочена особым соглашением, поручили его составление и подписание Центральной Смешанной Русско-Финляндской Комиссии, уполномочив для того :

ПРАВИТЕЛЬСТВО РОССИЙСКОЙ СОЦИАЛИСТИЧЕСКОЙ ФЕДЕРАТИВНОЙ СОВЕТСКОЙ РЕСПУБЛИКИ :

С. М. ФРАНКФУРТА,
А. М. СМИРНОВА,
А. М. ИГНАТЬЕВА,
Н. П. КОЛЧАНОВСКОГО

и ПРАВИТЕЛЬСТВО ФИНЛЯНДСКОЙ РЕСПУБЛИКИ :

А. АХОНЕН,
П. Ю. ХЮННИНЕН,
А. Э. АЛЬФТАН,
В. ХУПЛИ,
И. В. ПУХАККА,

каковые Уполномоченные по взаимном пред'явлении своих полномочий, признанных составленными в должной форме и законном порядке, согласились о нижеследующем :

Статья 1.

В водных системах простирающихся от территории России на территорию Финляндии, и наоборот, или, расположенных вдоль общей границы между этими странами, договаривающиеся государства обязуются оставлять незагражденным главный фарватер, в целях свободного стока воды, движения судов и лодок, сплава леса и прохода рыбы.

[1] This convention does not entail ratification.

[2] Vol. III page 5 of this Series.

2 *artikla.*

Joissa ja väyläsalmissa tulee valtaväylän olla vähintäin kolmannes veden leveyttä keskikorkeuden mukaan ja syvimmällä kohdalla. Koskissa ei kuitenkaan valtaväyläksi lueta suurempaa leveyttä kuin että vähintäin kolmannes kosken vesimäärästä keskikorkeuden vallitessa siitä juoksee. Missä on kulku- tai lauttausväylä, tulee valtaväylän kuitenkin olla vähintäin seitsemän metriä leveä.

Järvissä on riittävän leveä kulku- ja lauttausväylä auki jätettävä.

3 *artikla.*

Ensimäisessä artiklassa mainituista vesistöistä ei saa ilman kussakin tapauksessa sopimusvaltioiden kesken tehtävää eri sopimusta niin johtaa vettä eikä niihin sillä tavoin rakentaa tai niiden suhteen muutenkaan ryhtyä sellaisiin toimenpiteisiin, että jossakin vesistöjen toisen sopimusvaltion alueella olevassa osassa sen nykyisen syvyyden tahi aseman taikka sen vedenkorkeuden muuttumisesta vesialueelle tai kalastukselle, maalle tai muulle omaisuudelle tulee haittaa taikka että valtaväylä siitä huonontuu tahi että kulku- ja lauttausväylällä muuten hankaluutta syntyy.

4 *artikla.*

Poikkeuksia tämän sopimuksen 1-3 artiklain määräyksistä voidaan sallia kummassakin maassa voimassaolevan lainsäädännön perusteella, 3 artiklassa mainituissa tapauksissa kuitenkin ainoastaan sillä ehdolla, että toisen sopimusvaltion asianomaisille maa- ja vesialueitten haltijoille syntyvä vahinko ja haitta edeltäpäin tehdyn välipuheen mukaan korvataan.

Milloin valtaväylä suljetaan ja sulkemisen vaikutus ulottuu toisen sopimusvaltion alueelle, on valtaväylän tarkoitukset tyydytettävä muulla tavalla.

5 *artikla.*

Kalaston ja kalastuksen turvaamiseksi seuraavissa, toisen sopimusvaltion alueelta toisen aluelle juoksevissa, lohi- ja siikapitoisissa vesissä, nimittäin :

Kuolanvuonoon Venäjän puolella laskevassa *Tuulomanjoessa* ja sen *Luttojoki*-nimisessä latvahaarassa, ensiksimainitun joen suusta Luttojoen latvoille Suomen puolella.

Koutalahteen Venäjän puolella laskevassa *Koutajoessa* ja sen *Tuntsajoki*-nimisessä latvajuoksussa, Koutajoen suusta Tuntsajoen latvoille Suomen puolella.

Koutajoen eteläisessä, *Oulanganjoki*-nimisessä latvajoessa, viimeksimainitun joen suusta Venäjällä olevassa Pääjärvessä Suomen puolella olevaan Paanajärveen saakka,

Pistojoki-nimisessä joessa, Venäjän puolella olevasta Ylä-Kuittijärvestä Suomen puolella olevaan Kuusamonjärveen saakka,

Pielisjärveen Suomen puolella laskevassa *Lieksanjoessa* sekä sen *Tuulijoki*-nimisessä sivuhaarassa, ensinmainitun joen suusta Pielisjärvessä Lentieran- ja Tuulijärviin Venäjän puolella,

Laatokkaan Suomen alueella laskevassa *Tulemanjoessa*, joen suusta Tulemanjärveen Venäjän puolella, ja

Laatokkaan Suomen puolella laskevassa *Miinalanjoessa*, joen suusta joen latvoille Venäjän puolella,

on noudatettava seuraavia määräyksiä :

1. Valtaväylä on pidettävä kalaväylänä, kuin myös vedessä valtaväylän päissä sen kaksinkertainen leveys siihen saakka kunnes kahden metrin syvyinen vesi alkaa.

Статья 2.

В реках и проливах главный фарватер должен оставаться открытым по крайней мере на одну треть ширины водного пути, при среднем уровне воды в самом глубоком месте. Однако в водопадах и порогах ширина главного фарватера должна быть определена с таким расчетом, чтобы по нему проходила по крайней мере одна треть водяной массы водопада или порога, при среднем уровне воды.

Если водный путь служит фарватером или по нему производится сплав леса, то ширина главного фарватера должна быть не менее семи метров.

В озерах фарватер и сплавной путь должен оставляться незагроможденным на необходимую ширину.

Статья 3.

В упомянутых в статье 1-й водных системах не разрешается без особого в каждом отдельном случае соглашения между договаривающимися государствами, отводить воду или возводить сооружения, или вообще принимать в отношении этих водных систем иные меры, могущие, — вследствие причиненного этим в расположенной на территории другого договаривающегося государства, части этих водных систем, изменения современной их глубины, положения или уровня воды, — нанести ущерб водному пространству, рыбной ловле, землям или иному имуществу, или же ухудшить фарватер, или вообще причинить неудобства фарватеру и сплавному пути.

Статья 4.

Исключения из правил упомянутых в статьях 1-3 настоящего Соглашения могут быть допускаемы на основании действующего в каждом из договаривающихся стран законодательства, причем в случаях упомянутых в статье 3-й, лишь при условии возмещения согласно заключенному заранее соглашению, вреда или неудобства причиняемого владельцам соответствующих земельных и водных участков другой договаривающейся стороны.

В случае закрытия главного фарватера и когда последствия такового закрытия отражаются в пределах другого договаривающегося государства, назначение главного фарватера должно быть обезпечено иным способом.

Статья 5.

Для охранения рыбных богатств и урегулирования рыбной ловли в нижеупомянутых реках в коих водится лосось и сиг, и которые простираются от территории одного договаривающегося государства на территорию другого договаривающегося государства, а именно :

в впадающей в Кольскую губу на русской стороне реке *Тулома* и в верхнем ее притоке *Луттоиоки*, — от устья реки Туломы и до верховья реки Луттоиоки на финляндской стороне;

в впадающей в Ковдинскую губу на русской стороне реке *Ковда* и в притоке ее *Тунтсаиоки*, от устья реки Ковда и до верховьев реки Тунтсаиоки на финляндской стороне ;

в южном притоке реки Ковда, — *Оуланкоиоки*, от устья этого притока в Пявозере на русской стороне и до озера Паанаярви на финляндской стороне ;

в реке *Пистаиоки*, от озера Верхняя Кунта на русской стороне и до озера Куусамонярви на финляндской стороне ;

в впадающей в озеро Пиелис-ярви на финляндской стороне реке *Лиекса* и притоке ее *Туулиоки*, от устья реки Лиекса на озеро Пиелис-ярви, до озер Лендерское и Тулос на русской стороне ;

в впадающей в Ладожское озеро на финляндской стороне реке *Тулеманиоки* от устья ее, до Тулом-озеро на русской стороне ;

и в впадающей в Ладожское озеро на финляндской стороне реке *Миналаниоки*, от устья ее, до верховьев на русской стороне,

должны быть соблюдены следующие правила :

1. Путем для проходы рыбы считается главный фарватер, а равно в концах фарватера, по воде, двойная его ширина вплоть до места где начинается глубина в три аршина или в два метра.

2. Verkkoa, rysää tahi muuta seisovaa pyydystä, paitsi koukkupyydystä, ei saa laskea kalaväylään eikä muuallakaan kalastuslaitteita niin rakentaa tahi seisovilla pyydyksillä sillä tavoin kalastaa, että kala estetään ylempiin vesiin nousemasta tahi että kalan nousu koskissa liiaksi vaikeutetaan.

3. Jos valtaväylä vesilaitoksen padolla tai muutoin tulee suljetuksi, on asianomaisen sopimusvaltion huolehdittava siitä, että tarkoitustaan vastaavilla kalaporraslaitteilla tai muilla toimenpiteillä kalan kulku ja kalakannan säilyminen turvataan.

4. Lohen ja sisäveden taimenen pyydystäminen virta- ja koskipaikoissa on kokonaan kielletty syyskuun alusta lokakuun loppuun.

5. Myrkyllisten, huumaavien ja räjähtävien aineiden käyttö on kalastuksessa kielletty.

6. Tehdas- tai muista laitoksista kielletään päästämästä jokiin jätteitä kiinteässä tai juoksevassa muodossa, mikäli sen kautta aiheutetaan haittaa kalastukselle toisen valtion alueella.

6 *artikla.*

Edellisessä artiklassa mainittuja määräyksiä noudatettakoon soveltuvissa kohdin myöskin niihin vesistöihin nähden, jotka ovat molempien valtioiden välisenä luonnollisena rajana.

7 *artikla.*

Tämä sopimus on ratifioitava ja tulee ratifioitujen kappalten vaihdon tapahtua Helsingissä niin pian kuin mahdollista.

8 *artikla.*

Tämä sopimus on voimassa viisi vuotta siitä lukien, kuin ratifioidut kappaleet ovat asianmukaisesti vaihdetut, ja jatkuu edelleenkin aina viisi vuotta kerrallaan, ellei sitä jommankumman sopimusvaltion taholta irtisanota vähintäin kuutta kuukautta ennen jonkun viisivuotiskauden päättymistä.

9 *artikla.*

Tämä sopimus on laadittu kahdessa kappaleessa suomen-, ruotsin- ja venäjänkielellä ja ovat kaikki tekstit yhtä todistusvoimaisia.

Ylläolevan vakuudeksi ovat kummankin sopimusvaltion valtuutetut tämän sopimuksen allekirjoittaneet ja sineteillään vahvistaneet. Helsingissä, lokakuun 28 päivänä 1922.

(L. S.) A. AHONEN.
(L. S.) P. J. HYNNINEN.
(L. S.) A. E. ALFTHAN.
(L. S.) VÄINÖ HUPLI.
(L. S.) Y. W. PUHAKKA.

2. Воспрещается ставить на путь прохождения рыбы : сети, мережи и иные ставные снасти, кроме крючковых ; точно также воспрещается устройство таких рыболовных сооружений или производство рыбной ловли такими способами, которые могут воспрепятствовать под'ему рыбы в выше лежащие воды, или чрезмерно затруднить под'ем рыбы по порогам.

3. В случае заграждения фарватера реки плотиной гидротехнического сооружения, или иным образом, подлежащая договаривающаяся сторона должна озаботиться посредством устройства особого для рыбы пути, — или иными мероприятиями, — обезпечением прохода рыбы и охранением ее запасов в данной реке.

4. Ловля лосося и тайменя в быстринах и порогах совершенно воспрещается от начала сентября и до конца октября.

5. Воспрещается пользование при рыбной ловле ядовитыми, одуряющими и взрывчатыми веществами.

6. Фабричным и иным заведениям воспрещается отводить в реку отбросы в твердом или жидком виде, поскольку этим может быть нанесен ущерб интересам рыбоводства и рыболовства на территории другого договаривающегося государства.

Статья 6.

Установленные предыдущей статьей настоящего Соглашения правила должны быть в случаях возможности их применения, соблюдаемы также и в отношении тех водных систем, которые являются естественной границей между обоими договаривающимися странами.

Статья 7.

Настоящее Соглашение подлежит ратификации. Обмен ратификационными грамотами должен состояться в Гельсингфорсе, в возможной скорости.

Статья 8.

Настоящее Соглашение сохраняет силу в течение пяти лет, считая со дня обмена в надлежащем порядке ратификационными грамотами, и будет и в будущем считаться продолженным всякий раз на пять лет, если ни одно из договаривающихся государств не заявит о своем отказе от Соглашения, по крайней мере за шесть месяцев до истечения каждого пятилетнего срока.

Статья 9.

Настоящее Соглашение составлено в двух экземплярах на русском, финском и шведском языках, и все тексты одинаково аутентичны.

В удостоверение всего изложенного Уполномоченные обоих государств подписали настоящее Соглашение и скрепили его своими печатями.

В городе Гельсингфорсе 28 Октября 1922 года.

(М. П.) С. М. ФРАНКФУРТ.

(М. П.) Ал. СМИРНОВ.

(М. П.) А. ИГНАТЬЕВ.

(М. П.) Н. КОЛЧАНОВСКИЙ.

TEXTE SUÉDOIS. — SWEDISH TEXT.

No. 492. — KONVENTION ANGÅENDE UPPRÄTTHÅLLANDE AV KUNGSÅDRA SAMT ORDNANDE AV FISKET I GRÄNSVATTENDRAGEN MELLAN FINLAND OCH RYSSLAND, UNDERTECKNAD DEN 28. OKTOBER 1922 I HELSINGFORS.

REPUBLIKEN FINLANDS REGERING och RYSKA SOCIALISTISKA FEDERATIVA RÅDSREPUBLIKENS REGERING hava, i enlighet med bestämmelsen i artikel 21 av det i Dorpat den 14 oktober 1920 undertecknade fredsfördraget, beslutit träffa överenskommelse angående upprätthållande av kungsådra och ordnande av fisket i de vattendrag, vilka rinna från den ena fördragsslutande statens område till den andras område eller äro belägna längs den gemensamma gränsen mellan de fördragsslutande staterna, dock med undantag av Ladoga, där fisket ordnas medelst särskild konvention, ävensom överlämnat konventionens upprättande och undertecknande åt Finsk-ryska blandade Centralkommittén, och i sådant avseende befullmäktigat :

REPUBLIKEN FINLANDS REGERING :

A. AHONEN,
P. J. HYNNINEN,
A. E. ALFTHAN,
V. HUPLI,
Y. W. PUHAKKA ;

RYSKA SOCIALISTISKA FEDERATIVA RÅDSREPUBLIKENS REGERING :

S. M. FRANKFURT,
A. M. SMIRNOFF,
A. M. IGNATJEFF,
N. P. KOLTSHANOVSKI ;

vilka, efter att hava för varandra uppvisat sina i god och behörig form befunna fullmakter överenskommit som följer :

Artikel 1.

I vattendrag, som rinna från Finland till Ryssland och i motsatt riktning eller äro belägna längs den gemensamma gränsen mellan de båda länderna, förbinda sig de fördragsslutande staterna att lämna kungsådra öppen för vattnets fria lopp, sjö- och båtfart, flottning och fiskens vandring.

Artikel 2.

I älvar och ledsund vare såsom kungsådra hållan minst en tredjedel av vattnets bredd vid medelvattenstånd och där djupast är. Dock må i strömfall, till kungsådra ej räknas större bredd, än att minst en tredjedel av strömfallets vattenmängd vid medelvattenstånd där nedgår. Där far eller flottled finnes, må likväl kungsådras bredd ej understiga sju meter.

I sjö bör far- och flottled till nödig bredd lämnas öppen.

Artikel 3.

Från de i första artikeln omförmälda vattendrag må ej utan i varje fall mellan fördragsslutande staterna träffad särskild överenskommelse vattnet så ledas, eller däri så byggas eller eljest vidtagas sådan åtgärd att någon inom den andra fördragsslutande statens område belägen del av vattendraget genom förändring av dess nuvarande djup och läge eller av vattenståndet lider men å sitt vattenområde eller å fiske, jord eller annan egendom, eller ock att därigenom kungsådra försämras eller far- och flottled annars lider intrång .

Artikel 4.

Undantag från bestämmelserna i artiklarna 1-3 av denna konvention kunna tillåtas med stöd av den i vartdera landet gällande lagstiftning, uti de i artikel 3 omförmälda fall dock endast på sådant villkor, att den skada och olägenhet, som tillskyndas av vederbörande innehavare av jord- och vattenområden i den andra fördragsslutande staten, ersättas enligt ett på förhand ingånget avtal.

Stänges kungsådra och utsträcka sig värkningarna av stängandet in på andra fördragsslutande statens område, bör kungsådrans ändamål tillgodoses på annat sätt.

Artikel 5.

Till skyddande av fiskbeståndet och fisket i följande lax- och sikförande vatten, vilka rinna från den ena fördragsslutande statens område till den andras område, nämligen :

i Tuulomanjoki och dess Luttojoki benämnda övre lopp, vilka utmynna i Kolfjorden på ryska sidan, från mynningen av förstnämnda älv till Luttojokis övre lopp på finska sidan,

i Koutajoki och dess Tuntsajoki benämnda övre lopp, vilka utmynna i Koutalahti på ryska sidan, från mynningen av Koutajoki till övre loppet av Tuntsajoki på finska sidan,

i Koutajokis södra, Oulanganjoki benämnda övre lopp, från sistnämnda älvs utlopp i Pääjärvi uti Ryssland till Paanajärvi på finska sidan,

i Pistojoki benämnda älv, från den på ryska sidan belägna Ylä-Kuittijärvi sjö till Kuusamonjärvi på finska sidan,

i Lieksa älv och dess Tuulijoki benämnda biflod, vilka utmynna i Pielisjärvi på finska sidan, från utloppet av förstnämnda älv i Pielisjärvi till Lentiera och Tuulijärvi sjöar på ryska sidan,

i Tulenmanjoki, som utmynnar i Ladoga inom finskt område, från älvens utlopp till Tulemanjärvi sjö på ryska sidan, och

i Miinalanjoki, som utmynnar i Ladoga på finska sidan, från älvens mynning till älvens övre lopp på ryska sidan, skola följande bestämmelser iakttagas :

1. Kungsådra skall anses såsom fiskled, så ock i vatten vid kungsådras ändor dess dubbla bredd, intill dess ett vattendjup av två meter vidtager.

2. Nät, ryssja eller annat stående redskap, utom krokredskap, må ej utsättas i fiskled ej heller annorstädes fiskeanordningar så byggas eller fiske med stående fiskredskap på sådant sätt bedrivas, att fisken hindras att stiga till högre vatten eller att fiskens stigande i strömfall avsevärt försvaras.

3. Stänges kungsådra genom vattenverks damm eller på annat sätt, skall vederbörande fördragsslutande stat draga försorg därom, att fiskens gång och fiskebeståndets bevarande skyddas genom ändamålsenliga fisktrappsanordningar eller genom andra åtgärder.

4. Fångst av lax och insjötaimen i strömmar och forsar är fullständigt förbjuden från början av september till slutet av oktober.

5. Användning av giftiga, bedövande och explosiva ämnen vid fiske är förbjuden.

6. Fabriks- och andra inrättningar äro förbjudna att i älvarna utsläppa avfall i fast eller flytande form, för såvitt därigenom men tillskyndas fisket inom den andra statens område.

Artikel 6.

I föregående artikel omförmälda bestämmelser må i tillämpliga delar iakttagas jämväl med avseende å de vattendrag, vilka bilda naturlig gräns mellan de båda staterna.

Artikel 7.

Denna konvention skall ratificeras och bör utväxlingen av ratifikationsurkunderna äga rum i Helsingfors snarast möjligt.

Artikel 8.

Denna konvention är gällande under fem år, räknat från den tidpunkt då ratifikationsurkunderna vederbörligen utväxlats, och förlänges med fem år i gången, därest densamma icke från någondera fördragsslutande statens sida uppsäges minst sex månader innan någon femårsperiods utgång.

Artikel 9.

Denna konvention är upprättad i två exemplar på finska, svenska och ryska språken, och äga samtliga texter samma giltighet.

Till bekräftande av ovanstående hava vardera fördragsslutande statens befullmäktigade ombud undertecknat denna konvention och försett densamma med sina sigill. Helsingfors, den 28 oktober 1922.

(L. S.) A. AHONEN.
(L. S.) P. J. HYNINNEN.
(L. S.) A. E. ALFTHAN.
(L. S.) VÄINÖ HUPLI.
(L. S.) Y. W. PUHAKKA.

[1] TRADUCTION.

No. 492. — CONVENTION ENTRE LA RÉPUBLIQUE DE FINLANDE ET LA RÉPUBLIQUE SOCIALISTE FÉDÉRATIVE DES SOVIETS DE RUSSIE, CONCERNANT LE MAINTIEN DES CHENAUX PRINCIPAUX ET LA RÉGLEMENTATION DE LA PÊCHE DANS LES EAUX LIMITROPHES DE LA FINLANDE ET DE LA RUSSIE, SIGNÉE A HELSINGFORS LE 28 OCTOBRE 1922.

LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DE FINLANDE et LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE SOCIALISTE FÉDÉRATIVE DES SOVIETS DE RUSSIE ont décidé, conformément aux dispositions de l'article 21 du Traité de paix signé à Dorpat le 14 octobre 1920, de conclure un accord relatif à l'entretien des chenaux et à la réglementation de la pêche dans les cours d'eau qui coulent sur le territoire des deux Parties contractantes, ou le long de la frontière commune aux deux Etats (à l'exception du lac Ladoga où la pêche est réglementée par un accord spécial). Les deux Gouvernements ont chargé la Commission centrale mixte russo-finlandaise de préparer et de conclure ledit Accord, et ont, à cet effet, nommé comme plénipotentiaires :

LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DE FINLANDE :

MM. A. AHONEN,
P. J. HYNNINEN,
A. E. ALFTHAN.
V. HUPLI,
Y. W. PUHAKKA ;

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

[1] TRANSLATION.

No. 492. — CONVENTION BETWEEN THE REPUBLIC OF FINLAND AND THE RUSSIAN SOCIALIST FEDERAL SOVIET REPUBLIC CONCERNING THE MAINTENANCE OF RIVER CHANNELS AND THE REGULATION OF FISHING ON WATER COURSES FORMING PART OF THE FRONTIER BETWEEN FINLAND AND RUSSIA, SIGNED AT HELSINGFORS, OCTOBER 28, 1922.

THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF FINLAND and THE GOVERNMENT OF THE RUSSIAN SOCIALIST FEDERAL SOVIET REPUBLIC have, in accordance with the provisions of Article 21 of the Treaty of Peace of Dorpat, signed on October 14, 1920, decided to conclude an Agreement regarding the maintenance of river channels and the regulation of fishing on water courses which flow from the territory of one of the contracting States to the territory of the other, or which are situated along the common frontier between the contracting States (with the exception of Lake Ladoga, on which the fishing is regulated by a special agreement), and have entrusted the preparation and conclusion of the said Agreement to the mixed Finnish-Russian Central Committee, and for this purpose have appointed the following as their Plenipotentiaries :

FOR THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF FINLAND :

A. AHONEN,
P. J. HYNNINEN,
A. E. ALFTHAN,
V. HUPLI,
Y. W. PUHAKKA,

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations.

LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FÉDÉRATIVE DES SOVIETS DE RUSSIE :

MM. S. M. FRANKFURT,
A. M. SMIRNOFF,
A. M. IGNATJEFF,
N. P. KOLTCHANOVSKI,

qui, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article 1er

Dans les cours d'eau coulant de Finlande en Russie et vice versa, ou le long de la frontière commune à ces deux pays, les Etats contractants s'engagent à laisser le chenal ouvert au libre cours des eaux, au passage des transports maritimes et fluviaux, au flottage des bois et aux migrations des poissons.

Article 2.

Dans les cours d'eau et dans les détroits, le chenal sera considéré comme comprenant au moins un tiers de la largeur des eaux à leur niveau moyen, au-dessus de la partie la plus profonde. Néanmoins, lorsqu'il existe un courant, la largeur du chenal à la surface ne dépassera pas une dimension correspondant à un tiers du débit de la rivière, aux eaux moyennes. En outre, la largeur d'un chenal utilisé pour la navigation ou le flottage des bois ne pourra être fixée à moins de 7 mètres.

Sur les lacs, les chenaux utilisés pour la navigation et le flottage des bois doivent être laissés libres sur toute la largeur nécessaire.

Article 3.

Il est interdit de dériver l'eau des cours d'eau mentionnés à l'article 1er, d'établir sur lesdits cours d'eau des constructions, ou de prendre des dispositions de nature soit à porter atteinte, en modifiant la profondeur ou les conditions actuelles des parties du cours d'eau situées sur le territoire de l'autre Etat contractant, au débit de l'eau sur le territoire de ce dernier, soit à nuire aux poissons se trouvant dans cette partie du cours d'eau, soit à causer des dommages aux terres ou autres

FOR THE GOVERNMENT OF THE RUSSIAN SOCIALIST FEDERAL SOVIET REPUBLIC :

S. M. FRANKFURT,
A. M. SMIRNOFF,
A. M. IGNATJEFF,
N. P. KOLTCHANOVSKI,

who, after having communicated their full powers found to be in good and due form, have agreed upon the following provisions :

Article 1.

In water-courses flowing from Finland to Russia and vice versa, or situated along the common frontier between those two countries, the Contracting States undertake to leave the fairway open for the free flow of the water, for navigation by sea-going and river craft, for timber floating, and for the migration of fish.

Article 2.

On rivers and in straits, the fairway shall be held to consist of at least one-third of the width of the water at its mean level and at its deepest part. Nevertheless, where there is a current, the fairway shall not be considered as wider than at most a portion corresponding to one-third of the volume of water flowing past at mean level. Moreover, in the case of a fairway used for navigation or timber-floating, the width of the channel may not be less than seven metres.

On lakes, channels used for navigation or timber-floating must be left open for the necessary width.

Article 3.

Water may not be diverted from the water-courses referred to in Article 1, nor may any constructions be erected therein or any steps be taken such as to cause damage, by altering the present depth or condition of the parts of the watercourse situated in the territory of the other Contracting State, to the extent of water in its territory, or to its fish, land or other property, or thereby to damage the fairway or to encroach upon channels used for navigation or timber-floating, unless a special

propriétés de cet Etat ; il est également interdit de détériorer le chenal ou d'empiéter sur les chenaux utilisés pour la navigation ou le flottage des bois, sauf accord spécial, conclu dans chaque cas, entre les Etats contractants.

Article 4.

Sous réserve des cas mentionnés à l'article 3, il peut être accordé, conformément à la législation en vigueur dans chaque pays, des dérogations aux dispositions formulées dans les articles 1 à 3 du présent Accord ; toutefois, les propriétaires des terres ou des eaux situées sur le territoire de l'autre Etat contractant devront recevoir une indemnité convenue au préalable pour tous dommages ou inconvénients causés.

Si le chenal est obstrué et si les conséquences de cette situation se font sentir dans le territoire de l'autre Etat contractant, les usages pour lesquels le chenal est utilisé doivent être assurés d'une autre manière.

Article 5.

La réglementation formulée ci-après sera appliquée en vue de protéger les pêcheries et les poissons dans les cours d'eau suivants, peuplés de saumons et de lavarets et coulant du territoire de l'un des Etats contractants sur le territoire de l'autre. :

Dans le Tuulomanjoki, qui se jette, en territoire russe, dans le fjord Kol, et dans son cours supérieur qui porte le nom de Luttojoki, depuis l'embouchure du Tuulomanjoki jusqu'au cours supérieur du Luttojoki, en territoire finlandais ;

dans le Kutajoki, qui se jette, en territoire russe, dans le Kutalahti, et dans son cours supérieur (qui porte le nom de Tuntsajoki), depuis l'embouchure du Kutajoki jusqu'au cours supérieur du Tuntsajoki, en territoire finlandais ;

dans le bras méridional du cours supérieur du Kutajoki (qui porte le nom d'Ulanganjoki), depuis l'entrée de ce dernier cours d'eau dans le Pääjärvi, hors du territoire russe, jusqu'à Paanajärvi, en territoire finlandais ;

dans la rivière appelée Pistojoki, depuis le lac d'Yla-Kuittijärvi situé sur le terri-

agreement has been concluded in each case between the Contracting States.

Article 4.

Exceptions to the provisions laid down in Articles 1-3 of the present Agreement may be allowed in virtue of the laws in force in each country, except in the cases referred to in Article 3, but only on condition that the owners of the land or water concerned in the other Contracting State shall be indemnified in a manner to be agreed upon beforehand for any damage or inconvenience which may be caused.

If the fairway is blocked, and the consequent effects extend to the territory of the other Contracting State, the purposes for which the fairway is used must be provided for by some other means.

Article 5.

The following regulations shall be put into force in order to protect fisheries and fish in the following salmon and gwyniad (sik) waters flowing from the territory of one Contracting State to that of the other, namely :

On the Tuulomanjoki and its upper waters, known as the Luttojoki, which flows into the Col Fiord on the Russian side, from the mouth of the former river as far as the upper waters of the Luttojoki on the Finnish side ;

On the Kutajoki and its upper waters, known as the Tuntsajoki, which flows into the Kutalahti on the Russian side from the mouth of the Kutajoki as far as the upper waters of the Tuntsajoki on the Finnish side,

On the southern part of the upper waters of the Kutajoki, known as the Ulanganjoki, from the entry of the latter river into the Pääjärvi outside Russia, as far as Paanajärvi on the Finnish side ;

on the river known as the Pistojoki from the lake of Yla-Kuittijärvi situated

toire russe, jusqu'à Kuusamonjärvi en territoire finlandais ;

dans la Lieksa et son affluent, le Tuulijoki, qui se jette dans le Pielisjärvi, en territoire finlandais, depuis l'embouchure de cette dernière rivière dans le Pielisjärvi, jusqu'à Lentiera et le lac de Tuulijärvi, en territoire russe ;

dans le Tulenmanjoki, qui se jette dans le lac Ladoga, en territoire finlandais, depuis l'embouchure de cette rivière dans le lac, jusqu'au lac Tulenanjärvi, en territoire russe ;

enfin, dans le Miinalanjoki, qui se jette dans le lac Ladoga, en territoire finlandais, depuis l'embouchure de cette rivière jusqu'à son cours supérieur, en territoire russe.

1. Sur les cours d'eau énumérés ci-dessus, le chenal sera considéré comme zone de pêche ; à cet effet, le chenal, à ses extrémités, s'étendra aux eaux couvrant une largeur double de la largeur propre du chenal, jusqu'à une profondeur de deux mètres.

2. Il est interdit de placer dans les eaux de pêche des filets, des nasses ou autres engins permanents, à l'exception d'engins à hameçons, de construire des installations de pêche dans d'autres parties des eaux, et de pêcher au moyen d'engins permanents qui puissent empêcher, d'une façon sensible, le poisson de passer dans le cours supérieur de la rivière ou de remonter les cascades.

3. Si le chenal est fermé par un barrage ou par tout autre moyen, l'Etat contractant intéressé sera tenu de prendre les mesures nécessaires pour assurer le maintien des conditions existantes en ce qui concerne le poisson et les pêcheries, soit en construisant des échelles à saumons appropriées, soit par tout autre moyen.

4. Il est absolument interdit de pêcher le saumon ou la truite de lac (taimen) dans les rivières ou les torrents depuis le début de septembre jusqu'à la fin d'octobre.

5. Il est interdit d'utiliser, pour la pêche, les poisons, les stupéfiants ou les explosifs.

6. Il est interdit d'établir des usines, ou d'édifier d'autres constructions, soit fixes, soit flottantes, qui entravent le cours de la rivière, dans la mesure où ces constructions peuvent être nuisibles au poisson sur le territoire de l'autre Etat.

on the Russian side as far as Kuusamonjärvi on the Finnish side;

On the river Lieksa and its tributary, the Tuulijoki, which flows into the Pielisjärvi on the Finnish side, from the entry of the former river into the Pielisjärvi as far as Lentiera and the lake of Tuulijärvi on the Russian side;

On the Tulenmanjoki, which flows into the lake Ladoga in Finnish territory, from the entry of the river into the lake as far as Lake Tulenanjärvi on the Russian side; and:

On the Miinalanjoki, which flows into the lake Ladoga on the Finnish side, from the mouth of the river as far as the upper waters of the river on the Russian side.

(1) On the above watercourses a fairway shall be regarded as fishing water; for this purpose the fairway shall be held to include the water at the ends of the fairway, for double the width of the fairway, until a depth of two metres is reached.

(2) No nets, fish traps or other permanent gear, except bait, may be placed in position in the fishing water, nor may fishing installations be erected elsewhere, nor may fishing be carried on with permanent apparatus in such a manner as appreciably to prevent the fish from ascending to the upper waters or from surmounting waterfalls.

(3) If the fairway is blocked by a dam or by any other means, the Contracting State concerned shall take measures to protect the existing conditions as regards the fish and the fisheries by erecting suitable salmon ladders or by some other means.

(4) It is absolutely forbidden to catch salmon or lake trout (taimen) in streams or torrents from the beginning of September until the end of October.

(5) It is forbidden to use poisons, drugs or explosives for fishing.

(6) It is forbidden to establish factories or other structures, either fixed or floating, which retard the flow of the stream, in so far as such structures cause damage to the fish in the territory of the other State.

Article 6.

Les règlements prévus à l'article précédent seront appliqués partout où il y aura lieu, dans le cas de cours d'eau formant frontière naturelle entre les deux Etats.

Article 7.

Le présent Accord sera ratifié et les instruments de ratifications seront échangés le plus tôt possible à Helsingfors.

Article 8.

Le présent Accord restera en vigueur pendant cinq ans, à dater de l'échange des ratifications, et se renouvellera par périodes successives de cinq années, à moins qu'il ne soit dénoncé par l'une des deux Parties contractantes six mois au moins avant l'expiration de l'une des périodes de cinq années.

Article 9.

Le présent Accord est établi en double expédition en finnois, en suédois et en russe, tous les textes faisant également autorité.

En foi de quoi, les plénipotentiaires ci-dessus mentionnés, désignés par les Etats contractants, ont apposé au présent accord leur signature et leur sceau.

HELSINGFORS, *le* 28 *octobre* 1922.

Article 6.

The regulations laid down in the previous article shall be carried out where applicable in the case of watercourses which form natural frontiers between the two States.

Article 7.

The present Agreement shall be ratified and the ratifications shall be exchanged as soon as possible at Helsingfors.

Article 8.

The present Agreement shall remain in force for five years reckoned from the date of the exchange of the necessary ratifications, and shall be extended for successive periods of five years unless it is denounced by either of the Contracting States at not less than six months' notice, to be given before the expiration of one of the periods of five years.

Article 9.

The present Convention is done in duplicate, in Finnish, Swedish and Russian, all texts being authentic.

In faith whereof the above-mentioned Plenipotentiaries appointed by the Contracting States have signed the present Agreement and have thereto affixed their seals.

HELSINGFORS, *October* 28, 1922.

(L. S.) A. AHONEN.
(L. S.) P. J. HYNNINEN.
(L. S.) A. E. ALFTHAN.
(L. S.) VÄINÖ HUPLI.
(L. S.) Y. W. PUHAKKA.
(L. S.) S. M. FRANKFURT.
(L. S.) A. M. SMIRNOFF.
(L. S.) A. M. IGNATIEFF.
(L. S.) N. P. KOLTCHANOVSKI.

N° 493.

FINLANDE ET RÉPUBLIQUE DES SOVIETS DE RUSSIE

Convention au sujet des conditions auxquelles l'Etat russe et ses ressortissants auront droit au libre transit à travers le territoire de Petsamo (Petchenga), signée à Helsingfors le 28 octobre 1922.

FINLAND AND RUSSIAN SOVIET REPUBLIC

Convention concerning the conditions on which the Russian State and its nationals shall be entitled to free transit through the territory of Petsamo (Petchenga), signed at Helsingfors, October 28, 1922.

TEXTE FINNOIS. — FINNISH TEXT.

No. 493. — SOPIMUS[1] SUOMEN JA VENÄJÄN VÄLILLÄ NIISTÄ EHDOISTA, JOILLA VENÄJÄN VALTIO JA VENÄJÄN KANSALAISET SAAVAT KÄYTTÄÄ OIKEUTTA VAPAASEEN KAUTTAKULKUUN PETSAMON ALUEEN KAUTTA, ALLEKIRJOITETTU HELSINGISSÄ 28 PÄIVÄNÄ LOKAKUUTA 1922.

Textes officiels finnois, russe et suédois communiqués par le Ministre des Affaires étrangères de Finlande. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 19 *septembre* 1923.

SUOMEN TASAVALLAN HALLITUS ja VENÄJÄN SOSIALISTISEN FEDERATIIVISEN NEUVOSTOTASAVALLAN HALLITUS ovat, Tartossa 14 päivänä lokakuuta 1920 allekirjoitetun rauhansopimuksen 8 artiklan perusteella[2], päättäneet tehdä sopimuksen niistä ehdoista, joilla Venäjän valtio ja Venäjän kansalaiset saavat käyttää oikeutta vapaaseen kauttakulkuun Petsamon alueen kautta, sekä antaneet sen laatimisen ja allekirjoittamisen Suomalaisvenäläisen Keskussekakomitean toimeksi, ja siihen valtuuttaneet :

SUOMEN TASAVALLAN HALLITUS :

A. AHOSEN.
P. J. HYNNISEN.
A. E. ALFTHANIN.
V. HUPLIN.
Y. W. PUHAKAN.

[1] Cette Convention ne comporte pas de ratification.

[2] Vol III, page 5 de ce Recueil.

TEXTE RUSSE. — RUSSIAN TEXT.

No. 493. — СОГЛАШЕНИЕ [1] МЕЖДУ РОССИЕЙ И ФИНЛЯНДИЕЙ ОБ УСЛОВИЯХ ПОЛЬЗОВАНИЯ РОССИЙСКИМ ГОСУДАРСТВОМ И РОССИЙСКИМИ ГРАЖДАНАМИ ПРАВОМ СВОБОДНОГО ТРАНЗИТА ЧЕРЕЗ ПЕЧЕНГСКУЮ ОБЛАСТЬ, ПОДПИСАННОЕ В Г. ГЕЛЬСИНГФОРСЕ 28-го ОКТЯБРЯ 1922 Г.

Finnish, Russian and Swedish official texts communicated by the Minister for Foreign Affairs of Finland. The registration of this convention took place on September 19, 1923.

ПРАВИТЕЛЬСТВО РОССИЙСКОЙ СОЦИАЛИСТИЧЕСКОЙ ФЕДЕРАТИВНОЙ СОВЕТСКОЙ РЕСПУБЛИКИ и ПРАВИТЕЛЬСТВО ФИНЛЯНДСКОЙ РЕСПУБЛИКИ, решив согласно статье 8-ой Мирного Договора, подписанного в городе Юрьеве 14 Октября 1920 [2] года, заключить соглашение об условиях пользования Российским Государством и российскими гражданами, правом свободного транзита через Печенгскую область, поручили его составление и подписание Центральной Смешанной Русско-Финляндской Комиссии, уполномочив для того :

ПРАВИТЕЛЬСТВО РОССИЙСКОЙ СОЦИАЛИСТИЧЕСКОЙ ФЕДЕРАТИВНОЙ СОВЕТСКОЙ РЕСПУБЛИКИ :

С. М. ФРАНКФУРТА.
А. М. СМИРНОВА.
А. М. ИГНАТЬЕВА.
Н. П. КОЛЧАНОВСКОГО.

[1] This Convention does not entail ratification.

[2] Vol. III, page 5 of this Series.

VENÄJÄN SOSIALISTISEN FEDERATIIVISEN NEUVOSTOTASAVALLAN HALLITUS :

S. M. FRANKFURTIN.
A. M. SMIRNOFFIN.
A. M. IGNATJEFFIN.
N. P. KOLTSHANOVSKIN,

jotka, esitettyään toisilleen oikeiksi ja asianmukaisiksi havaitut valtakirjansa, ovat sopineet seuraavasti :

1 artikla.

Venäjän viranomaisilla samoin kuin yksityisillä kansalaisillakin on oikeus esteettömästi kulkea Suomelle kuuluvan Petsamon alueen kautta Venäjältä Norjaan ja Norjasta Venäjälle tämän sopimuksen 5 artiklassa mainittuja teitä myöten. Tämä määräys ei kuitenkaan koske sota- tai muuta siihen verrattavaa väkeä.

Samoin saadaan mainitun alueen kautta ja samoja teitä myöten esteettömästi kuljettaa Venäjältä Norjaan ja päinvastoin kaikenlaatuisia tavaroita ja karjaa.

Poikkeuksia voidaan tehdä :

1. aseiden, ampumatarpeiden ja sotakieltotavarain kauttakuljetukseen nähden ;

2. yleistä turvallisuutta silmällä pitäen ;

3. ihmisten ja eläinten suojelemiseksi tarttuvilta taudeilta, sekä

4. liikenteen järjestämistä varten teiden kuljetuskyvyn mukaiseksi.

Toimenpiteillä, joka johtuvat edellämainituista poikkeuksista, on kulloinkin ainoastaan tilapäinen luonne eivätkä ne saa estää taikka keskeyttää kauttakulkua yleensä.

2 artikla.

Edellisen artiklan ensimäisessä kappaleessa mainittu kauttakulku on sallittu asianomaisten Venäjän viranomaisten kolmeksi kuukaudeksi kerrallaan antamalla kauttakulkupassilla, johon ei ole tarpeen hankkia Suomen viranomaisten viisumia.

ПРАВИТЕЛЬСТВО ФИНЛЯНДСКОЙ РЕСПУБЛИКИ :

А. АХОНЕН.
П. Ю. ХЮННИНЕН.
А. Э. АЛЬФТАН.
В. ХУПЛИ.
И. В. ПУХАККА,

каковые Уполномоченные, по взаимном пред'явлении своих полномочий признанных составленными в должной форме и законном порядке, согласились о нижеследующем :

Статья 1.

Российские должностные лица, а равно и частные граждане имеют право безпрепятственного транзита через принадлежащую Финляндии Печенгскую область, из России в Норвегию и из Норвегии в Россию, по путям упомянутым в статье 5-й настоящего Соглашения. Указанное Постановление однако не касается военных, или имеющих военный характер отрядов.

Равным образом подлежат безпрепятственному транзиту через ту же область и по тем же путям, всякого рода грузы и скот, следующие из России в Норвегию, или наоборот.

Отступления могут быть допущены :

1. в отношении транзитного провоза оружия, боевых припасов и предметов военной контрабанды ;

2. в целях общественной безопасности ;

3. в целях предохранения людей и животных от заразных болезней ;

4. в целях урегулирования движения в зависимости от провозоспособности дорог.

Однако мероприятия вызываемые этими отступлениями имеют в каждом случае только временный характер и не должны препятствовать или прерывать транзита вообще.

Статья 2.

Означенный в первом абзаце предыдущей статьи транзитный проезд разрешается на основании выдаваемых подлежащей российской властью, каждый раз на 3 месяца, — транзитных паспортов, и без необходимости получения от финляндских властей, визы.

3 *artikla.*

Kauttakulkutavarasta ja -karjasta ei saa kantaa tulli-, kauttakulku- eikä muita maksuja.

Kauttakulkutavaroita tulee seurata täydelliset suomen- ja venäjänkielellä laaditut tavaraluettelot, joissa on mainittava kuljetettavan tavaran laatu ja määrä ynnä lähettäjän, vastaanottajan ja kuljettajan nimet sekä ilmoitettava, mistä tavara on lähetetty ja minne se viedään. Mainitut luettelot ovat varustettavat niiden antajan nimikirjoituksella ja sinetillä sekä merkinnällä niiden antoajasta. Tämän kappaleen määräyksiä sovellutetaan myöskin karjan kuljetukseen.

Suomalaiset viranomaiset ovat oikeutetut sinetöimään kuljetettavat tavarat tai asettamaan tulli- tai muut vartijat seuraamaan niitä Petsamon alueella kuljetettaessa.

Tästä johtuvat maksut on lähettäjän suoritettava Suomen valtiolle kauttakulkutavarain tullivalvontaa koskevan Suomessa voimassa olevan yleisen lainsäädännön määräysten nojalla.

Kuitenkaan eivät ylempänä mainitut tullimuodollisuudet saa hidastuttaa kauttakulkua enempää, kuin niiden suorittamista varten on tarpeen, eivätkä myöskään sitä keskeyttää.

Статья 3.

За транзит всякого рода груза, а также скота, не могут быть взимаемы таможенные пошлины, транзитные пошлины и иные сборы.

При следующих транзитом грузах должны иметься подробные их спецификации составленные на русском и финском языках, в коих должно быть отмечено: род и количество груза, имя отправителя, получателя и лица осуществляющего перевозку, место отправления и место назначения груза. В указанных спецификациях должны иметься подпись и печать выдавшего их учреждения, а также и дата выдачи. Постановления настоящего абзаца применяются также и в случае транзита скота.

Финляндским властям представляется право опечатывать провозные грузы или назначать таможенную или иную стражу для сопровождения грузов во время следования их по Печенгской области.

Вызываемые этим расходы, отправители грузов обязаны возместить финляндской казне на основании установленных общим финляндским законодательством правил, касающихся выполнения таможенного надзора при транзите.

Однако упомянутые выше таможенные формальности не должны задерживать транзита, дольше чем это необходимо для их выполнения, а также прерывать транзита.

4 *artikla.*

Alueen kautta kulkevat henkilöt ynnä tavarakuormat ja karja eivät saa pysähtyä matkalla, ellei se ole välttämätöntä säännölliselle kauttakululle tai ellei sitä vaadi teiden tila sekä ihmisten, eläinten ja tavaran turvallisuus.

Статья 4.

Следующие транзитом лица, грузы и скот не имеют право остановок в пути, поскольку таковые не являются необходимыми для нормального транзита и не вызываются состоянием пути и требованиями безопасности людей, животных и грузов.

5 *artikla.*

Kauttakulku tapahtuu Muotkankylän (Pogost Motovskij) — Salmijärven ja Suonikylän (Pogost Songelskij) — Salmijärven kautta kulkevia teitä myöten. Kauttakulku voi tapahtua myöskin muita sellaisia teitä myöten, joita rakennetaan tämän sopimuksen 7 artiklan määräysten mukaan, tai jotka Suomen hallitus avaa liikenteelle Pohjois- Venäjän ja Pohjois-Norjan välillä.

Статья 5.

Транзит происходит по путям идущим через Погост-Мотовский (Муотканкюля)—Сальмиярви и через Погост-Сонгельский (Суоникюля)—Сальмиярви. Транзит может происходить и по путям прокладываемым в порядке статьи 7-й настоящего Соглашения, или открываемым Финляндским Правительством для сообщения между северной Россией и северной Норвегией.

6 *artikla.*

Milloin Venäjän hallitus katsoo tarvitsevansa erityisiä rakennuksia maja- ja suojapaikoiksi kauttakulkijoille, karjalle ja tavarakuormille, suostuu Suomen hallitus Venäjän hallituksen suorittamilla varoilla rakentamaan niitä sopiviksi katsomilleen paikoille, ottaen huomioon että ne sijoitetaan noin 25 kilometrin päähän toisistaan.

Suomalaiset viranomaiset, matkustajat ja tavarain kuljettajat ovat oikeutettuja käyttämään näitä suojapaikkoja, mikäli se ei estä venäläistä kauttakulkua.

Suomen hallitus sitoutuu Venäjän hallituksen pyynnöstä suorittamaan teiden ja majapaikkojen tarpeelliset korjaustyöt Venäjän hallituksen laskuun.

Kauttakulkuteiden ja majapaikkojen vuotuisen kunnossapidon suorittaa Suomen hallitus ja jaetaan kunnossapitokustannukset Suomen ja Venäjän kesken siinä suhteessa, jossa kumpikin sopimuspuoli mainittuja majapaikkoja ja teitä käyttää. Mainittujen maksujen määrästä ja niiden suorittamisen järjestyksestä sopivat vuosittain molempien valtioiden hallitukset.

Статья 6.

Если Российское Правительство будет нуждаться в особых строениях, служащих убежищами для следующих транзитом людей, скота и грузов, Финляндское Правительство соглашается, на отпускаемые Российским Правительством средства, сооружать таковые убежища в признаваемых им удобных местностях с таким расчетом, что они будут находиться в расстоянии приблизительно 25-ти километров одно от другого.

Финляндские должностные лица, частные граждане, а также лица сопровождающие грузы, вправе пользоваться упомянутыми убежищами поскольку это не препятствует русскому транзиту.

Финляндское Правительство обязуется, в случае просьбы о том Российского Правительства, производить за счет последнего работы по исправлению путей и убежищ.

Годовой ремонт путей и убежищ производит Финляндское Правительство причем вызываемые этим расходы распределяются между Финляндией и Россией пропорционально пользованию каждой договаривающейся стороной этими убежищами и путями. О размере этих расходов и о порядке их уплаты соглашаются ежегодно правительства обоих договаривающихся государств.

7 *artikla.*

Jos Venäjän hallitus haluaa saada uusia kauttakulkuteitä majapaikkoineen rakennetuiksi, on siitä erikseen sovittava Suomen hallituksen kanssa. Työt suoritetaan Suomen hallituksen toimesta Venäjän hallituksen laskuun. Tässä mainittujen teiden ja majapaikkojen kunnossapitoon ja hoitoon nähden on voimassa, mitä edellisessä artiklassa on määrätty.

Статья 7.

Если Российское Правительство пожелает устройства новых транзитных путей с убежищами, то об этом должно состояться особое соглашение с Правительством Финляндии. Работы производятся распоряжениями Финляндского Правительства за счет Российского Правительства. В отношении содержания в исправности и поддержки означенных путей и убежищ принимаются к руководству постановления предшествующей статьи.

8 *artikla.*

Tämän sopimuksen 5 artiklassa mainittuja teitä ei saa rasittaa raskaammilla kuormilla, kuin mitä niitä varten voimassa olevissa teknillisissä määräyksissä on sallittu. Näistä määräyksistä sekä niissä mahdollisesti tehtävistä muutoksista on aikanaan ilmoitettava Venäjän hallitukselle.

Статья 8.

По путям упомянутым в статье 5-й настоящего Соглашения не может быть допущено передвижение грузов, вес коих превышает нормы установленные для этих путей, техническими правилами. Правила эти, а равно могущие происходить в них изменения, будут своевременно сообщены Российскому Правительству.

9 *artikla.*

Aseistamattomilla venäläisillä lentokoneilla on oikeus ylläpitää Petsamon alueen kautta lentoliikennettä Venäjän ja Norjan välillä, ehdolla että ne noudattavat kansainvälisiä Suomessa voimassa olevia ilmailua koskevia teknillisiä määräyksiä ja että lentäjät ovat varustetut kansainvälisessä ilmailuliikenteessä hyväksytyillä sekä tämän sopimuksen 2 ja 3 artiklassa mainituilla asiakirjoilla sekä esittävät ne suomalaisille viranomaisille maahan laskiessaan. Samoin on nuodatettava myöskin Suomen ja Venäjän välisen ilmailusopimuksen sääntöjä, jos sellainen sopimus vastedes tehdään.

10 *artikla.*

Tämä sopimus astuu voimaan kahden kuukauden kuluttua sen allekirjoittamisesta ja pysyy voimassa viisi vuotta, jatkuen edelleenkin aina viisi vuotta kerrallaan, ellei sitä jommankumman sopimuspuolen taholta irtisanota vähintäin yhtä vuotta ennen jonkun viisivuotiskauden päättymistä.

11 *artikla.*

Tämä sopimus on laadittu kahdessa kappaleessa suomen-, ruotsin, ja venäjänkielellä ja ovat kaikki tekstit yhtä todistusvoimaisia.

Ylläolevan vakuudeksi ovat kummankin sopimusvaltion valtuutetut tämän sopimuksen allekirjoittaneet ja sineteillään vahvistaneet. Helsingissä, lokakuun 28 päivänä 1922.

(L. S.) A. AHONEN.
(L. S.) P. J. HYNNINEN.
(L. S.) A. E. ALFTHAN.
(L. S.) VÄINÖ HUPLI.
(L. S.) Y. W. PUHAKKA.

Статья 9.

Российские невооруженные летательные аппараты имеют право поддерживать через Печенгскую область воздушное сообщение между Россией и Норвегией, при условии соблюдения одобренных Финляндией международных технических правил воздухоплавания, наличности при лицах совершающих перелет документов, принятых по правилам международного воздухоплавания, а также упомянутых в статьях 2 и 3 настоящего Соглашения и пред'явления их Финляндским властям в случае приземления ; также имеют быть соблюдаемы постановления воздухоплавательной Конвенции между Россией и Финляндией, если таковая будет заключена впоследствии.

Статья 10.

Настоящее Соглашение вступает в действие через два месяца после его подписания ; оно будет применяться в течение пяти лет и может быть продолжено и в будущем каждый раз на пять лет, если ни одна из сторон не заявит о своем отказе по крайней мере за год до истечения которого либо из пятилетних сроков.

Статья 11.

Настоящее Соглашение составлено в двух экземплярах на русском, финском и шведском языках и все тексты одинаково аутентичны.

В удостоверение всего изложенного Уполномоченные обоих сторон подписали настоящее Соглашение и скрепили его своими печатями в городе Гельсингфорсе, 28 Октября 1922 года.

(М. П.) С. М. ФРАНКФУРТ.
(М. П.) А. СМИРНОВ.
(М. П.) А. М. ИГНАТЬЕВ.
(М. П.) Н. КОЛЧАНОВСКИЙ.

TEXTE SUÉDOIS. — SWEDISH TEXT.

No. 493. — KONVENTION MELLAN FINLAND OCH RYSSLAND ANGÅENDE DE VILLKOR, PÅ VILKA RYSKA STATEN OCH RYSKA MEDBORGARE ÄRO BERÄTTIGADE TILL FRI TRANSITERING GENOM PETSAMO OMRÅDET, UNDERTECKNAD I HELSINGFORS, DEN 28 OKTOBER 1922.

REPUBLIKEN FINLANDS REGERING och RYSKA SOCIALISTISKA FEDERATIVA RÅDSREPUBLIKENS REGERING hava, med stöd av artikel 8 av det i Dorpat den 14 oktober 1920 undertecknade fredsfördraget, beslutit träffa överenskommelse angående de villkor, på vilka ryska staten och ryska medborgare få använda sin rätt till fri transitering genom Petsamo område, ävensom överlämnat konventionens upprättande och undertecknande åt Finsk-ryska blandade Centralkommittén, och i sådant avseende befullmäktigat :

REPUBLIKEN FINLANDS REGERING :

A. AHONEN,
P. J. HYNNINEN,
A. E. ALFTHAN,
V. HUPLI,
Y. W. PUHAKKA ;

RYSKA SOCIALISTISKA FEDERATIVA RÅDSREPUBLIKENS REGERING :

S. M. FRANKFURT,
A. M. SMIRNOFF,
A. M. IGNATJEFF,
N. P. KOLTSHANOVSKI,

vilka, efter att hava för varandra uppvisat sina i god och behörig form befunna fullmakter, överenskommit som följer :

Artikel 1.

Ryska myndigheter likasom ock ryska medborgare äga rätt att obehindrat passera Finland tillhöriga Petsamo område på väg från Ryssland till Norge och från Norge till Ryssland längs de i artikel 5 av denna konvention omförmälda vägar. Denna bestämmelse gäller dock icke militär eller andra därmed jämförliga trupper.

Likaledes må genom nämnda område och längs samma vägar från Ryssland till Norge och tvärtom obehindrat transporteras alla slag av gods och boskap.

Undantag kunna göras :

1. med avseende å transitering av vapen, skjutförnödenheter och krigskontraband ;
2. med beaktande av den allmänna säkerheten ;
3. till människors och djurs skyddande mot smittosamma sjukdomar ; samt
4. för trafikens ordnande i överensstämmelse med vägarnas transportförmåga.

Av ovannämnda undantag påkallade åtgärder hava för varje gång endast provisorisk karaktär och må icke ställa hinder för eller avbryta transiteringen i allmänhet.

Artikel 2.

I första stycket av föregående artikel omförmäld genomfart är tillåten med av vederbörande rysk myndighet på tre månader i gången utfärdat transitopass, utan skyldighet att av finsk myndighet förvärva visum.

Artikel 3.

För transitogods och — boskap få icke uppbäras tull-, transito- och andra avgifter.

Transitogods skall åtföljas av fullständiga på finska och ryska språken upprättade godsförteckningar, i vilka skola angivas det transporterande godsets art och mängd ävensom avsändarens, mottagarens och den transporterandes namn samt uppgivas, varifrån varan är avsänd och vart den föres. Omförmälda förteckningar förses med utfärdarens namnunderskrift och sigill samt med anteckning om tiden för deras utfärdande. Bestämmelserna i detta stycke tillämpas jämväl på transport av boskap.

Finska myndigheter äro berättigade att försegla det transporterade godset eller beordra tull- eller andra vakter att åtfölja det under transporten genom Petsamo område.

Härav föranledda avgifter skall avsändaren erlägga till finska staten med stöd av bestämmelserna i den uti Finland gällande allmänna lagstiftningen angående tullbevakning av transitogods.

Dock må ovan omförmälda tullformaliteter icke fördröja transiteringen mera än vad till deras fullgörande är nödigt, ej heller avbryta densamma.

Artikel 4.

Personer, som färdas genom området, ävensom godsforor och boskap få icke göra uppehåll på vägen, därest detta icke är nödvändigt för regelbunden transitering eller såvida detta icke påkallas av vägarnas tillstånd samt människors, djurs och godsets säkerhet.

Artikel 5.

Transitotrafiken äger rum längs vägarna genom Muotkankylä (Pogost Motovskij) — Salmijärvi och Suonikylä (Pogost Songelskij) — Salmijärvi. Transitotrafik kan äga rum jämväl längs andra sådana vägar, vilka byggas enligt bestämmelserna i artikel 7 av denna konvention eller vilka Finlands regering upplåter för trafik mellan norra Ryssland och Nord-Norge.

Artikel 6.

Anser sig Rysslands regering vara i behov av särskilda byggnader till härbärgen och skyddsplatser för personer, stadda i genomfart, samt för boskap och varuforor, samtycker Finlands regering att med av Rysslands regering utanordnade medel uppföra sådana å platser, vilka den finner lämpliga, med beaktande av att dessa förläggas omkring 25 kilometer från varandra.

Finska myndigheter, resande och forslare av gods äro berättigade att använda dessa härbärgen, för så vitt detta icke utgör hinder för den ryska transitotrafiken.

Finlands regering förbinder sig att på anhållan av Rysslands regering och för dess räkning utföra nödiga arbeten för iståndsättande av vägar och härbärgen.

Det årliga underhållet av transitovägar, och härbärgen ombesörjes av Finlands regering och fördelas underhållskostnaderna mellan Finland och Ryssland i det förhållande, vari vardera för-

dragsslutande parten använder omförmälda härbärgen och vägar. Angående beloppet av omförmälda avgifter och ordningen för deras erläggande träffas årligen överenskommelse mellan bägge staternas regeringar.

Artikel 7.

Önskar ryska regeringen få nya transitovägar jämte härbärgen uppförda, skall särskild överenskommelse därom avslutas med Finlands regering. Arbetena utföras på föranstaltande av Finlands regering för Rysslands regerings räkning. Vidkommande underhåll och vård av här omförmälda vägar och härbärgen, är gällande vad i föregående artikel är stadgat.

Artikel 8.

I artikel 5 av denna konvention omförmälda vägar få icke belastas med tyngre foror än vad i de för dem gällande tekniska bestämmelserna är tillåtet. Dessa bestämmelser samt i dem möjligen vidtagna ändringar skola i tid delgivas Rysslands regering.

Artikel 9.

Obeväpnade ryska flygmaskiner hava rätt att genom Petsamo område upprätthålla flygtrafik mellan Ryssland och Norge, med villkor att de iakttaga internationella i Finland gällande tekniska bestämmelser rörande flygning och att flygarna äro försedda med i internationell flygtrafik föreskrivna samt i artiklarna 2 och 3 av denna konvention omförmälda handlingar samt vid landningen förete dessa för de finska myndigheterna. Likaså skola iakttagas stadgandena i flygkonventionen mellan Finland och Ryssland, därest sådan konvention framdeles avslutas.

Artikel 10.

Denna konvention träder i kraft två månader efter dess undertecknande och gäller under fem år samt förlänges för fem år i gången, därest densamma icke från någondera fördragsslutande partens sida uppsäges minst ett år innan någon femårsperiods utgång.

Artikel 11.

Denna konvention är upprättad i två exemplar på finska, svenska och ryska språken och äga samtliga texter samma giltighet.

Till bekräftelse av ovanstående hava vardera fördraggsslutande statens befullmäktigade ombud undertecknat denna konvention och försett densamma med sina sigill. Helsingfors, den 28 oktober 1922.

(L. S.) A. AHONEN.
(L. S.) P. J. HYNNINEN.
(L. S.) A. E. ALFTHAN.
(L. S.) VÄINÖ HUPLI.
(L. S.) Y. W. PUHAKKA.

[1] TRADUCTION.

No. 493. — CONVENTION CONCLUE ENTRE LA RÉPUBLIQUE DE FINLANDE ET LA RÉPUBLIQUE SOCIALISTE FÉDÉRATIVE DES SOVIETS DE RUSSIE, AU SUJET DES CONDITIONS AUXQUELLES L'ÉTAT RUSSE ET SES RESSORTISSANTS AURONT DROIT AU LIBRE TRANSIT A TRAVERS LE TERRITOIRE DE PETSAMO (PETCHENGA), SIGNÉE A HELSINGFORS LE 28 OCTOBRE 1922.

Le GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DE FINLANDE et le GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE SOCIALISTE FÉDÉRATIVE DES SOVIETS DE RUSSIE ont décidé, conformément aux dispositions de l'article 8 du Traité de Paix signé le 14 octobre 1920 à Dorpat, de conclure un accord relatif aux conditions auxquelles l'Etat russe et ses ressortissants pourront exercer leur droit de libre transit à travers le territoire de Petsamo (Petchenga). Les deux Gouvernements ont chargé la Commission centrale mixte finlando-russe de rédiger et de signer ladite Convention et ont, à cet effet, nommé comme plénipotentiaires :

LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DE FINLANDE :

A. AHONEN.
P. J. HYNNINEN.
A. E. ALFTHAN.
V. HUPLI.
Y. W. PUHAKKA, et

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

[1] TRANSLATION.

No. 493. — CONVENTION BETWEEN THE REPUBLIC OF FINLAND AND THE RUSSIAN SOCIALIST FEDERAL SOVIET REPUBLIC CONCERNING THE CONDITIONS ON WHICH THE RUSSIAN STATE AND ITS NATIONALS SHALL BE ENTITLED TO FREE TRANSIT THROUGH THE TERRITORY OF PETSAMO (PETCHENGA), SIGNED AT HELSINGFORS, OCTOBER 28, 1922.

The GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF FINLAND and the GOVERNMENT OF THE RUSSIAN SOCIALIST FEDERAL SOVIET REPUBLIC, in virtue of Article 8 of the Treaty of Peace signed at Dorpat on October 14, 1920, have decided to conclude an Agreement regarding the conditions upon which the State of Russia and its nationals may exercise their right of free transit through the territory of Petsamo (Petchenga), have entrusted the duty of drawing up and signing the Convention to the Mixed Russo-Finnish Central Committee, and have appointed as their Plenipotentiaries for that purpose :

THE GOVERNMENT OF THE FINNISH REPUBLIC :

A. AHONEN.
P. J. HYNNINEN.
A. E. ALFTHAN.
V. HUPLI.
Y. W. PUHAKKA ; and

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations.

LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE SOCIALISTE FÉDÉRATIVE DES SOVIETS DE RUSSIE :

S. M. FRANKFURT.
A. M. SMIRNOFF.
A. M. IGNATIEFF.
N. P. KOLTCHANOVSKI,

qui, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes.

Article 1.

Les autorités et les ressortissants russes auront le droit de libre passage à travers le territoire finlandais de Petsamo (Petchenga) pour se rendre soit de Russie en Norvège, soit de Norvège en Russie par les routes mentionnées à l'article 5 de la présente Convention. Cette disposition ne s'appliquera cependant pas à des forces militaires ou autres forces analogues.

Les marchandises de toute nature et le bétail pourront également être transportés librement par lesdites routes de Russie en Norvège et vice versa, à travers le territoire susmentionné.

Des exceptions pourront toutefois être faites dans les cas suivants :

1. Lorsqu'il s'agit d'expédition et de transport en transit d'armes, de munitions et de contrebande de guerre ;

2. Pour des raisons de sécurité publique ;

3. Pour protéger les hommes et les animaux contre les maladies contagieuses ;

4. Lorsqu'il y aura lieu de restreindre la circulation à la mesure de l'état des routes.

Les mesures qu'il pourra être nécessaire de prendre dans ces cas exceptionnels ne devront jamais avoir qu'un caractère provisoire et ne devront pas être de nature à entraver ou à interrompre la circulation en transit.

Article 2.

Le droit de libre transit, prévu au premier alinéa de l'article précédent, sera accordé à tout titulaire d'un permis de transit délivré par les autorités russes compétentes. Ces permis seront valables pour une période de trois mois et n'auront pas besoin d'être visés par les autorités finlandaises.

THE GOVERNMENT OF THE RUSSIAN SOCIALIST FEDERAL SOVIET REPUBLIC :

S. M. FRANKFURT.
A. M. SMIRNOFF.
A. M. IGNATIEFF.
N. P. KOLTCHANOVSKI ;

who, having exchanged their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

Article 1.

The Russian authorities and Russian nationals shall have the right of free passage through the Finnish territory of Petsamo (Petchenga) from Russia to Norway and from Norway to Russia by the routes named in Article 5 of this Convention. This provision shall not, however, apply to military or similar forces.

Goods of all kinds and cattle may also be transported without hindrance through the above-mentioned territory by the said routes from Russia to Norway or *vice versa*.

Exceptions may be made in the following cases :

(1) In the despatch and transport in transit of arms, ammunition or contraband of war ;

(2) To meet the requirements of public security ;

(3) For the protection of human beings and animals against contagious disease ; and

(4) In order to restrict traffic within the limits of capacity of the routes.

The measures necessary in such exceptional cases shall always be of a purely provisional character and, in general, shall not impede or interrupt the transit traffic.

Article 2.

Free passage as laid down in the first paragraph of the preceding article shall be granted to any person in possession of a transit permit issued by the competent Russian authority. Such permits shall be made out for periods of three months and shall not require the visa of the Finnish authority.

Article 3.

Les marchandises et le bétail en transit ne seront passibles d'aucun droit de douane, ni de taxes de transit ou autres droits.

Les marchandises transportées en transit devront être accompagnées de lettres de voiture établies en langues finnoise et russe et indiquant la nature et le nombre des marchandises, les noms de l'expéditeur, du destinataire et du transporteur, le lieu d'expédition et le lieu de destination. Ces lettres de voiture devront être revêtues de la signature personnelle et du sceau des autorités dont elles émanent ; en outre, elles devront mentionner la date à laquelle elles ont été délivrées. Les dispositions du présent alinéa s'appliqueront également au transport du bétail.

Les autorités finlandaises auront le droit d'apposer des plombs sur les marchandises en transit ou d'exiger qu'elles soient accompagnées, à travers le territoire de Petsamo (Petchenga), par des fonctionnaires de la douane ou par une autre escorte.

Toutes les dépenses encourues en application des dispositions ci-dessus seront payées à l'Etat finlandais par l'expéditeur, conformément aux dispositions générales de la législation en vigueur en Finlande au sujet de la surveillance, par les autorités douanières, des marchandises transportées en transit.

La durée du transit des marchandises ne sera toutefois pas prolongée plus qu'il n'est nécessaire, pour l'accomplissement des formalités douanières mentionnées ci-dessus. Les formalités ne pourront non plus constituer un empêchement au transit.

Article 4.

Le voyage des personnes et le transport des marchandises et du bétail, à travers le territoire, ne devront pas être interrompus en temps normal, à moins que l'état des routes ou la sécurité des voyageurs, du bétail et des marchandises, ne rende cette interruption nécessaire.

Article 5.

Les transports en transit pourront être effectués sur les routes passant par Muotkankylä (Pogost Motovski) et Salmijärvi et par Suonikylä (Pogost Songelski) et Salmijärvi. Les transports en transit pourront également être effectués sur toute autre route

Article 3.

Goods and cattle in transit shall be free of customs duties and transit or other dues.

Goods in transit shall be accompanied by detailed waybills in Finnish and Russian, showing the nature and number of the goods, the names of the consignor, consignee and carrier, the place of despatch and place of destination. These waybills shall bear the personal signature and seal of the issuing authority, together with the date of issue. The provisions contained in this paragraph shall also apply to the transport of cattle.

The Finnish authorities shall have the right to seal goods in transit or to order them to be accompanied through the territory of Petsamo (Petchenga) by customs officers or any other escort.

Any charges arising out of the foregoing provisions shall be paid by the consignor to the State of Finland, as laid down in the general legislation in force in Finland concerning the supervision of goods in transit by the customs authorities.

The passage of goods in transit shall not, however, be delayed longer than is necessary for the fulfilment of the above-mentioned customs formalities, nor shall it be prevented thereby.

Article 4.

Persons, consignments of goods and cattle passing through the territory shall not break their journey unless it is necessary for them to do so in the ordinary course of travel in transit, or unless the condition of the roads or the safety of human beings, animals and goods requires it.

Article 5.

Traffic in transit may use the roads through Muotkankylä (Pogost Motovski) and Salmijärvi and through Suonikylä (Pogost Songelski) and Salmijärvi. Traffic in transit may also use any other roads which may be constructed in accordance with the provisions of Article 7

qui pourrait être construite, conformément aux dispositions de l'article 7 de la présente Convention, ou que le Gouvernement finlandais pourra ouvrir entre les territoires du nord de la Russie et du nord de la Norvège.

Article 6.

Si le Gouvernement russe exigeait des bâtiments spéciaux pouvant servir de gîte et d'abri aux personnes qui traverseront le territoire ainsi qu'au bétail et aux marchandises, le Gouvernement finlandais se déclare prêt à construire, aux frais du Gouvernement russe, les bâtiments que celui-ci jugera nécessaires, à condition que ces bâtiments soient éloignés d'environ 25 kilomètres l'un de l'autre.

Les fonctionnaires finlandais auront le droit d'utiliser ces abris, au cours de leurs voyages, et lorsqu'ils convoieront des marchandises, à condition de ne pas entraver les transports russes en transit.

Le Gouvernement finlandais s'engage à fournir, à la demande et aux frais du Gouvernement russe, la main-d'œuvre nécessaire pour entretenir les routes et les abris.

Le Gouvernement finlandais prend la responsabilité de l'entretien annuel des routes de transit et des abris; les frais d'entretien seront partagés entre la Finlande et la Russie, dans la proportion où chaque Partie contractante aura utilisé ces abris et ces routes. Le montant des dépenses et les dispositions relatives à leur paiement seront fixés chaque année par voie d'accord entre les Gouvernements des deux Etats.

Article 7.

Si le Gouvernement russe désire construire de nouvelles routes directes et de nouveaux abris, il sera tenu de conclure un accord spécial à ce sujet avec le Gouvernement finlandais. Le Gouvernement finlandais prendra les mesures nécessaires pour fournir la main-d'œuvre aux frais du Gouvernement russe. La réparation et l'entretien de ces routes et de ces abris s'effectueront conformément aux dispositions de l'article précédent.

Article 8.

Il est interdit de transporter, sur les routes mentionnées à l'article 5, des charges plus lourdes que celles qui sont prévues par les

of this Convention, or which the Finnish Government may open to traffic between North Russia and North Norway.

Article 6.

Should the Russian Government require special buildings as lodging and shelter for persons passing through the territory or for cattle and consignments of goods, the Finnish Government agrees to the construction, at the expense of the Russian Government, of such premises as the latter may think suitable, provided that these shall be at an approximate distance of 25 kilometres from one another.

Finnish officials when travelling or conveying goods shall have the right to make use of these shelters, in so far as this does not interfere with the Russian transit traffic.

The Finnish Government undertakes, at the request of the Russian Government and at its expense, to supply the labour required for repairing roads and shelters.

The Finnish Government shall be responsible for the annual repair of through roads and shelters, and the cost of upkeep shall be divided between Finland and Russia in proportion to the use made by each Contracting Party of the said shelters and roads. The amount of these charges and the regulations for their payment shall be determined annually by agreement between the Governments of the two States.

Article 7.

Should the Russian Government desire the construction of new through roads and shelters, it shall come to a special agreement with the Finnish Government on this point. The Finnish Government shall arrange for the supply of labour at the expense of the Russian Government. The repair and upkeep of such roads and shelters shall be governed by the provisions of the preceding article.

Article 8.

The roads mentioned in Article 5 shall not be subjected to heavier traffic than is permitted by the technical regulations governing them.

règlements techniques relatifs à ces routes. Ces règlements et toutes les modifications qui pourront y être apportées seront communiqués, en temps voulu, au Gouvernement russe.

Article 9.

Les aéronefs russes non armés, effectuant des transports entre la Russie et la Norvège, auront le droit de survoler le territoire de Petsamo (Petchenga), à condition de se conformer aux règlements techniques internationaux relatifs à l'aviation, qui sont en vigueur en Finlande ; les pilotes devront, en outre, être munis des pièces prescrites pour la circulation aérienne internationale et mentionnées aux articles 2 et 3 de la présente Convention ; en cas d'atterrissage, ils devront présenter ces pièces aux autorités finlandaises. Au cas où une Convention relative à la navigation aérienne serait conclue à l'avenir entre la Finlande et la Russie, les dispositions de cette Convention devront également être observées.

Article 10.

La présente Convention entrera en vigueur deux mois après la date de sa signature et restera en vigueur pendant une période de cinq ans. Elle se renouvellera par périodes successives de cinq années, à moins qu'elle ne soit dénoncée par l'une des Parties contractantes un an au moins avant l'expiration de l'une des périodes de cinq années.

Article 11.

La présente Convention est établie en double exemplaires, en finnois, en suédois et en russe, les trois textes faisant également foi.

En foi de quoi, les plénipotentiaires des deux Etats contractants ont apposé, à la présente Convention, leur signature et leur sceau.

HELSINGFORS, *le* 28 *octobre* 1922.

These regulations and any modifications which may be made therein shall be communicated to the Russian Government in due course.

Article 9.

Unarmed Russian aircraft shall have the right to carry on air traffic between Russia and Norway over the territory of Petsamo (Petchenga), provided that they comply with the international technical regulations regarding aviation in force in Finland and that the pilots are in possession of the documents prescribed for international air traffic and mentioned in Articles 2 and 3 of this Convention, and provided that in case of landing they present these documents to the Finnish authorities. Should an Aviation Convention be in future concluded between Finland and Russia, the provisions of such convention shall also be observed.

Article 10.

The present Convention shall come into force two months after the date of signature and shall remain in force for five years. It shall be prolonged for successive periods of five years, unless denounced by one of the Contracting Parties not less than one year before the expiry of any such period of five years.

Article 11.

The present Convention is done in duplicate in Finnish, Swedish and Russian, all three texts being authentic.

In witness whereof (the Plenipotentiaries of the two Contracting States have signed the present Convention and have thereto affixed their seals.

HELSINGFORS, *October* 28, 1922.

(L. S.) A. AHONEN.
(L. S.) P. J. HYNNINEN.
(L. S.) A. E. ALFTHAN.
(L. S.) VÄINÖ HUPLI.
(L. S.) Y. W. PUHAKKA.
(L. S.) S. M. FRANKFURT.
(L. S.) A. M. SMIRNOFF,
(L. S.) A. M. IGNATIEFF.
(L. S.) N. P. KOLTCHANOVSKI.

N° 494.

ESTHONIE ET FINLANDE

Echange de notes relatif à l'augmentation de la taxe fondamentale téléphonique entre les deux pays. Tallinn, les 30 octobre et 28 novembre 1922.

ESTHONIA AND FINLAND

Exchange of Notes concerning the increase of the basic telephone rates between the two countries. Tallinn, October 30 and November 28, 1922.

No. 494. — ÉCHANGE DE NOTES [1] ENTRE LES GOUVERNEMENTS ESTHONIEN ET FINLANDAIS RELATIF A L'AUGMENTATION DE LA TAXE FONDAMENTALE TÉLÉPHONIQUE ENTRE LES DEUX PAYS. TALLINN, LES 30 OCTOBRE ET 28 NOVEMBRE 1922.

No. 494. — EXCHANGE OF NOTES [1] BETWEEN THE ESTHONIAN AND FINNISH GOVERNMENTS CONCERNING THE INCREASE OF THE BASIC TELEPHONE RATES BETWEEN THE TWO COUNTRIES. TALLINN, OCTOBER 30 AND NOVEMBER 28, 1922.

Texte officiel esthonien communiqué par le Ministre des Affaires étrangères de Finlande. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 19 *septembre* 1923.

Official Esthonian text communicated by the Minister for Foreign Affairs of Finland. The registration of this exchange of notes took place September 19, 1923.

TEXTE ESTHONIEN. — ESTHONIAN TEXT.

TALLINN, 30/10 1922.

HERRA MINISTER,

Telefoonikõnede põhimaksu kõrgendus.

Peale seda kui Soome ja Eesti telegraafvalitsused on ühise lepingu põhjal otsustanud oma Vabariikide valitsustele ettepanna, et Soome ja Eesti vahel 29. oktoobril 1921 [2] allakirjutatu, Soome ja Eesti vaheliste merealaste kaabelite korraspidamise ja tarvitamisesse ning nende kaabelite läbi Soome ja Eesti vahel juhtavasse telegrammide ja kõnede liikumisesse puutava lepingu 15. artiklas määra- tud kõnede põhimaks kõrgendataks kaheksa Soomemarga peale, on mul au, mainitud artikla märkusele põhjendades ja eeldades, et Eesti Vabariigi Valitsus sellega nõus on, ettepanna, et kõnesoleva põhimaksu kõrgendamisest leppitaks kokku nootide vahetuse teel.

Selle tõttu panen Teile, Herra Minister, aupaklikult ette, et kõnede põhimaks, mis küsimusesoleva lepingu 15. artikla 1. punkti järele praegu on neli ja pool Soome marka, kummagi Vabariigi Valitsuse vahelisel kokkuleppel kõrgendataks kunni kaheksa Soomemargani ning et see korgendus 1. detsembrist sel aastal hakkaks maksma. Nii pea kui Eesti Vabariigi Valitsuse jaatav vastus

[1] Cet arrangement ne comporte pas de ratification.

[2] Vol. XIII, page 167 de ce Recueil.

[1] This agreement does not entail ratification.

[2] Vol. XIII, page 167 of this Series.

on sellele ettepanekule saadud, tuleb kokkulepituks vaadata, et kõnesolev muudatus lepingusse nimetatud päeval jõusse astub.

Võtke vastu, Herra Minister, minu täielise austuse kinnitus.

ERKKI REIJONEN.

Herra A. PIIP,
Eesti Vabariigi Välisminister,
Tallinn.

Pour copie conforme :
à Helsingfors, au Ministère des Affaires étrangères,
le 10 septembre 1923.

NŰLO IDMAN.

EESTI VABARIIK.
VÄLSMINISTERIUM,
K. E. POLIIT. OSAKOND
N° 11649/W.

TALLINN, 28 *novembril* 1922.

Soome Saatkonnale
Tallinnas.

Vastuseks Teie kirja pääle 30. X. 22 N° 897 Välisministeeriumil on au Teile teatada, et Vabariigi Valitsuse 30 augusti 1922 a. otsusega on kinnitatud Tallinna-Helsingi vahelise telefonikõne põhimaksu kõrgendus 8 Soome marga peala ja Vabariigi Valitsuse otsusega 17. XI. 22 seda maksukõrgendust tuled maksma hakkavaks lugeda 1 detsembrist 1922 a.

Sügava austusega

JAK. TILLO
Juhataja abi.

Pour copie conforme :
à Helsingfors, au Ministère des Affaires étrangères,
le 10 septembre 1923.

NŰLO IDMAN.

[1] TRADUCTION.

LÉGATION DE FINLANDE
A REVAL.
N° 897.

TALLINN (REVAL), *le* 30 *octobre* 1922.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Relèvement de la taxe de base des conversations téléphoniques.

Les administrations télégraphiques de Finlande et d'Esthonie ayant décidé, aux termes d'une Convention mutuelle, de proposer aux Gouvernements de leurs Républiques respectives le relèvement à 8 marks finlandais de la taxe de base des conversations téléphoniques, établies aux termes de l'article 15 de la Convention conclue entre la Finlande et l'Esthonie le 29 octobre 1921 et relative à l'entretien et à l'utilisation des câbles sous-marins entre la Finlande et l'Esthonie, ainsi qu'à l'échange par ces câbles de télégrammes et de conversations téléphoniques entre la Finlande et l'Esthonie, j'ai l'honneur, me référant à la note jointe à l'article mentionné ci-dessus et tenant pour acquis le consentement de la République esthonienne, de proposer que le relèvement de la taxe de base dont il est question soit effectué d'un commun accord par un échange de Notes.

Je saisis cette occasion pour vous proposer, Monsieur le Ministre, que la taxe de base des conversations téléphoniques fixée actuellement, conformément à la section I de l'article 15 de la Convention en question à 4 marks ½ en monnaie finlandaise soit portée, par accord conclu entre les Gouvernements des deux Républiques, à 8 marks finlandais ; et que ce relèvement prenne effet à partir du 1er décembre de la présente année. Sitôt reçue une réponse affirmative du Gouvernement de la République esthonienne à la présente proposition, l'amendement en question sera considéré comme accepté par les

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

[2] Communiquée par le Ministre des Affaires étrangères de Finlande.

[2] TRANSLATION.

FINNISH LEGATION
AT REVAL.
No. 897.

TALLINN (REVAL), *October* 30, 1922.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Raising the basis of the fee for telephone conversations.

The Telegraph Departments of Finland and Esthonia having, on account of the common Convention, decreed to propose to the Governments of their respective Republics that the ground fee for conversations, provided in the Article 15 of the Convention signed between Finland and Esthonia on the 29th October 1921 and concerning the maintenance and use of the submarine cables between Finland and Esthonia, as well as the exchange of telegrams and conversations between Finland and Esthonia through these cables, should be raised up to eight Finnish marks, I have the honour, referring to the note to the article mentioned and assuming that the Government of the Esthonian Republic will consent thereto, to propose that the raise of the ground fee in question would be agreed upon by exchange of notes.

On this account I have the honour of proposing to you, Monsieur le Ministre, that the basis of the fee for conversations, being at present, according to the section I of the Article 15 of the Convention in question, four and a half Finnish marks, would be agreed between the Governments of both Republics to be raised up to eight Finnish marks as well as that this raise would take effect from December 1st of this year. As soon as an affirmative answer of the Government of the Esthonian Republic to this proposal has been received, it shall be looked upon as agreed that the proposed amendment

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations.

[2] Communicated by the Finnish Minister for Foreign Affairs.

deux parties et la Convention entrera en vigueur à la date précitée.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération.

(Signé) ERKKI REIJONEN.

Monsieur A. Piip,
Ministre des Affaires étrangères
de la République esthonienne
à Tallinn.

to the Convention will come into force on the day before named.

Please accept, Monsieur le Ministre, the assurance of my high consideration.

(Signed) ERKKI REIJONEN.

To M. A. Piip,
Minister for Foreign Affairs
of the Esthonian Republic,
Tallinn.

Correctness of translation certified,
at the Ministry for Foreign Affairs,
Helsingfors, the 6th of November 1923.
(Signed) NŭLO IDMAN.

RÉPUBLIQUE D'ESTHONIE
MINISTÈRE DES
AFFAIRES ÉTRANGÈRES

DIVISION POLITIQUE (M. E.)
N° 11649/W, TALLINN.

Le 28 novembre 1922.

A la Légation de Finlande, Tallinn.

En réponse à votre note N° 897 en date du 30 octobre 1922, le Ministère des Affaires étrangères a l'honneur de vous informer que le relèvement à 8 marks finlandais de la taxe de base des conversations téléphoniques entre Tallinn et Helsingfors a été homologué par décision du Gouvernement de la République, en date du 30 août 1922.

Conformément à la décision du Gouvernement de la République en date du 17 novembre 1922, ce relèvement de taxe sera considéré comme entrant en vigueur à partir du 1er décembre 1922.

Le Directeur :
JAK TILLO.

REPUBLIC OF ESTHONIA.
FOREIGN MINISTRY.

M. E. POLITICAL DEPARTMENT,
No. 11649/W, TALLINN.

November 28, 1922.

To the Legation of Finland, Tallinn.

Answering to your note of the 30. X. 22, No. 897, the Ministry for Foreign Affairs has the honour of informing you that the raise of the basis of the fee for telephone conversations between Tallinn and Helsinki up to 8 Finnish marks has been sanctioned by a decision of the Government of the Republic on August 30, 1922, and that this raise of the fee according to the decision of the Government of the Republic of the 17. XI. 22, shall be looked upon as coming into force from December 1st, 1922.

With deep respect,

JAK. TILLO,
Director.

Correctness of translation certified,
at the Ministry for Foreign Affairs,
Helsingfors, the 6th of November 1923:
(Signed) NŭLO IDMAN.

N° 495.

FINLANDE ET RÉPUBLIQUE DES SOVIETS DE RUSSIE

Echange de notes relatif à l'exemption de certains immeubles urbains de l'impôt de timbre et de toutes autres espèces d'impôts à l'occasion de leur homologation ou leur entérinement. Helsingfors, les 12, 14 et 21 février 1923.

FINLAND AND RUSSIAN SOVIET REPUBLIC

Exchange of Notes concerning the exemption of certain urban property from stamp duty and all other charges on the occasion of its homologation or registration. Helsingfors, February 12, 14 and 21, 1923.

No. 495. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS DE FINLANDE ET DE LA RÉPUBLIQUE SOCIALISTE FÉDÉRATIVE DES SOVIETS DE RUSSIE RELATIF A L'EXEMPTION DE CERTAINS IMMEUBLES URBAINS DE L'IMPOT DE TIMBRE ET DE TOUTES AUTRES ESPÈCES D'IMPOTS A L'OCCASION DE LEUR HOMOLOGATION OU LEUR ENTÉRINEMENT. HELSINGFORS, LES 12, 14 ET 21 FÉVRIER 1923.

Texte officiel français communiqué par le Ministre des Affaires étrangères de Finlande. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 19 septembre 1923.

REPRÉSENTANT PLÉNIPOTENTIAIRE
DE LA RÉPUBLIQUE SOCIALISTE FÉDÉRATIVE
DES SOVIETS DE RUSSIE.

N° 1364.

HELSINGFORS, *le 12 février* 1923.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur, suivant les instructions reçues de mon Gouvernement, de porter à votre connaissance que le Gouvernement de la R. S. F. S. R. est prêt, à la condition qu'il reçoive une déclaration correspondante, à exempter le Gouvernement de la République de Finlande de l'impôt de timbre et de toutes autres espèces d'impôts qui sont ou seront perçus par les autorités compétentes russes à l'occasion de l'homologation ou l'entérinement des immeubles urbains avec terrains et bâtiments, à savoir : N° 39, Ekateringowski Prospect (ancien hôtel de Secrétariat d'Etat de Finlande) à Petrograd et N° 26, le Prospect du 25 octobre (ancien Newski Prospect) à Petrograd, appartenant à la République de Finlande, à raison de la remarque à l'article 22 du Traité de Paix [1], conclu à Jouriew le 14 octobre 1920 entre la République Socialiste Fédérative des Soviets de Russie et la République de Finlande.

Je vous prie de bien vouloir me faire savoir si le Gouvernement de Finlande est disposé à prendre l'engagement correspondant. Dans ce cas, je présume que l'arrangement en question sera dûment conclu par cette note et votre réponse.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

A. TCHERNIKH.

Monsieur J. VENNOLA,
Ministre des Affaires étrangères,
Helsingfors.

Pour copie conforme :
à Helsingfors, au Ministère des Affaires étrangères,
le 10 septembre 1923.
NÜLO IDMAN.

[1] Vol. III, page 5, de ce Recueil.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 495. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE GOVERNMENTS OF FINLAND AND OF THE RUSSIAN SOCIALIST FEDERAL SOVIET REPUBLIC CONCERNING THE EXEMPTION OF CERTAIN URBAN PROPERTY FROM STAMP DUTY AND ALL OTHER CHARGES ON THE OCCASION OF ITS HOMOLOGATION OR REGISTRATION. HELSINGFORS, FEBRUARY 12, 14 AND 21, 1923.

Official French text communicated by the Minister for Foreign Affairs of Finland. The registration of this exchange of notes took place September 19, 1923.

PLENIPOTENTIARY REPRESENTATIVE
OF THE RUSSIAN SOCIALIST FEDERAL
SOVIET REPUBLIC.

No. 1364.

HELSINGFORS, *February* 12, 1923.

SIR,

In accordance with instructions received from my Government, I have the honour to inform you that, on condition that it receives a corresponding statement from your Government, the Government of the R. S. F. S. Republic is prepared to exempt the Government of the Finnish Republic from stamp duty and all other taxes of any kind that are or may be levied by the competent Russian authorities in connection with the homologation or registration of the following urban real estate, including grounds and buildings : No. 39, Ekateringowski Prospect (formerly the Hotel of the Finnish Secretariat of State) at Petrograd, and No. 26, Prospect of October 25 (formerly Newski Prospect) at Petrograd, belonging to the Finnish Republic by virtue of the Note to Article 22 of the Peace Treaty[2] concluded between the Russian Socialist Federal Soviet Republic and the Finnish Republic at Dorpat on October 14, 1920.

I request you to be so good as to inform me whether the Finnish Government is prepared to enter into a reciprocal engagement. If such is the case, I shall presume that this Note and your reply may be regarded as effecting the arrangement in question.

I have the honour to be, etc.

A. TCHERNIKH.

Monsieur J. VENNOLA,
Minister for Foreign Affairs,
Helsingfors.

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations.

[2] Vol. III, page 5, of this Series.

HELSINGFORS, *le* 14 *février*, 1923.

MONSIEUR LE REPRÉSENTANT PLÉNIPOTENTIAIRE,

Dans une note en date du 12 courant vous avez, d'ordre de votre Gouvernement, porté à ma connaissance que le Gouvernement de la République Socialiste Fédérative des Soviets de Russie est prêt, à la condition qu'il reçoive une déclaration correspondante, à exempter le Gouvernement de la République de Finlande de l'impôt de timbre et de toutes autres espèces d'impôts, qui sont ou seront perçus par les autorités compétentes russes, à l'occasion de l'homologation ou l'entérinement des immeubles urbains avec terrains et bâtiments, à savoir : N° 39 Ekateringowski Prospect (ancien hôtel de Secrétariat d'Etat de Finlande) à Petrograd et N° 26, le Prospect du 25 octobre (ancien Newski Prospect) à Petrograd, appartenant à la République de Finlande suivant la remarque à l'article 22 du Traité de paix, conclu à Dorpat le 14 octobre 1920 entre la République de Finlande et la République S. F. S. R.

J'ai l'honneur, en conséquence, de vous faire savoir que le Gouvernement de Finlande, à la condition de réciprocité, est prêt à exempter le Gouvernement de la R. S. F. S. R. de l'impôt de timbre et de toutes autres espèces d'impôts à l'occasion de l'homologation ou entérinement des immeubles urbains avec terrains et bâtiments, à savoir : N° 10, Etelä-Esplanadinkatu, à Helsingfors, et N° 21, Bulevardinkatu (N° 25 Albertinkatu) à Helsingfors, appartenant à la République S. F. S. R. à raison de la remarque à l'article 22 du Traité de paix de Dorpat susmentionné.

J'ai l'honneur d'ajouter que je trouve l'arrangement en question dûment conclu par votre note susmentionnée et par cette réponse à la dite note.

Agréez, Monsieur le Représentant plénipotentiaire, les assurances de ma haute considération.

J. H. VENNOLA.

Monsieur Alexis TCHERNIKH,
Représentant Plénipotentiaire de la R. S. F. S. R.
Helsingfors.

Pour copie conforme :
à Helsingfors, au Ministère des Affaires étrangères,
le 10 septembre 1923.
Nülo IDMAN.

REPRÉSENTANT PLÉNIPOTENTIAIRE
DE LA RÉPUBLIQUE SOCIALISTE FÉDÉRATIVE
DES SOVIETS DE RUSSIE.
N° 1603.

HELSINGFORS, *le* 21 *février* 1923.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur, par la présente, d'accuser réception de votre note en date du 14 février a. c. sub. N° 2945, constatant l'accord survenu entre nos Gouvernements respectifs quant à l'exemption d'impôts à l'occasion de l'homologation ou l'entérinement des immeubles, appartenant en ce moment respectivement à la Russie et à la Finlande.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

A. TCHERNIKH.

Monsieur J. VENNOLA,
Ministre des Affaires étrangères,
Helsingfors.

Pour copie conforme :
à Helsingfors, au Ministère des Affaires étrangères,
le 10 septembre 1923.
Nülo IDMAN.

HELSINGFORS, *February* 14, 1923.

MONSIEUR LE REPRÉSENTANT PLÉNIPOTENTIAIRE,

In a communication dated the 12th instant, you had, under instructions from your Government, brought to my knowledge that the Government of the Russian Socialist Federal Soviet Republic is prepared, in return for a corresponding statement, to exempt the Government of the Republic of Finland from stamp duty and all other charges, which are or will be payable to the competent Russian authorities on the homologation or registration of certain urban real estate, with grounds and buildings, viz, No. 39 Ekateringowski Prospect (formerly offices of the State Secretariat for Finland) in Petrograd, and No. 26 Prospect of October 25 (formerly Newski Prospect) in Petrograd, belonging to the Republic of Finland, in virtue of the Note to Article 22 of the Treaty of Peace concluded at Dorpat on October 14, 1920, between the Republic of Finland and the Russian Socialist Federal Soviet Republic.

I have, therefore, the honour to inform you that, subject to reciprocity, the Government of Finland is prepared to exempt the Government of the R. S. F. S. Republic from stamp duty and all other charges on the homologation or registration of certain urban property with grounds and buildings, viz, No. 10 Etelä-Esplanadinkatu in Helsingfors and No. 21 Bulevardinkatu (N° 25 Albertinkatu) in Helsingfors, belonging to the R. S. F. S. Republic in virtue of the Note to Article 22 of the Peace Treaty of Dorpat referred to above.

I have the honour to add that I regard the arrangement in question as duly concluded by your communication and by this reply to that communication.

I have, the honour to be, etc.

J. H. VENNOLA.

Monsieur Alexis TCHERNIKH,
Plenipotentiary Representative of the
Russian Socialist Federal Soviet Republic,
Helsingfors.

PLENIPOTENTIARY REPRESENTATIVE
OF THE RUSSIAN SOCIALIST FEDERAL
SOVIET REPUBLIC.
No. 1603.

HELSINGFORS, *February* 21, 1923.

SIR,

I have the honour hereby to acknowledge the receipt of your Note, dated February 14 of this year and numbered 2945, confirming the agreement made between our respective Governments with regard to exemption from taxation in connection with the homologation or registration of the real estate at present belonging to Russia and Finland respectively.

I have the honour to be, etc.

A. TCHERNIKH.

Monsieur J. VENNOLA,
Minister for Foreign Affairs,
Helsingfors.

No. 495

N° 496.

FINLANDE ET NORVÈGE

Echange de notes comportant un arrangement relatif à l'échange de notifications concernant les aliénés. Helsingfors, les 9 mars et 28 avril 1923.

FINLAND AND NORWAY

Exchange of Notes constituting an Agreement concerning the exchange of notifications with regard to persons of unsound mind. Helsingfors, March 9, and April 28, 1923.

No. 496. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS FINLANDAIS ET NORVÉGIEN, COMPORTANT UN ARRANGEMENT RELATIF A L'ÉCHANGE DE NOTIFICATIONS CONCERNANT LES ALIÉNÉS. HELSINGFORS, LES 9 MARS ET 28 AVRIL 1923.

No. 496. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE FINNISH AND NORWEGIAN GOVERNMENTS CONSTITUTING AN AGREEMENT CONCERNING THE EXCHANGE OF NOTIFICATIONS WITH REGARD TO PERSONS OF UNSOUND MIND. HELSINGFORS, MARCH 9 AND APRIL 28, 1923.

Textes officiels norvégien et suédois communiqués par le Ministre des Affaires étrangères de Finlande. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 19 septembre 1923.

Norwegian and Swedish official texts communicated by the Minister for Foreign Affairs of Finland. The registration of this exchange of notes took place September 19, 1923.

TEXTE NORVÉGIEN. — NORWEGIAN TEXT.

DEN KGL. NORSKE LEGATION.

HERR MINISTER,

Efter anmodning fra min regjering har jeg herved den aere å forespörre hvorvitt den finske regjering er villig til med den norske regjering å avslutte en overenskomst som nedenfor anfört angående gjensidig innberetning til vedkommende hjemlann om norske sinnsyke som innlegges på asyl i Finland og om finske sinnsyke som innlegges på asyl i Norge.

Artikkel 1.

Når finsk unnersått i Norge innlegges på sinnsykeanstalt, utskrives derfra eller avgår ved döden på anstalten, skal den finske legasjon i Kristiania unnerrettes derom.

Artikkel 2.

Meddelelser som omhandles i artikkel 1, skal angi den sinnsykeanstalt, hvor den sinnsyke er innlagt, og såvitt mulig inneholde följende oplysninger om den syke :

1. Navn og fornavn.
2. Födselsår og födselsdag samt födested.
3. Stilling og yrke.

4. Bopel ved innleggelsen.

5. Sisste bopel i hjemlannet.

6. Foreldrenes eller, hvis disse er döde, naermeste slektingers navn og fornavn, tillikemed bopel.

7. Hvis den sinnsyke er gift, ektefellens navn og fornavn samt bopel.

8. Datoen for den sinnsykes inleggelse på anstalten, utskrivningen derfra eller hans dödsdag.

9. Navnet på den person eller embedsmyndighet, på hvis begjaering den sinnsyke er innlagt på anstalten.

10. Hvis den sinnsyke er innlagt på anstalten i henhold til legeerklaering, datoen for utstedelsen av legeerklaeringen samt legens navn og hjemsted.

11. Den sinnsykes tillstann, og hvorvitt denne tillater den sykes fluttning til hjem lannet, samt opgave over antallet av den til såsam transport nodvendige betjening.

Artikkel 3.

Begjaering som fremsettes av den norske regjering om at sinnsyk finsk unnersått må bli mottatt i Finland skal ledsages av sådan meddelelse som omhandles i artikkel 2.

Artikkel 4.

Når sinnsyk finsk unnersått hjemsendes til Finland, skal der oversendes vedkommende finske myndighet utdrag av den journal vedrörende den syke, som måtte vaere fört på den sinnsyke-anstalt, hvor han har vaeret innlagt.

Jeg har den aere å tillegge at den norske regjering vil anse overenskomsten for avsluttet såsnart den mottar forsikring om gjensidighet fra den finske regjering.

Jeg ber Dem Herr Minister, motta forsikringen om min mest udmerkede höiaktelse.

HELSINGFORS, 9 *mars* 1923.

URBYE.

Herr I. H. VENNOLA,
Finlands Utenriksminister,
etc., etc., etc...

Pour copie conforme :
à Helsingfors, au Ministère des Affaires étrangères,
le 10 septembre 1923.

(Signé) Nülo IDMAN.

TEXTE SUÉDOIS. — SWEDISH TEXT.

HELSINGFORS, *den* 28 *april* 1923.

HERR MINISTER,

Uti en den 9 sistlidna mars dagtecknad not har Herre Ministern anhållit om meddelande, huruvida Republikens regering vore villig att med Kungliga Regeringen avsluta en överenskommelse angående ömsesidiga meddelanden om personer, som i det andra landet intagits å anstalt for sinnessjuka, samt uppgivit att Kungliga Regeringen vore benägen att, under förutsättning av ömsesidighet, förbinda sig att tillställa Republikens regering meddelanden rörande i Norge vistande sinnessjuka finska medborgare enligt bestämmelserna uti särskilda artiklar, intagna i sagda not.

Republikens regering har vid handläggning av frågan funnit det synnerligen önskvärt att överenskommelse emellan de bägge regeringarna fås till stånd beträffande dylika meddelanden om medborgare, som i den andra staten angripits av sinnessjukdom, varför Republikens regering jämväl är benägen att under förutsättning av ömsesidighet förbinda sig att tillställa Kungliga Regeringen meddelanden rörande i Finland vistande sinnessjuka norska undersåtar enligt bestämmelserna i nedanstående artiklar :

Artikel 1.

Då norsk undersåte i Finland intages å anstalt for sinnessjuka, därifrån utskrivits eller därstädes avlider skall norska beskickningen i Helsingfors därom underrättas.

Artikel 2.

Meddelande, som avses i artikel 1, skall angiva den anstalt för sinnessjuka, varest den sjuke är intagen och så vitt möjligt innehålla följande uppgifter rörande den sjuke :

1. Namn och förnamn.
2. Födelseår och födelsedag samt födelseort.
3. Stånd och yrke.
4. Boningsort vid intagandet.
5. Senaste boningsort i hemlandet.
6. Föräldrarnes eller, om dessa äro döda, närmaste anförvanters namn och förnamn ävensom boningsort.
7. Om den sinnessjuke är gift, makens eller makans namn och förnamn samt boningsort.
8. Dagen for den sinnessjukes intagande å anstalten, utskrivning därifrån eller frånfälle.
9. Namnet å den person, på vars begäran den sinnessjuke blivit å anstalten intagen.

10. Om den sinnessjuke intages å anstalten på grund av läkarintyg, dagen för intygets avgivande samt läkarens namn och hemvist.

11. Den sinnessjukes tillstånd och huruvida detta medgiver den sjukes återförande till hemlandet jämte uppgift å för sådan transport nödigt antal betjäning.

Artikel 3.

Från finska regeringen framställd begäran att sinnessjuk norsk undersåte måtte mottagas i Norge skall åtföljas av sådant meddelande varom formäles i artikel 2.

Artikel 4.

När sinnessjuk norsk undersåte hemsändes till Norge skall till vederbörande norsk myndighet överlämnas utdrag av den journal rörande den sjuke, som må hava förts å sinnessjukanstalt, varest han varit intagen.

Mottag, Herr Minister, försäkran om min utmärkta högaktning.

J. H. VENNOLA.

Pour copie conforme :
à Helsingfors, au Ministère des Affaires étrangères,
le 10 septembre 1923.

(Signé) Nülo IDMAN.

[1] TRADUCTION.

No. 496.

LÉGATION ROYALE DE NORVÈGE.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Je suis chargé par mon Gouvernement de vous demander si le Gouvernement finlandais serait disposé à conclure avec le Gouvernement norvégien l'accord ci-dessous qui prévoit un régime d'échange de notifications entre la Finlande et la Norvège au sujet des ressortissants aliénés de l'un des deux pays qui se trouvent dans des asiles d'aliénés de l'autre pays.

Article 1.

Quand un ressortissant finlandais sera atteint en Norvège d'aliénation mentale, son internement dans une maison d'aliénés ou sa sortie d'un tel établissement ou éventuellement sa mort sera notifié à la Légation de Finlande à Christiania.

Article 2.

Les notifications prévues à l'article 1er devront mentionner le nom de la maison d'aliénés où le malade est interné et contenir, si possible, les indications suivantes concernant le malade :

1. Nom et prénoms ;
2. Date et lieu de naissance ;
3. Qualités ou profession ;
4. Domicile à l'époque de l'internement dans l'établissement d'aliénés ;
5. Dernier domicile dans le pays d'origine ;
6. Noms et prénoms, etc. des père et mère ou, si ceux-ci sont décédés, noms et prénoms des plus proches parents avec indication de leur domicile ;
7. Si le malade est marié, nom et prénoms de l'autre époux et indication de son domicile ;
8. Date à laquelle le malade a été interné dans l'établissement ou en est sorti ou y est décédé ;
9. Nom de la personne à la demande de laquelle le malade a été interné dans l'établissement ;
10. Si l'admission a eu lieu en raison d'un rapport médical, date de ce rapport ainsi que le nom et le domicile du médecin ;

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

[1] TRANSLATION.

No. 496.

ROYAL NORWEGIAN LEGATION.

YOUR EXCELLENCY,

I am instructed by my Government to enquire whether the Finnish Government is willing to conclude with the Norwegian Government the following agreement regarding reciprocal notification to the country of origin concerned as regards insane Norwegian subjects who are confined in asylums in Finland and insane Finnish subjects who are confined in asylums in Norway.

Article 1.

Should any Finnish subject be attacked in Norway with mental disease, his confinement in a lunatic asylum or his release from such an institution or his death, as the case may be, shall be notified to the Finnish Legation at Christiania.

Article 2.

In the notifications provided for under Article 1 mention shall be made of the name of the lunatic asylum where the patient is confined, and they shall, if possible, contain the following information regarding the patient :

(1) Name and surname ;

(2) Date and place of birth ;

(3) Trade or profession ;

(4) Place of residence at the time when the confinement in the lunatic asylum took place ;

(5) The patient's last place of residence in his native country ;

(6) Name and surname, etc., of the father and mother, or, if these are dead, the names and surnames of the nearest relatives with information as to their domicile ;

(7) If the patient is married, name and surname of the husband or wife and the indication of his or her domicile ;

(8) The date at which the patient was confined in the institution, or on which he left it, or on which he died ;

(9) The name of the person at whose request the patient was confined in the institution ;

(10) If the patient was admitted on a medical report, the date of this report and the name and residence of the doctor ;

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations.

11. Etat du malade et s'il permet son rapatriement, ainsi qu'indication du nombre de convoyeurs nécessaires pour surveiller le transport.

Article 3.

Dans tout cas où le Gouvernement norvégien réclame le rapatriement d'un ressortissant finlandais atteint d'aliénation mentale, la demande sera accompagnée d'une notification contenant les indications prévues à l'article 2.

Article 4.

Lorsqu'un ressortissant finlandais atteint d'une maladie mentale est rapatrié, le dossier médical du malade tenu à la maison d'aliénés sera communiqué aux autorités compétentes finlandaises.

Je suis autorisé à ajouter que cet arrangement sera considéré par le Gouvernement norvégien comme conclu dès que le Gouvernement finlandais aura assuré la réciprocité qui en est la condition.

Je saisis, etc.

HELSINGFORS, le 9 *mars* 1923.

URBYE.

M. J. H. VENNOLA
Ministre des Affaires étrangères de Finlande,
etc., etc., etc...

HELSINFGORS, *le* 28 *avril* 1923.

MONSIEUR LE MINISTRE

Par une note en date du 9 mars de cette année vous avez bien voulu me demander si le Gouvernement de la République serait disposé à conclure un accord avec le Gouvernement royal au sujet d'un échange de notifications concernant les ressortissants d'un des deux pays qui se trouvent dans des asiles d'aliénés de l'autre ; vous avez bien voulu, également, m'informer que le Gouvernement royal était disposé, sous condition de réciprocité, à prendre l'engagement d'adresser au Gouvernement de la République, conformément aux dispositions des articles contenus dans la note susmentionnée, toutes notifications concernant les citoyens finlandais se trouvant dans des asiles d'aliénés en Norvège.

Après examen de la question, le Gouvernement de la République a estimé qu'il serait très désirable qu'un accord fût conclu en vue d'instituer, entre les deux pays, un échange de notifications de cette nature, concernant les personnes frappées d'aliénation mentale dans l'un des deux pays et ressortissant à l'autre. En conséquence, le Gouvernement de la République est également disposé, sous condition de réciprocité, à prendre l'engagement d'adresser au Gouvernement royal, conformément aux dispositions des articles suivants, toutes notifications relatives aux ressortissants norvégiens frappés d'aliénation mentale en Finlande.

Article 1.

Quand un ressortissant norvégien sera atteint en Finlande d'aliénation mentale, son internement dans une maison d'aliénés ou sa sortie d'un tel établissement ou éventuellement sa mort, sera notifié à la Légation de Norvège à Helsingfors.

(II) The condition of the patient and whether his state allows of his repatriation, and also an indication of the number of attendants required in order to take care of the patient during the journey.

Article 3.

In all cases where the Norwegian Government demands the repatriation of a Finnish subject suffering from mental disease, the request shall be accompanied by a notification containing the information referred to under Article 2.

Article 4.

When a Finnish subject suffering from mental disease is repatriated, the medical record of the patient, which is kept in the lunatic asylum, shall be communicated to the competent authorities of Finland.

I have the honour to add that the Norwegian Government will consider the agreement concluded as soon as it receives an assurance of reciprocity from the Finnish Government.

I have the honour to be, etc.

HELSINGFORS, *March* 9, 1923.

URBYE.

To M. J. H. VENNOLA,
Finnish Minister for Foreign Affairs,
etc., etc., etc...

HELSINGFORS, April 28, 1923.

YOUR EXCELLENCY,

In a Note dated March 9 of this year, your Excellency inquired whether the Government of the Republic would be willing to conclude an agreement with the Royal Government concerning reciprocal notification of persons who were confined in institutions for the insane in the other country, and you stated that the Royal Government was willing, on condition of reciprocity, to undertake to notify the Government of the Republic concerning insane Finnish citizens in Norway in accordance with the provisions of the separate articles contained in the said Note.

The Government of the Republic, upon examining the question, has considered it very desirable that an agreement should be concluded between the two Governments concerning such notification as regards citizens who have become insane in the other country, and therefore the Government of the Republic is also willing, on condition of reciprocity, to undertake to notify the Royal Government concerning insane Norwegian subjects in Finland, in accordance with the provisions of the following Articles :

Article 1.

Should any Norwegian subject be attacked in Finland with mental disease, his confinement in a lunatic asylum, or his release from such an institution, or his death, as the case may be, shall be notified to the Norwegian Legation at Helsingfors.

Article 2.

Les notifications prévues à l'article 1er devront mentionner le nom de la maison d'aliénés où le malade est interné et contenir, si possible, les indications suivantes concernant le malade :

1. Nom et prénoms ;
2. Date et lieu de naissance ;
3. Qualités ou profession ;
4. Domicile à l'époque de l'internement dans l'établissement d'aliénés.
5. Dernier domicile dans le pays d'origine ;
6. Noms et prénoms, etc., des père et mère, ou, si ceux-ci son décédés, noms et prénoms des plus proches parents avec indication de leur domicile ;
7. Si le malade est marié, nom et prénoms de l'autre époux et indication de son domicile ;
8. Date à laquelle le malade a été interné dans l'établissement ou en est sorti, ou y est décédé ;
9. Nom de la personne à la demande de laquelle le malade a été interné dans l'établissement ;
10. Si l'admission a eu lieu en raison d'un rapport médical, date de ce rapport ainsi que le nom et le domicile du médecin ;
11. Etat du malade et s'il permet son rapatriement, ainsi qu'indication du nombre de convoyeurs nécessaires pour surveiller le transport.

Article 3.

Dans tout cas où le Gouvernement finlandais réclame le rapatriement d'un ressortissant norvégien atteint d'aliénation mentale, la demande sera accompagnée d'une notification contenant les indications prévues à l'article 2.

Article 4.

Lorsqu'un ressortissant norvégien atteint d'une maladie mentale est rapatrié, le dossier médical du malade tenu à la maison d'aliénés sera communiqué aux autorités compétentes de Norvège.

Veuillez agréer, etc.

J. H. VENNOLA.

Article 2.

In the notifications provided for under Article 1 mention shall be made of the name of the lunatic asylum where the patient is confined, and they shall, if possible, contain the following information regarding the patient :

(1) Name and surname ;

(2) Date and place of birth ;

(3) Trade or profession ;

(4) Place of residence at the time when the confinement in the lunatic asylum took place ;

(5) The patient's last place of residence in his native country ;

(6) Name and surname, etc., of the father and mother, or, if these are dead, the names and surnames of the nearest relatives with information as to their domicile ;

(7) If the patient is married, name and surname of the husband or wife, and the indication of his or her domicile ;

(8) The date at which the patient was confined in the institution, or on which he left it, or on which he died ;

(9) The name of the person at whose request the patient was confined in the institution ;

(10) If the patient was admitted on a medical report, the date of his report and the name and residence of the doctor ;

(11) The condition of the patient and whether his state allows of his repatriation, and also an indication of the number of attendants required in order to take care of the patient during the journey.

Article 3.

In all cases where the Finnish Government demands the repatriation of a Norwegian subject suffering from mental disease, the request shall be accompanied by a notification containing the information referred to under Article 2.

Article 4.

When a Norwegian subject suffering from mental disease is repatriated, the medical record of the patients, which is kept in the lunatic asylum, shall be communicated to the competent authorities of Norway.

I have the honour, etc.,

J. H. VENNOLA.

N° 497.

ALLEMAGNE ET AUTRICHE

Convention relative aux questions intéressant les mutilés de guerre et les ayants droit des soldats morts à la guerre, signée à Berlin le 17 août 1921.

GERMANY AND AUSTRIA

Convention relating to matters concerning persons disabled in the war and the surviving dependants of soldiers killed in the war, signed at Berlin, August 17, 1921.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

No. 497. — VERTRAG[1] ZWISCHEN DEM DEUTSCHEN REICHE UND DER REPUBLIK OESTERREICH IN ANGELEGENHEITEN KRIEGSBESCHÄDIGTER UND KRIEGSHINTERBLIEBENER, GEZEICHNET IN BERLIN, DEN 17. AUGUST 1921.

Texte officiel allemand communiqué par le Consul d'Allemagne à Genève. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 19 septembre 1923[2].

Official German text communicated by the German Consul at Geneva. The registration of this agreement took place September 19, 1923[2].

Das DEUTSCHE REICH und die REPUBLIK ÖSTERREICH, vom Wunsche geleitet, Angelegenheiten der beiderseitigen Kriegsbeschädigten und Kriegshinterbliebenen zu regeln, sind übereingekommen, den nachstehenden Vertrag abzuschliessen, und haben zu diesem Zwecke zu ihren Bevollmächtigten ernannt :

DIE DEUTSCHE REGIERUNG :

den Wirklichen Legationsrat im Auswärtigen Amte Dr. Gerhard KÖPKE ;

DIE ÖSTERREICHISCHE REGIERUNG :

ihren Geschäftsträger in Berlin, Legationsrat 1. Klasse, Nikolaus POST.

Die Bevollmächtigten haben, nachdem sie einander ihre Vollmachten mitgeteilt und diese in guter und gehöriger Form befunden haben, über folgende Bestimmungen sich geeinigt :

Artikel 1.

VEREINBARUNG ÜBER KRIEGSBESCHÄDIGTE, WELCHE IN DER WEHRMACHT DES ANDEREN TEILES GEDIENT HABEN, SOWIE ÜBER IHRE ANGEHÖRIGEN UND HINTERBLIEBENEN.

Das Deutsche Reich gewährt österreichischen Staatsangehörigen, die in der deutschen Wehrmacht während des Krieges 1914/18 Dienste geleistet haben, sowie deren Angehörigen und Hinterbliebenen die Versorgung nach dem deutschen Reichsversorgungsgesetze vom 12. Mai 1920 (Reichsgesetzbl. S. 989) einschliesslich der sozialen Fürsorge.

Die Republik Österreich gewährt deutschen Reichsangehörigen, die in der österreichisch-ungarischen Wehrmacht während des Krieges 1914/18 Dienste geleistet haben, sowie deren Angehörigen und Hinterbliebenen die Vergütungen nach dem österreichischen Invaliden-Entschädigungsgesetze vom 25. April 1919 (Staatsgesetzbl. Nr. 245) einschliesslich der über die Leistungen dieses Gesetzes hinausgehenden sozialen Fürsorge.

[1] L'échange des ratifications a eu lieu à Berlin, le 13 avril 1922.

[2] Voir renvoi page 348, vol. I de ce Recueil.

[1] The exchange of ratifications took place at Berlin, April 13, 1922.

[2] See footnote page 348, vol. I of this Series.

Als Kriegsteilnehmer im Sinne von Abs. 1 und 2 gelten auch auf deuscher Seite : Personen, auf welche § 88 des Reichsversorgungsgesetzes Anwendung findet,

auf österreichischer Seite : Personen, deren Dienstleistungen nach § 2 des Invaliden-Entschädigungsgesetzes militärischen Diensten gleichgestellt sind.

Artikel 2.

VEREINBARUNG ÜBER UNEHELICHE KRIEGSWAISEN, DIE IM GEBIET EINES DER BEIDEN VERTRAGSTEILE WOHNEN.

Die Republik Österreich gewährt :

den in Österreich oder im Deutschen Reiche wohnenden unehelichen Kriegswaisen, deren Mütter im Zeitpunkt des Todes des Erzeugers die deutsche Staatsangehörigkeit besessen und deren Väter während des Krieges 1914/18 in der österreichisch-ungarischen Wehrmacht Dienste geleistet haben, die Vergütung nach dem Invaliden-Entschädigungsgesetz einschliesslich der sozialen Fürsorge,

den im Deutschen Reiche wohnenden aber nur unter der Voraussetzung, dass der Vater in einer Gemeinde des österreichischen Staatsgebietes heimatsberechtigt war oder in einer solchen Gemeinde zuletzt gewohnt hat.

Das Deutsche Reich gewährt :

den im Deutschen Reiche oder in Österreich wohnenden unehelichen Kriegswaisen, deren Mütter im Zeitpunkt des Todes des Erzeugers in einer Gemeinde des österreichischen Staatsgebietes heimatberechtigt waren und deren Väter während des Krieges 1914/18 in der deutschen Wehrmacht Dienste geleistet haben, die Versorgung nach dem Reichsversorgungsgesetz einschliesslich der sozialen Fürsorge.

Artikel 3.

VEREINBARUNG ÜBER KRIEGSBESCHÄDIGTE, WELCHE NICHT IN DER WEHRMACHT DES ANDREN VERTRAGSTEILES GEDIENT HABEN, SOWIE ÜBER IHRE ANGEHÖRIGEN UND HINTERBLIEBENEN.

§ 1.

Jeder der beiden Teile räumt nach Massgabe der §§ 2—6 dieses Artikels den in seinem Gebiete wohnenden Kriegsbeschädigten des anderen Teiles die gleichen Begünstigungen wie den eigenen Kriegsbeschädigten ein.

Als Kriegsbeschädigte gelten auch die unter § 88 des Reichsversorgungsgesetzes fallenden und solche Personen, deren Dienstleistungen nach § 2 des Invaliden-Entschädigungs-Gesetzes militärischen Diensten gleichgestellt sind.

Als im Gebiete des anderen Teiles wohnend werden die Kriegsbeschädigten angesehen, die sich dort ständig niedergelassen haben.

§ 2.

Die im § 1 gewährleistete Gleichstellung der beiderseitigen Kriegsbeschädigten umfasst namentlich :

1. die Heilfürsorge einschliesslich der Aufnahme in öffentliche Krankenanstalten in Fällen des unabweisbaren Bedürfnisses ;

2. die Gewährung der erforderlichen Körperersatzstücke unter derselben Voraussetzung ;

3. die berufliche Ausbildung zur Erhöhung der Erwerbsfähigkeit mit Einschluss der notwendigen Unterkunft und Verpflegung in den dafür in Betracht kommenden Anstalten oder der an Stelle von Unterkunft und Verpflegung zu gewährenden Geldleistungen ;

4. Bevorzugung bei Einstellung in öffentliche und private Betriebe mit Ausnahme der öffentlichen Ämter nach Massgabe der Gesetze des Aufenthaltsstaats ;

5. die Mitberücksichtigung bei gelegentlichen Wohlfahrtsveranstaltungen verschiedener Art durch Abgabe von Gegenständen des täglichen Bedarfs, Zuteilungen von Lebensmitteln und dergleichen mehr.

§ 3.

Abgesehen von den im § 2 Nr. 3 vorgesehenen Fällen erstrecken sich die nach den § 1 und 2 getroffenen Vereinbarungen nicht auf Geldleistungen, welche den eigenen Kriegsbeschädigten, sei es auf Grund von Renten-oder Nebenansprüchen, sei es zur Unterstützung über den Rahmen der gesetzlichen Bestimmungen hinaus, gewährt werden.

§ 4.

Die Fürsorgestellen eines jeden der beiden Teile sind den Kriegsbeschädigten des anderen Teiles für alle nach diesem Vertrage in Betracht kommenden Hilfeleistungen zugänglich und gehen ihnen mit Ausnahme der sich aus § 3 ergebenden Beschränkungen in gleicher Weise an die Hand wie den eigenen Kriegsbeschädigten.

§ 5.

Die Fürsorgestellen sowie die sachlich beteiligten Verwaltungsbehörden beider Teile leisten einander bei allen im Rahmen der eigenen Verwaltungseinrichtungen vollziehbaren Verfügungen (Zustellung von Ladungen und anderen Schriftstücken, Erhebungen zur Ermittelung gesetzlicher Anspruchberechtigungen oder der für Fürsorgezwecke benötigten Angaben u.s.w.) Amtshilfe. Insbesondere sind ärztliche Untersuchungen von Kriegsbeschädigten zu Versorgungs-, Vergütungs- oder Fürsorgezwecken auf Antrag durch die zuständigen Stellen des anderen Teiles zu vermitteln.

Ferner teilen sich die beiden Teile Tatsachen, die auf den Fortbezug der Renten von Einfluss sind, mit.

Auf Antrag übernimmt endlich jeder der beiden Teile in dringenden Fällen oder im Interesse einer Vereinfachung des Verfahrens gegen besondere Entschädigung auch andere Leistungen, sofern er über die dafür erforderlichen Einrichtungen verfügt. Die Art der Kostenverrechnung bleibt in diesenFällen der Verständigung im Einzelfalle vorbehalten.

§ 6.

Soweit der eine Teil seinen Kriegsbeschädigten in Angelegenheiten der Versorgung und Fürsorge Stempel und Gebührenfreiheit gewährt, gesteht er diese auch den Kriegsbeschädigten des anderen Teiles zu.

§ 7.

Die Bestimmungen der § 1—6 dieses Artikels werden sinngemäss auf Angelegenheiten der Kriegshinterbliebenen sowie der Angehörigen von Kriegsvermissten und Kriegsbeschädigten angewendet.

Artikel 4.

SCHLUSSBESTIMMUNGEN.

Dieser Vertrag soll ratifiziert werden. Die Ratifikationsurkunden sollen in Berlin sobald als möglich ausgetauscht werden.

Der Vertrag tritt einen Monat nach Austausch der Ratifikationsurkunden in Kraft. Er kann zum 1. Juli 1922 unter Einhaltung einer dreimonatigen Frist, nach diesem Zeitpunkt zum Schlusse eines Kalender-Halbjahres unter Einhaltung einer sechsmonatigen Frist von jedem der beiden Teile gekündigt werden.

Zu Urkund dessen haben die Bevollmächtigten diesen Vertrag unterzeichnet und mit ihrem Siegel versehen.

Ausgefertigt in doppelter Urschrift in Berlin am 17. August 1921.

(L. S.) KÖPKE.
(L. S.) POST.

---

[1] TRADUCTION.

No. 497. — CONVENTION ENTRE LE REICH ALLEMAND ET LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE, RELATIVE AUX QUESTIONS INTÉRESSANT LES MUTILÉS DE GUERRE ET LES AYANTS DROIT DES SOLDATS MORTS A LA GUERRE, SIGNÉE A BERLIN LE 17 AOUT 1921.

Le REICH ALLEMAND et la RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE, animés du désir de régler les questions intéressant les mutilés de guerre et les survivants des soldats tombés à la guerre dans les deux pays, ont convenu de conclure la Convention ci-dessous ;

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

[1] TRANSLATION.

No. 497. — CONVENTION BETWEEN THE GERMAN REICH AND THE AUSTRIAN REPUBLIC RELATING TO MATTERS CONCERNING PERSONS DISABLED IN THE WAR AND THE SURVIVING DEPENDANTS OF SOLDIERS KILLED IN THE WAR. SIGNED AT BERLIN, AUGUST 17, 1921.

The GERMAN REICH and the AUSTRIAN REPUBLIC, being desirous of settling matters concerning persons of either party disabled in the war and surviving dependants of persons killed in the war, have agreed to conclude the following Convention.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations.

Ils ont, à cet effet, nommé comme plénipotentiaires :

POUR LE GOUVERNEMENT ALLEMAND :

le Dr Gerhard KÖPKE, Conseiller réel de légation au Ministère des Affaires étrangères ;

POUR LE GOUVERNEMENT AUTRICHIEN :

M. Nikolaus POST, Conseiller de légation de 1re classe, Chargé d'affaires à Berlin

Les plénipotentiaires, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due. forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article 1.

CONVENTION RELATIVE AUX MUTILÉS DE GUERRE QUI ONT SERVI DANS LES ARMÉES DE TERRE OU DE MER DE L'AUTRE PARTIE, AINSI QU'AUX AYANTS DROIT ET SURVIVANTS DES SOLDATS TOMBÉS A LA GUERRE.

Le Reich allemand accordera aux ressortissants autrichiens qui ont servi dans les armées de terre ou de mer allemandes au cours de la guerre de 1914-1918, ainsi qu'à leurs ayants droit et survivants, une pension aux termes de la loi du Reich allemand du 12 mai 1920 sur les pensions (Reichsgesetzblatt, page 989) ; et en outre l'assistance sociale.

La République d'Autriche accordera aux ressortissants allemands qui ont servi dans les armées de terre ou de mer austro-hongroises, au cours de la guerre 1914-1918, ainsi qu'à leurs ayants droit et survivants, une indemnité aux termes de la loi autrichienne du 25 avril 1919 sur les indemnités des mutilés de guerre (Staatsgesetzblatt N° 245), y compris l'assistance sociale, qui va au delà des dispositions de cette loi.

Seront en outre considérées comme ayant participé à la guerre au sens des articles 1 et 2 :

Par l'Allemagne : les personnes visées par le § 88 de la loi du Reich sur l'assistannce ;

Par l'Autriche : les personnes dont les services sont assimilés à des services militaires par le § 2 de la loi sur les indemnités aux mutilés de guerre.

They have for this purpose appointed as their Plenipotentiaries :

THE GERMAN GOVERNMENT :

Doctor Gerhard KÖPKE Wirklicher Legationsrat in the Ministry for Foreign Affairs ;

THE AUSTRIAN GOVERNMENT :

Nikolaus POST, Legationsrat 1. Klasse, Chargé d'affaires at Berlin,

who, after having communicated their full powers, found in good and due form, agreed upon the following provisions :

Article 1.

AGREEMENT CONCERNING PERSONS DISABLED IN THE WAR WHO SERVED IN THE FORCES OF THE OTHER PARTY AND FOR THEIR DEPENDANTS AND SURVIVORS.

The German Reich shall provide a pension and social relief, in accordance with the provisions of the Imperial Public Relief Law dated May 12, 1920 (State Legal Gazette, p. 989), for Austrian nationals who served in the German forces during the War in 1914/18 and for their dependants and survivors.

The Austrian Republic shall provide compensation, according to the provisions of the Austrian law concerning disablement pensions, dated April 25, 1919 (Staatsgestzbl. No. 245) and also social relief which is not included in the provisions of this law, for German nationals who served in the Austro-Hungarian forces during the War of 1914/18 and for their dependants and survivors.

The following shall also be considered to have performed war service for the purposes of sub-paragraphs 1 and 2 :

On the German side : persons to whom paragraph 88 of the Public Relief Law of the Reich is applicable.

On the Austrian side : persons whose service is reckoned under paragraph 2 of the Disablement Pensions Law as equivalent to military service.

Article 2.

CONVENTION RELATIVE AUX ORPHELINS DE GUERRE, NÉS HORS MARIAGE, ET RÉSIDANT SUR LE TERRITOIRE DE L'UNE DES DEUX PARTIES CONTRACTANTES.

La République d'Autriche accordera aux orphelins de guerre, nés hors mariage, et résidant en Autriche ou en Allemagne, les indemnités auxquelles ils ont droit aux termes de la loi sur les indemnités aux mutilés de guerre, y compris l'assistance sociale, à condition que la mère de ces orphelins ait possédé la nationalité allemande au moment de la mort du père et que celui-ci ait servi pendant la guerre de 1914-1918 dans les armées de terre ou de mer austro-hongroises.

Toutefois, la République d'Autriche n'accordera ces indemnités aux orphelins de guerre nés hors mariage et résidant sur territoire du Reich allemand qu'à condition que le père ait eu son domicile légal ou sa dernière résidence dans une commune située sur le territoire de l'Etat autrichien.

Le Reich allemand accordera aux orphelins de guerre, nés hors mariage et résidant en Allemagne ou en Autriche, une pension aux termes de la loi du Reich sur l'assistance, y compris l'assistance sociale, à condition que la mère de ces orphelins, au moment de la mort du père, ait eu son domicile légal dans une commune située sur le territoire autrichien et que le père ait servi pendant la guerre de 1914-1918 dans les armées de terre ou de mer allemandes.

Article 2.

AGREEMENT CONCERNING ILLEGITIMATE WAR ORPHANS LIVING IN THE TERRITORY OF ONE OF THE TWO CONTRACTING PARTIES.

The Austrian Republic shall grant compensation, including social relief, to illegitimate war orphans living in Austria or in the German Reich whose mothers possessed German nationality at the time of the father's death, and whose fathers served during the War of 1914/18 in the Austro-Hungarian forces, as provided by the Disablement Pensions Law.

But in the case of orphans living in the German Reich this compensation shall only be granted upon condition that the father was legally domiciled in or had his last residence in a commune of the Austrian State.

The German Reich shall provide relief, including social relief, according to the Public Relief Law of the Reich for illegitimate war orphans living in the German Reich or in Austria whose mothers at the time of the father's death were legally domiciled in a commune of the Austrian State and whose fathers served during the War of 1914/18 in the German forces.

Article 3.

CONVENTION RELATIVE AUX MUTILÉS DE GUERRE QUI N'ONT PAS SERVI DANS LES ARMÉES DE TERRE OU DE MER DE L'AUTRE PARTIE CONTRACTANTE, AINSI QU'A LEURS AYANTS DROIT ET SURVIVANTS.

§ 1.

Chacune des deux Parties contractantes accordera aux mutilés de guerre de l'autre Partie domiciliée sur son territoire les mêmes avantages qu'à ses propres mutilés de guerre, conformément aux §§ 2 à 6 du présent article.

Article 3.

AGREEMENT CONCERNING PERSONS DISABLED IN THE WAR WHO HAVE NOT SERVED IN THE FORCES OF THE OTHER CONTRACTING PARTY AND CONCERNING THEIR DEPENDANTS AND SURVIVORS.

Paragraph 1.

Each of the Contracting Parties shall, in conformity with paragraph 2–6 of this Article, grant to persons living in its territory who have been disabled in the War and are nationals of the other Party the same advantages as to its own nationals.

Seront également considérées comme mutilés de guerre les personnes visées par le § 88 de la loi du Reich sur l'assistance et les personnes dont les services sont assimilés à des services militaires par le § 2 de la loi sur les indemnités aux mutilés de guerre.

Seront considérés comme domiciliés sur le territoire de l'autre Partie les mutilés de guerre qui y ont leur résidence habituelle.

§ 2.

L'équivalence de traitement que le § 1er garantit aux mutilés de guerre des deux pays entraînera notamment pour eux les droits suivants :

1. Le droit à l'assistance médicale, y compris l'admission dans les hôpitaux publics en cas de nécessité absolue ;

2. Le droit d'obtenir les appareils de prothèse nécessaires, sous réserve de la même condition ;

3. Le droit à la rééducation professionnelle en vue de l'augmentation de leur capacité de travail, y compris le logement et la nourriture dans les établissements de rééducation ; le logement et la nourriture pourront être remplacés par des secours en argent ;

4. Un droit de priorité pour l'admission à un emploi dans les entreprises publiques ou privées, à l'exclusion des administrations publiques, conformément aux lois du pays de domicile ;

5. Le droit de participer aux distributions d'objets de première nécessité, d'articles d'alimentation, etc., lorsque distribués par des institutions charitables privées.

§ 3.

Sauf les cas prévus au § 2, chiffre 3, les dispositions des §§ 1 et 2 n'entraîneront pas pour les mutilés de guerre de l'une des Parties le droit d'obtenir les secours en argent, qui seront accordés aux mutilés de guerre de l'autre, soit en raison de leur droit à une pension ou de droits accessoires, soit en vue de leur procurer l'assistance qui dépasse les dispositions de la loi.

The following shall also be considered as disabled : persons who are included under paragraph 88 of the Public Relief Law of the Reich and those whose service is reckoned as equivalent to military service in conformity with paragraph 2 of the Disablement Pensions Law.

Such disabled persons as are permanently resident in the territory of the other Contracting Party shall be considered as domiciled there.

Paragraph 2.

The equal treatment guaranteed by paragraph 1 to disabled persons who are nationals of either Contracting Party shall include :

(1) Medical relief, including admission to public hospitals in cases of undoubted necessity ;

(2) The supply of the necessary artificial limbs in the same circumstances as above ;

(3) Vocational training for the increase of their earning capacity, including the necessary board and lodging in institutes provided for such training, or cash allowances granted instead of board and lodging ;

(4) Preference in appointment to positions in public and private enterprises and works (with the exception of public offices) so far as is admissible under the laws of the State in which they are resident ;

(5) Share in the distribution of articles of daily necessity, food and the like from private welfare institutions of various kinds.

Paragraph 3.

Apart from the cases provided for in paragraph 2, No. 3, the relief which it is agreed to grant under paragraphs 1 and 2 shall not include payments in cash which are granted by either Party to its own nationals disabled in the War, whether in respect of claims for annuities, subsidiary allowances or for maintenance beyond what is legally provided for.

§ 4.

Les mutilés de guerre de chacune des deux Parties contractantes auront le droit de s'adresser aux bureaux d'assistance (Fürsorgestellen) de l'autre Partie pour toutes les questions relatives aux secours que le présent Traité leur garantit ; sous réserve des restrictions résultant du § 3, ces bureaux d'assistance accorderont aux mutilés de l'autre Partie les mêmes facilités qu'à ceux de leur propre pays.

Paragraph 4.

The competent public relief authorities of each of the Contracting Parties shall be accessible to persons disabled in the War belonging to the other Party, in all matters connected with the relief provided for by the terms of this Agreement and, with the exception of the reservations given in paragraph 3, shall afford assistance exactly as if they were nationals of the State in question.

§ 5.

Les bureaux d'assistance et les administrations intéressées des deux Parties se prêteront réciproquement une aide administrative en vue de l'exécution de toutes les dispositions applicables dans le cadre de leur organisation administrative propre (communication des assignations et autres pièces, enquêtes en vue de déterminer les droits des mutilés ou en vue d'obtenir les renseignements nécessaires aux bureaux d'assistance).

A la demande des autorités compétentes de l'une des Parties, les autorités de l'autre Partie procéderont aux examens médicaux des mutilés de guerre, nécessaires aux règlements des questions de pensions, d'indemnités ou d'assistance.

En outre, les deux Parties se communiqueront tous les faits qui peuvent influer sur la continuation du versement des allocations.

Dans les cas urgents ou afin de simplifier la procédure, les autorités de chacune des deux Parties assureront, à la demande de l'autre Partie et moyennant indemnité, des secours d'une autre nature, à condition que les autorités disposent à cet effet de l'organisation nécessaire. Le mode de répartition des dépenses encourues à cette occasion fera, dans chaque cas isolé, l'objet d'un accord spécial.

Paragraph 5.

The public relief authorities of the two Contracting Parties, as also the administrative authorities specifically concerned, shall give each other official help in regard to all provisions to be carried out within the scope of their own administrative machinery (production of summonses and other documents, evidence for establishing the validity of claims legally advanced, or data required in connection with social relief).

In particular, the medical examination of persons disabled in the War, in connection with claims for maintenance, compensation or relief, shall be carried out at the request of the competent authorities of the other Party.

Further, the two Parties shall communicate to each other all facts bearing on the continuation of annuities.

Finally, each of the Parties shall, upon request, in urgent cases or for the purpose of simplifying proceedings, furnish additional assistance — for which it shall be specially reimbursed — in so far as it has the necessary means at its disposal. The method of calculating such costs shall be decided by agreement between the parties in each individual case.

§ 6.

Lorsque l'une des deux Parties accordera à ses mutilés de guerre l'exemption du droit de timbre et d'autres taxes pour les pièces relatives à des questions de pension et d'assistance, elle en fera bénéficier également les mutilés de guerre de l'autre Partie.

Paragraph 6.

In so far as either Party grants exemptions from stamp duty and other charges to its nationals disabled in the War, in matters of maintenance and relief, it shall grant the same exemptions to the disabled nationals of the other Party.

§ 7.

Les deux Parties contractantes appliqueront également *mutatis mutandis* les dispositions des §§ 1 à 6 du présent article aux questions intéressant les ayants droit et familles des disparus et des mutilés de guerre.

Article 4.

DISPOSITIONS FINALES.

La présente Convention sera ratifiée. Les instruments de ratification seront échangés aussitôt que possible à Berlin.

La présente Convention entrera en vigueur un mois après l'échange des instruments de ratification. Elle pourra être dénoncée par chacune des deux Parties à la date du 1er juillet 1922, moyennant préavis de trois mois ; après cette date, elle pourra être dénoncée par chacune des deux Parties à la fin de l'année civile moyennant préavis de six mois.

En foi de quoi, les plénipotentiaires ont signé la présente Convention et l'ont revêtue de leur sceau.

Fait à Berlin en double expédition le 17 août 1921.

Paragraph 7.

The provisions of paragraphs 1 to 6 of this Article shall in principle be applicable to matters concerning relatives and surviving dependants of persons missing and disabled in the War.

Article 4.

FINAL PROVISIONS.

This Treaty shall be ratified. The instruments of ratification shall be exchanged at Berlin as soon as possible.

The Treaty shall come into force one month after the exchange of the instruments of ratification. Up to July 1, 1922, it can be denounced by either Party at three months' notice, and thereafter at six months' notice at the end of any calendar half-year.

In faith whereof the Plenipotentiaries have set their hand and seal to the present Agreement.

Done at Berlin in duplicate on August 17, 1921.

(L. S.) KÖPKE.
(L. S.) POST.

N° 498.

ALLEMAGNE ET RÉPUBLIQUE DES SOVIETS DE RUSSIE

Accord signé à Rapallo le 16 avril 1922.

GERMANY AND RUSSIAN SOVIET REPUBLIC

Agreement signed at Rapallo, April 16, 1922.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

No. 498. — DEUTSCH-RUSSISCHER VERTRAG [1] GEZEICHNET IN RAPALLO, DEN 16. APRIL 1922.

Texte officiel allemand communiqué par le Consul d'Allemagne à Genève. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 19 septembre 1923 [2].

Official German text communicated by the German Consul at Geneva. The registration of this agreement took place September 19, 1923 [2].

DIE DEUTSCHE REGIERUNG, vertreten durch Reichsminister Dr. Walther RATHENAU, und DIE REGIERUNG DER RUSSISCHEN SOZIALISTISCHEN FÖDERATIVEN SOWJETREPUBLIK, vertreten durch Volkskommissär TSCHITSCHERIN,

sind über nachstehende Bestimmungen übereingekommen :

Artikel 1.

Die beiden Regierungen sind darüber einig, dass die Auseinandersetzung zwischen dem Deutschen Reiche und der Russischen Sozialistischen Föderativen Sowjetrepublik über die Fragen aus der Zeit des Kriegszustandes zwischen Deutschland und Russland auf folgender Grundlage geregelt wird :

a) Das Deutsche Reich und die Russische Sozialistische Föderative Sowjetrepublik verzichten gegenseitig auf den Ersatz ihrer Kriegskosten sowie auf den Ersatz der Kriegsschäden, d. h. derjenigen Schäden, die ihnen und ihren Angehörigen in den Kriegsgebieten durch militärische Massnahmen einschliesslich aller in Feindesland vorgenommenen Requisitionen entstanden sind. Desgleichen verzichten beide Teile auf den Ersatz der Zivilschäden, die den Angehörigen des eines Teiles durch die sogenannten Kriegsausnahmegesetze oder durch Gewaltmassnahmen staatlicher Organe des anderen Teiles verursacht worden sind.

b) Die durch den Kriegszustand betroffenen öffentlichen und privaten Rechtsbeziehungen, einschliesslich der Frage der Behandlung der in die Gewalt des anderen Teiles geratenen Handelsschiffe, werden nach dem Grundsatz der Gegenseitigkeit geregelt werden.

c) Deutschland und Russland verzichten gegenseitig auf Erstattung der beiderseitigen Aufwendungen für Kriegsgefangene. Ebenfalls verzichtet die Deutsche Regierung auf Erstattung der von ihr für die in Deutschland internierten Angehörigen der Roten Armee gemachten Aufwendungen. Die Russische Regierung verzichtet ihrerseits auf Erstattung des Erlöses aus von Deutschland vorgenommenen Verkäufen des von diesen Internierten nach Deutschland gebrachten Heeresgutes.

[1] L'échange des ratifications a eu lieu à Berlin, le 31 janvier 1923.

[1] Voir renvoi 2 à page 238 de ce volume.

[1] The exchange of ratifications took place at Berlin, January 31, 1923.

[2] See footnote 2, page 238 of this volume.

Artikel 2.

Deutschland verzichtet auf die Ansprüche, die sich aus der bisherigen Anwendung der Gesetze und Massnahmen der Russischen Sozialistischen Föderativen Sowjetrepublik auf deutsche Reichsangehörige oder ihre Privatrechte sowie auf die Rechte des Deutschen Reichs und der Länder gegen Russland sowie aus den von der Russischen Sozialistischen Föderativen Sowjetrepublik oder ihren Organen sonst gegen Reichsangehörige oder ihre Privatrechte getroffenen Massnahmen ergeben, vorausgesetzt, dass die Regierung der Russischen Sozialistischen Föderativen Sowjetrepublik auch ähnliche Ansprüche dritter Staaten nicht befriedigt.

Artikel 3.

Die diplomatischen und konsularischen Beziehungen zwischen dem Deutschen Reiche und der Russischen Sozialistischen Föderativen Sowjetrepublik werden sogleich wieder aufgenommen. Die Zulassung der beiderseitigen Konsuln wird durch ein besonderes Abkommen geregelt werden.

Artikel 4.

Die beiden Regierungen sind sich ferner auch darüber einig, dass für die allgemeine Rechtsstellung der Angehörigen des einen Teilen im Gebiete des anderen Teiles und für die allgemeine Regelung der beiderseitigen Handels- und Wirtschaftsbeziehungen der Grundsatz der Meistbegünstigung gelten soll. Der Grundsatz der Meistbegünstigung erstreckt sich nicht auf die Vorrechte und Erleichterungen, die die Russische Sozialistische Föderative Sowjetrepublik einer Sowjetrepublik oder einem solchen Staate gewährt, der früher Bestandteil des ehemaligen Russischen Reiches war.

Artikel 5.

Die beiden Regierungen werden den wirtschaftlichen Bedürfnissen der beiden Länder in wohlwollendem Geiste wechselseitig entgegenkommen. Bei einer grundsätzlichen Regelung dieser Frage auf internationaler Basis werden sie in vorherigen Gedankenaustausch eintreten. Die deutsche Regierung erklärt sich bereit, die ihr neuerdings mitgeteilten, von Privatfirmen beabsichtigten Vereinbarungen nach Möglichkeit zu unterstützen und ihre Durchführung zu erleichtern.

Artikel 6.

Die Artikel 1*b* und 4 dieses Vertrages treten mit der Ratifikation, die übrigen Bestimmungen dieses Vertrages treten sofort in Kraft.

Ausgefertigt in doppelter Urschrift in Rapallo am 16. April 1922.

(Gez.) RATHENAU. (Gez.) TSCHITSCHERIN.

[1] TRADUCTION.

No. 498. — ACCORD GERMANO-RUSSE, SIGNÉ A RAPALLO LE 16 AVRIL 1922.

Le GOUVERNEMENT ALLEMAND représenté par le Dr Walther RATHENAU, Ministre du Reich, et le GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE SOCIALISTE FÉDÉRATIVE DES SOVIETS DE RUSSIE, représenté par M. TCHITCHERINE, Commissaire du Peuple,

sont convenus des dispositions suivantes :

Article 1.

Les deux Gouvernements conviennent que le règlement, entre le Reich allemand et la République socialiste fédérative des Soviets de Russie, des questions résultant de l'état de guerre qui existait entre l'Allemagne et la Russie, sera effectué d'après les principes suivants :

a) Le Reich allemand et la République socialiste fédérative des Soviets de Russie renoncent réciproquement au remboursement de leurs dépenses de guerre ainsi qu'à la réparation des dommages de guerre c'est-à-dire, des dommages qui ont été causés aux Etats eux-mêmes et à leurs ressortissants dans les zones de guerre par des mesures militaires, y compris toutes les réquisitions effectuées en territoire ennemi. De même, les deux Parties contractantes renoncent à la réparation des dommages civils, subis par les ressortissants de l'une des deux Parties, du fait des lois connues sous le nom de « lois exceptionnelles de guerre » ou par suite d'actes d'autorité des organes officiels de l'autre Partie.

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

[1] TRANSLATION.

No. 498. — GERMAN - RUSSIAN AGREEMENT, SIGNED AT RAPALLO, APRIL 16, 1922.

The GERMAN GOVERNMENT, represented by Dr. Walther RATHENAU, Minister of State, and

The GOVERNMENT OF THE RUSSIAN SOCIALIST FEDERAL SOVIET REPUBLIC, represented by M. TCHITCHERIN, People's Commissary,

have agreed upon the following provisions :

Article 1.

The two Governments are agreed that the arrangements arrived at between the German Reich and the Russian Socialist Federal Soviet Republic, with regard to questions dating from the period of the war between Germany and Russia, shall be definitely settled upon the following basis :

(a) The German Reich and the Russian Socialist Federal Soviet Republic mutually agree to waive their claims for compensation for expenditure incurred on account of the war, and also for war damages, that is to say, any damages which may have been suffered by them and by their nationals in war zones on account of military measures, including all requisitions in enemy country. Both Parties likewise agree to forego compensation for any civilian damages, which may have been suffered by the nationals of the one Party on account of so called exceptional war measures or on account of emergency measures carried out by the other Party.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations.

b) Les rapports juridiques publics et privés résultant de l'état de guerre, y compris la question du traitement des navires de commerce tombés au pouvoir de l'autre Partie, seront réglés d'après le principe de la réciprocité.

c) L'Allemagne et la Russie renoncent réciproquement au remboursement des dépenses encourues par les deux pays pour les prisonniers de guerre. De même, le Gouvernement allemand renonce au remboursement des dépenses effectuées par lui pour les soldats de l'Armée Rouge internés en Allemagne. De son côté, le Gouvernement russe renonce au remboursement des sommes tirées par l'Allemagne de la vente des effets et équipements militaires apportés par lesdits internés en Allemagne.

Article 2.

L'Allemagne renonce aux réclamations provoquées soit par le fait que jusqu'ici les lois et dispositions promulguées par la République socialiste fédérative des Soviets de Russie ont été appliquées aux ressortissants du Reich allemand ou à leurs droits privés, ainsi qu'aux droits du Reich allemand et des Etats vis-à-vis de la Russie, soit par les autres mesures prises par la République socialiste fédérative des Soviets de Russie ou ses agents à l'égard des ressortissants du Reich ou de leurs droits privés ; sous réserve que le Gouvernement de la République socialiste fédérative des Soviets de Russie s'engage, de son côté, à ne pas donner satisfaction aux réclamations analogues présentées par de tierces Puissances.

Article 3.

Les relations diplomatiques et consulaires entre le Reich allemand et la République socialiste fédérative des Soviets de Russie seront immédiatement reprises. Les conditions d'admission des consuls respectifs des deux Puissances feront l'objet d'une convention spéciale.

(b) Legal relations in public and private matters arising out of the state of war, including the question of the treatment of trading vessels which have fallen into the hands of either Party, shall be settled on a basis of reciprocity.

(c) Germany and Russia mutually agree to waive their claims for compensation for expenditure incurred by either Party on behalf of prisoners of war. Furthermore, the German Government agrees to forego compensation with regard to the expenditure incurred by it on behalf of members of the Red Army interned in Germany. The Russian Government agrees to forego the restitution of the proceeds of the sale carried out in Germany of the army stores brought into Germany by the interned members of the Red Army mentioned above.

Article 2.

Germany waives all claims against Russia which may have arisen through the application, up to the present, of the laws and measures of the Russian Socialist Federal Soviet Republic to German nationals or their private rights and the rights of the German Reich and States, and also claims which may have arisen owing to any other measures taken by the Russian Socialist Federal Soviet Republic or by their agents against German nationals or their private rights, on condition that the Government of the Russian Socialist Federal Soviet Republic does not satisfy claims for compensation of a similar nature made by a third Party.

Article 3.

Diplomatic and consular relations between the German Reich and the Russian Socialist Federal Soviet Republic shall be resumed immediately. The conditions for the admission of the Consuls of both Parties shall be determined by means of a special agreement.

Article 4.

Les deux Gouvernements décident en outre d'appliquer le principe de la nation la plus favorisée à la détermination de la situation juridique générale des ressortissants de l'une des deux Parties sur le territoire de l'autre Partie, ainsi qu'au règlement général des relations économiques et commerciales entre les deux Etats. Le principe de la nation la plus favorisée ne s'étend pas aux privilèges et facilités accordés par la République socialiste fédérative des Soviets de Russie à toute autre république soviétique ou à tout Etat analogue qui faisait autrefois partie de l'ancien Empire russe.

Article 5.

Les deux Gouvernements prendront en considération, dans un esprit de bienveillance, les besoins économiques des deux pays. Ils procéderont à un échange de vues préalable dans le cas où cette question ferait l'objet d'un règlement de principe de caractère international. Le Gouvernement allemand se déclare prêt à favoriser, autant que possible, les accords envisagés par des maisons privées et dont il a eu récemment connaissance, ainsi qu'à faciliter l'exécution de ces accords.

Article 6.

Les articles 1 *b)* et 4 du présent Traité entreront en vigueur le jour de la ratification ; les autres dispositions sont immédiatement applicables.

Fait en deux originaux, à Rapallo, le 16 avril 1922.

Article 4.

Both Governments have furthermore agreed that the establishment of the legal status of those nationals of the one Party, which live within the territory of the other Party, and the general regulation of mutual, commercial and economic relations, shall be effected on the principle of the most favoured nation. This principle shall, however, not apply to the privileges and facilities which the Russian Socialist Federal Soviet Republic may grant to a Soviet Republic or to any State which in the past formed part of the former Russian Empire.

Article 5.

The two Governments shall co-operate in a spirit of mutual goodwill in meeting the economic needs of both countries. In the event of a fundamental settlement of the above question on an international basis, an exchange of opinions shall previously take place between the two Governments. The German Government, having lately been informed of the proposed agreements of private firms, declares its readiness to give all possible support to these arrangements and to facilitate their being carried into effect.

Article 6.

Articles 1 *(b)* and 4 of this Agreement shall come into force on the day of ratification, and the remaining provisions shall come into force immediately.

Original text done in duplicate at Rapallo on April 16, 1922.

(Signé) RATHENAU.
(Signé) TCHITCHERINE.

N° 499.

DANEMARK ET ESTHONIE

Déclaration relative à la protection réciproque des marques de fabrique danoises et esthoniennes. Reval, le 27 juillet 1923.

DENMARK AND ESTHONIA

Declaration concerning the reciprocal protection of Danish and Esthonian trade marks. Reval, July 27, 1923.

TEXTE DANOIS. — DANISH TEXT.

No. 499 — DÉCLARATION ENTRE LES GOUVERNEMENTS DANOIS ET ESTHONIEN RELATIVE A LA PROTECTION RÉCIPROQUE DES MARQUES DE FABRIQUE DANOISES ET ESTHONIENNES. REVAL, LE 27 JUILLET 1923.

Textes officiels danois et esthonien communiqués par le Ministre de Danemark à Berne. L'enregistrement de cette déclaration a eu lieu le 21 septembre 1923.

DEKLARATION.

Da den kgl. DANSKE REGERING og den ESTNISKE REPUBLIKS REGERING har anset det for nyttigt at sikre den gensidige Beskyttelse af danske og estniske Handels- og Fabriksmærker, er de undertegnede, efter dertil at have erholdt fornøden Fuldmagt, blevet enige om følgende Bestemmelser :

Artikel 1.

Statsborgerne i en af de høje kontraherende Stater skal i den anden Stat nyde den samme Beskyttelse som dennes Statsborgere i alt, hvad der vedrører Handels- og Fabriksmærker, naar de opfylder de derom givne Forskrifter i de to Staters respektive Lovgivning.

Dog skal det ene Lands Statsborgere ikke i det andet Land kunne nyde Beskyttelse i større Omfang eller for længere Tid end de nyder den i deres eget Land.

Artikel 2.

Anmelder en af de to Staters Undersætter et Mærke til Indregistrering i den anden Stat inden fire Maaneder, efter at han har anmeldt det til Indregistrering i sit Hjemland, skal saadan Anmeldelse i Forhold til andre Anmeldelser anses som sket samtidig med Anmeldelsen i Hjemlandet.

Artikel 3.

Nærværende Deklaration træder i Kraft paa begge Sider, saasnart den officielt er bekendtgjort; og den forbliver i Kraft indtil Udløbet af seks Maaneder at regne fra den Dag, da den opsiges af en af de høje kontraherende Stater.

Til Bekræftelse heraf har de undertegnede sat deres Navn og Segl herunder.

REVAL, *den 27. Juli* 1923.

(Sign.) (L. S.) J. C. JOHANSEN.

Certifie pour copie conforme.
Copenhague, le 10 septembre 1923.

Georg COHN.
Chef du Service Danois de la Société des Nations.

TEXTE ESTHONIEN. — ESTHONIAN TEXT.

No. 499. — DECLARATION BETWEEN THE DANISH AND ESTHONIAN GOVERNMENTS CONCERNING THE RECIPROCAL PROTECTION OF DANISH AND ESTHONIAN TRADE MARKS. REVAL, JULY 27, 1923.

Danish and Esthonian official texts communicated by the Danish Minister at Berne. The registration of this declaration took place September 21, 1923.

DEKLARATSIOON

KUNA EESTI VABARIIGI VALITSUS ja KUNINGLIK DAANI VALITSUS scovitavaks on pidanud Eesti ja Daani kauba- ja tööstus-märkide vastastikust kaitset kindlustada, on selleks tarvilikult volitatud allakirjutajad kokku leppinud järgmises :

Artikkel 1.

Ühe Kõrge Lepinguosalise Poole kodanikud on teise Lepinguosalise riigis sama kaitse osalised, kui viimase enese kodanikudki, kõiges, mis puutub kauba- ja tööstus-märkidesse, tingimisel, et nad täidaksid vorminõuded, mis mõlema riigi vastava seadusandlse läbi on ette kirjutatud sellel alal.

Ometi ei või ühe lepinguosalise riigi kodanikud teises riigis omade märkide kaitse osalised olla laiemas ulatuses ega pikemaks ajaks, kui nad seda omas riigis on.

Artikkel 2.

Sel korral, kui ühe lepinguosalise riigi kodanik märgi registreerimiseks deponeerib teises riigis nelja kuu jooksul peale seda, kui see märk tema poolt on deponeeritud registreerimiseks omas riigis, loetakse käesolev deponeerimine teiste deponeerimiste suhtes samal ajal sündinuks, kui deponeerimine omas riigis.

Artikkel 3.

Käesolev deklaratsioon astub jõusse nii ühelt kui teiselt poolt, nii pea kui ta ametlikult on välja kuulutatud, ning jääb jõusse kuni kuuekuulise tähtaja lõpuni sellest päevast arvates, millal ta ühe ehk teise Kõrge Lepinguosalise poolt on üles öeldud.

Mille tõendamiseks allakirjutajad käesolevale deklaratsioonile alla on kirjutanud ja oma pitsatid sellele kinnitanud.

TALLINN, *27 juulil* 1923.

(Sign.) (L. S.) HELLAT.

Certifie pour copie conforme.
Copenhague, le 10 septembre 1923.

Georg COHN.
Chef du Service Danois de la Société des Nations.

[1] TRADUCTION.

No. 499.

DÉCLARATION.

Le Gouvernement Royal de Danemark et le Gouvernement de la République d'Esthonie ayant jugé utile d'assurer la protection réciproque des marques de commerce et de fabrique danoises et esthoniennes, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, sont convenus des dispositions suivantes :

Article 1.

Les ressortissants de l'une des Hautes Parties contractantes jouiront dans l'Etat de l'autre de la même protection que les nationaux pour tout ce qui concerne des marques de commerce et de fabrique, sous la condition de remplir les formalités prescrites à ce sujet par la législation respective des deux Etats.

Toutefois, les ressortissants de l'un des deux Etats ne pourront jouir dans l'autre de la protection de leurs marques dans une étendue plus large ni pour une période plus longue qu'ils n'en jouissent dans leur propre pays.

Article 2.

Lorsqu'un ressortissant de l'un des deux Etats dépose une marque pour être enregistrée dans l'autre Etat dans les quatre mois qui suivront le dépôt fait par lui pour l'enregistrement dans son propre pays, le dépôt en question sera considéré, par rapport aux autres dépôts, comme ayant eu lieu en même temps que le dépôt dans son propre pays.

Article 3.

La présente Déclaration entrera en vigueur de part et d'autre dès que la promulgation officielle en aura été faite, et elle restera en vigueur jusqu'à l'expiration de six mois à partir du jour où elle aura été dénoncée par l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes.

En foi de quoi les soussignés ont signé la présente Déclaration et y ont apposé leurs cachets

REVAL, *le 27 juillet* 1923.

(L. S.) (Signé) J. C. JOHANSEN. (L. S.) (Signé) HELLAT.

Certifie pour traduction conforme.
Copenhague, le 11 septembre 1923.

(Signé) Georg COHN.
Chef du Service Danois de la Société des Nations.

[1] Communiquée par le Ministre de Danemark à Berne.

[1] Communicated by the Danish Minister at Berne.

[1] TRANSLATION.

No. 499.

DECLARATION.

The Royal Danish Government and the Government of the Esthonian Republic having thought well to guarantee to one another the mutual protection of Danish and Esthonian trade and commercial marks, the undersigned, duly authorised for that purpose, have agreed upon the following provisions :

Article 1.

The nationals of each of the High Contracting Parties shall enjoy in the other State the same protection as nationals of the latter in all matters relating to trade and commercial marks, on condition that they fulfil the formalities required in this connection by the respective laws of the two States.

Nevertheless, the nationals of either of the two States shall not enjoy in the territory of the other protection for their trade marks in a wider degree or for a longer period than they enjoy in their own country.

Article 2.

When a national of either of the two States deposits a trade mark for registration in the other State within four months of its deposit by him for registration in his own country, the deposit in question shall be considered, relatively to other deposits, as having taken place at the same time as the deposit in his own country.

Article 3.

The present Declaration shall take effect for both Parties from the date of its official promulgation, and shall remain in force until six months after denunciation by either of the High Contracting Parties.

In faith whereof, the undersigned have signed the present Declaration and have thereto set their seals.

REVAL, *July* 27, 1923.

(L. S.) (Signed) J. C. JOHANSEN. (L. S.) (Signed) HELLAT.

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations.

N° 500.

DANEMARK ET ESTHONIE

Déclaration relative à la protection réciproque des inventions, dessins et modèles industriels danois et esthoniens. Reval, le 27 juillet 1923.

DENMARK AND ESTHONIA

Declaration concerning the reciprocal protection of Danish and Esthonian inventions, designs and models. Reval, July 27, 1923.

TEXTE DANOIS. — DANISH TEXT.

No. 500. — DÉCLARATION ENTRE LES GOUVERNEMENTS DANOIS ET ESTHONIEN, RELATIVE A LA PROTECTION RÉCIPROQUE DES INVENTIONS, DESSINS ET MODÈLES INDUSTRIELS DANOIS ET ESTHONIENS. REVAL, LE 27 JUILLET 1923.

Danish and Esthonian official texts communicated by the Danish Minister at Berne. The registration of this declaration took place september 21, 1923.

DEKLARATION.

DA DEN KGL. DANSKE REGERING OG DEN ESTNISKE REPUBLIKS REGERING har anset det for nyttigt gensidigt at sikre danske og estniske industrielle Opfindelser og Mønstre Beskyttelse, er de undertegnede, efter dertil at have erholdt fornøden Fuldmagt, blevet enige om følgende Bestemmelser :

Artikel 1.

I Estland skal danske Statsborgere og i Danmark estniske Statsborgere nyde samme Beskyttelse for industrielle Opfindelser og Mønstre som Landets egne Statsborgere.

Artikel 2.

De till den ene af de kontraherende Stater hørende Undersatter, der i den anden Stat vil sikre sig Beskyttelse for deres industrielle Opfindelser og Mønstre, skal opfylde de derom i denne Stats Lovgivning givne Forskrifter.

Artikel 3.

Beskyttelsen af en Opfindelse eller et Mønster i en af de kontraherende Stater skal ikke ophøre, fordi der fra den anden kontraherende Stat indføres Genstande, der er fremstillede efterden samme Opfindelse eller det samme Mønster.

Artikel 4.

Nærværende Deklaration træder i Kraft paa begge Sider, saa snart den officielt er bekendtgjort, og den forbliver i Kraft indtil Udløbet af seks Maaneder at regne fra den Dag, da den opsiges af en af de bøje kontraherende Stater.

Till Bekræftelse heraf har de undertegnede sat deres Navn og Segl herunder.

REVAL, *den 27. Juli* 1923.

(Sign.) (L. S.) J. C. JOHANSEN.

Certifie pour copie conforme.
Copenhague, le 10 septembre 1922.

Georg COHN,
Chef du Service danois de la Société des Nations.

TEXTE ESTHONIEN. — ESTHONIAN TEXT.

No. 500. — DECLARATION BETWEEN THE DANISH AND THE ESTHONIAN GOVERNMENTS CONCERNING THE RECIPROCAL PROTECTION OF DANISH AND ESTHONIAN INVENTIONS, DESIGNS AND MODELS. REVAL, JULY 27, 1923.

Textes officiels danois et esthonien communiqués par le Ministre de Danemark à Berne. L'enregistrement de cette déclaration a eu lieu le 21 septembre 1923.

DEKLARATSIOON.

KUNA EESTI VABARIIGI VALITSUS ja KUNINGLIK DAANI VALITSUS soovitavaks on pidanud kindlustada Daani ja Eesti tööstuliste leiduste, joonistuste ja mudelite vastastikust kaitset, on selleks tarvilikult volitatud allakirjutajad kokku leppinud järgmises :

Artikkel 1.

Eesti kodanikud saavad Daanis ja Daani kodanikud Eestis tööstusliste leiduste, joonistuste ja mudelite suhtes sama kaitse osaliseks, kui oma riigi kodanikud.

Artikkel 2.

Ühe lepinguosalise riigi kodanikud, kes soovivad kindlustada teises riigis oma leiduste, oma joonistuste ja mudelite kaitset, peavad täitma tingimised, mis selle viimase riigi seadusandluse poolt ette on kirjutatud sellel alal.

Artikkel 3.

Leiduse, joonistuse ehk mudeli kaitse ühes lepinguosalises riigis ei löpe ka sel puhul, kui teisest lepinguosalisest riigist sisse veetakse asju, mis on valmistatud sama leiduse, joonistuse ehk mudeli järele.

Artikkel 4.

Käesolev deklaratsioon astub jõusse nii ühelt kui teiselt poolt, nii pea kui ta ametlikult on välja kuulutatud, ning jääb jõusse kuni kuuekuulise tähtaja löpuni sellest päevast arvates, millal ta ühe ehk teise Körge Lepinguosalise poolt on üles öeldud.

Mille töendamiseks allakirtjutajad käesolevale deklaratsioonile alla on kirjutanud ja sellele oma pitsatid kinnitanud.

TALLINN, 27 *juulil* 1923.

(Sign.) (L. S.) HELLAT.

Certifié pour copie conforme.
Copenhague, le 10 septembre 1923.

Georg COHN,
Chef du Service danois de la Société des Nations.

[1] TRADUCTION.

No. 500.

DÉCLARATION.

Le GOUVERNEMENT ROYAL DE DANEMARK et le GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE D'ESTHONIE ayant jugé utile d'assurer la protection réciproque des inventions, des dessins et modèles industriels danois et esthoniens, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, sont convenus des dispositions suivantes :

Article 1.

Les ressortissants danois jouiront en Esthonie et les ressortissants esthoniens jouiront en Danemark de la même protection pour les inventions, les dessins et les modèles industriels dont jouissent les nationaux.

Article 2.

Les ressortissants de l'un des Etats contractants qui voudront s'assurer la protection de leurs inventions, leurs dessins et modèles dans l'autre Etat devront remplir les conditions prescrites à ce sujet par la législation de ce dernier Etat.

Article 3.

La protection d'une invention, d'un dessin ou modèle dans un des pays contractants ne cessera pas par suite de l'importation de l'autre pays contractant d'objets, fabriqués d'après la même invention, dessin ou modèle.

Article 4.

La présente Déclaration entrera en vigueur de part et d'autre dès que la promulgation officielle en aura été faite, et elle restera en vigueur jusqu'à l'expiration de six mois à partir du jour où elle aura été dénoncée par l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes.

En foi de quoi lès soussignés ont signé la présente Déclaration et y ont apposé leurs cachets.

REVAL, *le 27 juillet* 1923.

(L. S.) (Signé) J. C. JOHANSEN. (L. S.) (Signé) HELLAT.

Certifie pour traduction conforme.
Copenhague, le 11 septembre 1923.

(Signé) Georg COHN,
Chef du Service danois de la Société des Nations.

[1] Communiqué par le Ministre de Danemark à Berne.

[1] Communicated by the Danish Minister at Berne.

[1] TRANSLATION.

No. 500.

DECLARATION.

The ROYAL DANISH GOVERNMENT and the GOVERNMENT OF THE ESTHONIAN REPUBLIC having thought well to guarantee to one another the mutual protection of Danish and Esthonian industrial inventions, designs and models, the undersigned, duly authorised for that purpose, have agreed upon the following provisions :

Article 1.

Danish nationals shall enjoy in Esthonia and Esthonian nationals shall enjoy in Denmark the same protection for industrial inventions, designs and models as is enjoyed by nationals of the respective countries.

Article 2.

Nationals of either of the contracting States who wish to ensure the protection of their inventions, designs and models in the other State must fulfil the conditions laid down in this connection by the laws of the latter State.

Article 3.

The protection of an invention, design or model in either of the contracting countries shall not cease by reason of the importation from the other contracting country of articles manufactured on the basis of the same invention, design or model.

Article 4.

The present declaration shall take effect for both Parties from the date of its official promulgation and shall remain in force until six months after its denunciation by either of the High Contracting Parties.

In faith whereof the undersigned have signed the present declaration and have thereto set their seals.

REVAL, *July* 27, 1923.

(L. S.) (Signed) HELLAT. (L. S.) (Signed) J. C. JOHANSEN.

---

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations.

ANNEXE VII.

ANNEX VII.

ANNEXE VII.

PRÉSENTATIONS A L'ENREGISTREMENT, ADHÉSIONS, SIGNATURES, RATIFICATIONS POSTÉRIEUREMENT ECHANGÉES, ETC.

No. 13. — INTERNATIONAL RADIOTELEGRAPH CONVENTION [1], SIGNED AT LONDON JULY 5, 1912.

ACCESSIONS.

ESTHONIA, BRUNEI.

Communicated by His Britannic Majesty's Foreign Office, December 5, 1923.

Since the previous notification of March 16, 1923, the following accessions to the Convention have been notified to His Britannic Majesty's Government on the dates mentioned below :

ESTHONIA...	July 1, 1923.
BRUNEI	September 13, 1923.

Foreign Office,
October 17, 1923.

No. 74. — CONVENTION POSTALE UNIVERSELLE [2], SIGNÉE A MADRID LE 30 NOVEMBRE 1920.

RATIFICATIONS.

MINISTERIO DE ESTADO [3].
4 *a.* CANCILLERIA.

Le soussigné, Sous-Secrétaire du Ministère d'Etat, certifie : Qu'en exécution des articles 31 de la Convention postale universelle, 19 de l'Arrangement concernant le service des recouvrements, 18 de l'Arrangement concernant l'échange des lettres et des boîtes avec valeur déclarée, 25 de la Convention concernant l'échange des colis postaux, 17 de l'Arrangement concernant les abonnements aux journaux et publications périodiques, et 14 de l'Arrangement concernant le service des mandats de poste, conclus à Madrid le 30 novembre 1920 à l'occasion du VII[e] Congrès de l'Union postale universelle, ont été déposés aujourd'hui dans les archives du Ministère d'Etat les instruments de ratification suivants, trouvés en bonne et due forme :

[1] Vol. I, page 133 ; vol. III, page 255 ; vol. XI, page 356, et vol. XV, page 282 de ce Recueil.
[2] Vol. III, pages 267-270 ; Vol. VII, page 362 ; Vol. XI, page 364 ; Vol. XV, page 282 de ce Recueil.
[3] Communiqué par le Ministre d'Espagne à Berne, le 9 mars 1922.

ANNEX VII.

PRESENTATIONS FOR REGISTRATION ADHESIONS, SIGNATURES, RATIFICATIONS SUBSEQUENTLY EXCHANGED, ETC.

No. 13. — CONVENTION [1] RADIOTÉLÉGRAPHIQUE INTERNATIONALE, SIGNÉE A LONDRES, LE 5 JUILLET 1912.

ACCESSIONS.

[2] TRADUCTION. — TRANSLATION.

ESTHONIE, BRUNEI.

Communiquée par le Ministère des Affaires étrangères de Sa Majesté Britannique le 5 décembre 1923.

Depuis la dernière notification du 16 mars 1923, les accessions suivantes à la Convention, ont été notifiées au Gouvernement de Sa Majesté Britannique, aux dates mentionnées ci-après :

ESTHONIE...	1er juillet 1923.
BRUNEI	13 septembre 1923.

Foreign Office,
17 *octobre* 1923.

No. 74. — UNIVERSAL POSTAL CONVENTION [3], SIGNED AT MADRID, NOVEMBER 30, 1920.

RATIFICATIONS.

[2] TRADUCTION. — TRANSLATION.

MINISTRY OF STATE [4].
4th CHANCERY.

The under-signed Under-Secretary of the Ministry of State certifies : That in pursuance of Article 31 of the Universal Postal Convention 19, of the Arrangement concerning payment on delivery, 18, of the Arrangement concerning the exchange of letters and parcels (boîtes) of a declared value, 25, of the Convention concerning the exchange of Postal Parcels, 17, of the Arrangement concerning subscriptions to newspapers and periodicals and 14, of the Arrangement concerning money orders, concluded at Madrid, November 30, 1920, concluded at Madrid on the occasion of the VIIth Congress of the Universal Postal Union, there have been deposited in the archives of the Ministry of State the following instruments of ratification, found in good and due form :

---

[1] Vol. I, page 133 ; Vol. III, page 255 ; Vol. XI, page 356, and Vol. XV, page 282, of this Series.

[2] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations. [2] Translated by the Secretariat of the League of Nations.

[3] Vol. III, pages 267-70 ; Vol. VII, page 362, and Vol. XI, page 364, Vol. XV, page 282, of this Series.

[4] Communicated by the Spanish Minister at Berne March 9, 1922.

(TCHÉCOSLOVAQUIE.)

1. Un acte daté le 23 novembre 1921, par lequel Son Excellence le Président de la République tchécoslovaque ratifie :

1. La Convention postale universelle, ainsi que le protocole final et le règlement d'exécution.
2. L'Arrangement concernant l'échange des lettres et des boîtes avec valeur déclarée, ainsi que le protocole final et le règlement d'exécution.
3. L'Arrangement concernant le service des mandats de poste, ainsi que le protocole final et le règlement d'exécution.
4. La Convention concernant l'échange des colis postaux, ainsi que le protocole final et le règlement d'exécution.
5. L'Arrangement concernant le service de recouvrements, ainsi que le protocole final et le règlement d'exécution.
6. L'Arrangement concernant les abonnements aux journaux et publications périodiques, ainsi que le règlement d'exécution.
7. L'Arrangement concernant le service des virements postaux, ainsi que le protocole final et le règlement d'exécution.

(CHINE.)

2. Un acte daté le 12 octobre 1921 par lequel Son Excellence le Président de la République de Chine ratifie :

1. La Convention postale universelle.
2. La Convention concernant l'échange des colis postaux.
3. L'Arrangement concernant l'échange des lettres et des boîtes avec valeur déclarée.
4. L'Arrangement concernant le service des mandats de poste.
5. L'Arrangement concernant le service des recouvrements.

(SUISSE.)

3. Un acte daté le 27 décembre 1921, par lequel Son Excellence le Président de la Confédération suisse, au nom du Conseil fédéral, ratifie :

1. La Convention postale universelle, avec protocole final.
2. L'Arrangement concernant l'échange des lettres et des boîtes avec valeur déclarée, avec protocole final.
3. La Convention concernant l'échange des colis postaux, avec protocole final.
4. L'Arrangement concernant le service des mandats de poste, avec protocole final.
5. L'Arrangement concernant le service des recouvrements, avec protocole final.
6. L'Arrangement concernant les abonnements aux journaux et publications périodiques.
7. L'Arrangement concernant le service des virements postaux, avec protocole final.

En foi de quoi est délivré le présent certificat, dont copie certifiée conforme sera adressée aux Gouvernements des Puissances signataires des deux Conventions et cinq Arrangements

(CZECHOSLOVAKIA.)

I. A document dated November 23, 1921, by which His Excellency the President of the Czechoslovak Republic ratifies :

(1) The Universal Postal Convention, together with the Final Protocol and the Regulations.

(2) The Arrangement concerning the exchange of letters and parcels (boîtes) of a declared value, together with the Final Protocol and the Regulations.

(3) The Arrangement concerning money orders, together with the Final Protocol and the Regulations.

(4) The Convention concerning the exchange of postal parcels, together with the Final Protocol and the Regulations.

(5) The Arrangement concerning payment on delivery, together with the Final Protocol and the Regulations.

(6) The Arrangement concerning the service of postal cheques, together with the Final Protocol and the Regulations.

(7) The Arrangement concerning subscriptions to newspapers and periodicals, together with the Final Protocol and the Regulations.

(CHINA.)

II. A document dated October 12, 1921, by which His Excellency the President of the Chinese Republic ratifies :

(1) The Universal Postal Convention.

(2) The Convention concerning the exchange of postal parcels.

(3) The Arrangement concerning the exchange of letters and parcels (boîtes) of a declared value.

(4) The Arrangement concerning money orders.

(5) The Arrangement concerning payment on delivery.

(SWITZERLAND.)

III. A document dated December 27, 1921, by which His Excellency the President of the Swiss Confederation ratifies :

(1) The Universal Postal Convention, together with the Final Protocol.

(2) The Arrangement concerning the exchange of letters and parcels (boîtes) of a declared value, together with the Final Protocol.

(3) The Convention concerning the exchange of postal parcels, together with the Final Protocol.

(4) The Arrangement concerning money orders, together with the Final Protocol.

(5) The Arrangement concerning payment on delivery, together with the Final Protocol.

(6) The Arrangement concerning subscriptions to newspapers and periodicals.

(7) The Arrangement concerning the service of postal cheques, together with the Final Protocol.

In faith whereof we have delivered the present certificate, of which a certified copy will be transmitted to the Governments of the Signatory Powers of the Conventions and the Arrange-

sus-mentionnés, ainsi qu'au Bureau international de l'Union postale universelle et au Secrétariat de la Société des Nations.

Fait à Madrid le onze janvier mil neuf cent vingt-deux.

Copie certifiée conforme : EMILIO DE PALACIOS.
Le Sous-Secrétaire du Ministère d'Etat,
(Signé) E. DE PALACIOS.

(RÉPUBLIQUE DOMINICAINE.)

MINISTERIO DE ESTADO [1].
4 *a*. CANCILLERIA.

Le soussigné, Sous-Secrétaire du Ministère d'Etat, certifie :
Qu'en exécution de l'article 31 de la Convention postale universelle du 30 novembre 1920, l'instrument décrit ci-dessous, trouvé en bonne et due forme, a été déposé le 4 octobre 1923 aux archives du Ministère d'Etat : Document daté le 3 mai 1922 et par lequel le gouverneur militaire de la République Dominicaine a ratifié la dite Convention postale universelle.

En foi de quoi le présent Certificat est délivré et copie conforme en sera adressée aux Gouvernements des Puissances signataires de la Convention susmentionnée, ainsi qu'au Bureau international de l'Union postale universelle et au Secrétariat de la Société des Nations.

Fait à Madrid le trente octobre mil neuf cent vingt trois.

Copie certifiée conforme : FERNANDO ESPINOSA DE LOS MONTEROS.
Le Sous-Secrétaire du Ministère d'Etat,
F. ESPINOSA DE LOS MONTEROS.

DECLARATION.

MINISTERIO DE ESTADO.
4 *a*. — CANCILLERIA.

Le soussigné Sous-Secrétaire du Ministère d'Etat, certifie :
Que l'Ambassade d'Italie a présenté une déclaration datée le 19 juillet 1923 portant que la ratification déposée [2], sur les deux Conventions et cinq Arrangements postaux signés à Madrid le 30 novembre 1920, vaut à la fois pour l'Italie et les colonies italiennes : la Tripolitaine, la Cyrénaïque, l'Erythrée et la Somalie.

En foi de quoi est délivré le présent Certificat, dont copie certifiée conforme sera adressée aux gouvernements des Puissances signataires des deux Conventions et cinq arrangements conclus à Madrid à l'occasion du VII[e] Congrès de l'Union postale universelle, ainsi qu'au Bureau international de la dite Union et au Secrétariat de la Société des Nations.

Fait à Madrid le premier août mil neuf cent vingt-trois.

Copie certifiée conforme : F. ESPINOSA DE LOS MONTEROS.
Le Sous-Secrétaire du Ministère d'Etat,
(Signé) F. ESPINOSA DE LOS MONTEROS.

[1] Communiqué par le Ministre d'Espagne à Berne, le 8 décembre 1923.
[2] Vol. XV, page 284 de ce Recueil.

ments set forth above, and also to the International Bureau of the Universal Postal Union and to the Secretariat of the League of Nations.

Done at Madrid the eleventh day of January one thousand nine hundred and twenty-two.

EMILIO DE PALACIOS.

(DOMINICAN REPUBLIC.)

MINISTRY OF STATE [1].
4th CHANCERY.

The undersigned, Under-Secretary of the Ministry of State, certifies :

That in pursuance of Article 31 of the Universal Postal Convention signed on November 30, 1920, the instrument of ratification mentioned below, found in good and due form, has been deposited on October 4, 1923, in the archives of the Ministry of State : document dated May 3, 1922, by which the Military Governor of the Dominican Republic has ratified the said Universal Postal Convention.

In faith whereof we have delivered the present certificate, of which a certified copy will be transmitted to the Governments of the signatory Powers of the above-mentioned Convention, and also to the International Bureau of the Universal Postal Union and to the Secretariat of the League of Nations.

Done at Madrid the thirtieth day of October one thousand nine hundred and twenty-three.

FERNANDO ESPINOSA DE LOS MONTEROS.

DECLARATION.

MINISTERIO DE ESTADO.
4*a*. CHANCERY.

The undersigned, Under-Secretary of the Ministry of State, certifies :

That the Italian Embassy has forwarded a declaration dated July 19, 1923, to the effect that the ratification already deposited [2] in respect of the two Conventions and five Postal Arrangements signed at Madrid on November 30, 1920, are valid alike for Italy and the Italian Colonies : Tripoli, Cyrenaica, Erythrea, and Somaliland.

In faith whereof we have delivered the present certificate, a true copy of which will be sent to the Governments of the signatory Powers of the two Conventions and the five Arrangements, concluded at Madrid on the occasion of the VIIth Congress of the Universal Postal Union, and also to the International Office of the afore-mentioned Union and to the Secretariat of the League of Nations.

Done at Madrid this first day of August nineteen hundred and twenty-three.

F. ESPINOSA DE LOS MONTEROS.

[1] Communicated by the Spanish Minister at Berne December 8, 1923.

[2] Vol. XV, page 285, of this Series.

ADHÉSIONS.

PALESTINE (Territoire sous mandat de Sa Majesté Britannique).

Communiquée par le Directeur du Bureau international de l'Union postale Universelle, le 5 novembre 1923.

BUREAU INTERNATIONAL
DE L'UNION POSTALE UNIVERSELLE.
N° 6914/341.
Objet:
Convention principale.
Adhésion de la Palestine
à la Convention postale universelle.
Dernière circulaire concernant la Convention principale,
N° 6843/337 du 10 octobre 1923.

BERNE, *le 13 octobre 1923.*

MONSIEUR,

Par note du 5 octobre courant, le Conseil fédéral suisse a porté à la connaissance des Gouvernements des pays de l'Union l'adhésion de la PALESTINE à la Convention postale universelle conclue à Madrid le 30 novembre 1920.

L'adhésion de la Palestine peut être considérée comme valable à compter du 5 octobre 1923, date de la notification du Conseil fédéral suisse.

En ce qui concerne sa participation aux frais communs du Bureau international, la Palestine fera partie de «l'Ensemble des autres dominions, colonies et protectorats britanniques» mentionné dans la première classe, à l'article 37, paragraphe 5 du Règlement d'exécution de la Convention principale.

Les équivalents des taxes et les autres renseignements intéressant le service de l'Office de la Palestine vous seront communiqués plus tard.

Veuillez agréer, Monsieur, l'assurance de ma haute considération.

Le Directeur,
DECOPPET.

ETATS DE LA FÉDÉRATION SYRIENNE.
(Territoire sous mandat du Gouvernement de la République française.)

Communiquée par le Directeur du Bureau international de l'Union postale universelle, le 5 novembre 1923.

BUREAU INTERNATIONAL
DE L'UNION POSTALE UNIVERSELLE.
N° 7595/374.
Objet:
Adhésion à l'Union postale universelle
des Etats de la Fédération syrienne
et de l'Etat du Grand Liban.

BERNE, *le 2 novembre 1923.*

MONSIEUR,

J'ai l'honneur de vous faire connaître que, en date du 30 octobre dernier, le Conseil fédéral suisse a notifié aux Gouvernements des pays faisant partie de l'Union postale universelle l'adhé-

ADHESIONS.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

PALESTINE (Territory under His Britannic Majesty's Mandate).

Communicated by the Director of the International Bureau of the Universal Postal Union, November 5, 1923.

INTERNATIONAL BUREAU
OF THE UNIVERSAL POSTAL UNION.
No. 6914/341.
Subject :
Principal Convention.
Adhesion of Palestine
to the Universal Postal Convention.
Last circular concerning the Principal Convention,
No. 6843/337 *of October* 10, 1923.

BERNE, *October* 13, 1923.

SIR,

In its note of October 5 last, the Swiss Federal Council informed the Governments of the countries belonging to the Union of PALESTINE'S adhesion to the Universal Postal Convention, concluded at Madrid on November 30, 1920.

Palestine's adhesion should be considered as dating from October 5, 1923, the date of notification by the Swiss Federal Council.

As regards its share in the expenses of the International Bureau, Palestine will be considered as being included in " the whole of the other British Dominions, Colonies and Protectorates " mentioned in the first class in Article 37, paragraph 5, of the Detailed Regulations for the execution of the Principal Convention.

The equivalents of the postage rates and other information concerning the post office service in Palestine will be communicated to you later.

I have the honour, etc.

DECOPPET,
Director.

STATES OF THE SYRIAN FEDERATION

(Territory under Mandate of the Government of the French Republic).

Communicated by the Director of the International Bureau of the Universal Postal Union, November 5, 1923.

INTERNATIONAL BUREAU
OF THE UNIVERSAL POSTAL UNION.
No. 7595/374.
Subject :
Adhesion of the States of the Syrian Federation
and of the State of the Great Lebanon
to the Universal Postal Union.

BERNE, *November* 2, 1923.

SIR,

I have the honour to inform you that on October 30 last the Swiss Federal Council notified the Governments of the countries belonging to the Universal Postal Union of the adhesion of the

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations.

sion des Etats de la Fédération syrienne et de l'Etat du Grand Liban à la Convention postale universelle, signée à Madrid le 30 novembre 1920, ainsi qu'aux autres Actes énumérés ci-après, signés à la même date, savoir :

Arrangement concernant l'échange des lettres et des boîtes avec valeur déclarée.

Convention concernant l'échange des colis postaux.
Arrangement concernant le service des mandats de poste.

L'adhésion des Etats de la Fédération syrienne et du Grand Liban peut être considérée comme valable à compter du 30 octobre 1923, date de la notification du Conseil fédéral suisse.

Veuillez agréer, Monsieur, l'assurance de ma haute considération.

Le Directeur,
DECOPPET.

ETAT DU GRAND LIBAN.
(Territoire sous mandat du Gouvernement de la République française.)

(Voir lettre ci-dessus.)

No. 75. — ARRANGEMENT CONCERNANT L'ÉCHANGE DES LETTRES ET DES BOITES AVEC VALEUR DÉCLARÉE, SIGNÉ A MADRID LE 30 NOVEMBRE 1920.

RATIFICATIONS.

TCHÉCOSLOVAQUIE	11 janvier 1922.
CHINE	11 janvier 1922.
SUISSE	11 janvier 1922.

DÉCLARATION.

De l'ITALIE	1er août 1923.

ADHÉSIONS.

ETATS DE LA FÉDÉRATION SYRIENNE	30 octobre 1923.
ETAT DU GRAND LIBAN	30 octobre 1923.

(Voir plus haut N° 74.)

No. 76. — ARRANGEMENT CONCERNANT LE SERVICE DES MANDATS DE POSTE, SIGNÉ A MADRID, LE 30 NOVEMBRE 1920.

RATIFICATIONS.

TCHÉCOSLOVAQUIE	11 janvier 1922.
CHINE	11 janvier 1922.
SUISSE	11 janvier 1922.

States of the Syrian Federation and of the State of the Great Lebanon to the Universal Postal Convention, signed at Madrid on November 30, 1920, and to the other instruments mentioned below, signed on the same date, viz. :

The Arrangement concerning the exchange of letters and parcels (boîtes) of a declared value.

The Convention concerning the exchange of postal parcels.

The Arrangement concerning money orders.

The adhesion of the States of the Syrian Federation and of the Great Lebanon should be considered as dating from October 30, 1923, the date of notification by the Swiss Federal Council.

I am, etc.

(Signed) DECOPPET,
Director.

STATE OF THE GREAT LEBANON
(Territory under Mandate of the Government of the French Republic).

(See preceding letter.)

No. 75. — ARRANGEMENT CONCERNING THE EXCHANGE OF LETTERS AND PARCELS (BOITES) OF A DECLARED VALUE, SIGNED AT MADRID, NOVEMBER 30, 1920.

RATIFICATIONS.

CZECHOSLOVAKIA	January 11, 1922
CHINA	January 11, 1922
SWITZERLAND	January 11, 1922

DECLARATION.

By ITALY...	August 1, 1923

ADHESIONS.

STATES OF THE SYRIAN FEDERATION	October 30, 1923
STATE OF THE GREAT LEBANON	October 30, 1923

(See No. 74 above.)

No. 76. — ARRANGEMENT CONCERNING MONEY ORDERS, SIGNED AT MADRID, NOVEMBER 30, 1920.

RATIFICATIONS.

CZECHOSLOVAKIA	January 11, 1922
CHINA	January 11, 1922
SWITZERLAND	January 11, 1922

DÉCLARATION.

De l'ITALIE ... ... 1er août 1923.

ADHÉSIONS.

ETATS DE LA FÉDÉRATION SYRIENNE . ... 30 octobre 1923.
ETAT DU GRAND LIBAN . ... 30 octobre 1923.

(Voir plus haut N° 74.)

No. 77. — CONVENTION CONCERNANT L'ÉCHANGE DES COLIS POSTAUX, SIGNÉE A MADRID, LE 30 NOVEMBRE 1920.

RATIFICATIONS.

TCHÉCOSLOVAQUIE ... ... 11 janvier 1922
CHINE ... ... 11 janvier 1922
SUISSE ... ... 11 janvier 1922

DÉCLARATION.

De l'ITALIE ... ... 1er août 1923

ADHÉSIONS.

ETATS DE LA FÉDÉRATION SYRIENNE . ... 30 octobre 1923
ETAT DU GRAND LIBAN ... ... 30 octobre 1923

(Voir plus haut N° 74.)

No. 78. — ARRANGEMENT CONCERNANT LE SERVICE DES RECOUVREMENTS, SIGNÉ A MADRID, LE 30 NOVEMBRE 1920.

RATIFICATIONS.

TCHÉCOSLOVAQUIE ... ... 11 janvier 1922
CHINE ... ... 11 janvier 1922
SUISSE ... ... 11 janvier 1922

DÉCLARATION.

De l'ITALIE ... ... 1er août 1923

(Voir plus haut N° 74.)

DECLARATION.

By ITALY... ... ... August 1, 1923

ADHESIONS.

STATES OF THE SYRIAN FEDERATION . ... October 30, 1923
STATE OF THE GREAT LEBANON . ... October 30, 1923

(See No. 74 above.)

No. 77. — CONVENTION CONCERNING THE EXCHANGE OF POSTAL PARCELS, SIGNED AT MADRID, NOVEMBER 30, 1920.

RATIFICATIONS.

CZECHOSLOVAKIA ... ... January 11, 1922
CHINA ... ... January 11, 1922
SWITZERLAND ... ... January 11, 1922

DECLARATION.

By ITALY... ... ... August 1, 1923

ADHESIONS.

STATES OF THE SYRIAN FEDERATION . ... October 30, 1923
STATE OF THE GREAT LEBANON . ... October 30, 1923

(See No. 74 above.)

No. 78. — ARRANGEMENT CONCERNING PAYMENT ON DELIVERY, SIGNED AT MADRID, NOVEMBER 30, 1920.

RATIFICATIONS.

CZECHOSLOVAKIA ... ... January 11, 1922
CHINA ... ... January 11, 1922
SWITZERLAND ... ... January 11, 1922

DECLARATION.

By ITALY... ... ... August 1, 1923

(See No. 74 above.)

No. 79. — ARRANGEMENT CONCERNANT LES ABONNEMENTS AUX JOURNAUX ET PUBLICATIONS PÉRIODIQUES, SIGNÉ A MADRID, LE 30 NOVEMBRE 1920.

RATIFICATIONS.

TCHÉCOSLOVAQUIE	11 janvier 1922
SUISSE	11 janvier 1922

DÉCLARATION.

De l'ITALIE	1er août 1923

(Voir plus haut N° 74.)

No. 80. — ARRANGEMENT CONCERNANT LE SERVICE DES VIREMENTS POSTAUX, SIGNÉ A MADRID, LE 30 NOVEMBRE 1920.

RATIFICATIONS.

TCHÉCOSLOVAQUIE	11 janvier 1922
SUISSE	11 janvier 1922

DÉCLARATION.

De l'ITALIE	1er août 1923

(Voir plus haut n° 74.)

No. 171. — CONVENTION [1] ET STATUT SUR LA LIBERTÉ DU TRANSIT, BARCELONE, LE 20 AVRIL 1921.

RATIFICATIONS :

Les Membres suivants ont effectué le dépôt des instruments de ratification de cette Convention aux dates ci-dessous :

LETTONIE	29 septembre	1923.
TCHÉCOSLOVAQUIE	29 octobre	1923.
AUTRICHE	15 novembre	1923.

[1] Vol. VII, page 11 ; Vol. XI, page 406, et Vol. XV, page 304 de ce Recueil.

No. 79. — ARRANGEMENT CONCERNING SUBSCRIPTIONS TO NEWSPAPERS AND PERIODICALS, SIGNED AT MADRID, NOVEMBER 30, 1920.

RATIFICATIONS.

CZECHOSLOVAKIA	January 11, 1922
SWITZERLAND	January 11, 1922

DECLARATION.

By ITALY...	August 1, 1923

(See No. 74 above.)

No. 80. — ARRANGEMENT CONCERNING THE SERVICE OF POSTAL CHEQUES, SIGNED AT MADRID, NOVEMBER 30, 1920.

RATIFICATIONS.

CZECHOSLOVAKIA	January 11, 1922
SWITZERLAND	January 11, 1922

DECLARATION.

By ITALY...	August 1, 1923

(See No. 74 above.)

No. 171. — CONVENTION [1] AND STATUTE ON FREEDOM OF TRANSIT, BARCELONA, APRIL 20, 1921.

RATIFICATIONS.

The following Members have effected the deposit of the deeds of ratification of this Convention on the dates given below :

LATVIA	September 29, 1923.
CZECHOSLOVAKIA	October 29, 1923.
AUSTRIA	November 15, 1923.

[1] Vol. VII, page 11 ; Vol. XI, page 407 ; and Vol. XV page 305, of this Series.

ACCESSION.

SIAM [1] ... ... 29 novembre 1922.

No. 172. — CONVENTION [2] ET STATUT SUR LE RÉGIME DES VOIES NAVIGABLES D'INTÉRET INTERNATIONAL, BARCELONE, LE 20 AVRIL 1921.

RATIFICATION.

Le Membre suivant a effectué le dépôt des instruments de ratification de cette Convention à la date ci-dessous :

AUTRICHE . ... 15 novembre 1923.

ACCESSION.

SIAM [1] ... ... 29 novembre 1922.

No. 173. — PROTOCOLE [3] ADDITIONNEL A LA CONVENTION SUR LE RÉGIME DES VOIES NAVIGABLES D'INTÉRÊT INTERNATIONAL, BARCELONE LE 20 AVRIL 1921.

RATIFICATION.

Le Membre suivant a effectué le dépôt des instruments de ratification sur le Protocole à la date ci-dessous :

AUTRICHE . ... 15 novembre 1923.

ACCESSION (dans l'étendue indiquée sous la lettre *a)* du Protocole).

SIAM [1] ... ... 29 novembre 1922.

No. 174. — DÉCLARATION [4] PORTANT RECONNAISSANCE DU DROIT AU PAVILLON DES ÉTATS DÉPOURVUS DE LITTORAL MARITIME, BARCELONE, 20 AVRIL 1921.

ACCESSION.

SIAM [1] ... ... 29 novembre 1922.

---

[1] Le représentant du Siam auprès du Secrétariat de la Société des Nations a annoncé au Secrétaire général, par lettre du 26 décembre 1923, que sa lettre du 29 novembre 1922 doit être considérée comme un acte d'accession, produisant ses effets à partir de cette dernière date, à la Convention et Statut sur la liberté du transit, à la Convention et Statut sur le régime des voies navigables d'intérêt international, ainsi qu'au Protocole additionnel à la Convention sur le régime des voies navigables d'intérêt international (dans l'étendue indiquée sous la lettre *a)*, et à la Déclaration portant reconnaissance du droit au pavillon des Etats dépourvus de littoral maritime, signés à Barcelone le 20 avril 1921.

[2] Vol. VII, page 35 ; Vol. XI, page 406 et Vol. XV, page 306 de ce Recueil.

[3] Vol. VII, page 65 ; Vol. XI, page 406, et Vol. XV, page 308 de ce Recueil.

[4] Vol. VII, page 73 ; Vol. XI, page 410, et Vol. XV, page 308 de ce Recueil.

ACCESSION.

SIAM [1] ... ... November 29, 1922.

No. 172. — CONVENTION [2] AND STATUTE ON THE REGIME OF NAVIGABLE WATERWAYS OF INTERNATIONAL CONCERN, BARCELONA, APRIL 20, 1921.

RATIFICATION.

The following Member has effected the deposit of the deeds of ratification of this Convention on the date given below :

AUSTRIA ... ... November 15, 1923.

ACCESSION.

SIAM [1] ... ... November 29, 1922.

No. 173. — ADDITIONAL PROTOCOL [3] TO THE CONVENTION ON THE REGIME OF NAVIGABLE WATERWAYS OF INTERNATIONAL CONCERN, BARCELONA, APRIL 20, 1921.

RATIFICATION.

The following Member has effected the deposit of the deeds of ratification of this Protocol on the date given below :

AUSTRIA ... ... November 15, 1923.

ACCESSION (to the full extent indicated under paragraph *(a)* of the Protocol).

SIAM [1] ... ... November 29, 1922.

No. 174. — DECLARATION [4] RECOGNISING THE RIGHT TO A FLAG OF STATES HAVING NO SEA-COAST, BARCELONA, APRIL 20, 1921.

ACCESSION.

SIAM [1] ... ... November 29, 1922.

---

[1] The Representative of Siam accredited to the Secretariat of the League of Nations has informed the Secretary-General, by a letter dated December 26, 1923, that his letter of November 29, 1922, should be regarded as constituting an accession, effective as from the latter date, to the Convention and Statute on Freedom of Transit, the Convention and Statute on the Régime of Navigable Waterways of International Concern, the Additional Protocol to the Convention on the Regime of Navigable Waterways of International Concern (to the full extent indicated under paragraph *(a)*, and the Declaration recognising the Right to a Flag of States having no Sea-Coast, signed at Barcelona, April 20, 1921.

[2] Vol. VII, page 35 ; Vol. XI, page 407 ; and Vol. XV, page 307, of this Series.

[3] Vol. VII, page 65 ; Vol. XI, page 407 ; and Vol. XV, page 309, of this Series.

[4] Vol. VII, page 73 ; Vol. XI, page 411 ; and Vol. XV, page 309, of this Series.

No. 222. — CONVENTION INTERNATIONALE[1] DE L'OPIUM, SIGNÉE A LA HAYE LE 23 JANVIER 1912.

La ratification ci-après a été communiquée au Secrétariat de la Société des Nations par le Ministre des Pays-Bas à Berne et par le Ministre des Affaires étrangères d'Esthonie.

ÉTATS	Signatures du Protocole des Puissances non représentées à la Conférence de l'Opium.	Ratification de la Convention.	Signatures du Protocole relatif à la mise en vigueur de la Convention. (Dates de l'entrée en vigueur.)
Esthonie	—	20 avril 1923.	—

No. 238. — CONVENTION[2] ENTRE L'ALLEMAGNE ET LE DANEMARK RELATIVE AU TRANSFERT DE L'ADMINISTRATION JUDICIAIRE DANS LES TERRITOIRES DU SLESVIG SEPTENTRIONAL, SIGNÉE A COPENHAGUE, LE 12 JUILLET, 1921.

Présenté à l'enregistrement par le Consul d'Allemagne à Genève, le 19 *septembre* 1923.

No. 269. — CONVENTION[3] INTERNATIONALE POUR LA RÉPRESSION DE LA TRAITE DES FEMMES ET DES ENFANTS, OUVERTE A LA SIGNATURE A GENÈVE, DU 30 SEPTEMBRE 1921 AU 31 MARS 1922.

RATIFICATIONS.

Les Membres suivants ont effectué le dépôt des instruments de ratification aux dates ci-dessous :

TCHÉCOSLOVAQUIE ... ... 29 septembre 1923.
PORTUGAL . ... 1er décembre 1923.

A ajouter à la page 422 du Vol. IX, entre les représentants du Siam et de la Suisse :

SA MAJESTÉ LE ROI DE SUÈDE :

Son Excellence M. DE ADLERCREUTZ, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Berne.

No. 271. — CONVENTION[4] ENTRE L'ALLEMAGNE ET LA POLOGNE RELATIVE A LA HAUTE SILÉSIE, SIGNÉE A GENÈVE LE 15 MAI 1922, AVEC DÉCLARATION INTERPRÉTATIVE, SIGNÉE A OPPELN LE 3 JUIN 1922.

Présentée à l'enregistrement par le Consul d'Allemagne à Genève, le 19 *septembre* 1923.

[1] Vol. VIII, pages 187, 236 et suivantes; vol. XI, page 414 et vol. XV, page 310, de ce Recueil.
[2] Vol. VIII, page 397 de ce Recueil.
[3] Vol. IX, page 415 et vol. XV, page 310 de ce Recueil.
[4] Vol. IX, page 465 de ce Recueil.

No. 222. — INTERNATIONAL OPIUM CONVENTION [1], SIGNED AT THE HAGUE, JANUARY, 23, 1912.

The following ratification was communicated to the Secretariat of the League of Nations by the Netherlands Minister at Berne and by the Esthonian Minister for Foreign Affairs.

STATES	Signatures of the Protocol of signature of the Powers not represented at the Conference.	Ratification of the Convention.	Signatures of the Protocol respecting the putting into force of the Convention. (Dates of entry into force.)
Esthonia	—	April 20, 1923.	—

No. 238. — AGREEMENT [2] BETWEEN GERMANY AND DENMARK REGARDING THE TRANSFER OF THE ADMINISTRATION OF JUSTICE IN THE TERRITORIES OF NORTHERN SLESWIG, SIGNED AT COPENHAGEN, JULY 12, 1921.

Presented for registration by the German Consul at Geneva, September 19, 1923.

No. 269. — INTERNATIONAL CONVENTION [3] FOR THE SUPPRESSION OF THE TRAFFIC IN WOMEN AND CHILDREN, OPENED FOR SIGNATURE AT GENEVA FROM SEPTEMBER 30, 1921, TO MARCH 31, 1922.

RATIFICATIONS.

The following Members have effected the deposit of the instruments of ratification on the dates given below :

CZECHOSLOVAKIA ... ... September 29, 1923.
PORTUGAL . ... December 1, 1923.

On page 423 of Vol. IX the following to be inserted between the Representatives of Siam and Switzerland :

HIS MAJESTY THE KING OF SWEDEN :

His Excellency M. DE ADLERCREUTZ, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at Berne.

No. 271. — CONVENTION [4] BETWEEN GERMANY AND POLAND RELATING TO UPPER SILESIA, SIGNED AT GENEVA, MAY 15, 1922, TOGETHER WITH INTERPRETATIVE DECLARATION, SIGNED AT OPPELN, JUNE 3, 1922.

Presented for registration by the German Consul at Geneva, September 19, 1923.

[1] Vol. VIII, pages 187, 236 and following; Vol. XI, page 414 and Vol. XV, page 310, of this Series.
[2] Vol. VIII, page 397, of this Series.
[3] Vol. IX, page 415, and Vol. XV, page 311, of this Series.
[4] Vol. IX, page 465, of this Series.

No. 272. — CONVENTION [1] GERMANO-POLONAISE CONCERNANT LA CIRCULATION DES CHÈQUES POSTAUX, SIGNÉE A GENÈVE LE 15 MAI 1922.

Présentée à l'enregistrement par le Consul d'Allemagne à Genève, le 19 *septembre* 1923.

No. 273. — CONVENTION [2] GERMANO-POLONAISE RELATIVE AUX GARES-FRONTIÈRE DE JONCTION COMPORTANT DES BUREAUX DE DOUANES ET DE PASSEPORTS ALLEMANDS ET POLONAIS AINSI QU'AUX DROITS ET DEVOIRS DES FONCTIONNAIRES AFFECTÉS AU SERVICE DU TRANSIT PRIVILÉGIÉ ET DU PASSAGE DE LA FRONTIÈRE PAR CHEMIN DE FER, SIGNÉE A GENÈVE, LE 15 MAI 1922.

Présentée à l'enregistrement par le Consul d'Allemagne à Genève, le 19 *septembre* 1923.

No. 274. — TRAITÉ [3] ENTRE L'ALLEMAGNE ET LE DANEMARK, RELATIF AU RÈGLEMENT DES QUESTIONS SOULEVÉES PAR SUITE DU TRANSFERT AU DANEMARK DE LA SOUVERAINETÉ SUR LES TERRITOIRES DU SLESVIG SEPTENTRIONAL, SIGNÉ A COPENHAGUE, LE 10 AVRIL 1922.

Présenté à l'enregistrement par le Consul d'Allemagne à Genève, le 19 *septembre* 1923.

No. 320. — TRAITÉ [4] D'ARBITRAGE ET DE CONCILIATION ENTRE LA CONFÉDÉRATION SUISSE ET LE REICH ALLEMAND, SIGNÉ A BERNE LE 3 DÉCEMBRE 1921.

Présenté à l'enregistrement par le Consul d'Allemagne à Genève, le 19 *septembre* 1923.

No. 346. — TRAITÉ [5] ENTRE LE ROYAUME DES PAYS-BAS ET LE REICH ALLEMAND AU SUJET DE L'EXHAUSSEMENT DE L'ANCIENNE EMBOUCHURE DU RHIN PRÈS DE LOBITH, SIGNÉ A BERLIN LE 29 AOUT 1918, AVEC PROTOCOLE ADDITIONNEL SIGNÉ A BERLIN LE 5 JUILLET 1921.

Présenté à l'enregistrement par le Consul d'Allemagne à Genève, le 19 *septembre* 1923.

No. 355. — ARRANGEMENT [6] RELATIF A LA DÉLIVRANCE DES CERTIFICATS D'IDENTITÉ AUX RÉFUGIÉS RUSSES, SIGNÉ A GENÈVE LE 5 JUILLET 1922.

Adopté par

La CHINE ... ... 29 novembre 1923.

---

[1] Vol. X, page 7 de ce Recueil.

[2] Vol. X, page 37 de ce Recueil.

[3] Vol. X, page 73 de ce Recueil.

[4] Vol. XII, page 271 de ce Recueil.

[5] Vol. XIII, page 41 de ce Recueil.

[6] Vol. XIII, page 237 et vol. XV, page 322, de ce Recueil.

No. 272. — GERMAN-POLISH AGREEMENT [1] WITH REGARD TO THE POSTAL CHEQUE SERVICE, SIGNED AT GENEVA, MAY 15, 1922.

Presented for registration by the German Consul at Geneva, September 19, 1923.

No. 273. — GERMAN-POLISH CONVENTION [2] RELATING TO FRONTIER RAILWAY STATIONS POSSESSING BOTH GERMAN AND POLISH CUSTOMS OR PASSPORT OFFICES, AND TO THE RIGHTS AND DUTIES OF OFFICIALS OF THE PRIVILEGED TRANSIT AND RAILWAY THROUGH TRAFFIC, SIGNED AT GENEVA, MAY 15, 1922.

Presented for registration by the German Consul at Geneva, September 19, 1923.

No. 274. — TREATY [3] BETWEEN DENMARK AND GERMANY CONCERNING THE SETTLEMENT OF QUESTIONS ARISING OUT OF THE TRANSFER TO DENMARK OF THE SOVEREIGNTY OVER NORTH SLESWIG, SIGNED AT COPENHAGEN, APRIL 10, 1922.

Presented for registration by the German Consul at Geneva, September 19, 1923.

No. 320. — TREATY [4] OF ARBITRATION AND CONCILIATION BETWEEN THE SWISS CONFEDERATION AND THE GERMAN REICH, SIGNED AT BERNE, DECEMBER 3, 1921.

Presented for registration by the German Consul at Geneva, September 19, 1923.

No. 346. — TREATY [5] BETWEEN THE KINGDOM OF THE NETHERLANDS AND THE GERMAN REICH REGARDING THE RAISING OF THE FORMER MOUTH OF THE OLD RHINE NEAR LOBITH, SIGNED AT BERLIN, AUGUST 29, 1918, TOGETHER WITH ADDITIONAL PROTOCOL, SIGNED AT BERLIN, JULY 5, 1921.

Presented for registration by the German Consul at Geneva, September 19, 1923.

No. 355. — ARRANGEMENT [6] WITH REGARD TO THE ISSUE OF CERTIFICATES OF IDENTITY TO RUSSIAN REFUGEES, SIGNED AT GENEVA, JULY 5, 1922.

Adopted by

CHINA ... ... November 29. 1923.

---

[1] Vol. X, page 7, of this Series.
[2] Vol. X, page 37, of this Series.
[3] Vol. X, page 73, of this Series.
[4] Vol. XII, page 271, of this Series.
[5] Vol. XIII, page 41, of this Series.
[6] Vol. XIII, page 237 and Vol XV, page 322, of this Series.

ルコトヲ條件トシテ日本國政府ハ西暦一八九五年四月一日以後丁抹國相當官憲ヨリ發給セラレタル船舶積量測度ニ關スル證書ヲ承認シ右ノ證書ヲ有スル丁抹船舶ニ對シ日本國版圖内及其ノ管治スル地域ニ於テ積量ノ再測度ヲ免除致ス可ク右及通報候此段申進旁本大臣ハ茲ニ重テ閣下ニ向テ敬意ヲ表シ候　敬具

大正十一年五月十七日

外務大臣伯爵　内田康哉

東京駐劄

丁抹國特命全權公使　エム、ニールス、ヘスト　閣下

No. 376. — ÉCHANGE DE NOTES[1] ENTRE LES GOUVERNEMENTS DANOIS ET JAPONAIS RELATIVEMENT A LA RECONNAISSANCE MUTUELLE DES LETTRES DE JAUGE. TOKIO, LES 17, 19 ET 22 MAI 1922.

Texte officiel japonais de la note No. 17 du 17 mai 1922, communiqué par le Ministre de Danemark à Berne, le 16 octobre 1923. Pour les traductions en anglais et en français de cette note, voir vol. XIV, pages 247-251 de ce Recueil.

No. 376. — EXCHANGE OF NOTES[1] BETWEEN THE DANISH AND JAPANESE GOVERNMENTS REGARDING THE MUTUAL RECOGNITION OF TONNAGE CERTIFICATES. TOKIO, MAY 17, 18 AND 22, 1922.

Japanese official text of the Note No. 17 of May 17, 1922, communicated by the Minister for Denmark at Berne. For the English and French translations of this Note, see Vol. XIV, pages 247-251 of this Series.

TEXTE JAPONAIS. — JAPANESE TEXT.

通總普通第一七號

以書翰致啓上候陳者日本國政府及丁抹國
政府間船舶積量測度證書互認ノ件ニ關シ
五月十七日附貴翰ヲ以テ御聲明ノ趣致敬
承候船舶積量測度ニ關スル丁抹國現行法
規ハ日本國現行法規ト實質ニ於テ一致ス
ルモノト認メラルルニ付丁抹國政府カ大
正三年（西暦一九一四年）十月一日以後
日本國相當官憲ヨリ發給セラレタル船舶
積量測度ニ關スル證書ヲ承認シ右證書ヲ
有スル日本船舶ニ對シ丁抹版圖內及其管
治スル地域ニ於テ積量ノ再測度ヲ免除ス

[1] Vol. XIV, page 247 de ce Recueil.

[1] Vol. XIV, page 247 of this Series.

No. 377. — CONVENTION TÉLÉGRAPHIQUE [1] ENTRE L'ALLEMAGNE ET LE DANEMARK, SIGNÉE A COPENHAGUE LE 30 DÉCEMBRE 1919, A BERLIN LE 30 AOUT 1920.

Présentée à l'enregistrement par le Consul d'Allemagne à Genève, le 19 septembre 1923.

No. 412. — AGREEMENT [2] BETWEEN THE BRITISH AND JAPANESE GOVERNMENTS RESPECTING THE TONNAGE MEASUREMENT OF MERCHANT SHIPS AND EXCHANGE OF NOTES RELATING THERETO. LONDON, NOVEMBER 30, 1922.

Nouvel Echange de notes, communiqué par le Ministère des Affaires étrangères de Sa Majesté Britannique le 6 octobre 1923.

JAPANESE EMBASSY,
No. 92.
(F 2276/194/23.)

LONDON, *July* 27, 1923.

MY LORD MARQUESS,

I have the honour to inform Your Lordship under instructions from the Minister for Foreign Affairs that the Japanese Government will not abrogate without notifying to the British Government the intention of so doing at least three months previous to the date of abrogation the Ordinances mentioned below which have been enacted in order to carry into effect within Japanese territory and in localities under the control of Japan the provisions of the Anglo-Japanese Tonnage Measurement Agreement concluded on November 30, 1922, provided that the British Government will not abrogate without a similar previous notification to the Japanese Government the Japanese Tonnage Order, 1923.

(1) The Ordinance No. 52, 1923, of the Ministry of Communications.
(2) The Ordinance No. 54, 1923, of the Government-General of Formosa.
(3) The Ordinance No. 87, 1923, of the Government-General of Chosen.
(4) The Ordinance No. 29, 1923, of the Government of Kwantung.

I have the honour to be, with the highest consideration, My Lord Marquess,
Your Lordship's most obedient humble Servant,

(Signed) HAYASHI.

The Most Honourable
The Marquess CURZON OF KEDLESTON, K.G., G.C.S.I., G.C.I.E.,
Secretary of State for Foreign Affairs,
Foreign Office, S.W. 1.

---

[1] Vol. XIV, page 257 de ce Recueil.
[2] Vol. XVI, page 207 de ce Recueil.

No. 377. — TELEGRAPHIC CONVENTION [1] BETWEEN DENMARK AND GERMANY, SIGNED AT COPENHAGEN, DECEMBER 30, 1919, AT BERLIN, AUGUST 30, 1920.

Presented for registration by the German Consul at Geneva, September 19, 1923.

No. 412. — ACCORD [2] ENTRE LES GOUVERNEMENTS BRITANNIQUE ET JAPONAIS AU SUJET DU JAUGEAGE DES NAVIRES DE COMMERCE ET ÉCHANGE DE NOTES Y RELATIF, LONDRES LE 30 NOVEMBRE 1922.

Further exchange of notes, communicated by His Britannic Majesty's Foreign Office, October 6, 1923.

---

[3] TRADUCTION. — TRANSLATION.

AMBASSADE DU JAPON.
N° 92.
F. 2276/194/23.

LONDRES, *le 27 juillet* 1923.

MONSIEUR LE MARQUIS,

J'ai l'honneur de faire connaître à Votre Seigneurie, selon les instructions reçues du Ministre des Affaires étrangères, que le Gouvernement japonais n'abrogera pas, sans notifier au Gouvernement britannique son intention à ce sujet trois mois au moins avant la date d'abrogation, les ordonnances ci-dessous, édictées en vue de donner effet, sur le territoire japonais et dans les localités relevant du Japon, aux dispositions de l'Accord anglo-japonais sur la détermination du tonnage (Anglo Japanese Tonnage Measurement Agreement), conclu le 30 novembre 1922 ; à la condition toutefois, que le Gouvernement britannique n'abroge pas le règlement japonais sur le tonnage, de 1923 (Japanese Tonnage Order) sans adresser au préalable une notification analogue au Gouvernement japonais :

1. Ordonnance N° 52, 1923, du Ministère des Communications.
2. Ordonnance N° 54, 1923, du Gouvernement général de Formose.
3. Ordonnance N° 87, 1923, du Gouvernement général du Chosen.
4. Ordonnance N° 29, 1923, du Gouvernement du Kouantoung.

(Signé) HAYASHI.

Monsieur le Marquis
CURZON OF KEDLESTON, K.G., G.C.S.I., G.C.I.E.,
Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères,
Foreign Office, S. W. 1.

---

[1] Vol. XIV, page 257, of this Series.

[2] Vol. XVI, page 207, of this Series.

[3] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

[3] Translated by the Secretariat of the League of Nations.

FOREIGN OFFICE, S. W. 1.
No. F. 2276/194/23.

July 27, 1923.

YOUR EXCELLENCY,

With reference to Your Excellency's note of to-day's date, I have the honour to inform you that His Majesty's Government will not abrogate without giving at least three months, previous notice of such intention to the Japanese Government the Japanese Tonnage Order, 1923, enacted on February 12, 1923, in consequence of the conclusion of the Anglo-Japanese Tonnage Measurement Agreement signed at London, November 30, 1922, and for the purpose of carrying into effect the provisions of that agreement in any place within His Majesty's Dominions or under His Britannic Majesty's protection or control, provided that the Japanese Government will not abrogate without a similar previous notification to the British Government the following Ordinances :

(1) The Ordinance No. 52, 1923, of the Ministry of Communications ;
(2) The Ordinance No. 54, 1923, of the Government-General of Formosa ;
(3) The Ordinance No. 87, 1923, of the Government-General of Chosen ;
(4) The Ordinance No. 29, 1923, of the Government of Kwantung.

I have the honour to be, with highest consideration,
Your Excellency's obedient Servant,

(Signed) CURZON OF KEDLESTON.

His Excellency
Baron GONSUKE HAYASHI, G.C.V.O.,
etc., etc., etc.

No. 23 *a*. — CONVENTION[1] POUR L'AMÉLIORATION DU SORT DES BLESSÉS ET MALADES DANS LES ARMÉES EN CAMPAGNE, SIGNÉE A GENÈVE, LE 6 JUILLET 1906.

ADHÉSIONS.

ALBANIE.

Communiquée par le Conseil Fédéral Suisse le 21 *septembre* 1923.

BERNE, *le* 19 *septembre* 1923.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Pour faire suite à la note circulaire du 13 septembre 1922, nous avons l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que, dans le délai d'un an prévu par l'article 32, al. 3, de la Convention signée à Genève, le 6 juillet 1906, pour l'amélioration du sort des blessés et malades

[1] Vol. XI, page 440, vol. XV, page 326 de ce Recueil.

FOREIGN OFFICE, S. W. 1.
N° F. 2276/194/23.

27 juillet 1923.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

En réponse à la note de Votre Excellence datée d'aujourd'hui, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le Gouvernement de Sa Majesté n'abrogera pas, sans notifier son intention à ce sujet au Gouvernement japonais au moins trois mois au préalable, le règlement japonais de 1923, sur le tonnage, édicté le 12 février 1923 à la suite de la conclusion de l'accord anglo-japonais, signé à Londres le 30 novembre 1922, pour la détermination du tonnage, règlement qui a pour objet de donner effet aux dispositions du dit accord en tout lieu situé soit dans les Dominions de Sa Majesté, soit sous la protection ou le contrôle de Sa Majesté Britannique; à la condition, toutefois, que le Gouvernement japonais n'abroge pas les ordonnances ci-dessous sans adresser au préalable une notification analogue au Gouvernement britannique :

1. Ordonnance N° 52, 1923, du Ministère des Communications.
2. Ordonnance N° 54, 1923, du Gouvernement général de Formose.
3. Ordonnance N° 87, 1923, du Gouvernement général du Chosen.
4. Ordonnance N° 29, 1923, du Gouvernement du Kouantoung.

(Signé) CURZON OF KEDLESTON.

Son Excellence
M. le Baron GONSUKE HAYASHI, G.C.V.O.,
etc., etc., etc.

No. 23 *a*. — CONVENTION[1] FOR THE AMELIORATION OF THE CONDITION OF THE SICK AND WOUNDED OF ARMIES IN THE FIELD, SIGNED AT GENEVA, JULY 6, 1906.

ADHESIONS.

ALBANIA.

Communicated by the Swiss Federal Council, September 21, 1923.

[2] TRADUCTION. — TRANSLATION.

BERNE, *September* 19, 1923.

YOUR EXCELLENCY,

Following upon our circular letter of September 13, 1922, we have the honour to inform Your Excellency that during the period of one year fixed by Article 32, paragraph 3, of the Convention signed at Geneva on July 6, 1906, for the amelioration of the condition of the sick and wounded

---

[1] Vol. XI, page 440, Vol. XV, page 326, of this Series.

[2] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

[2] Translated by the Secretariat of the League of Nations.

dans les armées en campagne, aucune opposition ne nous a été signifiée contre l'adhésion de l'Albanie à cette Convention.

En conséquence, l'adhésion de l'Albanie est devenue définitive dès le 13 septembre 1923.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre l'assurance de notre haute considération.

Au nom du Conseil fédéral suisse :

Le Président de la Confédération,
(Signé) SCHEURER.

Le Chancelier de la Confédération,
(Signé) STEIGER.

Son Excellence
Monsieur le Ministre des Affaires étrangères.

EGYPTE.

Communiquée par le Conseil Fédéral Suisse le 20 décembre 1923.

BERNE, *le 17 décembre* 1923.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Par note du 16 octobre 1922, le Ministère des Affaires étrangères d'Egypte nous a fait connaître le désir de cet Etat d'adhérer à la Convention, signée à Genève le 6 juillet 1906, pour l'amélioration du sort des blessés et malades dans les armées en campagne.

Cette adhésion est donnée, « sous la réserve que l'emblème de l'Egypte consistera en un croissant rouge sur fond blanc, dont les deux pointes (bouts) seront tournées de gauche à droite, vues de face, ou de droite à gauche sur le brassard du volontaire ».

La demande d'adhésion de l'Egypte ne produira effet, conformément aux termes de l'article 32, alinéa 3, de cet Acte international, que si, dans un délai d'un an à partir de la présente notification, le Conseil Fédéral Suisse n'a reçu d'opposition de la part d'aucune des Puissances contractantes.

En portant ce qui précède à la connaissance de Votre Excellence, nous saisissons cette occasion pour vous renouveler, Monsieur le Ministre, l'assurance de notre haute considération.

Au nom du Conseil fédéral suisse :

Le Président de la Confédération,
(Signé) SCHEURER.

Le Chancelier de la Confédération,
(Signé) STEIGER.

Son Excellence
Monsieur le Ministre des Affaires étrangères.

of armies in the field, we have received no notification of any objection to the adherence of Albania to this Convention.

Therefore, the adherence of Albania has become definitive as from September 13, 1923.

I have the honour, etc.

For the Swiss Federal Council :

(Signed) SCHEURER,
President of the Confederation.

(Signed) STEIGER,
Chancellor of the Confederation.

His Excellency
The Minister for Foreign Affairs.

EGYPT.

Communicated by the Swiss Federal Council, December 20, 1923.

BERNE, *December* 17, 1923.

YOUR EXCELLENCY,

In a note dated October 16, 1922, the Egyptian Minister for Foreign Affairs notified us of his country's desire to accede to the Convention for the amelioration of the condition of the sick and wounded of armies in the field, which was signed at Geneva on July 6, 1906.

This adhesion is given " subject to the reservation that the Egyptian emblem shall consist of a red crescent on a white ground, with the two horns (points) facing towards the right, when seen from the front, or facing towards the left on the brassards of the personnel ".

Under Article 32, paragraph 3, of this international Act, Egypt's request to adhere shall only be effective if, within a period of one year from the present notification, the Swiss Federal Council has not been advised of any opposition on the part of any of the Contracting Powers.

We have the honour to be, etc.

For the Swiss Federal Council :

(Signed) SCHEURER,
President of the Confederation.

(Signed) STEIGER,
Federal Chancellor.

To His Excellency
The Minister for Foreign Affairs.

No. 24 *a.* — CONVENTION INTERNATIONALE[1] SUR L'INTERDICTION DE L'EMPLOI DU PHOSPHORE BLANC (JAUNE) DANS L'INDUSTRIE DES ALLUMETTES, SIGNÉE A BERNE LE 26 SEPTEMBRE 1906.

ADHÉSION.

CHINE.

Communiquée par le Conseil Fédéral Suisse, le 17 décembre 1923.

BERNE, *le 12 décembre 1923.*

MONSIEUR LE MINISTRE,

Nous avons l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence qu'en date du 6 décembre 1923, la Légation de Chine à Berne nous a notifié, conformément à l'article 5 de la Convention internationale du 26 septembre 1906 sur l'interdiction de l'emploi du phosphore blanc (jaune) dans l'industrie des allumettes, l'adhésion de la Chine à ladite Convention. Ci-joint nous remettons à Votre Excellence une copie de la note de la Légation de Chine.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de notre haute considération.

Au nom du Conseil Fédéral Suisse :

Le Président de la Confédération,
(Signé) SCHEURER.

Le Chancelier de la Confédération,
(Signé) STEIGER.

Son Excellence
Monsieur le Ministre des Affaires étrangères.

BERNE, *le 6 décembre 1923.*

MONSIEUR LE CHANCELIER,

Par un télégramme de mon Gouvernement, je suis chargé de communiquer au Conseil fédéral suisse l'adhésion de la République de Chine à la Convention internationale de Berne de 1906 sur l'emploi du phosphore blanc (jaune) dans la fabrication des allumettes.

En portant à votre connaissance ce qui précède, j'ai l'honneur de vous informer que cette décision de mon Gouvernement a été précédée d'un décret, publié par le Ministère de l'Agriculture et du Commerce en date du 30 janvier 1923, qui prescrit l'interdiction de l'emploi du phosphore blanc dans l'industrie des allumettes et qui prévoit également la date de mise en vigueur de cette interdiction pour le 1er janvier de la 14e année de la République, soit 1925. En outre, les autorités

---

[1] Vol. XI, page 446, vol. XV, page 330 de ce Recueil.

No. 24 *a*. — INTERNATIONAL CONVENTION [1] PROHIBITING THE USE OF WHITE (YELLOW) PHOSPHORUS IN THE MANUFACTURE OF MATCHES, SIGNED AT BERNE, SEPTEMBER 26, 1906.

ADHESION.

CHINA.

Communicated by the Swiss Federal Council, December 17, 1923.

[2] TRADUCTION. — TRANSLATION.

BERNE, *December* 12, 1923.

YOUR EXCELLENCY,

We have the honour to inform you that, on December 6, 1923, the Chinese Legation at Berne notified us, in accordance with Article 5 of the International Convention of September 26, 1906, on the prohibition of the use of white (yellow) phosphorus in the manufacture of matches, of the adhesion of China to this Convention. We send you herewith a copy of the note of the Chinese Legation.

We have the honour to be, etc.

On behalf of the Swiss Federal Council :

The President of the Confederation,
(Signed) SCHEURER.

Chancellor of the Confederation,
(Signed) STEIGER.

His Excellency
the Minister for Foreign Affairs.

BERNE, *December* 6, 1923.

MONSIEUR LE CHANCELIER,

I have received telegraphic instructions from my Government to inform the Swiss Federal Council of the adhesion of the Chinese Republic to the International Berne Convention of 1906 on the prohibition of the use of white (yellow) phosphorus in the manufacture of matches.

In bringing the foregoing to your notice, I have the honour to inform you that this decision of my Government was preceded by a decree, promulgated by the Ministry of Agriculture and Commerce on January 30, 1923, which prohibits the use of white phosphorus in the manufacture of matches, and also fixes the date of the entry into force of this prohibition as January 1 of the fourteenth year of the Republic, *i. e.*, 1925. Further, the authorities concerned have been

---

[1] Vol. XI, page 446, Vol. XV, page 330, of this Series.

[2] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

[2] Translated by the Secretariat of the League of Nations.

compétentes sont chargées d'ordonner, de temps à autre, des restrictions ou l'interdiction de l'importation et de la vente du phosphore blanc.

Veuillez agréer, Monsieur le Chancelier, l'assurance de ma haute considération.

(Signé) J. R. LOU TSENG-TSIANG.

Monsieur A. STEIGER,
Chancelier de la Confédération suisse,
Berne.

Pour copie certifiée conforme :
BERNE, le 12 décembre 1923.
Le Chancelier de la Confédération,
(Signé) STEIGER.

No. 26 *a.* — PROTOCOLE FINAL DE LA CONFÉRENCE INTERNATIONALE DE 1886 CONCERNANT L'UNITÉ TECHNIQUE DES CHEMINS DE FER, SIGNÉ A BERNE, LE 15 MAI 1886, MODIFIÉ LE 18 MAI 1907[1] ET LE 14 DÉCEMBRE 1912.

ADHÉSION

DU TERRITOIRE DU BASSIN DE LA SARRE,

Communiquée par le Conseil Fédéral Suisse, le 19 *novembre* 1923.

BERNE, *le* 16 *novembre* 1923.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Nous avons l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que, par notes des 17 juillet et 10 novembre de cette année, la Commission de gouvernement du territoire du Bassin de la Sarre nous a adressé une demande d'accession à la Convention internationale concernant l'unité technique des chemins de fer, du 18 mai 1907, complétée par le Protocole final de la Convention internationale, signé à Berne le 14 décembre 1912, et à la Convention internationale du 15 mai 1886 concernant la fermeture des wagons devant passer en douane, de même qu'au Protocole relatif à cette Convention, signé à Berne, le 18 mai 1907.

Conformément à l'article VI du Protocole du 18 mai 1907 concernant l'unité technique des chemins de fer, l'accession du Territoire de la Sarre à cette Convention est parfaite dès sa notification. Nous prions Votre Excellence de vouloir bien en prendre acte.

En ce qui concerne, par contre, la Convention sur la fermeture des wagons devant passer en douane, il est nécessaire, conformément aux précédents posés en la matière, pour que l'accession du Territoire de la Sarre devienne définitive, que les Parties contractantes donnent leur agrément à cette adhésion. Dans ces conditions, nous serions obligés à Votre Excellence de vouloir bien faire part de la détermination de son Gouvernement sur la demande d'accession de la Commission de Gouvernement du Territoire de la Sarre à la Convention concernant la fermeture des wagons devant passer en douane.

---

[1] Vol. XI, page 458, vol. XV, page 332, de ce Recueil.

instructed to issue orders from time to time restricting or prohibiting the importation and sale of white phosphorus.

I have the honour to be, etc.,

(Signed) J. R. LOU TSENG-TSIANG.

M. A. STEIGER,
Chancellor of the Swiss Confederation,
Berne.

No. 26 *a.* — FINAL PROTOCOL [1] OF THE INTERNATIONAL CONFERENCE OF 1886 REGARDING THE TECHNICAL STANDARDISATION OF RAILWAYS, SIGNED AT BERNE, MAY 15, 1886, AMENDED MAY 18, 1907, AND DECEMBER 14, 1912.

ADHESION

OF THE SAAR BASIN TERRITORY.

Communicated by the Swiss Federal Council, November 19, 1923.

[2] TRADUCTION. — TRANSLATION.

BERNE, *November* 16, 1923.

YOUR EXCELLENCY,

We have the honour to inform Your Excellency that in its Notes dated July 17 and November 10, 1923, the Governing Commission of the Saar Basin has addressed to us a request to be allowed to accede to the International Convention of May 18, 1907, concerning the technical standardisation of railways, completed by the Final Protocol of the International Convention signed at Berne December 14, 1912, and to the International Convention of May 15, 1886, regarding the sealing of railway trucks subject to Customs inspection, as well as the Protocol to this Convention signed at Berne on May 18, 1907.

In conformity with Article VI of the Protocol of May 18, 1907, concerning the technical standardisation of railways, the accession of the Saar Territory is to be regarded as operative as from its notification. We beg Your Excellency to be good enough to note this.

On the other hand, as regards the Convention concerning the sealing of railway trucks subject to Customs inspection, in order that the accession of the Saar Territory may become final, the Contracting Parties must, in conformity with the precedent established in this matter, signify their approval of this adherence. In these circumstances, we should be grateful if Your Excellency would kindly communicate the decision of your Government regarding the Saar Territory Governing Commission's request to be allowed to adhere to the Convention concerning the sealing of railway trucks subject to Customs inspection.

---

[1] Vol. XI, page 458, Vol. XV, page 332, of this Series.

[2] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

[2] Translated by the Secretariat of the League of Nations.

Dans sa note, la Commission a ajouté que son adhésion « pourrait, semble-t-il, être admise dans les mêmes conditions que celles qui ont été adoptés pour le présent ou seront adoptés pour l'avenir pour l'adhésion du Territoire de la Sarre à la Convention internationale sur le transport de marchandises par chemin de fer.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de notre haute considération.

Au nom du Conseil fédéral suisse :

Le Président de la Confédération,
SCHEUERER.

Le Chancelier de la Confédération,
STEIGER.

No. 36 *a*. — PROTOCOLE FINAL[1] DE LA CONFÉRENCE INTERNATIONALE DE 1886 CONCERNANT LA FERMETURE DES WAGONS DEVANT PASSER EN DOUANE, SIGNÉ A BERNE LE 15 MAI 1886, ET PROTOCOLE ADDITIONNEL[2] DU 18 MAI 1907.

ADHÉSION

DU TERRITOIRE DU BASSIN DE LA SARRE.

Communiquée par le Conseil Fédéral Suisse, le 19 *novembre* 1923.

(Voir plus haut, N° 26 a, page 296.)

---

[1] Vol. XI, page 470, vol. XV, page 338 de ce Recueil.

In its Note the Commission added that its adherence might apparently be admitted under the same conditions as those now adopted or to be adopted in the future for the adherence of the Saar Territory to the International Convention on the transport of goods by rail.

I have the honour, etc.,

On behalf of the Swiss Federal Council :

(Signed) SCHEURER,
President of the Confederation.

(Signed) STEIGER,
Chancellor of the Confederation.

No. 36 *a.* — FINAL PROTOCOL [1] OF THE INTERNATIONAL CONFERENCE OF 1886 REGARDING THE SEALING OF RAILWAY TRUCKS SUBJECT TO CUSTOMS INSPECTION, SIGNED AT BERNE, MAY 15, 1886, AND ADDITIONAL PROTOCOL [1] OF MAY 18, 1907.

ADHESION

OF THE SAAR BASIN TERRITORY.

Communicated by the Swiss Federal Council, November 19, 1923.

(See above, No. 26 *a, page* 297.*)*

---

[1] Vol. XI, page 470, vol. XV, page 338, of this Series.

ERRATA.

Volume III.

Ligne 14 (première colonne), page 231, lire :
nationalité tchécoslovaque etc.

Volume V.

Lignes 28 et 29, page 264, lire :
... précédant le jugement, pour l'éventualité d'un renvoi à la première instance.

Dernière ligne, page 264, lire :
... aux demandes à présenter par anticipation.

Ligne 16, page 266, lire :
... en matière de sommation...

Volume XI.

Ligne 8, page 377, lire :
Universal Postal Convention

Ligne 26, page 432, lire :

Inde	27 mars	1922

Ligne 28, page 433, lire :

India	March 27,	1922

Volume XII.

Ligne 39, page 80, lire :
[2] De Martens, Nouveau Recueil Général de Traités, deuxième série, tome XXII, page 517.

Ligne 41, page 80, lire :
[4] De Martens, Nouveau Recueil Général de Traités, deuxième série, tome XXX, page 184.

Ligne 4, page 351, lire :

D'IRLANDE ET DANEMARK

Ligne 15, page 351, lire :

IRELAND AND DENMARK

Volume III.

Line 14 (first column), page 231, read :
nationalité tchécoslovaque etc.

Volume V.

Lines 28 and 29, page 264. read :
... précédant le jugement, pour l'éventualité d'un renvoi à la première instance.

Last line, page 264, read :
... aux demandes à présenter par anticipation.

Line 16, page 266, read :
... en matière de sommation...

Volume XI.

Line 8, page 377, read :
Universal Postal Convention

Line 26, page 432, read :

Inde	27 mars	1922

Line 28, page 433, read :

India	March 27,	1922

Volume XII.

Line 39, page 80, read :
[2] De Martens, Nouveau Recueil Général de Traités, deuxième série, tome XXII, page 517.

Line 41, page 80, read :
[4] De Martens, Nouveau Recueil Général de Traités, deuxième série, tome XXX, page 184.

Line 4, page 351, read :

D'IRLANDE ET DANEMARK

Line 15, page 351, read :

IRELAND AND DENMARK

Volume XIII.

Ligne 14, page 396, lire :
23/29 décembre 1920,

Ligne 13, page 397, lire :
December 23/29, 1920,

Volume XV.

Ligne 32, page 30, lire :
[3] De Martens, Nouveau Recueil Général de Traités, deuxième série, tome XXX, page 184.

Ligne 9, page 282, lire :
Communicated by His Britannic Majesty's Foreign Office.

Ligne 3, page 292, lire :
30 NOVEMBRE 1920.

Ligne 6, page 298, lire :
Britannique le 13 *janvier* 1923.

Volume XIII.

Line 14, page 396, read :
23/29 décembre 1920,

Line 13, page 397, read :
December 23/29, 1920,

Volume XV.

Line 32, page 30, read :
[3] De Martens, Nouveau Recueil Général de Traités, deuxième série, tome XXX, page 184.

Line 9, page 282, read :
Communicated by His Britannic Majesty's Foreign Office.

Line 3, page 292, read :
30 NOVEMBRE 1920.

Line 6, page 298, read :
Britannique le 13 *janvier* 1923.

Imprimé
pour la " SOCIÉTÉ DES NATIONS "
par les
IMPRIMERIES RÉUNIES S. A.
Lausanne (Suisse).

Printed
for the "LEAGUE OF NATIONS"
by
IMPRIMERIES RÉUNIES S. A.
Lausanne (Switzerland)

SOCIÉTÉ DES NATIONS

Recueil des Traités et des Engagements Internationaux enregistrés par le Secrétariat de la Société des Nations.

LEAGUE OF NATIONS

Treaty Series

Publication of Treaties and International Engagements Registered with the Secretariat of the League of Nations.

SOCIÉTÉ DES NATIONS

Recueil des Traités

et des Engagements Internationaux enregistrés par le Secrétariat de la Société des Nations.

VOLUME XIX **1923** **NUMÉRO 4**

Index N° 5 (Volumes XVI à XIX)

TABLE DES MATIÈRES

Pages

1. — Index chronologique des Traités 307
2. — Accords généraux internationaux (ordre chronologique) 317
3. — Index alphabétique (pays et sujets) 321

LEAGUE OF NATIONS

Treaty Series

Publication of Treaties and International Engagements registered with the Secretariat of the League of Nations.

VOLUME XIX **1923** **NUMBER 4**

Index No. 5 (Volumes XVI—XIX)

TABLE OF CONTENTS

Pages

1. — Chronological Index of Treaties 359
2. — General International Agreements (Chronological Order) 369
3. — Alphabetical Index (Countries and Subjects) 373

Index des volumes XVI à XIX

1. — Index chronologique des Traités.
2. — Accords généraux internationaux (ordre chronologique).
3. — Index alphabétique (pays et sujets).

N. B. — On a estimé qu'il valait mieux établir séparément un index des accords généraux internationaux, que de faire figurer chacun de ces accords séparément sous le nom de chaque pays signataire. Les accords internationaux, non plus que les accessions ou dénonciations s'y rapportant, ne figurent donc au nom des pays dans l'index alphabétique. Néanmoins, on trouvera des références à ces accords tant dans la table chronologique que dans l'Index alphabétique, par sujets.

EXPLICATION DES RENVOIS

Dans cette table, les chiffres romains renvoient aux volumes ; les chiffres arabes aux pages des volumes.

Exemple : XVII : 50 = Volume XVII : page 50.

ABRÉVIATIONS

Addit.	=	additionnel.
Art.	=	article.
Prov.	=	provisoire.
Suppl.	=	supplémentaire.

INDEX CHRONOLOGIQUE

		Enregistrement Date et N°	Vol.	Pages.
1883				
Dec. 14/31 .. Grande-Bretagne / Danemark — Convention suppl. concernant l'Islande	Convention anglo-danoise des 22 avril/16 mai 1871. Mandats-poste. Abrogation : Notes en date des 28 sept. et 12 déc. 1921.. .. (Errata : XIX : 301.)	No. 326		

Voir aussi : INDEX N° 4 : 1921, 28 sept. / 12 déc.

1886

Mai 15 . .. Accord international — Unité technique des chemins de fer

Voir : ACCORDS GÉNÉRAUX INTERNATIONAUX : 1886, 15 mai.

Mai 15 . .. Accord international. — Fermeture des wagons devant passer en douane.

Voir : ACCORDS GÉNÉRAUX INTERNATIONAUX : 1886, 15 mai.

1890

Oct. 14 . .. Convention internationale. Transport des marchandises par chemins de fer.

Voir : ACCORDS GÉNÉRAUX INTERNATIONAUX : 1890, 14 oct.

1906

Juillet 6 .. Convention internationale. Blessés de guerre.

Voir : ACCORDS GÉNÉRAUX INTERNATIONAUX : 1906, 6 juillet.

Sept. 26 .. Convention internationale. .. — Emploi du phosphore blanc (jaune) pour les allumettes.

Voir : ACCORDS GÉNÉRAUX INTERNATIONAUX : 1906, 26 sept.

1907

Mai 18 . .. Protocole international. .. — Unité technique des chemins de fer.

Voir : ACCORDS GÉNÉRAUX INTERNATIONAUX : 1907, 18 mai.

Mai 18 . .. Protocole international, Fermeture des wagons devant passer en douane.

Voir : ACCORDS GÉNÉRAUX INTERNATIONAUX : 1907, 18 mai.

1910

Mai 4 .. .. Arrangement international. Traite des blanches.

Voir : ACCORDS GÉNÉRAUX INTERNATIONAUX : 1910, 4 mai.

1912

Janv. 23 .. Convention internationale de l'Opium et Protocoles.

Voir : ACCORDS GÉNÉRAUX INTERNATIONAUX : 1912, 23 janv.

Juillet 5 .. Convention internationale et Protocole final. — Radiotélégraphie.

Voir : ACCORDS GÉNÉRAUX INTERNATIONAUX : 1912, 5 juillet.

Déc. 14 . .. Procès-verbal international. Unité technique des chemins de fer.

Voir : ACCORDS GÉNÉRAUX INTERNATIONAUX : 1912, 14 déc.

INDEX CHRONOLOGIQUE *(suite)*.

					Enregistrement Date et N°	Vol.	Pages.
			1918				
Août 29.	Allemagne, Pays-Bas	Traité	Exhaussement de l'ancienne embouchure du Rhin près de Lobith.		N° 346		
			Présentation à l'enregistrement de la part de l'Allemagne		19 sept. 1923,	XIX	284
Voir aussi : INDEX N° 4 : 1918, 29 août.							
			1920				
Juin 29.	Allemagne, Tchéco-slovaquie	Convention et Protocole	Relations économiques		1 juin 1923 N° 430	XVII	70
Juin 29.	Allemagne, Tchéco-slovaquie	Convention	Art. 297 du Traité de Versailles, 28 juin 1919. Biens, droits et intérêts		1 juin 1923 N° 431	XVII	140
Juillet 27	Danemark, Finlande	Arrangement	Télégrammes de presse		19 sept. 1923 N° 484	XIX	72
Août 23.	Autriche, Tchéco-slovaquie	Protocole	Règlement de certaines questions mentionnées dans la Convention du 7 juin 1920, concernant le droit de nationalité et la protection des minorités		N° 99		
			Errata			XIX	301
Voir aussi : INDEX N° 1 : 1920, 23 août.							
Dec. 30'19 / Août 30 20	Allemagne, Danemark	Convention	Télégraphe		N° 377		
			Présentation à l'enregistrement de la part de l'Allemagne		19 sept. 1923	XIX	288
Voir aussi : INDEX N° 4 : 1920, 30 déc.'19 / 30 août'20							
Sept. 23 / Oct. 6	Belgique, Pays-Bas	Notes	Renouvellement de la Convention internationale du 14 oct. 1890 et des Actes la complétant. Transport des marchandises par chemins de fer		27 août 1923 N° 467	XVIII	248
Sept. 28 / Oct. 11	Italie, Pays-Bas	Notes	Renouvellement de la Convention internationale du 14 oct. 1890 et des Actes la complétant. Transport des marchandises par chemins de fer		27 août 1923 N° 468	XVIII	254
Oct. 18.	Serbes, Croates et Slovènes, Royaume des, Tchéco-slovaquie	Traité et Protocole	Relations commerciales		19 mai 1923 N° 424	XVII	10
Oct. 19.	Esthonie, Lettonie	Convention	Frontière		16 juin 1923 N° 437	XVII	190
Nov. 12	Italie, Serbes, Croates et Slovènes, Royaume des	Traité	Questions territoriales et politiques (Zara et Fiume)		12 sept. 1923 N° 477	XVIII	388
Nov. 30 .. Convention postale universelle et Protocole final.							
Voir : ACCORDS GÉNÉRAUX INTERNATIONAUX : 1920, 30 nov.							

INDEX CHRONOLOGIQUE *(suite)*.

1920 *(suite)*.

		Enregistrement Date et N°	Vol.	Pages.
Nov. 30	.. Arrangement international. Lettres, etc. Valeurs déclarées.			
	Voir : ACCORDS GÉNÉRAUX INTERNATIONAUX : 1920, 30 nov.			
Nov. 30	.. Arrangement international. Mandats-poste.			
	Voir : ACCORDS GÉNÉRAUX INTERNATIONAUX : 1920, 30 nov.			
Nov. 30	.. Convention internationale. Colis postaux.			
	Voir : ACCORDS GÉNÉRAUX INTERNATIONAUX : 1920, 30 nov.			
Nov. 30	.. Arrangement international. .. Recouvrements.			
	Voir : ACCORDS GÉNÉRAUX INTERNATIONAUX : 1920, 30 nov.			
Nov. 30	.. Arrangement international. { Abonnements postaux aux journaux, etc.			
	Voir : ACCORDS GÉNÉRAUX INTERNATIONAUX : 1920, 30 nov.			
Nov. 30	.. Arrangement international. Virements postaux.			
	Voir : ACCORDS GÉNÉRAUX INTERNATIONAUX : 1920, 30 nov.			

1921

Fév. 3 ..	.. { Allemagne / Tchéco-slovaquie } Convention .. { Transfert de la juridiction dans le territoire de Hultschin .. .. / Errata . . . . . }	N° 132		XIX : 301
	Voir aussi : INDEX N° 2 : 1921, 3 fév.			
Fév. 19 .	.. { France / Pologne } Accord .. .. Politique	2 juillet 1923 N° 449		XVIII : 12
Avril 20	.. Convention et Statut : Liberté du Transit.			
	Voir : ACCORDS GÉNÉRAUX INTERNATIONAUX : 1921, 20 avril.			
Avril 20	.. { Convention et Statut sur le régime des voies navigables d'intérêt international.			
	Voir : ACCORDS GÉNÉRAUX INTERNATIONAUX : 1921, 20 avril.			
Avril 20	.. { Protocole addit. à la Convention du 20avril 1921 sur le régime des voies navigables d'intérêt international.			
	Voir : ACCORDS GÉNÉRAUX INTERNATIONAUX : 1921, 20 avril.			
Avril 20	.. { Déclaration : droit au pavillon des Etats dépourvus de littoral maritime.			
	Voir : ACCORDS GÉNÉRAUX INTERNATIONAUX : 1921, 20 avril.			
Avril 21	.. { Allemagne / Pologne / Pologne, représentant Dantzig } Convention et Protocole .. { Transit entre la Prusse Orientale et le reste de l'Allemagne.. .. / Correction d'errata au Vol. XII : 80 . . . . . }	N° 308		XIX : 301
	Voir aussi : INDEX N° 4 : 1921, 21 avril.			
Mai 4 ..	.. { Autriche / Tchéco-slovaquie } Accord .. .. { Commerce .. .. / Correction d'errata au Vol. XV : 30 . . . . . }	N° 388		XIX : 302
	Voir aussi : INDEX N° 4 : 1921, 4 mai.			
Mai 14 .	.. { Lettonie / Lituanie } Convention .. Frontière..	16 juin 1923 N° 438		XVII : 212
Mai 14 .	.. { Lettonie / Lituanie } Convention .. Droits des citoyens.	16 juin 1923 N° 439		XVII : 234

INDEX CHRONOLOGIQUE *(suite)*.

1921 *(suite)*.

				Enregistrement Date et N°	Vol. Pages.
Avril 2 / Juin 10	Grande-Bretagne, Finlande	Notes	Importation de la morphine, etc. de Grande-Bretagne en Finlande	12 avril 1923 N° 403	XVI : 134
Mars 21 / Juin 18	Allemagne, Grande-Bretagne	Notes	Importation de la morphine, etc., de Grande-Bretagne en Allemagne	12 avril 1923 N° 404	XVI : 140
Juillet 5	Allemagne, Pays-Bas	Protocole additionnel	Traité du 29 août 1918. Exhaussement de l'embouchure du Vieux-Rhin près de Lobith.	N° 346	
			Présentation à l'enregistrement par l'Allemagne	19 sept. 1923	XIX : 284

Voir aussi : INDEX N° 4 : 1921, 5 juillet.

Juillet 12	Allemagne, Danemark	Convention	Transfert de l'administration judiciaire dans le Slesvig du Nord.	N° 238	
			Présentation à l'enregistrement par l'Allemagne	19 sept. 1923	XIX : 282

Voir aussi : INDEX N° 3 : 1921, 12 juillet.

Mai 6 / Juillet 14	Autriche, Grande-Bretagne	Notes	Importation de la morphine, etc., de Grande-Bretagne en Autriche	12 avril 1923 N° 405	XVI : 152
Juillet 16	Finlande, Norvège	Notes	Exemption d'immeubles destinés à la représentation diplomatique, de l'impôt de timbre à l'occasion de leur homologation	19 sept. 1923 N° 485	XIX : 78
Juillet 21 / Juin 8/Août 1	Danemark, Norvège	Modifications	Convention des 23/29 déc. 1920. Télégraphe et téléphone.	N° 362	
			Errata		XIX : 302

Voir aussi : INDEX N° 4 : 1921, 21 juillet / 8 juin/1 août.

Août 3..	Lettonie, Ukraine (soviétique)	Convention	Réévacuation des réfugiés lettons.	16 juin 1923 N° 441	XVII : 296
Août 3..	Lettonie, Ukraine (soviétique)	Traité	Relations générales	16 juin 1923 N° 442	XVII : 318
Mars 21 / Août 4	Grande-Bretagne, Tchéco-slovaquie	Notes	Importation de la morphine, etc., de Grande-Bretagne en Tchéco-slovaquie	12 avril 1923 N° 406	XVI : 158
Août 17.	Allemagne, Autriche	Convention	Mutilés de guerre et ayants droit des soldats morts à la guerre.	19 sept. 1923 N° 497	XIX : 238
Sept. 14	Italie, Serbes, Croates et Slovènes, Royaume des	Accord	Pêche dans l'Adriatique.	12 sept. 1923 N° 482	XIX : 14

Sept. 30 .. Convention internationale. Traite des femmes et des enfants.

Voir: ACCORDS GÉNÉRAUX INTERNATIONAUX : 1921, 30 sept.

INDEX CHRONOLOGIQUE *(suite)*.

					Enregistrement Date et N°	Vol. Pages.
			1921 *(suite)*.			
Oct. 6	Convention internationale.		Modifiant les Convention et Règlement du 20 mai 1875 : Poids et mesures			
Voir : ACCORDS GÉNÉRAUX INTERNATIONAUX : 1921, 6 oct.						
Oct. 8	Brésil / Italie	Convention ..	Emigration et travail		10 avril 1923 N° 401	XVI : 10
Juillet 22 / Nov. 6	Lettonie / Russie (soviétique)	Accord	Questions d'option..		16 juin 1923 N° 440	XVII : 252
Mars 28 / Nov. 10	Grande-Bretagne / Grèce	Notes	Importation de la morphine, etc., de Grande-Bretagne en Grèce..		12 avril 1923 N° 407	XVI : 166
Déc. 3	Allemagne / Suisse	Traité et Protocole	Arbitrage et conciliation.		N° 320	
			Présentation à l'enregistrement par l'Allemagne		19 sept. 1923	XIX : 284
Voir aussi : INDEX N° 4 : 1921, 3 déc.						
Sept. 28 / Déc. 12	Grande-Bretagne / Danemark (Errata : XIX : 301)	Notes	Abrogation de la Convention des 14/31 déc. 1883, concernant l'Islande, suppl. à la Convention anglo-danoise des 22 avril/16 mai 1871. Mandats-poste		N° 326	
Voir aussi : INDEX N° 4 : 1921, 28 sept. / 12 déc.						
Déc. 14 . ..	Finlande / Russie (soviétique)	Arrangement provisoire ..	Transport, de voyageurs, etc., par voie ferrée, entre la Finlande et la Russie, via Rajajoki et Valkeasaari		1 mai 1923 N° 414	XVI : 222
Mars 9 / Déc. 16	Grande-Bretagne / Norvège	Notes	Importation de la morphine, etc., de Grande-Bretagne en Norvège		12 avril 1923 N° 409	XVI : 188
Déc. 31 . ..	Allemagne / Tchéco-slovaquie	Traités et Protocole	Impôts		30 juin 1923 N° 447	XVII : 402
			1922			
Janv. 12 ..	Grande-Bretagne / Costa-Rica	Convention et Protocole de ratification .	Revendications contre Costa-Rica. Soumission à l'arbitrage		8 juin 1923 N° 432	XVII : 152
Fév. 8	Autriche / Hongrie	Convention et Protocoles..	Commerce		11 avril 1923 N° 402	XVI : 20
Fév. 20/28 ..	Allemagne / Finlande	Notes	Frais d'extradition		19 sept. 1923 N° 486	XIX : 82
Mars 18 ..	Allemagne / Tchéco-slovaquie	Traité et Protocole	Droits de succession. Suppression de la double imposition		30 juin 1923 N° 448	XVII : 454
Mai 7'21- Avril 5 '22	Grande-Bretagne / Bulgarie	Notes	Importation de la morphine, etc., de Grande-Bretagne en Bulgarie		12 avril 1923 N° 410	XVI : 192
Avril 10 ..	Allemagne / Danemark	Traité	Slesvig septentrional		N° 274	
			Présentation à l'enregistrement par l'Allemagne		19 sept. 1923	XIX : 284
Voir aussi : INDEX N° 3 : 1922, 10 avril.						

INDEX CHRONOLOGIQUE *(suite)*.

1922 *(suite)*.

				Enregistrement Date et N°	Vol.	Pages.
Avril 16	Allemagne, Russie (soviétique)	Accord	Règlement des dettes de guerre et autres revendications. Relations diplomatiques et d'ordre général	19 sept. 1923 N° 498	XIX	248
Avril 21.	Allemagne, Finlande	Convention prov. et Protocole	Questions économiques	19 sept. 1923 N° 487	XIX	88
Avril 25.	Allemagne, Danemark	Accord prov.	Navigation aérienne	24 août 1923 N° 466	XVIII	228
Mai 15 .	Allemagne, Pologne	Convention	Haute-Silésie Présentation à l'enregistrement par l'Allemagne	N° 271 19 sept. 1923	XIX	282
Voir aussi : INDEX N° 3 : 1922, 15 mai.						
Mai, 15 .	Allemagne, Pologne	Convention	Chèques postaux Présentation à l'enregistrement par l'Allemagne	N° 272 19 sept. 1923	XIX	284
Voir aussi : INDEX N° 3 : 1922, 15 mai.						
Mai 15 .	Allemagne, Pologne	Convention	Gares frontières de jonction comportant des bureaux de douane et de passeports allemands et polonais. Droits et devoirs des fonctionnaires affectés au service du transit privilégié et du passage de la frontière par chemin de fer Présentation à l'enregistrement par l'Allemagne	N° 273 19 sept. 1923	XIX	284
Voir aussi : INDEX N° 3 : 1922, 15 mai.						
Mai 17-22	Danemark, Japon	Notes	Lettres de jauge Texte japonais, de la note du 17 mai 1922	N° 376 16 oct. 1923	XIX	287
Voir aussi : INDEX N° 4 : 1922, 17-22 mai.						
Mai 30 .	Lettonie, Saint-Siège	Concordat	Eglise catholique en Lettonie.	16 juin 1923 N° 443	XVII	366
Juin 1 ..	Finlande, Russie (soviétique)	Convention et Protocole	Paix de frontière	1 mai 1923 N° 415	XVI	318
Juin 3 ..	Allemagne, Pologne	Déclaration	Convention du 15 mai 1922, relative à la Haute-Silésie. Présentation à l'enregistrement par l'Allemagne	N° 271 19 sept. 1923	XIX	282
Juin 13 .	Finlande, Russie (soviétique)	Arrangement prov.	Télégraphe	1 mai 1923 N° 416	XVI	350
Juin 22 .	Finlande, Russie (soviétique)	Arrangement prov.	Relations postales	1 mai 1923 N° 417	XVI	362
Juillet 5	Accord international.		Certificats d'identité pour les réfugiés russes.			
Voir : ACCORDS GÉNÉRAUX INTERNATIONAUX : 1922, 5 juillet.						
Juillet 7	Finlande, Russie (soviétique)	Accord	Anciennes propriétés gouvernementales visées dans la remarque à l'Art. 22 du Traité de paix du 14 oct. 1920.	19 sept. 1923 N° 488	XIX	100

INDEX CHRONOLOGIQUE *(suite)*.

1922 *(suite)*.

				Enregistrement Date et N°	Vol. Pages.
Août 12.	Finlande, Russie (soviétique)	Convention	Rapatriement	19 sept. 1923 N° 489	XIX : 106
Sept. 20	Finlande, Russie (soviétique)	Convention	Pêche dans le Golfe de Finlande	19 sept. 1923 N° 490	XIX : 144
Sept. 12 / Oct. 17	Grande-Bretagne, Lettonie	Accord	Mandats-poste	5 mai 1923 N° 419	XVI : 398
Oct. 19.	Grande-Bretagne, Uruguay	Notes	Importation de la morphine, etc., de Grande-Bretagne en Uruguay	12 avril 1923 N° 411	XVI : 202
Oct. 23.	Italie, Serbes, Croates et Slovènes, Royaume des	Accord	Exécution du Traité de Rapallo, 12 nov. 1920. (Zara et Fiume.)	12 sept. 1923 N° 478	XVIII : 406
Oct. 23.	Italie, Serbes, Croates et Slovènes, Royaume des	Convention	Régime douanier et trafic de frontière entre Zara et les territoires limitrophes	12 sept. 1923 N° 479	XVIII : 414
Oct. 23.	Italie, Serbes, Croates et Slovènes, Royaume des	Convention	Contrebande et contravention aux lois de finance	12 sept. 1923 N° 480	XVIII : 442
Oct. 23.	Italie, Serbes, Croates et Slovènes, Royaume des	Accord, Protocole et Notes,	Général	12 sept. 1923 N° 481	XVIII : 462
Oct. 25.	Belgique, Suède	Notes	Echange de notifications relatives aux aliénés	27 juillet 1923 N° 459	XVIII : 122
Oct. 28.	Finlande, Russie (soviétique)	Convention	Flottage de bois sur les cours d'eau coulant de Finlande en Russie et vice versa.	19 sept. 1923 N° 491	XIX : 154
Oct. 28.	Finlande, Russie (soviétique)	Convention	Maintien des chenaux principaux et réglementation de la pêche dans les eaux limitrophes	19 sept. 1923 N° 492	XIX : 184
Oct. 28.	Finlande, Russie (soviétique)	Convention	Libre transit pour l'Etat russe et ses ressortissants à travers le territoire de Petsamo (Petchenga)	19 sept. 1923 N° 493	XIX : 200
Nov. 6.	Autriche, Pays-Bas	Convention	Fonctionnaires consulaires autrichiens dans les colonies néerlandaises	22 juin 1923 N° 444	XVII : 376
Juin 4 '21 / Nov. 16 '22	Grande-Bretagne, Haïti	Notes	Importation de la morphine, etc., de Grande-Bretagne en Haïti	12 avril 1923 N° 408	XVI : 174
Oct. 30 / Nov. 28	Esthonie, Finlande	Notes	Taxe fondamentale téléphonique	19 sept. 1923 N° 494	XIX : 214

INDEX CHRONOLOGIQUE *(suite)*.

				Enregistrement Date et N°	Vol. Pages.
		1922 *(suite)*.			
Nov. 30	Grande-Bretagne, Japon	Accord et notes	Jaugeage. Navires de commerce. Notes en date du 27 juillet 1923	12 avril 1923 N° 412; 6 oct. 1923	XVI : 208; XIX : 288
Déc. 20	Pologne, Roumanie	Convention	Hygiène	24 juillet 1923 N° 458	XVIII : 104
Déc. 15-26	Grande-Bretagne, France	Notes	Protocole du 6 août 1914. Nouvelles-Hébrides	12 avril 1923 N° 413	XVI : 214
		1923			
Oct. 2'22 / Jan. 18'23	Grande-Bretagne, Pays-Bas	Accord	Echange des colis postaux entre l'Australie et les Indes orientales néerlandaises	27 août 1923 N° 469	XVIII : 258
Janv. 23	Grande-Bretagne, Pays-Bas	Accord	Téléphone	5 mai 1923 N° 420	XVI : 426
Fév. 11	Grande-Bretagne, Mascate	Traité	Prolongation du Traité d'amitié, de commerce et de navigation du 19 mars 1891	8 juin 1923 N° 433	XVII : 164
Fév. 12	Danemark, Finlande	Convention	Extradition des malfaiteurs	5 juillet 1923 N° 452	XVIII : 34
Fév. 12	Danemark, Finlande	Accord prov.	Echantillons de marchandises	10 juillet 1923 N° 454	XVIII : 72
Fév. 12-21	Finlande, Russie (soviétique)	Notes	Exemption de certains immeubles urbains de l'impôt de timbre, etc., à l'occasion de leur homologation ou de leur entérinement	19 sept. 1923 N° 495	XIX : 220
Mai 26'21 / Fév. 26'23	Hongrie, Suède	Notes	Echange de notifications relatives aux aliénés	26 mai 1923 N° 426	XVII : 36
Mars 6/8	Colombie, Grande-Bretagne	Notes	Importation de la morphine, etc., de Grande-Bretagne en Colombie	8 juin 1923 N° 434	XVII : 168
Mars 17/20	Hongrie, Serbes, Croates et Slovènes, Royaume des	Notes	Délai d'émigration prévu à l'alinéa 3 de l'art. 63 du Traité de Trianon, 4 juin 1920. Prolongation	15 mai 1923 N° 422	XVI : 448
Mars 25	Allemagne, Suisse	Convention addit.	Convention du 6 déc. 1920. Hypothèques suisses en Allemagne contenant la clause d'or et créances en francs contre les débiteurs allemands	1 sept. 1923 N° 470	XVIII : 274
Mars 26	Espagne, Portugal	Convention	Postes. Echange de correspondance	3 sept. 1923 N° 475	XVIII : 350
Mars 26	Espagne, Portugal	Convention	Postes. Echange des lettres et boîtes, valeur déclarée	3 sept. 1923 N° 476	XVIII : 374
Mars 8-28	Belgique, Grande-Bretagne	Notes	Liquidation des biens ennemis	5 mai 1923 N° 421	XVI : 440

INDEX CHRONOLOGIQUE *(suite)*.

1923 *(suite)*.				Enregistrement Date et N°	Vol. Pages.
Mars 28.	Autriche, Grande-Bretagne	Notes	Echantillons de marchandises. Exemption de droits de douane	25 juin 1923 N° 445	XVII : 386
Mars 29'22-Mars 31'23	Allemagne, Danemark	Notes	Abrogation d'accords existants relatifs à l'extradition des déserteurs militaires et des fugitifs soumis au service militaire	9 juin 1923 N° 436	XVII : 182
Mars 31	Grande-Bretagne, Portugal	Accord	Renouvellement de la Partie I de la Convention Mozambique-Transvaal du 1 avril 1909	4 juillet 1923 N° 451	XVIII : 30
Avril 5..	Allemagne, Grande-Bretagne	Accord	Dettes et biens allemands en Chine	8 juin 1923 N° 435	XVII : 174
Avril 9..	Danemark, Portugal	Notes	Application à l'Islande de la Déclaration du 14 déc. 1896. Relations commerciales	29 mai 1923 N° 429	XVII : 64
Avril 10.	Autriche, Hongrie	Accord	Arbitrage	23 juillet 1923 N° 457	XVIII : 94
Avril 11.	Norvège, Portugal	Notes et Déclaration	Relations commerciales et maritimes	4 mai 1293 N° 418	XVI : 380
Juin 15'21 / Avril 11'23	Luxembourg, Suède	Notes	Echange de notifications relatives aux aliénés	16 mai 1923 N° 423	XVI : 454
Fév. 8 / Avril 21	Danemark, Finlande	Notes	Service militaire	29 mai 1923 N° 428	XVII : 57
Avril 23.	Danemark, Russie (soviétique)	Accord préliminaire, Protocole et Déclaration	Relations économiques et politiques	3 juillet 1923 N° 450	XVIII : 16
Mars 9 / Avril 28	Finlande, Norvège	Notes	Echange de notifications relatives aux aliénés	19 sept. 1923 N° 496	XIX : 226
Mai 1/5	Japon, Suède	Notes	Echange de notifications relatives aux aliénés	25 juin 1923 N° 446	XVII : 392
Mai 7 ..	Roumanie, Tchéco-slovaquie	Protocole	Prolongation de la Convention d'alliance défensive du 23 avril 1921	16 juillet 1923 N° 455	XVIII : 82
Avril 19 / Mai 8	Danemark, Roumanie	Notes	Relations commerciales. Clause de la nation la plus favorisée.	25 mai 1923 N° 425	XVII : 32
Mai 11/24	Roumanie, Grande-Bretagne	Notes	Relations commerciales	1 sept. 1923 N° 471	XVIII : 302
Mai 24 .	Grande-Bretagne, France	Notes	Décrets de nationalité. Tunisie et Maroc	1 sept. 1923 N° 472	XVIII : 306
Mai 26 .	Finlande, Suède	Convention et Protocole	Navigation	9 juillet 1923 N° 453	XVIII : 58
Mai 26 .	Norvège, Suède	Convention	Navigation aérienne	6 août 1923 N° 462	XVIII : 156
Juin 5 ..	Finlande, Russie (soviétique)	Convention	Navigation des navires marchands finlandais sur la Néva entre le lac Ladoga et le golfe de Finlande	20 août 1923 N° 465	XVIII : 204

INDEX CHRONOLOGIQUE *(suite)*.

1923 *(suite)*.

				Enregistrement Date et N°	Vol. Pages.
Juin 27/30	Autriche, Danemark	Notes	Application aux relations commerciales entre l'Autriche et le Danemark de la Convention de commerce et de navigation du 14 mars 1887 entre l'Autriche-Hongrie et le Danemark.	7 août 1923 N° 463	XVIII : 190
Juin 27/30	Autriche, Danemark	Notes	Application aux relations commerciales entre l'Autriche et l'Islande de la Convention de commerce et de navigation du 14 mars 1887 entre l'Autriche-Hongrie et le Danemark ..	7 août 1923 N° 464	XVIII : 196
Juillet 5	Grande-Bretagne, Egypte	Notes	« Bill d'Indemnité » égyptien et cessation de l'état de siège en Egypte	1 sept. 1923 N° 473	XVIII : 312
Juillet 11	Danemark, Finlande, Norvège, Suède	Protocole	Adhésion de la Finlande à la Convention du 26 mai 1914. Assistance aux ressortissants indigents	21 juillet 1923 N° 456	XVIII : 86
Juillet 9/13	Danemark, Suède	Notes	Echange de notifications relatives aux aliénés	28 juillet 1923 N° 460	XVIII : 132
Juillet 9/13	Danemark, Suède	Notes	Echange de notifications relatives aux aliénés. Islande et Suède.	31 juillet 1923 N° 461	XVIII : 144
Juillet 10/14	Danemark, Pologne	Notes	Service militaire	12 sept. 1923 N° 483	XIX : 66
Juillet 18	Grande-Bretagne, Egypte	Notes	Fonctionnaires étrangers. Loi relatives aux conditions de service, à la retraite et au licenciement	1 sept. 1923 N° 474	XVIII : 324
Juillet 27	Grande-Bretagne, Japon	Notes	Jaugeage. Navires de commerce.	6 oct. 1923 N° 412	XIX : 288
Juillet 27	Danemark, Esthonie	Déclaration	Marques de fabrique	21 sept. 1923 N° 499	XIX : 254
Juillet 27	Danemark, Esthonie	Déclaration	Protection réciproque des inventions, dessins et modèles industriels	21 sept. 1923 N° 500	XIX : 260

ACCORDS GÉNÉRAUX INTERNATIONAUX

		Enregistrement Date et N°	Vol.	Pages.
1886, 15 mai.	Accord : Unité technique des chemins de fer	N° 26 *a*		
	Adhésion.			
	Sarre, Territoire du Bassin	19 nov. 1923	XIX	296-8
Voir aussi :	INDEX N^os^ 3 et 4 : ACCORDS GÉNÉRAUX INTERNATIONAUX : 1886, 15 mai.			
1886, 15 mai.	Accord : Fermeture des wagons devant passer en douane.	N° 36 *a*		
	Adhésion.			
	Sarre, Territoires du Bassin.	19 nov. 1923	XIX	296, 298
Voir aussi :	INDEX N^os^ 1, 3 et 4 : ACCORDS GÉNÉRAUX INTERNATIONAUX : 1886, 15 mai.			
1890, 14 oct.	Convention : Transport des marchandises par chemins de fer.			
	Renouvellement.			
	Belgique et Pays-Bas : 23 sept./6 oct. 1920 . .	27 août 1923 N° 467	XVIII	248
	Italie et Pays-Bas : 28 sept./11 oct. 1920 . .	27 août 1923 N° 468	XVIII	254
Voir aussi :	INDEX N^os^ 1, 2, 3 et 4 : ACCORDS GÉNÉRAUX INTERNATIONAUX : 1890, 14 oct.			
1906, juillet 6	Convention : Blessés de guerre	N° 23 *a*		
	Adhésions.			
	Albanie : 13 sept. 1923	21 sept. 1923	XIX	290-292
	Egypte	20 déc. 1923	XIX	292
Voir aussi :	INDEX N^os^ 3 et 4 : ACCORDS GÉNÉRAUX INTERNATIONAUX : 1906, 6 juillet.			
1906, 26 sept.	Convention : Emploi du phosphore blanc (jaune) pour les allumettes	N° 24 *a*		
	Adhésion.			
	Chine	17 déc. 1923	XIX	294-296
Voir aussi :	INDEX N^os^ 3 et 4 : ACCORDS GÉNÉRAUX INTERNATIONAUX : 1906, 26 sept.			
1907, 18 mai.	Protocole : Unité technique des chemins de fer . .	N° 26 *a*		
	Adhésion.			
	Sarre, Territoire du Bassin	19 nov. 1923	XIX	296-298
Voir aussi :	INDEX N^os^ 1, 3 et 4 : ACCORDS GÉNÉRAUX INTERNATIONAUX : 1907, 18 mai.			
1907, 18 mai.	Protocole : Fermeture des wagons devant passer en douane	N° 36 *a*		
	Adhésion.			
	Sarre, Territoire du Bassin	19 nov. 1923	XIX	296, 298
Voir aussi :	INDEX N^os^ 1, 3 et 4 : ACCORDS GÉNÉRAUX INTERNATIONAUX : 1907, 18 mai.			
1910, 4 mai.	Arrangement : Traite des blanches	N° 8 *a*		
	Adhésions.			
	Liste.			
	Errata		XIX	301
Voir aussi :	INDEX N^os^ 1 et 3 : ACCORDS GÉNÉRAUX INTERNATIONAUX : 1910, 4 mai.			
1912, 23 janv.	Convention de l'Opium et protocoles.	N° 222		
	Ratification.			
	Esthonie : 20 avril 1923		XIX	282
Voir aussi :	INDEX N^os^ 3 et 4 : ACCORDS GÉNÉRAUX INTERNATIONAUX : 1912, 23 janv.			

ACCORDS GÉNÉRAUX INTERNATIONAUX *(suite)*.

		Enregistrement Date et N°	Vol.	Pages.
1912, 5 juillet.	Convention et Protocole final : Radiotélégraphie.. ..	N° 13		
	Accessions.			
	Esthonie : 1 juillet 1923	5 déc. 1923	XIX : 266	
	Brunei : 13 Sept. 1923	5 déc. 1923	XIX : 266	
	Suisse : 26 fév. 1923			
	Cameroun (mandat français) : 7 mars 1923	9 avril 1923 (Errata XIX : 302)		
Voir aussi :	INDEX N^os^ 1, 3 et 4 : ACCORDS GÉNÉRAUX INTERNATIONAUX : 1912, 5 juillet.			
1912, 14 déc.	Procès-verbal : Unité technique des chemins de fer ..	N° 26 *a*		
	Adhésion.			
	Sarre, Territoire du Bassin	19 nov. 1923	XIX : 296-8	
Voir aussi :	INDEX N^os^ 3 et 4 : ACCORDS GÉNÉRAUX INTERNATIONAUX : 1912, 14 déc.			
1920, 30 nov.	Convention postale universelle et Protocole final	N° 74		
	Ratifications.			
	Chine : 11 janv. 1922		XIX : 268	
	Suisse : 11 janv 1922		XIX : 268	
	Tchécoslovaquie : 11 janv. 1922		XIX : 268	
	Italie.			
	Déclaration, 1 août 1923, concernant les colonies italiennes.		XIX : 270	
	République Dominicaine : 30 oct. 1923		XIX : 270	
	Adhésions.			
	Palestine : 5 oct. 1923.	5 nov. 1923	XIX : 272	
	Fédération Syrienne : 30 oct. 1923	5 nov. 1923	XIX : 272-274	
	Grand Liban : 30 oct. 1923	5 nov. 1923	XIX : 274	
	Déclarations.			
	Japon : 13 fév. 1922.			
	Errata		XIX : 301	
Voir aussi :	INDEX N^os^ 1, 2, 3 et 4 : ACCORDS GÉNÉRAUX INTERNATIONAUX : 1920, 30 nov.			
1920, 30 nov. (Errata : XIX : 302).	Arrangement : Lettres, etc., valeurs déclarées	N° 75		
	Ratifications.			
	Chine : 11 janv. 1922		XIX : 268, 274	
	Suisse : 11 janv. 1922		XIX : 268, 274	
	Tchécoslovaquie : 11 janv. 1922		XIX : 268, 274	
	Italie.			
	Déclaration, 1 août 1923, concernant les colonies italiennes		XIX : 270, 274	
	Adhésions.			
	Fédération Syrienne : 30 oct. 1923	5 nov. 1923	XIX : 274	
	Grand Liban : 30 oct. 1923	5 nov. 1923	XIX : 274	
Voir aussi :	INDEX N^os^ 1, 2, 3 et 4 : ACCORDS GÉNÉRAUX INTERNATIONAUX : 1920, 30 nov.			
1920, 30 nov.	Arrangement : Mandats-poste	N° 76		
	Ratifications.			
	Chine : 11 janv. 1922		XIX : 268, 274	
	Suisse : 11 janv. 1922		XIX : 268, 274	
	Tchécoslovaquie : 11 janv. 1922		XIX : 268, 274	
	Italie,			
	Déclaration, 1 août 1923, concernant les colonies italiennes		XIX : 270, 276	
	Adhésions.			
	Fédération Syrienne : 30 oct. 1923	5 nov. 1923	XIX : 274, 276	
	Grand Liban : 30 oct. 1923	5 nov. 1923	XIX : 274, 276	
Voir aussi :	INDEX N^os^ 1, 2, 3 et 4 : ACCORDS GÉNÉRAUX INTERNATIONAUX : 1920, 30 nov.			

ACCORDS GÉNÉRAUX INTERNATIONAUX *(suite).*

		Enregistrement Date et N°	Vol.	Pages.
1920, 30 nov.	Convention : Colis postaux	N° 77		
	Ratifications.			
	Chine : 11 janv. 1922		XIX	268, 276
	Suisse : 11 janv. 1922		XIX	268, 276
	Tchécoslovaquie : 11 janv. 1922		XIX	268, 276
	Italie.			
	Déclaration, 1 août 1923, concernant les colonies italiennes		XIX	270, 276
	Adhésions.			
	Fédération Syrienne : 30 oct. 1923	5 nov. 1923	XIX	274, 276
	Grand Liban : 30 oct. 1923	5 nov. 1923	XIX	274, 276

Voir aussi : INDEX N^os^ 1, 2, 3 et 4 : ACCORDS GÉNÉRAUX INTERNATIONAUX : 1920, 30 nov.

1920, 30 nov.	Arrangement : Recouvrements	N° 78		
	Ratifications.			
	Chine : 11 janv. 1922		XIX	268, 276
	Suisse : 11 janv. 1922		XIX	268, 276
	Tchécoslovaquie : 11 janv. 1922		XIX	268, 276
	Italie.			
	Déclaration, 1 août 1923, concernant les colonies italiennes		XIX	270, 276

Voir aussi : INDEX N^os^ 1, 2, 3 et 4 : ACCORDS GÉNÉRAUX INTERNATIONAUX : 1920, 30 nov.

1920, 30 nov.	Arrangement : Abonnements postaux aux journaux, etc.	N° 79		
	Ratifications.			
	Suisse : 11 janv. 1922		XIX	268, 278
	Tchécoslovaquie : 11 janv. 1922		XIX	268, 278
	Italie.			
	Déclaration, 1 août 1923, concernant les colonies italiennes		XIX	270, 278

Voir aussi : INDEX N^os^ 1, 2, 3 et 4 : ACCORDS GÉNÉRAUX INTERNATIONAUX : 1920, 30 nov.

1920, 30 nov.	Arrangement : Virements postaux	N° 80		
	Ratifications.			
	Suisse : 11 janv. 1922		XIX	268, 278
	Tchécoslovaquie : 11 janv. 1922		XIX	268, 278
	Italie.			
	Déclaration, 1 août 1923, concernant les colonies italiennes		XIX	270, 278

Voir aussi : INDEX N^os^ 1, 2, 3 et 4 : ACCORDS GÉNÉRAUX INTERNATIONAUX : 1920, 30 nov.

1921, 20 avril.	Convention et Statut : Liberté du transit	N° 171		
	Ratifications.			
	Lettonie : 29 sept. 1923		XIX	278
	Tchécoslovaquie : 29 oct. 1923		XIX	278
	Autriche : 15 nov. 1923		XIX	278
	Accession.			
	Siam : 29 nov. 1922		XIX	280

Voir aussi : INDEX N^os^ 2, 3 et 4 : ACCORDS GÉNÉRAUX INTERNATIONAUX : 1921, 20 avril.

1921, 20 avril.	Convention et Statut : Régime des voies navigables d'intérêt international	N° 172		
	Ratification.			
	Autriche : 15 nov. 1923		XIX	280
	Accession.			
	Siam : 29 nov. 1922		XIX	280

Voir aussi : INDEX N^os^ 2, 3 et 4 : ACCORDS GÉNÉRAUX INTERNATIONAUX : 1921, 20 avril.

ACCORDS GÉNÉRAUX INTERNATIONAUX *(suite).*

		Enregistrement Date et N°	Vol. Pages.
1921, 20 avril.	Protocole addit. à la Convention du 20 avril 1921 sur le régime des voies navigables d'intérêt international .	N° 173	
	Ratification.		
	Autriche : 15 nov. 1923		XIX : 280
	Accession.		
	Siam : 29 nov. 1922		XIX : 280
Voir aussi :	INDEX N^os^ 2, 3 et 4 : ACCORDS GÉNÉRAUX INTERNATIONAUX : 1921, 20 avril.		
1921, 20 avril.	Déclaration : Droit au pavillon des Etats dépourvus de littoral maritime	N° 174	
	Accession.		
	Siam : 29 nov. 1922		XIX : 280
Voir aussi :	INDEX N^os^ 2, 3 et 4 : ACCORDS GÉNÉRAUX INTERNATIONAUX : 1921, 20 avril.		
1921, 30 sept.	Convention : Traite des femmes et des enfants	N° 269	
	Signature.		
	Suède		XIX : 282
	Ratifications.		
	Tchécoslovaquie : 29 sept. 1923		XIX : 282
	Portugal : 1 déc. 1923		XIX : 282
Voir aussi :	INDEX N^os^ 3 et 4 : ACCORDS GÉNÉRAUX INTERNATIONAUX : 1921, 30 sept.		
1921, 6 oct.	Conventions modifiant les Conventions et Règlement du 20 mai 1875 : Poids et Mesures	29 mai 1923 N° 427	XVII : 46
1922, 5 juillet.	Accord : Certificats d'identité pour les réfugiés russes .	N° 355	
	Adopté par :		
	Chine : 29 nov. 1923		XIX : 284
Voir aussi :	INDEX N° 4 : ACCORDS GÉNÉRAUX INTERNATIONAUX : 1922, 5 juillet.		

INDEX ALPHABÉTIQUE (pays et sujets).

			Enregistrement Date et N°	Vol.	Pages.
Abonnements postaux aux journaux, etc.					
Voir : POSTALES, CONVENTIONS.					
Accords généraux internationaux.					
Voir l'index spécial des ACCORDS GÉNÉRAUX INTERNATIONAUX.					
Adriatique.					
Voir : PÊCHE, PÊCHERIES.					
Aéronautique.					
Voir : NAVIGATION AÉRIENNE.					
Aérostation, Aéronefs.					
Voir : NAVIGATION AÉRIENNE.					
Afrique du Sud.					
Voir : TRANSVAAL.					
Aliénés.					
1922, 25 oct. ..	Belgique / Suède	Notes. Echange de notifications relatives aux aliénés.	27 juillet 1923 N° 459	XVIII	122
1923, 26 mai'21 / 26 fév.'23	Hongrie / Suède	Notes. Echange de notifications relatives aux aliénés	26 mai 1923 N° 426	XVII	36
1923, 15 juin '21 / 11 avril'23	Luxembourg / Suède	Notes. Echange de notifications relatives aux aliénés	16 mai 1923 N° 423	XVI	454
1923, 9 mars / 28 avril	Finlande / Norvège	Notes. Echange de notifications relatives aux aliénés	19 sept. 1923 N° 496	XIX	226
1923, 1/5 mai .	Japon / Suède	Notes. Echange de notifications relatives aux aliénés	25 juin 1923 N° 446	XVII	392
1923, 9/13 juil.	Danemark / Suède	Notes. Echange de notifications relatives aux aliénés	28 juillet 1923 N° 460	XVIII	132
1923, 9/13 juil.	Danemark / Suède	Notes. Echange de notifications relatives aux aliénés. Islande et Suède..	31 juillet 1923 N° 461	XVIII	144
Allemagne.					
Traités, etc., avec des puissances étrangères, à savoir :—					
1918, 29 août .	Pays-Bas	Traité. Exhaussement de l'ancienne embouchure du Rhin près de Lobith	N° 346		
		Présentation à l'enregistrement par l'Allemagne	19 sept. 1923	XIX	284
Voir aussi : INDEX N° 4 : 1918, 29 août.					
1920, 29 juin .	Tchécoslovaquie	Convention économique et Protocole	1 juin 1923 N° 430	XVII	70
1920, 29 juin .	Tchécoslovaquie	Convention. Art. 297 du Traité de Versailles, 28 juin 1919. Biens, droits et intérêts	1 juin 1923 N° 431	XVII	140

INDEX ALPHABÉTIQUE *(suite)*.

		Enregistrement Date et N°	Vol.	Pages.
Allemagne *(suite)*.				
Traités, etc., avec des puissances étrangères *(suite)*, à savoir :—				
1920, 30 déc. '19 / 30 août '20 — Danemark	Convention télégraphique	N° 377		
	Présentation à l'enregistrement par l'Allemagne	19 sept. 1923	XIX	288
Voir aussi : INDEX N° 4 : 1920 30 déc. '19 / 30 août '20				
1921, 3 fév. — Tchécoslovaquie	Convention. Transfert de la juridiction dans le territoire de Hultschin	N° 132		
	Errata		XIX	301
Voir aussi : INDEX N° 2 : 1921, 3 fév.				
1921, 21 avril — Pologne / Pologne, représentant Dantzig	Convention et Protocole. Transit entre la Prusse Orientale et le reste de l'Allemagne	N° 308		
	Correction d'errata au vol. XII : 80		XIX	301
Voir aussi : INDEX N° 4 : 1921, 21 avril.				
1921, 21 mars / 18 juin — Grande-Bretagne	Notes. Importation de la morphine, etc., de Grande-Bretagne en Allemagne	12 avril 1923 N° 404	XVI	140
1921, 5 juillet — Pays-Bas	Protocole addit. au Traité du 29 août 1918. Exhaussement de l'embouchure du Vieux-Rhin près de Lobith.	N° 346		
	Présentation à l'enregistrement par l'Allemagne	19 sept. 1923	XIX	284
Voir aussi : INDEX N° 4 : 1921, 5 juillet.				
1921, 12 juillet — Danemark	Convention. Transfert de l'administration judiciaire dans le Slesvig du Nord	N° 238		
	Présentation à l'enregistrement par l'Allemagne	19 sept. 1923	XIX	282
Voir aussi : INDEX N° 3 : 1921, 12 juillet.				
1921, 17 août — Autriche	Convention. Mutilés de guerre et ayants droit des soldats morts à la guerre	19 sept. 1923 N° 497	XIX	238
1921, 3 déc. — Suisse	Traité et Protocole. Arbitrage et conciliation	N° 320		
	Présentation à l'enregistrement par l'Allemagne	19 sept. 1923	XIX	284
Voir aussi : INDEX N° 4 : 1921, 3 déc.				
1921, 31 déc. — Tchécoslovaquie	Traités et Protocole. Impôts	30 juin 1923 N° 447	XVII	402
1922, 20/28 fév. — Finlande	Notes. Frais d'extradition	19 sept. 1923 N° 486	XIX	82
1922, 18 mars — Tchécoslovaquie	Traité et Protocole. Droits de succession. Suppression de la double imposition	30 juin 1923 N° 448	XVII	454
1922, 10 avril — Danemark	Traité. Slesvig septentrional	N° 274		
	Présentation à l'enregistrement par l'Allemagne	19 sept. 1923	XIX	284
Voir aussi : INDEX N° 3 : 1922, 10 avril.				

INDEX ALPHABÉTIQUE *(suite)*.

		Enregistrement Date et N°	Vol.	Pages.
Allemagne *(suite)*.				
Traités, etc., avec des puissances étrangères *(suite)*, à savoir :—				
1922, 16 avril . Russie (soviétique)	Accord. Réglement des dettes de guerre et autres revendications. Relations diplomatiques et d'ordre général	19 sept. 1923 N° 498	XIX	248
1922, 21 avril . Finlande	Convention prov. et Protocole. Questions économiques	19 sept. 1923 N° 487	XIX	88
1922, 25 avril . Danemark.. ..	Accord prov. Navigation aérienne ..	24 août 1923 N° 466	XVIII	228
1922, 15 mai . Pologne	Convention. Haute-Silésie.	N° 271		
	Présentation à l'enregistrement par l'Allemagne	19 sept. 1923	XIX	282
Voir aussi : INDEX N° 3 : 1922, 15 mai.				
1922, 15 mai . Pologne	Convention. Chèques postaux	N° 272		
	Présentation à l'enregistrement par l'Allemagne	19 sept. 1923	XIX	284
Voir aussi : INDEX N° 3 : 1922, 15 mai.				
1922, 15 mai . Pologne	Convention. Gares frontières de jonction comportant des bureaux de douane et de passeports allemands et polonais. Droits et devoirs de fonctionnaires affectés au service des transit privilégié et du passage de la frontière par chemin de fer.	N° 273		
	Présentation à l'enregistrement par l'Allemagne	19 sept. 1923	XIX	284
Voir aussi : INDEX N° 3 : 1922, 15 mai.				
1922, 3 juin . Pologne	Déclaration relative à la Convention du 15 mai 1922. Haute Silésie ..	N° 271		
	Présentation à l'enregistrement par l'Allemagne	19 sept. 1923	XIX	282
Voir aussi : INDEX N° 3 : 1922, 3 juin.				
1923, 25 mars . Suisse	Convention addit. à la convention du 6 déc. 1920. Hypothèques suisses en Allemagne contenant la clause d'or et créances en francs contre des débiteurs allemands.	1 sept. 1923 N° 470	XVIII	274
1923, 29 mars'22-31 mars'23 Danemark.. ..	Notes. Abrogation d'accords existants relatifs à l'extradition des déserteurs militaires et des fugitifs soumis au service militaire	9 juin 1923 N° 436	XVII	182
1923, 5 avril . Grande-Bretagne	Accord. Dettes et biens allemands en Chine	8 juin 1923 N° 435	XVII	174
Alliances.				
1923, 7 mai .. Roumanie Tchécoslovaquie	Protocole prolongeant la Convention d'alliance défensive du 23 avril 1921	16 juillet 1923 N° 455	XVIII	82
Allumettes.				
1906, 26 sept. . Convention internationale	Emploi du phosphore blanc (jaune) pour les allumettes.			
Voir : ACCORDS GÉNÉRAUX INTERNATIONAUX : 1906, 26 septembre.				

INDEX ALPHABÉTIQUE *(suite)*.

			Enregistrement Date et N°	Vol.	Pages.
Amitié.					
Voir : PAIX ET AMITIÉ, COMMERCE ET NAVIGATION.					
Arbitrage.					
1921, 3 déc.	Allemagne Suisse	Traité et Protocole. Arbitrage et conciliation.	N° 320		
		Présentation à l'enregistrement par l'Allemagne	19 sept. 1923	XIX	284
Voir aussi : INDEX N° 4 : 1921, 3 déc.					
1922, 12 janv.	Grande-Bretagne Costa-Rica	Convention et Protocole de Ratification. Revendications contre Costa-Rica. Soumission à l'arbitrage	8 juin 1923 N° 432	XVII	152
1923, 10 avril	Autriche Hongrie	Accord d'arbitrage	23 juillet 1923 N° 457	XVIII	94
Assistance.					
Voir : SECOURS.					
Australie.					
1923, 2 oct. '22 / 18 janv. '23	Grande-Bretagne Pays-Bas	Accord. Echange des colis postaux entre l'Australie et les Indes orientales néerlandaises	27 août 1923 N° 469	XVIII	258
Autriche.					
Traités, etc., avec des puissances étrangères, à savoir :—					
1920, 23 août	Tchécoslovaquie	Protocole. Réglement de certaines questions mentionnées dans la convention du 7 juin 1920, concernant le droit de nationalité et la protection des minorités	N° 99		
		Errata		XIX	301
Voir aussi : INDEX N° 1 : 1920, 23 août.					
1921, 4 mai	Tchécoslovaquie	Accord commercial	N° 388		
		Correction d'errata au vol. XV : 30.		XIX	302
Voir aussi : INDEX N° 4 : 1921, 4 mai.					
1921, 6 mai / 14 juillet	Grande-Bretagne	Notes. Importation de la morphine, etc., de Grande-Bretagne en Autriche	12 avril 1923 N° 405	XVI	152
1921, 17 août	Allemagne	Convention. Mutilés de guerre et ayants droit des soldats morts à la guerre	19 sept. 1923 N° 497	XIX	238
1922, 8 fév.	Hongrie	Convention et protocoles. Commerce.	11 avril 1923 N° 402	XVI	20
1922, 6 nov.	Pays-Bas	Convention. Fonctionnaires consulaires autrichiens dans les colonies néerlandaises	22 juin 1923 N° 444	XVII	376
1923, 28 mars	Grande-Bretagne	Notes. Echantillons de marchandises. Exemption de droits de douane.	25 juin 1923 N° 445	XVII	386
1923, 10 avril	Hongrie	Accord d'arbitrage	23 juillet 1923 N° 457	XVIII	94

INDEX ALPHABÉTIQUE *(suite)*.

			Enregistrement Date et N°	Vol.	Pages
Autriche *(suite)*.					
Traités, etc., avec des puissances étrangères *(suite)*, à savoir :—					
1923, 27/30 juin	Danemark.. ..	Notes. Application aux relations commerciales entre l'Autriche et le Danemark de la Convention de commerce et de navigation du 14 mars 1887 entre l'Autriche-Hongrie et le Danemark	7 août 1923 N° 463	XVIII	190
1923, 27/30 juin	Danemark.. ..	Notes. Application aux relations commerciales entre l'Autriche et l'Islande de la Convention de commerce et de navigation du 14 mars 1887 entre l'Autriche-Hongrie et le Danemark	7 août 1923 N° 464	XVIII	196
Aviation.					
Voir : NAVIGATION AÉRIENNE.					
Bateaux..					
Voir : TONNAGE.					
Belgique.					
Traités, etc., avec des puissances étrangères, à savoir :—					
1920, 23 sept. / 6 oct.	Pays-Bas	Notes portant renouvellement de la Convention internationale du 14 octobre 1890 et des actes la complétant. Transport des marchandises par chemins de fer.	27 août 1923 N° 467	XVIII	248
1922, 25 oct. ..	Suède..	Notes. Echange de notifications relatives aux aliénés.	27 juillet 1923 N° 459	XVIII	122
1923, 8-28 mars	Grande-Bretagne	Notes. Liquidation des biens ennemis	5 mai 1923 N° 421	XVI	440
Biens.					
1920, 29 juin .	Allemagne / Tchécoslovaquie	Convention. Art. 297 du Traité de Versailles, 28 juin 1919. Biens, droits et intérêts	1 juin 1923 N° 431	XVII	140
1921, 16 juillet	Finlande / Norvège	Notes. Exemption d'immeubles destinés à la représentation diplomatique, de l'impôt de timbre à l'occasion de leur homologation. ..	19 sept. 1923 N° 485	XIX	78
1922, 7 juillet .	Finlande / Russie (soviétique)	Accord. Anciennes propriétés gouvernementales visées dans la remarque à l'Art. 22 du Traité de paix du 14 oct. 1920	19 sept. 1923 N° 488	XIX	100
1923, 12-21 fév.	Finlande / Russie (soviétique)	Notes. Exemption de certains immeubles urbains de l'impôt de timbre à l'occasion de leur homologation ou de leur entérinement.	19 sept. 1923 N° 495	XIX	220
1923, 5 avril ..	Allemagne / Grande-Bretagne	Accord. Dettes et biens allemands en Chine	8 juin 1923 N° 435	XVII	174
Voir aussi : HYPOTHÈQUES.					
Biens ennemis.					
1923, 8-28 mars	Grande-Bretagne / Belgique	Notes. Liquidation des biens ennemis.	5 mai 1923 N° 421	XVI	440

ACCORDS GÉNÉRAUX INTERNATIONAUX *(suite)*.

		Enregistrement Date et N°	Vol.	Pages.
Blessés de guerre.				
1906, 6 juillet	Convention internationale — Blessés de guerre			
Voir : ACCORDS GÉNÉRAUX INTERNATIONAUX : 1906, 6 juillet.				
Voir aussi : MUTILÉS DE GUERRE.				
Bois.				
Voir : FLOTTAGE DE BOIS.				
Brésil.				
Traités, etc., avec des puissances étrangères, à savoir :—				
1921, 8 oct.	Italie . . . . . Convention. Emigration et travail.	10 avril 1923 N° 401	XVI	10
Bulgarie.				
Traités, etc., avec des puissances étrangères, à savoir :—				
1922, 7 mai'21-5 avril'22	Grande-Bretagne — Notes. Importation de la morphine, etc., de Grande-Bretagne en Bulgarie	12 avril 1923 N° 410	XVI	192
Certificats d'identité pour les réfugiés russes.				
Voir : IDENTITÉ (CERTIFICATS D') POUR LES RÉFUGIÉS RUSSES.				
Chemins de fer.				
1886, 15 mai . .	Accord international — Unité technique des chemins de fer.			
Voir : ACCORDS GÉNÉRAUX INTERNATIONAUX : 1886, 15 mai.				
1886, 15 mai . .	Accord international — Fermeture des wagons devant passer en douane.			
Voir : ACCORDS GÉNÉRAUX INTERNATIONAUX : 1886, 15 mai.				
1890, 14 oct. . .	Convention internationale — Transport des marchandises par chemins de fer.			
Voir : ACCORDS GÉNÉRAUX INTERNATIONAUX : 1890, 14 octobre.				
1907, 18 mai . .	Protocole international — Unité technique des chemins de fer.			
Voir : ACCORDS GÉNÉRAUX INTERNATIONAUX : 1907, 18 mai.				
1907, 18 mai . .	Protocole international — Fermeture des wagons devant passer en douane.			
Voir : ACCORDS GÉNÉRAUX INTERNATIONAUX : 1907, 18 mai.				
1912, 14 déc. . .	Procès-verbal international — Unité technique des chemins de fer.			
Voir : ACCORDS GÉNÉRAUX INTERNATIONAUX : 1912, 14 décembre.				
1920, 23 sept. / 6 oct.	Belgique / Pays-Bas — Notes portant renouvellement de la Convention internationale du 14 octobre 1890 et des Actes la complétant. Transport des marchandises par chemins de fer.	27 août 1923 N° 467	XVIII	248
1920, 28 sept. / 11 oct.	Italie / Pays-Bas — Notes portant renouvellement de la Convention internationale du 14 octobre 1890 et des Actes la complétant. Transport des marchandises par chemins de fer	27 août 1923 N° 468	XVIII	254
Voir aussi : TRANSIT ET COMMUNICATIONS.				

INDEX ALPHABÉTIQUE *(suite)*.

			Enregistrement Date et N°	Vol.	Pages.
Chenaux, Maintien des					
Voir : NAVIGATION : 1922, 28 oct.					
Chèques postaux.					
Voir : POSTALES, CONVENTIONS.					
Chine.					
Traités la concernant :					
1923, 5 avril ..	Allemagne, Grande-Bretagne	Accord. Dettes et biens allemands en Chine	8 juin 1923 N° 435	XVII :	174
Circulation aérienne.					
Voir : NAVIGATION AÉRIENNE.					
Citoyens (droits des).					
Voir : NATIONALITÉ.					
Cocaïne.					
Voir : OPIUM.					
Colis postaux.					
1920, 30 nov. .	Convention internationale	Colis postaux			
Voir : ACCORDS GÉNÉRAUX INTERNATIONAUX : 1920, 30 nov.					
1923, 2 oct.'22 / 18 janv.'23	Grande-Bretagne, Pays-Bas	Accord. Echange de colis postaux entre l'Australie et les Indes orientales néerlandaises	27 août 1923 N° 469	XVIII :	258
Voir aussi : POSTALES, CONVENTIONS.					
Colombie.					
Traités, etc., avec des puissances étrangères, à savoir :—					
1923, 6/8 mars	Grande-Bretagne	Notes. Importation de la morphine, etc., de Grande-Bretagne en Colombie.	8 juin 1923 N° 434	XVII :	168
Commerce.					
1920, 18 oct. ..	Serbes, Croates et Slovènes, Royaume des	Traité et Protocole. Relations commerciales	19 mai 1923 N° 424	XVII :	10
1921, 4 mai ..	Autriche, Tchécoslovaquie	Accord commercial	N° 388		
		Correction d'errata au Vol. XII : 30.		XIX :	302
Voir aussi : INDEX N° 4 : 1921, 4 mai.					
1922, 8 fév. .	Autriche, Hongrie	Convention et protocoles. Commerce.	11 avril 1923 N° 402	XVI :	20
1922, 16 avril .	Allemagne, Russie (soviétique)	Accord. Réglement des dettes de guerre et autres revendications. Relations diplomatiques et d'ordre général	19 sept. 1923 N° 498	XIX :	248
1923, 9 avril ..	Danemark, Portugal	Notes. Application à l'Islande de la déclaration du 14 décembre 1896. Relations commerciales . ..	29 mai 1923 N° 429	XVII :	64
1923, 19 avril / 8 mai	Danemark, Roumanie	Notes. Relations commerciales. Clause de la nation la plus favorisée.	25 mai 1923 N° 425	XVII :	32
1923, 11/24 mai	Roumanie, Grande-Bretagne	Notes. Relations commerciales ..	1 sept. 1923 N° 471	XVIII :	302

INDEX ALPHABÉTIQUE *(suite)*.

		Enregistrement Date et N°	Vol.	Pages.
Commerce *(suite)*.				
1923, 27/30 juin Autriche Danemark	Notes. Application aux relations commerciales entre l'Autriche et le Danemark de la Convention de commerce et de navigation du 14 mars 1887 entre l'Autriche-Hongrie et le Danemark	7 août 1923 N° 463	XVIII	190
1923, 27/30 juin Autriche Danemark	Notes. Application aux relations commerciales entre l'Autriche et l'Islande de la Convention de commerce et de navigation du 14 mars 1887 entre l'Autriche-Hongrie et le Danemark	7 août 1923 N° 464	XVIII	196

Voir aussi : CONTREBANDE.
Voir aussi : ECONOMIQUES, CONVENTIONS.

Commerce et navigation.

1923, 11 avril . . Norvège Portugal	Notes et Déclaration. Relations commerciales et maritimes	4 mai 1923 N° 418	XVI	380

Voir aussi : COMMERCE.

Communications.

Voir : CHEMINS DE FER.
: TRANSIT ET COMMUNICATIONS.
: VOIES NAVIGABLES.

Conciliation.

Voir : ARBITRAGE.

Consuls, Consulats.

1922, 6 nov. . . Autriche Pays-Bas	Convention. Fonctionnaires consulaires autrichiens dans les colonies néerlandaises	22 juin 1923 N° 444	XVII	376

Contrebande.

1922, 23 oct. . . Italie Serbes, Croates et Slovènes, Royaume des	Convention. Contrebande et contraventions aux lois de finance	12 sept. 1923 N° 480	XVIII	442

Convention de Genève.

Voir : BLESSÉS DE GUERRE.

Conventions consulaires.

Voir : CONSULS, CONSULATS.

Conventions économiques, etc.

Voir : ECONOMIQUES, CONVENTIONS.

Conventions militaires.

Voir : ALLIANCES.

Conventions postales.

Voir : POSTALES, CONVENTIONS.

Conventions sanitaires.

Voir : HYGIÈNE.

INDEX ALPHABÉTIQUE *(suite)*.

			Enregistrement Date et N°	Vol.	Pages.
Costa-Rica.					
Traités, etc. avec des puissances étrangères, à savoir :—					
1922, 12 janv. .	Grande-Bretagne	Convention et Protocole de Ratification. Revendications contre Costa-Rica. Soumission à l'arbitrage ..	8 juin 1923 N° 432	XVII	152
Créances.					
Voir : DETTES.					
Criminels.					
Voir : EXTRADITION.					
Danemark.					
Traités, etc., avec des puissances étrangères, à savoir :—					
1883, 14/31 déc.	Grande-Bretagne	Convention concernant l'Islande, suppl. à la Convention anglo-danoise des 22 avril/16 mai 1871. Mandats-poste. Abrogation : Notes en date des 28 sept. et 12 déc. 1921. .. .. (Errata : XIX : 301.)	N° 326		
Voir aussi : INDEX N° 4 : 1921, 28 sept. / 12 déc.					
1920, 27 juillet.	Finlande	Arrangement. Télégrammes de presse.	19 sept. 1923 N° 484	XIX	72
1920, 30 déc. '19 / 30 août '20	Allemagne.. ..	Convention télégraphique	N° 377		
		Présentation à l'enregistrement par l'Allemagne	19 sept. 1923	XIX	288
Voir aussi : INDEX N° 4 : 1920, 30 déc. '19 / 30 avril '20.					
1921, 12 juillet.	Allemagne.. ..	Conventions. Transfert de l'administration judiciaire dans le Slesvig du Nord	N° 238		
		Présentation à l'enregistrement par l'Allemagne	19 sept. 1923	XIX	282
Voir aussi : INDEX N° 3 : 1921, 12 juillet.					
1921, 21 juillet / 8 juin/1 août	Norvège	Modifications. Convention des 23/29 déc. 1920. Télégraphe et Téléphone.	N° 362		
		Errata		XIX	302
Voir aussi : INDEX N° 4 : 1921 21 juillet. / 8 juin/1 août.					
1921, 28 sept. / 12 déc.	Grande-Bretagne (Errata : XIX : 301)	Notes. Abrogation de la Convention des 14/31 déc. 1883 concernant l'Islande, suppl. à la Convention anglo-danoise des 22 avril/16 mai 1871. Mandats-poste.	N° 326		
Voir aussi : INDEX N° 4 : 1921, 28 sept. / 12 déc.					
1922, 10 avril ..	Allemagne.. ..	Traité. Slesvig septentrional.	N° 274		
		Présentation à l'enregistrement par l'Allemagne	19 sept. 1923	XIX	284
Voir aussi : INDEX N° 3 : 1922, 10 avril.					
1922, 25 avril ..	Allemagne.. ..	Accord prov. Navigation aérienne ..	24 août 1922 N° 466	XVIII	228

INDEX ALPHABÉTIQUE *(suite)*.

Danemark *(suite)*.			Enregistrement Date et N°	Vol.	Pages.
Traités, etc., avec des puissances étrangères *(suite)*, à savoir :—					
1922, mai 17-22	Japon	Notes. Lettres de jauge. Texte japonais de la note du 17 mai, 1922	N° 376 16 oct. 1923	XIX	287
Voir aussi : INDEX N° 4 : 1922, 17-22 mai.					
1923, 12 fév.	Finlande	Convention. Extradition des malfaiteurs	5 juillet 1923 N° 452	XVIII	34
1923, 12 fév.	Finlande	Accord prov. Echantillons de marchandises	10 juillet 1923 N° 454	XVIII	72
1923, 29 mars'22-31 mars'23	Allemagne	Notes. Abrogation d'accords existant relatifs à l'extradition des déserteurs militaires et des fugitifs soumis au service militaire	9 juin 1923 N° 436	XVII	182
1923, 9 avril	Portugal	Notes. Application à l'Islande de la Déclaration du 14 déc. 1896. Relations commerciales	29 mai 1923 N° 429	XVII	64
1923, 8 fév. / 21 avril	Finlande	Notes. Service militaire.	29 mai 1923 N° 428	XVII	58
1923, 23 avril	Russie (soviétique)	Accord préliminaire, Protocole et Déclaration. Relations économiques et politiques	3 juillet 1923 N° 450	XVIII	116
1923, 19 avril / 8 mai	Roumanie	Notes. Relations commerciales. Clause de la nation la plus favorisée	25 mai 1923 N° 425	XVII	32
1923, 27/30 juin	Autriche	Notes. Application aux relations commerciales entre l'Autriche et le Danemark de la Convention de commerce et de navigation du 14 mars 1887 entre l'Autriche-Hongrie et le Danemark	7 août 1923 N° 463	XVIII	190
1923, 27/30 juin	Autriche	Notes. Application aux relations commerciales entre l'Autriche et l'Islande de la Convention de commerce et de navigation du 14 mars 1887 entre l'Autriche-Hongrie et le Danemark	7 août 1923 N° 464	XVIII	196
1923, 11 juillet	Finlande, Norvège, Suède	Protocole comportant l'adhésion de la Finlande à la Convention du 26 mai 1914. Assistance aux ressortissants nécessiteux	21 juillet 1923 N° 456	XVIII	86
1923, 9/13 juillet	Suède	Notes. Echange de notifications relatives aux aliénés.	28 juillet 1923 N° 460	XVIII	132
1923, 9/13 juillet	Suède	Notes. Echange de notifications relatives aux aliénés. Islande et Suède.	31 juillet 1923 N° 461	XVIII	144
1923, 10/14 juillet	Pologne	Notes. Service militaire	12 sept. 1923 N° 483	XIX	66
1923, 27 juillet	Esthonie	Déclaration. Marques de fabriques.	21 sept. 1923 N° 499	XIX	254
1923, 27 juillet	Esthonie	Déclaration. Protection réciproque des inventions, dessins et modèles industriels	21 sept. 1923 N° 500	XIX	260

INDEX ALPHABÉTIQUE *(suite)*.

			Enregistrement Date et N°	Vol.	Pages.
Dantzig, Ville libre de					
Traités, etc., avec des puissances étrangères, à savoir :—					
1921, 21 avril ..	Allemagne Pologne Pologne, représentant Dantzig	Convention et Protocole. Transit entre la Prusse Orientale et le reste de l'Allemagne..	N° 308		
		Correction d'errata au vol. XII : 80		XIX :	301
Voir aussi : INDEX N° 4 : 1921, 21 avril.					
Décrets de nationalité.					
1923, 24 mai ..	Grande-Bretagne France	Notes. Décrets de nationalité. Tunisie et Maroc	1 sept. 1923 N° 472	XVIII :	306
Déserteurs.					
1923, 29 mars '22-31 mars '23	Allemagne Danemark	Notes. Abrogation d'accords existants relatifs à l'extradition des déserteurs militaires et des fugitifs soumis au service militaire	9 juin 1923 N° 436	XVII :	182
Dessins industriels, Protection des					
Voir : PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE.					
Dettes.					
1922, 16 avril ..	Allemagne Russie (soviétique)	Accord. Règlement des dettes de guerre et autres revendications. Relations diplomatiques et d'ordre général	19 sept. 1923 N° 498	XIX :	248
1923, 25 mars ..	Allemagne Suisse	Convention addit. à la Convention du 6 déc. 1920. Hypothèques suisses en Allemagne contenant la clause d'or et créances en francs contre des débiteurs allemands..	1 sept. 1923 N° 470	XVIII :	274
1923, 5 avril ..	Allemagne Grande-Bretagne	Accord. Dettes et biens allemands en Chine	8 juin 1923 N° 435	XVII :	174
Voir aussi : REVENDICATIONS.					
Diplomatiques, Relations.					
Voir : RELATIONS DIPLOMATIQUES.					
Douanes.					
1922, 15 mai ..	Allemagne Pologne	Convention. Gares frontières de jonction comportant des bureaux de douane et de passeports allemands et polonais. Droits et devoirs des fonctionnaires affectés au service du transit privilégié et du passage de la frontière par chemin de fer..	N° 273		
		Présentation à l'enregistrement par l'Allemagne	19 sept. 1923	XIX :	284
Voir aussi : INDEX N° 3 : 1922, 15 mai.					
1922, 23 oct. ..	Italie Serbes, Croates et Slovènes, Royaume des	Convention. Régime douanier et trafic de frontière entre Zara et les territoires limitrophes	12 sept. 1923 N° 479	XVIII :	414
Douanes, exemption de droits pour les échantillons de marchandises.					
Voir : ECHANTILLONS DE MARCHANDISES.					

INDEX ALPHABÉTIQUE *(suite)*.

			Enregistrement Date et N°	Vol. Pages
Double imposition.				
Voir : IMPÔTS.				
Drapeaux.				
Voir : PAVILLONS.				
Drogues.				
Voir : OPIUM.				
Droit de pêche.				
Voir : PÊCHE, PÊCHERIES.				
Droits de succession.				
Voir : SUCCESSIONS.				
Echantillons de marchandises.				
1923, 12 fév. ..	Danemark / Finlande	Accord prov. Echantillons de marchandises	10 juillet 1923 N° 454	XVIII : 72
1923, 28 mars ..	Autriche / Grande-Bretagne	Notes. Echantillons de marchandises. Exemption de droits de douane ..	25 juin 1923 N° 445	XVII : 386
Economiques, Conventions.				
1920, 29 juin ..	Allemagne / Tchécoslovaquie	Convention économique et Protocole.	1 juin 1923 N° 430	XVII : 70
1922, 21 avril ..	Allemagne / Finlande	Convention prov. et Protocole. Questions économiques	19 sept. 1923 N° 487	XIX : 88
1923, 23 avril ..	Danemark / Russie (soviétique)	Accord préliminaire, Protocole et Déclaration. Relations économiques et politiques. Revendications	3 juillet 1923 N° 450	XVIII : 16
Voir aussi : COMMERCE.				
Eglise catholique.				
1922, 30 mai ..	Lettonie / Saint-Siège	Concordat. Eglise catholique en Lettonie	16 juin 1923 N° 443	XVII : 366
Egypte.				
Traités, etc., avec des puissances étrangères, à savoir :—				
1923, 5 juillet ..	Grande-Bretagne	Notes. « Bill d'Indemnité » égyptien et cessation de l'état de siège en Egypte	1 sept. 1923 N° 473	XVIII : 312
1923, 18 juillet .	Grande-Bretagne / Egypte	Notes. Fonctionnaires étrangers. Loi relative aux conditions de service, à la retraite et au licenciement. ..	1 sept. 1923 N° 474	XVIII : 324
Emigration.				
1921, 8 oct. ..	Brésil / Italie	Convention. Emigration et travail ..	10 avril 1923 N° 401	XVI : 10
1923, 17/20 mars ..	Hongrie / Serbes, Croates et Slovènes, Royaume des	Notes. Délai d'émigration prévu à l'alinéa 3 de l'art. 63 du Traité de Trianon, 4 juin 1920. Prolongation.	15 mai 1923 N° 422	XVI : 448
Empire britannique.				
Voir : GRANDE-BRETAGNE.				

INDEX ALPHABÉTIQUE *(suite)*.

			Enregistrement Date et N°	Vol. Pages
Espagne.				
Traités, etc., avec des puissances étrangères, à savoir :—				
1923, 26 mars ..	Portugal	Convention postale. Echange de correspondance	3 sept. 1923 N° 475	XVIII : 350
1923, 26 mars ..	Portugal	Convention postale. Echange des lettres et boîtes, valeur déclarée.. ..	3 sept. 1923 N° 476	XVIII : 374
Esthonie.				
Traités, etc., avec des puissances étrangères, à savoir :—				
1920, 19 oct. ..	Lettonie	Convention. Frontière..	16 juin 1923 N° 437	XVII : 190
1922, 30 oct. / 28 nov.	Finlande	Notes. Taxe fondamentale téléphonique	19 sept. 1923 N° 494	XIX : 214
1923, 27 juillet .	Danemark.. ..	Déclaration. Marques de fabrique ..	21 sept. 1923 N° 499	XIX : 254
1923, 27 juillet .	Danemark.. ..	Déclaration. Protection réciproque des inventions, dessins et modèles industriels	21 sept. 1923 N° 500	XIX : 260
Etat de Siège.				
1923, 5 juillet ..	Grande-Bretagne / Egypte	Notes. « Bill d'Indemnité » égyptien et cessation de l'état de siège en Egypte	1 sept. 1923 N° 473	XVIII : 312
Etat Serbe-Croate-Slovène.				
Voir : SERBES, CROATES ET SLOVÈNES, ROYAUME DES.				
Exemption d'impôts.				
Voir : SUCCESSIONS.				
Exportation.				
Voir : IMPORTATION.				
Extradition.				
1922, 20/28 fév.	Allemagne / Finlande	Notes. Frais d'extradition	19 sept. 1923 N° 486	XIX : 82
1923, 12 fév. ..	Danemark / Finlande	Convention. Extradition des malfaiteurs	5 juillet 1923 N° 452	XVIII : 34
1923, 29 mars'22-31 mars'23	Allemagne / Danemark	Notes. Abrogation d'accords existants relatifs à l'extradition des déserteurs militaires et des fugitifs soumis au service militaire	9 juin 1923 N° 436	XVII : 182
Femmes et enfants.				
Voir : TRAITE DES FEMMES ET DES ENFANTS.				
Finances.				
Voir : DETTES.				
: REVENDICATIONS.				
Finlande.				
Traités, etc., avec des puissances étrangères, à savoir :—				
1920, 27 juillet .	Danemark.. ..	Arrangement. Télégrammes de presse.	19 sept. 1923 N° 484	XIX : 72
1921, 2 avril / 10 juin	Grande-Bretagne	Notes. Importation de la morphine, etc., de Grande-Bretagne en Finlande	12 avril 1923 N° 403	XIV : 134

INDEX ALPHABÉTIQUE *(suite)*.

Finlande *(suite)*. Traités, etc., avec des puissances étrangères *(suite)*, à savoir :—			Enregistrement Date et N°	Vol.	Pages.
1921, 16 juillet	Norvège	Notes. Exemption d'immeubles destinés à la représentation diplomatique, de l'impôt de timbre à l'occasion de leur homologation.	19 sept. 1923 N° 485	XIX	78
1921, 14 déc.	Russie (soviétique)	Arrangement prov. Transport de voyageurs, etc., par voie ferrée entre la Finlande et la Russie, via Rajajoki et Valkeasaari	1 mai 1923 N° 414	XVI	222
1922, 20/28 fév.	Allemagne	Notes. Frais d'extradition	19 sept. 1923 N° 486	XIX	82
1922, 21 avril	Allemagne	Convention prov. et Protocole. Questions économiques	19 sept. 1923 N° 487	XIX	88
1922, 1 juin	Russie (soviétique)	Convention et protocole. Paix de frontière	1 mai 1923 N° 415	XVI	318
1922, 13 juin	Russie (soviétique)	Arrangement prov. Télégraphe	1 mai 1923 N° 416	XVI	350
1922, 22 juin	Russie (soviétique)	Arrangement prov. Relations postales.	1 mai 1923 N° 417	XVI	362
1922, 7 juillet	Russie (soviétique)	Accord. Anciennes propriétés gouvernementales visées dans la remarque à l'Art. 22 du Traité de paix du 14 oct. 1920	19 sept. 1923 N° 488	XIX	100
1922, 12 août	Russie (soviétique)	Convention. Rapatriement	19 sept. 1923 N° 489	XIX	106
1922, 20 sept.	Russie (soviétique)	Convention. Pêche dans le golfe de Finlande	19 sept. 1923 N° 490	XIX	144
1922, 28 oct.	Russie (soviétique)	Convention. Flottage de bois sur les cours d'eau coulant de Finlande en Russie et vice versa	9 sept. 1923 N° 491	XIX	154
1922, 28 oct.	Russie (soviétique)	Convention. Maintien des chenaux principaux et réglementation de la pêche dans les eaux limitrophes	19 sept. 1923 N° 492	XIX	184
1922, 28 oct.	Russie (soviétique)	Convention. Libre transit pour l'Etat russe et ses ressortissants à travers le territoire de Petsamo (Petchenga)	19 sept. 1923 N° 493	XIX	200
1922, 30 oct. / 28 nov.	Esthonie	Notes. Taxe fondamentale téléphonique	19 sept. 1923 N° 494	XIX	214
1923, 12 fév.	Danemark	Convention. Extradition des malfaiteurs	5 juillet 1923 N° 452	XVIII	34
1923, 12 fév.	Danemark	Accord prov. Echantillons de marchandises	10 juillet 1923 N° 454	XVIII	72
1923, 12-21 fév.	Russie (soviétique)	Notes. Exemption de certains immeubles urbains de l'impôt de timbre, etc., à l'occasion de leur homologation ou de leur entérinement	19 sept. 1923 N° 495	XIX	220
1923, 8 fév. / 21 avril	Danemark	Notes. Service militaire.	29 mai 1923 N° 428	XVII	58

INDEX ALPHABÉTIQUE *(suite)*.

			Enregistrement Date et N°	Vol.	Pages.
Finlande *(suite)*.					
Traités, etc., avec des puissances étrangères *(suite)*, à savoir :—					
1923, 9 mars / 28 avril	Norvège	Notes. Echange de notifications relatives aux aliénés.	19 sept. 1923 N° 496	XIX	226
1923, 26 mai	Suède	Convention et Protocole. Navigation.	9 juillet 1923 N° 453	XVIII	58
1923, 5 juin	Russie (soviétique)	Convention. Navigation des navires marchands finlandais sur la Néva entre le lac Ladoga et le golfe de Finlande	20 août 1923 N° 465	XVIII	204
1923, 11 juillet.	Danemark, Norvège, Suède	Protocole comportant l'adhésion de la Finlande à la Convention du 26 mai 1914. Assistance aux ressortissants nécessiteux	21 juillet 1923 N° 456	XVIII	86
Finlande, Golfe de.					
Voir : PÊCHE, PÊCHERIES.					
Fiume.					
Traités, etc., concernant cette ville :					
1920, 12 nov.	Italie, Serbes, Croates et Slovènes, Royaume des	Traité. Questions territoriales et politiques. (Zara et Fiume)	12 sept. 1923 N° 477	XVIII	388
1922, 23 oct.	Italie, Serbes, Croates et Slovènes, Royaume des	Accord. Exécution du Traité de Rapallo, 12 nov. 1920. (Zara et Fiume)	12 sept. 1923 N° 478	XVIII	406
Flottes marchandes.					
Voir : TONNAGE.					
Flottage de bois.					
1922, oct. 28	Finlande, Russie (soviétique)	Conventions. Flottage de bois sur les cours d'eau coulant de Finlande en Russie et vice versa	19 sept. 1923 N° 491	XIX	154
Fonctionnaires.					
1923, 18 juillet	Grande-Bretagne, Egypte	Notes. Fonctionnaires étrangers. Loi relative aux conditions de service, à la retraite et au licenciement.	1 sept. 1923 N° 474	XVIII	324
France.					
Traités, etc., avec des puissances étrangères, à savoir :—					
1921, 19 fév.	Pologne	Accord politique	2 juillet 1923 N° 449	XVIII	12
1922, 15-26 déc.	Grande-Bretagne	Notes. Protocole du 6 août 1914. Nouvelles-Hébrides	12 avril 1923 N° 413	XVI	214
1923, 24 mai	Grande-Bretagne	Notes. Décrets de nationalité. Tunisie et Maroc	1 sept. 1923 N° 472	XVIII	306
Frontières.					
1920, 19 oct.	Esthonie, Lettonie	Convention. Frontière	16 juin 1923 N° 437	XVII	190
1920, 12 nov.	Italie, Serbes, Croates et Slovènes, Royaume des	Traité. Questions territoriales et politiques. (Zara et Fiume)	12 sept. 1923 N° 477	XVIII	388

INDEX ALPHABÉTIQUE *(suite)*.

			Enregistrement Date et N°	Vol. Pages.
Frontières *(suite)*.				
1921, 14 mai	Lettonie / Lituanie	Convention. Frontière	16 juin 1923 N° 438	XVII : 212
1922, 1 juin	Finlande / Russie (soviétique)	Convention et protocole. Paix de frontière	1 mai 1923 N° 415	XVI : 318
Genève, Convention de.				
Voir : BLESSÉS DE GUERRE.				
Grande-Bretagne.				
Traités, etc., avec des puissances étrangères, à savoir :—				
1883, 14/31 déc.	Danemark	Convention concernant l'Islande, suppl. à la Convention anglo-danoise des 22 avril/16 mai 1871. Mandats-poste. Abrogation : Notes en date des 28 sept. et 12 déc. 1921. (Errata : XIX : 301)	N° 326	
Voir aussi : INDEX N° 4 : 1921, 28 sept. / 12 déc.				
1921, 2 avril / 10 juin	Finlande	Notes. Importation de la morphine, etc., de Grande-Bretagne en Finlande	12 avril 1923 N° 403	XVI : 134
1921, 21 mars / 18 juin	Allemagne	Notes. Importation de la morphine, etc., de Grande-Bretagne en Allemagne	12 avril 1923 N° 404	XVI : 140
1921, 6 mai / 14 juillet	Autriche	Notes. Importation de la morphine, etc., de Grande-Bretagne en Autriche	12 avril 1923 N° 405	XVI : 152
1921, 21 mars / 4 août	Tchécoslovaquie	Notes. Importation de la morphine, etc., de Grande-Bretagne en Tchécoslovaquie	12 avril 1923 N° 406	XVI : 158
1921, 28 mars / 10 nov.	Grèce	Notes. Importation de la morphine, etc., de Grande-Bretagne en Grèce.	12 avril 1923 N° 407	XVI : 166
1921, 28 sept. / 12 déc.	Danemark (Errata : XIX : 301)	Notes. Abrogation de la Convention des 14/31 déc. 1883 concernant l'Islande, suppl. à la Convention anglo-danoise des 22 avril/16 mai 1871. Mandats-poste.	N° 326	
Voir aussi : INDEX N° 4 : 1921, 28 sept. / 12 déc.				
1921, 9 mars / 16 déc.	Norvège	Notes. Importation de la morphine, etc., de Grande-Bretagne en Norvège	12 avril 1923 N° 409	XVI : 188
1922, 12 janv.	Costa-Rica	Convention et Protocole de Ratification. Revendications contre Costa-Rica. Soumission à l'arbitrage.	8 juin 1923 N° 432	XVII : 152
1922, 7 mai'21-5 avril'22	Bulgarie	Notes. Importation de la morphine, etc., de Grande-Bretagne en Bulgarie	12 avril 1923 N° 410	XVI : 192
1922, 12 sept./17 oct.	Lettonie	Accord. Mandats-poste	5 mai 1923 N° 419	XVI : 398

INDEX ALPHABÉTIQUE *(suite)*.

Grande-Bretagne *(suite)*.			Enregistrement Date et N°	Vol.	Pages
Traités, etc., avec des puissances étrangères *(suite)*, à savoir :—					
1922, 19 oct.	Uruguay	Notes. Importation de la morphine, etc., de Grande-Bretagne en Uruguay	12 avril 1923 N° 411	XVI	202
1922, 4 juin'21 / 16 nov.'22	Haïti	Notes. Importation de la morphine, etc., de Grande-Bretagne en Haïti.	12 avril 1923 N° 408	XVI	174
1922, 30 nov.	Japon	Accord et Notes. Jaugeage. Navires de commerce	12 avril 1923 N° 412	XVI	208
		Notes en date du 27 juillet 1923	6 oct. 1923	XIX	288
1922, 15-26 déc.	France	Notes. Protocole du 6 août 1914. Nouvelles-Hébrides	12 avril 1923 N° 413	XVI	214
1923, 2 oct.'22 / 18 janv.'23	Pays-Bas	Accord. Echange des colis postaux entre l'Australie et les Indes orientales néerlandaises	27 août 1923 N° 469	XVIII	258
1923, 23 janv.	Pays-Bas	Accord. Téléphone.	5 mai 1923 N° 420	XVI	426
1923, 11 fév.	Mascate	Traité prolongeant le Traité d'amitié de commerce et de navigation du 19 mars 1891	8 juin 1923 N° 433	XVII	164
1923, 6/8 mars	Colombie	Notes. Importation de la morphine, etc., de Grande-Bretagne en Colombie	8 juin 1923 N° 434	XVII	168
1923, 8-28 mars	Belgique	Notes. Liquidation des biens ennemis.	5 mai 1923 N° 421	XVI	440
1923, 28 mars	Autriche	Notes. Echantillons de marchandises. Exemption de droits de douane	25 juin 1923 N° 445	XVII	386
1923, 31 mars	Portugal	Accord portant renouvellement de la Partie I de la Convention Mozambique-Transvaal du 1 avril 1909	4 juillet 1923 N° 451	XVIII	30
1923, 5 avril	Allemagne	Accord. Dettes et biens allemands en Chine	8 juin 1923 N° 435	XVII	174
1923, 11/24 mai	Roumanie	Notes. Relations commerciales	1 sept. 1923 N° 471	XVIII	302
1923, 24 mai	France	Notes. Décrets de nationalité. Tunisie et Maroc	1 sept. 1923 N° 472	XVIII	306
1923, 5 juillet	Egypte	Notes. « Bill d'Indemnité » égyptien et cessation de l'état de siège en Egypte	1 sept. 1923 N° 473	XVIII	312
1923, 18 juillet.	Egypte	Notes. Fonctionnaires étrangers. Loi relative aux conditions de service, à la retraite et au licenciement.	1 sept. 1923 N° 474	XVIII	324
1923, 27 juillet.	Japon	Notes. Jaugeage. Navires de commerce	6 oct. 1923 N° 412	XIX	288

Voir aussi : AUSTRALIE.

Grèce.

Traités, etc., avec des puissances étrangères, à savoir :—

1921, 28 mars / 10 nov.	Grande-Bretagne	Notes. Importation de la morphine, etc., de Grande-Bretagne en Grèce.	12 avril 1923 N° 407	XVI	166

INDEX ALPHABÉTIQUE *(suite)*.

			Enregistrement Date et N°	Vol.	Pages.
Haïti.					
Traités, etc., avec des puissances étrangères, à savoir :—					
1922, 4 juin '21 / 16 nov.'22	Grande-Bretagne	Notes. Importation de la morphine, etc., de Grande-Bretagne en Haïti.	12 avril 1923 N° 408	XVI	174
Haute-Silésie.					
Traités, etc., la concernant :					
1922, 15 mai	Allemagne Pologne	Convention. Haute-Silésie	N° 271		
		Présentation à l'enregistrement par l'Allemagne	19 sept. 1923	XIX	282
Voir aussi : INDEX N° 3 : 1922, 15 mai.					
1922, 3 juin	Allemagne Pologne	Déclaration relative à la Convention du 15 mai 1922. Haute-Silésie.	N° 271		
		Présentation à l'enregistrement par l'Allemagne	19 sept. 1923	XIX	282
Voir aussi : INDEX N° 3 : 1922, 3 juin.					
Hébrides, Nouvelles.					
Voir : NOUVELLES-HÉBRIDES.					
Héritages.					
Voir : SUCCESSIONS.					
Hongrie.					
Traités, etc., avec des puissances étrangères, à savoir :—					
1922, 8 fév.	Autriche	Convention et protocoles. Commerce.	11 avril 1923 N° 402	XVI	20
1923, 26 mai'21 / 26 fév.'23	Suède	Notes. Echange de notifications relatives aux aliénés.	26 mai 1923 N° 426	XVII	36
1923, 17/20 mars	Serbes, Croates et Slovènes, Royaume des	Notes. Délai d'émigration prévu à l'alinéa 3 de l'art. 63 du Traité de Trianon, 4 juin 1920. Prolongation.	15 mai 1923 N° 422	XVI	448
1923, 10 avril	Autriche	Accord d'arbitrage.	23 juillet 1923 N° 457	XVIII	94
Hultschin.					
Convention le concernant :					
1921, 3 fév.	Allemagne Tchécoslovaquie	Convention. Transfert de la juridiction dans le territoire de Hultschin.	N° 132		
		Errata		XIX	301
Voir aussi : INDEX N° 2 : 1921, 3 fév.					
Hygiène.					
1922, 20 déc.	Pologne Roumanie	Convention sanitaire	24 juillet 1923 N° 458	XVIII	104
Hypothèques.					
1923, 25 mars	Allemagne Suisse	Convention addit. à la Convention du 6 déc. 1920. Hypothèques suisses en Allemagne contenant la clause d'or et créances en francs contre des débiteurs allemands	1 sept. 1923 N° 470	XVIII	274

INDEX ALPHABÉTIQUE *(suite)*.

			Enregistrement Date et N°	Vol.	Pages.
Identité (Certificats d') pour les réfugiés russes.					
1922, 5 juillet	Accord international	Certificats d'identité pour les réfugiés russes..			
Voir : ACCORDS GÉNÉRAUX INTERNATIONAUX : 1922, 5 juillet.					
Immigration.					
Voir : EMIGRATION.					
Importation.					
1921, 2 avril / 10 juin	Grande-Bretagne / Finlande	Notes. Importation de la morphine, etc., de Grande-Bretagne en Finlande	12 avril 1923 N° 403	XVI	134
1921, 21 mars / 18 juin	Allemagne / Grande-Bretagne	Notes. Importation de la morphine, etc., de Grande-Bretagne en Allemagne	12 avril 1923 N° 404	XVI	140
1921, 6 mai / 14 juillet	Autriche / Grande-Bretagne	Notes. Importation de la morphine, etc., de Grande-Bretagne en Autriche	12 avril 1923 N° 405	XVI	152
1921, 21 mars / 4 août	Grande-Bretagne / Tchécoslovaquie	Notes. Importation de la morphine, etc., de Grande-Bretagne en Tchécoslovaquie	12 avril 1923 N° 406	XVI	158
1921, 28 mars / 10 nov.	Grande-Bretagne / Grèce	Notes. Importation de la morphine, etc., de Grande-Bretagne en Grèce.	12 avril 1923 N° 407	XVI	166
1921, 9 mars / 16 déc.	Grande-Bretagne / Norvège	Notes. Importation de la morphine, etc., de Grande-Bretagne en Norvège	12 avril 1923 N° 409	XVI	188
1922, 7 mai'21- / 5 avril'22	Grande-Bretagne / Bulgarie	Notes. Importation de la morphine, etc., de Grande-Bretagne en Bulgarie	12 avril 1923 N° 410	XVI	192
1922, 19 oct. ..	Grande-Bretagne / Uruguay	Notes. Importation de la morphine, etc., de Grande-Bretagne en Uruguay	12 avril 1923 N° 411	XVI	202
1922, 4 juin'21 / 16 nov.'22	Grande-Bretagne / Haïti	Notes. Importation de la morphine, etc., de Grande-Bretagne en Haïti..	12 avril 1923 N° 408	XVI	174
1923, 6/8 mars	Colombie / Grande-Bretagne	Notes. Importation de la morphine, etc., de Grande-Bretagne en Colombie	8 juin 1923 N° 434	XVII	168
Impôts.					
1921, 16 juillet	Finlande / Norvège	Notes. Exemption d'immeubles destinés à la représentation diplomatique, de l'impôt du timbre à l'occasion de leur homologation	19 sept. 1923 N° 485	XIX	78
1921, 31 déc. .	Allemagne / Tchécoslovaquie	Traités et Protocole. Impôts.	30 juin 1923 N° 447	XVII	402
1922, 18 mars	Allemagne / Tchécoslovaquie	Traité et Protocole. Droits de succession. Suppression de la double imposition	30 juin 1923 N° 448	XVII:	454
1923, 12-21 fév.	Finlande .. / Russie (soviétique)	Notes. Exemption de certains immeubles urbains de l'impôt de timbre à l'occasion de leur homologation ou de leur entérinement..	19 sept. 1923 N° 495	XIX	220

INDEX ALPHABÉTIQUE *(suite)*.

			Enregistrement Date et N°	Vol.	Pages.
« Indemnité, Bill d'. »					
1923, 5 juillet	Grande-Bretagne / Egypte	Notes. « Bill d'Indemnité » égyptien et cessation de l'état de siège en Egypte	1 sept. 1923 N° 473	XVIII :	213
Indes orientales Néerlandaises.					
1923, 2 oct.'22 / 18 janv.'23	Grande-Bretagne / Pays-Bas	Accord. Echange des colis postaux entre l'Australie et les Indes orientales néerlandaises.	27 août 1923 N° 469	XVIII :	258
Industrie.					
Voir : PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE.					
Insoumis.					
Voir : DÉSERTEURS.					
Intérêts.					
Voir : BIENS.					
Inventions, Protection des.					
Voir : PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE.					
Islande.					
Traités, etc., la concernant :					
1883, 14/31 déc.	Grande-Bretagne / Danemark	Convention concernant l'Islande, suppl. à la Convention anglo-danoise des 22 avril/16 mai 1871. Mandats-poste. Abrogation : Notes en date des 28 sept. et 12 déc. 1921. .. .. (Errata : XIX : 301.)	N° 326		
Voir aussi : INDEX N° 4 : 1921, 28 sept. / 12 déc.					
1921, 28 sept. / 12 déc.	Grande-Bretagne / Danemark (Errata : XIX : 301)	Notes. Abrogation de la Convention des 14/31 déc. 1883 concernant l'Islande, suppl. à la Convention anglo-danoise des 22 avril/16 mai 1871. Mandats-poste.	N° 326		
Voir aussi : INDEX N° 4 : 1921, 28 sept. / 12 déc.					
1923, 9 avril	Danemark / Portugal	Notes. Application à l'Islande de la Déclaration du 14 déc. 1896. Relations commerciales	29 mai 1923 N° 429	XVII :	64
1923, 27/30 juin	Autriche / Danemark	Notes. Application aux relations commerciales entre l'Autriche et l'Islande de la Convention de commerce et de navigation du 14 mars 1887 entre l'Autriche-Hongrie et le Danemark..	7 août 1923 N° 464	XVIII :	196
1923, 9/13 juillet	Danemark / Suède	Notes. Echange de notifications relatives aux aliénés. Islande et Suède.	31 juillet 1923 N° 461	XVIII :	144

INDEX ALPHABÉTIQUE *(suite)*.

		Enregistrement Date et N°	Vol.	Pages.
Italie.				
Traités, etc., avec des puissances étrangères, à savoir :—				
1920, 28 sept. / 11 oct.	Pays-Bas .. .. Notes portant renouvellement de la Convention internationale du 14 oct. 1890 et des Actes la complétant. Transport des marchandises par chemins de fer	27 août 1923 N° 468	XVIII	254
1920, 12 nov.	Serbes, Croates et Slovènes, Royaume des — Traité. Questions territoriales et politiques. (Zara et Fiume)	12 sept. 1923 N° 477	XVIII	388
1921, 14 sept.	Serbes, Croates et Slovènes, Royaume des — Accord. Pêche dans l'Adriatique. ..	12 sept. 1923 N° 482	XIX	14
1921, 8 oct. ..	Brésil . .. .. Convention. Emigration et travail ..	10 avril 1923 N° 401	XVI	10
1922, 23 oct.	Serbes Croates et Slovènes, Royaume des — Accord. Exécution du Traité de Rapallo, 12 nov. 1920. (Zara et Fiume)	12 sept. 1923 N° 478	XVIII	406
1922, 23 oct.	Serbes, Croates et Slovènes, Royaume des — Convention. Régime douanier et trafic de frontière entre Zara et les territoires limitrophes	12 sept. 1923 N° 479	XVIII	414
1922, 23 oct.	Serbes Croates et Slovènes, Royaume des — Convention. Contrebande et contraventions aux lois de finance	12 sept. 1923 N° 480	XVIII	442
1922, 23 oct.	Serbes, Croates et Slovènes, Royaume des — Accord général. Protocole et Notes..	12 sept. 1923 N° 481	XVIII	462
Japon.				
Traités, etc., avec des puissances étrangères, à savoir :—				
1922, 17-22 mai	Danemark.. .. Notes. Lettres de jauge.	N° 376		
	Texte japonais de la note du 17 mai 1922	16 oct. 1922	XIX	287
Voir aussi : INDEX N° 4 : 1922, 17-22 mai.				
1922, 30 nov. .	Grande-Bretagne — Accord et notes. Jaugeage. Navires de commerce	12 avril 1923 N° 412	XVI	208
	Notes en date du 27 juillet 1923 ..	6 oct. 1923	XIX	288
1923, 1/5 mai .	Suède.. .. .. Notes. Echange de notifications relatives aux aliénés.	25 juin 1923 N° 446	XVII	392
1923, 27 juillet	Grande-Bretagne — Notes. Jaugeage. Navires de commerce..	6 oct. 1923 N° 412	XIX	288
Jaugeage.				
Voir : TONNAGE.				
Journaux.				
Voir : POSTALES, CONVENTIONS.				
Judiciaires, questions.				
1921, 12 juillet	Allemagne / Danemark — Convention. Transfert de l'administration judiciaire dans le Slesvig du Nord	N° 238		
	Présentation à l'enregistrement par l'Allemagne	19 sept. 1923	XIX	282
Voir aussi : INDEX N° 3 : 1921, 12 juillet.				

INDEX ALPHABÉTIQUE *(suite)*.

				Enregistrement Date et N°	Vol.	Pages
Justice.						
Voir : JUDICIAIRES, QUESTIONS.						
Lettonie.						
Traités, etc., avec des puissances étrangères, à savoir :—						
1920, 19 oct.	Esthonie	Convention. Frontière		16 juin 1923 N° 437	XVII	190
1921, 14 mai	Lituanie	Convention. Frontière		16 juin 1923 N° 438	XVII	212
1921, 14 mai	Lituanie	Convention. Droits des citoyens		16 juin 1923 N° 439	XVII	234
1921, 3 août	Ukraine (soviétique)	Convention. Réévacuation des réfugiés lettons		16 juin 1923 N° 441	XVII	296
1921, 3 août	Ukraine (soviétique)	Traité. Relations générales		16 juin 1923 N° 442	XVII	318
1921, 22 juillet/6 nov.	Russie (soviétique)	Accord. Questions d'option		16 juin 1923 N° 440	XVII	252
1922, 30 mai	Saint-Siège	Concordat. Eglise catholique en Lettonie		16 juin 1923 N° 443	XVII	366
1922, 12 sept./17 oct.	Grande-Bretagne	Accord. Mandats-poste		5 mai 1923 N° 419	XVI	398
Lettres de jauge.						
Voir : TONNAGE.						
Lettres, etc., valeurs déclarées.						
Voir : POSTALES, CONVENTIONS.						
Liquidation.						
Voir : BIENS.						
: BIENS ENNEMIS.						
Lituanie.						
Traités, etc., avec des puissances étrangères, à savoir :—						
1921, 14 mai	Lettonie	Convention. Frontière		16 juin 1923 N° 438	XVII	212
1921, 14 mai	Lettonie	Convention. Droits des citoyens		16 juin 1923 N° 439	XVII	234
Lobith.						
Voir : RHIN.						
Loi martiale.						
Voir : ETAT DE SIÈGE.						
Luxembourg.						
Traités, etc., avec des puissances étrangères, à savoir :—						
1923, 15 juin '21/11 avril '23	Suède	Notes. Echange de notifications relatives aux aliénés		16 mai 1923 N° 423	XVI	454
Malfaiteurs.						
Voir : EXTRADITION.						

INDEX ALPHABÉTIQUE *(suite)*.

			Enregistrement Date et N°	Vol.	Pages.
Mandats-poste.					
1883, 14/31 déc.	Grande-Bretagne / Danemark	Convention concernant l'Islande, suppl. à la Convention anglo-danoise des 22 avril/16 mai 1871. Mandats-poste			
		Abrogation : Notes en date des 28 sept. et 12 déc. 1921. .. .. (Errata : XIX : 301.)	N° 326		
Voir aussi : INDEX N° 4 : 1921, 28 sept. / 12 déc.					
1920, 30 nov.	Arrangement international	Mandats-poste			
Voir : ACCORDS GÉNÉRAUX INTERNATIONAUX : 1920, 30 nov.					
1921, 28 sept. / 12 déc.	Grande-Bretagne / Danemark (Errata : XIX : 301)	Notes. Abrogation de la Convention des 14/31 déc. 1883 concernant l'Islande, suppl. à la Convention anglo-danoise des 22 avril/16 mai 1871. Mandats-poste.	N° 326		
Voir aussi : INDEX N° 4 : 1921, 28 sept. / 12 déc.					
1922, 12 sept./17 oct.	Grande-Bretagne / Lettonie	Accord. Mandats-poste.	5 mai 1923 N° 419	XVI : 398	
Voir aussi : POSTALES, CONVENTIONS.					
Marchandises.					
Voir : ECHANTILLONS DE MARCHANDISES. : MARQUES DE FABRIQUE.					
Marine marchande.					
Voir : TONNAGE.					
Maroc (zone française).					
Traités, etc., le concernant :—					
1923, 24 mai .	Grande-Bretagne / France	Notes. Décrets de nationalité. Tunisie et Maroc.	1 sept. 1923 N° 472	XVIII : 306	
Marques de fabrique.					
1923, 27 juillet	Danemark / Esthonie	Déclaration. Marques de fabrique ..	21 sept. 1923 N° 499	XIX : 254	
Mascate.					
Traités, etc., avec des puissances étrangères, à savoir :—					
1923, 11 fév. .	Grande-Bretagne	Traité prolongeant le Traité d'amitié, de commerce et de navigation du 19 mars 1891	8 juin 1923 N° 433	XVII : 164	
Mesures.					
Voir : POIDS ET MESURES.					
Militaires, Conventions.					
Voir : ALLIANCES.					
Minorités.					
1920, 23 août .	Autriche / Tchécoslovaquie	Protocole. Règlement de certaines questions mentionnées dans la Convention du 7 juin 1920, concernant le droit de nationalité et la protection des minorités	N° 99		
		Errata		XIX : 301	
Voir aussi : INDEX N° 1 : 1920, 23 août.					

INDEX ALPHABÉTIQUE *(suite)*.

			Enregistrement Date et N°	Vol. Pages.
Modèles industriels, Protection des.				
Voir : PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE.				
Morphine.				
Voir : OPIUM.				
Mozambique, province de.				
Traités le concernant :—				
1923, 31 mars.	Grande-Bretagne / Portugal	Accord portant renouvellement de la Partie I de la Convention Mozambique-Transvaal du 1 avril 1909..	4 juillet 1923 N° 451	XVIII : 30
Mutilés de guerre.				
1921, 17 août .	Allemagne / Autriche	Convention. Mutilés de guerre et ayants-droit des soldats morts à la guerre	19 sept. 1923 N° 497	XIX : 238
Nationalité.				
1920, 23 août .	Autriche / Tchécoslovaquie	Protocole. Règlement de certaines questions mentionnées dans la Convention du 7 juin 1920, concernant le droit de nationalité et la protection des minorités	N° 99	
		Errata		XIX : 301
Voir aussi : INDEX N° 1 : 1920, 23 août.				
1921, 14 mai ..	Lettonie / Lituanie	Convention. Droits des citoyens.. ..	16 juin 1923 N° 439	XVII : 234
Voir aussi : DÉCRETS DE NATIONALITÉS.				
Navigation.				
1922, 28 oct...	Finlande / Russie (soviétique)	Convention. Maintien des chenaux principaux et réglementation de la pêche dans les eaux limitrophes.	19 sept. 1923 N° 492	XIX : 184
1923, 26 mai ..	Finlande / Suède	Convention et Protocole. Navigation.	9 juillet 1923 N° 453	XVIII : 58
1923, 5 juin ..	Finlande / Russie (soviétique)	Convention. Navigation des navires marchands finlandais sur la Néva entre le lac Ladoga et le golfe de Finlande	20 août 1923 N° 465	XVIII : 204
Voir aussi : COMMERCE.				
: NAVIGATION AÉRIENNE.				
: PAIX ET AMITIÉ, COMMERCE ET NAVIGATION.				
: TONNAGE.				
: VOIES NAVIGABLES.				
Navigation aérienne.				
1922, 25 avril .	Allemagne / Danemark	Accord prov. Navigation aérienne ..	24 août 1923 N° 466	XVIII : 228
1923, 26 mai ..	Norvège / Suède	Convention. Navigation aérienne ..	6 août 1923 N° 462	XVIII : 156
Navires.				
Voir : TONNAGE.				
Néva, fleuve.				
Voir : NAVIGATION : 1923, 5 juin.				

INDEX ALPHABÉTIQUE *(suite)*.

			Enregistrement Date et N°	Vol.	Pages.
Norvège.					
Traités, etc., avec des puissances étrangères, à savoir :—					
1921, 16 juillet.	Finlande	Notes. Exemption d'immeubles destinés à la représentation diplomatique, de l'impôt de timbre à l'occasion de leur homologation	19 sept. 1923 N° 485	XIX :	78
1921, 21 juillet / 8 juin/1 août	Danemark.. ..	Modification. Convention des 23/29 déc. 1920. Télégraphe et téléphone.	N° 362		
		Errata		XIX :	302
Voir aussi : INDEX N° 4 : 1921, 21 juillet. / 8 juin/1 août.					
1921, 9 mars / 16 déc.	Grande-Bretagne	Notes. Importation de la morphine, etc., de Grande-Bretagne en Norvège	12 avril 1923 N° 409	XVI :	188
1923, 11 avril..	Portugal	Notes et Déclaration. Relations commerciales et maritimes	4 mai 1923 N° 418	XVI :	380
1923, 9 mars / 28 avril	Finlande	Notes. Echange de notifications relatives aux aliénés	19 sept. 1923 N° 496	XIX :	226
1923, 26 mai ..	Suède..	Convention. Navigation aérienne ..	6 août 1923 N° 462	XVIII :	156
1923, 11 juillet.	Danemark, Finlande, Suède	Protocole comportant l'adhésion de la Finlande à la Convention du 26 mai 1914. Assistance aux ressortissants nécessiteux	21 juillet 1923 N° 456	XVIII :	86
Nouvelles-Hébrides.					
1922, 15-26 déc.	Grande-Bretagne, France	Notes. Protocole du 6 août 1914. Nouvelles-Hébrides	12 avril 1923 N° 413	XVI :	214
Opium.					
1912, 23 janv.	Convention internationale de l'Opium et Protocoles				
Voir : ACCORDS GÉNÉRAUX INTERNATIONAUX : 1912, 23 janvier.					
1921, 2 avril / 10 juin	Grande-Bretagne, Finlande	Notes. Importation de la morphine, etc., de Grande-Bretagne en Finlande	12 avril 1923 N° 403	XVI :	134
1921, 21 mars / 18 juin	Allemagne, Grande-Bretagne	Notes. Importation de la morphine, etc., de Grande-Bretagne en Allemagne	12 avril 1923 N° 404	XVI :	140
1921, 6 mai .. / 14 juillet	Autriche, Grande-Bretagne	Notes. Importation de la morphine, etc., de Grande-Bretagne en Autriche	12 avril 1923 N° 405	XVI :	152
1921, 21 mars / 4 août	Grande-Bretagne, Tchécoslovaquie	Notes. Importation de la morphine, etc., de Grande-Bretagne en Tchécoslovaquie	12 avril 1923 N° 406	XVI :	158
1921, 28 mars / 10 nov.	Grande-Bretagne, Grèce	Notes. Importation de la morphine, etc., de Grande-Bretagne en Grèce.	12 avril 1923 N° 407	XVI :	166
1921, 9 mars / 16 déc.	Grande-Bretagne, Norvège	Notes. Importation de la morphine, etc., de Grande-Bretagne en Norvège	12 avril 1923 N° 409	XVI :	188
1922, 7 mai'21-5 avril '22	Grande-Bretagne, Bulgarie	Notes. Importation de la morphine, etc., de Grande-Bretagne en Bulgarie	12 avril 1923 N° 410	XVI :	192

INDEX ALPHABÉTIQUE *(suite)*.

			Enregistrement Date et N°	Vol.	Pages.
Opium *(suite)*.					
1922, 19 oct.	Grande-Bretagne, Uruguay	Notes. Importation de la morphine, etc., de Grande-Bretagne en Uruguay	12 avril 1923 N° 411	XVI	202
1922, 4 juin'21 / 16 nov.'22	Grande-Bretagne, Haïti	Notes. Importation de la morphine, etc., de Grande-Bretagne en Haïti	12 avril 1923 N° 408	XVI	174
1923, 6/8 mars	Colombie, Grande-Bretagne	Notes. Importation de la morphine, etc., de Grande-Bretagne en Colombie	8 juin 1923 N° 434	XVII	168
Option.					
1921, 22 juillet. / 6 nov.	Lettonie, Russie (soviétique)	Accord. Questions d'option	16 juin 1923 N° 440	XVII	252
1923, 17/20 mars	Hongrie, Serbes, Croates et Slovènes, Royaume des	Notes. Délai d'émigration prévu à l'alinéa 3 de l'art. 63 du Traité de Trianon, 4 juin 1920. Prolongation	15 mai 1923 N° 422	XVI	448
Voir aussi : NATIONALITÉ.					
Paix.					
1922, 1 juin	Finlande, Russie (soviétique)	Convention et protocole. Paix de frontière	1 mai 1923 N° 415	XVI	318
Paix et amitié, commerce et navigation.					
1923, 11 fév.	Grande-Bretagne, Mascate	Traité prolongeant le Traité d'amitié de commerce et de navigation, du 19 mars 1891	8 juin 1923 N° 433	XVII	164
Passeports.					
1922, 15 mai	Allemagne, Pologne	Convention. Gares frontières de jonction comportant des bureaux de douane et de passeports allemands et polonais. Droits et devoirs des fonctionnaires affectés au service du transit privilégié et du passage de la frontière par chemin de fer	N° 273		
		Présentation à l'enregistrement par l'Allemagne	19 sept. 1923	XIX	284
Voir aussi : INDEX N° 3 : 1922, 15 mai.					
Pavillons.					
1921, 20 avril	Déclaration portant reconnaissance du droit au pavillon des Etats dépourvus de littoral maritime.				
Voir : ACCORDS GÉNÉRAUX INTERNATIONAUX : 1921, 20 avril.					
Pays-Bas.					
Traités, etc., avec des puissances étrangères, à savoir :—					
1918, 29 août	Allemagne	Traité. Exhaussement de l'ancienne embouchure du Rhin près de Lobith	N° 346		
		Présentation à l'enregistrement par l'Allemagne	19 sept. 1923	XIX	284
Voir aussi : INDEX N° 4 : 1918, 29 août.					

INDEX ALPHABÉTIQUE *(suite)*.

			Enregistrement Date et N°	Vol.	Pages.
Pays-Bas *(suite)*.					
Traités, etc., avec des puissances étrangères, *(suite)*, à savoir :—					
1920, 23 sept. / 6 oct.	Belgique ..	Notes portant renouvellement de la Convention internationale du 14 oct. 1890 et des Actes la complétant. Transports des marchandises par chemins de fer	27 août 1923 N° 467	XVIII	248
1920, 28 sept. / 11 oct.	Italie	Notes portant renouvellement de la Convention internationale du 14 oct. 1890 et des Actes la complétant. Transport des marchandises par chemins de fer	27 août 1923 N° 468	XVIII	254
1921, 5 juillet.	Allemagne.. ..	Protocole addit. au Traité du 29 août 1918. Exhaussement de l'embouchure du Vieux-Rhin près de Lobith	N° 346		
		Présentation à l'enregistrement par l'Allemagne	19 sept. 1923	XIX	284
Voir aussi : INDEX N° 4 : 1921, 5 juillet.					
1922, 6 nov. ..	Autriche	Convention. Fonctionnaires consulaires autrichiens dans les colonies néerlandaises	22 juin 1923 N° 444	XVII	376
1923, 2 oct. '22 / 18 janv.' 23	Grande-Bretagne	Accord. Echange des colis postaux entre l'Australie et les Indes orientales néerlandaises	27 août 1923 N° 469	XVIII	258
1923, 23 janv..	Grande-Bretagne	Accord. Téléphone.	5 mai 1923 N° 420	XVI	426
Voir aussi : INDES, ORIENTALES NÉERLANDAISES.					
Pêche, Pêcheries.					
1921, 14 sept.	Italie, Serbes, Croates et Slovènes, Royaume des	Accord. Pêche dans l'Adriatique. ..	12 sept. 1923 N° 482	XIX	14
1922, 20 sept.	Finlande, Russie	Convention. Pêche dans le golfe de Finlande	19 sept. 1923 N° 490	XIX	144
1922, 28 oct.	Finlande, Russie (soviétique)	Convention. Maintien des chenaux principaux et réglementation de la pêche dans les eaux limitrophes ..	19 sept. 1923 N° 492	XIX	184
Pensions.					
Voir : MUTILÉS DE GUERRE.					
Petchenga.					
Voir : PETSAMO (PETCHENGA).					
Petsamo (Petchenga).					
1922, 28 oct. .	Finlande, Russie (soviétique)	Convention. Libre transit pour l'Etat russe et ses ressortissants à travers le territoire de Petsamo (Petchenga)	19 sept. 1923 N° 493	XIX	200
Phosphore.					
1906, 26 sept.	Convention internationale	Emploi du phosphore blanc (jaune), pour les allumettes			
Voir : ACCORDS GÉNÉRAUX INTERNATIONAUX : 1906, 26 sept.					

INDEX ALPHABÉTIQUE *(suite)*.

		Enregistrement Date et N°	Vol.	Pages.
Poids et mesures.				
1921, 6 oct. .. Convention internationale	Modifiant les Convention et Règlement du 20 mai 1875 : Poids et mesures			
Voir : ACCORDS GÉNÉRAUX INTERNATIONAUX : 1921, 6 oct.				
Politiques, Accords.				
1921, 19 fév. . France / Pologne	Accord politique	2 juillet 1923 N° 449	XVIII :	12
1922, 23 oct. Italie / Serbes, Croates et Slovènes, Royaume des	Accord. Exécution du Traité de Rapallo, 12 nov. 1920. (Zara et Fiume.)	12 sept. 1923 N° 478	XVIII :	406
Politiques, Conventions.				
1923, 23 avril . Danemark / Russie (soviétique)	Accord préliminaire, Protocole et Déclaration. Relations économiques et politiques. Revendications.. ..	3 juillet 1923 N° 450	XVIII	16
Pologne.				
Traités, etc., avec des puissances étrangères, à savoir :—				
1921, 19 fév. .. France	Accord politique	2 juillet 1923 N° 449	XVIII :	12
1921, 21 avril .. Allemagne / Pologne représentant Dantzig	Convention et Protocole. Transit entre la Prusse Orientale et le reste de l'Allemagne..	N° 308		
	Correction d'errata au vol. XII : 80		XIX :	301
Voir aussi : INDEX N° 4 : 1921, 21 avril.				
1922, 15 mai .. Allemagne.. ..	Convention. Haute-Silésie	N° 271		
	Présentation à l'enregistrement par l'Allemagne	19 sept. 1923	XIX :	282
Voir aussi : INDEX N° 3 : 1922, 15 mai.				
1922, 15 mai .. Allemagne.. ..	Convention. Chèques postaux	N° 272		
	Présentation à l'enregistrement par l'Allemagne	19 sept. 1923	XIX :	284
Voir aussi : INDEX N° 3 : 1922, 15 mai.				
1922, 15 mai .. Allemagne.. ..	Convention. Gares frontières de jonction comportant des bureaux de douane et de passeports allemands et polonais. Droits et devoirs des fonctionnaires affectés au service du transit privilégié et du passage de la frontière par chemin de fer ..	N° 273		
	Présentation à l'enregistrement par l'Allemagne	19 sept. 1923	XIX :	284
Voir aussi : INDEX N° 3 : 1922, 15 mai.				
1923, 3 juin .. Allemagne.. ..	Déclaration relative à la Convention du 15 mai, 1922. Haute-Silésie. ..	N° 271		
	Présentation à l'enregistrement par l'Allemagne	19 sept. 1923	XIX :	282
Voir aussi : INDEX N° 3 : 1922, 3 juin.				
1922, 20 déc. .. Roumanie . ..	Convention sanitaire	24 juillet 1923 N° 458	XVIII :	104
1923, 10/14 juillet . Danemark.. ..	Notes. Service militaire.	12 sept. 1923 N° 483	XIX :	66

INDEX ALPHABÉTIQUE *(suite)*.

			Enregistrement Date et N°	Vol.	Pages.
Portugal.					
Traités, etc., avec des puissances étrangères, à savoir :—					
1923, 26 mars ..	Espagne	Convention postale. Echange de correspondance	3 sept. 1923 N° 475	XVIII	350
1923, 26 mars ..	Espagne	Convention postale. Echange des lettres et boîtes, valeur déclarée.. ..	3 sept. 1923 N° 476	XVIII	374
1923, 31 mars ..	Grande-Bretagne	Accord portant renouvellement de la Partie I de la Convention Mozambique-Transvaal du 1 avril 1909 ..	4 juillet 1923 N° 451	XVIII	30
1923, 9 avril ..	Danemark.. ..	Notes. Application à l'Islande de la Déclaration du 14 déc. 1896. Relations commerciales	29 mai 1923 N° 429	XVII	64
1923, 11 avril ..	Norvège	Notes et Déclaration. Relations commerciales et maritimes	4 mai 1923 N° 418	XVI	380

Postales, Conventions.

1920, 30 nov. .. Convention postale universelle et Protocole final.
Voir : ACCORDS GÉNÉRAUX INTERNATIONAUX : 1920, 30 nov.

1920, 30 nov. .. Arrangement international Lettres, etc., valeur déclarée
Voir : ACCORDS GÉNÉRAUX INTERNATIONAUX : 1920, 30 nov.

1920, 30 nov. .. Arrangement international Recouvrements
Voir : ACCORDS GÉNÉRAUX INTERNATIONAUX : 1920, 30 nov.

1920, 30 nov. .. Arrangement international Abonnements postaux aux journaux, etc.
Voir : ACCORDS GÉNÉRAUX INTERNATIONAUX : 1920, 30 nov.

1920, 30 nov. .. Arrangement international Virements postaux.
Voir : ACCORDS GÉNÉRAUX INTERNATIONAUX : 1920, 30 nov.

1923, 15 mai ..	Allemagne Pologne	Convention. Chèques postaux .. .. Présentation à l'enregistrement par l'Allemagne	N° 272 19 sept. 1923	XIX	284

Voir aussi : INDEX N° 3 : 1922, 15 mai.

1922, 22 juin ..	Finlande Russie (soviétique)	Arrangement prov. Relations postales.	1 mai 1923 N° 417	XVI	362
1923, 26 mars ..	Espagne Portugal	Convention postale. Echange de correspondance	3 sept. 1923 N° 475	XVIII	350
1923, 26 mars ..	Espagne Portugal	Convention postale. Echange de lettres et boîtes, valeur déclarée.. ..	3 sept. 1923 N° 476	XVIII	374

Voir aussi : COLIS POSTAUX.
: MANDATS-POSTE.

Postes.
Voir : POSTALES, CONVENTIONS.

Propriété.
Voir : BIENS.

INDEX ALPHABÉTIQUE *(suite)*.

			Enregistrement Date et N°	Vol.	Pages.
Propriété industrielle.					
1923, 27 juillet	Danemark, Esthonie	Déclaration. Protection réciproque des inventions, dessins et modèles industriels	21 sept. 1923 N° 500	XIX	260

Voir aussi : MARQUES DE FABRIQUE.

Protection des inventions, dessins et modèles industriels.

Voir : PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE.

Prusse Orientale.					
1921, 21 avril	Allemagne, Pologne, Pologne, représentant Dantzig	Convention et Protocole. Transit entre la Prusse Orientale et le reste de l'Allemagne	N° 308		
		Correction d'errata au vol. XII : 80	.. .. ..	XIX	301

Voir aussi : INDEX N° 4 : 1921, 21 avril.

Radiotélégraphie.					
1912, 5 juillet	Convention internationale et Protocole final	Radiotélégraphie			

Voir : ACCORDS GÉNÉRAUX INTERNATIONAUX : 1912, 5 juillet.

Rapatriement.					
1922, 12 août	Finlande, Russie (soviétique)	Convention. Rapatriement	19 sept. 1923 N° 489	XIX	106

Voir aussi : RÉFUGIÉS.

Recouvrements.

Voir : POSTALES, CONVENTIONS.

Réfractaires.

Voir : DÉSERTEURS.

Réfugiés.					
1921, 3 août	Lettonie, Ukraine (soviétique)	Convention. Réévacuation des réfugiés lettons	16 juin 1923 N° 441	XVII	296

Réfugiés russes.					
1922, 5 juillet	Accord international	Certificats d'identité pour les réfugiés russes			

Voir : ACCORDS GÉNÉRAUX INTERNATIONAUX : 1922, 5 juillet.

Relations diplomatiques.					
1922, 16 avril	Allemagne, Russie (soviétique)	Accord. Règlement des dettes de guerre et autres revendications. Relations diplomatiques et d'ordre général	19 sept. 1923 N° 498	XIX	248

Religion.

Voir : EGLISE CATHOLIQUE.

Ressortissants nécessiteux.

Voir : SECOURS.

INDEX ALPHABÉTIQUE *(suite)*.

			Enregistrement Date et N°	Vol.	Pages.
Revendications.					
1922, 12 janv.	Grande-Bretagne / Costa-Rica	Convention et Protocole de Ratification. Revendications contre Costa-Rica. Soumission à l'arbitrage. ..	8 juin 1923 N° 432	XVII	152
Voir aussi : DETTES.					
Rhin.					
1918, 29 août ..	Allemagne / Pays-Bas	Traité. Exhaussement de l'ancienne embouchure du Rhin près de Lobith	N° 346		
		Présentation à l'enregistrement par l'Allemagne	19 sept. 1923	XIX	284
Voir aussi : INDEX N° 4 : 1918, 29 août.					
1921, 5 juillet ..	Allemagne / Pays-Bas	Protocole addit. au Traité du 29 août 1918. Exhaussement de l'embouchure du Vieux-Rhin près de Lobith.	N° 346		
		Présentation à l'enregistrement par l'Allemagne	19 sept. 1923	XIX	284
Voir aussi : INDEX N° 4 : 1921, 5 juillet.					
Roumanie.					
Traités, etc., avec des puissances étrangères, à savoir :—					
1922, 20 déc. ..	Pologne	Convention sanitaire	24 juillet 1923 N° 458	XVIII	104
1923, 7 mai ..	Tchécoslovaquie	Protocole prolongeant la Convention d'alliance défensive du 23 avril 1921	16 juillet 1923 N° 455	XVIII	82
1923, 19 avril / 8 mai	Danemark.. ..	Notes. Relations commerciales. Clause de la nation la plus favorisée	25 mai 1923 N° 425	XVII	32
1923, 11/24 mai	Grande-Bretagne	Notes. Relations commerciales	1 sept. 1923 N° 471	XVIII	302
Royaume des Serbes, Croates et Slovènes.					
Voir : SERBES, CROATES ET SLOVÈNES, ROYAUME DES.					
Russie (soviétique).					
Traités, etc., avec des puissances étrangères, à savoir :—					
1921, 22 juillet / 6 nov.	Lettonie	Accord. Questions d'option.	16 juin 1923 N° 440	XVII	252
1921, 14 déc. ..	Finlande	Arrangement prov. Transport de voyageurs, etc., par voie ferrée entre la Finlande et la Russie, via Rajajoki et Valkeasaari	1 mai 1923 N° 414	XVI	222
1922, 16 avril ..	Allemagne.. ..	Accord. Règlement des dettes de guerre et autres revendications. Relations diplomatiques et d'ordre général	19 sept. 1923 N° 498	XIX	248
1922, 1 juin ..	Finlande	Convention et protocole. Paix de frontière	1 mai 1923 N° 415	XVI	318
1922, 13 juin ..	Finlande	Arrangement prov. Télégraphe.. ..	1 mai 1923 N° 416	XVI	350
1922, 22 juin ..	Finlande	Arrangement prov. Relations postales	1 mai 1923 N° 417	XVI	362

INDEX ALPHABÉTIQUE *(suite)*.

			Enregistrement Date et N°	Vol.	Pages.
Russie (soviétique) *(suite)*.					
Traités, etc., avec des puissances étrangères, *(suite)*, à savoir :—					
1922, 7 juillet ..	Finlande	Accord. Anciennes propriétés gouvernementales visées dans la remarque à l'Art. 22 du Traité de paix du 14 oct. 1920	19 sept. 1923 N° 488	XIX :	100
1922, 12 août ..	Finlande	Convention. Rapatriement..	19 sept. 1923 N° 489	XIX :	106
1922, 20 sept. ..	Finlande	Convention. Pêche dans le golfe de Finlande	19 sept. 1923 N° 490	XIX :	144
1922, 28 oct. ..	Finlande	Convention. Flottage de bois sur les cours d'eau coulant de Finlande en Russie et vice versa..	19 sept. 1923 N° 491	XIX :	154
1922, 28 oct. ..	Finlande	Convention. Maintien des chenaux principaux et réglementation de la pêche dans les eaux limitrophes ..	19 sept. 1923 N° 492	XIX :	184
1922, 28 oct. ..	Finlande	Convention. Libre transit pour l'Etat Russe et ses ressortissants à travers le territoire de Petsamo (Petchenga)	19 sept. 1923 N° 493	XIX :	200
1923, 12-21 fév.	Finlande	Notes. Exemption de certains immeubles urbains de l'impôt de timbre, etc., à l'occasion de leur homologation ou de leur entérinement	19 sept. 1923 N° 495	XIX :	220
1923, 23 avril ..	Danemark.. ..	Accord préliminaire, Protocole et Déclaration. Relations économiques et politiques	3 juillet 1923 N° 450	XVIII :	16
1923, 5 juin ..	Finlande	Convention. Navigation des navires marchands finlandais sur la Néva entre le lac Ladoga et le golfe de Finlande	20 août 1923 N° 465	XVIII :	204
Saint-Siège.					
Concordats :—					
1922, 30 mai ..	Lettonie	Concordat. Eglise catholique en Lettonie	16 juin 1923 N° 443	XVII :	366
Sanitaires, Conventions.					
Voir : HYGIÈNE.					
Secours.					
1923, 11 juillet .	Danemark, Finlande, Norvège, Suède ..	Protocole comportant l'adhésion de la Finlande à la Convention du 26 mai 1914. Assistance aux ressortissants nécessiteux	21 juillet 1923 N° 456	XVIII :	86
Serbes Croates et Slovènes, Royaume des					
Traités, etc., avec des puissances, étrangères, à savoir :—					
1920, 18 oct. ..	Tchécoslovaquie	Traité et Protocole. Relations commerciales	19 mai 1923 N° 424	XVII :	10
1920, 12 nov. ..	Italie	Traité. Questions territoriales et politiques. (Zara et Fiume.)	12 sept. 1923 N° 477	XVIII :	388
1921, 14 sept. ..	Italie	Accord. Pêche dans l'Adriatique. ..	12 sept. 1923 N° 482	XIX :	14

INDEX ALPHABÉTIQUE *(suite)*.

			Enregistrement Date et N°	Vol.	Pages.
Serbes, Croates et Slovènes, Royaume des *(suite)*.					
Traités, etc., avec des puissances étrangères, *(suite)*, à savoir :—					
1922, 23 oct. ..	Italie	Accord. Exécution du Traité de Rapallo, 12 nov. 1920. (Zara et Fiume)	12 sept. 1923 N° 478	XVIII	406
1922, 23 oct. ..	Italie	Convention. Régime douanier et trafic de frontière entre Zara et les territoires limitrophes	12 sept. 1923 N° 479	XVIII	414
1922, 23 oct. ..	Italie	Convention. Contrebande et contraventions aux lois de finance	12 sept. 1923 N° 480	XVIII	442
1922, 23 oct. ..	Italie	Accord général, Protocole et Notes ..	12 sept. 1923 N° 481	XVIII	462
1923, 17/20 mars ..	Hongrie	Notes. Délai d'émigration prévu à l'alinéa de l'Art. 63 du Traité de Trianon. 4 juin 1920. Prolongation.	15 mai 1923 N° 422	XVI	448
Service militaire.					
1923, 8 fév. / 21 avril	Danemark / Finlande	Notes. Service militaire obligatoire ..	29 mai 1923 N° 428	XVII	58
1923, 10/14 juillet .	Danemark / Pologne	Notes. Service militaire.	12 sept. 1923 N° 483	XIX	66
Voir aussi : DESERTEURS.					
Silésie.					
Voir : HAUTE-SILÉSIE.					
Slesvig.					
Traités, etc., le concernant :					
1921, 12 juillet .	Allemagne / Danemark	Convention. Transfert de l'administration judiciaire dans le Slesvig du Nord	N° 238		
		Présentation à l'enregistrement par l'Allemagne	19 sept. 1923	XIX	282
Voir aussi : INDEX N° 3 : 1921, 12 juillet.					
1922, 10 avril ..	Allemagne / Danemark	Traité. Slesvig septentrional.	N° 274		
		Présentation à l'enregistrement par l'Allemagne	19 sept. 1923	XIX	284
Voir aussi : INDEX N° 3 : 1922, 10 avril.					
Successions.					
1922, 18 mars ..	Allemagne / Tchécoslovaquie	Traité et Protocole. Droits de succession. Suppression de la double imposition	30 juin 1923 N° 448	XVII	454
Suède.					
Traités, etc., avec des puissances étrangères, à savoir :—					
1922, 25 oct. ..	Belgique	Notes. Echange de notifications relatives aux aliénés.	27 juillet 1923 N° 459	XVIII	122
1923, 26 mai'21 / 26 fév. '23	Hongrie	Notes. Echange de notifications relatives aux aliénés	26 mai 1923 N° 426	XVII	36
1923, 15 juin'21 / 11 avril'23	Luxembourg ..	Notes. Echange de notifications relatives aux aliénés.	16 mai 1923 N° 423	XVI	454
1923, 1/5 mai ..	Japon	Notes. Echange de notifications relatives aux aliénés	25 juin 1923 N° 446	XVII	392

INDEX ALPHABÉTIQUE *(suite)*.

			Enregistrement Date et N°	Vol.	Pages.
Suède *(suite)*.					
Traités, etc., avec des puissances étrangères, *(suite)*, à savoir :—					
1923, 26 mai ..	Finlande	Convention et Protocole. Navigation.	9 juillet 1923 N° 453	XVIII	58
1923, 26 mai ..	Norvège	Convention. Navigation aérienne ..	6 août 1923 N° 462	XVIII	156
1923, 11 juillet .	Danemark, Finlande, Norvège	Protocole comportant l'adhésion de la Finlande à la Convention du 26 mai 1914. Assistance aux ressortissants nécessiteux	21 juillet 1923 N° 456	XVIII	86
1923, 9/13 juillet .	Danemark.. ..	Notes. Echange de notifications relatives aux aliénés.	28 juillet 1923 N° 460	XVIII	132
1923, 9/13 juillet .	Danemark.. ..	Notes. Echange de notifications relatives aux aliénés. Islande et Suède..	31 juillet 1923 N° 461	XVIII	144
Suisse.					
Traités, etc., avec des puissances étrangères, à savoir :—					
1921, 3 déc. ..	Allemagne.. ..	Traité et Protocole. Arbitrage et conciliation	N° 320		
		Présentation à l'enregistrement par l'Allemagne	19 sept. 1923	XIX	284
Voir aussi : INDEX N° 4 : 1921, 3 déc.					
1923, 25 mars ..	Allemagne.. ..	Convention addit. à la Convention du 6 déc. 1920. Hypothèques suisses en Allemagne contenant la clause d'or et créances en francs contre des débiteurs allemands	1 sept. 1923 N° 470	XVIII	274
Taxes.					
Voir : IMPÔTS.					
Tchécoslovaquie.					
Traités, etc., avec des puissances étrangères, à savoir :—					
1920, 29 juin ..	Allemagne.. ..	Convention économique et Protocole.	1 juin 1923 N° 430.	XVII	70
1920, 29 juin ..	Allemagne.. ..	Convention. Art. 297 du Traité de Versailles, 28 juin 1919. Biens, droits et intérêts	1 juin 1923 N° 431	XVII	140
1920, 23 août ..	Autriche	Protocole. Règlement de certaines questions mentionnées dans la Convention du 7 juin 1920, concernant le droit de nationalité et la protection des minorités	N° 99		
		Errata		XIX	301
Voir aussi : INDEX N° 1 : 1920, 23 août.					
1920, 18 oct. ..	Serbes, Croates et Slovènes, Royaume des	Traité et Protocole. Relations commerciales	19 mai 1923 N° 424	XVII	10
1921, 3 fév. ..	Allemagne.. ..	Convention. Transfert de la juridiction dans le territoire de Hultschin.	N° 132		
		Errata		XIX	301
Voir aussi : INDEX N° 2 : 1921, 3 fév.					
1921, 4 mai ..	Autriche	Accord commercial.	N° 388		
		Correction d'errata au vol. XII : 30		XIX	302
Voir aussi : INDEX N° 4 : 1921, 4 mai.					

INDEX ALPHABÉTIQUE *(suite)*.

			Enregistrement Date et N°	Vol.	Pages.
Tchécoslovaquie *(suite)*.					
Traités, etc., avec des puissances étrangères, *(suite)*, à savoir :—					
1921, 21 mars / 4 août	Grande-Bretagne	Notes. Importation de la morphine, etc., de Grande-Bretagne en Tchécoslovaquie	12 avril 1923 N° 406	XVI :	158
1921, 31 déc. ..	Allemagne.. ..	Traités et Protocole. Impôts.	30 juin 1923 N° 447	XVII :	402
1922, 18 mars ..	Allemagne.. ..	Traité et Protocole. Droits de succession. Suppression de la double imposition	30 juin 1923 N° 448	XVII :	454
1923, 7 mai ..	Roumanie . ..	Protocole prolongeant la Convention d'alliance défensive du 23 avril 1921	16 juillet 1923 N° 455	XVIII :	82
Télégrammes.					
1920, 27 juillet .	Danemark / Finlande	Arrangement. Télégrammes de presse	19 sept. 1923 N° 484	XIX :	72
Télégraphe et téléphone.					
1920, 30 déc.'19 / 30 août'20	Allemagne / Danemark	Convention télégraphique	N° 377		
		Présentation à l'enregistrement par l'Allemagne	19 sept. 1923	XIX :	288
Voir aussi : INDEX N° 4 : 1920, 30 déc. '19. / 30 août '20.					
1921, 21 juillet / 8 juin/1 août	Danemark / Norvège	Modifications. Convention des 23/29 déc. 1920. Télégraphe et téléphone.	N° 362		
		Errata		XIX :	302
Voir aussi : INDEX N° 4 : 1921, 21 juillet. / 8 juin/1 août.					
1922, 13 juin ..	Finlande / Russie (soviétique)	Arrangement prov. Télégraphe.. ..	1 mai 1923 N° 416	XVI :	350
1922, 30 oct. . / 28 nov. .	Esthonie / Finlande	Notes. Taxe fondamentale téléphonique	19 sept. 1923 N° 494	XIX :	214
1923, 23 janv. .	Grande-Bretagne / Pays-Bas	Accord. Téléphone.	5 mai 1923 N° 420	XVI :	426
Voir aussi : RADIOTÉLÉGRAPHIE. : TÉLÉGRAMMES.					
Téléphone.					
Voir : TÉLÉGRAPHE ET TÉLÉPHONE.					
Timbre.					
Voir : IMPÔTS.					
Tonnage.					
1922, 17-22 mai	Danemark / Japon	Notes. Lettres de jauge.	N° 376		
		Texte japonais de la note du 17 mai, 1922	16 oct. 1923	XIX :	287
Voir aussi : INDEX N° 4 : 1922, 17-22 mai.					
1922, 30 nov. ..	Grande-Bretagne / Japon	Accord et Notes. Jaugeage. Navires marchands	12 avril 1923 N° 412	XVI :	208
		Notes en date du 27 juillet 1923 ..	6 oct. 1923	XIX :	288
1923, 27 juillet .	Grande-Bretagne / Japon	Notes. Jaugeage. Navires de commerce..	6 oct. 1923 N° 412	XIX :	288

INDEX ALPHABÉTIQUE *(suite)*.

		Enregistrement Date et N°	Vol.	Pages.
Traite des blanches.				
Voir : TRAITE DES FEMMES ET DES ENFANTS.				
Traite des femmes et des enfants.				
1910, 4 mai .. Arrangement international	Traite des blanches.			
Voir : ACCORDS GÉNÉRAUX INTERNATIONAUX : 1910, 4 mai.				
1921, 30 sept. .. Convention internationale	Traite des femmes et des enfants.			
Voir : ACCORDS GÉNÉRAUX INTERNATIONAUX : 1921, 20 sept.				
Transit et Communications.				
1921, 20 avril ..	Convention et Statut : Liberté du Transit.			
Voir : ACCORDS GÉNÉRAUX INTERNATIONAUX : 1921, 20 avril.				
1921, 21 avril .. Allemagne, Pologne, Pologne représentant Dantzig	Convention et Protocole. Transit entre la Prusse Orientale et le reste de l'Allemagne	N° 308		
	Correction d'errata au vol. XII : 80		XIX : 301	
Voir aussi : INDEX N° 4 : 1921, 21 avril.				
1921, 14 déc. .. Finlande, Russie (soviétique)	Arrangement prov. Transport de voyageurs etc.. par voie ferrée entre la Finlande et la Russie, via Rajajoki et Valkeasaari	1 mai 1923 N° 414	XVI : 222	
1922, 15 mai .. Allemagne, Pologne	Convention. Gares frontières de jonction comportant des bureaux de douane et de passeports allemands et polonais. Droits et devoirs des fonctionnaires affectés au service du transit privilégié et du passage de la frontière par chemin de fer..	N° 273		
	Présentation à l'enregistrement par l'Allemagne	19 sept. 1923	XIX : 284	
Voir aussi : INDEX N° 3 : 1922, 15 mai.				
1922, 28 oct. .. Finlande, Russie (soviétique)	Convention. Libre transit pour l'Etat russe et ses ressortissants à travers le territoire de Petsamo (Petchenga)	19 sept. 1923 N° 493	XIX : 200	
Voir aussi : CHEMINS DE FER.				
: VOIES NAVIGABLES.				
Transports.				
Voir : TRANSIT ET COMMUNICATIONS.				
Transvaal.				
Traités le concernant :				
1923, 31 mars .. Grande-Bretagne, Portugal	Accord portant renouvellement de la Partie I de la Convention Mozambique-Transvaal du 1 avril 1909..	4 juillet 1923 N° 451	XVIII : 30	
Travail.				
1921, 8 oct. .. Brésil, Italie	Convention. Emigration et travail..	10 avril 1923 N° 401	XVI : 10	
T. S. F.				
Voir : RADIOTÉLÉGRAPHIE.				

INDEX ALPHABÉTIQUE *(suite)*.

		Enregistrement Date et N°	Vol.	Pages.
Tunisie.				
Traités, etc., la concernant :				
1923, 24 mai ..	Grande-Bretagne / France — Notes. Décrets de nationalité. Tunisie et Maroc.	1 sept. 1923 N° 472	XVIII :	306
Ukraine (soviétique).				
Traités, etc., avec des puissances étrangères, à savoir :—				
1921, 3 août .. Lettonie	Convention. Réévacuation des réfugiés lettons.	16 juin 1923 N° 441	XVII :	296
1921, 3 août .. Lettonie	Traité. Relations générales..	16 juin 1923 N° 442	XVII :	318
Uruguay.				
Traités, etc., avec des puissances étrangères, à savoir :—				
1922, 19 oct. .. Grande-Bretagne	Notes. Importation de la morphine, etc., de Grande-Bretagne en Uruguay	12 avril 1923 N° 411	XVI :	202
Valeurs déclarées.				
Voir : POSTALES, CONVENTIONS.				
Virements postaux.				
Voir : POSTALES, CONVENTIONS.				
Voies ferrées.				
Voir : CHEMINS DE FER.				
: TRANSIT ET COMMUNICATIONS.				
Voies navigables.				
1921, 20 avril ..	Convention et Statut sur le régime des voies navigables d'intérêt international.			
Voir : ACCORDS GÉNÉRAUX INTERNATIONAUX : 1921, 20 avril.				
1921, 20 avril ..	Protocole addit. à la Convention du 20 avril 1921, sur le régime des voies navigables d'intérêt international.			
Voir : ACCORDS GÉNÉRAUX INTERNATIONAUX : 1921, 20 avril.				
Wagons.				
Voir : CHEMINS DE FER.				
Zara.				
Traités, etc., concernant cette ville :				
1920, 12 nov. ..	Italie / Serbes, Croates et Slovènes, Royaume des — Traité. Questions territoriales et politiques. (Zara et Fiume)	12 sept. 1923 N° 477	XVIII :	388
1922, 23 oct. ..	Italie / Serbes, Croates et Slovènes, Royaume des — Accord. Exécution du Traité de Rapallo, 12 nov. 1920. (Zara et Fiume)	12 sept. 1923 N° 478	XVIII :	406
1922, 23 oct. ..	Italie / Serbes, Croates et Slovènes, Royaume des — Convention. Régime douanier et trafic de frontière entre Zara et les territoires limitrophes	12 sept. 1923 N° 479	XVIII :	414

Index to Volumes XVI—XIX

1. — Chronological Index of Treaties.
2. — General International Agreements (Chronological Order).
3. — Alphabetical Index (Countries and Subjects).

N. B. — It was considered more useful to make a separate Index of General International Agreements than to enter each agreement separately under each signatory State. International Agreements, therefore, and accession to, or withdrawals from, such agreements, will not be found under the countries in the Alphabetical Index. Cross references, however, have been given to these agreements, from the subjects concerned in the Alphabetical Index and also from the Chronological Index.

REFERENCES

References to the Treaties are to Volumes (Roman numerals) and Pages (Arabic figures).
E.g. XVII : 50 = Volume XVII : page 50.

ABBREVIATIONS

Addl.	=	additional.
Art.	=	article.
Provl.	=	provisional.
Suppl.	=	supplementary.
Temp.	=	temporary.

CHRONOLOGICAL INDEX

		Registration Date and No.	Vol.	Page.
1883				
Dec. 14/31 .. Great Britain / Denmark — Suppl. Convention concerning Iceland — Anglo-Danish Convention of April 22/May 16, 1871. Money Orders. Abrogation : Notes dated Sept. 28 and Dec. 12, 1921 .. .. (Errata : XIX : 301)		No. 326		
See also : INDEX No. 4 : 1921, Sept. 28. / Dec. 12.				
1886				
May 15 . .. International Agreement . .. Technical Unity of Railways.				
See : GENERAL INTERNATIONAL AGREEMENTS : 1886, May 15.				
May 15 . .. International Agreement . .. Sealing of Waggons having to pass through the Customs				
See : GENERAL INTERNATIONAL AGREEMENTS : 1886, May 15.				
1890				
Oct. 14 . .. International Convention. .. Railway Goods Traffic				
See : GENERAL INTERNATIONAL AGREEMENTS : 1890, Oct. 14.				
1906				
July 6 .. .. International Convention. .. Wounded in War.				
See : GENERAL INTERNATIONAL AGREEMENTS : 1906, July 6.				
Sept. 26 .. International Convention. .. Use of White (Yellow) Phosphorus in Matches.				
See : GENERAL INTERNATIONAL AGREEMENTS : 1906, Sept. 26.				
1907				
May 18 . .. International Protocol .. .. Technical Unity of Railways.				
See : GENERAL INTERNATIONAL AGREEMENTS : 1907, May 18.				
May 18 . .. International Protocol .. .. Sealing of Waggons having to pass through the Customs.				
See : GENERAL INTERNATIONAL AGREEMENTS : 1907, May 18.				
1910				
May 4 .. .. International Agreement . .. White Slave Traffic.				
See : GENERAL INTERNATIONAL AGREEMENTS : 1910, May 4.				
1912				
Jan. 23 .. International Opium Convention and Protocols.				
See : GENERAL INTERNATIONAL AGREEMENTS : 1912, Jan. 23.				
July 5 .. .. International Convention and Final Protocol .. .. .. Radiotelegraphy.				
See : GENERAL INTERNATIONAL AGREEMENTS : 1912, July 5.				
Dec. 14 . .. International Procès-Verbal .. Technical Unity of Railways.				
See : GENERAL INTERNATIONAL AGREEMENTS : 1912, Dec. 14.				

CHRONOLOGICAL INDEX *(continued)*.

				Registration Date and No.	Vol. Page.
		1918			
Aug. 29	Germany, Netherlands	Treaty	Raising of former mouth of Old Rhine near Lobith .. .. .. Presented for Registration by Germany	No. 346 Sept. 19, 1923	XIX : 284
See also : INDEX No. 4 : 1918, Aug. 29.					
		1920			
June 29	Germany, Czecho-slovakia	Agreement and Protocol.	Economic	1923, June 1 No. 430	XVII : 70
June 29	Germany, Czecho-slovakia	Agreement	Art. 297 of Treaty of Versailles of June 28, 1919. Property, rights and interests	1923, June 1 No. 431	XVII : 140
July 27 .	Denmark, Finland	Agreement	Press telegrams	1923, Sept. 19 No. 484	XIX : 72
Aug. 23	Austria, Czecho-slovakia	Protocol .	Regulation of certain Questions dealt with in Convention of June 7, 1920. Citizenship. Protection of Minorities .. .. Errata	No. 99	XIX : 301
See also : INDEX No. 1 : 1920, Aug. 23.					
Dec. 30'19 / Aug. 30'20	Germany, Denmark	Convention	Telegraphic. .. .. Presented for Registration by Germany	No. 377 Sept. 19, 1923	XIX : 288
See also : INDEX No. 4 : 1920, Dec. 30'19. / Aug. 30'20.					
Sept. 23 / Oct. 6	Belgium, Netherlands	Notes	Renewing International Convention of Oct. 14, 1890 and relevant Acts. Railway Goods Traffic	1923, Aug. 27 No. 467	XVIII : 248
Sept. 28 / Oct. 11	Italy, Netherlands	Notes	Renewing International Convention of Oct. 14, 1890 and relevant Acts. Railway Goods Traffic..	1923, Aug. 27 No. 468	XVIII : 254
Oct. 18 .	Serbs, Croats and Slovenes, Kgd. of Czecho-slovakia	Treaty and Protocol.	Commercial relations	1923, May 19 No. 424	XVII : 10
Oct. 19 .	Esthonia, Latvia	Convention ..	Frontier	1923, June 16 No. 437	XVII : 190
Nov. 12	Italy, Serbs, Croats and Slovenes, Kgd. of	Treaty	Territorial and political questions (Zara and Fiume)	1923, Sept. 12 No. 477	XVIII : 388

Nov. 30 .. Universal Postal Convention and Final Protocol.
See : GENERAL INTERNATIONAL AGREEMENTS : 1920, Nov. 30.

Nov. 30 .. International Agreement . .. Letters, etc. Declared value.
See : GENERAL INTERNATIONAL AGREEMENTS : 1920, Nov. 30.

Nov. 30 .. International Agreement . .. Money Orders.
See : GENERAL INTERNATIONAL AGREEMENTS : 1920, Nov. 30.

CHRONOLOGICAL INDEX *(continued)*.

				Registration Date and No.	Vol. Page.
1920 *(cont.)*					
Nov. 30	International Convention.	Parcel Post.			
See : GENERAL INTERNATIONAL AGREEMENTS : 1920, Nov. 30.					
Nov. 30	International Agreement.	Payment on Delivery.			
See : GENERAL INTERNATIONAL AGREEMENTS : 1920, Nov. 30.					
Nov. 30	International Agreement.	Postal Subscriptions to Newspapers, etc.			
See : GENERAL INTERNATIONAL AGREEMENTS : 1920, Nov. 30.					
Nov. 30	International Agreement.	Postal Cheques.			
See : GENERAL INTERNATIONAL AGREEMENTS : 1920, Nov. 30.					
1921					
Feb. 3	Germany, Czecho-slovakia	Convention	Transfer of jurisdiction in territory of Hultschin Errata	No. 132	XIX : 301
See also : INDEX No. 2 : 1921, Feb. 3.					
Feb. 19	France, Poland	Agreement	Political	1923, July 2 No. 449	XVIII : 12
April 20	Convention and Statute : Freedom of Transit.				
See : GENERAL INTERNATIONAL AGREEMENTS : 1921, April 20.					
April 20	Convention and Statute : Régime of Navigable Waterways of International Concern.				
See : GENERAL INTERNATIONAL AGREEMENTS : 1921, April 20.					
April 20	Addl. Protocol to the Convention of April 20, 1921 on the Régime of Navigable Waterways of International Concern.				
See : GENERAL INTERNATIONAL AGREEMENTS : 1921, April 20.					
April 20	Declaration recognising Right to a Flag of States having no Sea-Coast.				
See : GENERAL INTERNATIONAL AGREEMENTS : 1921, April 20.					
April 21	Germany, Poland, Poland on behalf of Danzig	Convention and Protocol.	Transit between East Prussia and rest of Germany Errata to Footnotes in XII : 80	No. 308	XIX : 301
See also : INDEX No. 4 : 1921, April 21.					
May 4	Austria, Czecho-slovakia	Agreement	Commerce Errata to Footnote in XV : 30	No. 388	XIX : 302
See also : INDEX No. 4 : 1921, May 4.					
May 14	Latvia, Lithuania	Convention	Frontier	1923, June 16 No. 438	XVII : 212
May 14	Latvia, Lithuania	Convention	Rights of Citizens	1923, June 16 No. 439	XVII : 234
April 2 / June 10	Great Britain, Finland	Notes	Importation of Morphine etc., from Great Britain into Finland	1923, April 12 No. 403	XVI : 134
March 21 / June 18	Germany, Great Britain	Notes	Importation of Morphine etc., from Great Britain into Germany	1923, April 12 No. 404	XVI : 140

CHRONOLOGICAL INDEX *(continued)*.

1921 *(cont.)*

				Registration Date and No.	Vol. Page.
July 5	Germany, Netherlands	Addl. Protocol	Treaty of Aug. 29, 1918. Raising of mouth of Old Rhine near Lobith	No. 346	
			Presented for Registration by Germany	Sept. 19, 1923	XIX : 284
See also : INDEX No. 4 : 1921, July 5.					
July 12	Germany, Denmark	Agreement	Transfer of administration of justice in northern Sleswig	No. 238	
			Presented for Registration by Germany	Sept. 19, 1923	XIX : 282
See also : INDEX No. 3 : 1921, July 12.					
May 6 / July 14	Austria, Great Britain	Notes	Importation of Morphine etc., from Great Britain into Austria	1923, April 12 No. 405	XVI : 152
July 16	Finland, Norway.	Notes	Exemption of Immovable Property of diplomatic representative from stamp duty on homologation	1923, Sept. 19 No. 485	XIX : 78
July 21 / June 8/Aug. 1	Denmark, Norway	Modifications	Convention of Dec. 23/29, 1920. Telegraphs and Telephones	No. 362	
			Errata		XIX : 302
See also : INDEX No. 4 : 1921, July 21. / June 8 Aug. 1.					
Aug. 3	Latvia, Ukraine (Soviet)	Agreement	Repatriation. Latvian Refugees	1923, June 16 No. 441	XVII : 296
Aug. 3	Latvia, Ukraine (Soviet)	Treaty	General relations	1923, June 16 No. 442	XVII : 318
March 21 / Aug. 4	Great Britain, Czechoslovakia	Notes	Importation of Morphine etc., from Great Britain into Czechoslovakia	1923, April 12 No. 406	XVI : 158
Aug. 17	Germany, Austria	Convention	Disabled Persons and surviving dependants of soldiers killed in the war	1923, Sept. 19 No. 497	XIX : 238
Sept. 14	Italy, Serbs, Croats and Slovenes, Kgd. of	Agreement	Fishing in the Adriatic	1923, Sept. 12 No. 482	XIX : 14
Sept. 30	International Convention.		Traffic in Women and Children.		
See : GENERAL INTERNATIONAL AGREEMENTS : 1921, Sept. 30.					
Oct. 6	International Convention.		Modifying Convention and Regulations of May 20, 1875. Weights and Measures.		
See : GENERAL INTERNATIONAL AGREEMENTS : 1921, Oct. 6.					
Oct. 8	Brazil, Italy	Convention	Emigration and Labour.	1923, April 10 No. 401	XVI : 10
July 22 / Nov. 6	Latvia, Russia (Soviet)	Agreement	Option Questions	1923, June 16 No. 440	XVII : 252
March 28 / Nov. 10	Great Britain, Greece	Notes	Importation of Morphine etc., from Great Britain into Greece	1923, April 12 No. 407	XVI : 166

CHRONOLOGICAL INDEX *(continued)*.

				Registration Date and No.	Vol. Page.
		1921 *(cont.)*			
Dec. 3	Germany Switzerland	Treaty and Protocol.	Arbitration and Conciliation. .. Presented for Registration by Germany	No. 320 Sept. 19, 1923	XIX : 284
See also : INDEX No. 4 : 1921, Dec. 3.					
Sept. 28 / Dec. 12	Great Britain Denmark (Errata : XIX : 301)	Notes	Abrogation of Convention of Dec. 14/31, 1883, concerning Iceland suppl. to Anglo-Danish of April 22/May 16, 1871. Money Orders	No. 326	
See also : INDEX No. 4 : 1921, Sept. 28. / Dec. 12.					
Dec. 14 . ..	Finland Russia (Soviet)	Prov. Agreement .	Rail transport of passengers etc., between Finland and Russia viâ Rajajoki and Valkeasaari . ..	1923, May 1 No. 414	XVI : 222
March 9 / Dec. 16	Great Britain Norway	Notes	Importation of Morphine etc., from Great Britain into Norway ..	1923, April 12 No. 409	XVI : 188
Dec. 31 . ..	Germany Czecho-slovakia	Treaties and Protocol.	Taxation	1923, June 30 No. 447	XVII : 402
		1922			
Jan. 12 . ..	Great Britain Costa Rica	Convention and Protocol of Ratification	Claims against Costa Rica. Submission to arbitration	1923, June 8 No. 432	XVII : 152
Feb. 8	Austria Hungary	Convention and Protocols.	Commercial	1923, April 11 No. 402	XVI : 20
Feb. 20/28 ..	Germany Finland	Notes	Extradition expenses	1923, Sept. 19 No. 486	XIX : 82
March 18 ..	Germany Czecho-slovakia	Treaty and Protocol.	Death Duties. Prevention of Double Taxation	1923, June 30 No. 448	XVII : 454
May 9'21- April 5'22	Great Britain Bulgaria	Notes	Importation of Morphine etc., from Great Britain into Bulgaria ..	1923, April 12 No. 410	XVI : 192
April 10 ..	Germany Denmark	Treaty	Northern Sleswig .. .. Presented for Registration by Germany	No. 274 1923, Sept. 19	XIX : 284
See also : INDEX No. 3 : 1922, April 10.					
April 16 ..	Germany Russia (Soviet)	Agreement ..	Claims arising out of war. Diplomatic and economic relations	1923, Sept. 19 No. 498	XIX : 248
April 21 ..	Germany Finland	Provl. Convention and Protocol	Economic Questions	1923, Sept. 19 No. 487	XIX : 88
April 25 ..	Germany Denmark	Prov. Agreement .	Air Navigation	1923, Aug. 24 No. 466	XVIII : 228
May 15 . ..	Germany Poland	Convention ..	Upper Silesia . .. . Presented for Registration by Germany	No. 271 1923, Sept. 19	XIX : 282
See also : INDEX No. 3 : 1922, May 15.					

CHRONOLOGICAL INDEX *(continued)*

1922 *(cont.)*

				Registration Date and No.	Vol. Page.
May 15	Germany, Poland	Agreement	Postal Cheques. Presented for Registration by Germany	No. 272, 1923, Sept. 19	XIX : 284
See also : INDEX No. 3 : 1922, May 15.					
May 15	Germany, Poland	Convention	Frontier Railway Stations possessing both German and Polish Customs or Passport Offices. Rights and Duties of Officials of Privileged Transit and Railway Through Traffic. Presented for Registration by Germany	No. 273, 1923, Sept. 19	XIX : 284
See also : INDEX No. 3 : 1922, May 15.					
May 17-22	Denmark, Japan	Notes	Tonnage Measurement Certificates. Japanese Text of Note of May 17, 1922	No. 376, 1923, Oct. 16	XIX : 287
See also : INDEX No. 4 : 1922, May 17-22.					
May 30	Latvia, Holy See	Concordat	Catholic Church in Latvia	1923, June 16 No. 443	XVII : 366
June 1	Finland, Russia (Soviet)	Convention and Protocol.	Frontier. Measures to ensure peace	1923, May 1 No. 415	XVI : 318
June 3	Germany, Poland	Declaration	Convention of May 15, 1922 relating to Upper Silesia. Presented for Registration by Germany	No. 271, 1923, Sept. 19	XIX : 282
June 13	Finland, Russia (Soviet)	Provl. Agreement	Telegraphic communications	1923, May 1 No. 416	XVI : 350
June 22	Finland, Russia (Soviet)	Provl. Agreement	Postal relations	1923, May 1 No. 417	XVI : 362
July 5	International Arrangement		Identity Certificates for Russian Refugees.		
See : GENERAL INTERNATIONAL AGREEMENTS : 1922, July 5.					
July 7	Finland, Russia (Soviet)	Agreement	Former Governmental Property mentioned in Note to Art. 22 of Peace Treaty of Oct. 14, 1920	1923, Sept. 19 No. 488	XIX : 100
Aug. 12	Finland, Russia (Soviet)	Convention	Repatriation	1923, Sept. 19 No. 489	XIX : 106
Sept. 20	Finland, Russia (Soviet)	Convention	Fishing in Gulf of Finland	1923, Sept. 19 No. 490	XIX : 144
Sept. 12. / Oct. 17	Great Britain, Latvia	Agreement	Money orders	1923, May 5 No. 419	XVI : 398
Oct. 19	Great Britain, Uruguay	Notes	Importation of Morphine etc., from Great Britain into Uruguay	1923, April 12 No. 411	XVI : 202
Oct. 23	Italy, Serbs, Croats and Slovenes, Kgd. of	Agreement	Carrying out of Treaty of Rapallo, Nov. 12, 1920. (Zara and Fiume)	1923, Sept. 12 No. 478	XVIII : 406

CHRONOLOGICAL INDEX *(continued)*.

					Registration Date and No.	Vol.	Page.
			1922 *(cont.)*				
Oct. 23	Italy; Serbs, Croats and Slovenes, Kgd. of	Convention	Customs Régime and Frontier-Traffic between Zara and adjacent Territories		1923, Sept. 12 No. 479	XVIII	441
Oct. 23	Italy; Serbs, Croats and Slovenes, Kgd. of	Convention	Contraband Trade and Offences against Finance Laws		1923, Sept. 12 No. 480	XVIII	442
Oct. 23	Italy; Serbs, Croats and Slovenes, Kgd. of	Agreement, Protocol and Notes	General		1923, Sept. 12 No. 481	XVIII	462
Oct. 25	Belgium; Sweden	Notes	Exchange of Notifications concerning Insane Persons		1923, July 27 No. 459	XVIII	122
Oct. 28	Finland; Russia (Soviet)	Convention	Floating of Timber in watercourses flowing from Finland to Russia and vice versa		1923, Sept. 19 No. 491	XIX	154
Oct. 28	Finland; Russia (Soviet)	Convention	Maintenance of river channels and regulation of fishing on watercourses forming part of frontier		1923, Sept. 19 No. 492	XIX	184
Oct. 28	Finland; Russia (Soviet)	Convention	Freedom of transit for Russian State and its nationals through territory of Petsamo (Petchenga)		1923, Sept. 19 No. 493	XIX	200
Nov. 6	Austria; Netherlands	Convention	Austrian Consular Officials in Netherlands Colonies		1923, June 22 No. 444	XVII	376
June 4'21 / Nov. 16'22	Great Britain; Haiti	Notes	Importation of Morphine etc., from Great Britain into Haiti		1923, April 12 No. 408	XVI	174
Oct. 30 / Nov. 28	Esthonia; Finland	Notes	Basic telephone rates		1923, Sept. 19 No. 494	XIX	214
Nov. 30	Great Britain; Japan	Agreement and Notes	Tonnage measurement. Merchant Ships		1923, April 12 No. 412	XVI	208
			Notes dated July 27, 1923		1923, Oct. 6	XIX	288
Dec. 20	Poland; Roumania	Convention	Sanitary		1923, July 24 No. 458	XVIII	104
Dec. 15-26	Great Britain; France	Notes	Protocol of Aug. 6, 1914. New Hebrides		1923, April 12 No. 413	XVI	214
			1923				
Oct. 2'22 / Jan. 18'23	Great Britain; Netherlands	Agreement	Exchange of Postal Parcels between Australia and Netherlands East Indies		1923, Aug. 27 No. 469	XVIII	258
Jan. 23	Great Britain; Netherlands	Agreement	Telephone Service		1923, May 5 No. 420	XVI	426
Feb. 11	Great Britain; Muscat	Treaty	Prolonging Treaty of Friendship, Commerce and Navigation of March 19, 1891		1923, June 8 No. 433	XVII	164
Feb. 12	Denmark; Finland	Convention	Extradition of Criminals		1923, July 5 No. 452	XVIII	34
Feb. 12	Denmark; Finland	Provl. Agreement	Commercial travellers' samples		1923, July 10 No. 454	XVIII	72

CHRONOLOGICAL INDEX *(continued)*.

1923 *(cont.)*

				Registration Date and No.	Vol. Page.
Feb. 12-21	Finland, Russia (Soviet)	Notes	Exemption of certain urban property from stamp duty etc., on homologation or registration ..	1923, Sept. 19 No. 495	XIX : 220
May 26'21 / Feb. 26'23	Hungary, Sweden	Notes	Exchange of Notifications concerning Insane Persons	1923, May 26 No. 426	XVII : 36
March 6/8	Colombia, Great Britain	Notes	Importation of Morphine etc., from Great Britain into Colombia ..	1923, June 8 No. 434	XVII : 168
March 17/20.	Hungary, Serbs, Croats and Slovenes, Kgd of	Notes	Transfer of residence under paragraph 3 of Art. 63, of Treaty of Trianon, June 4, 1920. Prolongation of period	1923, May 15 No. 422	XVI : 448
March 25	Germany, Switzerland	Addl. Convention .	Convention of Dec. 6, 1920. Swiss Mortgages in Germany containing the gold clause. Franc credits due from German debtors	1923, Sept. 1 No. 470	XVIII : 274
March 26	Spain, Portugal	Convention ..	Postal. Exchange of correspondence	1923, Sept. 3 No. 475	XVIII : 350
March 26	Spain, Portugal	Convention ..	Postal. Exchange of letters and parcels of declared value	1923, Sept. 3 No. 476	XVIII : 374
March 8-28..	Belgium, Great Britain	Notes	Liquidation of enemy businesses and settlement of enemy debts	1923, May 5 No. 421	XVI : 440
March 28	Austria, Great Britain	Notes	Customs. Clearance of Commercial Travellers' samples	1923, June 25 No. 445	XVII : 386
March 29'22- March 31'23	Germany, Denmark	Notes	Abrogation of Existing Agreements concerning Extradition of Military Deserters and Fugitives from Military Service	1923, June 9 No. 436	XVII : 182
March 31	Great Britain, Portugal	Agreement ..	Renewing Part I of Mozambique-Transvaal Convention of April 1, 1909	1923, July 4 No. 451	XVIII : 30
April 5..	Germany, Great Britain	Agreement ..	German Debts and Property in China	1923, June 8 No. 435	XVII : 174
April 9..	Denmark, Portugal	Notes	Application to Iceland of Declarations of Dec. 14, 1896. Commercial relations	1923, May 29 No. 429	XVII : 64
April 10.	Austria, Hungary	Agreement ..	Arbitration	1923, July 23 No. 457	XVIII : 94
April 11.	Norway, Portugal	Notes and Declaration .	Commercial and Maritime relations	1923, May 4 No. 418	XVI : 380
June 15'21 / April 11'23	Luxemburg, Sweden	Notes	Exchange of Notifications concerning Insane Persons	1923, May 16 No. 423	XVI : 454
Feb. 8 / April 21	Denmark, Finland	Notes	Military Service	1923, May 29 No. 428	XVII : 58
April 23.	Denmark, Russia (Soviet	Preliminary Agreement, Protocol and Declaration .	Economic and Political Relations	1923, July 3 No. 450	XVIII : 16

CHRONOLOGICAL INDEX *(continued)*.

1923 *(cont.)*

				Registration Date and No.	Vol. Page.
March 9 / April 28	Finland, Norway	Notes	Exchange of Notifications concerning insane persons	1923, Sept. 19 No. 496	XIX : 226
May 1/5	Japan, Sweden	Notes	Exchange of Notifications concerning Insane Persons	1923, June 25 No. 446	XVII : 392
May 7	Roumania, Czecho-slovakia	Protocol	Prolonging Convention of Defensive Alliance of April 23, 1921	1923, July 16 No. 455	XVIII : 82
April 19 / May 8	Denmark, Roumania	Notes	Commercial relations. Most-favoured-nation system.	1923, May 25 No. 425	XVII : 32
May 11/24	Roumania, Great Britain	Notes	Commercial relations	1923, Sept. 1 No. 471	XVIII : 302
May 24	Great Britain, France	Notes	Nationality Decrees. Tunis and Morocco	1923, Sept. 1 No. 472	XVIII : 306
May 26	Finland, Sweden	Convention and Protocol.	Navigation	1923, July 9 No. 453	XVIII : 58
May 26	Norway, Sweden	Convention	Air Navigation	1923, Aug. 6 No. 462	XVIII : 156
June 5	Finland, Russia (Soviet)	Convention	Navigation of Finnish Merchant and Cargo Vessels on Neva between Lake Ladoga and the Gulf of Finland	1923, Aug. 20 No. 465	XVIII : 204
June 27/30	Austria, Denmark	Notes	Application of Commercial and Maritime Convention of March 14, 1887 between Austria-Hungary and Denmark to Commercial Relations between Austria and Denmark	1923, Aug. 7 No. 463	XVIII : 190
June 27/30	Austria, Denmark	Notes	Application of Commercial and Maritime Convention of March 14, 1887 between Austria-Hungary and Denmark to Commercial Relations between Austria and Iceland	1923, Aug. 7 No. 464	XVIII : 196
July 5	Great Britain, Egypt	Notes	Egyptian Indemnity Act and termination of Martial Law in Egypt	1923, Sept. 1 No. 473	XVIII : 312
July 11	Denmark, Finland, Norway, Sweden	Protocol	Adhesion of Finland to Convention of May 26, 1914. Assistance to necessitous Nationals	1923, July 21 No. 456	XVIII : 86
July 9/13	Denmark, Sweden	Notes	Exchange of Notifications concerning Insane Persons	1923, July 28 No. 460	XVIII : 132
July 9/13	Denmark, Sweden	Notes	Exchange of Notifications concerning Insane Persons. Iceland and Sweden	1923, July 31 No. 461	XVIII : 144
July 10/14	Denmark, Poland	Notes	Military Service	1923, Sept. 12 No. 483	XIX : 66

CHRONOLOGICAL INDEX *(continued)*.

			1923 *(cont.)*	Registration Date and No.	Vol. Page.
July 18 . .	Great Britain Egypt	Notes	Foreign Officials. Law concerning conditions of service, retirement and dismissal of	1923, Sept. 1 No. 474	XVIII : 324
July 27 . .	Great Britain Japan	Notes	Tonnage measurement. Merchant Ships	1923, Oct. 6 No. 412	XIX : 288
July 27 . .	Denmark Esthonia	Declaration . .	Trade Marks	1923, Sept. 21 No. 499	XIX : 254
July 27 . .	Denmark Esthonia	Declaration . .	Reciprocal protection of inventions, designs and models . .	1923, Sept. 21 No. 500	XIX : 260

GENERAL INTERNATIONAL AGREEMENTS

		Registration Date and No.	Vol.	Page.
1886, May 15.	Agreement : Technical Unity of Railways	No. 26 *a*		
	Adhesion.			
	Saar Basin	1923, Nov. 19	XIX	296-8
See also :	INDEXES Nos. 1, 3 and 4 : GENERAL INTERNATIONAL AGREEMENTS : 1886, May 15.			
1886, May 15.	Agreement : Sealing of Waggons having to pass through the Customs	No. 36 *a*		
	Adhesion.			
	Saar Basin	1923, Nov. 19	XIX	296-8
See also :	INDEXES Nos. 1, 3 and 4 : GENERAL INTERNATIONAL AGREEMENTS : 1886, May 15.			
1890, Oct. 14.	Convention : Railway Goods Traffic.			
	Renewals.			
	Belgium and Netherlands : Sept. 23/Oct. 6, 1920 .	1923, Aug. 27 No. 467	XVIII	248
	Italy and Netherlands : Sept. 28/Oct. 11, 1920 ..	1923, Aug. 27 No. 468	XVIII	254
1906, July 6.	Convention : Wounded in War	No. 23 *a*		
	Adhesions.			
	Albania : Sept. 13, 1923	Sept. 21, 1923	XIX	290-2
	Egypt	Dec. 20, 1923	XIX	292
See also :	INDEXES Nos. 3 and 4 : GENERAL INTERNATIONAL AGREEMENTS : 1906, July 6.			
1906, Sept. 26.	Convention : Use of White (Yellow) Phosphorus in Matches	No. 24 *a*		
	Adhesion.			
	China	Dec. 17, 1923	XIX	294-6
See also :	INDEXES Nos. 3 and 4 : GENERAL INTERNATIONAL AGREEMENTS : 1906, Sept. 26.			
1907, May 18.	Protocol : Technical Unity of Railways..	No. 26 *a*		
	Adhesion.			
	Saar Basin	1923, Nov. 19	XIX	296-8
See also :	INDEXES Nos. 1, 3 and 4 : GENERAL INTERNATIONAL AGREEMENTS : 1907, May 18.			
1907, May 18.	Protocol : Sealing of Waggons having to pass through the Customs	No. 36 *a*		
	Adhesion.			
	Saar Basin	1923, Nov. 19	XIX	296-8
See also :	INDEXES : Nos. 1, 3 and 4 : GENERAL INTERNATIONAL AGREEMENTS : 1907, May 18.			
1910, May 4.	Agreement : White Slave Traffic	No. 8 *a*		
	Adhesions.			
	List.			
	Errata		XIX	301.
See also :	INDEXES Nos. 1 and 3 : GENERAL INTERNATIONAL AGREEMENTS : 1910, May 4.			
1912, Jan. 23.	Opium Convention and Protocols	No. 222		
	Ratification.			
	Esthonia : April 20, 1923		XIX	282
See also :	INDEXES Nos. 3 and 4 : GENERAL INTERNATIONAL AGREEMENTS : 1912, Jan. 23.			

GENERAL INTERNATIONAL AGREEMENTS *(continued)*.

		Registration Date and No.	Vol.	Page.
1912, July 5.	Convention and Final Protocol : Radiotelegraphy. ..	No. 13		
	Accessions.			
	Esthonia : July 1, 1923 Brunei : Sept. 13, 1923	1923, Dec. 5	XIX :	266
	Switzerland : Feb. 26, 1923. Cameroons (French Mandate) : March 7, 1923	1923, April 9		
	Errata		XIX :	302
	See also : INDEXES Nos. 1, 3 and 4 : GENERAL INTERNATIONAL AGREEMENTS : 1912, July 5.			
1912, Dec. 14.	Procès-Verbal : Technical Unity of Railways	No. 26 *a*		
	Adhesion.			
	Saar Basin	1923, Nov. 19	XIX :	296-8
	See also : INDEXES Nos. 3 and 4 : GENERAL INTERNATIONAL AGREEMENTS : 1912, Dec. 14.			
1920, Nov. 30.	Universal Postal Convention and Final Protocol	No. 74		
	Ratifications.			
	China Czechoslovakia Switzerland Italy — Jan. 11, 1922		XIX :	268
	Declaration, Aug. 1, 1923, concerning Italian colonies . ..		XIX :	270
	Dominican Republic : Oct. 30, 1923.		XIX :	270
	Adhesions.			
	Palestine : Oct 5, 1923	Nov. 5, 1923	XIX :	272
	Great Lebanon : Oct. 30, 1923	Nov. 5, 1923	XIX :	274
	Syrian Federation : Oct. 30, 1923	Nov. 5, 1923	XIX :	272-4
	Declarations.			
	Japan : Feb. 13, 1922			
	Errata		XIX :	301
	See also : INDEXES Nos. 1, 2, 3 and 4 : GENERAL INTERNATIONAL AGREEMENTS : 1920, Nov. 30.			
1920, Nov. 30. (Errata : XIX : 302)	Agreement : Letters, etc., Declared Value	No. 75		
	Ratification.			
	China Czechoslovakia Switzerland Italy — Jan. 11, 1922		XIX :	268, 274
	Declaration, Aug. 1, 1921, concerning Italian Colonies . ..		XIX :	270, 274
	Adhesions.			
	Great Lebanon Syrian Federation — Oct. 30, 1923	Nov. 5, 1923	XIX :	274
	See also : INDEXES Nos. 1, 2, 3 and 4 : GENERAL INTERNATIONAL AGREEMENTS : 1920, Nov. 30.			
1920, Nov. 30.	Agreement : Money Orders	No. 76		
	Ratifications.			
	China Czechoslovakia Switzerland Italy — Jan. 11, 1922		XIX :	268, 274
	Declaration, Aug. 1, 1923, concerning Italian Colonies . ..		XIX :	270, 276
	Adhesions.			
	Great Lebanon Syrian Federation — Oct. 30, 1923	Nov. 5, 1923	XIX :	274, 276
	See also : INDEXES Nos. 1, 2, 3 and 4 : GENERAL INTERNATIONAL AGREEMENTS : 1920, Nov. 30.			

GENERAL INTERNATIONAL AGREEMENTS *(continued).*

		Registration Date and No.	Vol.	Page.
1920, Nov. 30.	Convention : Parcel Post	No. 77		
	Ratifications.			
	China, Czechoslovakia, Switzerland, Italy : Jan. 11, 1922		XIX	268, 276
	Declaration, Aug. 1, 1923, concerning Italian colonies		XIX	270, 276
	Adhesions.			
	Great Lebanon, Syrian Federation : Oct. 30, 1923	Nov. 5, 1923	XIX	274, 276

See also : INDEXES Nos. 1, 2, 3 and 4 : GENERAL INTERNATIONAL AGREEMENTS : 1920, Nov. 30.

1920, Nov. 30.	Agreement : Payment on Delivery	No. 78		
	Ratifications.			
	China, Czechoslovakia, Switzerland, Italy : Jan. 11, 1922		XIX	268, 276
	Declaration, Aug. 1, 1923, concerning Italian colonies		XIX	270, 276

See also : INDEXES Nos. 1, 2, 3 and 4 : GENERAL INTERNATIONAL AGREEMENTS : 1920, Nov. 30.

1920, Nov. 30.	Agreement : Postal Subscriptions to Newspapers, etc.	No. 79		
	Ratifications.			
	Czechoslovakia, Switzerland, Italy : Jan. 11, 1922		XIX	268, 278
	Declaration, Aug. 1, 1923, concerning Italian colonies		XIX	270, 278

See also : INDEXES Nos. 1, 2, 3 and 4 : GENERAL INTERNATIONAL AGREEMENTS : 1920, Nov. 30.

1920, Nov. 30.	Agreement : Postal Cheques	No. 80		
	Ratifications.			
	Czechoslovakia, Switzerland, Italy : Jan. 11, 1922		XIX	268, 278
	Declaration, Aug. 1, 1923, concerning Italian Colonies		XIX	270, 278

See also : INDEXES Nos. 1, 2, 3 and 4 : GENERAL INTERNATIONAL AGREEMENTS : 1920, Nov. 30.

1921, April 20.	Convention and Statute : Freedom of Transit	No. 171		
	Ratifications.			
	Latvia : Sept. 29, 1923		XIX	278
	Czechoslovakia : Oct. 29, 1923		XIX	278
	Austria : Nov. 15, 1923		XIX	278
	Accession.			
	Siam : Nov. 29, 1922		XIX	280

See also : INDEXES Nos. 2, 3 and 4 : GENERAL INTERNATIONAL AGREEMENTS : 1921, April 20.

1921, April 20.	Convention and Statute : Régime of Navigable Waterways of International Concern	No. 172		
	Ratification.			
	Austria : Nov. 15, 1923		XIX	280
	Accession.			
	Siam : Nov. 29, 1922		XIX	280

See also : INDEXES Nos. 2, 3 and 4 : GENERAL INTERNATIONAL AGREEMENTS : 1921, April 20.

GENERAL INTERNATIONAL AGREEMENTS *(continued)*.

		Registration Date and No.	Vol.	Page.
1921, April 20.	Addl. Protocol to the Convention of April 20, 1921, on the Régime of Navigable Waterways of International Concern	No. 173		
	Ratification.			
	Austria : Nov. 15, 1923.		XIX	280
	Accession.			
	Siam : Nov. 29, 1922..		XIX	280

See also : INDEXES Nos. 2, 3 and 4 : GENERAL INTERNATIONAL AGREEMENTS : 1921, April 20.

1921, April 20.	Declaration : Right to a Flag of States having no Sea-Coast	No. 174		
	Accession.			
	Siam : Nov. 29, 1922..		XIX	280

See also : INDEXES Nos. 2, 3 and 4 : GENERAL INTERNATIONAL AGREEMENTS : 1921, April 20.

1921, Sept. 30.	Convention : Traffic in Women and Children . ..	No. 269		
	Signature.			
	Sweden		XIX	282
	Ratifications.			
	Czechoslovakia : Sept. 29, 1923		XIX	282
	Portugal : Dec. 1, 1923.		XIX	282

See also : INDEXES Nos. 3 and 4 : GENERAL INTERNATIONAL AGREEMENTS : 1921, Sept. 30.

1921, Oct. 6.	Convention modifying Convention and Regulations of May 20, 1875 : Weights and Measures	1923, May 29 No. 427	XVII	46

1922, July 5.	Arrangement. Certificates of Identity for Russian Refugees	No. 355		
	Adopted by :—			
	China : Nov. 29, 1923		XIX	284

See also : INDEX No. 4 : GENERAL INTERNATIONAL AGREEMENTS : 1922, July 5.

ALPHABETICAL INDEX (Countries and Subjects).

			Registration Date and No.	Vol.	Page.
Adriatic.					
See : FISHERIES.					
Aerial Navigation.					
1922, April 25	Germany, Denmark	Provl. Agreement. Air Navigation ..	1923, Aug. 24 No. 466	XVIII	228
1923, May 26	Norway, Sweden	Convention. Air Navigation	1923, Aug. 6 No. 462	XVIII	156
Alliance.					
1923, May 7 ..	Roumania, Czechoslovakia	Protocol prolonging Convention of Defensive Alliance of April 23, 1921	1923, July 16 No. 455	XVIII	82
Amity.					
See : PEACE AND AMITY, COMMERCE AND NAVIGATION.					
Arbitration.					
1921, Dec. 3 ..	Germany, Switzerland	Treaty and Protocol. Arbitration and Conciliation.	No. 320		
		Presented for Registration by Germany	1923, Sept. 19	XIX	284
See also : INDEX No. 4 : 1921, Dec. 3.					
1922, Jan. 12 ..	Great Britain, Costa Rica	Convention. Protocol of Ratification. Claims against Costa Rica. Submission to arbitration	1923, June 8 No. 432	XVII	152
1923, April 10	Austria, Hungary	Arbitration Agreement	1923, July 23 No. 457	XVIII	94
Assistance to Necessitous Nationals.					
See : RELIEF OF NECESSITOUS NATIONALS.					
Australia.					
1923, Oct. 2'22 / Jan. 18'23	Great Britain, Netherlands	Agreement. Exchange of Postal Parcels between Australia and Netherlands East Indies	1923, Aug. 27 No. 469	XVIII	258
Austria.					
Treaties etc., with Foreign Powers, viz :—					
1920, Aug. 23..	Czechoslovakia	Protocol. Regulation of certain Questions dealt with in Convention of June 7, 1920. Citizenship. Protection of Minorities..	No. 99		
		Errata		XIX	301
See also : INDEX No. 1 : 1920, Aug. 23.					
1921, May 4 ..	Czechoslovakia	Commercial Agreement	No. 388		
		Errata to Footnote in XV : 30		XIX	302
See also : INDEX No. 4 : 1921, May 4.					
1921, May 6 / July 14	Great Britain	Notes. Importation of Morphine, etc., from Great Britain into Austria	1923, April 12 No. 405	XVI	152

ALPHABETICAL INDEX *(continued)*.

			Registration Date and No.	Vol.	Page.
Austria *(continued)*.					
Treaties, etc., with Foreign Powers *(continued)*, viz :—					
1921, Aug. 17..	Germany	Convention. Disabled persons and surviving dependants of soldiers killed in the war	1923, Sept. 19 No. 497	XIX	238
1922, Feb. 8 ..	Hungary	Commercial Convention and Protocols	1923, April 11 No. 402	XVI	20
1922, Nov. 6 ..	Netherlands ..	Convention. Austrian Consular Officials in Netherlands Colonies.. ..	1923, June 22 No. 444	XVII	376
1923, March 28.	Great Britain ..	Notes. Customs Clearance of Commercial Travellers' Samples	1923, June 25 No. 445	XVII	386
1923, April 10..	Hungary	Arbitration Agreement.	1923, July 23 No. 457	XVIII	94
1923, June 27/30	Denmark . ..	Notes. Application of Commercial and Maritime Convention of March 14, 1887 between Austria-Hungary and Denmark to Commercial Relations between Austria and Denmark	1923, Aug. 7 No. 463	XVIII	190
1923, June 27/30	Denmark . ..	Notes. Application of Commercial and Maritime Convention of March 14, 1887, between Austria-Hungary and Denmark to Commercial Relations between Austria and Iceland	1923, Aug. 7 No. 464	XVIII	196
Belgium.					
Treaties, etc., with Foreign Powers, viz :—					
1920, Sept. 23 / Oct. 6	Netherlands ..	Notes renewing International Convention of Oct. 14, 1890, and relevant Acts. Railway Goods Traffic.	1923, Aug. 27 No. 467	XVIII	248
1922, Oct. 25 ..	Sweden	Notes. Exchange of Notifications concerning Insane Persons	1923, July 27 No. 459	XVIII	122
1923, March 8-28	Great Britain ..	Notes. Liquidation of enemy businesses	1923, May 5 No. 421	XVI	440
Boundaries.					
1920, Oct. 19 ..	Esthonia / Latvia	Convention. Frontier..	1923, June 16 No. 437	XVII	190
1920, Nov. 12..	Italy / Serbs, Croats and Slovenes, Kgd. of	Treaty. Territorial and Political questions. (Zara and Fiume)..	1923, Sept. 12 No. 477	XVIII	388
1921, May 14 ..	Latvia / Lithuania	Convention. Frontier	1923, June 16 No. 438	XVII	212
1922, June 1 ..	Finland / Russia (Soviet)	Convention and Protocol. Frontier. Measures to ensure peace	1923, May 1 No. 415	XVI	318
Brazil.					
Treaties, etc., with Foreign Powers, viz :—					
1921, Oct. 8 ..	Italy	Convention. Emigration and Labour	1923, April 10 No. 401	XVI	10

ALPHABETICAL INDEX *(continued)*.

			Registration Date and No.	Vol.	Page.
Bulgaria.					
Treaties, etc., with Foreign Powers, viz :—					
1922, May 7'21-April 5'22	Great Britain	Notes. Importation of Morphine, etc., from Great Britain into Bulgaria	1923, April 12 No. 410	XVI :	192
Catholic Church.					
1922, May 30 ..	Latvia / Holy See	Concordat. Catholic Church in Latvia	1923, June 16 No. 443	XVII :	366
China.					
Treaties, etc., concerning :					
1923, April 5 ..	Germany / Great Britain	Agreement. German Debts and Property in China	1923, June 8 No. 435	XVII :	174
Citizenship.					
1920, Aug. 23..	Austria / Czechoslovakia	Protocol. Regulation of certain Questions dealt with in Convention of June 7, 1920. Citizenship. Protection of Minorities..	No. 99		
		Errata		XIX :	301
See also : INDEX No. 1 : 1920, Aug. 23.					
1921, May 14 ..	Latvia / Lithuania	Convention. Rights of Citizens.. ..	1923, June 16 No. 439	XVII :	234
See also : OPTION QUESTIONS.					
Claims.					
1922, Jan. 12 ..	Great Britain / Costa Rica	Convention and Protocol of Ratification. Claims against Costa Rica. Submission to arbitration ..	1923, June 8 No. 432	XVII :	152
1922, April 16..	Germany / Russia (Soviet)	Agreement. Claims arising out of war. Diplomatic and economic relations	1923, Sept. 19 No. 498	XIX :	248
See also : DEBTS.					
Cocaine.					
See : OPIUM.					
Colombia.					
Treaties, etc., with Foreign Powers, viz :—					
1923, March 6/8	Great Britain	Notes. Importation of Morphine from Great Britain into Colombia..	1923, June 8 No. 434	XVII :	168
Commerce.					
1920, Oct. 18 ..	Serbs, Croats and Slovenes, Kgd. of the / Czechoslovakia	Treaty and Protocol. Commercial relations	1923, May 19 No. 424	XVII :	10
1921, May 4 ..	Austria / Czechoslovakia	Commercial Agreement	No. 388		
		Errata to Footnote in XV : 30		XIX :	302
See also : INDEX No. 4 : 1921, May 4.					
1922, Feb. 8 ..	Austria / Hungary	Commercial Convention and Protocols	1923, April 11 No. 402	XVI :	20
1922, April 16..	Germany / Russia (Soviet)	Agreement. Claims arising out of war. Diplomatic and economic relations	1923, Sept. 19 No. 498	XIX :	248

ALPHABETICAL INDEX *(continued)*.

			Registration Date and No.	Vol. Page.
Commerce *(continued)*.				
1923, April 9 ..	Denmark Portugal	Notes. Application to Iceland of Declaration of Dec. 14, 1896. Commercial relations	1923, May 29 No. 429	XVII : 64
1923, April 19 May 8	Denmark Roumania	Notes. Commercial relations. Most-favoured-nation system	1923, May 25 No. 425	XVII : 32
1923, May 11/24	Roumania Great Britain	Notes. Commercial Relations	1923, Sept. 1 No. 471	XVIII : 302
1923, June 27/30 ..	Austria Denmark	Notes. Application of Commercial and Maritime Convention of March 14, 1887 between Austria-Hungary and Denmark to Commercial Relations between Austria and Denmark	1923, Aug. 7 No. 463	XVIII : 190
1923, June 27/30 ..	Austria Denmark	Notes. Application of Commercial and Maritime Convention of March 14, 1887 between Austria-Hungary and Denmark to Commercial Relations between Austria and Iceland	1923, Aug. 7 No. 464	XVIII : 196
See also : COMMERCE AND NAVIGATION.				
: ECONOMIC CONVENTIONS, ETC.				
Commerce and Navigation.				
1923, April 11 ..	Norway Portugal	Notes and Declaration. Commercial and maritime relations	1923, May 4 No. 418	XVI : 380
See also : COMMERCE				
Commercial Travellers' Samples.				
See : TRAVELLERS' SAMPLES.				
Communications.				
See : NAVIGABLE WATERWAYS.				
: RAILWAYS.				
: TRANSIT AND COMMUNICATIONS.				
Conciliation.				
See : ARBITRATION.				
Consuls, Consulates.				
1922, Nov. 6 ..	Austria Netherlands	Convention. Austrian Consular Officials in Netherlands Colonies	1923, June 22 No. 444	XVII : 376
Contraband Trade.				
1922, Oct. 23 ..	Italy Serbs, Croats and Slovenes, Kgd. of	Convention. Contraband Trade and Offences against Finance Laws ..	1923, Sept. 12 No 480	XVIII : 442
Costa Rica.				
Treaties, etc., with Foreign Powers, viz :—				
1922, Jan. 12 ..	Great Britain ..	Convention and Protocol of Ratification. Claims against Costa Rica. Submission to arbitration	1923, June 8 No. 432	XVII : 152
Credits.				
See : DEBTS.				
Criminals, Extradition of				
See : EXTRADITION.				

ALPHABETICAL INDEX *(continued)*.

			Registration Date and No.	Vol.	Page.
Customs.					
1922, May 15 ..	Germany Poland	Convention. Frontier Railway Stations possessing both German and Polish Customs or Passport Offices. Rights and duties of Officials of the privileged Transit and Railway Through Traffic	No. 273		
		Presented for Registration by Germany	1923, Sept. 19	XIX :	284
See also : INDEX No. 3 : 1922, May 15.					
1922, Oct. 23 ..	Italy Serbs, Croats and Slovenes, Kgd. of	Convention. Customs Régime and Frontier-Traffic between Zara and adjacent Territories	1923, Sept. 12 No. 479	XVIII :	414
Customs Clearance of Travellers' Samples.					
See : TRAVELLERS' SAMPLES.					
Czechoslovakia.					
Treaties, etc., with Foreign Powers, viz :—					
1920, June 29..	Germany	Economic Agreement and Protocol..	1923, June 1 No. 430	XVII :	70
1920, June 29..	Germany	Agreement. Art. 297 of Treaty of Versailles of June 28, 1919. Property, rights and interests	1923, June 1 No. 431	XVII :	140
1920, Aug. 23..	Austria	Protocol. Regulation of certain Questions dealt with in Convention of June 7, 1920. Citizenship. Protection of Minorities..	No. 99		
		Errata		XIX :	301
See also : INDEX No. 1 : 1920, Aug. 23.					
1920, Oct. 18 ..	Serbs, Croats and Slovenes, Kgd. of the	Treaty and Protocol. Commercial relations	1923, May 19 No. 424	XVII :	10
1921, Feb. 3 ..	Germany	Convention. Transfer of jurisdiction in territory of Hultschin	No. 132		
		Errata	.. .. ..	XIX :	301
See also : INDEX No. 2 : 1921, Feb. 3.					
1921, May 4 ..	Austria	Commercial Agreement	No. 388		
		Errata to Footnote in XV : 30 ..	.. .. ..	XIX :	302
See also : INDEX No. 4 : 1921, May 4.					
1921, March 21 / Aug. 4	Great Britain ..	Notes. Importation of Morphine, etc. from Great Britain into Czechoslovakia	1923, April 12 No. 406	XVI :	158
1921, Dec. 31 ..	Germany	Treaties and Protocol. Taxation ..	1923, June 30 No. 447	XVII :	402
1922, March 18	Germany	Treaty and Protocol. Death Duties. Prevention of Double Taxation ..	1923, June 30 No. 448	XVII :	454
1923, May 7 ..	Roumania . ..	Protocol prolonging Convention of Defensive Alliance of April 23, 1921	1923, July 16 No. 455	XVIII :	87

ALPHABETICAL INDEX *(continued)*.

			Registration Date and No.	Vol.	Page.
Danzig, Free City of					
Treaties, etc., with Foreign Powers, viz :—					
1921, April 21..	Germany / Poland / Poland, on behalf of Danzig	Convention and Protocol. Transit between East Prussia and rest of Germany	No. 308		
		Errata to Footnotes in XII : 80	.. .. ..	XIX	301
See also : INDEX No. 4 : 1921, April 21.					
Death Duties.					
1922, March 18	Germany / Czechoslovakia	Treaty and Protocol. Death Duties. Prevention of Double taxation ..	1923, June 30 No. 448	XVII	454
Debts.					
1923, March 25	Germany / Switzerland	Addl. Convention to Convention of Dec. 6, 1920. Swiss Mortgages in Germany, containing the gold clause. Franc credits due from German debtors	1923, Sept. 1 No. 470	XVIII	274
1923, March 8-28..	Belgium / Great Britain	Notes. Liquidation of enemy businesses and settlement of enemy debts	1923, May 5 No. 421	XVI	440
1923, April 5 ..	Germany / Great Britain	Agreement. German Debts and Property in China	1923, June 8 No. 435	XVII	174
See also : CLAIMS.					
Denmark.					
Treaties, etc., with Foreign Powers, viz :—					
1882, Dec. 14/31 ..	Great Britain	Convention concerning Iceland, suppl. to Anglo-Danish Convention of April 22/May 16, 1871. Money Orders			
		Abrogation : Notes dated Sept. 28 and Dec. 12, 1921. .. .. .. (Errata : XIX : 301.)	No. 326		
See also : INDEX No. 4 : 1921, Sept. 28. / Dec. 12.					
1920, July 27..	Finland	Agreement. Press telegrams	1923, Sept. 19 No. 484	XIX	72
1920, Dec. 30'19 / Aug. 30'20	Germany	Telegraphic Convention	No. 377		
		Presented for Registration by Germany..	1923, Sept. 19	XIX	288
See also : INDEX No. 4 : 1920, Dec. 30'19. / Aug. 30,'20.					
1921, July 12 ..	Germany	Agreement. Transfer of Administration of justice in northern Sleswig.	No. 238		
		Presented for registration by Germany	1923, Sept. 19	XIX	282
See also : INDEX No. 3 : 1921, July 12.					
1921, July 21 / June 8/Aug. 1	Norway	Modifications. Convention of Dec. 23/29 1920. Telegraphs and Telephones	No. 362		
		Errata		XIX	302
See also : INDEX No. 4 : 1921, July 21. / June 8/Aug. 1.					

ALPHABETICAL INDEX *(continued)*.

Denmark *(continued)*.			Registration Date and No.	Vol.	Page.
Treaties, etc., with Foreign Powers *(continued)*, viz :—					
1921, Sept. 28 / Dec. 12	Great Britain. Errata XIX : 301)	Notes. Abrogation of Convention of Dec. 14/31, 1883 concerning Iceland, suppl. to Anglo-Danish Convention of April 22/May 16, 1871. Money Orders	No. 326		
See also : INDEX No. 4 : 1921, Sept. 28. / Dec. 12.					
1922, April 10..	Germany	Treaty. Northern Sleswig	No. 274		
		Presented for Registration by Germany	1923, Sept. 19	XIX :	284
See also : INDEX No. 3 : 1922, April 10.					
1922, April 25..	Germany	Provl. Agreement. Air Navigation ..	1923, Aug. 24 No. 466	XVIII :	228
1922, May 17-22	Japan	Notes. Tonnage measurement certificates.	No. 376		
		Japanese text of Note of May 17, 1922.	1923, Oct. 16	XIX :	287
See also : INDEX No. 4 : 1922, May 17-22.					
1923, Feb. 12..	Finland	Extradition Convention. Criminals ..	1923, July 5 No. 452	XVIII :	34
1923, Feb. 12..	Finland	Provl. Agreement. Commercial travellers' samples	1923, July 10 No. 454	XVIII :	72
1923, March 29'22–March 31'23	Germany	Notes. Abrogation of Existing Agreements concerning Extradition of Military Deserters and Fugitives from Military Service ..	1923, June 9 No. 436	XVII :	182
1923, April 9 ..	Portugal	Notes. Application to Iceland of Declaration of Dec. 14, 1896. Commercial relations	1923, May 29 No. 429	XVII :	64
1923, Feb. 8 / April 21	Finland	Notes. Military Service	1923, May 29 No. 428	XVII :	58
1923, April 23..	Russia (Soviet)	Preliminary Agreement, Protocol and Declaration. Economic and Political Relations	1923, July 3 No. 450	XVIII :	16
1923, April 19 / May 8	Roumania.. ..	Notes. Commercial relations. Most-favoured-nation system	1923, May 25 No. 425	XVII :	32
1923, June 27/30..	Austria	Notes. Application of Commercial and Maritime Convention of March 14, 1887 between Austria-Hungary and Denmark to commercial relations between Austria and Denmark	1923, Aug. 7 No. 463	XVIII :	190
1923, June 27/30 ..	Austria	Notes. Application of Commercial and Maritime Convention of March 14, 1887, between Austria-Hungary and Denmark to commercial relations between Austria and Iceland.	1923, Aug. 7 No. 464	XVIII :	196
1923, July 11 ..	Finland, Norway, Sweden	Protocol. Adhesion of Finland to Convention of May 26, 1914. Assistance to necessitous Nationals	1923, July 21 No. 456	XVIII :	86

ALPHABETICAL INDEX *(continued)*.

		Registration Date and No.	Vol.	Page.
Denmark *(continued)*.				
Treaties, etc., with Foreign Powers *(continued)*, viz :—				
1923, July 9/13	Sweden .. .. Notes. Exchange of Notifications concerning Insane Persons	1923, July 28 No. 460	XVIII	132
1923, July 9/13	Sweden .. .. Notes. Exchange of Notifications concerning Insane Persons. Iceland and Sweden	1923, July 31 No. 461	XVIII	144
1923, July 10/14	Poland .. .. Notes. Military Service.	1923, Sept. 12 No. 483	XIX	66
1923, July 27	Esthonia .. .. Declaration. Trade Marks	1923, Sept. 21 No. 499	XIX	254
1923, July 27	Esthonia .. .. Declaration. Reciprocal protection of inventions, designs and models	1923, Sept. 21 No. 500	XIX	260
Deserters, military.				
1923, March 29'22-March 31'23	Germany Denmark — Notes. Abrogation of Existing Agreements concerning Extradition of Military Deserters and Fugitives from Military Service	1923, June 9 No. 436	XVII	182
Diplomatic Relations.				
1922, April 16	Germany Russia (Soviet) — Agreement. Claims arising out of war. Diplomatic and Economic Relations	1923, Sept. 19 No. 498	XIX	248
Disabled Persons.				
1921, Aug. 17	Germany Austria — Convention. Disabled persons and surviving dependants of soldiers killed in the war	1923, Sept. 19 No. 497	XIX	238
Drugs.				
See : OPIUM.				
East Indies, Netherlands.				
1923, Oct. 2'22 / Jan. 18'23	Great Britain Netherlands — Agreement. Exchange of Postal Parcels between Australia and Netherlands East India	1923, Aug. 27 No. 469	XVIII	258
East Prussia.				
1921, April 21	Germany Poland Poland on behalf of Danzig — Convention and Protocol. Transit between East Prussia and rest of Germany	No. 308		
	Errata to Footnotes in XII : 80		XIX	301
See also : INDEX No. 4 : 1921, April 21.				
Economic Conventions, etc.				
1920, June 29	Germany Czechoslovakia — Economic Agreement and Protocol.	1923, June 1 No. 430	XVII	70
1922, April 21	Germany Finland — Provl. Convention and Protocol. Economic Questions	1923, Sept. 19 No. 487	XIX	88
1923, April 23	Denmark Russia (Soviet) — Preliminary Agreement. Protocol and Declaration. Economic and Political Relations	1923, July 3 No. 450	XVIII	16
See also : COMMERCE.				

ALPHABETICAL INDEX *(continued)*.

			Registration Date and No.	Vol.	Page.
Egypt.					
Treaties, etc., with Foreign Powers, viz :—					
1923, July 5	Great Britain	Notes. Egyptian Indemnity Act and termination of Martial Law in Egypt	1923, Sept. 1 No. 473	XVIII	312
1923, July 18	Great Britain	Notes. Foreign Officials. Law concerning conditions of service, retirement and dismissal of	1923, Sept. 1 No. 474	XVIII	324
Emigration.					
1921, Oct. 8	Brazil / Italy	Convention. Emigration and Labour	1923, April 10 No. 401	XVI	10
1923, March 17/20	Hungary / Serbs, Croats and Slovenes, Kgd. of	Notes. Transfer of residence under paragraph 3 of Art. 63 of Treaty of Trianon, June 4, 1920. Prolongation of period	1923, May 15 No. 422	XVI	448
Enemy Businesses.					
See : PROPERTY.					
Esthonia.					
Treaties, etc., with Foreign Powers, viz :—					
1920, Oct. 19	Latvia	Convention. Frontier	1923, June 16 No. 437	XVII	190
1922, Oct. 30 / Nov. 28	Finland	Notes. Basic telephone rates	1923, Sept. 19 No. 494	XIX	214
1923, July 27	Denmark	Declaration. Trade Marks	1923, Sept. 21 No. 499	XIX	254
1923, July 27	Denmark	Declaration. Reciprocal protection of inventions, designs and models	1923, Sept. 21 No. 500	XIX	260
Exportation.					
See : IMPORTATION.					
Extradition.					
1922, Feb. 20/28	Germany / Finland	Notes. Extradition expenses	1923, Sept. 19 No. 486	XIX	82
1923, Feb. 12	Denmark / Finland	Extradition Convention. Criminals	1923, July 5 No. 452	XVIII	34
1923, March 29'22-March 31'23	Germany / Denmark	Notes. Abrogation of Existing Agreements concerning Extradition of Military Deserters and Fugitives from Military Service	1923, June 9 No. 436	XVII	182
Finland.					
Treaties, etc., with Foreign Powers, viz :—					
1920, July 27	Denmark	Agreement. Press telegrams	1923, Sept. 19 No. 484	XIX	72
1921, April 2 / June 10	Great Britain	Notes. Importation of Morphine, etc. from Great Britain into Finland	1923, April 12 No. 403	XVI	134
1921, July 16	Norway	Notes. Exemption of Immovable Property of diplomatic representatives from stamp duty on homologation	1923, Sept. 19 No. 485	XIX	78

ALPHABETICAL INDEX *(continued)*,

Finland *(continued)*. Treaties, etc., with Foreign Powers *(continued)*, viz :—			Registration Date and No.	Vol.	Page.
1921, Dec. 14	Russia (Soviet)	Provl. Agreement. Rail transport of passengers, etc., between Finland and Russia viâ Rajajoki and Valkeasaari	1923, May 1 No. 414	XVI	222
1922, Feb. 20/28	Germany	Notes. Extradition expenses	1923, Sept. 19 No. 486	XIX	82
1922, April 21	Germany	Provl. Convention and Protocol. Economic Questions	1923, Sept. 19 No. 487	XIX	88
1922, June 1	Russia (Soviet)	Convention and Protocol. Frontier. Measures to ensure peace	1923, May 1 No. 415	XVI	318
1922, June 13	Russia (Soviet)	Provl. Agreement. Telegraphic communications	1923, May 1 No. 416	XVI	350
1922, June 22	Russia (Soviet)	Provl. Agreement. Postal relations	1923, May 1 No. 417	XVI	362
1922, July 7	Russia (Soviet)	Agreement. Former Governmental Property mentioned in Note to Art. 22 of Peace Treaty of Oct. 14, 1920	1923, Sept. 19 No. 488	XIX	100
1922, Aug. 12	Russia (Soviet)	Convention. Repatriation	1923, Sept. 19 No. 489	XIX	106
1922, Sept. 20	Russia (Soviet)	Convention. Fishing in Gulf of Finland	1923, Sept. 19 No. 490	XIX	144
1922, Oct. 28	Russia (Soviet)	Convention. Floating of Timber in water courses flowing from Finland to Russia and vice versa	1923, Sept. 19 No. 491	XIX	154
1922, Oct. 28	Russia (Soviet)	Convention. Maintenance of river channels and regulation of fishing in water-courses forming part of frontier	1923, Sept. 19 No. 492	XIX	184
1922, Oct. 28	Russia (Soviet)	Convention. Freedom of transit for the Russian State and its nationals through territory of Petsamo (Petchenga)	1923, Sept. 19 No. 493	XIX	200
1922, Oct. 30 / Nov. 28	Esthonia	Notes. Basic telephone rates	1923, Sept. 19 No. 494	XIX	214
1923, Feb. 12	Denmark	Extradition Convention. Criminals.	1923, July 5 No. 452	XVIII	34
1923, Feb. 12	Denmark	Provl. Agreement. Commercial travellers' samples	1923, July 10 No. 454	XVIII	72
1923, Feb. 12-21	Russia (Soviet)	Notes. Exemption of certain urban property from stamp duty, etc., on homologation or registration	1923, Sept. 19 No. 495	XIX	220
1923, Feb. 8 / April 21	Denmark	Notes. Military Service	1923, May 29 No. 428	XVII	58
1923, March 9 / April 28	Norway	Notes. Exchange of Notifications concerning insane persons	1923, Sept. 19 No. 496	XIX	226
1923, May 26	Sweden	Convention and Protocol. Navigation	1923, July 9 No. 453	XVIII	58

ALPHABETICAL INDEX *(continued)*.

			Registration Date and No.	Vol.	Page.
Finland *(continued)*.					
Treaties, etc., with Foreign Powers *(continued)*, viz :—					
1923, June 5 ..	Russia (Soviet)	Convention. Navigation of Finnish Merchant and Cargo Vessels on Neva between Lake Ladoga and the Gulf of Finland	1923, Aug. 20 No. 465	XVIII :	204
1923, July 11 ..	Denmark Norway Sweden	Protocol. Adhesion of Finland to Convention of May 26, 1914. Assistance to necessitous Nationals ..	1923, July 21 No. 456	XVIII :	86
Finland, Gulf of					
See : FISHERIES.					
Fisheries.					
1921, Sept. 14 ..	Italy Serbs, Croats and Slovenes, Kgd. of	Agreement. Fishing in the Adriatic	1923, Sept. 12 No. 482	XIX :	14
1922, Sept. 20 ..	Finland Russia (Soviet)	Convention. Fishing in Gulf of Finland	1923, Sept. 19 No. 490	XIX :	144
1922, Oct. 28 ..	Finland Russia (Soviet)	Convention. Maintenance of river channels and regulation of fishing in water-courses forming part of the frontier	1923, Sept. 19 No. 492	XIX :	184
Fiume.					
Treaties, etc., concerning :—					
1920, Nov. 12 ..	Italy Serbs, Croats and Slovenes, Kgd. of	Treaty. Territorial and political questions. (Zara and Fiume)	1923, Sept. 12 No. 477	XVIII :	388
1922, Oct. 23 ..	Italy Serbs, Croats and Slovenes, Kgd. of	Agreement. Carrying out of Treaty of Rapallo Nov. 12, 1912. (Zara and Fiume)	1923, Sept. 12 No. 478	XVIII :	406
Flags.					
1921, April 20 ..	Declaration recognising Right to a Flag of State having no Sea-Coast				
See : GENERAL INTERNATIONAL AGREEMENTS : 1921, April 20.					
France.					
Treaties, etc., with Foreign Powers, viz :—					
1921, Feb. 19 .	Poland.	Political Agreement	1923, July 2 No. 449	XVIII :	12
1922, Dec. 15-26	Great Britain ..	Notes. Protocol of Aug. 6, 1914. New Hebrides	1923, April 12 No. 413	XVI :	214
1923, May 24 ..	Great Britain ..	Notes. Nationality decrees. Tunis and Morocco	1923, Sept. 1 No. 472	XVIII :	306
Friendship.					
See : PEACE AND AMITY, COMMERCE AND NAVIGATION.					
Frontiers.					
See : BOUNDARIES.					
Geneva Convention					
See : WOUNDED IN WAR.					

ALPHABETICAL INDEX *(continued)*.

		Registration Date and No.	Vol. Page.
Germany.			
Treaties, etc., with Foreign Powers, viz :—			
1918, Aug. 29 . Netherlands ..	Treaty. Raising of former mouth of Old Rhine near Lobith.	No. 346	
	Presented for Registration by Germany	1923, Sept. 19	XIX : 284
See also : INDEX No. 4 : 1918, Aug. 29.			
1920, June 29 . Czechoslovakia	Economic Agreement and Protocol.	1923, June 1 No. 430	XVII : 70
1920, June 29 . Czechoslovakia	Agreement. Art. 297 of Treaty of Versailles of June 28, 1919. Property, rights and interests	1923, June 1 No. 431	XVII : 140
1920, Dec. 30'19 / Aug. 30'20 Denmark	Telegraphic Convention	No. 377	
	Presented for Registration by Germany..	1923, Sept. 19	XIX ; 288
See also : INDEX No. 4 : 1920, Dec.30 '19. / Aug. 30, '20.			
1921, Feb. 3 .. Czechoslovakia..	Convention. Transfer of jurisdiction in territory of Hultschin	No. 132	
	Errata		XIX : 301
See also : INDEX No. 2 : 1921, Feb. 3.			
1921, April 21 Poland / Poland on behalf of Danzig	Convention and Protocol. Transit between East Prussia and rest of Germany	No. 308	
	Errata to Footnotes in XII : 80		XIX : 301
See also : INDEX No. 4 : 1921, April 21.			
1921, March 21 / June 18 Great Britain ..	Notes. Importation of Morphine, etc. from Great Britain into Germany.	1923, April 12 No. 404	XVI : 140
1921, July 5 .. Netherlands ..	Addl. Protocol to Treaty of Aug. 29, 1918. Raising of former mouth of Old Rhine near Lobith	No. 346	
	Presented for Registration by Germany	1923, Sept. 19	XIX : 284
See also : INDEX No. 4 : 1921, July 5.			
1921, July 12 . Denmark	Agreement. Transfer of administration of justice in northern Sleswig.	No. 238	
	Presented for Registration by Germany	1923, Sept. 19	XIX : 282
See also : INDEX No. 3 : 1921, July 12.			
1921, Aug. 17 . Austria	Convention. Disabled persons and surviving dependants of soldiers killed in the war	1923, Sept. 19 No. 497	XIX : 238
1921, Dec. 3 .. Switzerland ..	Treaty and Protocol. Arbitration and Conciliation	No. 320	
	Presented for Registration by Germany	1923, Sept. 19	XIX : 284
See also : INDEX No. 4 : 1921, Dec. 3.			
1921, Dec. 31 . Czechoslovakia	Treaties and Protocol. Taxation ..	1923, June 30 No. 447	XVII : 402
1922, Feb. 20/28 Finland	Notes. Extradition expenses	1923, Sept. 19 No. 486	XIX : 82

ALPHABETICAL INDEX *(continued)*

Germany *(continued)*.			Registration Date and No.	Vol. Page.
Treaties, etc., with Foreign Powers *(continued)*, viz :—				
1922, March 18	Czechoslovakia..	Treaty and Protocol. Death Duties. Prevention of Double Taxation ..	1923, June 30 No. 448	XVII : 454
1922, April 10 .	Denmark	Treaty. Northern Sleswig .. .. .. Presented for Registration by Germany	No. 274 1923, Sept. 19	XIX : 284
See also : INDEX No. 3 : 1922, April 10.				
1922, April 16 .	Russia (Soviet) .	Agreement. Claims arising out of war. Diplomatic and Economic Relations	1923, Sept. 19 No. 498	XIX : 248
1922, April 21 .	Finland	Provl. Convention and Protocol. Economic Questions	1923, Sept. 19 No. 487	XIX : 88
1922, April 25 .	Denmark	Provl. Agreement. Air Navigation ..	1923, Aug. 24 No. 466	XVIII : 228
1922, May 15 ..	Poland.	Convention. Upper Silesia .. .. Presented for Registration by Germany	No. 271 1923, Sept. 19	XIX : 282
See also : INDEX No. 3 : 1922, May 15.				
1922, May 15 ..	Poland.	Agreement. Postal Cheques .. .. Presented for Registration by Germany	No. 272 1923, Sept. 19	XIX : 284
See also : INDEX No. 3 : 1922, May 15.				
1922, May 15 ..	Poland.	Convention. Frontier Railway Stations possessing both German and Polish Customs or Passport Offices. Rights and duties of Officials of privileged Transit and Railway Through Traffic .. .. Presented for Registration by Germany	No. 273 1923, Sept. 19	XIX : 284
See also : INDEX No. 3 : 1922, May 15.				
1922, June 3 ..	Poland.	Declaration concerning Convention of May 15, 1922 relating to Upper Silesia . .. . Presented for Registration by Germany	No. 271 1923, Sept. 19	XIX : 282
See also : INDEX No. 3 : 1922, June 3.				
1923, March 25	Switzerland ..	Addl. Convention to Convention of Dec. 6, 1920. Swiss Mortgages in Germany containing the gold clause. Franc credits due from German debtors.	1923, Sept. 1 No. 470	XVIII : 274
1923, March 29'22- March 31'23	Denmark	Notes. Abrogation of Existing Agreements concerning Extradition of Military Deserters and Fugitives from Military Service	1923, June 9 No. 436	XVII : 182
1923, April 5 ..	Great Britain ..	Agreement. German Debts and Property in China	1923, June 8 No. 435	XVII : 174

ALPHABETICAL INDEX *(continued)*.

Great Britain.			Registration Date and No.	Vol. Page.
Treaties, etc., with Foreign Powers, viz :—				
1883, Dec. 14/31	Denmark	Convention concerning Iceland, suppl. to Anglo-Danish Convention of April 22/May 16, 1871. Money Orders. Abrogation : Notes dated Sept. 28 and Dec. 12, 1921 .. .. .. (Errata XIX : 301).	No. 326	
See also : INDEX No. 4 : 1921, Sept. 28. Dec. 12				
1921, June 10 / April 2	Finland	Notes. Importation of Morphine, etc. from Great Britain into Finland.	1923, April 12 No. 403	XVI : 134
1921, March 21 / June 18	Germany ..	Notes. Importation of Morphine etc., from Great Britain into Germany.	1923, April 12 No. 404	XVI : 140
1921, May 6 / July 14	Austria	Notes. Importation of Morphine, etc. from Great Britain into Austria.	1923, April 12 No. 405	XVI : 152
1921, March 21 / Aug. 4	Czechoslovakia..	Notes. Importation of Morphine, etc. from Great Britain into Czechoslovakia	1923, April 12 No. 406	XVI : 158
1921, March 28 / Nov. 10	Greece	Notes. Importation of Morphine, etc. from Great Britain into Greece ..	1923, April 12 No. 407	XVI : 166
1921, Sept. 28 / Dec. 12	Denmark .. .. (Errata : XIX : 301)	Notes. Abrogation of Convention of Dec. 14/31, 1883, concerning Iceland suppl. to Anglo-Danish Convention of April 22/May 16, 1871. Money Orders	No. 326	
See also : INDEX No. 4 : 1921, Sept. 28 Dec. 12				
1921, March 9 / Dec. 16	Norway	Notes. Importation of Morphine, etc. from Great Britain into Norway ..	1923, April 12 No. 409	XVI : 188
1922, Jan. 12 ..	Costa Rica . ..	Convention and Protocol of Ratification. Claims against Costa Rica. Submission to arbitration	1923, June 8 No. 432	XVII : 152
1922, May 7'21- / April 5'22	Bulgaria	Notes. Importation of Morphine, etc. from Great Britain into Bulgaria.	1923, April 12 No. 410	XVI : 192
1922, Sept. 12/ / Oct. 17	Latvia	Agreement. Money orders	1923, May 5 No. 419	XVI : 398
1922, Oct. 19 ..	Uruguay	Notes. Importation of Morphine, etc. from Great Britain into Uruguay	1923, April 12 No. 411	XVI : 202
1922, June 4'21 / Nov. 16'22	Haiti	Notes. Importation of Morphine, etc. from Great Britain into Haiti ..	1923, April 12 No. 408	XVI : 174
1922, Nov. 30..	Japan	Agreement and Notes. Tonnage Measurement. Merchant ships .. .. Notes dated July 27, 1923	1923, April 12 No. 412 1923, Oct. 6	XVI : 208 XIX : 288
1922, Dec. 15-26	France.	Notes. Protocol of Aug. 6, 1914. New Hebrides	1923, April 12 No. 413	XVI : 214
1923, Oct. 2'22 / Jan. 18'23	Netherlands ..	Agreement. Exchange of Postal Parcels between Australia and Netherlands East Indies	1923, Aug. 27 No. 469	XVIII : 258

ALPHABETICAL INDEX *(continued)*.

			Registration Date and No.	Vol. Page.
Great Britain *(continued)*.				
Treaties, etc., with Foreign Powers *(continued)*, viz :—				
1923, Jan. 23 ..	Netherlands ..	Agreement. Telephone service ..	1923, May 5 No. 420	XVI : 426
1923, Feb. 11..	Muscat	Treaty prolonging Treaty of Friendship, Commerce and Navigation of March 19, 1891	1923, June 8 No. 433	XVII : 164
1923, March 6/8	Colombia	Notes. Importation of Morphine from Great Britain into Colombia	1923, June 8 No. 434	XVII : 168
1923, March 8-28..	Belgium	Notes. Liquidation of enemy businesses	1923, May 5 No. 421	XVI : 440
1923, March 28.	Austria	Notes. Customs Clearance of Commercial Travellers' Samples . ..	1923, June 25 No. 445	XVII : 386
1923, March 31.	Portugal	Agreement renewing Part I of Mozambique-Transvaal Convention of April 1, 1909	1923, July 4 No. 451	XVIII : 30
1923, April 5 ..	Germany	Agreement. German Debts and Property in China	1923, June 8 No. 435	XVII : 174
1923, May 11/24	Roumania.. ..	Notes. Commercial relations	1923, Sept. 1 No. 471	XVIII : 302
1923, May 24..	France.	Notes. Nationality Decrees. Tunis and Morocco	1923, Sept. 1 No. 472	XVIII : 306
1923, July 5 ..	Egypt	Notes. Egyptian Indemnity Act and termination of Martial Law in Egypt	1923, Sept. 1 No. 473	XVIII : 312
1923, July 18..	Egypt	Notes. Foreign Officials. Law concerning conditions of service, retirement and dismissal of	1923, Sept. 1 No. 474	XVIII : 324
1923, July 27 ..	Japan	Notes. Tonnage measurement. Merchant ships	1923, Oct. 6 No. 412	XIX : 288

See also : AUSTRALIA.

Greece.

Treaties, etc. with Foreign Powers, viz :—

1921, March 28 / Nov. 10	Great Britain ..	Notes. Importation of Morphine, etc. from Great Britain into Greece ..	1923, April 12 No. 407	XVI : 166

Haiti.

Treaties, etc., with Foreign Powers, viz :—

1922, June 4'21 / Nov. 16'22	Great Britain ..	Notes. Importation of Morphine, etc. from Great Britain into Haiti ..	1923, April 12 No. 408	XVI : 174

Health Conventions.

See : SANITARY CONVENTIONS.

Hebrides, New.

See : NEW HEBRIDES.

Holy See.

Concordat :—

1922, May 30 ..	Latvia	Concordat. Catholic Church in Latvia	1923, June 16 No. 443	XVII : 366

ALPHABETICAL INDEX *(continued)*.

		Registration Date and No.	Vol. Page.
Hultschin.			
Convention concerning :—			
1921, Feb. 3 .. Germany / Czechoslovakia	Convention. Transfer of jurisdiction in territory of Hultschin	No. 132	
	Errata		XIX : 301
See also : INDEX No. 2 : 1921, Feb. 3.			
Hungary.			
Treaties, etc., with Foreign Powers, viz :—			
1922, Feb. 8 .. Austria	Commercial Convention and Protocols	1923, April 11 No. 402	XVI : 20
1923, May 26'21 / Feb. 26'23 Sweden	Notes. Exchange of Notifications concerning Insane Persons	1923, May 26 No. 426	XVII : 36
1923, March 17-20. Serbs, Croats and Slovenes, Kgd. of	Notes. Transfer of residence under paragraph 3 of Art. 63 of Treaty of Trianon June 4, 1920. Prolongation of period	1923, May 15 No. 422	XVI : 448
1923, April 10.. Austria	Arbitration Agreement	1923, July 23 No. 457	XVIII : 94
Iceland			
Treaties, etc., concerning :—			
1883, Dec. 14/31 Great Britain / Denmark	Convention concerning Iceland, suppl. to Anglo-Danish Convention of April 22/May 16, 1871. Money Orders. Abrogation : Notes dated Sept. 28 and Dec. 12, 1921 .. .. (Errata : XIX : 301)	No. 326	
See also : INDEX No. 4 : 1921, Sept. 28 / Dec. 12.			
1921, Sept. 28 / Dec. 12 Great Britain / Denmark	Notes. Abrogation of Convention Dec. 14/31, 1883 concerning Iceland, suppl. to Anglo-Danish Convention of April 22/May 16, 1871. Money Orders. .. .. (Errata : XIX : 301)	No. 326	
See also : INDEX No. 4 : 1921, Sept. 28 / Dec. 12.			
1923, April 9 .. Denmark / Portugal	Notes. Application to Iceland of Declaration of Dec. 14, 1896. Commercial relations	1923, May 29 No. 429	XVII : 64
1923, June 27/30 .. Austria / Denmark	Notes. Application of Commercial and Maritime Convention of March 14, 1887, between Austria-Hungary and Denmark to Commercial Relations between Austria and Iceland	1923, Aug. 7 No. 464	XVIII : 196
1923, July 9/13. Denmark / Sweden	Notes. Exchange of Notifications concerning Insane Persons. Iceland and Sweden	1923, July 31 No. 461	XVIII : 144

ALPHABETICAL INDEX *(continued)*.

			Registration Date and No.	Vol.	Page.
Identity Certificates for Russian Refugees.					
1922, July 5 ..	International Arrangement	Identity Certificates for Russian Refugees.			
See : GENERAL INTERNATIONAL AGREEMENTS : 1922, July 5.					
Immigration.					
See : EMIGRATION.					
Importation.					
1921, April 2 / June 10	Great Britain / Finland	Notes. Importation of Morphine, etc. from Great Britain into Finland ..	1923, April 12 No. 403	XVI	134
1921, March 21 / June 18	Germany / Great Britain	Notes. Importation of Morphine, etc., from Great Britain into Germany .	1923, April 12 No. 404	XVI	140
1921, May 6 / July 14	Austria / Great Britain	Notes. Importation of Morphine, etc. from Great Britain into Austria ..	1923, April 12 No. 405	XVI	152
1921, March 21 / Aug. 4	Great Britain / Czechoslovakia	Notes. Importation of Morphine, etc. from Great Britain into Czechoslovakia	1923, April 12 No. 406	XVI	158
1921, March 28 / Nov. 10	Great Britain / Greece	Notes. Importation of Morphine, etc. from Great Britain into Greece ..	1923, April 12 No. 407	XVI	166
1921, March 9 / Dec. 16	Great Britain / Norway	Notes. Importation of Morphine, etc. from Great Britain into Norway .	1923, April 12 No. 409	XVI	188
1922, May 7'21- / April 5'22	Great Britain / Bulgaria	Notes. Importation of Morphine, etc. from Great Britain into Bulgaria.	1923, April 12 No. 410	XVI	192
1922, Oct. 19 ..	Great Britain / Uruguay	Notes. Importation of Morphine, etc. from Great Britain into Uruguay.	1923, April 12 No. 411	XVI	202
1922, June 4'21 / Nov. 16'22	Great Britain / Haiti	Notes. Importation of Morphine, etc. from Great Britain into Haiti. ..	1923, April 12 No. 408	XVI	174
1923, March 6/8	Colombia / Great Britain	Notes. Importation of Morphine, etc. from Great Britain into Colombia	1923, June 8 No. 434	XVII	168
Indemnity Acts.					
1923, July 5 ..	Great Britain / Egypt	Notes. Egyptian Indemnity Act and termination of Martial Law in Egypt	1923, Sept. 1 No. 473	XVIII	312
Industrial Property.					
See : PROPERTY, INDUSTRIAL.					
Insane Persons.					
1922, Oct. 25 ..	Belgium / Sweden	Notes. Exchange of Notifications concerning Insane Persons	1923, July 27 No. 459	XVIII	122
1923, May 26'21 / Feb. 26'23	Hungary / Sweden	Notes. Exchange of Notifications concerning Insane Persons	1923, May 26 No. 426	XVII	36
1923, June 15'21 / April 11'23	Luxemburg / Sweden	Notes. Exchange of Notifications concerning Insane Persons	1923, May 16 No. 423	XVI	454
1923, March 9 / April 28	Finland / Norway	Notes. Exchange of Notifications concerning Insane Persons	1923, Sept. 19 No. 496	XIX	226
1923, May 1/5 .	Japan / Sweden	Notes. Exchange of Notifications concerning Insane Persons	1923, June 25 No. 446	XVII	392

ALPHABETICAL INDEX *(continued)*.

			Registration Date and No.	Vol. Page.
Insane Persons *(continued)*.				
1923, July 9/13	Denmark Sweden	Notes. Exchange of Notifications concerning Insane Persons	1923, July 28 No. 460	XVIII : 132
1923, July 9/13	Denmark Sweden	Notes. Exchange of Notifications concerning Insane Persons. Iceland and Sweden	1923, July 31 No. 461	XVIII : 144
Inventions, Protection of				
See : PROPERTY, INDUSTRIAL.				
Italy.				
Treaties, etc., with Foreign Powers, viz :—				
1920, Sept. 28 / Oct. 11	Netherlands ..	Notes renewing International Convention of Oct. 14, 1890 and relevant Acts. Railway Goods Traffic	1923, Aug. 27 No. 468	XVIII : 254
1920, Nov. 12..	Serbs, Croats and Slovenes, Kgd. of the	Treaty. Territorial and political questions. (Zara and Fiume)	1923, Sept. 12 No. 477	XVIII : 388
1921, Sept. 14 .	Serbs, Croats and Slovenes Kgd. of	Agreement. Fishing in the Adriatic	1923, Sept. 12 No. 482	XIX : 14
1921, Oct. 8 ..	Brazil	Convention. Emigration and Labour	1923, April 10 No. 401	XVI : 10
1922, Oct. 23 ..	Serbs, Croats and Slovenes, Kgd. of	Agreement. Carrying out of Treaty of Rapallo, Nov. 12, 1920. (Zara and Fiume)	1923, Sept. 12 No. 478	XVIII : 406
1922, Oct. 23 ..	Serbs, Croats and Slovenes, Kgd. of	Convention. Customs Régime and Frontier-Traffic between Zara and adjacent Territories	1923, Sept. 12 No. 479	XVIII : 414
1922, Oct. 23 ..	Serbs, Croats and Slovenes, Kgd. of	Convention. Contraband Trade and Offences against Finance Laws ..	1923, Sept. 12 No. 480	XVIII : 442
1922, Oct. 23 ..	Serbs, Croats and Slovenes, Kgd. of	General Agreement, Protocol and Notes	1923, Sept. 12 No. 481	XVIII : 462
Japan.				
Treaties, etc., with Foreign Powers, viz :—				
1922, May 17-22	Denmark	Notes. Tonnage Measurement Certificates	No. 376	
		Japanese Text of Note of May 17, 1922	1923, Oct. 16	XIX : 287
See also : INDEX No. 4 : 1922, May 17-22.				
1922, Nov. 30..	Great Britain ..	Agreement and Notes. Tonnage measurement. Merchant ships	1923, April 12 No. 412	XVI : 208
		Notes dated July 27, 1923	1923, Oct. 6	XIV : 288
1923, May 1/5 .	Sweden	Notes. Exchange of Notifications concerning Insane Persons	1923, June 25 No. 446	XVII : 392
1923, July 27 ..	Great Britain ..	Notes. Tonnage Measurement. Merchant ships	1923, Oct. 6 No. 412	XIX : 288

ALPHABETICAL INDEX *(continued)*.

			Registration Date and No.	Vol.	Page.
Judicial.					
1921, July 12..	Germany / Denmark	Agreement. Transfer of administration of justice in northern Sleswig Presented for registration by Germany	No. 238 / 1923, Sept. 19	XIX	282
See also : INDEX No. 3 : 1921, July 12.					
Justice.					
See : JUDICIAL.					
Labour.					
1921, Oct. 8 ..	Brazil / Italy	Convention. Emigration and Labour	1923, April 10 No. 401	XVI	10
Latvia.					
Treaties, etc., with Foreign Powers, viz :—					
1920, Oct. 19 ..	Esthonia	Convention. Frontier	1923, June 16 No. 437	XVII	190
1921, May 14 ..	Lithuania	Convention. Frontier	1923, June 16 No. 438	XVII	212
1921, May 14 ..	Lithuania	Convention. Rights of Citizens ..	1923, June 16 No. 439	XVII	234
1921, Aug. 3 ..	Ukraine Soviet .	Agreement. Repatriation. Latvian Refugees	1923, June 16 No. 441	XVII	296
1921, Aug. 3 ..	Ukraine (Soviet)	Treaty. General Relations	1923, June 16 No. 442	XVII	318
1921, July 22 / Nov. 6	Russia (Soviet) .	Agreement. Option Questions ..	1923, June 16 No. 440	XVII	252
1922, May 30 ..	Holy See	Concordat. Catholic Church in Latvia	1923, June 16 No. 443	XVII	366
1922, Sept. 12/ Oct. 17	Great Britain ..	Agreement. Money Orders	1923, May 5 No. 419	XVI	398
Letters, etc., of Declared Value.					
See : POSTAL CONVENTIONS.					
Liquidation.					
See : PROPERTY.					
Lithuania.					
Treaties, etc., with Foreign Powers, viz :—					
1921, May 14 ..	Latvia	Convention. Frontier	1923, June 16 No. 438	XVII	212
1921, May 14 ..	Latvia	Convention. Rights of Citizens ..	1923, June 16 No. 439	XVII	234
Lobith.					
See : RHINE.					
Lunatics.					
See : INSANE PERSONS.					
Luxemburg.					
Treaties, etc., with Foreign Powers, viz :—					
1923, June 15'21 / April 11'23	Sweden	Notes. Exchange of Notifications concerning Insane Persons	1923, May 16 No. 423	XVI	454

ALPHABETICAL INDEX *(continued)*.

			Registration Date and No.	Vol. Page.
Martial Law.				
1923, July 5	Great Britain .. Egypt	Notes. Egyptian Indemnity Act and termination of Martial Law in Egypt	1923, Sept. 1 No. 473	XVIII : 312
Matches.				
1906, Sept. 26	International Convention	Use of white (yellow) Phosphorus in Matches		
See : GENERAL INTERNATIONAL AGREEMENTS : 1906, Sept. 26.				
Measures.				
See : WEIGHTS AND MEASURES.				
Merchant Ships.				
See : SHIPS, SHIPPING.				
Military Service.				
1923, Feb. 8 / April 21	Denmark Finland	Notes. Military Service	1923, May 29 No. 428	XVII : 58
1923, July 10/14	Denmark Poland	Notes. Military service	1923, Sept. 12 No. 483	XIX : 66
See also : DESERTERS, MILITARY.				
Military Conventions.				
See : ALLIANCE.				
Minorities.				
1920, Aug. 23..	Austria Czechoslovakia	Protocol. Regulation of certain Questions dealt with in Convention of June 7, 1920. Citizenship. Protection of Minorities	No. 99	
		Errata		XIX : 301
See also : INDEX No. 1 : 1920, Aug. 23.				
Money Orders.				
1883, Dec. 14/31	Great Britain Denmark	Convention concerning Iceland, suppl. to Anglo-Danish Convention of April 22/May 16, 1871. Money Orders. Abrogation : Notes dated Sept. 28 and Dec. 12, 1921 .. .. (Errata : XIX : 301).	No. 326	
See also : INDEX No. 4 : 1921, Sept. 28. / Dec. 12.				
1920, Nov. 30..	International Agreement	Money Orders.		
See : GENERAL INTERNATIONAL AGREEMENTS : 1920, Nov. 30.				
1921, Sept. 28 / Dec. 12	Great Britain Denmark (Errata : XIX : : 130	Notes. Abrogation of Convention of Dec. 14/31, 1883 concerning Iceland, suppl. to Anglo-Danish Convention of April 22/May 16, 1871. Money Orders	No. 326	
See also : INDEX No. 4 : 1921, Sept. 28. / Dec. 12.				
1922, Sept. 12/ Oct. 17	Great Britain Latvia	Agreement. Money orders.	1923, May 5 No. 419	XVI : 398
See also : POSTAL CONVENTIONS.				

ALPHABETICAL INDEX *(continued)*.

			Registration Date and No.	Vol. Page.
Morocco (French Zone).				
Treaties, etc., concerning :				
1923, May 24 ..	Great Britain / France	Notes. Nationality Decrees. Tunis and Morocco	1923, Sept. 1 No. 472	XVIII : 306
Morphine.				
See : OPIUM.				
Mortgages.				
1923, March 25.	Germany / Switzerland	Addl. Convention to Convention of Dec. 6, 1920. Swiss Mortgages in Germany containing the gold clause. Franc credits due from German debtors.	1923, Sept. 1 No. 470	XVIII : 274
Mozambique, Province of				
Treaties, etc., concerning :—				
1923, March 31	Great Britain / Portugal	Agreement renewing Part I of Mozambique-Transvaal Convention of April 1, 1909	1923, July 4 No. 451	XVIII : 30
Muscat.				
Treaties, etc., with Foreign Powers, viz :—				
1923, Feb. 11..	Great Britain ..	Treaty prolonging Treaty of Friendship, Commerce and Navigation of March 19, 1891	1923, June 8 No. 433	XVII : 164
Nationality.				
See : CITIZENSHIP.				
: OPTION QUESTIONS.				
Nationality Decrees.				
1923, May 24 ..	Great Britain / France.	Notes. Nationality Decrees. Tunis and Morocco	1923, Sept. 1 No. 472	XVIII : 306
Navigable Waterways.				
1921, April 20..	Convention and Statute : Régime of Navigable Waterways of International Concern.			
See : GENERAL INTERNATIONAL AGREEMENTS : 1921, April 20.				
1921, April 20..	Addl. Protocol to the Convention of April 20, 1921 on the Régime of Navigable Waterways of International Concern.			
See : GENERAL INTERNATIONAL AGREEMENTS : 1921, April 20.				
Navigation.				
1922, Oct. 28 ..	Finland / Russia (Soviet)	Convention. Maintenance of river channels and regulation of fishing on water-courses forming part of frontier.	1923, Sept. 19 No. 492	XIX : 184
1923, May 26 ..	Finland / Sweden	Convention and Protocol. Navigation.	1923, July 9 No. 453	XVIII : 58
1923, June 5 ..	Finland / Russia (Soviet)	Convention. Navigation of Finnish Merchant and Cargo Vessels on Neva between Lake Ladoga and the Gulf of Finland	1923, Aug. 20 No. 465	XVIII : 204
See also : AERIAL NAVIGATION.				
: COMMERCE AND NAVIGATION.				
: NAVIGABLE WATERWAYS.				
: PEACE AND AMITY, COMMERCE AND NAVIGATION.				
: SHIPS, SHIPPING.				

ALPHABETICAL INDEX *(continued)*.

			Registration Date and No.	Vol.	Page.
Necessitous Nationals.					
See : RELIEF OF NECESSITOUS NATIONALS.					
Netherlands.					
Treaties, etc., with Foreign Powers, viz :—					
1918, Aug. 29..	Germany	Treaty. Raising of former mouth of Old Rhine near Lobith .. .. .. Presented for Registration by Germany	No. 346 1923, Sept. 19	XIX	284
See also : INDEX No. 4 : 1918, Aug. 29.					
1920, Sept. 23 / Oct. 6	Belgium	Notes renewing International Convention of Oct. 14, 1890 and relevant Acts. Railway Goods Traffic	1923, Aug. 27 No. 467	XVIII	248
1920, Sept. 28 / Oct. 11	Italy	Notes renewing International Convention of Oct. 14, 1890 and relevant Acts. Railway Goods Traffic	1923, Aug. 27 No. 468	XVIII	254
1921, July 5 ..	Germany	Addl. Protocol to Treaty of Aug. 29, 1918. Raising of former mouth of Old Rhine near Lobith. .. .. .. Presented for Registration by Germany	No. 346 1923, Sept. 19	XIX	284
See also : INDEX No. 4 : 1921, July 5.					
1922, Nov. 6 ..	Austria	Convention. Austrian Consular Officials in Netherlands Colonies	1923, June 22 No. 444	XVII	376
1923, Oct. 2'22 / Jan. 18'23	Great Britain ..	Agreement. Exchange of Postal Parcels between Australia and Netherlands East Indies	1923, Aug. 27 No. 469	XVIII	258
1923, Jan. 23 ..	Great Britain ..	Agreement. Telephone Service. ..	1923, May 5 No. 420	XVI	426
See also : EAST INDIES, NETHERLANDS.					
Neva, River.					
See : NAVIGATION : 1923, June 5.					
New Hebrides.					
1922, Dec. 15-26	Great Britain / France	Notes. Protocol of Aug. 6, 1914. New Hebrides	1923, April 12 No. 413	XVI	214
Norway.					
Treaties, etc., with Foreign Powers, viz :—					
1921, July 16..	Finland	Notes. Exemption of Immovable Property of diplomatic representatives from stamp duty on homologation	1923, Sept. 19 No. 485	XIX	78
1921, July 21 / June 8/Aug. 1	Denmark	Modifications. Convention of Dec. 23/29, 1920. Telegraphs and Telephones. .. .. Errata	No. 362	XIX	302
See also : INDEX No. 4 : 1921, July 21 / June 8/Aug. 1					
1921, March 9 / Dec. 16	Great Britain ..	Notes. Importation of Morphine, etc. from Great Britain into Norway..	1923, April 12 No. 409	XVI	188

ALPHABETICAL INDEX *(continued)*.

Norway *(continued)*.			Registration Date and No.	Vol. Page.
Treaties, etc. with Foreign Powers *(continued)*, viz :—				
1923, April 11 .	Portugal	Notes and Declaration. Commercial and Maritime relations	1923, May 4 No. 418	XVI : 380
1923, March 9 / April 28	Finland	Notes. Exchange of Notifications concerning Insane Persons	1923, Sept. 19 No. 496	XIX : 226
1923, May 26 ..	Sweden.	Convention.. Air Navigation	1923, Aug. 6 No. 462	XVIII : 156
1923, July 11..	Denmark, Finland, Sweden	Protocol. Adhesion of Finland to Convention of May 26, 1914. Assistance to necessitous Nationals	1923, July 21 No. 456	XVIII : 86
Officials.				
1923, July 18..	Great Britain, Egypt	Notes. Foreign Officials. Law concerning conditions of service, retirement and dismissal of	1923, Sept. 1 No. 474	XVIII : 324
Opium.				
1912, Jan. 23 ..	International Opium Convention and Protocols. *See :* GENERAL INTERNATIONAL AGREEMENTS : 1912, Jan. 23.			
1921, April 2 / June 10	Great Britain, Finland	Notes. Importation of Morphine, etc. from Great Britain into Finland ..	1923, April 12 No. 403	XVI : 134
1921, March 21 / June 18	Germany, Great Britain	Notes. Importation of Morphine, etc. from Great Britain into Germany .	1923, April 12 No. 404	XVI : 140
1921, May 6 / July 14	Austria, Great Britain	Notes. Importation of Morphine, etc. from Great Britain into Austria ..	1923, April 12 No. 405	XVI : 152
1921, March 21 / Aug. 4	Great Britain, Czechoslovakia	Notes. Importation of Morphine, etc. from Great Britain into Czechoslovakia	1923, April 12 No. 406	XVI : 158
1921, March 28 / Nov. 10	Great Britain, Greece	Notes. Importation of Morphine, etc., from Great Britain into Greece ..	1923, April 12 No. 407	XVI : 166
1921, March 9 / Dec. 16	Great Britain, Norway	Notes. Importation of Morphine, etc. from Great Britain into Norway ..	1923, April 12 No. 409	XVI : 188
1922, May 7'21- April 5'22	Great Britain, Bulgaria	Notes. Importation of Morphine, etc. from Great Britain into Bulgaria.	1923, April 12 No. 410	XVI : 192
1922, Oct. 19 ..	Great Britain, Uruguay	Notes. Importation of Morphine, etc. from Great Britain into Uruguay	1923, April 12 No. 411	XVI : 202
1922, June 4'21 / Nov. 16'22	Great Britain, Haiti	Notes. Importation of Morphine, etc. from Great Britain into Haiti ..	1923, April 12 No. 408	XVI : 174
1923, March 6/8	Colombia, Great Britain	Notes. Importation of Morphine, etc. from Great Britain into Colombia	1923, June 8 No. 434	XVII : 168
Option Questions.				
1921, July 22 / Nov. 6	Latvia, Russia (Soviet)	Agreement. Option Questions	1923, June 16 No. 440	XVII : 252
1923, March 17/20.	Hungary, Serbs, Croats and Slovenes, Kgd. of	Notes. Transfer of residence under paragraph 3 of Art. 63 of Treaty of Trianon, June 4, 1920. Prolongation of period	1923, May 15 No. 472	XVI : 448

ALPHABETICAL INDEX *(continued)*.

			Registration Date and No.	Vol.	Page.
Parcel Post.					
1920, Nov. 30..	International Convention	Parcel Post.			
See : GENERAL INTERNATIONAL AGREEMENTS : 1920, Nov. 30.					
1923, Oct. 2'22 / Jan. 18'23	Great Britain / Netherlands	Agreement. Exchange of Postal Parcels between Australia and Netherlands East Indies	1923, Aug. 27 No. 469	XVIII	258
See also : POSTAL CONVENTIONS.					
Passports.					
1922, May 15 ..	Germany / Poland	Convention. Frontier Railway Stations possessing both German and Polish Customs or Passport Offices. Rights and duties of Officials of Privileged Transit and Railway Through Traffic.	No. 273		
		Presented for Registration by Germany..	1923, Sept. 19	XIX	284
See also : INDEX No. 3 : 1922, May 15.					
Peace.					
1922, June 1 ..	Finland / Russia (Soviet)	Convention and Protocol. Frontier. Measures to ensure peace	1923, May 1 No. 415	XVI	318
See also : PEACE AND AMITY, COMMERCE AND NAVIGATION.					
Peace and Amity, Commerce and Navigation.					
1923, Feb. 11..	Great Britain / Muscat	Treaty prolonging Treaty of Friendship, Commerce and Navigation of March 19, 1891	1923, June 8 No. 433	XVII	164
Pensions.					
See : DISABLED PERSONS.					
Persons of Unsound Mind.					
See : INSANE PERSONS.					
Petchenga.					
See : PETSAMO (PETCHENGA).					
Petsamo (Petchenga).					
1922, Oct. 28 ..	Finland / Russia (Soviet)	Convention. Freedom of transit for the Russian State and its nationals through territory of Petsamo (Petchenga)	1923, Sept. 19 No. 493	XIX	200
Phosphorus.					
1906, Sept. 26 .	International Convention	Use of White (Yellow) Phosphorus in Matches.			
See : GENERAL INTERNATIONAL AGREEMENTS : 1906, Sept. 26.					
Poland.					
Treaties, etc., with Foreign Powers, viz :—					
1921, Feb. 19..	France.	Political Agreement	1923, July 2 No. 449	XVIII	12
1921, April 21..	Germany / Poland on behalf of Danzig	Convention and Protocol. Transit between East Prussia and rest of Germany	No. 308		
		Errata to Footnotes in XII : 80		XIX	301
See also : INDEX No. 4 : 1921, April 21.					

ALPHABETICAL INDEX *(continued)*.

			Registration Date and No.	Vol.	Page.
Poland *(continued)*.					
Treaties, etc., with Foreign Powers *(continued)*, viz :—					
1922, May 15 ..	Germany	Convention. Upper Silesia	No. 271		
		Presented for Registration by Germany	1923, Sept. 19	XIX :	282
See also : INDEX No. 3 : 1922, May 15.					
1922, May 15..	Germany	Agreement. Postal Cheques.	No. 272		
		Presented for Registration by Germany	1923, Sept. 19	XIX :	284
See also : INDEX No. 3 : 1922, May 15.					
1922, May 15..	Germany	Convention. Frontier Railway Stations possessing both German and Polish Customs or Passport Offices. Rights and duties of Officials of Privileged Transit and Railway Through Traffic	No. 273		
		Presented for Registration by Germany	1923, Sept. 19	XIX :	284
See also : INDEX No. 3 : 1922, May 15.					
1922, June 3 ..	Germany	Declaration concerning the Convention of May 15, 1922 relating to Upper Silesia	No. 271		
		Presented for Registration by Germany	1923, Sept. 19	XIX :	282
See also : INDEX No. 3 : 1922, June 3.					
1922, Dec. 20..	Roumania . ..	Sanitary Convention	1923, July 24 No. 458	XVIII :	104
1923, July 10-14	Denmark	Notes. Military Service	1923, Sept. 12 No. 483	XIX :	66
Political.					
1921, Feb. 19..	France Poland	Political Agreement	1923, July 2 No. 449	XVIII :	12
1922, Oct. 23 ..	Italy Serbs, Croats and Slovenes, Kgd. of	Agreement. Carrying out of Treaty of Rapallo, Nov. 12, 1920. (Zara and Fiume)	1923, Sept. 12 No. 478	XVIII :	406
1923, April 23..	Denmark Russia (Soviet)	Preliminary Agreement, Protocol and Declaration. Economic and Political Relations	1923, July 3 No. 450	XVIII :	16
Portugal.					
Treaties, etc., with Foreign Powers, viz :—					
1923, March 26.	Spain	Postal Convention. Exchange of Correspondence	1923, Sept. 3 No. 475	XVIII :	350
1923, March 26.	Spain	Postal Convention. Exchange of letters and parcels of declared value	1923, Sept. 3 No. 476	XVIII :	374
1923, March 31.	Great Britain ..	Agreement renewing Part I of Mozambique-Transvaal Convention of April 1, 1909	1923, July 4 No. 451	XVIII :	30
1923, April 9 ..	Denmark	Notes. Application to Iceland of Declaration of Dec. 14, 1896. Commercial relations	1923, May 29 No. 429	XVII :	64
1923, April 11..	Norway	Notes and Declaration. Commercial and Maritime relations	1923, May 4 No. 418	XVI :	380

ALPHABETICAL INDEX *(continued)*.

Postal Conventions.			Registration Date and No.	Vol. Page.
1920, Nov. 30..		Universal Postal Convention and Final Protocol.		
See : GENERAL INTERNATIONAL AGREEMENTS : 1920, Nov. 30.				
1920, Nov. 30..	International Agreement	Letters, etc. Declared Value.		
1920, Nov. 30..	International Agreement	Payment on Delivery.		
See : GENERAL INTERNATIONAL AGREEMENTS : 1920, Nov. 30.				
1920, Nov. 30..	International Agreement	Postal Subscriptions to newspapers, etc.		
See : GENERAL INTERNATIONAL AGREEMENTS : 1920, Nov. 20.				
1920, Nov. 30..	International Agreement	Postal Cheques.		
See : GENERAL INTERNATIONAL AGREEMENTS : 1920, Nov. 30.				
1922, May 15 ..	Germany Poland	Agreement. Postal Cheques .. .. Presented for Registration by Germany	No. 272 1923, Sept. 19	XIX : 284
See also : INDEX No. 3 : 1922, May 15.				
1922, June 22..	Finland Russia (Soviet)	Provl. Agreement. Postal relations .	1923, May 1 No. 417	XVI : 362
1923, March 26.	Spain Portugal	Postal Convention. Exchange of Correspondence	1923, Sept. 3 No. 475	XVIII : 350
1923, March 26.	Spain Portugal	Postal Convention. Exchange of letters and parcels of declared value ..	1923, Sept. 3 No. 476	XVIII : 374
See also : MONEY ORDERS. : PARCEL POST.				
Property.				
1920, June 29..	Germany Czechoslovakia	Agreement. Art. 297 of Treaty of Versailles of June 28, 1919. Property, rights and interests	1923, June 1 No. 431	XVII : 140
1921, July 16..	Finland Norway	Notes. Exemption of Immovable Property of diplomatic representatives from stamp duty on homologation	1923, Sept. 19 No. 485	XIX : 78
1922, July 7 ..	Finland Russia (Soviet)	Agreement. Former Governmental Property mentioned in Note to Art. 22 of Peace Treaty of Oct. 14, 1920	1923, Sept. 19 No. 488	XIX : 100
1923, Feb. 12-21	Finland Russia (Soviet)	Notes. Exemption of certain urban property from stamp duty etc. on homologation or registration . ..	1923, Sept. 19 No. 495	XIX : 220
1923, March 8-28	Belgium Great Britain	Notes. Liquidation of enemy businesses and settlement of enemy debts	1923, May 5 No. 421	XVI : 440
1923, April 5 ..	Germany Great Britain	Agreement. German Debts and Property in China	1923, June 8 No. 435	XVII : 174
See also : MORTGAGES.				

ALPHABETICAL INDEX *(continued)*.

			Registration Date and No.	Vol.	Page.
Property, Industrial.					
1923, July 27..	Denmark Esthonia	Declaration. Reciprocal protection of inventions, designs and models ..	1923, Sept. 21 No. 500	XIX	260

See also : TRADE MARKS.

Prussia, East

See : EAST PRUSSIA.

Radiotelegraphy.

1912, July 5 ..	International Convention and Final Protocol	Radiotelegraphy.

See : GENERAL INTERNATIONAL AGREEMENTS : 1912, July 5.

Railways.

1886, May 15..	International Agreement	Technical Unity of Railways.

See : GENERAL INTERNATIONAL AGREEMENTS : 1886, May 15.

1886, May 15..	International Agreement	Sealing of Waggons having to pass through the Customs .. .. ..

See : GENERAL INTERNATIONAL AGREEMENTS : 1886, May 15.

1890, Oct. 4 ..	International Convention	Railway goods traffic.

See : GENERAL INTERNATIONAL AGREEMENTS : 1890, Oct. 14.

1907, May 18..	International Protocol	Technical Unity of Railways.

See : GENERAL INTERNATIONAL AGREEMENTS : 1907, May 18.

1907, May 18..	International Protocol	Sealing of Waggons having to pass through the Customs.

See : GENERAL INTERNATIONAL AGREEMENTS : 1907, May 18.

1912, Dec. 14..	International Procès-Verbal	Technical Unity of Railways.

See : GENERAL INTERNATIONAL AGREEMENTS : 1912, Dec. 14.

1920, Sept. 23 / Oct. 6	Belgium Netherlands	Notes renewing International Convention of Oct. 14, 1890, and relevant Acts. Railway Goods Traffic.	1923, Aug. 27 No. 467	XVIII : 248
1920, Sept. 28 / Oct. 11	Italy Netherlands	Notes renewing International Convention of Oct. 14, 1890 and relevant Acts. Railway Goods Traffic	1923, Aug. 27 No. 468	XVIII : 254

See also : TRANSIT AND COMMUNICATIONS.

Refugees.

1921, Aug. 3 ..	Latvia Ukraine (Soviet)	Agreement. Repatriation. Latvian Refugees	1923, June 16 No. 441	XVII	296

Refugees, Russian

1922, July 5 ..	International Arrangement	Identity Certificates for Russian Refugees.

See : GENERAL INTERNATIONAL AGREEMENTS : 1922, July 5.

ALPHABETICAL INDEX *(continued)*.

			Registration Date and No.	Vol.	Page.
Relief of Necessitous Nationals.					
1923, July 11..	Denmark, Finland, Norway, Sweden	Protocol concerning Adhesion of Finland to Convention of May 26, 1914. Assistance to necessitous Nationals	1923, July 21 No. 456	XVIII	86
Religion.					
See : CATHOLIC CHURCH.					
Repatriation.					
1922, Aug. 12..	Finland, Russia (Soviet)	Convention. Repatriation	1923, Sept. 19 No. 489	XIX	106
See also : REFUGEES.					
Residence, Transfer of.					
See : EMIGRATION.					
Rhine.					
1918, Aug. 29..	Germany, Netherlands	Treaty. Raising of former mouth of Old Rhine near Lobith . .. .. Presented for Registration by Germany	No. 346 1923, Sept. 19	XIX	284
See also : INDEX No. 4 : 1918, Aug. 29.					
1921, July 5 ..	Germany, Netherlands	Addl. Protocol to Treaty of Aug. 29, 1918. Raising of mouth of old Rhine near Lobith .. .. Presented for Registration by Germany	No. 346 1923, Sept. 19	XIX	284
See also : INDEX No. 4 : 1921, July 5.					
River Channels, Maintenance of.					
See : NAVIGATION : 1922, Oct. 28.					
Roumania.					
Treaties, etc., with Foreign Powers, viz :—					
1922, Dec. 20..	Poland.	Sanitary Convention	1923, July 24 No. 458	XVIII	104
1923, May 7 ..	Czechoslovakia	Protocol prolonging Convention of Defensive Alliance of April 23, 1921	1923, July 16 No. 455	XVIII	82
1923, April 19 / May 8	Denmark	Notes. Commercial relations. Most-favoured-nation system	1923, May 25 No. 425	XVII	32
1923, May 11/24	Great Britain ..	Notes. Commercial Relations	1923, Sept. 1 No. 471	XVIII	302
Russia (Soviet).					
Treaties, etc., with Foreign Powers, viz :—					
1921, July 22 / Nov. 6	Latvia	Agreement. Option Questions . ..	1923, June 16 No. 440	XVII	252
1921, Dec. 14..	Finland	Provl. Agreement. Rail Transport of passengers, etc., between Finland and Russia viâ Rajajoki and Valkeasaari	1923, May 1 No. 414	XVI	222
1922, April 16..	Germany	Agreement. Claims arising out of war. Diplomatic and Economic Relations	1923, Sept. 19 No. 498	XIX	248

ALPHABETICAL INDEX *(continued)*.

			Registration Date and No.	Vol.	Page.
Russia (Soviet) *(continued)*.					
Treaties, etc., with Foreign Powers *(continued)*, viz:—					
1922, June 1 ..	Finland	Convention and Protocol. Frontier. Measures to ensure peace	1923, May 1 No. 415	XVI	318
1922, June 13..	Finland	Provl. Agreement. Telegraphic communications	1923, May 1 No. 416	XVI	350
1922, June 22..	Finland	Provl. Agreement. Postal relations	1923, May 1 No. 417	XVI	362
1922, July 7 ..	Finland	Agreement. Former Governmental Property mentioned in Note to Art. 22 of Peace Treaty of Oct. 14, 1920	1923, Sept. 19 No. 488	XIX	100
1922, Aug. 12..	Finland	Convention. Repatriation	1923, Sept. 19 No. 489	XIX	106
1922, Sept. 20..	Finland	Convention. Fishing in Gulf of Finland	1923, Sept. 19 No. 490	XIX	144
1922, Oct. 28..	Finland	Convention. Floating of Timber in water-courses flowing from Finland to Russia and vice versa	1923, Sept. 19 No. 491	XIX	154
1922, Oct. 28..	Finland	Convention. Maintenance of river channels and regulation of fishing on water-courses forming part of frontier	1923, Sept. 19 No. 492	XIX	184
1922, Oct. 28 ..	Finland	Convention. Freedom of transit for the Russian state and its nationals through territory of Petsamo (Petchenga)	1923, Sept. 19 No. 493	XIX	200
1923, Feb. 12-21	Finland	Notes. Exemption of certain urban property from stamp duty, etc. on homologation or registration . ..	1923, Sept. 19 No. 495	XIX	220
1923, April 23..	Denmark	Preliminary Agreement. Protocol and Declaration. Economic and Political Relations.	1923, July 3 No. 450	XVIII	16
1923, June 5 ..	Finland	Convention. Navigation of Finnish Merchant and Cargo Vessels on Neva between Lake Ladoga and the Gulf of Finland	1923, Aug. 20 No. 465	XVIII	204
Sanitary Conventions.					
1922, Dec. 20..	Poland / Roumania	Sanitary Convention	1923, July 24 No. 458	XVIII	104
Serbs, Croats and Slovenes, Kindgom of the.					
Treaties, etc., with Foreign Powers, viz :					
1920, Oct. 18..	Czechoslovakia..	Treaty and Protocol. Commercial relations	1923, May 19 No. 424	XVII	10
1920, Nov. 12..	Italy	Treaty. Territorial and political questions. (Zara and Fiume)	1923, Sept. 12 No. 477	XVIII	388
1921, Sept. 14..	Italy	Agreement. Fishing in the Adriatic	1923, Sept. 12 No. 482	XIX	14
1922, Oct. 23 ..	Italy	Agreement. Carrying out of Treaty of Rapallo, Nov. 12, 1920 (Zara and Fiume)	1923, Sept. 12 No. 478	XVIII	406

ALPHABETICAL INDEX *(continued)*.

Serbs, Croats and Slovenes, Kingdom of the *(continued)*. Treaties, etc., with Foreign Powers *(continued)*, viz :			Registration Date and No.	Vol.	Page.
1922 Oct. 23 ..	Italy	Convention. Customs Régime and Frontier-Traffic between Zara and adjacent Territories	1923, Sept. 12 No. 479	XVIII	414
1922, Oct. 23 ..	Italy	Convention. Contraband Trade and Offences against Finance Laws ..	1923, Sept. 12 No. 480	XVIII	442
1922, Oct. 23 ..	Italy	General Agreement. Protocol and Notes.	1923, Sept. 12 No. 481	XVIII	462
1923, March 17/20.	Hungary	Notes. Transfer of residence under paragraph 3 of Art. 63 of Treaty of Trianon, June 4, 1920. Prolongation of period	1923, May 15 No. 422	XVI	448
Ships, Shipping.					
1922, May 17-22	Denmark Japan	Notes. Tonnage Measurement Certificates	No. 376		
		Japanese Text of Note of May 17, 1922	1923, Oct. 16	XIX	287
See also : INDEX No. 4 : 1922, May 17/22.					
1922, Nov. 30..	Great Britain Japan	Agreement and Notes. Tonnage Measurement. Merchant ships	1923, April 12 No. 412	XVI	208
		Notes dated July 27, 1923	1923, Oct. 6	XIX	288
1923, July 27..	Great Britain Japan	Notes. Tonnage Measurement. Merchant ships	1923, Oct. 6 No. 412	XIX	288
Silesia.					
See : UPPER SILESIA.					
Sleswig.					
Treaties, etc., concerning :—					
1921, July 12..	Germany Denmark	Agreement. Transfer of administration of justice in northern Sleswig. Presented for Registration by Germany	No. 238 1923, Sept. 19	XIX	282
See also : INDEX No. 3 : 1921, July 12.					
1922, April 10..	Germany Denmark	Treaty. Northern Sleswig .. .. Presented for Registration by Germany	No. 274 1923, Sept. 19	XIX	284
See also : INDEX No. 3 : 1922, April 10.					
Smuggling.					
See : CONTRABAND TRADE.					
South Africa.					
See : TRANSVAAL.					
Spain.					
Treaties, etc., with Foreign Powers, viz :—					
1923, March 26.	Portugal	Postal Convention. Exchange of Correspondence.	1923, Sept. 3 No. 475	XVIII	350
1923, March 26.	Portugal	Postal Convention. Exchange of letters and parcels of declared value	1923, Sept. 3 No. 476	XVIII	374

ALPHABETICAL INDEX *(continued)*.

			Registration Date and No.	Vol.	Page.
Succession.					
See : DEATH DUTIES.					
Sweden.					
Treaties, etc., with Foreign Powers, viz :—					
1922, Oct. 25 ..	Belgium	Notes. Exchange of Notifications concerning Insane Persons	1923, July 27 No. 459	XVIII	122
1923, May 26'21 / Feb. 26'23	Hungary	Notes. Exchange of Notifications concerning Insane Persons	1923, May 26 No. 426	XVII	36
1923, June 15'21 / April 11'23	Luxemburg. ..	Notes. Exchange of Notifications concerning Insane Persons	1923, May 16 No. 423	XVI	454
1923, May 1/5..	Japan	Notes. Exchange of Notifications concerning Insane Persons	1923, June 25 No. 446	XVII	392
1923, May 26 ..	Finland	Convention and Protocol. Navigation	1923, July 9 No. 453	XVIII	58
1923, May 26 ..	Norway	Convention. Air Navigation	1923, Aug. 6 No. 462	XVIII	156
1923, July 11..	Denmark, Finland, Norway	Protocol. Adhesion of Finland to Convention of May 26, 1914. Assistance to necessitous nationals ..	1923, July 21 No. 456	XVIII	86
1923, July 9/13	Denmark	Notes. Exchange of Notifications concerning Insane Persons	1923, July 28 No. 460	XVIII	132
1923, July 9/13	Denmark	Notes. Exchange of Notifications concerning Insane Persons. Iceland and Sweden	1923, July 31 No. 461	XVIII	144
Switzerland.					
Treaties, etc., with Foreign Powers, viz :—					
1921, Dec. 3 ..	Germany	Treaty and Protocol. Arbitration and Conciliation .. .. Presented for Registration by Germany	No. 320 / 1923, Sept. 19	XIX	284
See also : INDEX No. 4 : 1921, Dec. 3.					
1923, March 25.	Germany	Addl. Convention to Convention of Dec. 6, 1920. Swiss Mortgages in Germany containing the gold clause. Franc credits due from German Debtors	1923, Sept. 1 No. 470	XVIII	274
Taxation.					
1921, July 16..	Finland, Norway	Notes. Exemption of Immovable Property of diplomatic representatives from stamp duty on homologation	1923, Sept. 19 No. 485	XIX	78
1921, Dec. 31..	Germany, Czechoslovakia	Treaties and Protocol. Taxation ..	1923, June 30 No. 447	XVII	402
1922, March 18.	Germany, Czechoslovakia	Treaty and Protocol. Death Duties. Prevention of Double Taxation ..	1923, June 30 No. 448	XVII	454
1923, Feb. 12-21	Finland, Russia (Soviet)	Notes. Exemption of certain urban property from stamp duty, etc. on homologation or registration . ..	1923, Sept. 19 No. 495	XIX	220

ALPHABETICAL INDEX *(continued)*.

			Registration Date and No.	Vol. Page.
Telegrams.				
1920, July 27..	Denmark / Finland	Agreement. Press telegrams	1923, Sept. 19 No. 484	XIX : 72
Telegraphs and Telephones.				
1920, Dec. 30'19 / Aug. 30'20	Germany / Denmark	Telegraphic Convention	No. 377	
		Presented for Registration by Germany	1923, Sept. 19	XIX : 288
See also : INDEX No. 4 : 1920, Dec. 30,'19. / Aug. 30,'20.				
1921, July 21 / June 8/Aug. 1	Denmark / Norway	Modifications. Convention of Dec. 23/29, 1920. Telegraphs and Telephones.	No. 362	
		Errata		XIX : 302
See also : INDEX No. 4 : 1921, July 21. / June 8/Aug. 1.				
1922, June 13..	Finland / Russia (Soviet)	Provl. Agreement. Telegraphic communications	1923, May 1 No. 416	XVI : 350
1922, Oct. 30 / Nov. 28	Esthonia / Finland	Notes. Basic Telephone rates	1923, Sept. 19 No. 494	XIX : 214
1923, Jan. 23..	Great Britain / Netherlands	Agreement. Telephone service ..	1923, May 5 No. 420	XVI : 426
See also : RADIOTELEGRAPHY. : TELEGRAMS.				
Telephones.				
See : TELEGRAPHS AND TELEPHONES.				
Timber.				
1922, Oct. 28 ..	Finland / Russia (Soviet)	Convention. Floating of Timber in watercourses flowing from Finland to Russia and vice versa	1923, Sept. 19 No. 491	XIX : 154
Tonnage.				
See : SHIPS, SHIPPING.				
Trade Marks.				
1923, July 27..	Denmark / Esthonia	Declaration. Trade Marks.	1923, Sept. 21 No. 499	XIX : 254
Transit and Communications.				
1921, April 20.. Convention and Statute : Freedom of Transit. *See* : GENERAL INTERNATIONAL AGREEMENTS : 1921, April 20.				
1921, April 21..	Germany / Poland / Poland on behalf of Danzig	Convention and Protocol. Transit between East Prussia and rest of Germany	No. 308	
		Errata to Footnotes in XII : 80		XIX : 301
See also : INDEX No. 4 : 1921, April 21.				
1921, Dec. 14 ..	Finland / Russia (Soviet)	Provl. Agreement. Rail transport of passengers, etc. between Finland and Russia viâ Rajajoki and Valkeasaari	1923, May 1 No. 414	XVI : 222

ALPHABETICAL INDEX *(continued)*.

		Registration Date and No.	Vol.	Page.
Transit and Communications *(continued)*.				
1922, May 15 .. Germany / Poland	Convention. Frontier Railway Stations possessing both German and Polish Customs or Passport Offices. Rights and Duties of Officials of the Privileged Transit and Railway Through Trafifc .. .. Presented for Registration by Germany	No. 273 1923, Sept. 19	XIX	284
See also : INDEX No. 3 : 1922, May 15.				
1922, Oct. 28 .. Finland / Russia (Soviet)	Convention. Freedom of transit for the Russian State and its nationals through territory of Petsamo (Petchenga)	1923, Sept. 19 No. 493	XIX	200
See also : NAVIGABLE WATERWAYS. : RAILWAYS.				
Transport.				
See : TRANSIT AND COMMUNICATIONS.				
Transvaal.				
Treaties, etc., concerning :—				
1923, March 31. Great Britain / Portugal	Agreement renewing Part I of Mozambique-Transvaal Convention of April 1, 1909	1923, July 4 No. 451	XVIII	30
Travellers' Samples.				
1923, Feb. 12.. Denmark / Finland	Provl. Agreement. Commercial Travellers' Samples	1923, July 10 No. 454	XVIII	72
1923, March 28. Austria / Great Britain	Notes. Customs Clearance of Commercial Travellers Samples	1923, June 25 No. 445	XVII	386
Tunis.				
Treaties, etc., concerning :—				
1923, May 24 .. Great Britain / France	Notes. Nationality Decrees. Tunis and Morocco	1923, Sept. 1 No. 472	XVIII	306
Ukraine (Soviet).				
Treaties, etc, with Foreign Powers, viz :—				
1921, Aug. 3 .. Latvia	Agreement. Repatriation. Latvian Refugees	1923, June 16 No. 441	XVII	296
1921, Aug. 3 .. Latvia	Treaty. General Relations	1923, June 16 No. 442	XVII	318
Upper Silesia.				
Treaties, etc., concerning :—				
1922, May 15 .. Germany / Poland	Convention. Upper Silesia .. .. Presented for Registration by Germany	No. 271 1923, Sept. 19	XIX	282
See also : INDEX No. 3 : 1922, May 15.				
1922, June 3 .. Germany / Poland	Declaration concerning the Convention of May 15, 1922 relating to Upper Silesia .. .. Presented for Registration by Germany	No. 271 1923, Sept. 19	XIX	282
See also : INDEX No. 3 : 1922, June 3.				

ALPHABETICAL INDEX *(continued)*.

			Registration Date and No.	Vol.	Page.
Uruguay.					
Treaties, etc., with Foreign Powers, viz :					
1922, Oct. 19 ..	Great Britain ..	Notes. Importation of Morphine, etc. from Great Britain into Uruguay	1923, April 12 No. 411	XVI	202
Waggons.					
See : RAILWAYS.					
Waterways, Navigable.					
See : NAVIGABLE WATERWAYS.					
Weights and Measures.					
1921, Oct. 6 ..	International Convention	Modifying Convention and Regulations of May 20, 1875. Weights and measures.			
See : GENERAL INTERNATIONAL AGREEMENTS : 1921, Oct. 6.					
White Slave Traffic.					
See : WOMEN AND CHILDREN : TRAFFIC IN.					
Wireless Telegraphy.					
See : RADIOTELEGRAPHY.					
Women and Children : Traffic in.					
1910, May 4 ..	International Agreement	White Slave Traffic.			
See : GENERAL INTERNATIONAL AGREEMENTS : 1910, May 4.					
1921, Sept. 30..	International Convention	Traffic in Women and Children.			
See : GENERAL INTERNATIONAL AGREEMENTS : 1921, Sept. 30.					
Wounded in War.					
1906, July 6 ..	International Convention	Wounded in War.			
See : GENERAL INTERNATIONAL AGREEMENTS : 1906, July 6.					
See also : DISABLED PERSONS.					
Zara.					
Treaties, etc., concerning :—					
1920, Nov. 12..	Italy Serbs, Croats and Slovenes, Kgd. of	Treaty. Territorial and political questions. (Zara and Fiume) ..	1923, Sept. 12 No. 477	XVIII	388
1922, Oct. 23 ..	Italy Serbs, Croats and Slovenes, Kgd. of	Agreement. Carrying out of Treaty of Rapallo, Nov. 12, 1920. (Zara and Fiume)	1923, Sept. 12 No. 478	XVIII	406
1922, Oct. 23 ..	Italy Serbs, Croats and Slovenes, Kgd. of	Convention. Customs Régime and Frontier-Traffic between Zara and adjacent Territories	1923, Sept. 12 No. 479	XVIII	414